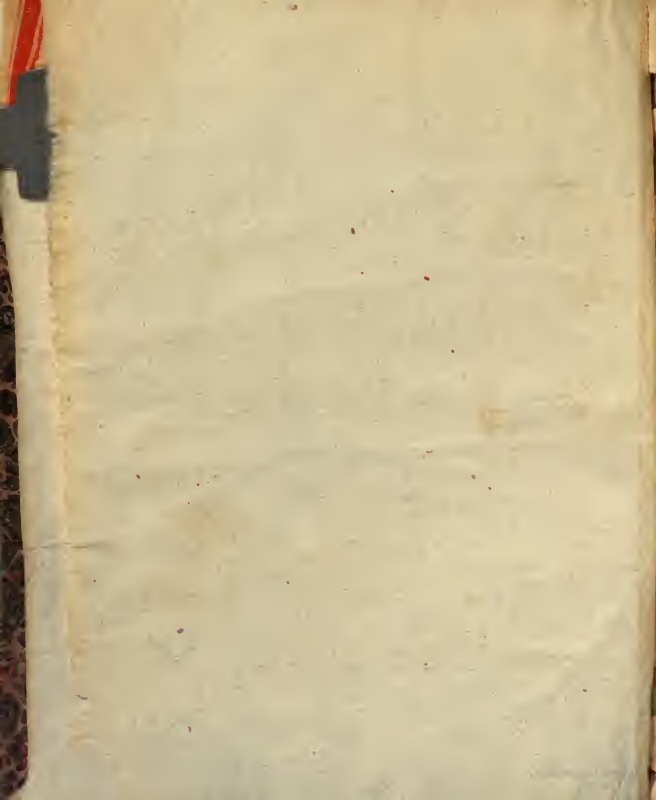




BIBL. OTFCA NAZ.
141
I
24
NAPOLI

BIBL. NAZ.
VITT. EMANUELE III
141
I
24
NAPOLI





TRAITE

DE LA
MAIORITE'

DE NOS ROIS,

ET DES REGENCES DV ROYAVME.

AVEC LES PREUVES TIREES,

*tant du Tresor des Chartes du Roy, que des Registres
du Parlement, & autres lieux.*

ENSEMBLE VN TRAITE' DES PREEMINENCES
du Parlement de Paris.

*Par Monsieur DUPUY, Conseiller du Roy en ses Conseils,
& Garde de sa Bibliotheque.*



A PARIS,

Chez la veuve MATHVRIN DV PUIS, rue S. Iacques, à la
Couronne d'or.

Et EDMÉ MARTIN, rue S. Iacques, au Soleil d'or.

M. DC. LV.

AVEC PRIVILEGE DV ROY.

TRAITE

MALORI

THE

THE







PETRVS PVTEANVS.
CL. FIL.

Nantueil

Faciebat





ADVERTISEMENT AU LECTEUR.

LES Oeuvres de feu Monsieur Dupuy, qui ont esté données au public les années precedentes, ont esté receuës avec tant d'applaudissement & approbation des gens d'honneur & de sçauoir, & les merites & rares qualitez d'un personnage si eminent, ont paru avec tant d'éclat dans tous les traiteZ qu'il a faits sur diuerses matieres tres-importantes, que i'ay esté inuité par ces considerations, & encore par l'utilité que le public en peut receuoir en plusieurs rencontres, de continuer le plus diligemment qu'il m'a esté possible l'edition des autres parties de ses ouvrages. Celle-cy que ie te presente n'est pas une des moindres, puisqu'elle traite de l'une des plus grandes affaires & des plus considerables qui se soit rencontrée iusques icy dans le gouvernement
ã ij

ADVERTISSEMENT

de cette Monarchie depuis son établissement ; car il s'y agit de l'administration & conduite de ce Royaume, pendant que le Roy en est absent, ou en minorité, qu'il a besoin d'estre regy & conduit par les sages & prudents conseils de quelqu'un qui manie cette autorité suprême. Ce Royaume est tombé déjà plusieurs fois entre les mains de Rois mineurs, à l'education desquels il a fallu pourvoir, & en mesme temps aussi à la Regence & gouvernement des affaires ; & les diuerses expéditions que nos Rois ont entreprises, soit outre mer pour la conqueste de la Terre sainte, ou delà les monts, pour maintenir les droits legitimes acquis à cette Couronne, ont donné autant de fois la matière & le suiet d'établir des Regences. Mais comme il se rencontre plusieurs & différentes circonstances en chacune de ces Regences, feu Monsieur Dupuy a tres-prudemment iugé, que son travail seroit tres-utile & avantageux au public, reduisant en forme d'histoire, & selon la suite des temps tout ce qui estoit venu à sa connoissance de l'établissement desdites Regences. Mais comme il s'estoit contenté du simple narré des choses qui s'étoient passées en toutes ces occasions, avec des remarques neantmoins assez essentielles pour faire connoistre à ses Lecteurs, que les titres & originaux luy auoient passé par les mains ; Monsieur

son frere, auquel il a confié la conduite de tous ses ouvrages pour les mettre en lumiere, a iugé avec le conseil de ses amis que la publication de toutes ces Preuves, tirées la pluspart du Tresor des Chartes du Roy, Registres du Parlement, & autres endroits où il auoit eu entrée, seruiroit grandement pour iustifier sa bonne foy és choses qu'il auoit alleguées, & pour l'illustration d'une matiere si importante, & dont l'on peut tirer plusieurs éclaircissements & circonstances notables de nostre Histoire, qui ne peuuent pas estre inserées dans une narration continuë sans en corrompre toute la grace. Et il est certain que si le defunt eust vécu plus long-temps, qu'il en auroit usé de la sorte; ayant dit plusieurs fois à Monsieur son frere, lors qu'il le pressoit de l'edition de ses ouvrages, & d'y adiouster les Preuves & Actes publics, comme il auoit fait aux Libertez de l'Eglise Gallicane, Qu'il luy laissoit ce soin après sa mort, puisqu'il auoit la connoissance de tous ces recueils & memoires de nostre Histoire, à la collection & correction desquels il auoit beaucoup contribué; & que son âge desia auancé, & accueilli de diuerses infirmités, ne luy permettoit pas d'y vaguer. C'est donc, mon cher Lecteur, ce que Monsieur son frere a fait maintenant en ce traité que nous te donnons, ayant avec un grand soin & di-

A D V E R T I S S E M E N T

*l*igence disposé toutes ces pieces selon l'ordre du tempsé & des matieres, & corrigé sur les Originaux, tant qu'il en a pû recouurer, toutes les fautes qui s'y estoient glissées, & si essentielles quelquefois qu'elles corrompoient le sens: & tu auras assez de bonté pour pardonner celles qui ont esté omises, pour n'auoir pû recouurer les Actes mesmes, ou qui ont échapé à la diligence du Correcteur, dont tu trouueras la correction à la fin de ce Volume.

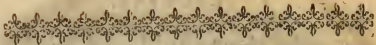
L'on a iugé aussi à propos d'insérer dans ce Recueil les deux traitez que Maistre Iean du Tillet, Greffier en chef du Parlement, & qui a si bien mérité de nostre Histoire, auoit mis en lumiere sur cette matiere de la Maiorité, en vn temps où elle fut agitée avec grande chaleur des esprits de part & d'autre. Et quoy que de son viuant ils ayent esté imprimez, par le commandement des Puissances qui estoient lors; neantmoins le temps les ayant rendu fort rares, la publication n'en peut estre que tres-vtile maintenant, estant remplis d'une grande & profonde connoissance de nostre Histoire, qu'il auoit puisée dans les Archives du Tresor des Chartes du Roy; & aussi afin que tu trouues dans vn mesme corps tout ce qui peut seruir à cette matiere.

Ce Traité des Maioritez & Regences, avec les
Preuues,

AV LECTEUR.

Preuves, est suivy d'un autre, qui met fin à ce Recueil, composé par nostre Auteur, touchant le Parlement de Paris; lequel quoy que fort succinct & par articles, contient neantmoins des remarques assez notables, pour monstrier les prerogatives & preeminences d'une Compagnie si auguste. L'on eust pû l'enrichir de diuerses pieces tirées des anciens Registres, Chroniques, & autres Memoires de nostre Histoire; mais cette collection estant de plus longue haleine, elle est reseruée pour un autre temps. Au reste deuant que de finir cet aduertissement, il importe que le public sçache que Monsieur Uyon sieur d'Herouual, Conseiller du Roy, & Auditeuren sa Chambre des Comptes, qui a une grande connoissance de nostre Histoire, a contribué à enrichir ce Recueil de quelques titres anciens, dont il a fait part à Monsieur Dupuy; son nom ayant esté mis en quelques-unes, & obmis aux autres par inadvertance; & c'est une reconnoissance qu'il doit au merite d'un homme si bien intentionné pour le public, & à l'amitié tres-estroite qu'il a avec luy.





PRIVILEGE DV ROY.



OVIS par la grace de Dieu Roy de France & de Navarre: A nous amez & feaux Conseillers les Gens tenans nos Cours de Parlement, Maistres des Requestes ordinaires de nostre Hostel, Baillifs, Seneschaux, Preuosts, leurs Lieutenans; & à tous autres nos Iusticiers & Officiers qu'il appartiendra: S A L U T. Nostre amé & feal Conseiller en nos Conseils, Garde de nostre Bibliothèque, I A C Q V E S D Y P V Y, Prieur de S. Sauveur, nous a fait remonstrier qu'outre les Preuues des Libertez de l'Eglise Gallicane contenues en deux volumes in folio, & le Commentaire sur les articles desirés Libertez du sieur Pierre Pithon, & autres traites adioustez en suite, que feu nostre amé & feal aussi Conseiller en nosdits Conseils, Garde de nostredite Bibliothèque P I E R R E D Y P V Y son frere a composez & fait imprimer durant sa vie, il anroit encore après son decés trouué dans son cabinet plusieurs traites qu'il a pareillement composez sur differentes matieres, particulièrement pour la conservation des droits de nos Contrones, & villes de l'Europe: desquels l'exposant par l'amour qu'il a pour sa patrie, avec l'auantage que nous en pounonstirer, desiroit en gratifier le public: ce qui l'a obligé à nous supplier de luy accorder nos Lettres sur ce nécessaires. A C E S C A V S Z S, desirant donner à ce Royaume les ouurages excellens, & les grands traualx dudit feu sieur Dupuy, dont les importans seruices qu'il a rendus toute la vie au feu Roy nostre tres-honoré Seigneur & Pere, & à nous en directes occasions par ses amis, & conseils, & instructions, nous ont tousiours esté fort considerables, & dont les soins extraordinaires qu'il a pris de mettre en estât & par ordre toutes les Chartres & les Titres de nostre Tresor, qui iusques là y auoient esté en confusion, & d'en faire vn ample Inuentaie, seront desormais si auantageux à cette Monarchie, que nous ne pouuons luy en témoigner assez de retonnoissance, soient honorant la memoire de la qualité d'un de nos plus fidels faicts & des plus rares ornemens de son siecle, soit en distribuant nos graces en fauour de l'exposant, qui d'ailleurs aussi nous a donné coniointement avec feu son frere des preuues si particulieres de sa suffisance, & de la passion qu'il anoit également pour nos interets, & qui mesme dans les affaires les plus importantes de cet Estat nous continué encore auioird'huy ses seruices & ses soins avec tant d'auantage, & tant de fidelité, qu'en attendant que nous puissions les mieux reconnoistre, Nous luy auons permis & permettons par ces presentes de faire imprimer, vendre & debiter en tous lieux de nostre obeyssance, par tels Imprimeurs & Libraires qu'il vaudra choisir, les Traitez suiuantz: *L'Histoire veritable de la Condamnation del'Ordre des Templiers, ousemble les extraits d'un Registre intitulé Processus contra Templarios, qui contient vne longue procedure. & deposition de plusieurs témoins ouys à Paris, contre ledit Ordre des Templiers. L'Histoire generale du Schisme, qui a esté ou l'Eglise depuis l'an 1378. iusques au l'année 1418. Les Memoires de la prouision aux Prelatures de l'Eglise. Le discord entre le S. Siege. & les Empereurs pour les iuneeures. Nostre droit au Royaume de Navarre, avec la refutation des pretendus faictes faictes. Nostre droit aux Royaumes de Sicile, de Naples, d'Arragon, & celui sur la Republique de Genoues. Le traitté contre les pretendions du Roy d'Angleterre sur le Royaume de France. & sur aucunes Provinces dudit Royaume. Le traitté de la Ley Salique. Le traitté de la consécration pour crime de lèse-Majesté. Nostre droit sur le Royaume d'Angleterre, & sur celui de Castille. Les diuerses que nous auons avec le Duc de Savoie, pour Essigny, Nico, Ceny, &c. Nostre droit sur la Comté de Flandre, & sur celui d'Artois. Les considerations sur les traittez de Madrid, de Cambray & de Cressy. Le traitté, Quo nostre Demaine est inalienable. Nostre droit sur Lille, Douay, Orchies, Tournay,*

S. Amand, & Mortaigne. Le traité de la mouvance du Comté de S. Paul. Le traité de nostre droit au Royaume de Bourgogne contre les Empereurs d'Allemagne, & comme nous possédons à insir le Liemois, le Dauphiné, la Prouence & la Bresse, &c. Le traité, Si la prescription a lieu entre les Princes Souuerains. Les réponses aux prétentions du Duc de Lorraine sur le Duché d'Anjou. Le traité du différend, qui est entre nous & le Duc de Lorraine pour les Comtez de Prouence, Forcalquier & terres adiacentes. De nostre droit sur Aignieu, & le Comté de Venisse. Le traité de la mouvance de la Principauté d'Aurange. La réponse aux raisons de ceux qui ont des prétentions sur le Duché de Bretagne. Nos moyens contre les prétentions du Roy d'Espagne, sur le Duché de Bourgogne. Le traité des appanages des enfans de France. Le traité de nos droits sur les Comtez d'Auxerre, & de Mâcon, & Bar-sur-Seine, sur le Comté d'Auxonne, & le ressort de S. Laurent. Le traité sur le Duché de Guise. Inventaires sur les pièces & titres produits par le feu Roy en la Commission des sieurs le Bret, de Lorme, & Dupuy, pour le regard des Eueschez de Metz, Toul & Verdun. Memoires des denonciations faites par les Rois nos predecesseurs au S. Siege. Le traité des Regences & Majoritez des Rois de France. Le traité des contributions que nous devons les Ecclesiastiques en cas de nécessité. De nostre droit sur l'Estat de Milan. Le traité du Parlement de Paris, &c. Et tous autres ouvrages compolés par ledit feu sieur D V V V sur quelque matiere que ce soit; & ce en vn ou plusieurs volumes, & en telles marges & en tels caracteres, & autant de fois que bon luy semblera pendant l'espace de quinze ans, à compter du iour que chaque traité ou volume sera acheué d'imprimer pour la premiere fois. Et faisons tres-expresses defenses à toutes personnes de quelque condition & qualité qu'elles soient, d'en rien imprimer, vendre ny distribuer en aucun lieu de nostre obeyssance, sous pretexte d'augmentation, correction, changement de titre, fausses marques ou autrement, en quelque sorte & maniere que ce soit, sans le consentement dudit sieur D V V V de S. Sauueur, ou de ceux qui auront son droit: à peine de confiscation des exemplaires contrefaits, & des caracteres, presses, & instrumens qui auront seruy ausdites impressions contrefaites, de tous dépens, dommages & interets, de six mil liures d'amende, applicable vn tiers à nous, vn tiers à l'Hôtel Dieu de Paris, & l'autre au Libraire ou Imprimeur que ledit exposant aura choisi pour faire ladite impression: à condition qu'il sera mis deux exemplaires de chaque volume en nostre Bibliothèque publique, & vn en celle de nostre tres-cher & feal le sieur Molé, Premier President en nostre Cour de Parlement, Garde des Sceaux de France, avant que de les exposer en vente, à peine de nullité des presentes. Du contenu desquelles nous voulons & vous mandons que vous fassiez iouir pleinement & paisiblement ledit exposant, & ceux qui auront droit de luy, sans souffrir qu'il leur soit donné aucun empeschement. Voulons aussi qu'en mettant au commencement ou à la fin de chacun traité ou volume, vn extrait des presentes, elles soient tenues pour deuëment signifiées, & que voy soit adioustée, & aux copies d'icelles collationnées par vn de nos amez & feaux Conseillers & Secretaires, comme à l'original. MANDONS au premier nostre Huissier ou Sergent sur ce requis, de faire pour l'exécution desdites presentes, tous exploits necessaires, sans demander autre permission. CAR tel est nostre plaisir, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, & sans preiudice d'icelles, Clameur de Haro, Charte Normande, & autres Lettres à ce contraires. DONNE' à Paris le 3. iour de Feurier, l'an de grace 1655, & de nostre regne le 10. Signé, Par le Roy en son Conseil. SALMON.

Ledit sieur D V V V Prieur de S. Sauueur a cédé & transféré son droit à la venue Mathurin Dupuis, & à Edme Martin, Marchands Libraires à Paris. pour ce qui regarde seulement les Traitez, suivans: De la Majorité de nos Rois, & des Regences du Royaume, &c. & Du Parlement de Paris. le 2. Janvier 1655.

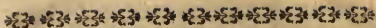


TABLE DES CHAPITRES
de ce Traité.

CHAP. I.	D E la Maiorité du Roy.	page 1
II.	Du Sacre du Roy.	page 9
III.	Des Tuteurs & Regens des Rois & du Royaume.	14
IV.	Du Conseil donné aux Regens.	19
V.	De la qualité que prennent les Regens dans les Actes publics, & de leurs sceaux.	23
VI.	Comme il a esté pourueu en diuerses manieres à la Regence du Royaume.	28
VII.	Que les Rois ont souuent disposé de la Regence.	30
VIII.	Que les Estats Generaux, les Grands du Royaume, le Conseil d'Estat, ou le Parlement ont quelquefois nommé les Regens.	32
IX.	Reynes, ou autres Princesses Regentes.	35
X.	Princes du sang Regens.	40
XI.	Seigneurs non Princes du sang, & autres nommez Regens.	44
XII.	Histoires particulieres de toutes les Regences qui ont esté en France depuis l'establissement de la Monarchie iusqu'à present. Ou l'on voit par qui elles ont esté deferées, par quels moyens, & quelles personnes y ont esté appelées.	46
Preuues du Traité de la Maiorité, Sacre de nos Roys, & Regences du Royaume.		125
Du Parlement de Paris.		157



1

TRAITTE
DE LA
MAIORITE
DE NOS ROYS,
ET DES REGENCES DV ROYAVME.

DE LA MAIORITE DV ROY.

CHAPITRE I.

L'ON tient en France pour loy certaine & indubitable, que iamais le Royaume n'est vacant, qu'il y a continuation de Roy à Roy, que le mort saisit le vif, & que nous auons vn Roy si tost que l'autre est mort, sans attendre couronnement, onction, ny sacre, & sans aucune solennité. Suiuant cette maxime le

A

2 DE LA MAIORITE' DE NOS ROYS,

Parlement écriuant au Roy Charles IX. l'an 1563. vſe de ces termes: *Quand, SIRE, vous ne ſeriez âgé que d'un iour, vous ſeriez maieur quant à la Juſtice, comme ſi auiez trente ans, puisſqu'elle eſt adminiſtrée par la puisſance que Dieu vous en a donnée, & en voſtre nom.*

Cette loy ou cet vſage eſt pour l'eſtabliſſement des Rois. Mais parce que ſouuent vn Roy eſt appellé à la Royauté en ſi bas âge, qu'il n'eſt pas capable de ſe gouverner luy meſme, bien loin de gouverner vn Royaume; il a eſté trouué à propos d'y pouruoir, non pas par les loix & couſtumes ordinaires qui obligent le commun des hommes, qui ſont toutefois en beaucoup de lieux différentes en France; mais par des regles les plus vtils que l'on s'eſt pû imaginer pour le bien & le repos de l'Eſtat.

Ces regles neantmoins comme toutes choſes ne peuuent eſtre parfaites du premier coup, ont varié ſelon les neceſſitez publiques.

Nous ne pouuons rien dire d'aſſeuré de ce qui s'eſt fait en ce point ſous la premiere lignée de nos Rois, pleine de deſordres, où la force commandoit plus que la loy & la raiſon; & la ſeconde race ne nous fournit rien digne de remarque.

Il faut ſeulement conſiderer ce qui s'eſt paſſé ſous la lignée de Hugues Capet, où il ſe trouue vn grand nombre d'exemples & d'Ordonnances, qui ont enfin réglé les choſes en l'eſtat qu'elles ſont à preſent, après neantmoins vne longue ſuite d'années: car cette partie du gouvernement n'a pas re-

ceux sa forme en vn iour.

Le sieur du Tillet a écrit que les Regences sous Philippe I. & Philippe Auguste durerent iusques en la quinziesme année de leur âge ; mais sans autre autorité, que celle qu'il a crû auoir acquise par ses écrits. Car l'on trouue que Philippe Auguste en l'année 1184. estoit tenu mineur, & il estoit lors âgé de 19. à 20. ans. Il n'y auoit rien encore de desfiny pour l'âge des Rois, & il semble que suiuant l'usage commun de la France Louis VIII. l'an 1225. ordonna que ses enfans seroient sous la tutele de leur mere Blanche, iusqu'à ce qu'ils eussent atteint l'âge legitime, qui estoit de vingt-vn an : ce qui fut obserué par S. Louis, qui sortit de minorité en la 21. année de son âge, qu'il commença à gouverner seul, ayant succédé à son pere âgé seulement de douze ans. Aucuns ont écrit que cela fut resolu par vne assemblée d'Estats.

Chronicon
Tili ex
Emilio,
Vignier en
sa Biblio-
theque.
Tilius in
Chronico.

Auant & après le testament de Louis VIII. l'on voit que cette année vingt-vnième estoit vn âge legitime pour sortir de tutele, & pour estre libre de faire toutes les plus importantes actions de la vie sans autorité de personne.

L'on remarque par plusieurs actes de l'an 1209. du temps de Philippe Auguste, donnez pour le fait du Comté de Champagne, que le Comte de Champagne ne pouuoit estre tiré en cause pour raison de ce que son pere estoit en possession paisible, iusqu'à ce que ledit Comte son fils eust accompli l'âge de vingt-vn an, & que l'usage & cou-

Champagne
vi. n. 9. 11.
14. 18.

4 DE LA MAIORITE' DE NOS ROYS,

tume du Royaume de France estoit telle. & que ledit Comte ne pouuoit faire la foy & hommage au Roy pour la terre que son pere tenoit, qu'il n'eust vingt & vn an accomplis. & l'Archeuesque de Rheims reconnut que cet vsage estoit tel en ce Royaume.

Champagne
xv. n. 18. 25.

Le Roy Philippe Auguste l'an 1213. donna Iugement conforme à cette coustume, & prononça que telle estoit la coustume du Royaume de France. Et en l'année suiuaute le mesme Roy accorda à Blanche Comtesse de Champagne, que Thibaut Comte de Champagne son fils seroit sous son bail & gouuernement, iusques à ce qu'il eust vingt & vn an; à quoy condescendit le Comte par vn acte particulier.

Champagne
vi. n. 25.

Champagne
vi. n. 25. &
vii. n. 12 &
13.

Poitiers 1.
fac n 46.
V. Matth.
Paris p. 342.

Toulouse
vi. fac. n. 63.

En l'année 1257. Brunissende Dame de Thierne veufue de Chatard de Thierne, donna la tutele & curatele de ses enfans sous le bon plaisir d'Alfonse Comte de Poictiers, à Guy Comte de Forets, pour durer iusques à ce que selon la coustume de France (ainsi porte le titre) lescdits enfans eussent accompli l'âge de vingt & vn an. Ladite Brunissende en l'année 1259. donna la mesme tutele à Renaud Comte de Forets, & par l'acte il y a, *que selon la coustume de France obseruée de long-temps, les enfans sont en âge legitime quand ils ont accomply vingt & vn an.* Ces mots d'âge legitime seruent à expliquer l'Ordonnance de Louïs VIII. del'an 1225.

Les Ducs de Berry & de Bourgogne voulans persuader au Duc de Bretagne de venir trouuer le

Roy Charles VI. à Paris, luy dirent qu'il estoit tenu de luy faire hommage. Le Duc en s'excusant disoit, que quand le Roy auroit son âge, & seroit en son gouvernement, il luy viendrait faire hommage. Lesdits Ducs disoient, que le Roy auoit âge & sens assez pour receuoir hommage, & qu'il estoit au vingt-vnième an de son âge, & que tous les Seigneurs du Royaume de France tenans de luy, luy auoient fait hommage & releué. ce sont les propres termes de Froissard.

Vol. 1.
ch. 114.

Il est donc certain & indubitable, que l'usage de France estoit tel en ce temps, que la pleine & entiere Maiorité estoit à vingt-vn an, & que nos Rois n'estoient point maieurs, & n'auoient pas l'entier maniemement de leurs affaires, qu'ils n'eussent atteint cet âge.

Le premier de nos Rois qui a voulu apporter quelque reglement en cette maniere, a esté le Roy Philippe le Hardy. Estant en Afrique après la mort du Roy S. Louïs son pere, il fit publier vne Ordonnance de l'an 1270. qui porte l'establissement d'un Regent, au cas que son fils qui luy deuoit succeder, n'eust pas lors qu'il viendrait à deceder, quatorze ans accomplis; & que cette tutele ou gouvernement deuoit finir lors que sondit fils auroit les quatorze ans accomplis. Le mesme Roy l'année suiuite estant de retour en son Royaume, fit vne pareille Ordonnance. Mais l'on peut douter si ces deux Ordonnances doiuent estre considerées, veu que les originaux qui sont encore aux Char-

tes du Roy, s'y trouuent cancellez; neantmoins l'on s'en peut seruir comme de memoire, pour mon-
 strer l'intention de ce Roy, qui fut à quelques an-
 nées de là suiue à peu près par ses successeurs. Phi-
 lippe le Bel fils de ce Philippe le Hardy, ignorant
 ce semble cette Ordonnance de son pere, ordonna
 en l'année 1294. que s'il venoit à deceder auant que
 son fils aîné eust l'âge legitime, il vouloit que la
 Reine sa femme eust la regence de son fils: qui est
 la mesme chose & en mesmes termes, qu'auoit or-
 donné le Roy Louïs VIII. sans autrement deter-
 miner l'âge de majorité.

Ducs d'Or-
 léans.

Mais en l'année 1344. le Roy Philippe de Va-
 lois, & la Reine son épouse, firent vne espeece de
 partage entre leurs enfans: qui porte que, parce
 que Philippe leur fils puîné estoit mineur d'âge,
le Roy le eagea (ce sont les mots du titre), & fit à cau-
 se de ce la foy & hommage au Roy de ce que sa Ma-
 iesté luy donnoit: & promettent le Roy & la Rei-
 ne, si tost que ledit Philippe sera venu en l'âge de
 quatorze ans, de luy faire iurer d'accomplir ce qui
 estoit de ce partage: qui est vne marque, que ce
 Roy tenoit ledit âge de quatorze ans pour vn âge
 legitime.

Après tant d'incertitudes & diuers vsages le Roy
 Charles V. en l'année 1374. fit vn Edict fort so-
 lennel, qu'il fit publier en Parlement tenant son lit
 de Iustice, par lequel il ordonna, qu'il vouloit que
 les fils aînez des Rois de France presens & à ve-
 nir seroient âgez & tenus pour âgez, ayans atteint le

quatorzième an de leur âge, à l'effet d'auoir le regimé & administration du Royaume, de receuoir les hommages & sermens de fidelité de leurs suiets, & que lesdits aînez se pourroient faire sacrer, & receuoir toutes les marques de la Royauté, & que tout ce qu'ils feroient en cet âge, auroit lieu comme s'ils estoient maieurs de vingt-cinq ans.

Cette loy, de verité, est singuliere & non commune aux autres Royaumes; mais aussi il faut considerer qu'elle ne fait pas de preiudice à la loy de nature, elle ne fait pas l'homme sage auant le temps, mais elle veut obuier aux inconueniens qui peuuent auenir dans l'Estat, soit par l'ambition des Regens qui s'establissent dans l'Estat quand leur administration est longue, comme fit Eudes sous Charles le Simple, soit pour retrancher les contentions entre les Grands. Il n'y a dignité Ecclesiastique ou seculiere, qui n'ait son temps déterminé pour y paruenir, les vnes moins, les autres plus.

Nonobstant cet Edit si solennel de Charles V. l'on remarque qu'au mois d'Aoust 1385. sur vne question, si le Roy pouuoit abdiquer de sa Couronne la connoissance qu'il a des ports d'armes contre les Clercs; le Procureur General dit que le Roy estoit mineur, & falloit attendre sa majorité pour discuter ce droit. Et neantmoins ce Roy, qui est Charles VI. auoit lors 17. ans. Ce mesme Roy fils & successeur de Charles V. en l'année 1388. âgé de vingt ans, estoit encore en puissance de ses oncles. Et le Cardinal de Laon qui opina en vn Conseil tenu à Des Vifins

cette fin, dit que le Roy auoit assez d'âge pour sçauoir le fait de son Royaume, & fut d'avis qu'il eust seul le gouuernement, sans estre au pouuoir d'autrui. ce qui fut arresté & executé. Aussi Froissart remarque, que par deliberation du Conseil ce Roy qui auoit esté depuis la mort de son pere sous le gouuernement de ses oncles, prendroit le gouuernement de son Royaume entrant au 21. an de son âge. Mais ce mesme Roy par deux Declarations de l'année 1392. suiuit entierement l'Ordonnance du Roy Charles V. son pere. & de plus en Auriil 1403. par Declaration ordonna que son fils qui luy succedera à la Couronne, quelque petit âge qu'il ait, sera sans aucun delay appellé Roy de France, succedera au Royaume, se pourra faire couronner & sacrer aussi tost, sans qu'aucun puisse entreprendre le bail, regence ou gouuernement du Royaume.

Pour conclusion de ce Chapitre. L'Edit de Charles V. de l'an 1374. a esté trouué si vtile & necessaire pour le repos de l'Estat, qu'il a esté obserué fort exactement iusques à present.



DV SACRE DV ROY.

CHAPITRE II.



L ne se trouue point qu'aucun Roy de la premiere lignée ait esté sacré: les Historiens parlent seulement de leur éléuation sur vn bouclier ou pavois, qui se faisoit en pleine campagne en presence de tout le peuple.

Mais nous auons diuers témoignages comme les Rois de la seconde lignée se faisoient sacrer & couronner; & les peres mesmes auoient soin de faire sacrer leurs enfans de leur viuant, pour d'autant plus leur asseurer le Royaume. Charlemagne & Carloman furent sacrez & couronnez du viuant de leur pere. Charlemagne en vsa ainsi, mettant luy-mesme la couronne sur la teste à son fils Louïs le Debonnaire. Celuy-cy en fit de mesme à son fils Charles, & ainsi quelques autres.

Les premiers Rois de la lignée de Hugues Capet imiterent cet vsage. Le Roy Robert fut sacré & couronné du viuant de Hugues Capet son pere, regna mesmes avec luy. Henry I. fit sacrer son fils Philippe I. Louïs le leune fit le mesme en faueur de Philippe Auguste son fils âgé de quatorze ans.

Comme l'exces d'affection de ces peres enuers leurs enfans, & l'apprehension qu'ils auoient qu'ils ne leur succedassent pas, leur faisoient vsfer de cette

precaution : de mesme le Roy Louïs VIII. preuen u de la mort, auant que faire sacrer son fils, estant à l'extremité de sa vie, stipula des principaux de sa Cour, qu'ils reconnoistroient Louïs son fils pour Roy après luy, afin que le reste des François à leur exemple le reconnust sans aucune contestation. Ces exemples ont fait croire anciennement à tous les ordres de la France, qu'il falloit qu'un Roy pour estre Roy & reconnu tel, fust couronné & sacré; que du iour du Sacre il estoit Roy, non du iour que la couronne luy estoit écheüe: témoin la promesse que tira le mesme Louïs VIII. des Grands de sa Cour, qu'ils feroient couronner son fils le plûtoſt qu'il leur seroit possible. Et en consequence de cela ils croyoient qu'auant la ceremonie du Sacre l'on n'estoit point obligé de rendre hommage au Roy. De cela il nous en reste des marques & témoignages qui ont esté peu à peu abolis, à cause des grands inconueniens qui en pouuoient auenir.

Charles V. dit le Sage, en May 1375. tint son lit de Iustice au Parlement de Paris accompagné des Grands du Royaume & des principaux de tous les ordres; fit publier vn Edit & loy perpetuelle & irrevocable du mois d'Aouſt 1374. par lequel il ordonna qu'à l'auenir les fils aînez des Rois de France seroient tenus pour âgez ayant atteint la quatorzième année de leur âge, receuroient les hommages & sermens de fidelité, & autres marques de la Royauté.

Cet Edit auance la maiorité des Rois, mais ne

remedie pas au mal qui pouuoit auenir par l'opinion que l'on auoit, que le Sacre les faisoit Rois; au contraire il semble la confirmer par des consequences fort aisées à s'imaginer. Aussi après la mort de ce Roy, il y eut de grandes contentions entre les Princes du sang pour le gouuernement de l'Estat. Charles VI. son fils luy succeda, qui n'auoit que 12. ans. Au mois d'Octobre 1380. il se fit vne grande assemblée au Parlement, où Louïs Duc d'Aniou oncle du Roy, & Regent fit dire par le sieur Desmarets, que pour entretenir la paix entre le Roy & ses oncles, il consentoit que le Roy fust couronné & sacré à la maniere accoustumée. Pierre d'Orgemont principal Conseil du Roy, dit, qu'il falloit attendre que le Roy eust plus grand âge pour le sacrer. Desmarets au contraire dit, que quand le Roy seroit sacré les diuisions cesseroient. Cette affaire fut mise en arbitres, qui dirent que l'on pouuoit anticiper le terme prefix du Sacre; ce qui fut fait. Cet exemple fait voir combien la pratique ancienne estoit enracinée dans les esprits, & qu'il estoit aisé à ceux qui y trouuoient leur compte de trauerser les meilleures & plus saines resolutions. Ils croyoient encore, que le Roy deuoit estre auancé en âge pour estre sacré.

Iouenal
des Vrains.

Et par la Declaration de Charles VI. du mois de Ianuier 1392. ayant ordonné de la Regence, pour durer iusques à ce que son fils aîné fust entré au quatorzième an de son âge, il declare qu'il veut que l'on luy fasse les hommages & sermens en pre-

sence de ses tuteurs , & par ses tuteurs mesmes ; ce qui oste cette opinion , que les hommages ne se deuoi-
ent rendre qu'au Roy maieur.

Nos anciens donc auoient cette persuation, ou plustost fausse opinion, qu'un Roy n'estoit point Roy qu'il ne fust sacré, & encore vouloient-ils qu'il fust en âge de connoissance. Les maux qui pou-
uoient venir de cette dangereuse coustume estoient si apparens, que l'on creut y remedier en declarant les Rois maieurs à quatorze ans, & qu'ils pouuoient estre sacrez ; mais c'estoit vn remede trop foible pour le mal : aussi le Roy Charles VI. retrancha tout ce qui pouuoit faire la difficulté, & par sa Declaration du mois d'Auril 1403. ordonna que son fils aîné lors de son decés, en quelque petit âge qu'il fust, seroit sans aucun delay appellé Roy de France, qu'il succederoit au Royaume, seroit couronné & sacré Roy au plustost, & vseroit de tous droits de Roy, sans qu'aucun, quel qu'il fust, entreprist le bail, regence & gouuernement du Royaume. & au cas que ledit fils fust moindre d'ans lors de son decés, il ordonna que la Reine auroit le gouuernement au nom de son dit fils aîné, & comme Roy il vouloit que ses suiets luy obeissent.

26. Decemb.

1407.

Le mesme Roy par vn Edit perpetuel & irreuocable publié en son lit de Iustice assisté des Princes, Prelats & principaux Officiers, ordonna la mesme chose que par la precedente Declaration, pour estre obseruée par ses successeurs, & particulièrement pour le Sacre & Couronnement, en quelque âge qu'au-

roient les Rois, nonobstant toutes ordonnances & coustumes à ce contraires, qu'il reuoque, casse & annulle. ce qui est abolir du tout l'ancienne & mauuaise pratique. Depuis ce temps neantmoins l'on a bien eu soin de faire sacrer nos Rois le plustost qu'il a esté possible, comme nous voyons en ce qui se passa aux Estats de Tours au commencement du regne du Roy Charles VIII. Mais ces vaines opinions dont nous auons parlé cy dessus, ont esté condamnées; comme de croire que cette ceremonie estoit essentielle à la Royauté, qu'un Roy n'estoit pas Roy sans cela, & qu'elle estoit attachée à vn certain lieu. Aussi nos bons Auteurs ont soustenu & monstre, que le Sacre n'augmente en rien leur droit, ne les fait pas Rois, qu'ils se peuuent faire sacrer quand ils veulent, & où bon leur semble; que nos Rois sont Rois par succession & non autrement: & certes il est perilleux d'attacher la Royauté à vne ceremonie, qui est au pouuoir de ceux qui la doiuent faire, de ne la vouloir pas faire, de l'attacher à quelque mystere, & à quelque lieu precis. Le plus seur est de suiure l'ordre de succeder, qui est le plus naturel, & qui ne peut estre trauerse de tant de difficultez, & de tenir pour loy fondamentale, que le mort saisit le vif, & que le Roy ne meurt point en France.

DES TUTEURS ET REGENS.

CHAPITRE III.



Es Historiens de la premiere lignée de nos Rois, quand ils ont parlé de ceux qui auoient esté donnez par les Rois pour auoir soin de la personne & de l'Estat de leurs enfans mineurs, vsent de cest termes, *filium sub custodia & tutela reliquit*, & ils appellent les Regens, *Gubernatores regni*.

Quand l'Auteur ancien a parlé sous la troisiéme race de Henry I. qui auoit baillé le gouuernement du Royaume à Baudouin Comte de Flandre, il l'appelle *tutorem & nutritorem Philippi pueruli*. & est remarqué que ce Baudouin lors de cette tutele prenoit cette qualité: *Balduinus Comes Flandriae, Marchio, & Philippi Francorum Regis, eiusque regni procurator & baiulus*. ces mots signifient Tuteur, protecteur & garde.

Aux lettres de la regence que bailla S. Louïs l'an 1269. allant en Afrique, à l'Abbé de S. Denis, & au sieur de Nesle, il y a qu'il leur baille *custodiam, administrationem, defensionem, & curam regni*. & ces Regens dans les lettres d'affaires qu'ils expedioient, ils prenoient qualité de *Locumtenentes domini Regis Francorum*. & dans lesdites lettres il y auoit: *Nos ex auctoritate & vice domini Regis nobis commissi*.

Le Roy Philippe III. par ses deux lettres des années 1270. & 1271. l'une donnée en Afrique qui est en Latin, l'autre en France qui est en François, nomme celuy qu'il designe pour gouverner le Royaume, *principalem tutorem, defensorem, & custodem super Regnum.* & en la lettre François, *principal tuteur, defenseur, & garde de nostre Royaume.*

L'Historien Nangis appelle Matthieu Abbé de S. Denis, & Simon de Nefle, *custodes Regni.* 1270.

Le Roy Philippe le Bell'an 1294. nommant la Reine sa femme pour administrer son Royaume pendant la minorité de son fils, vſe de ces mots: *Joanna Regina Franciæ ipsius regni regimen, administrationem & curam, nec non primogeniti nostri tutelam habeat.* distinguant la regence de la tutele.

Le Roy Philippe le Long pendant la grossesse de la Reine Clemence femme de son frere Louis Hutin, fut regent, & prit la qualité de *Regent le Royaume de France & de Navarre*, l'an 1316. & traita en cette qualité avec le Comte de Flandre.

L'on remarque que ce Prince est le premier, qui s'est fait appeller REGENT.

Après la bataille de Poitiers où le Roy Jean fut pris, Charles son fils aîné prit le gouvernement du Royaume, & fit publier l'an 1357. qu'il s'appellerait & s'intituleroit ainsi, *Carolus primogenitus Regis Francorum Regnum regens.*

En Octobre 1374. le Roy Charles V. ordonna la Reine son épouse pour avoir la tutele & education de son fils, & avec elle il nomme les Ducs

de Bourgogne & de Bourbon, pour la garde, gouvernement & defense du Royaume. Il vſe de meſmes termes en d'autres lettres de meſme datte en faueur de Louis Duc d'Aniou. En cet acte l'on diſtingue la tutele ou education, de la regence ou gouvernement du Royaume.

L'an 1380. Louïs Duc d'Aniou après la mort de Charles V. prit la qualité de Regent, qui luy fut conteſtée par ſes freres oncles du Roy Charles VI. Ils nommerent des arbitres, qui prononcèrent que ledit Duc auroit les meubles, or, argent & ioyaux du Roy, & que ſeulement il vſeroit de ce mot de *Regent*.

Le Roy Charles VI. l'an 1392. ordonnant la Reine ſa femme pour regente, vſe de ces termes, qu'il veut qu'elle ait principalement la tutele, garde & gouvernement du Dauphin, & de ſes freres, & avec elle les quatre oncles du Dauphin y dénommez qui ſeront Tuteurs, & Gouverneurs deſdits enfans; & pour l'adminiſtration du Royaume il nomma Louïs de France Duc d'Orleans ſon frere.

En la meſme année ledit Roy fit vne lettre ſeparée pour ledit Louïs Duc d'Orleans ſon frere, qui porte ces mots, qu'il aura la garde, gouvernement & defense du Royaume.

Le meſme Roy Charles VI. en Auril 1403. fit vne Ordonnance, par laquelle il voulut que ſon fils aiſné lors de ſon decés, en quelque petit âge qu'il fuſt, fuſt ſans aucun delay appellé Roy de France, qu'il ſuccedaſt au Royaume, & fuſt couronné & ſacré

Roy

Roy au plustost, & vſast de tous droits de Roy, ſans qu'aucun entrepriſt le bail, regence & gouuernement du Royaume; & au cas que ledit ſils fuſt moindre d'ans lors de ſon decés, il ordonne que la Reine & ceux qu'il nomme auront le gouuernement au nom de ſon ſils aîné, & comme Roy luy obeyront.

Et l'année 1407. le vingt-fixième Décembre, l'edit Roy par vn Edit qu'il fit publier tenant ſon lit de Juſtice, ordonna encore la meſme choſe, reuquant tous les Edits contraires, meſme celuy du Roy Charles V. Du Tillet a écrit que, par cette Ordonnance toutes regences furent perpetuellement reietées pour minorité de Rois, auſquels fut pourueu durant icelle du principal Conſeil des Reines meres, & autres declarez, parce qu'aucuns appelez par les Rois au maniement des affaires du Royaume ont eſté plus ſtudieux de leur particulier que du public: que l'experience a appris que ceux qui les auoient avec titre de Regence, & ne pouuoient eſtre deſtituez durant la minorité, y pouuoient pis faire. Cette remarque de du Tillet eſt bien quelque choſe conſiderable; mais pour dire le vray, les regences n'ont point eſté abolies par cet Edit, la minorité des Rois tirant après ſoy cette neceſſité de pouruoir au gouuernement de l'Eſtat, ſoit leurs meres, ſoit autres perſonnes avec autorité abſoluë. Ce qu'il y a de particulier en cet Edit, eſt qu'il veut que le Roy quoy que mineur ſoit appellé Roy, que le Royaume ſoit gouuerné en ſon nom, qu'il ſoit ſacré & couronné auſſi toſt qu'il eſt Roy. Car le mot de Regent eſt de-

meuré avec l'autorité; ce qui se voit en tous les pouuoirs donnez depuis ce temps, qui portent, pour auoir l'education & instruction du Roy, & l'entiere administration & gouvernement des affaires du Royaume: qui sont les termes de l'Arrest de la Cour donné sur la derniere regence de la Reine Marie de Medicis 1610. L'on peut neantmoins tirer de cet Edit cette consequence, que les Regens gouvernoient en leur nom, les Rois n'estant point sacrez qu'en maiorité, & à peine leur donnoit-on le nom de Roy.

Ce qui est donc aujourd'huy estably en France, est que quand vn Roy est en bas âge, c'est à dire auant qu'il soit entré en la 14. année de son âge, on a de coutume de luy pouruoir d'une personne pour auoir vn soin particulier de sa personne, & de son education. L'on a donné ordinairement cette charge aux meres, pour auoir esté iugées plus propres qu'aucuns autres, comme plus interessées en la conseruation de leurs enfans: & difficilement l'on doit commettre ce soin aux Princes du sang, pour les raisons qu'il est aisé de s'imaginer. Après l'education, l'on pouruoir d'une personne, le plus souuent de la mesme, employée à l'education, ou de plusieurs, pour auoir la direction des affaires de l'Estat, qui ont pris le nom de Regent, que l'on a souuent obligé d'assister de leur conseil les Reines meres tutrices preposées pour l'education, qui ont par ce moyen eu le principal maniement des affaires.

DV CONSEIL DONNE' AVX REGENS.

CHAPITRE IV.



L semble que nos Rois par vne grande prudence en ordonnant de l'education, & de la regence pendant la minorité de leurs enfans, ont souuent estably vn Conseil de plusieurs personnes, duquel le Regent est obligé de prendre auis en la direction des affaires publiques; qui est en effet donner la Regence à plusieurs de diuerses qualitez, & ainsi diminuer l'autorité d'un Regent, d'ordinaire le premier Prince du sang, ou vn des Grands de l'Estat, qui traueille bien souuent à s'establiir, à la diminution du Roy, & de son autorité: ce qui est temperé par la necessité qu'a le Regent de prendre le conseil & l'auis de plusieurs personnes également puissantes en ce regard, & sur lesquelles il ne peut pas tomber le moindre soupçon de vouloir vsurper l'autorité Royale, & coniurer tous à vn mesme dessein, estans principalement de qualitez differentes, & tirez des Corps des plus considerables de l'Estat.

Cette matiere d'un Conseil donné à vn Regent, fut traitée auec grande contestation au commencement du regne du Roy Charles IX. La passion des vns & des autres leur fit dire & écrire tant de choses pour seruir chacun à leur party, qu'il est su-

perflu de les vouloir examiner particulièrement : il fuffit feulement de rapporter nuement les exemples, fur lesquels vn chacun peut faire les reflexions, & inductions que la matiere peut defirer.

Le Roy Philippe III. eftant en Afrique après la mort du Roy S. Louïs ayant par fes lettres de l'an 1270. nommé fon frere Pierre de France Comte d'Alençon, pour principal tuteur & defendeur du Royaume, pendant le bas âge de fon fils, luy donna pour Conseil pour la direction des affaires d'Etat quatre Eueſques, vn Abbé, quatre grands Seigneurs, & quatre perſonnes de moindre condition, dont les noms ſont deſignez dans les lettres. Et en d'autres lettres de l'année ſuiuante, ledit Roy eftant en France donna pour Conseil à Iean Comte de Blois nommé Regent, deux Eueſques, trois autres Eccleſiaſtiques, trois grands Seigneurs, & trois Cheualiers.

Au mois d'Octobre de l'an 1374. le Roy Charles V. par lettres parentes eſtablit la Reine ſon épouſe avec ſes deux freres pour auoir la tutele & le gouvernement de ſon fils, & nomma pour Conseil pendant cette Regence, ſix Archeueſques & Eueſques, deux Abbez, dixſept Seigneurs, tous grands Officiers de la Couronne, deux Preſidens du Parlement, trois Cheualiers, trois Conſeillers de la Cour, quatre Maiſtres des Comptes, & autres Officiers, & ſix notables Bourgeois de Paris, ou au moins douze des deſſuſdits tels que ladite Dame, & les freres du Roy voudroient élire.

Le Roy Charles VI. le 5. Ianuier 1392. ayant or-

donné la Reine Isabeau de Bauiere pour auoir le gouvernement du Royaume, & ayant appellé ses oncles en part de l'administration, il aiousta que les tuteurs & gouuerneurs éliroient douze personnes, sçauoir trois Prelats, six Nobles, & trois Cleres pour Conseil.

Ledit Roy en Auril 1403. ordonna la Reine sa femme pour auoir la garde, nourrissement & gouuernement de leurs enfans, & avec elle les Ducs de Berry, de Bourgogne, d'Orleans & de Bourbon, & autres Princes du sang, & aussi les gens de son Conseil: ce que le mesme Roy en Decembre 1407. passa par Edit perpetuel, & irreuocable, qu'il fit publier en son lit de Iustice, qui porte par exprés que pendant la minorité des Rois ils seront gardez, gouuernez & nourris, & les affaires traitez en leur nom par l'auis & conseil des Reines leurs meres, des plus prochains du lignage & sang Royal, & par le conseil des Conneftable & Chancelier de France, & des sages du Conseil.

Après la mort du Roy Louis XI. il y eut vn grand debat entre Monsieur & Madame de Beauieu, que le feu Roy auoit nommez pour gouuerner Charles huitième, & Louïs Duc d'Orleans premier Prince du sang. Les Estats furent assemblez à Tours l'an 1483. où il fut question non pas de deferer la Regence, parce que le Roy y auoit pourueu, mais d'establiir vn Conseil pour manier & traiter les affaires de l'Estat. Le ieune Roy, & ceux qui debatoient pour la Regence, en-

uoyèrent vn roolle de douze Conseillers pour seruir à ce Conseil, qui estoient des principaux Seigneurs du Royaume. Les Estats approuuerent ce roolle, mais ils en aioustèrent d'autres tirez du Corps des Estats; ce qui neantmoins seruit peu de chose, tout le maniement estant demeuré à Madame de Beauieu.

Le Roy Louïs XII. par son testament de l'an 1505. ayant nommé la Reine Anne sa femme & Madame Louïse de Sauoye mere de Monsieur d'Angoulesme, depuis François I. du nom, pour gouverner les affaires de France pendant la minorité dudit sieur d'Angoulesme son successeur au Royaume, qui deuoit épouser Claude de France sa fille, il oblige ces Dames Regentes d'appeller avec elles, le Cardinal d'Amboise Legat, le Comte de Neuers, le Chancelier de France, le sieur de la Trimoüille, & le Secretaire Robertet.

L'an 1523. le Roy François I. allant en Italie, laissa Madame sa mere Regente, & près d'elle le Chancelier du Prat pour Conseil. Le mesme Roy estant à Madrid l'an 1525. & hors d'esperance d'en sortir, fit vn Edit par lequel il transporta à son fils Dauphin le Royaume de France; & dautant qu'il estoit mineur, il nomma Madame sa mere Louïse seule Regente; mais il prie ladite Dame de tenir près d'elle & de son fils qui fera Roy, le Conseil des Princes, Prelats, Chancelier, Presidens & autres Officiers tels qu'elle scauoit.

Le Roy Henry II. allant en Allemagne nomma la Reine Catherine son épouse Regente; & par

lettres de l'an 1553. laissa près de ladite Dame pour auoir la direction des affaires de l'Estat, le Cardinal de Tournon, le Garde des Seaux, l'Euesque de Soissons, le sieur d'Urfé, & le sieur du Mortier, Conseillers au Conseil d'Estat, qui ne deuoient rien faire sans en communiquer à la Reine.

*DV SEAV DES REGENS, ET DV NOM
& qualité qu'ils prennent dans les actes publics.*

CHAPITRE V.



Es lettres de Iustice & de grace estoient expediees durant les regences au nom des Regens ou Regentes.

Si c'estoient Princes ou Princeesses Regens, les lettres estoient seellées de leurs seaux, non de ceux du Roy.

Si c'estoient Prelats ou Gentilshommes Regens, il y auoit vn seau particulier & special pour le fait de la Regence.

La preuue de ces articles se tire des exemples suivants.

Philippe Auguste allant outre mer laissa vn seau, pour seruir à ceux qu'il auoit ordonnez pour auoir le gouuernement du Royaume: il y auoit à ce seau vne couronne Royale d'un costé, & au tour ces mots: SEEL DE PHELIPPES PAR LA GRACE DE DIEV ROY DE FRANCE ESTANT OVTREMER. Le

contrescel estoit vn escusson semé de fleurs de lis sans nombre.

Dons faits
par les Rois
num. 4.

Le Roy S. Louïs allant en Afrique laissa vn seau à l'Abbé de S. Denys, & au sieur de Nesle Regens pendant son absence : d'un costé il y auoit vne couronne Royale avec cette écriture, *S. Ludouici Dei gratia Francorum Regis in partibus transmarinis agentis*, & de l'autre vn escusson semé de fleurs de lis sans nombre. Ce seau se trouue encore en quelques lettres de ces Regens en datte de l'an 1270.

En l'année 1316. il fut donné vn Iugement en la Cour de France par les Connestable & Grands qui tenoient le Conseil du Roy, n'y ayant point encore de Regent après le decés du Roy Louïs Hutin. Ledit Iugement porte: *Que si tost qu'on commencera à écrire & à sceller au nom de celuy ou de ceux qui le Royanume de France deuront gouverner, nous leur baillerons lettres seellées des seaux du Gouverneur ou des Gouverneurs dessusdits.*

Le Roy Iean estant prisonnier en Angleterre, Charles Daufin son fils fit ordonner l'an 1357. qu'on l'appelleroit Regent le Royaume, n'ayant auparavant pris le nom que de Lieutenant du Roy. Depuis cette Ordonnance on n'écriuit plus au nom du Roy en Parlement, & en toutes lettres de Iustice, mais au nom dudit Regent, & fut baillé ce titre aux Notaires & aux écriuains du Palais, & fut le nom du Roy du tout éteint, & ne scelloit-on plus du seel du Chastelet, mais du seel dudit Regent en cire iaune. ce sont les termes de l'ancienne Chronique de S. Denys. Les lettres neantmoins se firent encore

encore quelque temps sous le nom du Roy & sous le seel du Chastelet, que tenoit Monsieur Foulques de Bardouil Conseiller du Regent. Mais le 18. Mars 1377. ledit Regent donna la Chancellerie de France à Iean Desdormans son Chancelier, aux mesmes honneurs & auantages du Chancelier de France, supprimant le nom du Roy & l'vsage du seel du Chastelet, tant que dureroit sa regence.

En l'année 1380. Louis Duc d'Aniou fut Regent de son neveu Charles VI. Les despeschés, dit du Tillet, estoient faites au nom du Regent, mesme les Arrests de la Iustice souueraine. Mais cette regence ne dura que seize iours : & par vn registre de la Cour il appert, que ledit Regent estant trauersé en son administration, fit dire par l'Aduocat Desmaretz, qu'il consentoit que le Roy fust sacré & couronné, qu'il eust le gouuernement du Royaume, & qu'il fust gouuerné en son nom par le conseil de ses oncles. Depuis, ces Princes contendans nommerent des arbitres pour sortir de ce differend, qui ordonnerent que le Roy seroit sacré presentement, que ses vassaux luy feroient la foy, & que tout le fait de la Iustice & de la guerre se conduiroit en son nom, & sous son seel.

Le Roy Charles VI. par Declaration du mois d'Auril 1403. ordonna que son fils aîné lors de son decés, en quelque petit âge qu'il fust, seroit déclaré & appelé sans delay Roy de France, & qu'il succederait au Royaume, seroit couronné & sacré au plustost, & vseroit de tous droits de Roy, sans qu'au-

cun tant proche fust-il du sang Royal, entreprist le bail, regence. & gouvernement du Royaume; & au cas que ledit fils fust moindre d'ans lors de son decés, il ordonne que la Reine sa mere, & ceux qu'il nommera au gouvernement, gouverneront au nom du Roy, & luy obeiront comme à Roy, dérogeant aux Ordonnances à ce contraires.

Au mesme temps ledit Roy ordonna, qu'en son absence ou occupation la Reine son épouse & ses oncles expedieront en son nom les grandes affaires du Royaume.

Le mesme Roy Charles VI. par vn Edit perpetuel & irreuocable publié en vn lit de Iustice, qu'il tint solennellement à cet effet le 26. Decembre 1407. ordonna la mesme chose que ce qu'il auoit ordonné par la Declaration cy-dessus du mois d'Auril 1403. pour estre obseruée par tous ses successeurs: qui estoit en effet reſtablir la Royauté, abolir l'autorité si absoluë des Regens qui pendant leur administration supprimoient le nom du Roy, & ne faisoient paroistre que le leur, & leur qualité: & par cette maniere d'agir leur estoient ouuerts les moyens d'vsurper toute l'autorité Royale, & enuahir le Royaume, estant fondez sur vne pratique du tout iniuste & mauuaise, & sur quelques Ordonnances des predecesseurs Rois, & particulièrement sur celle du Roy Charles V. qui sont reuouquées, cassées, & mises au neant par cet Edit.

Neantmoins comme il n'y a rien de si bien estably, que l'ambition & le desir de regner ne corrompe,

cet Edit si vtile pour le public du Royaume n'a pas esté obserué en toutes ses parties ; car l'on voit qu'en l'année 1417. la Reine femme du Roy Charles VI. auteur de cet Edit, ayant esté nommée Regente pendant l'occupation du Roy, enuoya le sieur de Moruillier à Amiens avec quelques Iuges, pour y exercer la Iustice de par elle, au lieu de la Iustice du Parlement de Paris, & luy fut donné vn sceau où estoit l'image de la Reine, qui auoit à la dextre vn escu des armes de France, & à la senestre vn escu party de France & de Bauiere, & autour estoit écrit : *C'est le seel des causes, souverainetez & appellations pour le Roy.* De ce seel l'on sceelloit en cire rouge, & fut ordonné que les lettres & mandemens se feroient au nom de la Reine, en cette forme : *Isabelle par la grace de Dieu Reine de France, ayant pour l'occupation de Monseigneur le Roy, le gouuernement & administration de ce Royaume, par l'octroy irrenuable à nous sur ce fait par mondit Seigneur & son Conseil.* Il fut aussi ordonné vn autre Chancelier outre la riuere de Seine, pour les païs obeissans à la Reine, & au Duc de Bourgogne.

Monstrelet
vol. 1. ch.
180.

Le Roy François I. passant en Italie l'an 1515. mena le Chancelier du Prat avec luy, & laissa la Martonie premier President du Parlement de Paris près de Mad. la Regente, qui auoit la garde d'un petit sceau. Ce qu'il fit au contraire faisant le mesme voyage en l'année 1523. car il laissa ledit Chancelier près de la Regente, & mena avec luy le premier President de Rouën Brinon, pour tenir & administrer

vn petit seau qu'il auoit fait faire pour seruir près de luy durant son voyage. Ladite Dame prenoit cette qualité dans les expéditions publiques : *Louise mere du Roy, Duchesse d'Angoulmois, d'Aniou, & de Nemours, Comtesse du Maine, & de Gien, Regente en France.* signoit, *Louise, & plus bas par Madame Regente en France.* & estoient scellées d'un grand seau de cire rouge.

Extrait des
Registres du
Parlement.

Le Premier President de Thou, lors qu'il fut question de la verification des lettres de la Regence de la Reine mere Catherine de Medicis l'an 1574. dit que les Arrests, & autres actes publics seroient intitulez au nom du Roy, qui estoit en Pologne, & scellez de son seau en cire iaune : les lettres de grace & de commandement, du seau de la Regente en cire rouge.

COMME IL A ESTE' POVRVEU
en diuerfes manieres à la Regence du Royaume.

CHAPITRE VI.



Os Rois laissant leurs enfans en bas âge, ou lors qu'ils ont esté obligez de sortir de leur Royaume, ou qu'ils ont esté detenus de longues & fascheuses maladies qui leur empeschoient la fonction de la Royauté, ou qu'ils ont esté prisonniers entre les mains de leurs ennemis, ont le plus souuent ordonné par

quelles personnes ils entendoient que leur Royaume fust gouverné. Mais l'on remarque aussi, que lors qu'ils n'ont laissé aucun ordre en ce point tres-important, les Estats generaux, ou les Grands du Royaume, ou le Conseil d'Estat, ou le Parlement y ont pourueu.

En ces quatre cas, de minorité, absence, prison, ou indisposition, les Rois ont déclaré leur intention par leurs testamens, ou par lettres patentes, ou par vne simple & nuë designation sans acte. Ils ont souuent considéré les Reines leurs femmes, ou leurs meres, ou leurs filles, quelquefois seules, quelquefois avec des personnes adiointes à la Regence, ou avec assistance de Conseil.

Il y a des exemples, par lesquels on voit que les Princes, soit qu'il y eust des Reines, ou qu'il n'y en eust point, ont esté appelez à la Regence seuls, ou avec adionction de Conseil: quelquefois aucuns Seigneurs non Princes du sang, ou autres personnes de grande consideration, ont esté choisis à l'exclusion des Princes.

Cecy se verra mieux & plus clairement par l'enumeration particuliere, & par chapitres separez.



QUE LES ROIS ONT DISPOSE
de la Regence ou du gouvernement du Royaume.

CHAPITRE VII.

L'AN 647. Dagobert I. donna pour Regent à son fils Clouis II. Ega Maire du Palais.

L'an 1060. Henry I. ordonna que Baudouin Comte de Flandre auroit l'administration des affaires du Royaume pendant le bas âge de Philippe I. son fils.

L'an 1147. Louis VI. dit le Jeune, ordonna en l'assemblée des Grands que l'Abbé, de S. Denys Suggester, & le Comte de Vermandois, seroient Regens pendant son voyage d'outremer.

Testament. L'an 1179. Louis VII. ordonna par son testament que sa femme Alix & Guillaume Cardinal frere de ladite Alix, seroient Regens pendant la minorité de Philippe Auguste.

Testament. L'an 1190. le Roy Philippe Aug: allant outremer ordonna par testament, que sa mere Alix & Guillaume Archevesque de Rheims auroient le gouvernement du Royaume, luy absent, ou après sa mort.

Lettres. L'an 1225. Louis VIII. ordonna, que la Reine Blanche sa femme seroit Regente de son fils Saint Louis.

Lettres. L'an 1270. & 1271. deux Ordonnances de Philip-

pe le Hardy qui dispose de la garde de ses enfans, & du gouvernement du Royaume.

L'an 1294. Philippe le Bel ordonna que s'il de-
cedoit auant que son fils aîné eust l'âge legitime, Lettres.
Ieanne sa femme auroit le gouvernement du Roy-
aume, & la tutele de son fils.

L'an 1362. le Roy Ican retournant en Angleterre
nomma son fils le Daufin pour gouverner le Roy-
aume iusques à son retour.

L'an 1374. en Octobre Charles V. ordonna de la Lettres.
tutele & education & gouvernement de son fils
aîné, en faueur de sa femme, & d'autres.

Ledit Roy en la mesme année nomma le Duc Lettres.
d'Aniou pour estre Regent, & après luy le Duc de
Bourgogne.

L'an 1392. en Ianuier, Charles VI. par lettres or- Lettres.
donna que la Reine son épouse seroit Regente
de son fils avec ses oncles.

L'an 1403. en Auril, Charles VI. par lettres nom- Lettres.
ma la Reine sa femme pour estre tutrice & Regen-
te de son fils avec ses oncles.

L'an 1483. Louïs XI. proche de la mort, dit de
bouche qu'il vouloit que Monsieur de Beauieu ma-
ry d'Anne de France sa fille, allast trouuer le Roy
son fils, & luy en donna le gouvernement.

1505. Louïs XII. par testament ordonna la Rei- Testament.
ne sa femme pour auoir la regence du Royau-
me, François de Valois estant mineur, & épousant
Claude sa fille.

L'an 1515. François I. allant en Italie ordonna que Lettres.

32 DE LA MAIORITE' DE NOS ROYS,

Madame sa mere seroit Regente.

Lettres. 1523. & 1524. ledit Roy ordonna le mesme allant en Italic.

Lettres. L'an 1525. ledit Roy estant à Madrit laissa son Royaume au Daufin son fils, & parce qu'il estoit mineur luy donna Mad. sa mere pour Regente, & en suite Madame la Duchesse d'Alençon.

L'an 1551. Henry II. allant en Alemagne dit en Parlement, qu'il laissoit la Reine sa femme Regente avec son Conseil.

Lettres. 1553. ledit Roy allant en Alemagne laissa vn Conseil près de ladite Regente, par lettres.

Lettres. L'an 1574. Charles IX. sur la fin de sa vie nomma par lettres la Reine sa mere pour estre Regente pendant l'absence du Roy de Pologne. ce que le Roy de Pologne estant encore en Pologne ratifia par lettres.

*QUE LES ESTATS GENERAUX,
les Grands du Royaume, le Conseil d'Estat, ou le
Parlement ont nommé les Regens.*

CHAPITRE VIII.

Estats.



L'AN 665. les Estats nommerent la Reine Batilde Regente de Clotaire III. son fils.

Les Grands.

L'an 893. les Grands du Royaume assemblez nommerent Eudes tuteur de Charles le Simple Roy de France. ce tuteur se fit couronner Roy. L'an

L'an 1316. Philippe de France après le decés de Louïs Hutin son frere, & pendant la grossesse de la veuve dudit Louïs. Les Grands & Barons nommerent ledit Philippe pour auoir la garde & gouvernement del'Estat. Les Grands.

L'an 1327. Charles le Bel mourant laissa sa femme grosse : les Estats declarerent Regent Philippe Comte de Valois cousin germain dudit Charles, en attendant l'accouchement de la Reine. Estats.

L'an 1356. le Roy Iean prisonnier en Angleterre, les Estats s'assemblerent & nommerent trente-six personnes d'entre eux pour auoir le gouvernement : mais cette resolution déplut au Daupin, & ne dura pas. Estats.

L'an 1380. Charles V. mort laissa Charles VI. âgé de douze ans. Louïs Duc d'Aniou pretendoit auoir la regence : il l'eut seize iours seulement, estant troublé par les Ducs de Berry & de Bourgogne. Sur ce assemblée au Parlement, où les Grands, les Prelats & Barons estoient, où le Duc d'Aniou fit faire diuerses propositions. Les Princes pretendans & ledit Duc nommerent des arbitres pour terminer le different; ce qui fut fait, & deciderent l'affaire, ordonnans du gouvernement. Parlement.
Arbitres?

L'an 1408. tous les Conseillers du Parlement furent au Louure, où estoit la Reine, le Daupin & les Princes, Seigneurs, & Bourgeois de Paris, & là fut publiée par l'Aduocat du Roy la puissance donnée par le Roy à la Reine, & au Daupin sur le gouvernement du Royaume le Roy absent ou malade. Parlement.
Grands.

1483. les Estats de Tours après la mort de Louïs XI. approuuerent ce qu'il auoit ordonné pour la tutele de Charles VIII. son fils, qui fut commise à Monsieur & à Madame de Beauieu. & le Conseil fut estably par l'aduis des Estats, & audit Conseil les Princes du sang presidoient.

Estats.
Grands & Conseil.

L'an 1561. François II. mourut, laissant son frere Charles IX. âgé de dix ans. La Reine leur mere fut Regente du consentement d'Antoine Roy de Navarre premier Prince du sang, avec quelque temperament. & de ce il en fut fait acte en presence du Roy, des Princes du sang, & du Conseil. Les Estats se tenoient lors à Orleans: l'on ne void pas qu'ils contribuerent rien à cette affaire. L'on dit qu'ils approuuerent ce qui fut fait: d'autres ont écrit qu'ils donnerent la regence. Du Tillet adioust les Parlemens, & les Princes du sang. Mais ce qui est dit au commencement de cet article est vray.

Princes & Parlement.

L'an 1574. le Premier President de Thou lors que la Cour verifia les Lettres de la regence pour la Reine mere, dit que le Roy Charles IX. auoit preuenu en cette nomination de regence tant l'office des Princes du sang, que de ceux du Parlement: & en l'Arrest sur lescrites lettres il y a, Que la Reine mere sur la priere & supplication des Princes du sang, & Pairs de France, & des Presidens & Conseillers de la Cour commis à cette fin, auoit accepté la regence.

Parlement.

L'an 1610. Henry IV. ayant esté assassiné, le Parlement s'assembla à l'instant, & nomma la Reine

mere Marie de Medicis pour estre Regente du Roy Louïs XIII. ce qui fut confirmé le lendemain par le Roy accompagné de ladite Dame, des Ducs & Pairs, tenant son lit de Iustice. Il est à noter, que ladite Dame & le Conseil qui estoit près d'elle au Eouure, auoit enuoyé quelques notables person- nages, pour presser le Parlement de resoudre cette nomination le iour mesme de la mort.

REINES MERES DES ROIS,
ou autres Princeesses nommées Regentes.

CHAPITRE IX.

DESIEURS de nos Rois ont nommé souuent les Reines leurs femmes, pour auoir la garde & la tutele de leurs enfans Rois, & avec cela le gouuernement du Royaume. Les raisons principales de ce choix sont fondées (portent quelques-vnes de leurs lettres) sur l'affection naturelle des meres enuers leurs enfans, & qu'il ne peut pas tomber presumption ou soupçon d'aucun danger des Princes qui sont commis en leur garde. Ces Rois, ce me semble, n'ont pas remarqué les principales & essentielles considerations de leur nomination: qui sont, Que ces Dames par la qualité de leur sexe sont moins capables d'enuahir l'Estat de leurs enfans, que toutes autres personnes.

Qu'en France par la Loy de l'Estat elles sont ex-

36 DE LA MAIORITE' DE NOS ROYS,
clufes de la Royauté.

Qu'il n'est pas à croire, qu'il leur puiſſe entrer dans la penſée le moindre deſſein d'y paruenir.

Qu'elles n'y peuuent eſtre aſſiſtées par qui que ce ſoit, eſtant deſtituées de ce principal fondement.

Qu'elles ne peuuent pas agir d'elles meſmes: mais par autrui, en toutes les principales actions de leur adminiſtration, & particulièrement en celles de la guerre, & aux affaires de grande reſolution.

Ces raiſons ont obligé les Rois à deferer ſouuent aux Reines les regences. En voicy les exemples.

Mere. L'an 578. Childebert II. Roy d'Orleans fut ſous la tutele de ſa mere.

Aïeule. L'an 590. Thierry II. Roy d'Orleans, & Theodebert II. Roy d'Auſtraſie furent ſous la tutele de leur ayeule la Reine Brunehault.

Mere. L'an 665. Clotaire III. eut pour Regente la Reine Batilde.

Mere. L'an 1179. le Roy Louïs VII. ordonna par teſtament, que la Reine Alix ſa femme, avec ſon frere Guillaume Cardinal auroient le gouvernement ſous Philippe Auguſte ſon fils mineur.

Rigord. tom. 5. Hiſt. Franc. p. 29. jo. L'an 1190. le Roy Philippe Auguſte allant outremer ordonna par teſtament, que Alix ſa mere, & Guillaume Archeueſque de Reims ſon frere, auroient le gouvernement du Royaume, luy abſent, & auſſi après ſon décès.

Mere. L'an 1225. le Roy Louïs VIII. ordonna que la Rei-

ne Blanche sa femme seroit Regente de S. Louïs leur fils.

L'an 1248. S. Louïs allant outremer bailla le gou-
uernement à la Reine Blanche sa mere. Mere;

L'an 1294. Philippe le Bel ordonna la Reine Iean-
ne sa femme pour auoir le gouuernement du Roy-
aume, & la tutele de leur fils aîné. Mere.

L'an 1299. & 1300. treize Euesques, Princes & Sei-
gneurs approuuerent par acte l'ordonnance du Roy
Philippe le Bel, pour la regence de la Reine Iean-
ne, & promirent de l'entretenir. Mere,

L'an 1374. en Octobre le Roy Charles V. nom-
ma la Reine sa femme pour la tutele & education
de Charles leur aîné, & pour le gouuernement y
adioignit les Ducs de Bourgogne & de Bourbon. Mere.
Elle deuoit perdre la regence en cas qu'elle se re-
mariaist.

L'an 1392. Charles VI. en Ianuier, ordonna que
la Reine Isabeau sa femme auroit la tutele, & le
gouuernement du Daufin, & avec elle les Ducs de
Berry, Bourgogne, Bourbon, & Bauiere: en cas qu'el-
le se remarie perdra la regence. Mere.

En Aueil 1403. ledit Roy ordonnant qu'il vou-
loit luy mourant, que son fils fust Roy en quelque
âge qu'il fust, declara qu'il entendoit que la Reine
eust le gouuernement de ses enfans, appellant avec
elle ses oncles & freres nommez dans ses lettres, &
les autres Princes du sang, & ceux du Conseil. Mere.

Ce que dessus fut ordonné par ledit Roy, par Edit
perpetuel & irreuocable du 26. Decembre 1407.

Mere.

L'an 1408. les Officiers du Parlement furent au Loure, estans en peine comme on pouuoit pour- uoir au gouuernement du Royaume le Roy estant malade, le Daufin ieune, les Princes en diuision: fut ordonné sur la remonstrance du Procureur General, faite en presence de ceux du sang, des Prelats & du peuple, que la Reine, le Roy estant malade, presideroit au Conseil, & auroit le gouuernement du Royaume.

Sœur.

L'an 1483. après la mort de Louïs XI. Charles VIII. demeura âgé de 13. ans. Monsieur de Bourbon de Beauieu, & Anne de France sa femme fille de Louïs XI. entreprirent le gouuernement du Royaume, suiuaus en cela l'intention du feu Roy. Le Duc d'Orleans s'y opposa, & demanda vne tenuë d'Estats, où il fut parlé de l'education du Roy, & d'un Conseil pour le maniement des affaires. Toute l'autorité demeura à la Dame de Beauieu.

Mere.

L'an 1505. Louïs XII. par son testament ordonna que la Reine Anne sa femme auroit la tutele de leur fille Claude accordée à François Duc de Valois depuis Roy de France premier du nom, & que les grandes affaires du Royaume pendant la minorité dudit François, qui deuoit estre Roy après ledit Louïs XII. seroient maniées par ladite Reine, & par Madame d'Angoulesme mere dudit Duc François, avec le conseil des personnes y dénommées.

Mere.

L'an 1515. le Roy François I. allant en Italie ordonna par lettres, que Madame Louïse de Sauoye sa mere seroit Regente en France.

Es années 1513. & 1514. ledit Roy François I. allant pour la seconde fois en Italie, declara par lettres ladite Dame sa mere Regente en France. Mere.

L'an 1525. le Roy François estant prisonnier en Espagne fit vn Edit, par lequel il donna son Royaume au Dauphin son fils, auquel parce qu'il estoit mineur il donna pour Regente seule Madame Louise de Sauoye sa mere, à laquelle il donne vn Conseil: & au cas qu'elle vienne à deceder, il nomme pour Regente Madame sa sœur Marguerite Duchesse d'Alençon. Ayeule.
Tante.

L'an 1551. le Roy Henry II. allant en Alemagne, fut en Parlement, où il dit qu'il laissoit la Reine sa femme Regente avec son fils & son Conseil. Femme.

L'an 1553. en Aoust le Roy Henry II. allant en Alemagne, declara par lettres la Reine son épouse Regente, avec vne adionction de Conseil des plus grands du Royaume. Femme.

L'an 1560. François II. mort, la Reine Catherine sa mere par conuention faite avec le Roy de Nauarre premier Prince du sang, fut declarée Regente du Roy Charles IX. les États generaux lors assemblez à Orleans. L'acte entre la Reine & le Roy de Nauarre fut fait en presence du Roy, & des Princes, & du Conseil. Le Roy de Nauarre retint quelque connoissance des affaires. Mais toute la puissance demeura à la Regente. Mere.

L'an 1574. le Roy Charles IX. proche de sa fin nomma la Reine sa mere Regente pendant sa maladie, & après sa mort durant l'absence du Roy Mere.

40 DE LA MAIORITE' DE NOS ROYS,
Henry qui estoit en Pologne. ce que le Roy de Pologne ratifia.

Mere.

L'an 1610. le 14. May le Roy Henry IV. ayant esté tué, le Parlement nomma par Arrest la Reine Marie sa veuve, pour estre Regente du Roy Louïs XIII. son fils. ce qui fut confirmé par ledit Roy tenant son lit de Iustice au Parlement. Mais il faut noter, que la Reine & le Conseil enuoyerent plusieurs fois au Parlement, pour les exciter à donner leur Arrest; comme il a esté remarqué au Chapitre precedent.

PRINCES DV SANG REGENS.

CHAPITRE X.



VIVANT la Loy vulgairement dite *Salique*, qui est plustost vne loy de la Nature, qui appelle les hommes à la Royauté à l'exclusion des femmes, les regences ont esté introduites & affectées aux masses du sang plus proches & habiles à apprehender la succession de la Couronne. Mais le mauuais mesnage, & les dangereux deportemens d'aucuns, ont souuent donné occasion à l'interuersion de ces regences legitimes des Princes du sang; & les femmes y ont esté appellées, desquelles il a semblé qu'il y auoit moins suiet de craindre: mais neantmoins il est certain qu'en celà cette Loy *Salique* a esté aucunement forcée. Voicy

cy les exemples des regences commises à des Princes du sang.

L'an 588. Gontran Roy d'Orleans fut Regent de Clotaire II. son neveu.

L'an 893. Eudes fut nommé par les Grands pour Regent du Roy Charles le Simple.

L'an 1147. Louïs le Jeune allant outre-mer nomma pour Regent avec Suggest Abbé de S. Denis, Raoul Comte de Vermandois Prince du sang.

L'an 1250. S. Louïs allant outremer laissa sa mere Regente : elle decedant, Alphonse & Charles freres du Roy prirent le gouvernement du Royaume pendant l'absence du Roy.

L'an 1270. Pierre de France Comte d'Alençon fut nommé Regent par Philippe le Hardy, avec Conseil.

L'an 1271. Philippe le Hardy, nomma Regent Jean Comte de Blois, & autres Seigneurs.

L'an 1300. Philippe le Bel ordonna, que si la Reine nommée par luy Regente decedoit, Charles Comte d'Alençon & d'Anjou seroit Regent.

L'an 1327. les Estats declarerent Philippe de Valois premier Prince du sang Regent, pendant la grossesse de la Reine femme de Charles le Bel.

L'an 1357. le Roy Jean prisonnier, le Dauphin se fit appeller Regent le Royaume, & le fut.

L'an 1362. ledit Roy retournant en Angleterre, nomma le Dauphin Regent & Gouverneur du Royaume iusques à son retour.

L'an 1374. en Octobre le Roy Charles V. ordonna que Louïs Duc d'Anjou son frere auroit le gou-

uernement du Royaume pendant la minorité de son fils aîné. En cas de décès dudit Duc il nomma Philippe Duc de Bourgogne pour estre Regent. Ce Louis exerça sa regence seize iours seulement l'an 1380. Car par vne grande assemblée des Princes, Prelats, & Barons faite au Parlement, il quitta : & ses freres oncles du Roy, & autres nommerent des arbitres, qui iugerent entre autres choses, que les enfans du Roy seroient gouuérnez par les Ducs de Bourgogne & de Bourbon, & pour les meubles de la Couronne le Duc d'Anioulles auroit. cet auis fut executé.

L'an 1392. en Ianuier Charles sixième par lettres patentes ordonna que s'il mourroit auant que son fils Daufin fust entré au quatorzième an de son âge, la Reine sa femme auroit la tutele, & avec elle Iean Duc de Berry, Philippe Duc de Bourgogne oncles du Roy, Louis Duc de Bourbon & Louis Duc de Bauiere. Ladite Reine se remariant, les Ducs de Berry & de Bourgogne seront les principaux tuteurs, & avec eux les Ducs de Bourbon & de Bauiere, & leur donna outre vn Conseil. & pour l'administration du Royaume nomma Louis de France Duc d'Orleans son frere.

Il y eut aussi lettres patentes de mesme datte pour ledit Louis de France Duc d'Orleans, Comte de Valois, pour auoir la garde & gouuernement du Royaume. ce qui dura iusques à ce que le Daufin fust entré au quatorzième an de son âge.

L'an 1402. Charles VI. estant souuent malade, ordonna qu'en son absence Louis Duc d'Orleans

son frere auroit le gouuernement & l'administration du Royaume: ce qui fut executé. mais il y eut opposition des Ducs de Berry, de Bourgogne & de Bourbon, & firent dire que le Duc d'Orleans n'auroit le gouuernement, qui fut baillé au Duc de Bourgogne.

L'an 1403. le Roy Charles VI. en Auril ordonna au cas que son fils lors de son decés fust mineur, que la Reine sa femme eust la garde, nourrissement & gouuernement de son fils & de ses freres, appelez avec elle ses oncles, & frere, & autres Princes du sang, & ceux du Conseil; & en cas de mort de ladite Dame, lesdits Princes, le Connestable, le Chancelier, ceux du Conseil auront la garde & le gouuernement desdits enfans, & le faix & besognes du Royaume.

Ledit Roy ordonna ce que dessus par Edit perpetuel & irreuocable le 26. Decembre 1407. pour estre obserué à l'auenir.

L'an 1419. le Daufin Charles, le Roy Charles VI. son pere estant entre les mains des Anglois, se nomma Regent du Royaume sans lettres du Roy. son pere, & prit cette qualité iusques à la mort de son pere 1422.

L'an 1483. après la mort de Louis XI. Monsieur de Bourbon sieur de Beauieu & Madame sa femme fille dudit Roy eurent le gouuernement sous le Roy Charles VIII. par la designation du Roy Louis XI. Le Duc d'Orleans premier Prince du sang trauersa cette regence, & soustint que la regence luy appartenoit: mais la faueur de Madame de Beauieu preualut.

L'an 1560. François II. mort, la Reine Catherine sa mere par conuention faite avec le Roy de Nauarre premier Prince du sang, fut declarée Regente du Roy Charles IX. Le Roy de Nauarre retint quelque connoissance des affaires ; mais toute la puissance demeura à la Reine Regente.

*SEIGNEURS NON PRINCES DV SANG
& autres, nommez Regens.*

CHAPITRE XI.



L'AN 647. Clouis II. estant Roy fort ieune, Dagobert I. luy donna pour regir son Estat Aga Maire du Palais.

L'an 1060. Baudouin de l'Isle Comte de Flandre fut nommé par le Roy Henry I. pour estre gouverneur de Philippe I. pendant son ieune âge : il estoit oncle de Philippe I. ayant épousé la sœur de Henry I.

L'an 1147. le Roy Louïs le Jeune allant outremer nomma pour Regens Suggest Abbé de S. Denis, & Raoul Comte de Vermandois Prince du sang.

L'an 1269. S. Louis allant en Afrique donna par lettres la garde & gouuernement de son Royaume à Mathieu Abbé de S. Denis, & au sieur de Nesle, & eux defaillans à Philippe Euesque d'Eureux, & à Iean Comte de Ponthieu.

L'an 1316. auant qu'il fut arresté qui seroit le Gou-

uerneur du Royaume pendant la grossesse de la Reine femme du Roy Louis Hutin, les Grands du Royaume tenoient le Conseil du Roy, & faisoient la fonction de Regent.

L'an 1356. le Roy Iean prisonnier en Angleterre, les Estats nommerent trente-six personnes d'entre eux pour auoir le gouuernement du Royaume : ce qui dura peu.

L'an 1392. Louïs Duc de Bauiere frere de la Reine Isabeau de Bauiere femme du Roy Charles VI. fut nommé par ledit Roy pour estre vn des tuteurs & gouuerneurs de son fils le Dauphin, de ses freres & sœurs.

Le Roy Charles VI. en Auriil 1403. fit vne declaration, que son fils aîné en quelque âge qu'il fust, lors que luy Roy decederoit, seroit appellé Roy, seroit sacré & couronné sans qu'il y soit empesché sous pretexte de Regence : & sondit fils estant en bas âge, il sera gouuerné par la Reine sa mere, appellant avec elle les Ducs de Berry, Bourgogne, Orleans & Bourbon, & autres Princes du sang : & en cas de mort de ladite Dame, lesdits Princes, le Connestable, le Chancelier, & ceux du Conseil auront la garde & le gouuernement desdits enfans, & le faix du Royaume. Ledit Roy le 26. Decembre 1407. fit passer cette declaration par vn Edit perpetuel & irreuocable, qu'il fit publier en Parlement, tenant son lit de Iustice, reuoquant tous Edits & Ordonnances contraires.

L'an 1483. après la mort de Louïs XI. les Estats

furent assemblez, qui approuuerent la disposition du Roy pour l'education du Roy Charles VIII. son fils, qu'il auoit commise à Monsieur & Madame de Beauieu : mais il fut estably vn Conseil composé de plusieurs grands Seigneurs, Prelats & autres, suivant le rolle enuoyé par le Roy aux Estats, auquel d'autres furent aioustez de l'auis desdits Estats. & ce Conseil estoit le vray Regent en apparence : mais Madame de Beauieu sœur du ieune Roy estoit la seule Regente en effet, & vsurpa toute l'autorité.

HISTOIRES PARTICVLIÈRES

de toutes les Regences qui ont esté en France, depuis l'establissement de la Monarchie iusques à present. Où l'on void par qui elles ont esté deferées, par quels moyens, & quelles personnes y ont esté appellées.

CHAPITRE XII.

578.
Gregor.
Turon.



CHILDEBERT II. Roy d'Austrasie, d'Orleans, de Bourgogne & de Paris, estoit fils de Sigebert I. Roy d'Austrasie & de Brunehaud. Son pere mort, il demeura fort ieune sous la tutele & conduite de la Reine sa mere.

590.
Greg. Tur.
l. 9. c. 4.
Aimon. l. 3.
c. 24.

CHILDEBERT II. Roy d'Austrasie eut deux enfans, Thierry II. Roy de Bourgogne & d'Orleans, & Theodebert II. Roy d'Austrasie, qui demurerent

en leur bas âge sous la tutele & le gouvernement de la Reine Brunehaud leur ayeule paternelle.

Lors que CLOTAIRE II. après le décès du Roy Chilperic son pere paruint à la Couronne, il n'estoit âgé que de trois ans seulement : de sorte que pendant ce bas âge le gouvernement de l'Estat fut commis à Gontran Roy d'Orleans son oncle & son parrain. Il substitua en son lieu Landry Maire du Palais.

DAGOBERT I. Roy de France, d'Austrasie & de Bourgogne, voyant qu'il laissoit son fils Clouis II. âgé de sept à huit ans, peu de iours avant sa mort fit venir Aga ou Ega Maire du Palais, auquel il recommanda la Reine Nantilde sa femme, & son fils. voicy comme les Auteurs en parlent: *Post paucos autem dies cum Dagobertus vitæ suæ sentiret periculum imminere, Egam consiliarium suum ad se venire præcepit, Reginam verò Nantildem, & filium suum Hludouium eidem in manu commendans, seque iam discessurum sciens consilium eius pergratum habebat, quòd cum ipsius instantia Regnum filius suus strenuè gubernare posset. conuocatis deinde primoribus Palatij, filiumque & uxorem eius, & ipsos eidem cum fidelitatis sacramento, ut moris est, commendans, matricularijs præceptum fieri iussit. & peu après: Ega qui fuerat consiliarius Regis Dagoberti cum Regina Nantilde, quam idem Rex relinquerat, & secundo imminente Regni anno condignè Palatium gubernabat & Regnum.*

CLOVIS II. Roy de France & de Bourgogne

588.
Gregor.
Turonen. l.
7. c. 7. 8.
Aimon. l. j.
c. 39.

Ilmaurus
l'an. 647.

Gesta Dagoberti p.
586. A. 587. B
Aimon. c.
33 l. 4.
Freedegar.
in Chron.
p. 763.

Clouis II.
né l'an 639.

il fut Roy
l'an 647.

l'an 635. épousa Barilde ou Baudour de Saxe fille du Roy de Saxe. Ils eurent trois enfans, Clotaire III. Roy de France & de Bourgogne, Childeric II. & Thierry III. Clotaire fut reconnu Roy enuiron l'an

665.

c. 43. l. 4.
Yredegat. c.
92.

665. & voicy comme en parle Aimoin, *Franci Clotarium seniore puerum ex tribus, regem sibi statuunt cum ipsa Regina matre regnaturum.*

Charles le
Simple né le
17. Septemb.
879.

il fut Roy
en Decem-
bre 894.

893.

CHARLES le Simple Roy de France, fils postume de Louïs le Begue son pere, bien qu'aucuns ayent écrit qu'il estoit né viuant son pere, qui le laissa au berceau; les Grands de France, de Bourgogne & de Guyenne (*Primores*, ou *Proceres Francie*) assemblez nommerent Eudes, quoy que refusant, tuteur du petit Prince Charles, & l'éleurent gouverneur du Royaume. voicy ce qu'en dit le Continuateur d'Aimoin l. 5. c. 41. *Odonem Franci, Burgundiones, Aquitanensesque proceres congregati in unum, licet reluctantes, tutorem Caroli pueri, Regni que elegere gubernatorem, quem unxit Galterus Archiepiscopus Senonensis.* Cet Eudes pour s'autoriser dans l'Estat, fut couronné Roy, qui donna moyen à sa posterité de quereller la Couronne.

René Macé en la Chronique Françoisse de Louïs le Jeune, Chap. 1X.

MAIS regardons ce que les François firent
En pareil cas, LOUIS le Begue mort
Avoir laissé la Reine Regenfort

Enceinte,

Enceinte, aucuns Ogine l'ont nommée,
 Bonne & tres-sage elle estoit estimée,
 Le Roy viuant si que plus gouuernoit
 Qu'il ne faisoit, & bien luy aduenoit.

Ogine n'é-
 toit pas sem-
 ble de Louis
 le Begue,
 mais de
 Charles le
 Simple fils
 dudit Louis
 le Begue.

Les Pers pourtant lors tuteur ordonnerent
 A sa grossesse, & d'elle n'endurerent
 Estre regis. D'Aniou estoit Consul
 Ende nommé, & quelques iours tout seul
 Administra iusqu'au temps que Ogine
 Fut de son fils dit Charles en gesine.
 Lors Theodore & Bosso, desquels l'un
 Sur l'autre entra dans la Comté d'Autun,
 Se dirent Rois, & chacun d'eux trouuerent
 Quelques Prelats qui tels les couronnerent.
 Et le feu Roy auoit deux autres fils,
 Mais naturels, qui prindrent les profits
 De toute France. Ors donc en ce trouble
 Voyans les Pers que le dangier redouble,
 Et que chacun y est usurpateur,
 Ont auisé que sous nom de Tuteur
 Endes n'estoit assez creint: dont voulurent
 Qu'il fust dit Roy, & leur Roy ils l'éleurent
 Tous d'un accord & sans condition.
 Puis par Royale administration
 Tout mit en paix. Or fut ce fait inique
 Contre l'Enfant, en cas de bien publique
 Petit égard on a au bien priué.
 La mere estoit fille au Roy d'Angleterre,
 Et vint secours avec son fils requerre:
 Ne l'eut pourtant. Mais Ende à son trespas

Il ne laissa
 point d'en-
 fans natu-
 rels, mais
 bien Char-
 les le Simple.

*Luy ceda tout, disant ne deuoir pas
La Royauté descendre en sa lignée,
Puis que n'estoit celle des Rois finée.*

*Philippe I.
né l'an 1052.
mort 1059.
il fut Roy
l'an 1060.*

Le Roy HENRY I. se voyant vieil & suiet aux maladies fit couronner son fils Philippe, pour luy assseurer d'autant plus la succession du Royaume. & parce que ledit Roy Philippe n'auoit que huit à neuf ans, il ordonna que Baudoüin Comte de Flandre surnommé de l'Isle, qui auoit épousé Adele ou Alix de France sœur dudit Roy Henry & tante du ieune Roy Philippe, auroit le gouuernement & l'administration des affaires de France, pendant le bas âge de son fils. Voicy comme en parle vn Auteur du temps : *Philippus quoniam puerulus erat, tutorem & nutritorem à patre accepit Balduinum Flandrensem Comitem, probum sanè virum, qui vsque ad intelligibilem etatem cum benignè fouit, regnum gnauiter administrauit, rebelles correxuit, adolescenti verò demum ex integro regnum restituit.* Ce ieune Roy auoit sa mere lors viuante, nommée Anne de Russie fille de George Roy des Russiens, qui se remaria après la mort du Roy Henry, à Raouïl de Peronne Comte de Crespy & de Valois. Il y auoit aussi lors viuant Robert de France Duc de Bourgogne frere dudit Roy Henry, & son autre frere Eudes de France, oncles du ieune Roy. Mais Henry eut grand suiet de ne leur point donner la regence, ces Princes luy ayant fait la guerre & tasché de luy rauer la Couronne. Vignier au Sommaire de l'Histoire de France, au commencement

*Fragment.
Histor. ap.
Pich p. 86.*

de la vie de Philippe, en parle ainsi: *Par le témoignage de nos Histoires Henry I. mourut l'an 1060. laissant le ieune Roy & un autre fils nommé Hugues sous la tutelle & le gouvernement de Baudouin Comte de Flandre, qui s'en acquita fort loialement, & au grand contentement de tout le peuple de France, intitulant lors qu'il exerçoit cette tutelle, ainsi qu'on voit aux anciennes Chartes, Balduinus Comes Flandrix Marchio, & Philippi Francorum Regis, ciufque regni Procurator & Baiulus: lequel mot signifie autant que tuteur protecteur & garde, qui s'attribuoit à ceux qui auoient comme le bail & gouvernement, ou la charge de la personne du Roy en son bas âge: combien qu'on se puisse émerveiller que telle charge ne fust plustost laissée à Robert Duc de Bourgogne, signamment la regence du Royaume, qui estoit oncle paternel, & viuoit encore, si d'auenture sa vieillesse n'en fust cause.*

LOUIS VII. dit le Jeune touché de la miserable condition des Chrestiens d'Orient, se croisa au Concile tenu à Vezelay, & fit vœu de faire le voyage outremer pour deliurer les Chrestiens persecutez par les Infideles. Il partit de son Royaume au mois de Iuin 1147. ayant auparauant ordonné ceux qui deuoient auoir le gouvernement de son Royaume: sur quoy il y a diuerses opinions.

Les vns ont écrit, qu'il donna cette charge à la Reine Alix de Sauoye sa mere, à Raoul Comte de Vermandois Prince du sang, & à Suger Abbé de S. Denis.

Vn autre * a écrit, que le Roy assembla son Conseil

Sainte-
Marthe
vol. 1. p. 317

* Belleforest
vie de
Louis le
Jeune, p.
306.

general à Vezelay, où il resolut de se croiser, comme firent aussi plusieurs Seigneurs, Euesques & Abbez: que lors de cette resolution Suger Abbé de S. Denis, fut par le Conseil & Estats du Royaume nommé & déclaré Procureur & Regent du Royaume, auquel on laissa le Comte Thibaud & autres Seigneurs pour Conseil.

P. 514.

Et en vn autre lieu le mesme Auteur parlant de
 « la mort de Suger, dit ces mots : Il auoit esté pour
 « son integrité & prudence fait Procureur & Regent
 « du Royaume durant l'absence du Roy, lors qu'il
 « estoit en la Terre Sainte; & cecy par l'autorité des
 « Estats & du grand Conseil de France.

Ces Auteurs n'alleguent aucune preuue de ce qu'ils ont écrit.

Epist. de
 Suger 41.

Car il ne nous reste aucune marque comme la Reine Alix a esté Regente pendant le voyage du Roy son fils; au contraire par vne Epistre de Raoul Comte de Vermandois écrite à Suger Abbé de S. Denis, tous deux Regens, il luy mande que la Reine les auoit priez de faire deliurer vne somme aux Chanoines de Beauuais, pour faire le voyage de Rome pour raison de l'élection de leur Euesque, le temporel de l'Euesché estant en la main du Roy le siege vacant.

Si la Reine eust esté Regente, elle eust fait elle-mesme ce dont elle prioit ces Regens. Il ne se trouue nul vestige de son administration dans les Epistres de Suger, qui contiennent les principales actions de la regence qu'il a exercée pendant le

voyage du Roy.

L'on ne void non plus, que le Comte Thibaud de Blois ait esté vn des Regens, mais seulement l'Abbé de S. Denis Suger, & Raoul Comte de Vermandois, que la Chronique de Maurigny appelle *cognatum regis & Maiorem regia domus*.

Cette mesme Chronique qui finit au temps que Louïs le Jeune fit son voyage, après auoir parlé de la resolution du Roy, dit ces mots: *Rex autem volens tutelam regni sapienti consilio disponere, congregare fecit apud Stampas Franciæ primores, ibique ipsius regni prouisionem Sugerio Abbati S. Dionysij commisit, viro in secularium causarum dispensatione nulli secundo, titulo etiam scientiæ liberalis præclaro: Radulfo etiam Viromandensium Comiti consanguineo suo.*

Il n'est point parlé en ce lieu, qui est fort exprés, ny que la Reine, ny que le Comte Thibaud fussent Regens, comme ils ne le furent point; ce qui se prouue par vne Epistre du mesme Comte à l'Abbé Suger Regent: Car se plaignant d'une violence qu'auoit fait Renaud de Courtenay contre les droits du Roy, il vse de ces mots: *Quamobrem mando vobis, vt ei ex parte Regis & vestra mandetis, vt, &c. quod si facere noluerit, si ultionem ab eo accipere volueritis, mandate mihi, ego ero vobis in auxilium.* Si ce Prince eust esté Regent, il se fust seruy de son pouuoir, non de celuy de Suger & du Comte de Vermandois Regens.

Pour l'Abbé Suger, il semble que son pouuoir estoit plus grand que celuy du Comte de Vermandois, &

que les affaires Ecclesiastiques luy furent commises priuatiuement audit Comte. La lettre de ceux de Bourgueil à cet Abbé, y est expresse. *Quoniam Rex famosissimam peregrinationem arripiens in manu vestra negotia Ecclesiastica dereliquit*, ce qui est confirmé par d'autres lettres. car c'estoit luy qui faisoit saisir & mettre en la main du Roy le temporel des Eueschez vacans, qui donnoit permission de s'assembler pour élire les Euesques, qui receuoit leur serment de fidelité, & qui donnoit mainleuée de la Regale.

Pour les affaires seculieres, l'on reconnoist aussi qu'il en auoit la principale charge, quoy qu'il eust le Comte de Vermandois pour adioint. La Commune de Beauuais luy écriuant vse de ces termes :

Epist. 76. Ad vos tanquam ad dominum clamamus & conquerimur, quippe in manu & tutela vestra à domino Rege commissi sumus. & le Roy mesme aduertissant l'Abbé Suger de son prompt retour, vse de ces mots :

Epist. 69. principaliter ad vos reflicat cura ac custodia Regni. & Cadurcus Chancelier luy écriuant dit, *Reminiscere domini Regis praecepti, quod vobis principaliter, secundo Comiti Rodulfo Remis fecit.* ce lieu avec plusieurs autres prouue manifestement l'employ commun de l'Abbé, & de ce Comte. La Reine ayant prié ces Regens de faire bailler quelque argent aux Chanoines de Beauuais, ledit Comte en écriuit à l'Abbé Suger en ces termes :

Epist. 118. Rogo vos, quoniam & volo & laudo, ut Regina petitionem exaudiat in tantum, ut domino Regi gratum sit, & honor eius & noster. & en vne lettre de l'Archeuesque de Bordeaux à cet Abbé il y a : *Quia igitur*

Epist. 41.

tur regni consilium atque prouiso vobis incumbit, & domino Comiti Rodulfo, quem per vos petimus habere salutatum.

Dans ces mesmes epistres de Suger, il y en a beaucoup du Roy estant en Leuant, qu'il leur écrit en commun pour les affaires de son Estat.

Ep. 50. 51.
54. 55. 56. 58.
60. 83. 84.
86. 97. 97.
100. 115. 118.

Pour ce qui regarde la disposition de la regence, le texte de la Chronique de Maurigny y est si formel, qu'il n'y a point lieu de douter que le Roy seul en disposa, & declara sa volonté dans vne assemblée des Grands qu'il fit à cet effet. ce qui se voit confirmé par plusieurs epistres du Roy, & autres qui sont entre les epistres de Suger.

Ce pouuoir leur dura iusques au retour du Roy, qui fut en l'année 1149. mais celuy de principal Ministre & confident de ce Prince, dura à l'Abbé Suger iusques à sa mort.

PHILIPPE AVGVSTE âgé de 14. ans l'an 1179. fut couronné du viuant de son pere Louis VII. dit le Jeune, qui mourut en Septembre de l'année suivante.

Philippe
Auguste né
le 22. Aoust
1165. fut Roy
le 20. Septembre
1180.

Louis VII. auoit quatre freres, Henry Euesque de Beauuais, Robert Comte de Dreux, Pierre sire de Courtenay, & Philippe grand Archidiacre de Paris.

1179:

Meyer en ses Annales de Flandre écrit, que Louis le Jeune auoit ordonné par son testament, que Philippe Comte de Flandre auroit la regence pendant la minorité du Roy son fils & successeur: mais du Tillet mieux informé dit, que ce fut la Reine

Alix de Champagne sa mere, & Guillaume de Blois ou de Champagne, Cardinal de S. Sabine dit de Champagne, Archeuesque de Reims, frere de ladite Alix, qui gouvernerent le Royaume. Belleforest voulant concilier cette difference, dit que Philippe Comte de Flandre eut la charge de l'Etat, & que la Reine & le Cardinal son frere gouvernerent la personne du Roy, & eurent la surintendance des affaires avec le Comte de Flandre, qui fut osté de sa charge pour la querelle meüe entre le Roy & luy pour son oncle, lesquels, il est vray-semblable, firent naistre le differend, pour faire retirer du gouvernement le Comte de Flandre, & manier les affaires à leur aise.

Ce Roy estoit encore tenu mineur l'an 1184. âgé de dix-neuf à vingt ans: neantmoins du Tillet a écrit que la Regence finit à quinze ans.

Il y en a qui ont écrit que cette Ordonnance testamentaire de Louïs VII. fut approuuée par les Estats incontinent après la mort du Roy.

Le Roy PHILIPPE AVGVSTE ayant resolu le voyage de la Terre Sainte, & estant prest de l'excuter, fut à S. Denis faire ses prieres, & de là alla à Vezelay, où il trouua Richard Roy d'Angleterre. *Vbi accepta licentia ab omnibus Baronibus suis, Adelæ carissimæ matri suæ & Gulielmo Remensi Archiepiscopo auunculo suo pro tutela & custodia, totum regnum Francorum cum filio suo dilectissimo Ludouico commendauit. Sed antequam Rex Philippus de regno Francorum exiret, conuocatis*

catis amicis & familiaribus suis testamentum condidit, & regni totius ordinationem fecit. ce sont les termes dont vlc Rigordus Auteur du temps. Ce Roy donc auant que d'aller en son voyage, establit sa mere Alix, & Guillaume Cardinal Archeuesque de Rheims son oncle, pour auoir le gouuernement de son Royau- me & la tutele de son fils Louïs; ce qu'il designa particulièrement par son testament qui est entier dans ce mesme Rigordus, qui contient la forme dont il entendoit que son Royaume fust gouuerné pendant son absence, & comme sa mere & l'Arche- uesque de Rheims son oncle auoient à se gouuer- ner pendant leur régence, soit durant sa vie luy absent, ou après sa mort. Cette regence dura dix- huit mois, le Roy retournant de son voyage l'an 1191. & fit la feste de Noël à Fontainebleau.

Belleforest a traduit ce testament en François; mais auant que de l'insérer dans son Histoire, il dit que le Roy auant que partir desirant pouruoir tant à l'estat, police, que iustice de son Royaume, il tint son Parlement & Conseil general des Estats à Paris au Palais Royal, où assisterent les Prelats, Prin- ces & deputez de la Noblesse, Clergé, & des Com- munautez des villes: où le Roy ayant proposé sa volonté, & comme il vouloit que Alix sa mere fust Regente en France, le Conseil y donna consen- tement comme à chose iuste & accoustumée, com- me loy inuiolable, le testament & derniere volonté, & ordonnance faite par le Roy, qu'il fit lire en plein Conseil. L'Auteur du temps Rigord ne parle point

si particulièrement de cette assemblée, & il seroit à desirer qu'un Auteur du temps eust écrit ces particularitez.

1225.

*S. Louis né
le 25. Avril
1215. il fut
Roy en No-
vembre 1226.*

*L'acte est
de l'an*

1226.

Le Roy LOUIS VIII. mourant à Montpensier au retour de son expedition du Languedoc, ordonna que son fils qui luy succéderoit, demeurerait luy & ses autres freres avec le Royaume sous la tutele & gouvernement de la Reine Blanche son épouse leur mere; & y demeureront iusques à ce qu'ils eussent atteint l'âge legitime; ce qui fut certifié par l'Archeuesque de Sens, par les Euesques de Chartres & de Beauvais, qui furent presens lors de la declaration qu'en fit le Roy peu avant sa mort. En suite de ce plusieurs Euesques & Seigneurs promirent à ce Roy, qu'après son decés ils feroient le serment de fidelité au ieune Prince lors son fils aîné, & le feroient couronner, & à son defaut feroient le mesme de son frere Robert.

Après le decés dudit Roy Louis VIII. son fils luy succeda, qui fut Louis IX. appelé S. Louis, étant âgé seulement de douze ans. Blanche sa mere par la disposition cy-dessus fut Regente, qui fut trauersée par aucuns Princes & Seigneurs qui s'opposerent à cette regence. Le Chef de cette faction fut Philippe de France Comte de Boulogne oncle du ieune Roy, qui se plaignit aussi que la Reine auoit oublié les seruices par luy rendus à cet Estat, & de ce qu'on ne luy donnoit le rang qu'il luy sembloit deuoir tenir près le Roy son neveu.

*Joinville vie
de S. Louis.*

Ces Princes publioient que c'estoit vne chose indigne de la generosité Françoisé, d'obeir à vne femme mesme estrangere, & soustenoient qu'au moins elle deuoit donner des assurances & des cautions de son administration; iugeans qu'il eust esté impossible à la regence d'y satisfaire: surquoy Hubertus de Bobio fameux Iurifconsulte en l'Vniuersité de Vercel fut consulté; qui répondit en ces termes, *cam non repellendam, sed sufficere fideiussores quos dare poterat, alioquin sequeretur quòd similes Principes carerent tutore.*

Alberic. de
Rosarin l.
de creatio-
nibus c. de
episc. Aud.
Iacob. de
santo Geor-
gio lib. de
feudis fol. 1

La Regente dissipa toutes ces factions, & desunit ces Princes par diuers moyens.

S. Louïs sortit de minorité en l'année 1234. étant en la vingtième année de son âge, & prit lors l'administration de son Royaume.

Vignier en
sa Biblioth.

Il y en a qui ont écrit que l'Ordonnance de Louïs VIII. fut approuuée par les Estats.

En l'année 1248. S. LOUIS resolut son voyage de la Terre Sainte, ses trois freres les Comtes d'Artois, de Poictou, & d'Aniou se croiserent avec luy, & plusieurs autres Princes. Il confia le gouuernement à la Reine Blanche sa mere par vn acte donné à l'Hospital près Corbeil au mois de Iuin 1248. Vignier pour n'auoir pas veu cet acte, a écrit qu'Alfonse Comte de Poictiers frere du Roy S. Louïs estoit adjoind à la regence avec Blanche, luy qui fit le voyage avec le Roy, & fut pris en la iournée de Mafsoure sur le Nil. Mais le Roy ayant traité pour sa

1248.
1250.

Ioinuille.

1250.

Vigner.

liberté & celle des siens, se resolut de demeurer encore quelque temps en Syrie, & renuoya en France Alfonse, & Charles Comte d'Aniou ses freres, tant pour consoler leur mere, que pour auiser à faire la somme promise par le Roy pour le payement de leurs rançons. Alfonse fut de retour sur la fin de l'an 1250. & aussi tost Blanche mourut : en sorte que le Royaume n'ayant plus de gouverneur, Alfonse, & Charles freres du Roy prirent le gouvernement du Royaume en l'absence du Roy leur frere. Le Roy ne fut de retour en son Royaume qu'en l'année 1254.

1263.

Marguerite Reine de France femme de S. LOUIS, voyant le Roy son mary vieil, exigea de son fils aîné Philippe, depuis Roy de France, dit le Hardy, vn serment qui contenoit six points.

I. Il promettoit d'estre sous le bail & la tutele de sa mere iusques à l'âge de trente ans.

II. Qu'il ne prendroit point de Conseiller confident contre la volonté de ladite Dame.

III. Qu'il reueleroit les desseins qu'il sçaura estre contre ladite Dame.

IV. Qu'il ne fera aucun traité avec Charles Comte de Prouence son oncle.

V. Qu'il ne donnera que iusques à vne certaine somme.

VI. De ne decourir iamais le present serment.

Neantmoins ce ieune Prince pressé par ce ser-

ment assez extraordinaire eut recours au Pape Urbain IV. qui le déchargea de toutes ces promesses, & luy en deliura sa Bulle, donnée à Oruiete le 2. ^{Coffre Bulles n. 311.} des Nones de Iuillet l'an 6. de son Pontificat, qui reuient à l'an 1263.

Ce point de nostre Histoire est fort particulier, & aucun de nos Historiens n'en a parlé.

Cette Dame aueuglée de la passion de regner, creut par la promesse qu'elle tira de son fils faire fraude à la loy de l'Estat qui le rendoit maieur & capable de gouverner à vingt & vn an, & attirer à elle toute l'autorité, au cas qu'elle fust appelée à la regence.

En l'année 1269. le Roy S. LOUIS ayant entrepris par vne grande deuotion la ruine des Infideles, & le Roy de Tunis luy ayant donné auis qu'il auoit intention de se conuertir à la Religion Chrestienne, se resolut d'aller en Afrique pour confirmer ce Prince en sa resolution: & auant cela il donna par lettres patentes du mois de May 1269. la garde, administration, defense & le soin de son Royaume pendant son absence à Mathieu de Vendosme Abbé de S. Denis, & à Simon de Clermont sire de Nesle, & en leur defaut à Philippe Euesque d'Eureux, & à Jean Comte de Ponthieu. ^{1269. La regence commença en Iuillet 1270.}

Le Roy mena avec luy ses enfans, & Alfonse Comte de Poictiers son frere, Thibaud Roy de Navarre son gendre, Robert Comte d'Artois son neveu, & grand nombre de Seigneurs.

62 DE LA MAIORITE' DE NOS ROYS,

- Le Roy mourut l'an 1270. deuant la ville de Tunis.

Dans les lettres patentes ils prenoient cette qualité, *Matthæus miseratione diuina Ecclesie B. Dionysij in Francia Abbas humilis, & Simon Dominus Nigellæ locum tenentes domini Regis Franc. & , Nos autem pro dicto Domino Rege cuius vices gerimus.* Voyez le liure de Monsieur d'Auteuil p. 486.

Le Roy S. LOUIS mourut en Afrique le 25. Aoust
 1270. 1270. il auoit auprès de luy son fils aîné Philippe
 1271. âgé de vingt-six ans, qui luy succeda à la Couronne,
 & fut surnommé le Hardy. Deux mois après la mort
 du Roy son pere estant en son camp près de Cartage
 pensa à l'Estat de son Royaume duquel il estoit
 fort éloigné, & aux hazards qu'il pouuoit courir à
 son retour, publia vne Ordonnance du mois d'O-
 ctobre 1270. qui porte qu'au cas que son fils aîné
 ou celuy de ses enfans lors qu'il luy succedera, n'ait
 pas quatorze ans accomplis, il veut que Pierre de
 France Comte d'Alençon son frere, ait la garde du
 Royaume, & le nomme principal tuteur & defen-
 seur d'iceluy, iusques à ce que sondit fils ait les qua-
 torze ans accomplis: entend que ledit Pierre appel-
 le avec luy pour conseil pour les affaires de l'Estat,
 l'Archeuesque de Rheims, les Euesques de Paris,
 Bayeux, & Eureux, Mathieu Abbé de S. Denis, Si-
 mon Seigneur de Nesle, Erard de Valery, Pierre
 Chambellan, Julian de Peronne Cheualiers, M. Hen-
 ry de Vezelay, M. Iean de Troyes Archidiacre de
 Bayeux, Nicolas d'Auteuil, & Iean Sarrazin, pour

faire les comptes. Et par vne clause separée, le Roy dit qu'il entend que sondit frere Pierre prenne le conseil de Pierre de Broce son Chambellan, & tels autres qu'il auisera pour le mieux. Lors de la datte de ces lettres la Reine Isabel femme du Roy viuoit encore, & mourut en Calabre retournant d'Afrique le 22. Ianuier 1271.

La mort du Roy S. Louïs ayant esté sceüe en France, les Regens qu'il y auoit laissez, sçauoir Mathieu Abbé de S. Denis & Simon Seigneur de Nesle (que Nangis appelle *Custodes regni*) écriuient au nouveau Roy Philippe, que les affaires de son Estat requeroient sa presence, & qu'il estoit à propos qu'il retournast au plustost; ce qu'il fit, & arriua en France au mois d'Aoust 1271. P. 477.

Au mois de Decembre de ladite année 1271. le mesme Roy estant à Paris fit vne pateille Ordonnance que la precedente; seulement il adiousta, au cas que ledit Pierre Comte d'Alençon vinst à deceder auant que le fils aîné du Roy eust accomply le 14. an de son âge, que Iean Comte de Blois avec Guy Euesque de Langres, Ode Euesque de Bayeux, Maci Abbé de S. Denis, M. Pierre de Barbes Archidiacre de Dunois en l'Eglise de Chartres, Henry de Verdélay & Iean de Troyes Archidiacres de Bayeux, Iean Dacre Bouteiller de France, Erard Sire de Valeri Chambrier de France & Cónestable de Champagne, Imbert de Beauieu Connestable de France, Simon sire de Nesle, Iulien de Peronne, & Geofroy de Vilette Cheualiers, seroient les principaux gar-

64 DE LA MAIORITE' DE NOS ROYS,

des, tuteurs, & défenseurs du Royaume & des enfans dudit Roy. Dit outre, qu'il veut que Iean Sarrafin & Pierre de la Broce ses serjans gardent ses enfans, avec ceux que ledit Pierre Comte d'Alençon, ou le Comte de Blois establiront, iusqu'à ce que l'aisné ait accompli le 14. an de son âge. Ledit Roy Philippe estant de retour en France, & confirmant quelque chose que lesdits Regens auoient fait, il vſe de ces termes : *Nos litteras dilectorum & fidelium nostrorum Matthæi Abbatis S. Dionysij in Francia, & Simonis domini Nigella locum nostrum tenentium, nobis agentibus in partibus transmarinis, vidimus &c.*

Du Tillet a. écrit que le Roy ne considéra pas son frere, Robert de France Comte de Clermont, parce dit-il qu'il auoit des enfans.

Il faut remarquer que les deux lettres cy-dessus spécifiées, du mois d'Octobre 1270. & du mois de Decembre 1271. sont en original dans le Tresor des Chartres, mais sont l'une & l'autre cancellées.

1285. En l'année 1285. ledit Roy Philippe le Hardy estant occupé en la conqueste des Royaumes d'Arragon, & de Valence laissa pour Regens en France les mesmes que les precedens, sçauoir Mathieu Abbé de S. Denis, & Simon Seigneur de Nesle : ce qui se voit par vne lettre desdits Regens en faueur de l'Euesque de Paris du mois de Iuillet 1285. où ils prennent la qualité comme ils faisoient lors de leur premiere regence du regne de S. Louïs, & dans lesdites lettres il y a : *Nos autem ex auctoritate & vice ipsius domini Regis nobis commissa, nomine ipsius domini Regis,*

& pro ipſo, &c. & en vn autre lieu il y a : *Idem Epifcopus Pariſ. obtentu domini Regis, ac negotij Aragon. & Valentin. regnorum, quod ad præſens idem dominus Rex proſequitur.* qui eſt vne preuue du voyage du Roy & de ſon abſence. & à la fin il y a : *Litteras ſigillo regio quo utimur fecimus ſigillari.* Ce ſeau eſt vne couronne entourée de roſettes, & de l'écriture alentour : & le contrefeel, vn petit écu avec trois fleurs de lis.

Il y a lettre du Roy Philippe le Bel de Decembre 1287. confirmatiue de celle-cy, où il y a : *Vidimus quaſdam litteras genitoris noſtri ſigillo ad coronam, quo utebatur in Francia tempore quo idem noſter genitor erat in Aragonia.* Voyez M. d'Autheuil p. 493. 494.

En l'année 1294. le Roy PHILIPPE LE BEL publia 1294. ſes lettres patentes, par leſquelles il ordonna que ſ'il venoit à deceder auant que ſon fils ainſné euſt atteinſt l'âge legitime, il vouloit que la Reine Ieanne ſa femme euſt la regence du Royaume & la tutele de ſon fils, qui durerait iuſques à ce qu'il fuſt paruenu audit âge legitime, pourueu que ladite Dame Reine ne ſe remarie pas. Ce qu'il dit faire pour pluſieurs conſiderations; qu'il ne pouuoit y auoir de plus fidelle tutrice que la mere; qu'il connoiſſoit la fidelité & le zele de ladite Dame enuers le Royaume, ſes ſuiets & ſes enfans; que cela n'eſtoit pas contraire à ce qui a eſté obſerué par ſes predeceſſeurs; qu'il n'eſtoit arriué ou rarement rien de contraire au bien qu'on en auoit eſpéré.

Es années 1299. & 1300. treize tant Eueſques, 1299.

Princes du sang & Seigneurs approuuerent par lettres particulieres cette Ordonnance en faueur de la Reine, promirent de l'entretenir & la faire obseruer.

1300. Charles Comte d'Aniou & d'Alençon en la mesme année par vne pareille lettre particuliere, declara qu'il auoit agreable cette disposition du Roy son frere, & qu'il l'obserueroit de point en point: & le Roy inferant cette declaration de son frere dans vne autre Ordonnance, voulut & ordonna qu'au cas que la Reine sa femme vinst à deceder auant que son fils aîné qui sera Roy après luy soit paruenue en âge legitime, il vouloit que sondit fils se gouuernast par le conseil & par l'ordre dudit Charles Comte d'Aniou, iusques à tant qu'il soit paruenue en âge de gouuerner le Royaume.

1316. Après le decés du Roy LOVIS HVTIN, la Reine Clemence de Hongrie sa veuve demeura enceinte: Philippe le Long son frere puisné, comme plus proche du defunt & presomptif heritier de la Couronne, fut déclaré & nommé Regent des Royaumes de France & de Nauarre, nonobstant les empeschemens que luy donna Charles de France Comte de Valois son oncle, qui luy debatoit cette regence. Mais Philippe assisté des Parisiens & du Connestable de Chastillon se trouua le plus fort dans Paris, y tint sa Cour, & fit son office Royal. Il eut aussi differend pour cela avec Eudes IIII. Duc de Bourgogne: mais il fut terminé par traité du 17. Iuillet 1316. fait en presence de plusieurs Prin-

ces; & fut conuenu que Ieanne fille vniue dudit Roy Louïs Hutin & de Marguerite de Bourgogne sa premiere femme, & la fille qui naistroit de la Reine Clemence sa seconde femme, auroient en heritage le Royaume de Nauarre, & les Comtez de Champagne & Brie entierement; que cette ieune Princesse Ieanne seroit baillée au Duc de Bourgogne pour estre élevée par la mere dudit Duc, fille du Roy S. Louïs; qu'elle ne seroit mariée que du gré & consentement de celui qui gouverneroit la France: dauantage fut conuenu, que Philippe auroit le gouvernement des Royaumes de France & de Nauarre, & des Comtez de Champagne, & Brie, iusques à tant que ladite Ieanne, & la fille de ladite Clemence soient venuës en âge.

Mais il arriua que la Reine accoucha d'un fils, qui fut le Roy Iean premier du nom, qui ne vescu que huit iours. Voicy comme quelques Auteurs parlent de cette histoire. L'Auteur de la Chronique de S. Denis sur la fin de la vie de Louïs Hutin, dit : *Philippe Comte de Poictiers qui auoit demeuré quelque temps à Lion pour faire le Pape, ouit nouuelles de la mort de son frere Louïs lors à Paris, s'en reuint, & lors des Barons de France fut paisiblement receu, & tantost par l'assentement d'eux eut la garde & le gouvernement des deux Royaumes de France & de Nauarre; & en ses lettres mit son titre en telle maniere disant, Philippe fils du Roy de France gouvernant les Royaumes de France & de Nauarre.*

Ex vet. Chronico Biblioth. Regie, cuius titulus, Chronice compilate in monasterio S. Victoris Paris. & me-

moriale Historiarum appellatur : à creatione mundi ad ann. Christi 1320. Anno 1316. Comes Pietauensis venerat Lugdun. ubi aggregauerat hoc pacto Cardinales, quòd nulla eis violentia inferretur, nec cogerentur ad eligendum carcerem introire. Sed dum hæc agerentur circa Pentecost. Rex frater suus valde grauem agritudinem incurrit in nemore Vicenarum, hoc modo, vt refertur, cum sicut puer ad iactum pilæ diu laborasset, admodumq. fuisset calefactus, indiscretè sequens sensibilem appetitum in quandam frigidissimam caueam est adductus, & sine mensura bibens vinum, frigus eum vsque ad viscera penetravit, & statim decumbens in lecto obiit in vigilia Trinitatis, & ita vix per triennium miles fuit. Sepultus est igitur cum corona duplici Franciæ & Nauarræ apud S. Dionysium in Francia iuxta patrem: remansit autem Regina vidua impregnata. Comes autem Pietauensis audiens mortem fratris, admodum fuit stupefactus, non enim utile videbatur ultra contrahere moram in Lugduno, nec electionis Papæ negotium dimittere imperfectum. Consilio igitur habito iudicatum extitit per prudentes, quia de non includendis Cardinalibus erat illicitum quod fecerat iuramentum, & ideò non seruandum, tunc eos omnes in domo Prædicatorum ad colloquium conuocauit, quibus dixit quòd non recederent donec de Papa Ecclesiæ prouidissent: positis ergo custodibus qui eos exire non permitterent, ipse in Franciam est reuersus. Tunc Regina apud nemus erat desolata, sed dom. Karolus Comes Valesij erat ei in solatium, promittens quòd eam & fructum suum fideliter conseruaret. Veniens autem Comes Pietauensis * * filium quòd tanquam regem se gereret & in possessionem regni se poneret, donec per Barones esset aliud ordinatum. Venit ergo Parisius, & posuit se in regali palatio,

Et fecit claudi omnia hostia præter unum. Regina autem Clementia se pregnantem ei certitudinaliter nunciauit. Conuocatus itaque Baronibus regni sic fuit finaliter ordinatum, quòd Comes Pictauen. esset regni Francia gubernator, Et omnes prouentus reciperet, Et Regina necessaria ministraret, Et si masculum parceret Comes regni guardiam usque ad annos XXIV. retineret, Et bella Et misias * * ministraret, Et regina XX. milia lib. redditus assignaret, de quibus quatuor milia hereditariè possideret: in anno autem XXV. regnum puero tanquam vero heredi libère resignaret, Et ei tanquam domino obediret; si autem femina oriretur, Comes ex tunc pro Rege ab omnibus haberetur, Et puella prout ius Et consuetudo requireret prouideret. Quo promisso, tanquam Gubernatori fecerunt ei homagium Principes Et Barones, excepto Duce Burgundia, qui neptem filiam sororis sue Nauarra Regina, quam Rex Ludouicus dum uiueret pro filia legitima recognouit, uoluit habere penes se, ne fraus aliqua fieret contra eam, qua * * * sibi tradita fuit.

Regina autem Clementia incidit in quartanam, qua longo tempore laborauit, Et tenello fœtui in eius utero nocuit agritudo: peperit circa festum S. Martini puerum masculum, qui Ioannes uocatus est, sed modico tempore supervixit, post cuius mortem Comes Pictau. regnum obtinuit, sed Dux Burgundia cont radixit, dicebat enim quòd neptis sua tanquam Regis filia, Et fratre suo defuncto propinquior debebat succedere * debebant * * * probari * poterat euidenter, Et ideo Dux Et mater eius Ducissa ad diuersos Barones litteras transmittabant, rogantes quòd coronationi dicti Comitis minimè consentirent. Ipse tamen Comes armata manu in festo Epiphania Remis ueniens, ciuitatis portis firmiter obseratis, fecit se ab Ar-

*chiepiscopo consecrari & coronari. Comes autem Valesij voluit * * * & eius Karolus Comes Marcisia in mane de vrbe recesserant, indignatus Rex nouus Paris. veniens à ciuibus receptus est cum honore.*

La vieille Chronique de Flandre publiée par Denys Sauuage chap. 57. dit, *Le Comte de Poictiers se mit au chemin pour aller vers France, quand il vint en la Comté de Chartres si en contra le Comte de Valois son oncle, & son frere le Comte de la Marche, & le Comte Guy de Sainct Pol: tantost se trairent à part: & luy dirent, Sire voyez y vostre oncle, le plus aîné de la Couronne, si vous loions que vous accordez à luy, car trop seroit chargé le Royaume d'un enfant de si ieune âge, & qui ne sçait terre gouverner, & qui est d'estrange país de par sa mere. quand le Comte l'entendit si dit qu'il en prendroit auis, & tantost qu'il vint en son Hostel, si feit tirer ses cheuaux & s'en alla à Paris le plus tost qu'il peust: incontinent que Messire Loüis de France, & le Connestable Messire Gautier de Chastillon sceurent sa venue, si vindrent contre luy à tout leur effort, & le menerent au Louure, & là ouit nouuelles que Monsieur de Valois & le Comte de la Marche auoient mis gens d'armes, & trouua la porte fermée au Palais pour defendre l'entrée au Comte de Poictiers: pourtant manda aux Bourgeois de Paris, lesquels vindrent incontinent avec luy: & aussi se trait le Connestable vers le Palais avec ses gens-d'armes, & trouua la porte fermée contre luy, si fit buquer, & tantost saillirent avec gens-d'armes qui luy demanderent qu'il vouloit, il dit qu'il vouloit entrer pour apareiller contre la venue du Regent de France, & ils luy respondirent que ia n'y entreroit si ce n'estoit par la volonté de ceux qui les y auoient mis. Quand le Connestable les*

entendit, fit mander ses charrettes pour rompre la porte, & dit s'ils ne se rendoient qu'à tous leur feroit couper leurs testes. Quand ceux qui estoient gardes du Palais l'entendirent, si parlerent tant au Connestable, qu'ils luy rendirent le Palais, & entra dedans. Après vint le Comte de Poictiers à grand foison de Cheualiers, & alla au Palais tenir son tinel, & y fit office Royal. Puis manda tous les hauts hommes du Royaume pour luy faire feauté au nom de son ieune neveu qui estoit droit Roy de France. Quand les Comtes de Valois & de la Marche, & Gui Comte de S. Pol sceurent qu'il s'estoit mis en fait pour estre gouverneur du Royaume, & avoit attrait une grande partie des Barons du Royaume à son accord, si vindrent querre paix à luy; il tantost il leur pardonna moult debonnairement, puis luy firent feauté ainsi comme les autres, & la luy tindrent bonne & loyale.

Papirius Massonus en son Histoire de France dit: *Philippus de fratris obitu certior factus Lutetiam venit, ubi habito procerum conuentu de eorum sententia suscepit procurationem regni Francie Nauarraque, donec Clementia pareret.*

Belleforest sur la fin de la vie de Louïs Hutin, P. 800. b.
dit: Messieurs les Princes du sang estans à Lion pour l'élection du Pape oyans la mort du Roy vindrent en grande diligence à Paris, où ils entrèrent en Conseil sur le gouvernement & administration du Royaume: & d'autant que la Reine Clemence estoit grosse, fut dit par l'ordonnance du Parlement, que Monsieur Philippe de France Comte de Poictiers seroit Regent du Royaume, iusqu'à tant que le fruit venant de la Reine s'il estoit masle fust en l'âge de dixhuit ans: & pour ce porteroit en ses titres, Philippe fils de Roy de France, & Regent les Royaumes de France & de Nauarre. &

ainsi fut la regence donnée au plus prochain Prince du sang, d'autant qu'il est plus près pour succéder à la Couronne. Si quelque Auteur du temps auoit écrit ces particularitez, elles seroient plus considerables ; mais elles meritent vne autorité plus grande que celle de Belleforest.

Vignier au Sommaire de l'Histoire de France, dit que les Barons de France auoient ordonné dès deuant que la Reine fust accouchée, que si elle deliuroit d'un fils, la regence du Royaume demurerait à Philippe iusqu'à ce que le mineur seroit venu en âge de vingt-quatre ans : si d'une fille, qu'il entreroit en possession de la Couronne de France.

Mais auant qu'il fust arresté quel seroit le Regent, les grands Seigneurs du Royaume tenoient le Conseil du Roy, & faisoient la fonction de Regent ; comme il se voit par un Iugement de la Cour de France, prononcé par Gaucher de Chastillon Comte de Portian, Connestable de France, parlant pour les grands Seigneurs de France après le décès dudit Louïs Hutin : qui promettent, (porte le Iugement) *que si tost comme on commencera à écrire & à seeller au nom de celui ou de ceux qui le Royaume de France deuront gouverner, nous leur baillerons lettres seellées des sceaux du Gouverneur ou des Gouverneurs dessusdits.* Ledit Iugement est donné à Paris en Iuillet 1316. ratifié par le Roy Philippe le Long le vingt Feurier audit an.

Ledit Philippe le Long comme Regent, fit un traité avec Robert Comte de Flandre, du premier Septembre 1316.

Ledit

Ledit Philippe le Long fut sacré à Reims le Dimanche après les Rois 1316.

CHARLES dit LE BEL, Roy de France & de Navarre, mourut au bois de Vincennes le 1. Mars 1327. 1327. laissant Madame Ieanne d'Eureux sa femme enceinte. Philippe Comte de Valois, cousin germain dudit Charles, premier Prince du sang, fut par l'avis des Estats de France, déclaré Regent des deux Royaumes de France & de Navarre, en attendant l'enfant qu'auroit la Reine, qui fut vne fille nommée Blanche, de laquelle elle acoucha le premier iour d'Auril, deux mois après la mort du Roy son mary.

Ceux qui ont estendu ce fait plus au long, ont écrit que le Roy Charles le Bel ayant laissé sa femme grosse, il fut question de creer vn Regent, le Roy n'y ayant pas pourueu s'en rapportant au iugement des Estats de France; qu'à cette cause furent mandez les trois Estats de France, & les plus doctes hommes du Royaume, voire & des païs voisins, pour consulter sur cette matiere, d'autant qu'il y auoit deux competens fort puissans. L'vn qui estoit Edouïard III. Roy d'Angleterre fils d'Isabel de France sœur du Roy defunt, disant qu'il estoit plus proche du sang estant fils d'une fille du Roy Philippe le Bel: l'autre estoit Philippe de Valois cousin germain du Roy mesme: mais non si prochain que le Roy d'Angleterre qui estoit son neveu, & disoit que la loy du Royaume excluait la fille de la suc-

Belleforest.

cession de la Couronne. Enfin après plusieurs contestations il fut resolu par les Pairs, Princes, Prelats, Seigneurs, & Communauté de France, representans les trois Estats, que Monsieur Philippe de Valois, pour estre le premier Prince du sang & plus prochain masse de la Couronne, estoit le plus apparent & habile pour venir à la Couronne, & estoit le vray & legitime Regent & Gouverneur; & là où la Reine feroit vne fille, le tenoient dès à present pour Roy. Cet Arrest, disent-ils, fut prononcé en pleine assemblée des Estats, y assistans les Ducs de Bourgogne & de Bretagne, les Comtes de Valois, Clermont, Artois, & deux Princes du sang, ceux de Flandre & de Boulogne, & autres.

Le lieu du Supplement de la Chronique de Guillaume de Nangis, l'Auteur duquel viuoit au mesme temps, est notable : *Quaestio erat inter eos, cui tanquam propinquiori deberet regni regimen committi, præcipuè cum in regno Francie mulier ad regnum personaliter non accedat. Angli autem dicebant, quòd Rex iuuenis Edoardus tanquam propinquior, quia filius Philippi Pulcri & per consequens nepos Caroli ultimò defuncti, ad regimen regni, & etiam ad regnum, si Regina non haberet masculum, deberet accedere, & non Philippus Comes Valesij, qui solùm erat cognatus germanus Caroli nuper defuncti. unde & in hanc sententiam multi peritorum in Iure Canonico & Ciuili conueniebant. Dicebant enim quòd Isabella Regina Angliae Philippi Pulcri filia, & Caroli ultimò defuncti soror repellatur à regno & à regni regimine, non quòd non esset gene-*

re propinquior, sed propter defectum sexus. ubi igitur poterat dari sexus genere propinquior, in quo non esset defectus, puta masculinus, ille deberet in regno & regni regimine succedere. Continuo illi de regno Franciæ non ferentes æquanimiter subdi regimini Anglorum, dicebant, quod si dictus filius Isabellæ haberet ius aliquod in regno, hoc sibi naturaliter accedere ratione matris, ubi autem mater nullum ius haberet, per consequens nec filius esset habiturus, aliter accessorium esset principalis principali. & hæc sententia tanquam sanior accepta, & à Baronibus approbata.

Pap. Masson. en son Histoire de France dit, Carolum Pulcrum grauida vxore excessisse è vita demonstratum est. Philippus Valesius demortui patruelis erat, ac testamento tutor postumo datus, si fata filium darent. Dum Ioanna ventrem fert, ob procurationem regni controuersia exorta est inter Valesium, & Edoardum Anglorum Regem Philippi Pulcri nepotem : ad eam dirimendam duodecim Pares, ceterique regni procures Lutetiam ad concilium vocantur : vix disceptare de procuratione cæperant, cum Ioanna perunigiliis Paschalibus filiam enixa est. Tum maior quæstio emerisit, utri regius honos deberetur, Philippo an Edoardo. Il n'y a aucun Historien, qui écriue que Charles le Bel ait disposé par testament de la tutele de son fils qui estoit à naître. Son testament, qui est encore à present en original au tresor des Chartes du Roy, n'en parle point.

APRES l'infortunée bataille de Poictiers, où le Roy JEAN fut pris prisonnier par Edoüard Prince de Galles & conduit en Angleterre, la France se

1356.
19. Sept.

trouua en tres-miserable estat, sans Roy, & priuée d'une partie de ses Princes & grands Seigneurs tuez ou pris en cette Iournée. Charles Dauſin Lieutenant general échapé vint à Paris, qu'il trouua reuolté contre luy; il y assembla neantmoins les Estats generaux de la Languedoil dans la Chambre du Parlement le 15. Oôtobre 1356. où le Chancelier de la Forest fit l'ouuerture. Les Estats presenterent audit Dauſin leurs cahiers, qui portoient qu'il seroit estably vn grand & secret Conseil souuerain, qui auroit faculté de reformer tous les Officiers, & d'entendre sur le fait du gouuernement du Royaume. Là la destitution dudit Chancelier fut resoluë. mais le Dauſin différa de répondre ces cahiers, & remit à y satisfaire aux prochains Estats. Lesquels estans rassemblez au cinquième Feurier audit an, extorquerent vne Ordonnance dudit Dauſin conforme à leurs premiers cahiers du 3. Mars de ladite année, portant plusieurs reglemens, la destitution dudit Chancelier, l'establissement d'un grand Conseil, composé de gens élus par lesdits Estats, & plusieurs autres choses qui ne sont de cette matiere. Maistre Iean Froissart Auteur du temps, rapportant cette affaire dit : *Or diray des trois enfans du Roy Iean, ſçauoir Charles, Louïs, & Iean, qui retournez estoient de la déconfiture de Poictiers. or moult estoient ieunes d'âge & de conseil, nul d'eux ne vouloit entreprendre le gouuernement du Royaume: si auint que les Prelats, Euesques & Abbez, tous les nobles Seigneurs & Cheualiers, le Preuost des Marchans & les bourgeois de Paris, & les Consuls des bonnes*

villes du Royaume de France, furent tous ensemble en la cité de
 Paris, & voulurent sçauoir & ordener comme le Royaume de
 France seroit bien gouverné insques à tant que le Roy Iean leur
 Seigneur fust deliuré. Si s'accorderent que les Prelats élireroient
 douze personnes, bonnes & sages entre eux, qui auroient pouuoir
 de par eux & de tout le Clergé d'ordener & auiser ce qui se-
 roit à faire. Les Barons & les Cheualiers aussi élurent douze
 Cheualiers les plus sages & plus discrets. & les Bourgeois douze
 en autelle maniere. Ainsi fut ordonné & confirmé d'un com-
 mun accord, lesquelles trente six personnes deuoient estre moult
 souuent à Paris ensemble, & là parler & ordonner des be-
 sognes du Royaume, & toutes manieres de choses se deuoient
 rapporter par ces trois Estats; & deuoient obeir tous autres
 Prelats, Seigneurs, & toutes autres Communautex des citez
 & des bonnes villes à tout ce que ces trois Estats feroient &
 ordonneroient. Il y en eut plusieurs en celle election, qui ne
 pleurent mie au Duc de Normandie Daufin, ni à son Con-
 seil. Voilà ce que dit Froissard. Mais cet établisse-

Du Tillet.

ment dura peu. Car en la mesme année le quatorzié-
 me May, le Daufin prit luy seul l'administration
 du Royaume, se fit publier Regent de France. La
 Chronique de S. Denys dit: Il fut publié l'an 1357. que

En la vie du
 Roy Iean
 ch. 65.

Monsieur le Daufin qui parauant s'estoit appelé Licutenant
 du Roy depuis sa prise, s'appelleroit de là en auant Regent le
 Royaume, & fut son titre tel: Karolus primogenitus Re-
 gis Francor. regnum Regens. Iasoit ce que parauant on
 eust écrit au nom du Roy en Parlement, & en toutes lettres de
 Justice, fut defendu celuy iour que plus on y rescriuist, &
 fut baillé le titre tel comme dessus aux Notaires, & autres
 escriuains du Palais; & fut le nom du Roy tout esteint, &

ne selloit-on plus du sel du Chastelet, mais du sel dudit Daufin en cire iaune. Les lettres neanmoins s'expedierent quelque temps sous le nom du Roy, & sous le sel du Chastelet que tenoit Foulques Bardouil, Conseiller du Regent : mais le dix-huit Mars 1357. le Regent donna la Chancellerie de France à son Chancelier Iean Desdormans, aux mesmes honneurs & auantages du Chancelier de France, supprimant le nom du Roy & l'vsage du sel du Chastelet, tant que dureroit sa Regence. Et aux lettres de la Lieutenance generale fort amples & extraordinaires, données par ledit Charles Regent à son frere Iean Comte de Poiçtiers, du mois de Septembre 1359. il y a : *Charles aîné fils du Roy de France, Regent le Royaume, Duc de Normandie, & Daufin de Viennois, à tous ceux &c. Comme nous en absence de nostre dit Seigneur ayons entrepris, & nous appartenne le gouuernement dudit Royaume, &c. & scellées du grand scel dudit Regent, en cire iaune.*

Registre de
la Chambre
des Com-
ptes cotté C
fol. 197.

Belleforest.

Vn autre Auteur a écrit que Monsieur le Daufin, pour mieux brider les Parisiens & autres brouillons, assembla la Cour de Parlement, par laquelle il fut déclaré Regent de France; n'estant auparauant nommé que Lieutenant depuis que le Roy fut mené prisonnier en Angleterre.

Cette regence dura iusques au retour du Roy Iean en son Royaume, qui fut en l'année 1360.

Le Roy I E A N qui estoit retourné d'Angleterre en France l'an 1360. par le moyen du traité de Bre-

tigny, & ayant donné ses deux enfans en ostage, & d'autres Princes, se resolut en l'année 1362. pour traiter absolument de la deliurance de ses ostages, de retourner en Angleterre. Froissard dit que ledit Roy auant que partir ordonna derechef son fils le Duc de Normandie à estre Regent & Gouverneur du Royaume de France iusques à son retour; mais il mourut en Angleterre le huitième iour d'Avril 1364.

Vol. 1. ch.
219.

Le Roy CHARLES V. le 21. May 1375. tint son lit de Iustice en sa Cour de Parlement de Paris, où estoient presens le Dauphin fils aîné, le Duc d'Anjou frere du Roy, plusieurs Archeuesques, Euesques, Abbez, le Recteur & l'Vniuersité de Paris, plusieurs Docteurs en Theologie & autres Ecclesiastiques, les Comtes d'Alençon, d'Eu & de la Marche, & grand nombre de Seigneurs, les Preuost des Marchans & Escheuins de la ville de Paris. Ledit Roy establir & institua vne loy perpetuelle & irreuocable datée de Vincennes au mois d'Aoust 1374. par laquelle il voulut que les fils aînez des Rois de France presens & à venir seront âgez & tenus pour âgez ayans atteint le quatorzième an de leur âge, à l'effet d'auoir le regime & administration du Royaume, de recevoir les hommages & les sermens de fidelité des Prelats, des Princes, Pairs & autres personnes; & de plus que lesdits aînez se pourront faire sacrer & recevoir la Couronne, & autres marques de la Royauté, & que les sermens qu'ils feront à leur Sacre, & les

1374.
Aoust.

contractz & traitez qu'ils feront en cet âge, tiendront & auront leur plein & entier effet, comme s'ils estoient maieurs de vingt-cinq ans.

1374.
Octobre.

Le Roy Charles V. au mois d'Octobre 1374. ordonna par ses lettres patentes données à Meleun, que s'il venoit à deceder avant que Charles son aîné fust entré au quatorzième an de son âge, il vouloit que Jeanne de Bourbon Reine de France son épouse eust la tutele, & education dudit Charles & de ses autres enfans fils & filles; & pour la garde, gouuernement & defense du Royaume, il nomme avec ladite Dame Reine, & en sa compagnie ses freres Philippe Duc de Bourgogne, & Louis Duc de Bourbon, iusques à ce que ledit fils aîné fust entré audit quatorzième an de son âge, pour faire au nom dudit Charles tout ce qui estoit à faire pour le gouuernement du Royaume. & au cas que ladite Dame Reine vinst à deceder ou à se remarier, ledit Roy veut que ledit Duc de Bourgogne ait ladite tutele, comme premier & principal tuteur. Ordonne que si tost que ledit aîné fils entrera au quatorzième an de son âge, les Princes, Seigneurs, & vassaux seront tenus de luy faire hommage, comme il est contenu en l'Edit du mois d'Aoust de ladite année 1374. Dauantage le Roy nomme ceux, desquels ladite Dame Reine & lesdits Princes prendront conseil pendant leur regence: qui sont les Archeuesques de Reims & de Sens, les Euesques de Laon, de Paris, d'Auxerre, & d'Amiens, les Abbez de S. Denis, & de S. Maixant, le Comte de Tancarville Chambellan, ou celuy qui
lors

lors le fera. Bertrand du Guesclin Conneftable de France, Jean Comte de Harcourt, Jean Comte de Sarrebruch Bouteiller de France, Simon Comte de Brenne, Enguerrand sire de Coucy, Oliuier sire de Cliffon, Louïs de Sancerre, & Mouton de Blainuille Maréchaux, Jean de Vienne Admiral, Huë de Chastillon Maiftre des Arbaleftriers, Raoul de Reneual Pannetier de France, Guillaume de Craon, Philippe de Maifieres, Pierre de Villiers fouuerain Maiftre de l'Hostel du Roy, & Garde de l'Oriflambe, Pierre Domont, & Philippe de Sauoify Chambellans, Renaud de Corbie & Estienne de la Grange Presidens au Parlement, Philbert l'Espinace, Thomas de Voudenay, Jean de Rye Cheualiers, Richard Doyen de Bezançon, Nicole du Bois, Maiftre Eurart de Trangon Conseillers, Nicolas Braque, Jean Bernier Cheualiers, Maiftre Bertrand du Clos, Maiftre Philippe Ogier, Maiftre Pierre du Chastel, Maiftre Jean Pastourel, Maiftres en la Chambre des Comptes, Jean le Mercier General Conseiller sur le fait des Aydes, Maiftre Jean Day Aduocat du Roy au Parlement, & six des plus notables & plus fuffifans Bourgeois de la ville de Paris: & au moins douze des dessusdits, tels comme ladite Dame & freres du Roy voudront élire. Mais principalement le Roy ordonne tant à ladite Dame, qu'ausdits Regens de se feruir en toutes affaires de l'annis de Bureau, sire de la Riuiere, son Chambellan. La Reine, & lefdits Ducs, Prelats, & vassaux iurerent l'obferuation de cet Edit.

Le Roy Charles V. par lettres patentes données à Meleun en Octobre 1374. ordonna que Louïs de France Duc d'Aniou & de Touraine son frere auroit après sa mort le gouvernement de son Royaume, iusques à ce que Charles son fils aîné soit entré au quatorzième an de son âge, & faire tout ce qui appartiendra à la defense du Royaume, creer Officiers, octroyer lettres de Iustice, conferer benefices, recevoir tous les reuenus pour la defense de l'Estat, fors & excepté les reuenus ordonnez pour l'estat des enfans de sa Maicsté, & de ceux qui auront la garde & gouvernement d'eux selon la forme des autres lettres faites sur ce. Ordonne que ledit Duc d'Aniou fera serment d'observer cette Ordonnance, en presence de la Reine & des Ducs de Bourgogne & de Bourbon. Au cas que ledit Duc d'Aniou vienne à deceder, il nomme Philippe Duc de Bourgogne pour la garde, defense & gouvernement du Royaume.

1380. Le Roy Charles V. mourut le troisième Septembre 1380. Il laissa Charles son fils sixième du nom Roy de France, qui n'auoit encore que douze ans accomplis, & Louïs Duc d'Orleans. Il laissa aussi trois freres, Louïs Duc d'Aniou Roy de Sicile, Iean Duc de Berry, & Philippe Duc de Bourgogne, trois oncles du ieune Roy.

*Charles V.
né le 3. Decembre 1368.
Il fut Roy le
8. Septembre
1380.*

Louïs Roy de Sicile Duc d'Aniou l'aîné de ces trois oncles, soustenoit après la mort de Charles V. son frere, qu'il deuoit auoir le gouvernement total du Royaume, & des deux enfans qu'auoit laissez le

feu Roy son frere, iusques à ce que l'aisné eust quatorze ans. & de fait ledit Roy Duc d'Aniou exerça la regence seize iours seulement, toutes depesches & lettres estant faites en son nom, mesme les Arrests de la Iustice souveraine. Mais ayant eu quelque contradiction de la part des autres Princes, il se fit au Parlement le deuxiême Octobre de la mesme année 1380. vne grande & celebre assemblée de Princes & grands Seigneurs, Archeuesques, Euesques, & autres Prelats & Barons. Le Registre de la Cour porte ces mots: *Au Conseil ce iour furent assemblez au Parlement Messire Louïs Regent le Royaume Duc d'Aniou, &c. & après il y a ce qui suit: Et fut dit par Messire Iean Desmarests, Que combien que le Roy fust mineur d'ans par la Coustume de France, & ne fust que de l'âge de douze ans, neantmoins pour le bien de la chose publique, pour le bon gouvernement du Royaume, & pour mettre une bonne paix entre le Roy & ses oncles, ledit Monsieur le Regent a voulu & consenty que le Roynostre sire soit sacré & couronné à Rheims en la maniere accoustumée: & ce fait qu'il ait le gouvernement du Royaume & l'administration; que ledit Royaume soit gouverné en son nom par le conseil & auis de sesdits oncles entant que chacun touche: & pource ledit Monsieur le Regent l'a âgé & pour tel réputé. Voila ce que porte le Registre du Parlement.*

Du Tillel.

Iean Iuuenal des Vrsins Auteur qui viuoit lors, parle de cette assemblée en cette sorte. Pierre d'Orgemont comme principal du Conseil du Roy, disoit que l'on deuoit attendre que le Roy eust plus grand âge, disant que le Roy Charles V. auoit or-

« donné & voulu qu'il ne fust sacré, iusques à ce qu'il
 « eust plus grand âge, & qu'il estoit d'auis que le
 « Duc de Bourgogne, & Louïs Duc de Bourbon eus-
 « sent le gouuernement des enfans. Iean Desmarets
 « Aduocat du Roy au Parlement, fut d'auis que le
 « Roy deuoit estre sacré, & que plusieurs Rois en
 « moindre âge auoient eu le gouuernement de leur
 « Royaume, mesme le Roy S. Louïs, & monstra aus-
 « si que quelque loy ou ordonnance qui auroit esté
 « faite au temps passé, elle se pouuoit changer pour
 « euitier plus grand inconuenient; que quand le Roy
 « seroit sacré, les diuisions cesseroient, & prendroit le
 « gouuernement en son nom, & auroit bon Conseil.
 « Le Duc d'Aniou consentit à ce qu'auoit dit ledit
 « Aduocat du Roy; mais insista tousiours qu'il fust
 « conserué en son droit de Regent, non par ambi-
 « tion, mais pour garder son honneur. Voilà ce qu'a
 « écrit des Vrsins. Il ne fut lors rien arresté. Les Prin-
 « ces craignans vn grand mal dans l'Estat, arresterent
 qu'aucuns des principaux du Conseil comme Arbi-
 tres, auiseroient à cette affaire, & iurerent de tenir
 ce qui seroit auisé par eux. Ces Arbitres prononce-
 rent leur auis, qui fut que la loy des predecesseurs
 Rois de France ne pouuoit pas tellement arrester
 ou retarder ceux de la lignée Royale, qu'ils ne pus-
 sent anticiper le terme prefix de leur Sacre, & à ce
 faire fut assigné la fin d'Octobre: que tous les vas-
 saux luy feroient la foy & hommage: que tout le fait
 de la guerre & de la Iustice se conduiroit en son
 nom, & sous son scel, & que les enfans du Roy

seroient gouvernez par les Ducs de Bourgogne, & de Bourbon, iusques à ce qu'ils fussent en âge de puberté: & que les finances du Domaine & des Aydes se mettroient au tresor du Roy. Et au regard des meubles, or, argent & ioyaux qui furent au Roy son pere, le Duc d'Aniou les auroit, laissant toutefois au Roy sa prouision competente: & que seulement il vseroit de ce mot de Regent, & qu'il seroit appelé aux affaires.

L'avis de ces Arbitres fut mis par écrit, & accepté par lesdits Ducs, & par ledit Duc d'Aniou mesme. & quoy qu'il fust diminué d'autorité, il le fit publier en la Salle du Palais.

Ce Prince Regent ayant esté adopté par Ieanne Reine de Sicile, alla à Naples, où il mourut l'an 1384.

Par vn Arrest du 19. Iuillet 1381. touchant vne Chapelle de Colomiers en Brie, que le Roy auoit donnée, vne partie dit que le Roy estoit ieune d'âge & pupile, & pource auoit Gouverneur & par especial Messieurs les Ducs d'Aniou, & de Bourgogne ses oncles, & par l'Ordonnance faite par le Roy & les Seigneurs de son sang, le Roy ne pouuoit conferer benefices sans la presence d'aucuns desdits Seigneurs, & de leur consentement.

En l'année 1388. le Roy Charles VI. âgé de vingt ans alla à Rheims, où il assembla ceux de son sang & de son Conseil, plusieurs Prelats & autres gens d'Eglise, entre autres le Cardinal de Laon. La deliberation fut de sçauoir ce que le Roy auoit à faire pour ses affaires, & fut dit que combien qu'il fust

1388.

Des Vrais
p. 85.
Froissart
vol 3. ch.
114. Fut ordonné par
grande deli-
beration de
Conseil. que
le Roy de

France (qui estoit en gouvernement de ses oncles & auoit esté depuis son pere mort) prendroit le gouvernement & la charge de son Royaume. Et s'en départeroient ses oncles. Il auoit il vingt ans accomplis, & entroit au vingt-unan. Cette chose fut seüe & public, si sembla à chacun bon & raisonnable.

ieune, il auoit grand sens & entendement, & qu'il voyoit faire à ses oncles & autres par leur moyen plusieurs choses qui estoient plus à leur profit que pour le bien public. Le Chancelier qui presidoit, demanda l'avis le premier au Cardinal de Laon qui s'excusa de le dire le premier; mais après vn commandement du Roy, il dit que le Roy auoit assez d'âge pour connoistre & sçauoir le fait de son Royaume, & fut d'avis que le Roy seul eust le gouvernement de son Royaume, & qu'il ne fust plus au gouvernement d'autrui. L'Archeuesque de Rheims fut de cet avis, & les Chefs de guerre, & ainsi fut conclu. Le Roy aussi-tost remercia ses oncles du soin qu'ils auoient pris tant pour sa personne, que pour les affaires; & alors les deux oncles les Ducs de Bourgogne & de Berry prirent congé du Roy, & se retirerent fort déplaisans pour n'auoir plus d'autorité. Ce Cardinal de Laon qui auoit ouuert l'avis, mourut tost après cette action, & fut verifié qu'il auoit esté empoisonné.

1392.

Le Roy en suite de cette resolution choisit ses Ministres. Mais estant tombé malade plus d'esprit que de corps, ces Princes reprirent le gouvernement du Royaume, & firent mille violences à ces Ministres du Roy.

Le Roy CHARLES VI. par ses lettres patentes du mois de Ianuier 1392. considerant l'Ordonnance du feu Roy son pere touchant la tutelle, garde, & gouvernement du Dauphin & de ses autres enfans,

voulut que s'il venoit à deceder auant que Charles son fils aîné Daufin fust entré au quatorzième an de son âge, (& ainsi de ses autres enfans, au cas que ledit Daufin vienne à deceder) la Reine sa femme Isabeau de Bauiere mere dudit Daufin ait principalement la tutele, garde, & gouuernement dudit Daufin, & de ses freres & sœurs; & avec elle Iean Duc de Berry, Philippe Duc de Bourgogne oncles paternels, Louïs Duc de Bourbon oncle maternel, & Louïs Duc de Bauiere frere de ladite Reine seront tuteurs & gouuerneurs desdits enfans. Et où ladite Reine se remarieroit, mourroit, ou auroit empeschement de maladie, ou autre tel, qu'elle ne peust entendre à ladite tutele, il fit les principaux tuteurs les Ducs de Berry, & de Bourgogne, & avec eux ceux de Bourbon, & de Bauiere: & si l'un desdits Ducs de Berry, & de Bourgogne mouroit, le suruiuant d'eux deux demeureroit principal tuteur; si tous deux mouroient ou auoient empeschement, ladite Reine principale, & lesdits Ducs de Bourbon & de Bauiere en sa compagnie demeureroient. & semblablement si lesdits de Bourbon, & de Bauiere decedoient, ou estoient empeschez, ladite Reine demeureroit tousiours principale, & lesdits de Berry & de Bourgogne, ou le suruiuant d'eux en sa compagnie. Et pour l'entretienement desdits enfans & tuteurs, destina le reuenu des villes & Vicomté de Paris, Bailliage de Senlis & Meleun, & du Duché de Normandie. Prescrit la forme des hommages & sermens, que les Princes, Prelats & vassaux feroient au fils aîné

du Roy, presens lesdits tuteurs, & les sermens que lesdits tuteurs seroient tenus faire pour leur tutelle. Outre ordonna que douze personnes, trois Prelats, six Nobles, & trois Clercs, fussent choisis par lesdits tuteurs pour estre au Conseil. Et pour l'administration du Royaume fit gouverneur Monsieur Louïs de France Duc d'Orleans son frere, avec interdiction de vendre le Domaine; & prescrit la forme du serment que deuoit faire ledit Duc d'Orleans.

Le Roy Charles VI. par lettres patentes du mois de Ianuier 1392. ordonna qu'au cas qu'il vinst à deceder auant que son fils le Daufin fust entré au quatorzième an de son âge, son frere Louïs Duc d'Orleans Comte de Valois aura la garde, gouuernement & defense du Royaume &c. (le reste semblable aux lettres du Roy Charles V. du mois d'Octobre 1374.) fors qu'il ne substitue personne, au cas que ledit Duc d'Orleans decede auant que le Daufin ait atteint l'âge de quatorze ans, obligeant en general celuy qui sera mis en son lieu, d'observer cette Ordonnance.

Le serment dudit Duc y est inferé, qui contient plusieurs particularitez de ce qu'il doit faire durant son administration.

1402.
Iuuenal des
Vrèns.

Le Roy Charles VI. estant fort trauaillé de sa maladie, & par des accez si violens, qu'il estoit le plus souuent incapable de gouuerner, estant reueu en conualescence il ordonna que Louïs Duc d'Orleans son frere auroit en son absence le gouuernement & l'administration du Royaume. ce qui fut

fut executé: car le Roy estant deuenu malade, le Duc d'Orleans entreprit le gouuernement, où il eut quelque repugnance de la part des Ducs de Berry, de Bourgogne, & de Bourbon. Le Duc d'Orleans, le Roy estant reuenu en santé, fit publier comme le Roy l'auoit ordonné Lieutenant & Gouverneur du Royaume, luy absent. Ces Ducs s'y opposerent, remonstrenterent la ieunesse du Duc d'Orleans, & qu'il estoit plustost en estat d'estre gouuerné que de gouuerner. Cette opposition fut si forte, qu'il fut dit qu'il n'auroit point le gouuernement: au contraire le Duc de Bourgogne fut nommé pour gouuerner le Royaume, & ne voulut souffrir que le Duc d'Orleans eust aucune autorité, gouuernement & administration.

Le Duc d'Orleans ceda, & ne se mella plus d'affaires. Enfin après plusieurs grandes contentions, tous ces Princes furent priez de se retirer, sans que l'un ny l'autre se mellaist du gouuernement; à quoy ils obeirent.

Le Roy Charles VI. en Avril 1403. fit publier vne Declaration, par laquelle il vouloit que son fils aîné, ou celuy qui le fera lors de son décès, en quelque petit âge qu'il soit, soit sans aucun delay appelé Roy de France, qu'il succede au Royaume, & soit couronné & sacré Roy au plustost, & vse de tous droits de Roy, sans qu'aucun autre tant soit proche du sang Royal entreprenne le bail, regence ou gouuernement du Royaume, & sans qu'il puisse estre donné audit fils aîné aucun empeschement, sous ombre de regence ou gouuernement. Et pour

1403.
Avril.

ce, dit le Roy, qu'à luy comme à pere appartient de disposer & ordonner de la garde & gouvernement de ses enfans: s'il auient que ledit fils aîné & ses autres enfans demeurent après luy moindres d'ans, en quelque minorité qu'ils soient lors, il ordonne & veut que la Reine son épouse ait la garde, nourrissement & gouvernement desdits enfans, appellant avec elle ses oncles, & freres, les Ducs de Berry, de Bourgogne, d'Orleans, & de Bourbon, & autres Princes du sang, & aussi les gens de son Conseil; & qu'elle gouverne au nom de sondit fils aîné, & comme Roy luy obeissent tous ses suiets: Et en cas du décès de ladite Dame, leldits Princes, le Connestable, le Chancelier, & ceux du Conseil auront la garde & le gouvernement desdits enfans, & le faix & besognes dudit Royaume & gouvernement, aussi au nom dudit fils qui sera Roy: dérogeant aux Ordonnances contraires à celle-cy.

1403.
16. Avril.

Le Roy Charles VI. le vingt-six Avril 1403. ordonna qu'en son absence ou occupation, quelle qu'elle peust estre, la Reine sa femme, les Ducs de Berry, de Bourgogne, d'Orleans, & de Bourbon, appelez avec eux les Connestable, Chancelier & autres du Conseil tels qu'il leur plaira, expedieront au nom du Roy les grandes affaires du Royaume, sans neantmoins mettre à execution les plus importantes qu'après en auoir communiqué à sa Maîesté: qui n'entend pas aussi, que luy present & pouuant vaquer à ses affaires, les dessusdits fassent rien qu'en sa presence.

Edict perpetuel & irrevocable du Roy Charles VI. du vingt-six Decembre 1407. par lequel il ordonne qu'à l'avenir tous les aînez des Rois de France, en quelque petit âge qu'ils succèdent à leurs peres, soient appelez Rois, soient couronnez & sacrez au plustost, vsent de tous droits Royaux. Et au cas que les peres decedent les laissant mineurs, il ordonne que pendant leur minorité ils seront gardez, gouvernez & nourris, & les affaires traitées de leur autorité, & en leur nom, par les auis & conseil des Reines leurs meres & des plus prochains du lignage, & sang Royal, & par le conseil des Connestable & Chancelier de France, & des sages du Conseil; le tout nonobstant toutes Constitutions, Edits, Ordonnances & vsages contraires, tant du Roy Charles V. qu'autres Rois predecesseurs, ou de luy Charles VI. qu'il casse & met au neant.

Le Roy pour autoriser cette Ordonnance, tint son lit de Iustice en son Parlement le lendemain de Noël vingt-six Decembre 1407. assisté des Princes du sang & autres Seigneurs, Archeuesques & Euesques, Presidens & Conseillers, tant du grand Conseil que du Parlement, & plusieurs autres.

En Septembre 1408. tous les Conseillers du Parlement furent au Louvre; où estoit la Reine; le Duc de Guyenne Daupin, & plusieurs autres Princes & Seigneurs, & des Bourgeois de Paris, & là fut publié par la bouche de l'Aduocat du Roy des Vrsins la puissance octroyée & commise par le Roy à la Reine, & au Duc de Guyenne, sur le gouvernement

du Royaume, le Roy empesché ou absent. ce sont les termes du Registre du Conseil du Parlement.

Iean Iuuenal des Ursins en son Histoire p. 241. dit : *Les Officiers & Conseillers du Roy estoient en grand soucy comme on pourroit pouruoir au gouuernement du Royaume : le Roy estoit malade, Monsieur le Dauphin ieune, les Seigneurs en diuision : & fut auisé que c'estoit le moins mal, que la Reine presidast en Conseil, & eust le gouuernement, que laisser les choses comme elles estoient. & fut ordonné que ce se monstreroit par Maistre Iean Iuuenal des Ursins Advocat du Roy, & par le Procureur general du Roy, laquelle chose il fit bien & notablement en la presence de ceux du sang, & des Prelats & de foison de peuple ; & après la proposition faite fut conclu, que la Reine le Roy estant malade presideroit en Conseil, & auroit le gouuernement du Royaume.*

1409.

Il enuie en sa quatorzième année, comme il se void par la lettre du 28 Iann. 1409 par laquelle le Roy donna l'entiere administration du Duché de Guyenne à son dit fils estant entré en son quatorzième an.

Le dernier iour de Decembre 1409. le Roy fit publier ses lettres patentes, par lesquelles il ordonna que luy & la Reine sa femme absens ou occupez, Louïs Dauphin Duc de Guyenne son fils estant en l'âge de puberté, appelez avec luy les plus prochains du sang Royal, sçauoir les Rois de Sicile, & de Nauarre, les Ducs de Berry, de Bourgogne, de Brabant, de Bourbon, & Louïs Duc de Bauiere, le Chancelier, & autres du grand Conseil, presidera aux Conseils, & entendra pour sa Maisté, & au nom d'icelle à l'expedition & ordonnance de toutes les affaires du Royaume, & les conclura au plus de voix de ceux qui y auront assisté : & en cas d'affaires de tres-grande importance, qui ne requerront

pas celerité, il en sera fait rapport à sa Maieſté. Ces lettres furent enreſtrées au Parlement.

Le ſixième du mois de Novembre 1417. ledit 1417.
Roy par lettres patentes, du conſeil des Princes du ſang, Prelats, Barons, gens du Parlement, de ceux de l'Vniuerſité de Paris, & Preuoſt des Marchands de la ville de Paris, eſtablit & ordonna Charles Dauſin Duc de Touraine & de Berry ſon Lieutenant general par tout ſon Royaume, annullant toute autre Lieutenantance generale donnée à la Reine ſa femme, ou à autre. Veut que ledit Dauſin appelle au Conſeil ceux du ſang Royal, le Chancelier, & autres du grand Conſeil, ainſi qu'il luy plaira, & reſolue & ordonne des affaires du Royaume pour & au nom de ſa Maieſté, & que les expeditions qui en ſeront faites, ſeront expediées par les Secretaires de ſa Maieſté au nom d'elle, & ſcellées du ſeau de ſadite Maieſté.

Nonobſtant cette Declaration vn Historien du temps a remarqué, qu'en l'an 1417. fut ordonné par le Conſeil de la Reine, & du Duc de Bourgogne, que le ſieur de Moruilliers iroit à Amiens avec quelques Iuges, & que là ils feroient de par la Reine la Souueraine Cour de Juſtice, au lieu de celle du Parlement de Paris: & audit de Moruilliers fut donné vn ſeau où eſtoit graué l'image de la Reine eſtant droite, ayant les deux bras tendus vers la terre, & au coſté droit eſtoit vn eſcu des armes de France, & au ſeſtre auoit vn eſcu party des armes de France & de Bauiere, & au tour eſtoit écrit, *C'eſt le ſcel*

Monſtrelet
vol. 1. chap.
180. l'an.
1417.

54 DE LA MAIORITE' DE NOS ROYS,

des causes, souverainetez, & appellations pour le Roy. & fut ordonné que de ce seel on sceilleroit en cire rouge, & que les lettres & mandemens se feroient au nom de la Reine en cette forme : *Jfabel par la grace de Dieu Reine de France ayant pour l'occupation de Monseigneur le Roy, le gouvernement & administration de ce Royaume, par l'octroy irrenocable à nous sur ce fait par mondit Seigneur & son Conseil.. & fut aussi ordonné vn autre Chancelier outre la riuere de Seine pour les païs obeissans à la Reine & au Duc de Bourgogne.*

1419.
P. 456. Iean Iuuenal des Vrsins dit que pendant la grande diuision qui estoit dans le Royaume, le Dauphin Charles, le Roy estant entre les mains des Anglois & du Duc de Bourgogne, s'appella & nomma Regent du Royaume.

Ledit Dauphin prit cette qualité iusques à la mort du Roy Charles VI. son pere, qui mourut l'an 1422. le 21. Octobre. La verité est, que le Roy Charles VI. estant en la puissance des Bourguignons le treizième Mars 1418. n'approuua ladite regence, sous couleur que son fils se l'estoit attribuée sans lettres patentes du Roy son pere..

1483.
Charles
VIII. né le
le dernier
Iuin 1470.
il fut Roy le
treizième
Iour d'Aoust
1483.
Livre vi.
chap. 21.

Le Roy LOUIS XI. mourut le trentième Aoust 1483. & la Reine son épouse sur la fin de la mesme année. Ce Prince se voyant près de la mort, & qu'il laissoit son fils CHARLES VIII. n'ayant que treize ans, enuoya (dit Comines) querir Mons. de Beauieu Duc de Bourbon mary de sa fille Anne, & luy commanda aller au Roy son fils qui estoit à Amboise, ainsi l'appella-

il en le luy recommandant, & luy donna toute la charge & gouvernement dudit Roy.

C'estoit en effet mettre en main la regence & le gouvernement de l'Estat pendant la minorité du Roy Charles VIII. audit Seigneur de Beauieu & à sa femme.

Louïs Duc d'Orleans premier Prince du sang s'opposa à cette regence, disant qu'elle luy estoit deuë, demanda l'assemblée des Estats, & se resolut assisté d'autres Seigneurs d'empescher que Monsieur & Madame de Beauieu eussent la regence. Les Estats furent assemblez à Tours avec grande solemnité, le Roy s'y trouua avec nombre de Princes & Seigneurs.

Le quatrième Feurier le President des Estats dit ^{1483.} qu'il estoit question de trauailler sur vne matiere de grande importance, c'est à sçauoir de la tutele du Roy, & de son education: & aussi de l'élection de certains Conseillers pour manier les affaires de l'Estat pendant la minorité du Roy: ausquels comme tuteurs du Royaume & Regens, l'on deuoit rapporter les grands affaires du Royaume. *de Registru-
flodia.*

Les deputez des Prouinces aux Estats furent fort diuisez sur le fait de ces Conseillers. Le Roy, & les Ducs d'Orleans, & de Bourbon enuoyerent aux Estats le roolle des douze Conseillers, qui auoient esté élus peu après la mort du Roy Louïs XI. par le Roy, par la Reine sa mere, par les Ducs d'Orleans, & de Bourbon. Ces douze Conseillers estoient les Seigneurs de Beauieu, d'Albret, de Dunois, de Ri-

chebourg, de Torcy, d'Alby, des Cordes, de Gié, de Genly, du Lau, de Baudricourt, & de Comminges : puis l'on y en aiousta trois autres, les Seigneurs d'Argenton, de S. Valier, & de Perigueux : puis on y aiousta l'Euesque de Coutances, & le sieur de Boissi. & de plus le Duc d'Orleans amenoit toujours avec luy le sieur de Vatan, & le Duc de Bourbon amenoit le sieur de Culant, & ces deux-cy opinoient avec les autres.

Les Estats deputerent vers le Roy, & ces deux Princes, pour sçauoir s'ils vouloient qu'absolument ce roolle fust suiuy, & qu'il n'estoit pas de besoin qu'ils opinassent dessus : il leur fut répondu qu'ils estoient libres d'en opiner.

Les Prouinces se brouillerent fort sur ce fait, & ne peurent rien resoudre nettement. Comme ils estoient en ces termes, entra dans les Estats vn Enuoyé de la part du Duc d'Orleans, qui se plaignit de ce que l'on ne luy conseruoit pas le rang qui luy estoit deu, principalement en ce qu'il auoit esté resolu par le Conseil du Roy, que le Seigneur & la Dame de Beauieu auroient la garde & le gouvernement du Roy, en quoy il estoit fort lezé, parce que si le Roy auoit besoin de Regent, c'estoit à luy d'auoir cette charge; qu'il les prioit si l'on en parloit dauantage, que l'on mist simplement que le Seigneur & la Dame de Beauieu seront prés la personne du Roy, & rien dauantage. Il luy fut répondu qu'ils n'auoient point eu intention de faire chose contre sa dignité; mais que les Estats auoient ar-

resté

resté cet article: Que le Roy iusques alors auoit esté si bien élevé, qu'il estoit à propos de continuer; qu'ils prioient Monsieur & Madame de Beauieu de faire en ce point, comme ils auoient bien commencé, & de continuer d'auoir soin de la personne du Roy, ^{Regis regimen. & custodia.} & de sa conseruation.

Peu après vn enuoyé de la part de Monsieur & de Madame de Beauieu entra dans l'assemblée des Estats, qui dit que Monsieur de Beauieu auoit appris que Monsieur d'Orleans s'offensoit de ces mots, *custodia & regimen*, contenus en l'article cy-dessus; qu'il aimoit mieux rabatre de son droit, que de brouïller l'Estat: tellement qu'il iugeoit à propos de faire l'article ainsi: *Dominus & domina de Beauieu sint circa Regis personam sicut hactenus fuerant, & quemadmodum per Regem & Reginam defunctos ordinatum fuit.*

Sur cette perplexité les Estats resolurent l'article ainsi: *Dominus & domina de Beauieu sint circa Regis personam, sicut hactenus fuerunt*, & rien plus.

Le Roy fit dire aux Estats par son Chancelier, qu'il approuuoit & confirmoit l'auis qu'ils auoient donné pour le Conseil, voulant neantmoins qu'il fust tiré quelques-vns des Estats pour assister audit Conseil, auquel il donnoit pouuoir d'ordonner tout ce qu'ils iugeroient estre vtile au Royaume, à la charge de faire les choses en son nom.

Les Estats donc prenans resolution sur le fait du Conseil que deuoit auoir le Roy prés de luy, furent d'auis, que considerans l'âge du Roy qui estoit pro-

che de sa quatorzième année, sa Maiefté commandera toutes les lettres, conclusions, & choses nécessaires qui seront conclues en son Conseil, sans qu'autre que luy fasse, ny ait autorité de faire aucun commandement : supplient le Roy de se trouuer en son Conseil le plus souuent qu'il pourra. Après le Roy & en son absence, ils furent d'auis que le Duc d'Orleans la seconde personne du Royaume deuoit presider & conclure audit Conseil : en l'absence du Roy, & dudit Duc, que Monsieur de Bourbon Connestable presidera audit Conseil, & non autrement : & outre lesdits Estats prièrent Monsieur de Beauieu, nonobstant que comme prochain du sang il pouuoit assister au Conseil du Roy, & qu'il estoit mis au nombre des douze premiers Conseillers, d'assister continuellement audit Conseil, & y presider en absence des Ducs d'Orleans, & de Bourbon. Declarerent aussi lesdits Estats, qu'ils n'entendoient diminuer le nombre de ceux contenus au roolle enuoyé par le Roy, & s'en rapportoient au Roy & aux Princes du sang d'en disposer en leurs consciences. Mais afin que ledit Conseil fust entierement accompli, lesdits Estats furent d'auis, qu'outre le contenu audit roolle l'on nommeroit iusques à douze personnes ou plus, choisis de chacune assemblée de diuers Estats par le Roy & Messieurs de son Conseil. Auquel Conseil ainsi estably lesdits Estats entendent estre obey par tout le Royaume, comme au Roy en personne, l'autorité des commandemens demeurant tousiours au Roy par la deliberation dudit Conseil.

Et pource, dirent lesdits Estats, que le Roy auoit esté cy-deuant bien nourry, & entretenu: il leur sembloit qu'il deuoit estre doucement nourry & auoir autour de sa personne gens sages & ver-rueux: supplierent lesdits Princes & les Seigneurs de son grand Conseil, qu'ils voulussent y auoir tou-iours l'œil & regard, & qu'il y soit pourueu auant la fin des Estats.

Le Roy accorda ausdits Estats par la botuche de son Chancelier toutes les demandes cy-dessus.

Celuy qui a écrit l'Histoire particuliere de ces Estats, parlant de ces Conseillers dit, que ce n'estoit pas vne affaire de petite consideration: *Sed de his qui Rege in minoribus agente totius regni summam habeant, nam sine horum iudicio Rex officia conferre, aut aliquid gran-de facere non poterit. Horum erit pacem inire ac fœdera, bel-lum indicere, augere & diminuerè numerum militum, & vt omnia paucis complectar, his erit attributa potestas, ma-xima quæque facere, quæ Rex sibi reseruare & per seipse age-re consuevit.*

Iean de S. Gelais qui a écrit l'Histoire de Louïs XII. p. 43. Après la mort de Louis XI. les Princes & Grands du Royaume se trouuerent à Amboise, où estoit le ieune Roy Charles, & déjà auoient pris le maniment de sa personne Monsieur & Madame de Beauieu, & auoient gaigné les Gardes pour eux. La Reine Charlotte mere dudit Charles Roy n'estoit pas contente de cette maniere de fai-re, & disoit, & il est vray qu'à elle appartenoit d'auoir le gouuernement de son fils; & si ladite Dame eust vesçu, les choses ne fussent pas allées en l'estat qu'elles firent. Monsieur

d'Orleans, qui pouuoit auoir lors vingt-un à vingt-deux ans estoit là. Durant le temps que ces Princes estoient à Amboise il y eut beaucoup de propos mis en auant, car la raison vouloit, veu l'âge du Roy, que Mons^r. d'Orleans qui estoit le plus prochain de la Couronne, eust l'administration de toutes les affaires. Car le droit est tel, que quand le Roy demeure en bas âge, le plus prochain à succeder doit estre Regent durant la minorité du ieune Roy. Mais au regard de la personne, elle doit estre mise entre les mains de ses plus prochains non capables de sa succession. Or estoient les choses en ces termes. Mais les aucuns ne trouuoient pas cela bon. pourquoy fut auisé d'assembler les Estats à Tours, & combien que déjà on murmura fort, de ce que Monsieur & Madame de Beauieu auoient de leur autorité entrepris si auant le gouuernement, & sembloit à beaucoup de bons & sages personnages, qu'il ne se deuoit pas ainsi faire. Le temps venu de l'assemblée des Estats, chacun se rendit à Tours, & durant cela plus de quinze iours auant que le Roy fust mené audit lieu, ceux qui se mesloient du gouuernement faisoient pratiquer les gens desdits Estats, à ce qu'ils voulussent conclure & remontrer les choses selon leur desir & intention. & au vray dire ils y firent beaucoup. La conclusion finale des Estats fut qu'ils supplioient Messieurs les Princes, que le plus diligemment qu'on pourroit on entendist à faire couronner & sacrer le Roy. puis fut dit que Monsieur le Duc d'Orleans, lequel estoit le plus prochain de la Couronne, presideroit tousiours au Conseil. Mais ce n'estoit pas assez, car il deuoit estre Regent. Après fut dit que pour le grand sens & prudence qui estoient en Mons^r. de Bourbon, qu'en l'absence du Duc d'Orleans il presideroit audit Conseil, & que Monsieur & Madame

de Beauieu seroient tousiours alentour de la personne du Roy, & en auroient le principal soin & gouvernement, & des autres Seigneurs ne dirent autre chose. Aussi ordonnerent-ils que audit Conseil y auroit douze notables personages, sans lesquels ne seroit rien fait, ne aussi en particulier ne se feroient aucunes dépesches

Ce sont les remarques de l'Historien de S. Gelais qui viuoit lors.

Cette resolution des Estats, & ces reglemens n'empêcherent pas que Monsieur & Madame de Beauieu n'empietassent toute l'autorité, & n'eussent tout le gouvernement de l'Estat. Neantmoins ils ne prirent pas la qualité de Regens : mais voicy les termes dont ils vsoient dans les actes publics avec les Princes voisins : *Pierre de Bourbon Seigneur de Beauieu Comte de Clermont & de la Marche, & nous Anne de France Dame de Beauieu Comtesse de Clermont & de la Marche, comme feu de bonne memoire le Roy Louis dont Dieu ait l'ame, nous ait en son viuant chargé & ordonné qu'après son trespas nous missions toute nostre intention & diligence de seruir le Roy son fils nostre tres-redouté & souverain Seigneur, &c.* Qui sont les propres termes du traité d'amitié & bonne intelligence, qu'ils firent avec le Duc de Lorraine du 27. Septembre 1484.

Le Duc d'Orleans fit ses plaintes en plein Parlement les Chambres assemblées le dix-septième Janvier 1484. de l'administration de Monsieur & de Madame de Beauieu. Il y fut en personne, accompagné du Comte de Dunois, & du sieur de Richebourg, & fit remontrer par Denys le Mercier son Chancelier,

que luy Duc d'Orleans estoit la seconde personne de France, & le plus prochain parent du Roy; dit que voyant quelques desordres après la mort du feu Roy, ledit Duc & autres Seigneurs supplierent le Roy de faire assembler les trois Estats de son Royaume; ce qui fut fait : mais que cette assemblée fut fort empêchée par ceux qui vouloient comme encore veulent auoir le gouuernement du Royaume, & de la personne du Roy, & sur ce qu'ils auoient bonne intention aucuns furent menassez, dont le dit Duc fut fort déplaisant, & les confirma en leur resolution, aussi firent-ils de belles & grandes propositions, car ils tindrent le Roy pour âgé, & qu'au Royaume n'auroit autre gouuernement que le Roy, & qu'il commanderoit par la delibération de son Conseil. Mais qu'il n'en auoit esté rien tenu, le tout ayant esté fait par Madame de Beauieu & ses adherens, laquelle s'est vantée de tenir le Roy en bail iusques à ce qu'il eust vingt ans, se fondant sur vne coustume qui est en aucuns païs de ce Royaume, qui porte qu'une fille de douze ans & au dessus peut tenir son frere en bail iusques à ce qu'il ait vingt ans accomplis. En suite ledit Chancelier remarqua l'autorité que ladite Dame prenoit dans les finances, les pensions qu'elle donnoit à ceux qui tenoient son party. Aiousta, qu'elle auoit pris le serment des Gardes, qui ne le donnoient qu'au Roy seul; que le Roy n'est pas en sa liberté. Que ledit Duc d'Orleans a conuié sa Maïesté de venir à Paris, où il sera plus libre; priant aussi la Cour de faire en

forte que le Roy y vienne. Promit outre ledit Duc, que si Madame de Beauieu se vouloit retirer de la personne du Roy de dix lieues, ils'en retirera de quarante.

La Cour ne trouua pas ces propositions raisonnables, le Premier President témoigna assez par ses réponses, que la Cour estoit estable & instituée pour administrer Iustice, & qu'elle n'auoit point d'administration de guerre, de finances, ny du fait & gouvernement du Roy, ny des grands Princes; & sont, dit-il, Messieurs de la Cour gens clercs & lettrez, pour vaquer au fait de la Iustice, qui ne peuuent penser à autre chose, sinon que par l'ordre exprés du Roy. Le Chancelier dudit Duc eleua fort l'autorité du Parlement, insista que l'on deuoit faire venir le Roy à Paris hors de suiction de tous les Princes, & de Madame de Beauieu, croyant que si elle estoit auertie de tout par la Cour, qu'elle se retireroit, & qu'il estoit à propos de sçauoir du Roy s'il estoit content d'estre ainsi qu'il estoit. Ledit Duc prenant la parole dit, que s'il plaisoit au Roy qu'il vinst deuers luy, il y viendrait avec vn Page seulement, ou qu'il se retirera en sa maison, & n'approchera de sa Maiesté qu'il n'ait vingt ans accomplis, qu'il pourra commander & ordonner des affaires du Royaume; que les desordres sont si grands, qu'il faudroit assembler les Estats du Royaume & les bons & loyaux seruiteurs des feus Rois, pour pouruoir à tout par leur auis.

Ces contentions furent suiuiés de grandes guerres: la Dame de Beauieu gouuerna tousiours le Roy

son frere & le Royaume. Le Duc d'Orleans fut pris en vne bataille en Bretagne.

1505. Le Roy LOUIS XII. ayant accordé sa fille aînée Claude mineure, avec le Duc de Valois depuis Roy de France François I. du nom, aussi mineur de dix à onze ans, fit son testament le dernier iour de May 1505. par lequel il ordonna que la Reine Anne son épouse auroit la tutele, gouuernement & legitime administration des personne & biens de ladite Claude leur fille, iusques à ce qu'elle fust en âge; voulut & ordonna que tous les grands & principaux faix & affaires du Royaume seroient conduites & traitées par ladite Dame Reine, & par la Comtesse d'Angoulesme Louïse de Sauoye mere dudit Duc de Valois, lesquelles appelleroient avec elles le Cardinal d'Amboise Legat, le Comte de Neuers, le Chancelier de France, le sire de la Trimouille son premier Chambellan, & Florimond Robertet Secretaire. Ordonne, que ladite Claude sa fille ne partira de France iusques à ce que le mariage d'elle & dudit Duc de Valois soit fait & consommé.

Ce testament n'eut point d'effet, parce que lors du decés du Roy Louïs XII. le Roy François I. qui luy succeda, estoit en pleine maiorité.

Le Roy FRANÇOIS I. ayant resolu son voyage d'Italie pour la conqueste du Duché de Milan, par ses lettres patentes données à Lion le quinziesme Iuillet 1515. commit & ordonna Louïse de Sauoye
Duchesse

Duchesse d'Angoulesme & d'Aniou sa mere, pour regir & gouverner son Royaume durant son absence. Ces lettres furent apportées au Parlement les Chambres assemblées, où il fut ordonné qu'elles seroient registrées, à la charge que ladite Dame ne pourra conferer les benefices vacans en Regale, & sera écrit à ladite Dame, que son plaisir soit se déporter de les conferer.

Au mois de Decembre ensuiuant la Cour les Chambres assemblées verifia des lettres d'ampliation dudit pouuoir, touchant la collation des benefices vacans en Regale, le pouuoir de faire ordonnances, & y déroger.

Le Roy estant à Lion en Iuillet 1515. ordonna 1515. que le Chancelier du Prat passeroit les Monts avec luy, & que Mondot de la Martonie Premier President du Parlement de Paris demeureroit en France avec Madame la Regente, & auroit la garde d'un petit seau.

Le Roy François I. par lettres du onzième Aoust 1523. 1523. données à Gien, commit Madame sa mere Duchesse d'Angoulesme pour regir & gouverner son Royaume durant son absence pour le voyage d'Italie pour la conqueste du Duché de Milan. La Cour de Parlement verifia ces lettres les Chambres assemblées, avec la modification de la collation des benefices vacans en Regale, & que ladite Regente ne pourra creer des offices nouveaux de Iudicature. ce qui fut fait le septième Septembre ensuiuant. Ces lettres n'eurent effet, à cause que le Roy ne fit

pas lors son voyage : mais estant à Pinerol le dix-septième Octobre 1524. il decerna ses lettres patentes, par lesquelles sa Maieité vouloit que ladite Dame sa mere soit & demeure Regente en France pour iouir & vsr du pouuoir contenu aux lettres verifiées par la Cour le septième Septembre 1523. tout ainsi que si elles estoient octroyées par le Roy ledit 17. Octobre dernier. La Cour par son Arrest du penultième Nouembre 1524. ordonna que lesdites lettres seroient enregistrées aux charges & modifications contenuës au registre dudit iour 7. Sept. 1523.

Le Roy laissa près de Madame la Regente sa mere, le Chancelier du Prat pour Conseil, & mena avec luy Iean Brinon Premier President à Rouën, pour tenir & administrer vn petit seau qu'il auoit fait faire pour seruir pendant son voyage en l'absence du grand.

Le Roy François I. se voyant hors d'esperance de sortir de sa prison d'Espagne, & voulant obliger l'Empereur Charles V. à traiter avec luy, fut conseillé estant à Madrit de faire vn Edit en datte du mois de Nouembre 1525. par lequel il consent & ordonne que son fils aîné François Daufin soit déclaré, nommé & réputé Roy de France Tres-Chretien, & comme Roy, couronné, oingt, & sacré, & qu'il luy soit obey par tous ses suiets. Mais dautant que ledit Daufin François son fils estoit sous l'âge de puberté & moindre d'ans, il ordonne que ladite Dame Louïse de Sauoye Duchesse d'Angoulême sa mere demeure seule gouuernante & regente de

la personne de sondit fils , mesmement après qu'il sera couronné, sacré & receu Roy , & qu'il n'y ait Prince ny personnage aucun qui ait titre de Gouverneur, ny autorité autour de la personne dudit Prince que ladite Dame, laquelle commettra tels Officiers près de son fils qu'elle verra estre à faire. Outre ce ledit Roy donne semblable égard & gouvernement à ladite Dame sur les personnes de ses autres enfans Henry Duc d'Orleans , Magdeleine , Charles Duc d'Angoulesme , & Marguerite. Que le pouuoir de ladite Dame durera sur ses enfans iusques à ce qu'ils soient en âge de pleine puberté, selon l'avis de ladite Dame & du Conseil estroit qui sera près d'elle. Que toutes choses seront faites au nom de sondit fils aîné comme Roy & sous ses seals. Prie ladite Dame de tenir près d'elle & de son fils qui sera Roy, le Conseil des Princes , Prelats, Chancelier, Presidens, & autres Officiers tels qu'elle sçait. Et au cas que ladite Dame vienne à deceder ou ne pouuoir exercer lesdits gouvernemens autour de ses enfans, il veut & ordonne que sa sœur vniue Marguerite de France Duchesse d'Alençon en toutes choses concernant ledit gouvernement succedo à ladite Dame : pendant lequel gouvernement il veut que ladite Dame sa mere soit & demeure toujours Regente en France, avec les mesmes facultez qu'elle auoit auparauant.

Cet Edit fut sans effet au moyen des traitez de Madrit & de Cambray faits entre l'Empereur & le Roy. Il se trouue. neantmoins enregistre dans le Parlement.

1527. Le Roy François I. estant de retour d'Espagne, Madame la Regente sa mere luy fit ses plaintes de ce que le Parlement auoit voulu en beaucoup d'occasions diminuer le pouuoir de sa regence, & fait beaucoup de choses au mépris de son autorité. Le Roy voulant donner toutes sortes de satisfactions à ladite Dame sa mere, fit publier cet Arrest si rude contre le Parlement du 24. Iuillet 1527. par lequel entre autres choses sa Maiesté reuoque & declare nulles toutes les limitations, qui pouuoient auoir esté faites par ladite Cour au pouuoir de la regence de ladite Dame sa Mere, confirme tout ce qu'elle auoit fait & ordonné comme Regente, signifiant à ladite Cour qu'il instituait derechef ladite Dame durant l'absence qu'il pourra faire hors de ce Royaume, Regente comme auparavant, avec tel pouuoir & autorité que ledit Seigneur auoit, sans rien reseruer.

1551. Le Roy HENRY II. auant que d'entreprendre son voyage d'Alemagne, alla en son Parlement de Paris tenir son lit de Iustice le douzième Feurier 1551. Où ayant exposé luy-mesme le dessein qu'il auoit de s'opposer à ses ennemis, mesmes de sortir hors le Royaume s'il en estoit de besoin pour leur resister; après auoir remonstré à ladite Cour ce qu'il entendoit estre fait, il dit que si ses affaires l'obligeoient à sortir son Royaume, il lairroit la Reine sa femme Regente avec son fils & son Conseil, voulant qu'il leur soit obey comme à sa propre per-

sonne, & que ce qui sera enuoyé par eux à ladite Cour soit dépelché promptement par ceux de la Grand' Chambre, appelez les Presidens des Enquestes. Le Premier President le Maistre faisant sa remonstrance, dit, *Cette Compagnie, Sire, m'a chargé vous promettre que vous y trouuerez tousiours obeissance & bonne volonté de satisfaire à tout ce qui vous plaira ordonner & commander; & non seulement à vous, Sire, mais à la Reine, à Monseigneur le Daupin, & à Messieurs de vostre Conseil, ausquels vous don- nerez pouuoir en vostre absence de nous commander.*

La Reine Catherine exerça cette regence, & écriuit plusieurs fois au Parlement où elle prenoit la qualité de Regente; mais ie ne voy pas qu'elle en eust des lettres, il semble qu'il n'y eust que la declaration verbale qu'en fit le Roy luy-mesme tenant son lit de Iustice.

Au mois d'Aoust 1553. le Roy estant à Compiè- 1553.
gne decerna ses lettres patentes, par lesquelles ayant représenté la necessité qu'il auoit de faire vn voyage hors son Royaume, & qu'il estoit à propos de laisser auprès de la Reine son épouse aucuns grands & notables personnages pour auoir la direction & conduite des affaires generales & particulieres du Royaume. Lesdits notables sont le Cardinal de Tournon, le Garde des Seaux Bertrandi, Matthieu de Longue-iouë Euesque de Soissons, Claude sieur d'Urfé Gouverneur de Monsieur le Daupin, André Guillard sieur du Mortier, Conseillers au Conseil d'Estat: lesquels ne feront rien sans communiquer à la Reine. Ces lettres furent verifiées au Parlement le dernier Aoust 1553.

Il y a vn registre du Parlement, qui porte que le Garde des Seaux Bertrandi durant le voyage du Roy en Alemaigne, demeura avec le Conseil Priué du Roy estably à Chaalons auprès de la Reine Catherine Regente, où il rendoit pour elle en sa presence & en plein Conseil les réponses necessaires aux remonstrances des deputez du Parlement, & faisoit les mesmes fonctions, que si le Roy y eust esté.

1560.

*Charles IX.
né le 27.**Jun 1550. il
fut Roy le 5.**Decembre
1560.*

La Reine CATHERINE de Medicis voyant le Roy FRANÇOIS II. son fils à l'extremité, pensa de bonne heure à s'asseurer de la Regence du Royaume; son successeur qui estoit son frere Charles IX. n'estant âgé que de dix ans & demy. Ladite Reine voyant qu'il n'y auoit qu'Antoine de Bourbon Roy de Nauarre qui luy pouuoit contester le gouuernement, elle traita si adroitement ce Prince, qu'il luy quitta la regence, & luy en bailla vn écrit signé de sa main; & la Reine luy promit de bouche qu'il seroit Lieutenant du Roy en France, conduiroit les affaires de la guerre, receuroit les paquets, & que rien ne seroit ordonné que par son auis & des autres Princes du sang. Cecy se passa auant la mort du Roy François II. qui mourut à Orleans le cinquième iour de Decembre 1560. Le dixième Decembre le Roy Charles IX. écriuit au Parlement vne lettre de cachet, par laquelle il donne auis à ladite Cour, que n'estant pas en âge pour gouuerner le Royaume, il auoit supplié la Reine sa mere de prendre l'administration du Royaume, esperant que les cho-

ses seront bien conduites par ladite Dame avec le sage conseil du Roy de Nauarre, & des notables & grands personnages qui sont en son Conseil. Sur ces lettres la Cour deputa vn President & trois Conseillers pour aller vers le Roy à Orleans, qui porterent lettre de la Cour à la Reine, témoignant la ioye qu'auoit la Compagnie du choix fait par le Roy de sa personne. Pareille lettre au Roy, que Dieu luy auoit inspiré cette bonne resolution, la loüioient, & en esperoient vn grand bien pour le Royaume. Lors de la mort dudit Roy François II. les Estats generaux estoient assemblez à Orleans, aucuns des Deputez demandoient le Roy de Nauarre pour Gouverneur, & les Princes du sang pour Conseil legitime du Roy Charles IX. pendant sa minorité, avec le Connestable & autres. Les autres consideroient la Reine pour estre Regente, si bien que les factions commencerent à naistre, lors que le Roy de Nauarre qui aimoit la paix, presenta & offrit à la Reine la charge & autorité du gouvernement; & fut fait vn acte, le Roy present, les Princes du sang & autres grands & notables personnages du Conseil, par lequel il fut arresté que tous les Gouverneurs des Provinces, & Capitaines des places qui auroient affaire, s'adresseroient au Roy de Nauarre, pour en faire rapport à la Reine mere, qui en deuoit ordonner par l'avis de son Conseil: Que toutes les depesches qui viendroient desdits Gouverneurs & Capitaines, seroient adressées à ladite Dame, qui les verra premierement, & après les enuoyera au Roy de Nauarre;

Du 21. de
Decembre.

qui les ayant veüs en parlera à ladite Dame, laquelle de l'avis des Princes & du Conseil prendra resolution de ce qui sera à faire. Que toutes choses concernant la Iustice, Finances & Police du Royaume seront traitées audit Conseil, la Reine y assistant, sinon luy en sera après fait rapport.

Ainsi la Reine mere Catherine fut Regente. Cette affaire ainsi resoluë & sans beaucoup de contestation, il fut arresté que les Estats continueroient. Le Chancelier de l'Hospital ne leur communiqua pas expressément ce qui s'estoit passé pour la regence, mais assura l'assemblée de la bonne vnion des Princes pour le bien de l'Estat & du Roy. Celuy qui porta la parole pour la Noblesse, declara au Roy qu'ils approuuoient d'auoir employé la Reine mere, non seulement pour la garde, mais aussi au gouuernement de ses affaires, & qu'il auoit appellé à son Conseil le Roy de Nauarre, & autres Princes de son sang.

Neantmoins au Procés verbal de l'acte de la declaration de la Maiorité du Roy Charles I X. faite en son lit de Iustice tenu au Parlement de Rouën, le dix-septième Aoust 1563. parlant des hommages que firent lors les Grands au Roy, il y a ces mots: *En premier lieu la Reine s'estant leuée pour aller vers le Roy en son siege Royal, a declaré qu'elle remet es mains de sa Majesté l'administration de son Royaume, qui auroit esté baillée à icelle Dame par les Estats.* Il semble que celuy qui a fait ce Procés verbal estoit mal informé.

Du Tillet a écrit que cete regence fut consen-

tie par les Parlemens , puis par les Estats généraux d'Orléans, & après par les Princes du sang : Mais il en faudroit auoir la preuue.

Le Roy CHARLES IX. se voyant à l'extremi- 1574.
té de sa vie fit publier le trentième de May iour de la Pentecoste 1574. ses lettres patentes, par lesquelles en presence du Duc d'Alençon son frere, du Roy de Nauarre, du Cardinal de Bourbon & autres, il declara la Reine sa mere Catherine de Medicis Regente de son Royaume pendant le cours de sa maladie, avec pouuoir de continuer ladite Regence après sa mort & iusques à ce que le Roy de Pologne son frere & successeur fust de retour en France.

Le lendemain de la Pentecoste trente-vn May le Parlement fut extraordinairement assemblé, où le Premier President de Thou representa à la Compagnie la triste nouuelle de la mort du Roy arriüée le iour precedent : dit que les Rois ne mouroient point en France, que le Roy auoit laissé vn successeur, son frere qui estoit en Pologne, qu'en attendant sa venue Dieu auoit inspiré le cœur du Roy pour preuenir l'office tant des Princes du sang, que de ceux du Parlement, qui est la Cour des Pairs, en l'élection & nomination de ce que d'eux mesmes ils eussent fait pour nommer à la regence, gouuernement & administration de ce Royaume la Reine mere; & que de ce auoient esté decernées lettres patentes, dont il fit faire lecture, s'assurant que ce qui

Extrait des
registres du
Parlement.

sera fait en ladite Cour sera obserué en tous les autres lieux, mesmes és Parlemens du Royaume. Tellement qu'il fut ordonné que les lettres cy-dessus seroient registrées pour estre publiées le troisiéme iour de Iuin ensuiuant. Et quant à l'intitulation des Arrests & Iugemens des Cours Souueraines & autres actes publics, ils seroient intitulez au nom de Henry Roy de France & de Pologne, & sceillez du seel dudit Roy en cire iaune; & les lettres de grace & de commandement scellées du seel de la Regente en cire rouge: & que les Presidens & nombre de Conseillers iroient vers la Reine mere, le Duc d'Alençon & autres Princes du sang, les supplier à ce qu'il plaise à ladite Dame mere du Roy accepter la regence, gouuernement & administration du Royaume, & l'en supplier de la part de la Cour; & que ladite Cour écrira au Roy pour le congratuler de son aduenement à la Couronne, & de la reception que ladite Dame Reine mere aura fait de la regence attendant sa venue, & dont il sera auparauant parlé à ladite Dame. Le troisiéme Iuin y eut Arrest, qui porte que lesdites lettres furent publiées & registrées, ouy requerant & consentant le Procureur general, après que la Reine mere dudit Seigneur sur la priere, requeste & supplication à elle faite tant par le Duc d'Alençon, le Roy de Nauarre, que le Cardinal de Bourbon, Princes du sang, & Pairs de France, ensemble par les Presidens & Conseillers commis par ladite Cour à cette fin, a accepté la regence, gouuernement & administration de ce Royaume.

Le Roy Henry III. estant en Pologne ayant eu

auis du decés du Roy Charles IX. son frere, & de la disposition cy-dessus, par ses lettres données à Cracouie le quinziesme Iuin 1574. confirma, ratifia & approuua le pouuoir donné par ledit Charles IX. à ladite Dame Reine sa mere pour la regence, gouvernement & administration des affaires du Royaume de France; & d'abondant donne le mesme pouuoir à ladite Dame pendant son absence du Royaume iusques à ce qu'il y puisse estre, pour y exercer le mesme pouuoir que luy mesme. Ces lettres furent leuës, publiées & registrées au Parlement de Paris, le cinquième Iuillet 1574.

Le Vendredy quatorzième May 1610. le Roy 1610.
 HENRY IIII. fut assassiné sur les quatre heures Louis XIII.
né le 27. Septembre 1601
il fut Roy le
14. May
1610.
 après midy. Il laissa son fils Louïs Daufin âgé de neuf ans à present Roy de France XIII. du nom. L'estonnement d'une mort si subite sur fort grand. Le Parlement estoit lors seant aux Augustins, parce que l'on preparoit le Palais pour la ceremonie de l'entrée de la Reine Marie de Medicis. Le President Potier tenoit l'audience de releuée, qui fut interrompuë par cette triste nouuelle. Le Premier President de Harlay estoit chez luy indisposé; mais ayant eu cet auis enuoya au President Potier luy dire qu'il ne partist pas des Augustins, qu'il retinst les Conseillers qui estoient avec luy, & qu'il fist auertir les autres par des Huissiers de venir à la Cour. Dolé Procureur General de la Reine vint de la part de ladite Dame vers le Premier President,

luy dire, qu'il estoit necessaire qu'il allast au Parlement assembler la Compagnie, & qu'il n'en bougeast iusques à ce qu'il eust des nouuelles de sa Majesté. Le Premier President ne fut pas si tost arriué aux Augustins, que le sieur de Beaumont son fils, fit dire qu'il estoit là de la part de la Reine : on le fit entrer, & dit que la Reine luy auoit commandé de venir dire à la Compagnie, qu'elle la prioit d'auiser à ce qui estoit de faire en cette grande necessité, prendre vne bonne resolution & le plus promptement qu'il se pourroit, & luy faire sçauoir. Le Premier President luy dit: Vous rapporterez à la Reine que vous auez veu la Compagnieassemblée pour l'effet qu'elle desire, & fort deliberée de seruir le Roy, elle, & l'Estat. Aussi tost par deliberation de la Compagnie les gens du Roy furent mandez & chargez d'aller au Louure, pour sçauoir la verité des choses, & afin d'auiser ce que le Parlement deuoit & pouuoit faire. Les gens du Roy executerent leur commission, rapporterent qu'ils auoient trouué la Reine affligée, assistée du Roy son fils, de Monsieur le Chancelier, d'aucuns Princes & Seigneurs: Dirent que la Reine leur auoit dit, qu'elle sçauoit que le Parlement auoit tousiours eu soin de l'Estat, & que son autorité estoit en la conseruation d'iceluy: desiroit que presentement & sans se departir le Parlement pourueust selon qu'il auoit accoustumé à la regence & au gouvernement du Royaume, que c'estoit vne chose non seulement necessaire, mais pressante. Dirent que Monsieur le

Chancelier leur auoit dit que l'on auoit accoustumé de donner le gouuernement & la regence de la personne du Roy & du Royaume à la mere du Roy, le Roy estant en bas âge, comme il se verroit par les Histoires & les registres du Parlement. Ce que requirent les gens du Roy & qu'il en fust deliberé presentement, & que la Reine fust nommée & declarée Regente en France pour gouuerner & la personne du Roy, & le Royaume: eux retirez l'affaire fut proposé par le Premier President. Sur cette deliberation arriua le Duc d'Espernon qui pria la Cour de deliberer promptement, que l'affaire pressoit & que la Reine attendoit la resolution de la Compagnie. Monsieur le Duc de Guise vint aussi au Parlement, où après auoir fait quelques offres de seruices dit que la Reine attendoit des nouuelles de la Compagnie, & se retira, & aussi-tost la deliberation fut acheuée, & arresté que la Reine mere du Roy estoit declarée Regente en France pour auoir l'administration des affaires du Royaume pendant le bas âge du Roy son fils, avec toute puissance & autorité; ce fait l'on deputa à l'instant les Presidents Potier & de Thou, & quatre Conseillers, & les gens du Roy, pour porter à la Reine la deliberation de la Cour. Ces Commissaires furent au Louure, où ils trouuerent la Reine assistée du Chancelier & des Officiers de la Couronne, & luy firent entendre ce que la Cour auoit arresté. La Reine les remercia du soin & de la diligence que la Compagnie auoit apporté en cette affaire, & que sa Maiesté prioit la

Cour de ne point se départir qu'elle ne luy eust fait entendre quelque chose, dont elle prenoit conseil. Quelque temps après le sieur de Bullion Conseiller au Conseil vint au Parlement de la part de la Reine, & leur dit que la Reine luy auoit commandé de remercier derechef la Compagnie de l'Arrest qu'elle auoit presentement donné, & qu'elle auoit esté conseillée de venir le lendemain au Palais & y amener le Roy avec les Princes, Seigneurs, Prelats & Officiers de la Couronne, pour luy faire tenir son lit de Iustice & rendre cet acte le plus solennel qu'elle pourroit : qu'elle aduertissoit la Cour afin de s'y trouuer en l'ordre & ceremonies accoustumées, pour confirmation & execution de l'Arrest donné par ladite Cour. Le Premier President répondit que la Cour obeiroit à ce commandement.

Le lendemain quinzième May, le Roy assisté de la Reine sa mere, & des Princes & Seigneurs, vint tenir son lit de Iustice aux Augustins, où estoit lors son Parlement, où après auoir exposé par son Chancelier, ce qui estoit de son intention, il fut arresté que le Roy seant en son lit de Iustice auoit ordonné par l'avis des Princes, Ducs, Pairs, Prelats & Seigneurs, & de la Cour de Parlement de Paris, *que la Reine sa mere est declarée Regente en France pour auoir l'instruction du Roy son fils, & l'entiere administration & gouvernement des affaires du Royaume suivant l'Arrest donné en sa Cour de Parlement le iour d'hier.* Cela ainsi arresté, Monsieur le Chancelier prononça que le Roy vouloit que l'on ouurist les portes, & que ses

gens fussent ouïs pour requerir ce, qui estoit à faire. L'Aduocat du Roy Seruin, dit que la Cour donna hier son Arrest, par lequel elle auoit déclaré la Reine mere Regente en France: supplie le Roy ordonner que cet Arrest soit publié où il sera besoin. Ce fait, Monsieur le Chancelier ayant pris les auis, prononça l'Arrest cy-dessus; mais il obmit cette clause, *suivant l'Arrest donné en sa Cour de Parlement le iour d'hier*, quoy qu'il eust esté arresté qu'elle y seroit mise: ce qui luy ayant esté remonstré par le Premier President, il luy répondit, que c'estoit par oubliance, & que ladite clause seroit en la minutte de l'Arrest; & de fait, on luy porta signer ledit Arrest où ces mots estoient: *a déclaré & declare conformément à l'Arrest donné en la Cour de Parlement du iour d'hier.* & l'Arrest a esté publié & imprimé avec cette clause.

*OBSERVATION SVR LA DECLARATION
de la Maiorité des Rois dans les Parlemens.*

NOVS n'auons point d'exemple, qu'aucun de nos Rois ait fait acte de declaration de leur maiorité, que Charles IX. & Louïs XIII. Charles IX. fit cette ceremonie à Rouën en l'an 1563. dont le Parlement de Paris fit quelque remonstrance, mais inutilement. Louïs XIII. fit cette action solennelle au Parlement de Paris le deuxiême Octobre 1614.

Ce n'est pas que ces Princes ayent par vn acte formel & exprés à cet effet déclaré auoir atteint l'âge de maiorité estably par la loy du Royaume qui y est expresse , & n'est nullement debatüe : mais estans paruenus à l'âge que la loy les declare maieurs, qui est au commencement de la quatorzième année de leur âge, ils ont pris occasion de la publication de quelque notable Edit important au bien & repos de leur Estat , pour aller dans l'un de leurs Parlemens pour estre presens à cette publication, & declarer par leur bouche & mesme par vne clause particuliere inserée dans la preface de l'Edit qu'ils font publier, comme ils sont paruenus à leur maiorité, & qu'ils sont en pleine puissance de disposer de leurs affaires.

L'on iuge que ce qui obligea ces deux Rois Charles IX. & Louïs XIII. de faire ces actions solennelles de la publication de leur maiorité, fut qu'ils voulurent faire sçauoir à tous leurs peuples, que leur intention estoit, quoy que maieurs, de continuer à se seruir du Conseil des Reines leurs meres, comme ils faisoient auant leur maiorité, & lors qu'elles auoient la regence du Royaume: en sorte qu'il semble, que ces actions si solennelles faites avec tant d'apparat, ont plustost esté faites ainsi pour fauoriser les Reines meres, & continuer leur autorité dans le gouuernement de l'Estat, que non pas pour faire sçauoir aux peuples que les Rois estoient maieurs, puisque personne ne le peut ignorer.

Si cette consideration particuliere de la continuation

tinuation de se servir du conseil des Reines meres cessoit, l'on pourroit facilement, & sans blesser l'ordre public, se passer de cette ceremonie, puisqu'elle est inutile; car il n'y a personne en France qui ignore le iour de la naissance du Roy, & le iour que la loy le declare Maieur.

Si toutefois l'on iuge qu'il en doive à present paroistre quelque acte en public, & dans le Parlement; il semble qu'il sera bon pour n'obliger le Roy d'y aller en personne, d'adviser de faire publier vn Edict, qui ne puisse recevoir d'opposition ny de contradiction dans le Parlement, & de mettre quelque clause de la Maiorité dans la Preface de l'Edict.

L'acte que fit le Roy Charles IX. à Rouën, fut bien plus solemnel que celui de Louïs XIII. par les hommages & sermens de fidelité que la Reine, les Princes, & les Grands rendirent lors au Roy dans le Parlement; ce qui ne fut fait au Roy Louïs XIII.

Le Parlement de Paris témoigna quelque mécontentement de ce que le Roy Charles avoit fait cette action au Parlement de Rouën. Le Roy dit aux Deputez, que la commodité de ses affaires l'y avoit conduit, mais que d'ailleurs il avoit fait ce qu'il avoit voulu, & qu'il n'estoit pas obligé d'en user autrement.

Les principales raisons du Parlement de Paris pouvoient estre la consideration de la ville capitale du Royaume, & du Parlement, le premier & plus auguste de tous, & où toutes les plus grandes actions

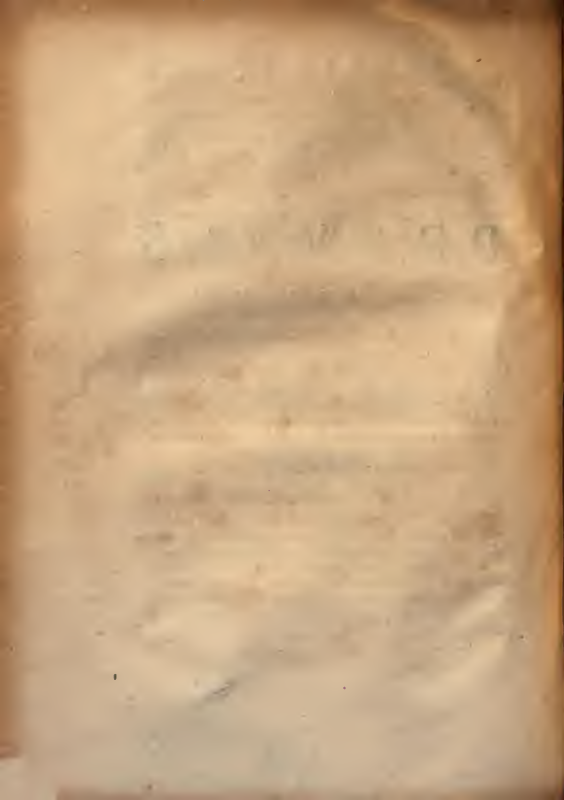
se font d'ordinaire ; & de plus , que toutes les loix qui auoient établey le temps de la Maiorité , auoient esté publiées dans le Parlement de Paris , les Rois seans en leur li&t de Iustice , & avec de grandes ceremonies. Que dans le Greffe de cette Compagnie l'on conserue fidelement les actes les plus solempnels , comme dans vn lieu de depost public ; ce qui ne se fait point ny au Conseil du Roy , ny autre part.

F I N.



P R E V V E S

D V T R A I T E'
D E L A M A I O R I T E',
S A C R E D E N O S R O I S,
E T R E G E N C E S D V R O Y A V M E.





P R E V V E S
DV TRAITE' DE LA MAIORITE',
SACRE DE NOS ROIS,
& Regences du Royaume.

TESTAMENT DV ROY PHILIPPES AVGVSTE PHILIP.
AVGVST.
II.
1190.
Regence de
Reine avec
Conseil
pendant
son absen-
co.
allant outre-mer : Par lequel il ordonne pendant son
absence de l'administration de la Iustice, de la distribu-
tion des Eueschez & Benefices, maniemment des deniers
publics, & autres choses concernant le gouvernement
du Royaume qu'il recommande à la Reine sa mere, & à
Guillaume Archeuesque de Rheims son oncle. Donné
à Paris l'an 1190.



*In nomine sancte & indiuidue Trinitatis, Amen.
PHILIPPVS Dei gratia Francorum Rex : Offi-
cium regium est subiectorum commodis modis omni-
bus prouidere, & sua utilitati priuata publicam an-
teferre. Quoniam igitur summo desiderio votum pe-
grinationis nostre ad sancta terra subuentionem totis viribus am-
plectimur : ideo consilio Altissimi ordinare decreuimus, qualiter
in absentia nostra regni negotia que agenda erunt, tractari debeant,
& vite nostre, si quid in via humanitus accideret, extrema dispo-
ni. In primis igitur precipimus, ut Bailliu nostri per singulos Pra-*

Positos in potestatibus nostris ponant quatuor homines prudentes, legitimos, & boni testimonij, sine quorum, vel duorum ex eis ad minus consilio negotia villa non tractentur, excepto quòd Parisius sex homines probos & legitimos constituimus, quorum nomina sunt hæc, T. A. E. R. G. H. Et in terris nostris, quæ propriis nominibus distinctæ sunt, Bailliuos nostros posuimus, qui in Bailliis suis, singulis mensibus ponent unum diem, qui dicitur Assisia, in quo omnes illi qui clamorem facient, recipient ius suum per eos, & iustitiam sine dilatione, & nos nostra iura, & nostram iustitiam, & forefacta, quæ propriè nostra sunt, ibi scribentur.

Elle s'ap-
pelloit
Alix.

Præterea volumus & precipimus, ut charissima mater nostra A. Regina statuât cum charissimo auunculo nostro & fideli Guillelmo Remensi Archiepiscopo singulis quatuor mensibus unum diem Parisius, in quo audiant clamores hominum regni nostri, & ibi eos finiant ad honorem Dei, & utilitatem regni. Precipimus insuper, ut ante ipsos, eo die, sint de singulis villis nostris, & Bailliis nostri, qui Assisas tenebunt, ut coram eis recitent negotia terra nostra. Si autem aliquis de Bailliis nostris deliquerit, præterquam in murro, raptu, vel homicidio, vel proditiõne, & hoc constabit Archiepiscopo & Regina, & aliis qui aderunt, ut audiant forefacta Bailliuorum nostrorum, precipimus eis, ut nobis singulis annis, & hoc ter in anno literis suis nobis duobus prædictis significent, quis Bailliuus deliquerit, & quid fecerit, & quid acceperit, & à quo pecuniam, vel manus, vel seruitium, propter quod homines nostri ius suum amitterent, vel nos nostrum. Similiter de Præpositis nostris, significent nobis Bailliis nostri. Bailliuos autem nostros non poterunt amovere Regina & Archiepiscopus à Bailliis suis, nisi pro murro, vel raptu, vel homicidio, vel proditiõne: vel Bailliis Præpositos, nisi pro aliquo istorum. Nos autem in consilio Dei talem faciemus de eo vindictam, postquam prædicti viri nobis rei veritatem nuntiauerint, per quam alij non immeritò poterunt deterreri. Similiter Regina & Archiepiscopus de statu regni nostri, & negotiis ter in anno significent.

Si forè contigerit sedem Episcopalem, vel aliquam Abbatiam Regalem vacare, volumus ut Canonici Ecclesiæ, vel Monachi monasterij vacantis, veniant ad Reginam & Archiepiscopum, sicut ante nos venirent, & liberam electionem ab eis petant; & nos vo-

lumus quòd sine contradictione eù concedant. Nos verò tam Canonicos, quàm Monachos monemus, ut talem pastorem eligant, qui Deo placeat & utilis sit regno: Regina autem & Archiepiscopus tamdiu Regalia in manu sua teneant, donec electus consecratus sit, vel benedictus, & tunc Regalia sine contradictione ei reddantur. Præterea precipimus, quòd si prabenda, vel beneficium aliquod Ecclesiasticum vacaverit, quando Regalia in manu nostra venient, secundum quod melius & honestius poterunt Regina, & Archiepiscopus viris honestis & literatis consilio Fratris Bernardi conferant: salvis tamen donationibus nostris, quas per litteras nostras patentes quibusdam fecimus. Prohibemus etiam omnibus Prælati Ecclesiarum, & hominibus nostris, ne talliam vel toltam donent quandiu in seruitio Dei erimus. Si verò Dominus Deus de nobis faceret voluntatem suam, & nos mori contingeret, prohibemus districtissimè omnibus hominibus terra nostra, tam clericis, quàm laicis, ne talliam, vel toltam donent, donec filius noster, quem Deus seruitio suo sanum & incolumem conservare dignetur, veniat ad ætatem in qua gratiâ sancti Spiritus possit regere regnum.

Si autem aliquis filio nostro vellet mouere guerram, & redditus sui quos habet, non sufficerent, tunc omnes homines nostri adiuvant eum de corporibus suis & aueris, & Ecclesia tale faciant ei auxilium, quale solita sunt facere nobis. Præpositis insuper nostris & Baillis prohibemus, ne aliquem hominem capiant, neque auerum suum, quandiu bonos fideiussores dare voluerit de iustitia prosequenda in Curia nostra, nisi pro homicidio, vel murtro, vel raptu, vel proditiōe. Præterea precipimus quòd omnes redditus nostri & seruitia, & obventiones afferantur Parisius per tria tempora. Primò ad festum sancti Remigij. Secundo ad Purificationem beata Virginis. Tertiò ad Ascensionem, & tradatur burgensibus nostris prædictis, & P. Marescallo. Si contingeret aliquem ex eis mori, G. de Garlandia alium in loco eius substitueret. In receptionibus aueri nostri Adam Clericus noster præsens erit, & eas scribet, & singuli habeant singulas claves de singulis arcis, in quibus reponetur auerum nostrum in Templo, & Templum vnam. De isto auero tantum nobis mittetur, quantum litteris nostris mandabimus. Si in via quam facimus nos mori contingeret, precipimus quòd Regina, & Archiepiscopus, & Episcopus Parisiensis, & Abbates sancti Victoris, & de Sar-

denio, & frater G. thesaurum nostrum in duas partes dividant: unam medietatem pro arbitrio suo distribuunt ad Ecclesias reparandas, quæ per guerras nostras destructæ sunt; ita quod servitium Dei possit in eis fieri. De eadem medietate donabuntur illis qui per tallias nostras aporiatæ sunt; & de eadem dabunt residuum illis quibus voluerint, & quos magis egere crediderint; ob remedium animæ nostræ, & genitoris nostri Regis Ludouici, & antecessorum nostrorum. De altera medietate precipimus custodibus auri nostri, & omnibus hominibus Parisiensibus, quod eam custodiant ad opus filij nostri donec ad ætatem veniat, in qua consilio Dei & sensu suo possit regere regnum. Si autem tam nos quàm filium nostrum mori contingeret, precipimus, quod aurum nostrum per manum sex prædictorum, pro anima nostra, & filij nostri pro arbitrio suo distribuatur. Quàm citò etiam certum esset de morte nostra, volumus, quod aurum nostrum ubicumque foret, ad domum Episcopi Parisiensis portaretur, & ibi custodiretur, & postea de eodem fiet quod disposuimus.

Precipimus etiam Regina & Archiepiscopo, ut omnes honores, qui dum vacant, pertinent ad donationem nostram, quos honestè poterunt retinere, sicut Abbatia nostra, & Decanatus, & aliæ quædam dignitates, in manu sua teneant, donec à servitio Dei redierimus: & quos retinere non poterunt, donent secundum Deum, & assignent consilio fratris G. & hoc faciant ad honorem Dei & utilitatem regni. Si autem in via moriemur, volumus ut honores & dignitates Ecclesiarum donent illis, quos magis dignos viderint.

Quod ut firmum & stabile permaneat, præsentem paginam sigilli nostri auctoritate & regij nominis charactere inferius annotato precipimus confirmari. Actum Parisius anno Verbi incarnati 1190. regni nostri anno undecimo: astantibus in Palatio nostro, quorum nomina subposita sunt, & signa. S. Comitis Tibaldi Dapiferi nostri, S. Guidonis Buticularij, S. Matthæi Camerarij, S. Radulfi Constabularij. Data vacante Cancellaria.



Serment que le Roy Louis VIII. pere de saint Louïs, estant grièvement malade à Monpencier, fit faire aux Prelats & Barons de son Royaume qui y sont dénommez, au cas qu'il decédast, de reconnoistre son fils aîné, luy prester la foy & hommage, le faire couronner au plustost, & assister personnellement à son Sacre. Donné à Monpencier le 6. Novembre 1226. LOUIS
VIII.
Novembre.
1226.

Extrait d'un liure de la Chambre des Comptes, intitulé Liber principum, dont le titre est conceu en ces mots :

Ludovicus ægrotans apud Montempencerium fecit iurare Prælati & Baronibus regni fidelitatem & homagium Ludouico primogenito suo.

LUDOVICVS Dei gratia Francia Rex. Vniuersis amicis & fidelibus suis ad quos litteræ presentes peruenerint, salutem & dilectionem. Noverit vniuersitas vestra, quod dum nos apud Montempencerium graui ualitudine corporis laborare contigisset, timentes de periculo regni post decessum nostrum, prouida deliberatione & prehabito consilio conuocauimus dilectos & fideles nostros Prælatos & Barones, quos habere illis potuimus, uidelicet dilectos nostros & fideles Bituricensem, & Senonensem Archiepiscopos, Beluacensem, Nomiensem & Carnotensem Episcopos : Comitem Boloniensem, Comitem Blesensem, Inguerannum de Cociaco, Archembaldum de Borbonio, Comitem Montusfortis, Stephanum de Sacro-Casare, & Ioannem de Nigella, eosque rogauimus adiurantes sub fidelitate qua nobis tenebantur, ut iurarent coram nobis se quam citius possent, si de nobis humanitus contingeret, Ludouico maiori filio nostro fidelitates & homagia tanquam domino & Regi bona fide facturos : & quod procurarent quod ipse quam citius fieri posset coronaretur in Regem. Quod iuramentum ipsi deuota voluntate & libenti animo in presentia nostra fecerunt. Vnde uoluimus, quod vniuersitas Prælatorum, Baronum, & aliorum fidelium regni Francie easdem filio nostro fidelitatem & hominagia faciant, & ad diem coronationis ipsius ad quem submoniti fuerint personaliter accedant.

Actum apud Montempancerium, anno Domini millesimo ducentesimo vigesimo sexto mense Nouembri.

Ce titre a esté baillé par Monsieur de Vyon sieur d'Herouual
Conseiller du Roy & Auditeur en la Chambre des Comptes.

LOUIS
VIII.
Nouembre.
1226.
Pour le
couronne-
ment du
Roy saint
Louis.

Plusieurs Lettres contenans les promesses faites au Roy
Louis VIII. par plusieurs Prelats & principaux Barons
du Royaume qui y sont dénommez, qu'aduenant le de-
cés dudit Roy, ils feront serment de fidelité à son fils
ainé le Roy S. Louis IX. du nom, & le feront couron-
ner au plustost, & assisteront en personne à son Sacre à
Rheims, &, à son défaut, feront le mesme enuers son
frere Robert. A Montpenfier l'an 1226. le 26. Nouembre.
Et sont leddites Lettres sceillées des seaux desdits Pre-
lats & Barons en cire iaune.

Dans le Tresor des Chartres du Roy. Layette, Cou-
ronnement du Roy S. Louis.

SIMON Dei gratia Bituricensis Archiepiscopus Aquitania Pri-
mas, vniuersis ad quos presentes littere peruenierint, salutem in
Domino. Noueris vniuersitas vestra, quod nos ad petitionem caris-
simi domini nostri Ludouici Regis Francie illustris, iuramentum
prestittimus corporale, quod si de ipso Rege contingat humanitus, nos
quancito poterimus ad filium suum maiorem natu, videlicet Lu-
donicum personaliter accedemus, & ei fidelitatem debitam tanquam
domino nostro & Regi Francie faciemus, & laborabimus bona fide,
quod ipse quancito commodè poterimus coronetur in Regem; quod
si de predicto Ludouico Regis filio humanitus contingeret hoc imper-
fecto, id quod eidem Ludouico iurauimus nos facturos, faceremus
Roberto fratri suo qui ei est proximus in atate. In cuius rei memo-
riam presentibus litteris sigillum nostrum duximus apponendum.
*Actum apud Montem-Pancerium, anno Domini millesimo ducent-
esimo vigesimo sexto mense Nouembri.*

G Archiepiscopus Senonensis: Beluacensis, Noniomensis, &
Carnotensis Episcopi: Comes Bolonia, Comes Blesensis, In-
guerrannus de Cociaco, Archembaldus de Borbonio, Comes Montis-

fortis, Stephanus de Sacrocasare, Ioannes de Nigella, Vrso Cambellanus, Adam de Bellomonte, Guido de Merenilla, Guillelmus de Barrü-Iuuenis, Robertus de Cociaco Marefcallus Francie, Philippus de Nemasio, Galcherus de Remeille, Simon de Pisiaco, Ioannes de Valeri, Petrus de Barrü, Guillelmus Prenclar & Adam Harrens, vniuersis presentes litteras inspēcturis, salutem in Domino. Nouerit vniuersitas vestra, quod nos ad petitionem carissimi domini nostri Ludouici Regis Francie illustris, & in presentia ipsius corporale prestimus iuramentum, quod si de ipso Rege contingat humanitus, nos quamcito poterimus ad filium suum maiorem natu, videlicet Ludouicum personaliter accedemus, & ei hominagia & fidelitates debitas, tanquam domino nostro & Regi Francie faciemus, & laborabimus bona fide, quod ipse quamcito commodē poterimus, coronetur in Regem. Quod si de predicto Ludouico Regis filio humanitus coningeret hoc imperfecto, id quod eidem Ludouico iurauimus nos facturos, faceremus Roberto fratri suo qui ei est proximus in etate. In cuius rei testimonium presentes litteras fieri fecimus, & eis sigilla nostra apposuimus. Actum apud Montem-pancerij die Martis proxima post festum omnium Sanctorum, anno Domini millesimo ducesimo vicesimo sexto, mense Nouembri.

SIMON Bituricensis, G. Senonensis Dei gratia Archiepiscopi: M. Beluacensis, G. Nouiomensis, G. Carnotensis eadem gratia Episcopi: Philippus Comes Bolonia, G. Comes Blesensis, Ingerrannus dominus Cociaci, A. Comes Montisfortis, Archambaldus de Borbonio, Ioannes de Nigella, & Stephanus de Sacrocasare, nobilibus viris & amicis carissimis, Constabulario Normannia, Ricardo de Vernone, Ricardo de Haricuria, Fulconi Paganelli, Roberto Bertranni, Roberto Malet Cambellano de Tanquarulla, W. de Mortuo mari, W. de Siliaco, Ricardo Marefcallo, & Roberto de Corciaco, salutem cum dilectione sincera. Significamus vobis, quod die Martis proxima post preteritum festum omnium Sanctorum, dum pia recordationis Francia Rex Ludouicus apud Montem-pancer. graui valitudine corporis laboraret, timens de regni Francie periculo post decessum ipsius, prouida deliberatione, & prahabito salubri consilio, nos coram se conuocatos, & plures alios fideles suos attentē rogauit, & sub fidelitate qua ei tenebamur nihilominus adiurauit, ut tactis sacrosan-

etis iuraremus ibidem, quòd si de ipso humanitus contingeret, quàm citius possemus bona fide fidelitates & hommagia faceremus Ludouico filio eius maiori, tanquam domino & Regi, & procuraremus bona fide quòd ipse quamcito fieri posset commodè coronaretur in Regem: Quod iuramentum vnanimi voluntate fecimus coram ipso. Nobis igitur bonum videtur, quòd idem Ludouicus coronetur apud Rem. die Dominica proxima ante instans festum beati Andrea. Inde est quòd vos affectuosè rogamus & requirimus, quatinus prefata die eidem coronationi velitis personaliter interesse.

SIMON Bituricensis, G. Senonensis Dei gratia Archiepiscopi : M. Beluacensis, G. Nouiomensis, G. Carnotensis eadem gratia Episcopi : Ph. Comes Bolonia, G. Comes Blefensis, Ingerrannus dominus Cociaci, A. Comes Montis-Fortis Archembaldus de Borbonio, Ioannes de Nigella, Stephanus de Sacrocasare : nobilibus viris & amicis carissimis Vicecomiti Thoarcens. Vicecomiti Belli montis, Vicecomiti Castriduni, Comiti Vindocinensi, Hugoni de Feritate, Gaufrido de Ponci, Gaufrido de Lesiniaco, M. Domino Sabblelij, & Senescallo Andegania filio suo, Theobaldo de Blefano, Droconi de Merlote, & W. de Caluiniaco, salutem cum dilectione sincera. Significamus vobis quòd die Martis proxima post prateritum festum omnium Sanctorum, dum pia recordationis Francia Rex Ludouicus apud Montempancer. graui valitudine corporis laboraret, timens de regni Francia periculo post decessum ipsius, prouida deliberatione, & prahabito salubri consilio, nos coram se conuocatos, & plures alios fideles suos attentè rogauit, & sub fidelitate qua eam tenebamus nihilominus adiurauit, vt tactis sacrosanctis iuraremus ibidem, quòd si de ipso humanitus contingeret, quàm citius possemus bona fide fidelitates & hommagia faceremus Ludouico filio eius maiori, tanquam domino & Regi, & procuraremus bona fide quòd ipse quàm cito commodè fieri posset coronaretur in Regem : quod iuramentum vnanimi voluntate fecimus coram ipso. Nobis igitur bonum videtur, quòd idem Ludouicus coronetur apud Rem. die Dominica proxima ante instans festum beati Andrea. Inde est quòd vos affectuosè rogamus & requirimus, quatinus prefata die eidem coronationi velitis personaliter interesse.

REVERENDO in Christo Patri & amico carissimo Th. Dei gratia Rothomagens. Archiepiscopo, & vniuersis ipsius suffraganeis: Simon Bituricensis, G. Senonensis eadem gratia Archiepiscopi: M. Beluacensis, G. Noniomensis, G. Carnotensis Episcopi: Ph. Comes Bolonia, G. Comes Blesensis, Ingerrannus dominus Conciaci, A. Comes Montusfortis, Archembaldus de Borbonio, Ioannes de Nigella, & Stephanus de Sacrocassare, salutem cum dilectione sincera. Significamus vobis quòd die Martis proxima post prateritum festum omnium Sanctorum, dum pia recordationis Francia Rex Ludonicus apud Montempancerij graui valitudine corporis laboraret, timens de regni Francie periculo post decessum ipsius, prouida deliberatione, & prahabito salubri consilio, nos coram se conuocatos & plures alios fideles suos attentè rogauit, & sub fidelitate qua ei tenebamur nihilominus adiurauit, vt tactis sacrosanctis iuraremus ibidem, quòd si de ipso humanitus contingeret, quamcitiùs possemus bona fide fidelitates & hommagia faceremus Ludouico filio eius maiori tanquam domino & Regi, & procuraremus bona fide quòd ipse quàm citò commodè fieri posset coronaretur in Regem. Quod iuramentum vnanimi voluntate fecimus coram ipso. Nobis igitur bonum videtur, quòd ipse Ludonicus coronetur apud Rem. die Dominica proxima ante instans festum sancti Andrea. Inde est quòd vos affectuosè rogamus, & requirimus sub fidelitate qua regno teneamini, quatenus prefata die eidem coronationi velitis personaliter interesse.

VENERABILIBVS in Christo Patribus, Dei gratia Niuernensi, Autisiodorensi, & Trecensi Episcopis: S. Bituricensis, G. Senonensis Archiepiscopi: M. Beluacensis, G. Noniomensis, G. Carnotensis Episcopi: Ph. Comes Bolonia, G. Comes Blesensis, Inguerrannus dominus Conciaci, A. Comes Montusfortis, Archembaldus de Borbonio, Ioannes de Nigella, & Stephanus de Sacrocassare, salutem cum dilectione sincera. Significamus vobis quòd die Martis proxima post festum omnium Sanctorum nuper prateritum, dum pia recordationis Francia Rex Ludouicus apud Montempancerium graui valitudine corporis laboraret, timens de regni Francie periculo post decessum ipsius, prouida deliberatione, & prahabito salubri consilio, nos coram se conuocatos, & plures alios fideles suos attentè rogauit, & sub

fidelitate qua ei tenebamur, nihilominus adiuravit, ut tactis sacrosanctis iurarem ibidem, quod si de ipso humanitus contingeret, quamcitiùs possemus bona fide fidelitates & hommagia faceremus Ludonico filio eius maiori, tanquam domino & Regi, & procuraremus bona fide quod ipse quam citò commodè fieri posset coronaretur in Regem. Quod iuramentum unanimi voluntate fecimus coram ipso. Nobis igitur bonum videtur, quod idem Ludonicus coronetur apud Rem. die Dominica proxima ante instans festum Beati Andrea. Inde est quod vos affectuosè rogamus, & requirimus, quatinus prefata die eidem coronationi velitis personaliter interesse.

VENERABILIBVS in Christo Patribus, Dei gratià Eduensis, Marisconensis, & Cabilonensis Episcopis: Simon Bituricensis, G. Senonensis Archiepiscopi: M. Beluacensis, G. Noniomensis, G. Cameracensis Episcopi: Philippus Comes Bolonia, G. Comes Blesensis, Ingerrannus dominus Cociaci, A. Comes Montisfortis, Archembaldus de Borbonio, Ioannes de Nigella, & Stephanus de Sacrocasare, salutem cum dilectione sincera. Significamus vobis quod die Martis post festum omnium Sanctorum proximè nuper prateritum, dum pia recordationis Francorum Rex Ludonicus apud Montempancerij graui valetudine corporis laboraret, timens de regni Franciæ periculo post decessum ipsius, prouida deliberatione & prahabito salubri consilio, nos coram se conuocatos & plures alios fideles suos attentè rogauit, & sub fidelitate qua ei tenebamur nihilominus adiuravit, ut tactis sacrosanctis iurarem ibidem, quod si de ipso humanitus contingeret, quamcitiùs possemus bona fide fidelitates & hommagia faceremus Ludonico filio eius maiori tanquam domino & Regi, & procuraremus bona fide, quod ipse quamcitiò commodè fieri posset coronaretur in Regem. Quod iuramentum unanimi voluntate fecimus coram ipso. Nobis igitur bonum videtur, quod idem Ludonicus coronetur apud Rem. die Dominica proxima ante instans festum Beati Andrea. Inde est quod vos affectuosè rogamus & requirimus, quatinus prefata die eidem coronationi velitis personaliter interesse.

Lettres de quelques Prelats, qui certifient que le Roy Louïs LOUIS
 VIII. estant malade à Montpensier, dit qu'il vouloit VIII.
 qu'après son decés son fils qui luy succederoit, fust luy 1226.
 & son Royaume sous la tutele & le gouvernement de la Regence de
 Reine son épouse. Reine.

OMNIBVS ad quos presentes littera peruenerint, G. Dei mi-
 seratione Senonen. Archiepiscop. & G. Carnoten. & M. Bel-
 uacen. Episcopi, salutem in Domino. Noueris vniuersitas vestra, quòd
 nos fuimus apud Montempanc. quando illustris & carissimus domi-
 nus noster Rex Francia Ludouicus felicis recordationis in lecto
 sua aegritudinis, presentibus nobis & audientibus, in bona delibera-
 tione, & sana mente voluit & disposuit quòd filius eius qui ei in
 regno succederet, cum ipso regno, & pueris ipsius aliis essent sub ballo
 sue tutelae carissima domina nostra B. Regina genitricis eorum, donec
 ad etatem legitimam peruenirent, si disponente Domino in illa aegri-
 tudine contingeret humanitus de ipso domino nostro Rege. Quod nos
 presentibus testificamus litteris sigillorum nostrorum appensione mu-
 nitis. Actum anno gratiae millesimo ducentesimo vicesimo sexto.
 Sigillat. tribus sigillis.

Dans le Tresor des Chartes. Layette, Regence & Maiorité des Rois.

Responce de Docteurs touchant la Regence de la Reine Regence de
 Blanche mere du Roy saint Louïs. Reine.

Ex Alberico de Rosate in L. de creationib. Cod. de
 Episcopali audientia.

DOMINVS Vbertus de Bobio actu legens in studio Vercel-
 lensi consultus utrum dom. Blancha mater Regis Francia
 pupilli, quae dederat quosdam nobiles fideiussores, qui tamen non
 sufficiebant quantum ad regnum, cum alios diceret se dare non
 posse, excludi deberet à dicta tutela: consuluit eam non repellendam
 per hanc legem cum similibus. & potest dicta opinio corroborari,
 quia quasi impossibile esset reperire fideiussores idoneos pro regno

Francia, & sic pupillus tutore careret. & pro hac etiam facit in Autent. de fide instrumentor. 8.

Hunc locum Alberici de Rosate citat etiam Iacobinus de S. Georgio Dollor in Gymnasio Taurinensi in libro de Faudis & Homagiis.

Monfieur d'Auteuil a fait vn traité fort ample de la Regence de la Reine Blanche, avec les preuues & la fuite des Regences de France. Imprimé à Paris 1644. in quarto.

S. LOUIS.

1248.

Regence de
Reyne pen-
dant l'ab-
sence du
Roy.

Lettres par lesquelles le Roy S. Louïs laisse la Regence de son Royaume à la Reine Blanche sa mere, pour en vser pendant son absence hors de son Royaume, tant sur les choses seculieres qu'Ecclesiastiques.

LVDOVICVS Dei gratia Francorum Rex, vniuersis presen-
tes litteras inspecturis salutem. Notum facimus quod nos ca-
rissima domina nostra & matri Regina concessimus, & volumus
quod ipsa in hac nostra peregrinationis absentia plenariam habeat
potestatem recipiendi & attrahendi ad regni nostri negotia, quos sibi
placuerit & visum fuerit attrahere; remouendi etiam quos viderit
amouendos secundum quod ipsi videbitur bonum esse: Balliuos etiam
instituere valeat, Castellanos, Forestanos, & alios in seruitium no-
strum, & regni nostri ministros ponere & amouere prout viderit ex-
pedire: dignitates etiam & beneficia Ecclesiastica vacantia conferre,
fidelitates Episcoporum & Abbatum recipere, & eis Regalia restituere,
& eligendi licentiam dare Capitulis & Conuentibus vice nostra. In
cuius rei testimonium sigillum nostrum presentibus litteris duximus
apponendum. Actum apud Hospitale iuxta Corbolum, anno Do-
mini M. CC. XLVIII. mense Iuny.

Au Tresor des Chartes dans vn Registre. Ces mesmes Lettres de Regence sont inserées dans l'Histoire de France de P. Masson écrite en Latin, liure 3. p. 343. in quarto, Paris.

Tant les Reines Regentes, que les Regens nommez par les Rois, ont pouuoir de donner la main-leuée pour la Regale, & pouruoir aux Benefices vacquans en Regale, comme il paroist par plusieurs titres & recueils. Faut voir le 16. chapitre des Libertez de l'Eglise Gallicane, page 602. de la seconde impression, Paris 1651. in folio.

2 Lettres

Lettres du Roy S. Louïs, par lesquelles il nomme Matthieu Abbé de S. Denis, & Simon Seigneur de Nelle, pour gouverner son Royaume pendant son voyage d'outremer, & nomme d'autres personnes pour servir en leur lieu au cas de mort.

S. LOUIS.
1269.
Regens
pendant
l'absence
du Roy.

LVDOVICVS Dei gratia Francorum Rex, vniuersis ad quos littere presentes peruenerint salutem. Notum facimus quòd cum ad custodiam, administrationem, defensionem, & curam regni nostri in hac nostra peregrinationis absentia dilectos & fideles nostros Mattheum Abbatem B. Dionysij, & Simonem dominum Nigella constituerimus loco nostri, sub forma qua in litteris nostris super hoc confectis plenius continetur, ne si fortè dictum Abbatem interim decedere contingeret, ex defectu dispendium sequi posset. Nos in omnibus qua ad predicta pertinent exequenda, loco ipsius dilectum & fidelem nostrum Philippum Ebroicem. electum substituiimus, & eandem quam & predictus Abbas obtinebat, in omnibus generaliter ac specialiter eidem electo committimus potestatem, donec reuersi fuerimus, vel à nobis aut successore regni nostri, si nos contingat ab hac vita migrare, fuerit super hoc aliud ordinatum. In cuius rei testimonium presentibus litteris nostrum fecimus apponi sigillum. Actum Parisi. anno Domini 1269. mense Martio. Scellé.

LVDOVICVS Dei gratia Francorum Rex, vniuersis ad quos littere presentes peruenerint salutem. Notum facimus quòd cum, &c. comme en la precedente iusques à ces mots. Ne si fortè dictum S. dominum Nigella interim decedere contingeret, ex defectu dispendium sequi posset. Nos, &c. dilectum & fidelem nostrum Ioannem Comitem Pontiui substituiimus, & eandem quam predictus S. dominus Nigella obtinebat, in omnibus generaliter & specialiter, eidem Comiti committimus potestatem, &c. comme en la precedente, & la datte semblable, & le seau.

Autre lettre dudit Roy de mesme datte, par laquelle il declare que si Estienne Euesque de Paris, auquel s'en allant outre mer, il donne pouuoir de conferer les Personats, Prebendes, Eglises, Chapellenies, & autres Benefices Ec-

clésiastiques qui sont en son Patronage , à la charge d'en prendre auids du Chancelier de l'Eglise de Paris, du Prieur des Iacobins, & du Gardien des Cordeliers , vient à deceder pendant son absence, il nomme en son lieu pour ce regard Matthieu Abbé de saint Denis. *Seellé.*

Lesdits titres tirez du Tresor des Chartes.

S. LOUIS. Lettres patentes de Matthieu de Vendosme Abbé de saint Denis, & de Simon de Neelle Regens en France, le Roy saint Louis estant outre mer: où se voit entre autres choses la preuue des solemnitez de la Cheualerie ancienne, mesme pour les fils de France , & qu'ils en receuoient aussi bien le degré & le caractère que les particuliers. Cette Charte est vne declaration des Regens en faueur de quelques tenanciers de l'Euesque de Paris , à ce que le payement qu'ils auoient fait de l'emprunt que saint Louis auoit leué sur tous ses suiets , ne pûst pas preiudicier à leurs priuileges. Ce qui fut ratifié depuis par Philippes le Hardy, quand il fut venu à la Couronne. Patis 1270. au mois de Mars.

1270.

Regens
établis pen-
dant son
absence.

VNIVERSIS presentes litteras inspecturis, Mattheus miseratione diuina Ecclesia beati Dionysij in Francia Abbas humilis, & Simon dominus Nigella, locum tenentes domini Regis Francorum, salutem. Notum facimus, quòd cum dominus Rex Francorum & successores eius Reges Francia inter alia habeant talliam super homines terra dilecti & fidelis sui Episcopi Paris. scilicet in Burgo S. Germani, in Cultura Episcopi, in Clauso Brunelli in certis casibus, videlicet quotiens ipsi filios suos facient novos milites, & quotiens filios suos maritabunt, & etiam si redimantur de captione corporis facta in guerra, & insuper exercitum & equitationem vel talliam propter hoc factam. Propter alias autem causas non possunt à dicto domino Rege vel eius successoribus talliari dictorum locorum homines sine assensu Episcopi supra dicti, salua tamen eidem domino Regi & successoribus eius tallia panis & vini in veteri Burgo S. Germani, in Cultura Episcopi, & in Clauso Brunelli predicto, sicut in compositione inter inclita recordationis Philippum anum domini Regis, &

bonæ memoriæ Guillelmum Paris. Episcopum, & Capitulum Parisiense olim facta plenius continetur. Verum cum idem dominus Rex primogenitum filium suum dominum Philippum fecisset militem, & crucem pro Terra sanctæ subsidio accepisset, pro quibus à ciuibz Paris. subsidium petiuisset, ac pro dicto subsidio sibi à prædictis ciuibz concessio hominibus dicta terra fuisset imposita tallia: dilectus & fidelis domini Regis Stephanus Episcopus Paris. opposuit se dicens, quod pro cruce signatione Regis non poterant dicti homines talliari, cum dictus casus in compositione prædicta nullatenus sit expressus: licet pro parte talliæ, ratione militia dicti domini Philippi se non opponeret. Tandem idem Episcopus obtinuit dicti domini Regis ac subsidij Terra sanctæ ad preces nostras voluit & concessit de gratia, ut ad præsens quantum ad dictum casum attinet, scilicet cruce signationis domini Regis, fieret dicta tallia super homines dictæ terra. Nos autem pro dicto domino Rege, cuius vices gerimus, & pro successoribus eius volumus, & concedimus, ut pro hoc ipsi Episcopo & terra sua prædictæ, ac successoribus eius, & compositioni prædictæ nullum in posterum præiudicium generetur. Et bona fide curabimus & procurabimus, quod dominus Rex præsentem concessionem dicto Episcopo suis patentibus litteris confirmabit. In cuius rei testimonium, & munimen præsentibus litteris sigillum regium duximus apponendum. Actum Parisius an. Dom. 1270. die Martis post festum decollationis S. Ioannis Baptista. Le seau de la Regence n'y est plus.

Confirmation de la Charte cy-dessus par Philippes le Hardy.

PHILIPPVS Dei gratia Francorum Rex. Notum facimus vniuersis tam præsentibus quam futuris, quod nos litteras dilectorum & fidelium nostrorum Matthæi Abbatis S. Dionysij in Francia, & Simonis domini Nigelle locum nostrum tenentium, nobis agentibus in partibus transmarinis vidimus in hac verba: Vniuersis, &c. La patente cy-dessus est repetée de mot à mot, puis à la fin il y a: Nos autem quidquid per dictos Abbatem & Simonem super præmissis actum est, volumus ac etiam approbamus. Actum Parisius an. Dom. 1272. mense Decembri. Le seau est de cire verte passée en lacs de soye rouge & verte, où il y a vn Roy d'un costé, & au contrefeul vn escu semé de Fleurs de lis.

PHILIP-
PES LE
HARDY.

Iuillet.

1285.

Regens é-
tablis pen-
dant son
absence.

Lettres patentes de Matthieu de Vendosme Abbé de saint Denis, & de Simon de Neelle, Regens en France pendant l'absence du Roy Philippes III. dit le Hardy, pour les affaires de son Royaume.

Du Tresor des Chartes de l'Archeuesché de Paris.

MATTHÆVS miseratione diuina Ecclesia B. Dionys. in Franc. Abbas humilis, & Simon dominus Nigella locum tenentes domini Regis Francor. &c. tout le reste est semblable au precedent titre iusques à ces mots, *in chylta recordationis dominum Philippum proauum domini Regis, & bone memoria Guillelmum Episcopum quondam & Capitulum Parisiense olim facta plenius continetur. Ac idem dominus Rex propter quadam ardua negotia ipsum ac regnum suum tangentia, à ciuibus pacis subsidia petiuiisset, ac pro sibi concessis subsidis imposita fuissent tallie hominibus dicta terra: dilectus & fidelis domini Regis Ranulphus Paris. Episcopus se opposuit dicens quod pro predictis non poterant dictorum locorum homines sine assensu ipsius Episcopi talliari, cum se non obtulisset nec offerret aliquis de casibus expressis in compositione iam dicta. Tandem licet secundum formam dicta compositionis ipsius terra homines non debuerint nec debeant pro pramissis sine assensu domini Episcopi talliari; Idem tamen Episcopus obtentu domini Regis, ac negotij Arragonensis, Valenciensisque regnorum, quod ad presens idem dominus Rex prosequitur, ad preces nostras impositioni & exactioni dictarum talliarum suum assensum præbuit de gratia speciali. Nos autem ex auctoritate & vice ipsius domini Regis nobis commissa, nomine ipsius domini Regis, & pro ipso volumus & concedimus, ut pro hoc ipsi Episcopo terra predicta, ac successoribus eius, & compositioni predicta nullum in posterum præiudicium generetur. Et bona fide curabimus & procurabimus quod dominus Rex presentem concessionem dicto Episcopo suis patentibus litteris confirmabit. In cuius rei testimonium presentes litteras sigillo regio quo utimur fecimus sigillari. Actum Parisius mense Iulio anno Domini 1285. Seellé d'un grand seau de cire blanche, auquel est gravée vne couronne entourée de huit rosettes, avec cette inscription au tour, S. PHILIPPI Dei gratia Francorum Regis, & habent-*

tium Regimen regni. Et au contrefecl vn petit escu avec trois Fleurs de lis.

*La confirmation de la Charte cy-dessus par Philippes IV.
dit le Bel.*

PHILIPPVS Dei gratia Francorum Rex : Notum facimus vniuersis tam presentibus quàm futuris, quòd nos litteras quasdam genitoris nostri carissimi sigillo ad coronam, quo utebatur in Francia tempore quoidem noster genitor erat in Arragonia, sigillatas vidimus in hac verba, &c. La patente est repetée tout au long, puis il y a : Nos autem concessionem prædictam, nec non compositionem prout superius exprimuntur, volumus & laudamus, ac tenore presentium confirmamus. In cuius rei testimonium presentes litteras sigillo nostro fecimus communiri. Actum Paris. anno Domini 1287. mense Decembri. Le seau n'y est plus.

Ces deux Titres ont esté tirez des memoires de feu Monsieur Dupuy, & imprimez dans l'Histoire des Ministres d'Estat de Monsieur d'Auteuil. Où les Lecteurs pourront voir plusieurs Chartes de Mathieu de Vandomme Abbé de saint Denis, & de Simon de Neelle Regens, en l'eloge dudit Mathieu, pag. 461. 486. 493. &c. folio, Paris, 1642.

*Deux autres extraits de Chartes des mesmes Regens, qui
donnent main-leuée pour la Regale.*

S. LOUIS.

1270.

Touchant
la Regale.

LETTRE du Chapitre de Tours à Monsieur l'Abbé de saint Denis Lieutenant du Roy en France, pour auoir main-leuée de la Regale de l'Archeuesché pour Iean, qu'il auoit élu au lieu de Vincent decédé. 1270. scellée.

Pareille Lettre des Religieux de saint Pierre de Ferrieres audit Abbé de S. Denis, & Simon de Neelle Regens, pour main-leuée de la Regale. 1270. scellée.

Pareille Lettre de Pierre Archeuesque de Sens ausdits Regens, pour auoir main-leuée de la Regale de l'Euesché d'Auxerre, pour Errard élu & cõfirmé par luy. 1270. scellée.

Dans le Tresor des Chartes.

S iij.

PHILIP-
PES III. dit
le Hardy.

1270.

Regence
de Prince.
Maiorité à
quatorze
ans.

Ordonnance du Roy Philippes III. dit le Hardy, voulant que s'il decede auant que son fils aîné Louïs ait quatorze ans accomplis, Pierre son frere ait la garde du Royaume, & soit le principal tuteur, & qu'il prendra pour conseil quelques Euesques, & autres dénommez dans ladite Ordonnance, donnée au camp près Cartage.

Tirée du Tresor des Chartes numero 2. Layette, Regences & Maioritez.

PHILIPPVS Dei gratia Francorum Rex, vniuersis presentes litteras inspecturis, salutem in Domino. Notum facimus quòd nos mentis compotes, & in bona sanitate de regno nostro ordinauimus in hunc modum, videlicet quòd si nos morte contigerit praeniri, antequam Ludouicus primogenitus noster, vel alter liberorum nostrorum, quartum-decimum annum compleuerit, disponimus & volumus quod Petrus carissimus frater noster custodiat regnum nostrum, & ipsum principalem tutorem, defensorem, & custodem constituimus super regnum praedictum, & pertinentia ad illud, quousque vnus liberorum nostrorum quartum-decimum annum compleuerit, vt dictum est. Tradentes eidem & constituentes secum ad consilium suum pro negotiis regni faciendis, venerabiles viros Odonem Archiepiscopum Rothomagensem, Stephanum Parisien. Odonem Baiocen. Phil. Ebroicen. Episcopos: Mattheum Abbatem S. Dionysij in Francia: Simonem dominum Nigelle, Erardum de Valeriacò, Petrum Cambellanum, Iulianum de Perona milites: Magistrum Henricum de Vezeziaco, & Magistrum Ioannem de Trevis Archidiaconos in Ecclesia Baiocensi, Nicolaum de Aliolio & Ioannem Sarraceni, propter scacarios & propter compotos Templi & alios compotos regni nostri faciendos. Volumus etiam quòd dictus Petrus frater noster ad consilium suum, & ad praedicta negotia facienda aduocet Petrum de Brocia Cambellanum nostrum, & etiam alios quos ad praedicta facienda viderit necessarios per consilium praedictorum similiter aduocet ad consilium suum, quando viderit expedire. Vo-

lunus autem quòd dictus Petrus expensas & misiones suas, quas ipse faciet pro negotiis regni nostri capiat de bonis regni predicti, & residuum deponatur Parisius apud Templum ad custodiendum & tradendum mandato primogeniti nostri cum ad aetatem pervenerit supradictam, vel si necesse fuerit pro defensione regni nostri. In cuius rei testimonium ad robur & firmitatem predictorum presentes litteras fecimus sigilli nostri impressione muniri. Actum in castris iuxta Cartaginem, die Iouis post festum sancti Remigij, anno Domini millesimo ducentesimo septuagesimo. Et sigillatum. Cancellée.

Ordonnance de Philippes III. dit le Hardy pour le mesme fait, par laquelle il declare qu'il veut que Pierre Comte d'Alençon son frere, ait la garde de son Royaume, iusques à ce que son fils aîné ait quatorze ans accomplis, & qu'il appelle avec luy Jean Comte de Blois : qui appelleront avec eux plusieurs Euesques, & autres personnes y dénommées. Si ledit Pierre vient à deceder, ledit Jean Comte de Blois demeurera seul.

PHILIPPE III. dit le Hardy.
Decembre.
1271.
Regence de Prince.
Majorité à quatorze ans.

Tirée du Tresor des Chartes, numero 3.

PHILIPPES par la grace de Dieu Rois de France. A tous ceux qui ces presentes Lettres verront salut. Nous fessons à sçavoir que nous par la grace de Dieu sains e heticz de corps auons ordené de nostre Royaume en cette maniere. Ce est à sauoir, que se il auenoit que nous trespaffissions de cest siecle, aneis que li aînsnez de nos enfans eust accomply le quatorzième an de son aage, nous voulons e ordenons que nostre tres-cher frere e nostre feel Pierres Cuens d'Alençon gart nostre Royaume, lequel nostre frere Pierre nous establissions principal tuteur e defendeur e garde d'iceluy Royaume e des appartenances, e de nos deuantdis enfans, iusques à tant que li aînsnez d'iceux nos enfans ait acomply le quatorzième an de son aage si comme il est dessus dit. E voulons e ordenons que il ait à son Conseil au besoignes dou Royaume nostre amé e nostre feel

Jean Conte de Blois, e les autres qui sont desous nommez. En tele maniere que se il auenoit que li deuant dit Pierres nostre frere trespassast de cest siecle anceis que li deuant ditainsnez de nos enfans fust venus au deuant dit aage : nous voulons e ordenons , que li deuant dit Jean Cuens de Blois se il seuruit iceluy nostre frere soit principau garde e tuteur , e defendeur dou deuant dit Royaume , e de nos deuànt dis enfans si comme il est dessus dit. E ceus que nous voulons qui soient especiaument dou Conseil és besoignes dou Royaume , sont ceux qui sont ci nommez. Ce est à sauoir nos amez e nos feeus Gui Euesque de Lengres , Ode Euesque de Baieux , Maci Abbé de S. Denis, Mestre Pierre de Barbes Archediacre de Dunois en l'Eglise de Chartres, Mestre Henri de Verdelai, e Mestre Jean de Troies nos Clercs Arcediacles en l'Eglise de Baieux ; nostre amé cousin Jean Dacre Bouteillier de France , Erart Sires de Valeri Chambrier de France e Connoistable de Champagne , nostre amé cousins Ymbert de Biaugieu Connoistable de France, Symon Sires de Neelle , Iulien de Peronne , e Giefroi de Vilerte Cheualiers, Jean Sarrazin e Pierre de la Broce nos Serjans, e les autres que li deuant dits nostre frere voudra apeler aueques ces se mestiers en est. Derechief nous voulons especiaument , que iceux deuant dis Jean Sarrazin e Pierres de la Broce gardent nos enfans oueque ceus que li deuant dit nostre freres Pierres, ou li Cuens de Blois se il le seuruit establiera à ce , iusques à tant que li aîsnez d'iceux nos enfans ait acompli le quatorzième an de son aage. E si voulons e ordenons que iceus nos enfans ne soient ostez de la deuant dite garde, iusques à tant que li aîsnez ait accompli icelui âge, se n'estoit par le commun conseil de tous ceux qui sont desus nommez. Derechief nous voulons que nostre deuant dit frere Pierres ou li deuant dit Cuens de Blois se il le seuruit si comme il est desus dit, ce est à sauoir cil qui gardera le deuant dit Royaume , face ses despens pour les besoignes dou Royaume des biens de celui meisme Roiaume , e li demorans soit mis en garde à Paris au Temple , à baillier e à diliurer au commandement

ment dou deuant dit aîné de nos enfans, quant il vendra au deuant dit aage, se il ne le conuenoit despendre se mestiers en estoit pour la defense dou deuant dit Royaume. Ou tesmoing de laquelle chose nous auons fet meitre nostre seel à ces presentes Letres. Ce fut fet à Paris en l'an de l'Incar-nation nostre Seigneur mil deux cens e septante e vn ou mois de Decembre. E seellé de cire iaune. *Cancellée.*

Lettre du Roy Philippes IV. dit le Bel, par laquelle il declare qu'il veut qu'auenant son decés auant que son aîné ait l'aage legitime, la Reine Ieanne ait le gouuernement du Royaume, & la tutele de son fils, qui dureront tant qu'il soit paruenue audit aage legitime, & pourueu que ladite Reine ne conuole en secondes nopces. Et veut que cela soit ainsi obserué pour ce qui est de ses autres enfans; & dit que cette Ordonnance n'est contraire à ce que ses predecesseurs Rois ont prati-qué. Donnée à Vincene en Octobre 1294.

PHILIP-

PES LA
BEL.

1294.

Regence de
Reine.

Tirée du Tresor des Chartes, numero 4.

PHILIPPVS Dei gratia Francorum Rex, vniuersis presen-tes litteras inspecturis salutem. Commissi nobis diuinitus solli-citudo regiminis pulsas assidue mentis nostre praeordia, & susceptae dignitatis officium curas nostras multipliciter interpellat, circa felix regimen, statum prosperum & salutem regni ac populi, quorum dispo-nente Domino moderamini praesidemus, solerter intendere, & non so-lum imminentibus, verum etiam quae possent successu temporis for-mitis casibus euenire periculis, congruis prouidere remediis & cau-selis. Eapropter diligenti deliberatione praehabita statuimus, ordinamus & volumus auctoritate regia decernentes, ut si antequam primoge-nitus filius noster nobis in regni praedicti moderamine successurus legitimam compleuisset aetatem, volente Altissimo qui prout & quan-do vult ad se renocat creaturas, contingeret nos ab hac luce migrare,

T

carissima consors nostra Ioanna Regina Francia, ipsius regni regimen, administrationem & curam, nec non prefati primogeniti nostri tutelam habeat, moderetur & exerceat, & tandiu per eam regimen, administratio & cura huiusmodi, nec non & ipsius primogeniti tutela, quas sibi exnunc prout extunc presentium tenore committimus, eadem auctoritate geratur, donec primogenitum ipsum aetatem contigerit legitimam peregisse. Nisi forsan eadem Regina medio tempore ad secunda vota transiret. Ad regimen autem, curam, administrationem & tutelam huiusmodi Regina committendum eidem cause nos multiplices induxerunt. Nam etsi matre legatur tutrix nulla fidelior, ipsius etiam Reginae nota fides, experta fidelitas, & innata quodammodo affectionis zelus, quem ad regnum & regnicolas gerere sentimus eandem, ac etiam naturalis ac sincerus affectus quo prolem materna diligere consuevit affectio, nos ad hoc specialiter inuiderunt. Nec id indecens aut absonum reputamus, nec à progenitorum nostrorum vestigiis qua libenter insequimur alienum. Ex quorum promissionibus in hac parte sinistrum nunquam vel raro describitur aut contrarium accidisse. Idem quoque de secundo vel tertio, seu aliis filiis nostris natis, aut etiam nascituris, qui nobis recto succedent ordine in regalis officio dignitatis, si primogenitum antequam regnandi foret adeptus honorem decedere forte contingeret, sub conditione premissa statuimus, ordinamus & volumus observari. Dantes exnunc vniuersis fidelibus & subditis nostris sub fidelitatis vinculo, quo nobis tenentur astricti, earundem tenore presentium in mandatis, ut ei dem Regina in casibus, & sub conditione praedictis diligenter & efficaciter pareant & intendant. In quorum testimonium presentibus litteris nostrum fecimus apponi sigillum. Actum apud Vicen. iuxta Parisius mense Octobri, anno Domini millesimo ducentesimo nonagesimo quarto. Seellé en circ verte.

Regence de
Reine.

Il y a dans le Tresor des Chartes, numero 5. treize lettres d'autant de Grands qui approuuent la Regence de ladite Reine, promettent de l'entretenir & de la faire obseruer. Lesdites lettres sont scellées & dattées 1299. & 1300.

ROBERT Archeuesque de Reims.

JEAN Euesque de Chaalons.

THIBAVLT Euesque de Beauuais.

CHARLES Comte d'Aniou.

LOVIS fils de Roy de France Comte d'Eureux.

ROBERT Comte d'Artois.

ROBERT Duc de Bourgogne, Chambrier de France.

JEAN Duc de Bretagne.

JEAN Comte de Dreux.

HVES DE CHASTILLON Comte de Blois Sire d'Aucfnes.

HVGVES LE BRVN Comte de la Marche.

ROBERT Comre de Bouloigne.

GVY Comte de S. Paul, Bouteiller de France,

Lettres du Roy Philippes IV. dit le Bel, contenant la promesse de Charles fils de Roy de France, Comte d'Aniou & d'Alençon, frere dudit Philippes, d'excuter en tout l'Ordonnance de l'an 1294. en Octobre. Au bas de laquelle promesse, le Roy adionste qu'il veut que ledit Charles son frere obeïsse à son fils aîné seul, & à la Reine son espouse, & aducnant le decés de la Reine avant que son fils aîné soit en aage de gouverner, veut qu'il soit gouverné par ledit Charles Comte d'Aniou & d'Alençon. Donné à Longpont 1300.

PHILIP-
PES LE
BEL.
Nouembre.
1300.
Regence de
Reyne, &
de Prince.

Tiré du Tresor des Chartres numero 5.

PHELIPPES par la grace de Dieu Rois de France. A rous ceus qui ces presentes Lettres verront salut. Comme nostre chiers & feaux freres Charles Cuens d'Aniou, de Valois, d'Alençon, & de Chartres, à nostre requeste & par nostre commandement ait fer seeller de son propre seel vnes Lettres dont la teneur est rele. CHARLES fils le Roy de France, Cuens d'Aniou, de Valois, d'Alençon & de Chartres. A rous ceus qui ces presentes Lettres verront, salut. Nous fefons assauoir que comme tres-excellent Prince nostre tres-chier Seigneur Phelippes par la grace de Dieu, Rois de France, entendans au bon estat de son Royaume

& du peuple qui est commis à son gouvernement, & volens pourueoit contre les perils qui pourroient ensuiure outans auenir, ait pourueu, ordené & estably par deliberation de son Conseil, que se pat la volenté nostre Seigneur qui rappele à li & comme & quant il li plect ses creatures, il auenoit, que ià n'auaigne, que il trespaslast de cest siecle auant que son ainsné fils qui doit estre son hoir & son successeur ou Royaume de France fust en aage, tres-excellante nostre chiere Dame Iehanne pat cele meisme grace Reine de France, ait le gouvernement, l'aministration & la cure du Royaume, & la garde de l'ainsné fils dessus dit, iusques à tant que cil ainsné fils soit en aage, se parauanture ladite Reine ne se remarioit auant que il fust venuz en son aage, & li ait commis & baillé desotendrois pat son auctorité Royal, ou cas & sur la condition dessusdit, le gouuement, l'aministration & la cure du Royaume, & la garde de l'ainsné fils dessusdit. Et ce meisme ait pourueu, ordené & estably dorendroit pat l'auctorité dessusdite, ou cas & sur la condition dessus expresse de celi de ses autres fils nez ou à nestre, qui par droit ordre deura estre son hoir & son successeur ou Royaume dessusdit, se il auenoit, que ià n'auaigne, que son deuant dist ainsné fils trespaslast de ceste monde auant que il fust venuz au gouuement d'iceli Royaume. Et ait commandé desorendroit pat ses Lettres à tous ses feaux & fougiez seur le deu de la foyauté à quoy ils li sont tenus, que à ladite Reine, ou cas & sur la condition dessusdite ils entendent & obeissent loyaument & diligement. Nous regardans que ladite Ordenance peut estre molt profitable à la pes, & au bon estat du deuant dit Royaume, & contestet à molt de perils qui pourroient auenir pat le procez du tans, pource que nous auons plainne fiance de la bonne foy & de la grand loyauté de ladite Reine, icelle Ordenance volons & agreons, & nous i consentons expressement, & la prometons tenir & garder fermement & loyaument, ou cas & en la condition dessusdite, sans venir encontre en aucun tans. En tesmoin de laquelle chose nous auons fet mettre nostre seel à ces presentes Lettres. Donné à

l'Abbaye Nostre-Dame de lez Pontoise , lendemain de la Pentecoste , l'an de grace mil & trois cens. Nous fefons assauior que nostre volenté & nostre entancion est , que se il auenoit ou cas & sur la condition dessus escrete , le gouuernement , l'aministration , & la cure du Royaume , & la garde de nostre ainsné fils Roy de France estre en la disposition & en la main de nostre chiere & amée compaigne la Reine deuant dite , iusquetant que il venist en aage , que nostre dis freres durant ledit tans ne fust tenus à obeïr à nulle autre personne , fors que à nostre dit ainsné fils Roy de France , & à la Reine deuant dite. Et se paraduenture aduenoit que après nostre decés nostre Seigneur appelloit à soy nostredite chiere compaigne la Reine, auant que nostre dis ainsné fils Rois de France venist en aage de gouverner le Royaume : Nous regardans l'especial amour , & la grand fiance que nous auons à nostre chier frere deuant dit, meismement comme il soit li plus prouchains à nos enfans , & de cui plus especiaument nous nous fions, volons & ordenons que nostre dis ainsné fils Rois de France, se il n'étoit en aage de gouverner , se gouuerne par le conseil & par le gouuernement de nostre deuant dit frere , iusquetant que il venist en aage du Royaume gouverner. En tesmoing desquelles choses, nous auons fet mettre nostre seel en ces presentes Lettres. Donnè à l'Abbaye de Longpont , le Mardy deuant la feste de Toussains , l'an de grace mil & trois cens. Seellé de cire verte.

Traité entre Philippes, second fils de Philippes IV. dit le Bel, & de la Reine Ieanne de Nauarre sa femme, depuis nommé Philippes le Long, Regent les Royaumes de France & de Nauarre : & Eudes IV. Duc de Bourgogne, qui consent & accorde que ledis Philippes tienne le gouuernement des Royaumes de France & de Nauarre, &c.

PHILIP-
PES V. dit
le Long.
Iuillet.
1316.
Regence
de Prince.

Tiré du Tresor des Chartes.

PHILIPPE fils de Roy de France, Regent les Royaumes de France & de Nauarre. Et EVDES * Duc de Bour- * IV.

T iij

goigne. A tous ceux qui cestes presentes Lettres verront, salut. Sauoir feson que deliberation eue & traictié diligent pour bien de pes ensemble o nos grants amis & conleils, auons fetes les conuenances ci-dessous escriptes ; C'est assauoir, nous Philippes dessusdit pour nous, & nous Eudes dessusdit pour nostre chiere Dame Agnes fille du S. Roy Loys, Duchesse de Bourgoigne, nostre chiere mere, & pour nostre chiere & amée niece Ichanne, fille de noble recordation Loys par la grace de Dieu, Roy iadis de France & de Nauarre, nostre tres-chier Seigneur, & frere de nous Philippes dessusdit, & de la Reine Marguerite, premiere fame iadis dudir nostre Seigneur Loys, fille de ladite Duchesse, & fuer de nous Duc dessusdit, & en nom d'elles, & de nous tant comme nous touche & puet touchier..

Premierement, Nous auons voulu & voulons que ladite Ichanne fille desdits Loys & Marguerite, & la fille de la Roine Clemence seconde fame dudit Loys, se ainsi estoit que fille eust de ceste groisse ayent en heritage le Royaume de Nauarre, & les Contez de Champaigne & de Brie entierement, pour telle portion comme à chascune puet appartenir tant par droist, quant par coustume, quant par conuenances, excepté ce que nous Philippes deuant dit, & nostre chier frere Charles Conte de la Marche en auons eu & emporté, ou deuons auoir & emporter de la descenduë de nostre tres-chiere Dame & mere pour nostre partage, ou pour nostre appanage, si tost comme elles, ou l'une de elles seront venus à droit aage de marier par la coustume du pais ; Et se il n'en viuoit que l'une, si emporteroit elle lesdits Royaume, & Contez : en telle maniere que elles feront quitance par mitant de tout le remanant du Royaume de France, & de la descenduë du pere, si bonne comme l'en pourra. Et se il ne leur plesoit à fere quitance, elles reuieindront à leur droit, tel comme elles le pueent & doiuent auoir en toute la descenduë du pere, & leur en sera fet droit, & seront sauues les resons d'une partie & d'autre. Et en ce cas où elles s'accorderont à faire la quitance, auront ladite Ichanne, & la fille de ladite Roine Clemence le

Royaume de Nauarre, & les Contez de Champagne, & de Brie entierement pōr telle portion comme à chascune en pourra appartenir, tant par droit, par coustume, comme par conuenances. Et se elles, ou l'une d'elles ne vouloient faire la quitance, & ratefier ces conuenances, li esclaireissement que nous leur feson, & auons fet du Royaume de Nauarre, & des Contez de Champagne & de Brie, seroit nul quant à cele qui ne voudroit fere la quitance; Et ne nous lions ne oblijons en riens enuers les filles, se ainsi estoit que il eust hoyr masse, que le droit del hoyr masse ne fust sauf en toutes choses.

Item, Nous voulons & auons voulu & acordé, que audit Duc de Bourgoigne pour sa mere la Duchesse dessusdite, ladite Iehanne mere dudit Duc soit baillée pour nourrir avec toute la terre qui fu sa mere, tant pour la nourriture de ladite Iehanne, comme pour le droit quelle y puet auoir, parmy fessant bonne seurte, que elle ne sera mariée que par le gré de nous Philippes, ou de celui qui gouuenera le Royaume de France, de nostre chier oncle de Valoys, ou de nostre chier cousin Philippes son fils, se nostredit oncle de Valoys defailloit, de nostre chier oncle Loys Conte de Eureux, ou de son fils ainsné, se nostredit oncle de Eureux defailloit, de nostre chier frere Charles Conte de la Marche, ou de son fils ainsné, se nostre chier frere de la Marche defailloit. Et se il defailloient dou Diex les gart, par le gré d'autant des plus prochains du lignage de France. Et auons voulu nous Eudes dessusdit, & nous sommes accordé tant pour nous comme pour nostredite mere, comme pour nostredite niece, que ledit Philippes tiegne le gouuernement des Royaumes de France & de Nauarre, & des Contez de Champagne & de Brie, iusques à tant que ladite Iehanne, & la fille de ladite Clemence, soient venues à leur aage, si comme dessus est déclaré, & puisse ledit Philippes receuoir les hommages comme Gouverneur, sauf le droit del hoyr masse en toutes choses, & sauf le droit des filles enrant comme à elles puet appartenir.

Et les choses dessusdites & chacune d'icelles, nous Phi-

lippes dessusdit voussismes, consentismes, & promismes, voulons, consentons & prometons par nostre serement fet aux saintes Euangiles presentes & touchiées corporelement, tenir, garder, accomplir, & faire tenir & garder par nous, par nos enfans & nos hoysr & successeurs, & tous nos subgiez, & par tous autres à tousioursmes perpetuellement.

Et pour ces choses, & chacune d'icelles plus fermement tenir & garder, nous Philippe dessusdit obliasmes & oblijons, nous, nos hoysr, nos successeurs, & tous ceux qui de nous auront cause, nos biens, meubles & heritages, & les biens de nos hoysr & de nos successeurs presens & auenir. Et voulons & auons voulu, que si nous venions encontre ces conuenances, ou aucunes d'icelles, ou fesiens venir en aucune maniere, ou en ouuert, ou en repost, que nuls des sougiez desdits Royaumes ne soit tenus, doie ne puisse à nous aidier ne obeir en cest cas; Ainçois quant à cest article en quoy nous irions encontre, tous les sougiez desdits Royaumes soient absouls de toute feauté, homage, serement, & autre lien par lesquels ils seroient, & seront obligez & tenus à nous, se encontre venions. Et renonçons par nostredit serement, nous Philippes dessusdit quant aux choses dessusdites, & chacune d'icelles, à toutes exceptions, deffenses, oppositions, denonciations, reclamations, & toute aide de fet, de droit & de coustume, par quoy les choses dessusdites, ou aucunes d'icelles pourroient estre annullées, empeschées, ou aucunement retardées en tout ou en partie; & que nous par nulle maniere ne demanderons ne ne reclaimerons, ne ne nous opposerons contre les choses dessusdites ou aucunes d'icelles.

Et nous Eudes Duc dessusdit les choses dessusdites, & chascune d'icelles en nom de nostres deuant dites mere & niece, & de chacune d'icelles, & en nom de nous, entant comme il nous touche ou puet touchier, voulons, otroions, & nous y consentons.

Et à ces choses & chacune d'icelles furent presens, consentans, conseillans, & approuuans Charles de Valoys, & Loys de Eureux Contes, chiers oncles de nous Philippes, &

& cousins de nous Eudes dessusdiz, & Charles Comte de la Marche chier frere de nous Philippes, nos chieres cousines Mahaut Comtesse d'Artois, & Blanche de Bretagne, nos chiers cousins Loys & Jehan de Clermont freres, & Charles de Valois le Ioenne, Guy Comte de saint Pol, Jehan Dauphin de Vienne, Amez Comte de Sauoye, Gauchier de Chastillon Cōestable de France, Mile Seigneur de Noyers, Her. Seigneur de Suly, Guillaume de Harecourt, Ansel. de Ioenuille Seigneur de Rinel, & Harpin d'Arqueri Cheualiers, lesquels, & chacun d'iceulx à nostre requeste permiserent & iurerent touchées les saintes Euangiles de Dieu, garder & accomplir, & faire garder toutes les choses dessusdites, & chascune d'icelles, & de non venir encontre.

Et requerons par ces presentes de commun accord pour greigneur fermeté, & greigneur seureté des choses dessusdites, & de chascune d'icelles touz les Prelaz, Pers, Barons, & Comtes du Royaume, & speciaument les dessus-nommez, que ils vueillent mettre leurs seaux en cestes presentes lettres avecque les nostres, lesquels en tesmoing des choses dessusdites & de chascune d'icelles, & pource que elles soient & durent fermes & estables, nous auons mis en ces presentes lettres: c'est assauoir nous Philippes le nostre, de quoy nous vsons auant que nous eussions pris le gouuernement desdiz Royaumes, & nous Eudes dessusdit le nostre propre ausi. Faict & donné au Bois de Vincennes le Samedi dix-septième iour de Iuillet, l'an de grace mil trois cens & seize.

*Pouuoir donné par Philippes VI. dit de Valois, aux Gens PHILIP-
tenans sa Chambre des Comptes à Paris, pendant qu'il PHS VI.
estoit occupé à la guerre de Flandre. 13. Mars 1339. dit de Valois.*

PHELIPPE par la grace de Dieu Roys de France. A nos 1339.
amez & feauls les Gens de nos Comptes à Paris, salut
& dilection. Nous sommes ou temps present moult occu-
pez pour entendre au fait de nos guerres, & à la deffense de
nostre Royaume & de nostre pueple, & pour ce ne pouons

pas bonnement entendre aus requestes deliurer tant de grace que de iustiee, que plusieurs gens tant de Eglise, de Religion, que autres nos subiects nous ont souuent à requerre. Pour quoy nous qui auons grant & plaine fiance de vos loyautez, vous commettons par ces presentes Lettres plenier pouair à durer iusques à la feste de la Toussains prochaine à venir, de octroier de par nous à toutes gens tant d'Eglise, de Religion comme seculiers, graces sur acquests tant fais comme à faire à perpetuité, de octroier priuileges & graces perpetuelles & à temps à personnes singulieres, Eglises, communes, & habitans de villes, & impositions, assis & maletostes pour leur proufit & du commun des liex, de faire grace de rappel à bannis de nostre Royaume, de receuoir à traictié & à composition quelques personnes & communitez sur causes tant ciuiles que crimineles, qui encores n'auront esté iugées, & sur quelconques autres choses que vous verrez que seront à octroier, de nobiliter bourgeois & quelconques autres personnes non nobles, de legitimer personnes nees hors mariage quant au temporel, & d'auoir succession de pere & de mere, de confermer & renouueller priuileges, & de donner lettres en cire vert sur toutes les choses deuant dites, & chascune d'icelles, à valoir perpetuellement & fermement sans reuocation, & sans empeschement. Et aurons ferme & estable tout ce que vous aurés fait és choses dessus dites & chascune d'icelles. En tesmoin de laquelle chose nous auons fait mettre nostre seel à ces presentes Lettres, données au Bois de Vincennes le 13. iour de Mars, l'an de grace mil trois cens trente-neuf.

Extrait du second Registre des Memoriaux de la Chambre des Comptes cotté B fol. 146. & communiqué par Monsieur de Vyon, sieur d'Herouual, Conseiller & Auditeur du Roy en ladite Chambre.

Lettres du Roy Philippes VI. dit de Valois, pour l'aage requis pour la maiorité de son fils puisné, qu'il limite à 14. ans. 1344.

L E T T R E S de Philippe de Valois, & de la Reine sa femme, portant vne forme de partage entre leurs enfans; & pource que Philippes leur fils puisné estoit mineur d'aage, le Roy par ses lettres l'a eagé, comme portent lesdites lettres, & a fait la foy & homage au Roy des Duchez & Seigneuries mentionnées dans ledit partage; & promet le Roy & sa femme, si tost que ledit Philippes sera venu en l'aage de quatorze ans, de luy faire iurer d'accomplir le contenu cy-dessus. A Maubuisson lez Pontoise 1344. 11. Auiil. seellées du seau du Roy & de la Reine. *Duplicata.*

Tiré du Tresor des Chartes.

Edict perpetuel & irreuocable du Roy Charles V. C H A R -
L E S V.
Aoust.
1374.
Maiorité
des Rois à
quatorze
ans.
par lequel après auoir donné quelques exemples des Rois ieunes & admis au gouuernement en bas aage, & apporté l'exemple de S. Louis, qui vint à la Couronne à l'aage de 14. ans, & receut les hommages & sermens des Euesques & autres, ordonne qu'à l'aduenir les Rois de France, ayans atteint l'aage de 14. ans, prendront le gouuernement de leur Estat en main, receuront la foy & hommages de leurs suiets, & des Archeuesques & Euesques: bref seront reputez pour maieurs comme s'ils auoient 25. ans: se pourront faire sacrer & couronner audit aage. Donnée à Vincennes au mois d'Aoust 1374.

Tiré du
Tresor des
Chartes
nam. 6.

C A R O L V S Dei gratiâ Franc. Rex ad perpetuam rei memoriam.
Filios regum per parentes educari & erudiri debere, ut Deum timeant, virtutum & virium profectum celeriter attingant, sincerè dili-

gi, & primogenitos maxime magnis donis & aliis honoribus decorari, Reipublice commodum, status regnorum & subditorum concernentibus, & tranquillitatis augmentanda, prædecessorum illustrium sectando vestigia, clare liquet. Bona enim terra diligenter colitur, ut fructus optimus reportetur. Multo magis sunt filii regum per patres studiosius nutriendi & docendi, ut virtutibus imbuantur, fortificentur & crescant; & cum in adultam ætatem peruenierint, pueritia redoleant bonos mores, qui ad maioris honoris culmen sunt in populis erigendi. Aliiùs nempe præcepta sumunt, quæ teneris imprimuntur ætatibus. Illa verò utilis censetur doctrina ac prudentia, quæ ab ætatis initiis, atque ab infantia ipsius exordiis inchoatur; unde Sapiens: Fili à iuventute tua excipe doctrinam, & ad canos inuenies sapientiam. Caterùm æquum censetur reges filios suos ut seipsos diligere, tanquam suæ senectutis pastores, & custodes domus suæ; cum natura eadem persona reputentur cum ipsis: & filij si non bene viuunt, ad interitum patris essent. Sanè filios regum generaliter magnificandos, & honorandos plusquam alios iura clamant. In quibus parentes ceteris munificentiores esse debent. Nam ipsi solis remanentibus, post mortem memoriâ, & spe ducti quodammodo immortalitatem participant; unde non magnificando vel honorando eosdem, donum Dei sibi in filiis præstitutum negligere viderentur. Rursus quòd in honoribus sint aliis fratribus primogeniti præferendi paterna benedictione pinguiori, satis patet ex benedictione, quam dedit Isaac ipse Iacob, sic inquit, Det tibi Deus de rore celi, & de pinguedine terre abundantiam frumenti, & vini, & olei; seruiant tibi populi, & adorent tribus; esto dominus fratrum tuorum, & incuruentur ante te filij matris tuæ. Porro summè debent reges attendere, quòd beneficia filiis suis præcipuè primogenitis impensa cum publica utilitate concurrant; cum hæc duo post Deum sibi debeant existere chariora, confidentes in filiis Rempublicam post ipsorum obitum feliciter conservari in ipsius negotiis peragendis; sic intendentes solerter ea quæ periculosiora sunt, nequaquam sine remedio reformationis accommode relinquunt: sed sic respiciant oculatè, quòd populus ab opprimentium prosectus incurfibus, exuberantiâ virtutum quiescat in pulchritudine pacis, in tabernaculis fidei, & regniæ temporalium opulentiæ, res quoque publica sit suis temporibus in bona prosperitate. Postremo super regimine regni debemus præde-

cessorum nostrorum vestigiis inhaerere, & inter bonos meliores, & inter meliores optimi sunt sectandi. Hinc est quod nos considerantes attentè ætatem quatuordecim annorum, seu & minorem, nullatenus repugnare regie dignitati, vel administrationi nanciscenda vel suscipienda regnorum: Ioas enim unctus fuit, & regnavit ætatis suæ anno septimo. Iosias annorum octo erat, quando regnare cæpit. David paruulus in regem unctus est; & Salomonem elegit Deus adhuc puerum & senellum: & isti reges fecerunt placitum coram Domino. Hieremias puer super gentes constitutus est. Considerantes quod annus decimus quartus discretionis existit, & in ipso quod ad plures actus legitimos, exercendi & assuescendi sint nobiles ad labores militares & opera bellicosa; & quod nonnulli reges, tam prædecessores nostri, quam alij hac ætate, seu paulo antè, vel post regnorum gubernacula affecti, magnificè & utiliter regnauerunt: quod filij regum Franciæ solent curâ pernegili instrui & educari in bonis moribus, virtutibus, & honore. Quapropter ipsos verissimiliter iraditur plus illo tempore profecisse, quam alios minoris status ætate longè maiori iuxta illud quod scribitur, Cæsaribus virtus contigit ante dies, atque in corde nostro indelebiliter est scriptum, qualiter sanctissimus atanus, & prædecessor noster, patronus, defensor, & Dominus singularis beatus Ludonicus, flos, decus, lumen & speculum, nedum regalis prosapia, sed omnium Gallicorum, cuius memoria in benedictione est, & non relinquetur in secula, ac diuinâ protegente gratiâ nullius mortalis criminis sensisse contagium perhibetur; regnumque & rempublicam sic laudabiliter gubernauit, quod gesta ipsius præclara (quæ mundus mirabitur, quandiu sol permicabit) per nos ac successores nostros meritiò ad consequentiam trahi debent: sic, quod sua actio nostra instructio videatur. De ipso enim legitur, quod regni maximi & potentes inimici, agente Deo, ipsius pueri Regis viribus sunt repulsi, ætatis suæ quarto-decimo anno regni regimen assumpsit, recepit homagia, seu fidelitatis iuramenta Prelatorum, Parium, & aliorum vassallorum, fuitque sacra regali unctione inunctus & coronatus. Videntes, & dierum crescente malitia mundi ingiter in deteriora prolabi, & non ex diuina providentia defectu, seu debiti rerum ordinis, sed ex propriis demeritis, in hominum mentes assueta deprauante nequitia, in illis malorum passim cumulum superaddi, atque quasi damna infinita per administratores alienos mi-

noribus illata & irrogata fuerunt temporibus retroactis; nec cessant pro dolor incessanter inferri. Exaetique temporis consideratio edocet, & pensata euidenter discrimina manifestant, quot & quantis aliena, longana, & peregrina regimina plena periculis extiterunt. Quibus de causis & aliis, ut minorum indemnitatibus succurratur, & ipsi frequenter veniam atatis impetrant; & nos, & praedecessores nostri in concedendo eandem, consueuimus nos exhibere petentibus liberales; quodque Rex, & Dominus naturalis ac legitimus plus diligitur à subditis quam quicumque Regens, pro eo videtur libentius, & sibi ab eisdem promptius obeditur, retrahunturque à facinoribus & delictis solum dominum videndo, & ut frequenter visum est, puerum, iuuenem vel infantem, ad bonum obedientiae & seruitiorum promptitudinem excitantur, audaces ac magnanimi fiunt, ac magis in omnibus virtuosus. Macedones enim praelio pulsi Rege suo, Regis defuncti filio existente in cunis, pendè in aciem posito acrius repetiere certamen, & victores fuerunt propter praesentiam eiusdem; ostendentes priori bello Regem, non virtutem Macedonibus defuisse: & Gallici Chilpericum Regem Francia, cuius auctoritate & nomine atatis quatuor mensum existentis regnum regi voluerunt, intuentes per Reginam matrem suam ad exercitum inter brachia portari, ita strenue bellauerunt, quod dictus Chilpericus gloriosissimum habuit & obtinuit triumphum. Pacifico statui regni nostri, nedum pro nostris, sed perpetuis temporibus cupientes sinceris affectibus providere, ad vitandas discordias, remouenda scandala, & alia incouenientia, & detrimenta maxima, quae, nisi prouideretur, timerentur verisimiliter euenire: praemissis omnibus & singulis, quantum nobis ex alto permittitur meditati prudenter, ut agere consideratè possimus: ad omnem dubitationis materiam submouendam, habita super hoc deliberatione matura, & consilio pleniori, cum pluribus Praelatis, personisque notabilibus, Clericis & laicis, declaramus, decernimus, ordinamus, & hac edicti lege nostra irrefragabili, & in perpetuum valitura definimus, constituimus, & sancimus de nostra certa scientia, ac regia plenitudine potestatis, ut si nos vel successores nostros nunc diuino decedere, vel ab hac luce migrare contigerit, filio nostro masculino primogenito, seu primogenitis regum successorum nostrorum pro tunc existentibus minoribus quatuor-decim annis, eo ipso quod dictus primogenitus noster, seu primogeniti praedictorum successorum nostrorum quatuor-deci-

mum annum suæ ætatis attigerint, vel eisdem decedentibus, siue
 filiis masculis fratres sui ab eodem patre procreati, naturales & legi-
 timi secundum debitum ordinem originis eorundem dictum annum
 decimum - quartum attingentes, quos exnunc, prout extunc quoad
 infra scripta puberes statuimus & decernimus, reputari habeant &
 habere debeant regimen & administrationem regni, homagia, &
 iuramenta fidelitatis per Prelatos, fratres, Pares, Principes, seu quas-
 cumque personas alias Ecclesiasticas vel saculares præstanda & fa-
 cienda, etiamsi Archiepiscopali, Episcopali, Regia, vel alia qua-
 cumque præfulgeant dignitate, recipiant & admittant. Illi vero qui
 ad eadem præstanda vel facienda erunt quomodolibet adstricti, illa
 dicto tempore sibi facere & præstare necessario teneantur: donumque
 munificum sacra unctionis regalibus, sceptrum, coronam, diadema,
 vestimenta, & alia insignia regalia vniuersa & singula recipere va-
 leant pro suæ libito voluntatis: teneant, ac plenum sortiantur effe-
 ctum iuramenta tam in sacra unctione vel coronatione, quam alias
 tunc per eosdem præstita, necnon gratia, pacta, conuentiones, & pro-
 missiones factæ suis subditis & vassallis, seu aliis personis Ecclesiasti-
 cis, vel secularibus quibuscunque, ac si essent maiores viginti quin-
 que annis, faciæntque & disponant in omnibus & per omnia, prout
 bonus Rex Francorum facere potest, & eidem competit ratione sui
 præcelsi culminis, ac dignitatis suprema sua regia maiestatis, con-
 suetudinibus nonobstantibus quibuscunque: cum enim sint ac fue-
 rint ab antiquo pro Domatio regni regendo & conseruando, actibus
 bellicis ad laudem bonorum & vindictam malorum, si opus fuerit,
 exercendus, & ad prouinciarum regimen, ac pro debita iustitia, qua
 huc usque (laus Deo) in regno nostro dicitur floruisse absque acce-
 ptione personarum, omnibus & singulis ministranda officia ordinata,
 virisque spectabiles, illustres & superillustres, litterati, prudentes &
 scientifici, quorum opinionibus & operationibus floret orbis commis-
 si & deputati ad huiusmodi officia gubernanda, impendenda obsequia,
 ac ministranda consilia Maiestati regie, in omnibus que ius
 publicum concernunt, & super adeptione vel administratione regni
 non reperiatur certa ætas constituta vel præfinita à iure in Rege, qui
 solutus est legibus, cum iura dicentia ætatem exigi in minoribus,
 loquantur iurium ditioni subiectis: dignum prorsus & congruum
 arbitramur, tam ex his, quam ex supradictis, in dicto anno quar-

ro-decimo *suprà* scripto filios nostros, vel successores nostros in casibus superius declaratis, regimen & administrationem regni nancisci, suscipere & habere, ac omnia facere, quæ ad verum regem pertinent, ut superius est præmissum. Si quis autem in tantam proruperit temeraria præsumptionis audaciam, quod præmissa vel aliquod præmissorum per se vel per alium, publicè vel occultè nixus fuerit impedire, seu super eisdem se inobedientem reddiderit vel rebellem, omni iure successionis, & regni regiminis vel administrationis eiusdem, quod pro tunc & futuro tempore sibi competere posset, necnon dignitatibus, terris, feudis & domaniis, quæ in regno nostro tenebit, & etiam mandantes, consulentes, agentes, & consentientes, seu ratum habentes, eo ipso noverint se priuatos. Ne autem nostra præfens lex vel constitutio deinceps in disputationis materiam deducatur; sed si quæ super ipsa prætenderetur ignorantia, crassa dici debeat & supina: volumus & decernimus eandem solemniter publicandam, & in Archivo chartarum nostrarum ad perpetuam memoriam redigendam. Datum in Castro nostri memoris Vincenarum mense Augusto, anno Domini millesimo trecentesimo septuagesimo quarto: Regni verò nostri undecimo. Per Regem in Consilio suo, P. BLANCHET. Duplicata. Imprimé dans les Ordonnances de France de Fontanon.

Vincennes
Août
1374.

20. May
1375.

Cette loy ou constitution Royale fut publiée au Parlement du Roy en sa presence de par luy, tenant sa Iustice en son dit Parlement en sa magnificence ou Maisté Royale, le vingtième iour de May, l'an de grace mil trois cens soixante quinze; A ce furent presens Monsieur le Dauphin de Viennois fils aîné, Monsieur le Duc d'Anjou frere du Roy nostre Sire, le Patriarche d'Alexandrie, les Archeuesques de Rheins & de Tholozé, les Euesques de Laon, de Meaux, de Paris, de Cornuaille, d'Auxerre, de Nevers & d'Eureux, les Abbez de saint Denis en France, de l'Estoure, de saint Waaſt, & de sainte Colombe de Sens, de S. Cyprian, & de Vendosme Chancelier du Duc d'Anjou, le Recteur & plusieurs Maistres Docteurs en Theologie, Docteurs es Decrets, & autres sages Clercs en l'Vniuersité de Paris, le Doyen & Archidiacre de Brie, le Chancelier & Penitencier, & plusieurs autres notables personnes de l'Eglise de Paris, Monsieur

fieur le Chancelier de France, les Comtes d'Alençon, d'Eu & de la Marche, Messire Robert d'Artois, le Comte de Brenne & de l'Isle, & Messire Reymond de Beaufort, le Preuost des Marchans & les Escheuins de la ville de Paris, & plusieurs autres gens sages & notables, tant clerks comme laiz en grand nombre. Et est cette loy ou constitution Royale enregistrée au Parlement, & l'original mis au Thresor des Chartres du Roy; & la copie d'icelle par maniere d'original sous le grand scel Royal, baillée aux Religieux de saint Denis en France, pour la mettre & garder en leur Thresor; & tout afin de perpetuelle memoire d'icelle loy, ou constitution Royale. Ainsi est-il contenu en vne cedula attachée à icelle, par le Greffier du Parlement.

Cet Edict du Roy Charles V. en Latin se trouue icy plus bas en François, & inseré dans la confirmation qu'en fit le Roy Charles VI. son fils 1392.

Lettres patentes du Roy Charles V. en consequence du precedent Edict, par lesquelles il veut que la Reine, son fils n'ayant pas quatorze ans, ait la tutele & l'education dudit fils & de ses freres: nomme son frere Louis Duc d'Anjou & de Touraine, pour gouverner l'Estat, avec ample pouuoir; luy decedé, il nomme en son lieu son frere Philippes Duc de Bourgogne aux mesmes conditions. La forme du serment dudit Regent y est inserée, pour faire obseruer la Loy sur l'aage des aînez fils de France, sur le dōuaire de la Reine, & sur la tutele & gouvernement de son neveu, &c. A Melun en Octobre 1374.

CHARLES V.
Octobre
1374.
Regence
de l'ince.

Tiré du Tresor des Chartres num. 7.

CHARLES par la grace de Dieu Roy de France, à tous presens & à venir salut. L'office des Rois à cause de leurs dignitez Royaux, est de gouverner & administrer sagement toute la chose publique, non mie partie d'icelle met-

tre en ordenance, & l'autre laissier sans prouision conuenable: & és fais & besoignes dont plus grand peril puet venir, pourueoir plus hastiuement, & y querir & mettre les remedes plus necessaires & conuenables, plus honorables & proufitables qui y puent estre mis, tant pour le temps de leur gouvernement, comme pout celuy de leurs successeurs: & pour ce nous eu regard & consideration aux choses dessusdites, & selon ce que pourueu auons à la tutele garde & nourrissement de nos enfans après nostre decés en certaine maniere contenuë en nos Lettres sur ce faites, desirans de tout nôtre cuer pour celuy temps pouruoir au bon gouvernement de nostre Royaume, confians à plein de nostre tres-cher & tres-amé frere Louis Duc d'Aniou & de Touraine, tant pour le grand bien sens & vigilance de luy, comme pour la tres-singuliere, parfait, loyal & vraye amour qu'il a tousiours eu à nous & à nos enfans, a & aura, si comme de ce nous tenons pour tous certains: Voulons & ordonnons par ces presentes, que ou cas par le plaisir de Dieu nous irions de vie à trespassement auant que Charles ou autre nostre aîné fils pour le temps fut entrez ou quatorziesme an de son âge, nostredit frere d'Aniou ait le gouvernement de nostre Royaume, iusques à ce que nostre-dit fils aîné soit entrez audit quatorziesme an de son aage, pour tout le temps precedent iceluy 14. an de l'aage de nostredit aîné fils tant seulement. Auquel nostredit frere nous desmaintenant pour lors donnons autorité & pleniere puissance de gouverner, garder & defendre nostredit Royaume pour le temps dessusdit, de creer Officiers pour le fait de Iustice, & pour toutes choses touchant lesdites garde, defense & gouvernement, toutesfois qu'il sera besoin & apartiendra à faire selon raison, tout en la maniere qu'il a esté accoustumé de faire ou temps passé, donner & octroyer lettres de iustice, de presentations, & collations de benefices à nous appartenans, tant à cause de Regale comme autrement, lettres de remissions de crimes, delis & malefices, faire cueillir & receuoir toutes les rentes & reuenues, profits & emolumens ordinaires & extraordinaires de nostredit Royaume, & sur icelles prendre ou faire prendre ce qui

sera necessaire pour la despense du gouuernement, garde & defense d'iceluy Royaume, sauf & excepté par exprés les lieux, terres & pais par nous ordenez pour l'estat & gouuernement de nosdits enfans, & de ceux qui auront la garde & gouuernement de eux, selon la forme & teneur de nosdites autres lettres faictes sur ce : c'est assauoir la ville & le Vicomté de Paris, la cité & le Bailliage de Senlis, les Chastel ville & Bailliage de Meleun, avecques tous les chasteaux & autres forteresses, villes, manoirs & autres lieux, iustices & seigneuries, haultes moyennes & basses, ressorts, fiez, rierechez, rachaz, & quins deniers, cens & censives, fores & autres bois, garennes, riuieres, estangs, viuiers, & autres pescheries, fours & moulins; & avecques ce le Duchié de Normandie, ensemble toutes les citez, Bailliages & Vicomtez, chasteaux & autres forteresses, villes, manoirs, & autres lieux ou edifices, tant celles qui à present sont en nôtre main, comme celles qui y seront pour le temps de nôtre decés, iustices haultes basses & moyennes, la cour & connoissance de l'eschiquier, de patronages, de brie de lay, fie & aumosne, & toutes autres iustices, noblesses & seigneuries quixconques elles soient, appartenans au Duc de Normandie à cause des antiens drois du Duchié, ou autrement, fiez, rierechez, treziemes, seruice de Cheualiers à cause de membre de Hauberc, gardes d'Eglises, vacans & de sous-aagies, estangs, riuieres, & autres eauës, hables & ports de mer, drois de verez & de poissons royaux, bois, fores, reliez, dangiers, & quixconques autres rentes & reuenuës, profits & emolumens ordinaires & extraordinaires, soient en grains, vins, deniers, pains, espices, oyssiaux ou quixconques autres choses que ce soient, & generalement & vniuersalement tous drois, iustices, noblesses & seigneuries, quixconques elles soient desdites ville & Vicomté de Paris, Bailliages de Senlis, & de Meleun, & Duchié de Normandie dessus dis, tout en fourme & maniere que nous les tenons à present, & tendrons au temps de nostre trespassement; sauf & exceptez tant seulement nostre Palais royal à Paris, la Cour de nostre Parlement, les Chambres

des Enquestes & des Requestes du Palais, des Comptes, du Tresor, & autres ordonnées generalement pour le faict du Royaume, & aussi le derrenier ressort en toutes les terres cy-dessus declairées, lesquelles choses nous voulons appartenir à nostre dit frere, ou autre qui auroit ledit gouvernement du Royaume. Et ou cas que les rentes & reuenues des terres cy-dessus ordonnées & assignées pour l'estat & gouvernement de nosdits enfans, & de ceux qui en auront la garde, comme dict est; ne souffiroient pour supporter les frais & charges, & faire les despens d'iceux: nous voulons & ordenons, ainsi que par nosdites autres lettres l'aons ordené, que le demourant soit pris, & le defaut supplioié en autres terres & lieux de nostredit Royaume, les plus prochaines & plus profitables pour nosdits enfans, au choix & option des dessusdits qui en auront la garde & gouvernement. Et ne voulons que nostredit frere ait puissance aucune sur icelles, fors tant seulement es cas touchans ledit derrenier ressort. Et tout ce qui demourra de rentes & de reuenues de nostredit Royaume, oultre la despense faicte pour la garde, defenſe & gouvernement d'iceluy, comme dessus est dict, nous voulons & ordenons estre baillié realement & de faict chacun an sans contredit ou empeschement aucun par les Officiers à ce ordenez à nos amez & feaux Bureau Sire de la Riuiere nostre premier Chambellan, & s'il alloit de vie à trespasement, ou auoit empeschement en sa personne pourquoy il n'y peust entendre, à Phelippe de Sauoisy nostre Chambellan, à Mestre Bertran du Clos, & Mestre Pierres du Chastel Mestres de la Chambre de nos Comptes, ou à ceux de eux qui viuroient pour le temps, pour estre gardé par eux, pour nostredit aîné fils heritier & successeur de nostre Royaume, & à luy estre baillé & deliuré, siost qu'il entrera ouidit quatorzieme an de son aage. Et pour l'utilité publique de nostredit Royaume declatons expressement par ces presentes, que nostre entente n'est point que nostredit frere, ou cas qu'il auroit ledit gouvernement, puisse vendre, engagier, donner, cedder, transporter ou alierner par quelconque tiltre d'alienation que ce soit, quelconques

lieux, terres, ou autres biens non meubles, qui soient lors du demaine du Royaume, ou que nous teniſſiens comme nôtres propres ou temps de nostre decés. Et pour faire plus plainement nostre deub quant audit gouvernement du Royaume, lequel ou cas dessusdit nous desirons souverainement estre bon, honorable & profitable à tous nos bons subiects, nous voulons & ordenons que en nostre vivant nostredit frere d'Aniou fasse serment en nostre presence, en la sainte Chapelle dudit Palais sur les saintes reliques & sur les S. Euangiles de Dieu, de gouverner oudit cas le Royaume bien & loyaument à tout son pouvoir, au bien, honneur, & profit de nostre ainsné fils, nostre heritier & successeur, & de tout le bien publicque du Royaume, selon la fourme & teneur contenuë cy-aprés. Et s'il n'auoit faict ledit serment nous estans en bonne vie : nous voulons & ordenons que il le face selon ladite fourme en ladite sainte Chapelle, en la presence de nostredite Compagne la Roine, & de nos freres de Bourgogne & de Bourbon, ou de celuy ou ceux de eux, qui aura ou auroit la garde & gouvernement de noddits enfans, selon nostre Ordonnance faicte sur ce, & contenuë plus à plain en nos autres lettres, dont cy-dessus est faicte mention. Et ou cas que nostredit frere d'Aniou iroit de vie à trespassement, ou ne voudroit, ou ne pourroit entendre audit gouvernement de nostre Royaume, s'il auenoit que nous mourissiens, auant que nostredit ainsné fils fust entrez oudit quatorzième an de son aage; nous voulons & ordenons que la garde, defense, & gouvernement d'iceluy Royaume viegne & apartiegne à nostre tres-chier & amé frere Phelippes Duc de Bourgogne dessusdit, & en celuy cas le mettrons, ordenons & establissions dès maintenant pour lors au dessusdit gouvernement du Royaume ou lieu de nostredit frere le Duc d'Aniou, & li donnons plein pouoir & autorité, de faire toutes les choses appartenans à la garde, defense, & gouvernement dessusdit, tout en la fourme & maniere que dessus est contenu; & aussi voulons que il soit tenu de faire ledit serment de gouverner le Royaume bien & loyaument en la fourme & maniere que le de-

uroit faire nostredit frere d'Aniou, s'il auoit ledit gouuernement; laquelle est tele. Je Loys Duc d'Aniou, & de Touraine iure sur les saincts Euangiles de Dieu, & sur les sainctes reliques cy presentes par mon serement & par ma loyauté, que se Monseigneur le Roy, ce que Dieu ne vucille, mourroit auant que mon tres-cher Seigneur & neveu Monseigneur Charles son ainsné fils ou autre lors son ainsné fils fust entré ou quatorziesme an de son aage, ie garderay, gouuerneray, & defendray le Royaume, & les bons subiects d'iceluy loyaument, iustement & raisonnablement, & au plus honnorablement & profitablement que ie pourray & sçauray, au bien, honneur, & profit de mondit Seigneur & neveu ledit ainsné fils de Monseigneur le Roy, comme son heritier & successeur lors vray & droiturier Roy de France; & aussi garderay & defendray le demaine, les noblesses, droictures & seigneuries d'iceluy Royaume contre tout homme viuant, sans en rien aliener, ne souffrir estre aliené par quelconque maniere, ne pour quelconque cause, couleur, ou occasion que ce soit; & à ladite garde & defense mettray & exposeray ma personne, & tous mes biens, meubles & non meubles, toutesfois que besoin en sera, tout aussi comme ie ferois, ou faire deurois pour mon propre heritage. Et feray & feray faire aux grans & aux petits sans acception de personne, raison & iustice, tendray le Royaume, & tous les subiects d'iceluy en bonne paix, tout le plus que ie pourray, & les garderay de toute ma puissance d'estre piliez, robbez, greuez, ou opprimez, & ne mettray le Royaume en nouvelle guerre que ie le puisse eschiuer durant le temps de mondit gouuernement, par quelconque voie ou maniere que ce soit. Et avec ce la loy & les ordenances faites par mondit Seigneur le Roy sur l'aagement des ainsnez fils de luy & de ses successeurs Rois de France, fut le douaire de ma tres- chere Dame Madame la Reine de France femme de mondit Seigneur, sur la tutele garde & gouuernement de mon tres-cher Seigneur & neveu son ainsné fils, & de mes autres neueus & nieces ses enfans, & sur le partage ou appanage d'iceux, sur la garde & depost des ioyaux, vaisselle,

monnoye, d'or & d'argent, pierrerie, & de tous autres biens meubles que mondit Seigneur le Roy auroit au iour de son trespassement, & aussi des meubles qui vendroient, des rentes & reuenues, proffits & emolumens du Royaume durant le temps que i'en auray le gouuernement, & sur le fait de son testament ou darreniere volonté; lesquels loy, ordonnance & testament i'ay ouy lire de mor à mor, & me tiens pour plainement enformez & bien acertenez des choses contenues en icelles, ie tendray, garderay, accompliray, & feray tenir, garder & accomplir de point en point selon leur forme & teneur, realement & de fait, loyaument & veritablement sans fraude, barat, deception, art, cautele, ou malengin, & ne feray rien, ou vendray, ne souffriray faire, aller ou venir à l'encontre par moy ou par autres teuement ou expressement, directement ou indirectement, publiquement ou occultement, pour quelconque cause, couleur ou occasion, ou par quelconque voye ou maniere que ce soit, & ainsi ie le iure & promets sur les saintes Euangiles & reliques dessusdites, par ma Chrestienté le bautesme que ie pris sur fons, & par ma part de Paradis. Ainsi me veuille Dieu aydier, & les saintes Euangiles & reliques cy presentes. Et est nostre entente, que selon ce que ledit serement sera fait à nostre viuant, ou après nostre decés le langage se change, ainsi comme le cas le requerra. Et que ce soit chose ferme & estable à tousiours, nous auons fait mettre nostre seel à ces presentes. Donné en nostre Chastel de Meleun ou mois d'Octobre l'an de l'Incarnation de nostre Seigneur 1374. & de nostre regne l'onzième. Sur le reply: Par le Roy en son Conseil, I. BLANCHET. Et seellé de cire verte en lacs de soye verte & rouge.

Il y a dans le Tresor des Chartres pareilles lettres & de mesme stile du Roy Charles VI. que celles du Roy son pere Charles V. qui sont cy-dessus, & n'y a changement qu'aux personnes, où il nomme Louis Duc d'Orleans, Comte de Valois, & de Beaumont son frere, pour auoir le gouuerne-

ment du Royaume pendant la minorité de son fils, ayant mis ordre à sa tutele & garde; & ordonne qu'il fera serment en sa presence, ou és presences de ceux qu'il a nommez pour auoir la garde & le nourrissement de ses enfans. Après suite le serment pareil à celuy contenu cy-dessus num. 7. Données à Paris, Ianuier 1392. Et sur le reply, Par le Roy en son Conseil, où Messieurs les Ducs de Berry, de Bourgogne, d'Orleans & de Bourbonnois, vous les Euesques de Bayeux, de Noyon, d'Auxerre & d'Arras, le Vicomte de Melun, Messire Guillaume des Bordes, Messire Philippes de Sauois, Maistre Odart de Moulins, l'Aumosnier, & Maistre Iean Crete estiez. Signé, M A N H A C, & seellé du grand sceau de cire verte.

C H A R -
L E S V.

1374.

Regence de
Reyne &
Princes a-
uec Cōseil.
ce n'est que
pour l'edu-
cation à l'é-
gard de la
Reine.

Autres Lettres du Roy Charles V. données en mesme lieu & de mesme datte que les precedentes, par lesquelles il ordonne que la Reine sa femme, au cas qu'il decede auant que son fils ait 14. ans, ait la tutele & education dudit fils aîné & de ses freres; & pour le gouuernement du Royaume, qu'elle aura avec elle Philippes Duc de Bourgogne, & Louis Duc de Bourbon, iusques à ce que l'aîné ait quatorze ans.

Si la Reine se remarie elle perdra la tutele & le gouuernement.

*Que ladite Regente & Regens appelleront pour conseil les de-
nommez audit Edict.*

*Contient aussi les sermens de la Reine & Regens, & des
Conseillers. Octobre 1374.*

Tiré du Tresor des Chartres num. 8.

C H A R L E S par la grace de Dieu Roy de France. A tous presens & à venir. Combien que la mort soit certaine & inéuitable, le temps d'icelle est si incertain, qu'il ne peut estre
sceu

seu par iugement humain, & pour ce les Rois lesquels pour leurs sens & honeste vie doiuent donner à leurs suiets fourme & exemple de viure, gouverner & administrer sagement toute la chose publique, de tant que Dieux leur a donné plus grande autorité & seigneurie sont plus astreins & obligiez à pourvoir en leur bonne santé aux choses qui touchent le salut de leurs ames, le bon nourrissement, doctrine & enseignement de leurs enfans, que ils doiuent aimer naturellement comme eux-mesmes, & ceux par qui leur memoire peute estre perpetuée, la paix, seureté & tranquillité de leurs bons suiets, le gouvernement & vtilité publique de leurs Royaumes, pour le temps à venir, en telle maniere, que quand il plaira à Dieu à les prendre à sa part, ils soient sans aucune cure ou sollicitude afflictive ou angoisseuse des faits de ce siecle, & n'ayent à entendre qu'à Dieu & leur sauvement. Et pour ce nous estans la mercy nostre Seigneur en bonne santé de corps, de pensée & d'entendement attendans & considerans les choses dessusdites, & aussi que les enfans meneurs d'age doiuent estre nourris & gardez par gens qui parfaictement les aiment, & esquels ne puisse ou doie auoir presumption ou soupeon d'aucun peril ou dommage de leurs personnes, & que selon raison la mere aime d'amour piteuse plus ses enfans, & a le cueur plus doux & plus tendre d'eux nourrir amoureusement & garder soigneusement leurs corps & leurs biens, que quelconque autre personne, tant leur soit prochaine de lignage, & quant à la tutele & garde de leurs personnes doit estre preferée à tous autres. Et avec ce par raison & honnesteté Dames veuues doiuent estre accompagnées & conseillées de plus prochains parens d'elles & de leurs enfans, preudes hommes, sages & vaillans, & qui les aiment de bonne, vraye & loyal amour: eu sur ce bon aduis, meure de liberation & grand conseil avec plusieurs sages, de nostre certaine science, pleine puissance & auctorité Royal, pour le bien & seureté de nos enfans, proufit & vtilité euident de nostre Royaume, voulans oster toute matiere de diuision & de descors, & obuier aux perils, excludres, dommages & inconueniens, que pour defaut de ce pourroient auenir, auons

ordoné & ordenons par ces presentes, que si par le plaisir de Dieu nous allions de vie à trespassement auant que Charles nostre aîné fils fust entrez ou 14. an de son aage, ou s'il mouroit nous viuant, ce que ia n'auieigne, auant que Loys ou autres pour lors nostre fils aînéz fust entrez oudit 14. an, nostre tres-chiere & tres-amée Compagne la Roynne mere de nosdits enfans ait, & à elle appartienne principalement la tutele, & education & nourrissement de Charles nostredit aîné fils, & de nos autres enfans, fils & filles nez & à naistre, & le gouuernement, garde, & defense de nostre Royaume, & avec elle & en sa compagnie nos tres-chers & tres-amez freres Philippes Duc de Bourgongne, & Loys Duc de Bourbon soient tuteurs de nosdits enfans, gouuerneurs & defenseurs de nostre Royaume dès le iour de nostre trespassement iusques à ce que nostredit aîné fils soit entrez oudit 14. an, & desmaintenant pour lors donnons & octroyons à nostre Cōpagne & freres dessusdits auctorité & pouuoir de nourrir, garder & enseigner nosdits enfans, gouuerner & defendre nostre Royaume pour le temps deuant dit tant seulement, creeer toutes manieres d'Officiers, donner pardon & remission de tous crimes & delicts, lettres de iustice ou de grace, de presentations & collations de benefices à nous appartenans, vacans en Regale ou autrement, receuoir serment de feauté des Prelats, Pers, & autres vassaux de nostredit aîné fils pour lors Roy de France, en son nom, & pour luy, faire leuer & perceuoir les rentes, reuenus, profits & emolumens ordinaires & extraordinaires de nostredit Royaume, & d'icelles faire faire & administrer les despenses necessaires & profitables, & supporter les charges pour l'estat de nosdits enfans, la garde, deffense & gouuernement d'iceluy Royaume, & generaument de faire & exercer par eux, ou par autres toutes les choses necessaires, profitables, expedientes & conuenables, de raison ou de coustume à la tutele, bien, seurté & nourrissement de nos enfans, garde, deffense & gouuernement de nostre Royaume dessusdit, combien que elles requierent mandement especial, & soient plus grands que les choses exprimées cy-deuant, & declarées par

exprés. Toutesuies nous voulons & ordenons que tout ce qui demourra des rentes & reuenues de nostredit Royaume, outre les despenses & charges dessusdites, soit baillé & deliuré royaument & de fait chacun an sans contredit & empeschement aucun, à nos amez & feaux Bureau Sire de la Riuiere nostre premiet Chambellan, & s'il mouroit, ou estoit empeschiez, à Philippe de Sauoisy nostre Chambellan, Maistres Bertrand du Clos, & Pierre du Chastel Maistres de nostre Chambre des Compres, ou à ceulx d'eulx qui viuront lors, gardé & conserué par eux pour nostredit ainsné fils heritier & successeur de nostredit Royaume, comme sien propre, & à son proffit, & à luy rendu & restitué, si tost qu'il entrera oudit quatorzième an de son aage. Et en outre pour le bien & vtilité de nostre Royaume declaron par ces presentes, que nostre entente n'est point que nostre Compagne, & freres dessusdits, ou celuy, ou ceux à qui ladite tutele & gouuernement vendroient, puisse vendre, engagier, donner, ceder, transporter, ou alier par quelque tître ou couleur que ce soit aucunes terres, lieux, ou autres biens non meubles, qui soient du demaine de nostre Royaume, ou que nous tenissions ou possedissions lors comme nostre propre. Et ou cas que nostredite Compagne mourroit auant que nous, ou durant le temps de ladite tutele ou gouuernement, ou se marieroit, ou auoit empeschement de maladie, ou autre rel, qu'elle ne peust, ou deust vacquer ou entendre à la tutele & gouuernement dessusdits; nous voulons & ordenons que nostredit frere de Bourgogne les ayt, ainsi comme auoit nostredite Compagne, comme premier & principal tuteur. Et se nostredit frere de Bourgogne mouroit semblablement, ou estoit empeschiez, que nostredite Compagne les ayt comme premiere & principale, & nostredit frere de Bourbon en sa compagnie, comme dit est. Et se nostredit frere de Bourbon par semblable voie mouroit ou estoit empeschiez, que iceux demeurent tousiours à nostredite Compagne comme principale, & à nostredit frere de Bourgogne en sa compagnie. Et par ainsi est nostre entente, que si vn des trois mouroit, ou estoit empeschiez, que les deuant-dits tutele-

& gouvernement demeurent aux deux, selon l'ordre dessus declairée. Et se les deux mourroient, ou estoient empeschiez, qu'il demeurent à celuy tout seul qui suruiuera; pourueu toutesuoyes que és cas des empéchemens dessusdits en la personne d'aucun des trois dessus nommez, cessans iceux empeschemens chacun d'eux rerourne en son lieu selon ledit ordre. Et afin que tous nos bons suieſts soient plus loyaux à nosdits enfans, les aiment plus parfairement, & aient en plus grand honneur & reuerence, & se reputent estre plus obligiez à les seruir, honorer & obeir: nous voulons & ordenons que tous les Prelats de nostre Royaume; qui ne nous auroient fait serment de feauté, nos autres freres tous les Rois, Ducs, Comtes, Princes, Barons, Seigneurs & autres nos vassaux soient tenus de faire, & facent ledit serment de feauté à nostredit ainsné fils pour lors Roy de France, en la presence de ceux, qui auront la tutele, garde & gouvernement dessusdit, selon la fourme cy-dessous escriite; & semblablement les successeurs des Prelats, hoirs ou successeurs de nosdits vassaux, qui mourroient, ou seroient translatez, mus, ou changiez durant le temps des deuant dits tutele, garde & gouvernement, selon ladite fourme. Et si tost comme nostredit ainsné fils entrera oudit quatorziesme an; tous nos freres & vassaux seront tenus de luy faire hommage, sans contredire ou dilarion aucune, selon ce que plus à plein est contenu en la loy & constitution par nous faite sur l'estat des ainsnez fils de nous, & de nos successeurs Rois de France. Et avec ce consideré, que de tant comme les grands faictz, & les grans besoingnes sont faictes par conseil de plusieurs sages hommes, de tant sont elles plus seures & plus certaines, & que nous & nos predecesseurs nous sommes tousiours gouvernez, & gouvernons en tous nos faictz par grand & bon conseil: Nous voulons & ordenons que les Arceuesques de Reims & de Sens: les Euesques de Laon & de Paris, Nicolas Euesque d'Auxerre, & Iean Euesque d'Amiens, à present Abbé de saint Denis en France, Guillaume à present Abbé de saint Maixant, le Comte de Tancarville à present Chambellan de France, ou ce-

lu qui lors en fera Chambellan, Bertran du Glesquin Comte de Longueuille & Connestable de France, Iean Comte de Harrecourt, Iean Comte de Sarrebruche Bouteiller de France, Simon Comte de Brenne, Enguerrant Sire de Coucy, Oliuier Sire de Clicon, Loys de Sancerre, & Mouston de Blainuille Marechaux: Iean de Vienne Amirault, Huë de Chastillon Maistre des Arbalestriers, Raoul de Reneual Panetier de France, Guillaume de Craon, Philippes de Maisieres, Pierre de Villiers souuerain Maistre de nostre Hostel, & Garde de nostre Oriflambe, Pierre Domont, & Philippe de Sauois nos Chambellans, Renaut de Corbie, & Estienne de la Grange Presidens en nostre Parlement, Philbert de l'Espinace, Thomas de Voudenay, Iean de Rye Cheualiers, Richart Doyen de Bezançon, Maistre Nicole du Bois, Maistre Eurart de Tramgon nos Conseillers, Nicolas Braque, Iean Bertier Cheualiers, Maistre Bertran du Clos, Maistre Philippes Ogier, Maistre Pierre du Chastel, Maistre Iean Pastourel, Maistres de nostre Chambre des Comptes, Iean le Mercier General Conseiller sur le faict de nos Aydes, Maistre Iean Day nostre Aduocat en Parlement, & six des plus notables & plus suffisans Bourgeois de nostre bonne ville de Paris, tels comme nostre Compagne & freres deuantdits, ou celuy ou ceux qui auront la tutele, garde & gouvernement dessusdits voudront eslire; & au moins douze des dessusnommez tels comme il leur plaira soient & demeurent en la compaignie & seruice de noz dits Compaignie & freres, pour estre continuellement es consaulx des faicts & besongnes touchâs lesdits tutele, garde & gouvernement; & que Bureau Sire de la Riuiere nostre premier Chambellan, lequel sçait pleinement nostre volenté & entention sur l'estat de nosdits enfans, soit premier Chambellan de nostre ainzné fils, & demeure tousiours avec luy en tel estat comme il est avec nous, & sans luy appeller, son conseil & deliberation auoir, nostre Compagne & freres dessusdits, ou celuy ou ceux qui auront icelles tutele, garde & gouvernement, ne fassent aucune chose sur l'estat ou grosses besongnes de nosdits enfans, & de nostre Royaume. Et combien que

nous foions certains que nostredite Compaigne aime nosdits enfans & liens si parfaictement cōme mere peut & doit aimer ses enfans, & que nosdits freres les aiment aussi tres-chierement: Neantmoins pour estre plus assurez en nostre propos & entencion sur le bon gouuernement de iceux, & de nostre Royaume, voulons & ordenons que nostre Compaigne & frere de Bourgogne & de Bourbon deuant nommez fassent serment en nostre presence de tenir & garder nostre presente ordenance selon la forme contenuë cy-dessous: & se par aduantage ils ne l'auoient fait en nostre viuant qu'ils le fassent tantost après nostre decès selon ladite forme. C'est à sçauoir nostredite Compaigne en la presence de nosdits freres, & nos freres en sa presence, & en celle de nos Conseillers & Chambellans dessusdits, ou de ceux qui seront presens: & nosdits Conseillers & Chambellans semblablement fassent serment de tenir & garder à leur pouoir les choses cy-dessus ordenées, & se fait ne l'auoient à nostre vie que ils le fassent tantost après nostre decès en la presence de nosdits Compaigne & freres de Bourgogne & de Bourbon, selon la forme cy-dessous contenuë. Cy s'ensuit la forme du serment que fera nostredite Compaigne la Roine. Je Ieanne de Bourbon Roine de France, promet en bonne foy & iure sur les saintes Euangiles de Dieu & les reliques cy presentes, que s'il auenoit, ce que Dieu ne veuille, que mon tres-cher & redouté Seigneur Monsieur le Roy allast de vie à trespassement, auant que Charles, ou autre pour lors nostre aininé fils fust entré ou quatorzième an de son aage, & par ainsi la tutele, garde & nourrissement de nos enfans, & la garde & gouuernement de son Royaume appartenissent à moy & à mes tres-chers & tres-amez freres les Ducs de Bourgogne & de Bourbon, selon l'ordenance de mondit Seigneur, ie nourriray, garderay & enseigneray avec mesdits freres nostredit aininé fils, & tous nos autres enfans nez & à naistre, & gouuerneray le Royaume curieusement & diligemment au mieux & plus profitablement que ie pourray & sçauray, à la santé, enseignement & bonne doctrine d'eux, & au bien, honneur & profit du Royaume, & ne feray ne souffriray ou con-

sentiray le contraire , & la tutele, garde & gouvernement dessusdits à moy & à mesdits freres commis comme dit est exerceray & administreray loyaument & diligemment selon l'ordenance de mondit Seigneur le Roy cy-dessus contenuë, laquelle j'ay ouï lire entierement & me tien pour bien acertenée des choses dedans contenuës; & en ce vseray du conseil des Prelats, Comtes, Barons, Cheualiers, Clercs & Bourgeois nommez & declarez en l'ordenance dessusdite en la forme & maniere que mondit Seigneur le Roy l'a ordené, & cy-dessus est escrit & contenu plus à plein, sans faire ou venir alencontre par quelconque maniere que ce soit: laquelle ordenance ie garderay en tous ses poins sans la enfreindre ou souffrir estre enfreinte en quelconque maniere; ainsi maist Dieux & les sainctes Euangiles & reliques cy presentes. Cy s'en suit la forme du serment que ferōt nosdits freres de Bourgogne, de Bourbon, & chacun d'eux. Le Philippe Duc de Bourgogne, ou Louïs Duc d'e Bourbon, promet par la foy de mon corps, & iure sur les S. Euangiles de Dieu & sur les S. reliques cy presentes, que s'il auenoit, ce que Dieu par sa grace ne veuille, que mon tres-chier & redouté Seigneur Monsieur le Roy allast de vie à trespassement, auant que mon tres-chier Seigneur & neveu Monsieur Charles, ou autres pour lors son ainué fils fust entré au quatorzième an de son aage, & selon l'ordenance faite par mondit Seigneur le Roy, la tutele, garde, & nourrissement de sondit ainué fils, & de ses autres enfans nez & à naistre, & aussi la garde & gouvernement de son Royaume appartenissent à ma tres-chiere & redoutée Dame Madame la Reine, à moy, & à mon tres-chier & tres-ami cousin le Duc de Bourbon: Je vaqueray & entendrai loyaument & diligemment au bon nourrissement, doctrine & enseignement desdits enfans, à la sanré, bien & seurté de leurs personnes, & au bon gouvernement dudit Royaume, & ne souffriray ou consentiray quelconque chose estre faicte au contraire, & l'ordenance faicte par mondit Seigneur le Roy sur la tutele, garde, & gouvernement, & la loy, & les autres ordenances dessusdites, lesquelles j'ay ouï lire mot à mot, & me tieng pour

bien acertené des choses contenuës en icelles, tenderay, garderay, & accompliray selon leur fourme & teneur. Pour lesquelles ordenances touchans la garde & nourrissement de sesdits enfans, le gouuernement de fondit Royaume, l'aage, sacre, couronnement, & autres seigneuries & noblesses royaux de fondit ainsné fils heritier & successeur en fondit Royaume, ie exposeray se besoing en estoit, ce que Dieu ne veuille, mon corps, mes subgiez, mes amis, ma cheuance & ma puissance, comme ie ferois pour mes enfans, & pour ma personne, ainsi maist Dieux & les saintes Euangiles & reliques cy presentes. La forme du serment que feront les Prelats, & nos autres freres & vassaux. Le tel &c. iure sur les saintes Euangiles de Dieu, & promets par foy de mon corps, que tant comme ie viuray ie feray feal, loyal, & vray obeissant à mon tres-redouté & fouuerain Seigneur Monsieur Charles Roy de France, sa personne, son honneur, son Estat, le demaine, noblesses, seigneuries, & autres drois de son Royaume, garderay, & defenderay, & aideray à garder & defendre à tout mon pouoir, contre tout homme qui peut viure, ne mourir, bon conseil & loyal li donneray se il li plaist à le moy demander, & tous ses confaux à moy dis ou reuelez tendray segrez, son bien & son proffit pourchasseray, son dommage eschieueray & destourberay, & se destourber ne le puis ie li feray assauior, & ne seray sachant ne consentant de sa mort, de sa prison, de son dommage en corps ne en biens, ne de son Royaume, & ne m'allieray par mariage ne autrement avec ses ennemis rebelles & desobeissans, ne seruiray, aideray, ou conseilleray quelconque personne contre luy, ne contre son Royaume, ainsi maist Dieux & les saintes Euangiles & reliques cy presentes. Et avec ceste forme de serment iurera nostredit Chambellan Bureau Seigneur de la Riuiere ce qui s'ensuit. Les ioiaux, vaissele, monnoye, or, argent, pierrerie, & autres biens meubles quelconques à moy baillez en garde & en depos, garderay loyaument, sans en riens oster ne souffrir estre osté à mon pouoir, & sans en bailler aucune chose à quelconque personne que ce soit par fa-
ueur,

ueur, proffit, menassés, paour, ou pour quelconque autre cause, mais les rendray & restitueray à mon tres-redouté Seigneur cy-dessus nommé, si tost comme il entrera ou 14. an de son aage sans contredict ou dilation aucune : & en tous les faicts & besoignes touchant la garde, bien, seureté & nourrissement de mes tres-redoutez Seigneurs & Dames les enfans du Roy nostre Sire, nez & à naistre, & la deffense & bon gouvernement de son Royaume, ie donray bon conseil & loyal, & vaqueray & entendray en icelles le plus loyaument & diligemment que ie pourray. Ainsi maist Dieux & les saintes Euangiles & reliques cy presentes. La forme du serment des Conseillers cy-dessus nommez. Je tel &c. iure sur les saintes Euangiles de Dieu & sur les saintes reliques cy-presentes, que s'il aduenoit, que Dieu ne veuille, que mon tres-redouté Seigneur le Roy mourust auant que son ainsné fils fust entrez ou quatorzième an de son aage, sondit ainsné fils, Madame la Reine sa mere, & Messieurs Messire Philippes Duc de Bourgogne, & Messire Louis Duc de Bourbon, & mes autres Seigneurs & Dames les enfans du Roy mondit Seigneur, ie seruiray & conseilleray loyaument, le bien, honneur, & proffit de leurs personnes & du Royaume garderay & pourchacerray, & leur dommage eschieueray & destourberay, & se faire ne le puis leur feray sauoir, tous leurs cōsaux tendray secretz, dons corumpables ne prendray, & en tous les fais & besongnes touchans la tutele & nourrissement de eux, & le bon gouvernement du Royaume, ie feray tout le mieux que ie pourray : les ordonnances faictes par le Roy nostredit Seigneur sur iceux entant comme il me touchera garderay & accompliray, sans enfreindre par moy ne par autre en aucune maniere. Ainsi maist Dieux & les saintes Euangiles & reliques cy presentes. Et est nostre entente, que selon que les sermens dessusditz seront faicts à nostre viuant, ou après nostre decés le langage se change, ainsi comme le cas le requerra. Et que ce soit ferme chose, & estable à tous iours, nous auons faict mettre nostre scel à ces presentes. Donnée en nostre Chastel de Melcun ou mois d'Octobre l'an de

l'Incarnation nostre Seigneur mil trois-cens soixante & quatorze : & de nostre regne l'onzième. Sur le reply : Par le Roy en son Conseil, P. BLANCHET, & scellé de cire verte en lacs de soye.

CHARLES VI.

Minorité
du Roy.

1380.

Le Duc
d'Anjou
entreprit la
Regence &
l'exerça 16.
jours : les
dépêches &
lettres furent
faites en son
nom, mes-
me les Ar-
rests de la
Justice sou-
veraine.
Du Tillet
à la minute.

Grande assemblée au Parlement après la mort du Roy Charles V. où Louis Duc d'Anjou &c. Regent consent que le Roy mineur soit sacré, & qu'il ait le gouvernement du Royaume.

EXTRAICT DES REGISTRES DE PARLEMENT.

Du Mardy second iour d'Octobre 1380.

AV Conseil ce iour furent assemblez en Parlement Messire Louis Regent le Royaume Duc d'Anjou & de Touraine, Conte du Maine, Messieurs les Ducs de Berry & de Bourgogne, frites germains dudit Monsieur le Regent, le Duc de Bourbon, tous oncles du Roy qui est à present, Madamela Royne Blanche, Madame la Duchesse d'Orleans, le Conte d'Eu, Messire Charles d'Artois frite, le Conte de Tancarville, le Conte de Hancourt, le Conte de Brenne, Messire Charles de Navarre aîné fils du Roy de Navarre, les Archeuesques de Rouën, de Reims & de Sens, les Euesques de Laon, de Beauvais, d'Agen, de Paris, de Langres, de Bayeux, d'Eureux, de Meaux & de Chartres, & plusieurs autres Prelats, Barons : & en la presence desdits Seigneurs Prelats & Barons fut dit & exposé par la bouche de Messire Jean Desmarests, que combien que le Roy Monsieur qui est à present fust mineur d'ans par la coustume de France, & ne fust que de l'age de douzeans : neantmoins pour le bien de la chose publique, & pour le bon gouvernement du Royaume, & pour mettre bonne paix & vnion entre le Roy nostre Sire & ses oncles dessus nommez, ledit Monsieur le Regent a voulu & consenty, que le Roy nostre Sire, qui est à present, soit sacré & couronné à Reims en la maniere accoustumée; & ce fait, qu'il ait le gouvernement & administration du Royaume : que ledit Royaume soit gouverné en son nom

par le conseil & aduis de fcsdits oncles Messieurs, entant que chacun touche : & pour ce & à cette fin ledit Monsieur le Regent l'a aagé & pour tel réputé.

*Accord fait entre les Ducs d'Aniou, de Berry, de Bourgon-
gne & de Bourbon, après la mort du Roy Charles V. pour
le gouvernement du Royaume, l'establissement du Conseil
du Roy, & la garde de sa personne. dernier iour de No-
uembre 1380.*

CHAR-
LES VI.
Nouembre.
1380.
Regence de
Princes.

C'EST ce qui a esté parlé s'il plaist à Nosseigneurs :
Premierement que au Conseil du Roy seront tousiours
Nosseigneurs les Ducs d'Aniou, de Berry, de Bourgogne &
de Bourbon, ou les trois, ou les deux d'eux, s'il leur plaist,
dont Monseigneur d'Aniou sera tousiours l'un quand il y
voudra & pourra estre : & que ledit Monseigneur d'Aniou
aura la presidence & prerogatiue selon son gré de ainneesce,
& nos trois autres Seigneurs chacun selon son gré. Et quand
ledit Monseigneur d'Aniou ne y pourra ou voudra estre, ne
se deliureront aucunes grosses & pesantes besoignes sans luy
faire sçauoir, & auoir son consentement.

Item que nosdits Seigneurs comme dessus éliront & nom-
meront ceux que bon leur semblera iusques à douze person-
nes, pour estre continuellement, & resider au Conseil du
Roy, lequel Conseil se tendra tousiours à Paris, se par l'aduis
de nosdits Seigneurs comme dessus, & dudit Conseil ne
conuenoit necessairement ledit Conseil faire ailleurs sa re-
sidence.

Item que ce qui sera deliberé par nosdits Seigneurs com-
me dessus avec ledit Conseil, ou la plus grande partie, se ten-
dra, & ne sera fait autre Conseil à part; mais sera tenu ce qui
sera fait par la plus grande & saine partie dudit Conseil
comme dessus.

Item tous Offices, Capitaines, Gardes de Chasteaux, Senef-
chaux, Baillis, Receueurs, & tous autres Officiers principals
seront mis par nosdits Seigneurs comme dessus, par l'aduis

dudict Conseil, ou de la plus grande partie.

Item la distribution des finances du Royaume sera faicte par nosdits Seigneurs comme dessus avec ledit Conseil.

Item que nos Seigneurs ne le Conseil du Roy n'aurent aucune puissance de bailler ou alienier le domaine du Roy à heritage ne aussi à vie, sans le consentement, quant à la vie, de nosdits quatre Seigneurs ensemble, & dudit Conseil.

Item sera faite secretement par nosdits quatre Seigneurs, inuentaire de la finance & des ioyaux du Roy, & seront gardez au profit du Roy iusques il soit aagiez.

Item la garde de la personne du Roy & de Monseigneur de Valois demeurera à Monseigneur de Bourgoigne, & à Monseigneur de Bourbon, & pour ce mettront enuiron eux tels officiers comme bon leur semblera, par le gré de Nosseigneurs d'Aniou & de Berry.

Nous Loys Duc d'Aniou & de Touraine, & Comte du Maine: Nous Iehan Duc de Berry & d'Auuergne, & Comte de Poictou: Nous Philippes Duc de Bourgogne fils de Roy de France: & nous Loys Duc de Bourbon auons veu, tenu & leu cette cedula, & les articles contenus en icelle, ainsi comme dessus sont escripts, auons agreables & les voulons tenir sans enfreindre. En tesmoin de ce chacun de nous se y est sousscrit de sa main, & y a mis son seel. Donnée à Paris le dernier iour de Nouembre l'an de grace mil trois cens quatre-vingts. Signé, Loys, Iehan. Les deux autres sont effacez, & seulement dans l'un paroissent quelques vestiges du nom de Bourbon. Et à cet acte sont attachez les seaux en cire rouge desdits quatre Princes, qui paroissent entiers.

Dans la mesme piece est attachée vne autre d'une queue de parchemin passée & seellée du seau de Loys Duc d'Aniou, & de luy signée, dont la teneur est telle.

Nous Loys fils de Roy de France Duc d'Aniou & de Touraine, & Comte du Maine, entendons le premier article contenu en la cedula, parmi laquelle cette presente est annexee, que se ceux du lignage de Monseigneur le Roy qui seront presens au Conseil, & le Conseil estoient d'accord és besognes touchant le mariage de Monseigneur, traitiés de

paix ou alliances profitables pour luy & le Royaume, ou autres grosses & pesans besognes, & nous le voudrions contredire sans cause raisonnable, à l'aduis de ceux dudit lignage & Conseil comme dessus lesdites besognes pour nostre contradiction ne seroient empeschées. En tesmoin de ce, nous auons fait mettre à cette dicte cedulle nostre seal. Donné à Paris le dernier iour de Nouembre l'an de grace 1380. & signé de nostre main. Signé, L O Y S, & scellé.

L'original de ce titre a esté baillé par Monsieur Vyon sieur d'Herroual, Conseiller du Roy, & Auditeur en la Chambre des Comptes.

Lettres patentes de Charles VI. & de mesme stile que celles que fit son pere Charles V. inserées cy-dessus : par lesquelles il ordonne que la Reine son épouse, au cas que son fils aîné n'ait quatorze ans lors de sa mort, aura la tutelle, & garde dudit aîné, & de ses freres ; & pour le gouvernement du Royaume ladite Dame aura avec elle Jean Duc de Berry, Philippes Duc de Bourgogne, Louis Duc de Bourbon, Louis Duc de Bauviere frere de ladite Dame. Et pour le Conseil, qu'ils éliront douze personnes.

CHARLES VI.
Januier
1392.

Regence de
Reine, Prin-
ces, & Con-
seil pour
l'educatiõ.

Tiré du Tresor des Chartes num. 10.

CHARLES par la grace de Dieu Roy de France. Sauoir faisons à tous presens & auenir, que comme nôtre tres-chier Seigneur & pere, dont Dieux ait l'ame, lequel estoit aournez de tres grands & commendables sens & prudence, & garnis de tres-bon & moult notable conseil, par grand aduis & meure deliberation eue avec plusieurs sages, ait ia pieça par ses lettres en lacs de soye & cire verte, & pour les causes & considerations contenues en icelles, faict certaine Ordenance de & sur la tutelle, garde, gouvernement de nous lors Daulphin de Viennois, & de tous ses autres enfans fils & filles pour lors nez & à naistre. Nous

voulans nous conformer à ses bonnes, honorables & proufitables œuures, & icelles, & ses loüables traces ensuir de nostre pouoir: Considerans, ainsi que à plain est contenu esdites lettres, que iasoit ce que la mort soit à vn chacun certaine & in-euitable; touteuoies le iour & heure d'icelle sont incertains; & pourtant les Rois qui par leurs sens, honneste vie, & bon gouuernement doiuent donner à leurs subgiez fourme & exemple de viure, sont astrings, & doiuent estre meus de pourueoir selon leurs possibilitez à toutes choses, qui peuent toucher le bien, la paix, la seureté & tranquillité de leurs Royaumes pour le temps auenir, & que leurs enfans mends d'aage, lesquels ils doiuent aimer naturellement comme eulx mesmes, & ceulx par qui leur memoire doit estre perpetuée, soient nourris & ensagniez, gardez & defendus diligemment & curieusement au bien & proufit de leurs Royaumes, & par gens qui tres-parfaitement les aiment, & soient tels que on n'y puisse ou doye auoir presumption, ou souspeçon d'aucun peril ou dommage, pour & és personnes, ou biens de leursdits enfans. Aians consideration à ces choses, lesquelles desirons de tout nostre cuer mettre à execution deuë; & que selon raison escripte & naturelle la mere a greigneur & plus tendre amour à ses enfans, & a le cuer plus douls & plus soigneux de les garder & nourrir amoureusement, que quelconque autre personne, tant leur soit prochaine de linage, & quant à ce doit estre preferée à tous autres, & aussi que de raison & honneste Dames doiuent estre accompagniées, & conseilliées des plus prochains parens d'elles, & de leurs enfans, qui soient saiges & puissans, & les aiment de bonne, vraye & loyal amour. Voulans oster toute occasion & matiere de doubte, diuision ou dissension, & obuier aux perilx, esclandres, dommages & inconueniens, qui en deffault de ce pourroient suruenir. Pour le bien, proufit, & seureté euidens de nos enfans & Royaume: euz sur ce tres-bon & grant aduis, deliberation & conseil avec plusieurs de nostre sang & linage, & autres notables & saiges personnes: auons, estans la mercy nostre Seigneur en tres-bonne santé & disposition

du corps, ordonné, & ordenons par ces presentes de nostre certaine science, autorité Royal & plaine puissance, que se par le plaisir de Dieu il auenoit, que nous alleussions de vie à trespassement, parauant que Charles nostre ainsné fils & Dauphin de Viennois fust entrez ou quatorziesme an de son aage, & aussi s'il mouroit nous viuans, que ia n'auieigne, auant que aultre pour lors nostre ainsné fils, se aucun en auens, fust entrez oudit quatorziesme an; nostre tres-chiere & tres-amee Compaigne la Roine mere. de nosdits enfans, ait & à elle appartiegne principalement la tutelle, garde & gouvernement de nostredit ainsné fils, & de tous nos autres enfans fils & filles, nez & à naistre; & que avecques elle, & en sa compaignie nos tres-chiers & tres amez oncles Iehan Duc de Berry, Philippes Duc de Bourgoigne, Loys Duc de Bourbon, & nostre tres-chier & bien amé frere & cousin Loys Duc de Bauiere frere de nostredicte Compaigne, soient tuteurs & gouuerneurs de nosdits enfans, & desmainrenant pour lors donnons & octroyons à nostre Compaigne, & à nos oncles, frere & cousin dessusdicts, auctorité & plain pouoir de faire tout ce qui à tuteurs appartient de raison & coustume, quant à la garde & gouvernement des personnes de nosdits enfans, & des terres cy-aprés declairiées, & pour leur estat tenir par nous ordonnées, comme cy-dessous est exprimé. Et ou cas que nostredite Compaigne mourroit auant nous, ou durant le temps de ladire tutelle, ou se marieroit, ou auroit empeschement de maladie, ou autre tel, que elle ne peust ou deust vaquier, & entendre au gouuernement de nosdits enfans: nous voulons & ordenons que nosdits oncles de Berry & de Bourgoigne ayent lesdites garde, gouuernement & tutelle, ainsi que auoit nostredite Compaigne, comme premiers & principaux tuteurs, & nosdits oncle de Bourbon, & frere de Bauiere en leur compaignie: & se l'un de nosdits oncles de Berry & de Bourgoigne trespasseiroit, ou par aucune maniere venoit, ou luy appartenoit le gouuernement du Royaume, ou auoit empeschement de maladie, ou autre raisonnable en sa personne; que le suruiuant d'eulx deux ait les-

dictes tutele, garde & gouvernement, comme premier & principal tuteur, & nostdicts oncle de Bourbon, & frere de Bauiere en sa compaignie: & se yceux nos deux oncles de Berry & de Bourgoigne mouroient, ou estoient empeschiez, comme dict est; que le gouvernement demeure à nostredite Compaignie, & à nostdicts oncle de Bourbon, & frere de Bauiere en sa compaignie: & aussi se yceux nos oncle de Bourbon, & frere de Bauiere alloient de vie à trespas, ou estoient empeschiez en la fourme & maniere dessus declairiées; il nous plect & voulons, que le gouvernement demeure tousiours à nostredite Compaignie comme principal, & en sa compaignie à nostdicts oncles de Berry & de Bourgoigne, se ils viuoient, ou à celuy d'eulx qui lors viuroit; & par ainsi est nostre entente, que se vn des cinq mouroit, ou estoit empesché, que le gouvernement demeure aux quatre par la fourme & maniere, & selon l'ordre dessus exprimez: & semblablement se l'vn des quatre mouroit, ou estoit empesché, qu'il demeure aux trois: & se l'vn des trois trespassoit, ou estoit empesché, aux deux: & se l'vn des deux alloit de vie à trespasement, à celuy tout seul qui suruiuroit, par la fourme & maniere, & selon l'ordre deuant declairiez: pourueu touteuoiés que ou cas que aucun d'eulx auroit empeschement, que cessant iceluy il retornast audit gouvernement, ou lieu, & selon l'ordre à luy donné par nostre presente Ordonnance. Et 'pource que pour nourrir nostdicts enfans, & pour l'estat & gouvernement d'iceulx, de nostredite Compaignie, & yceulx nos oncles, & frere de Bauiere dessusdicts conuiendroit necessairement supporter, & auoir grans charges, & faire grans frais & despens: nous voulons & ordonnons que nostredite Compaignie, & yceulx nos oncles & frere, ou celuy ou ceulx qui auroit ou auroient la tutelle, garde & gouvernement de nos enfans dessusdicts, ait & tieigne, ou aient & tieignent en leur main, & preigne ou preignent, ou facent prendre reaument & de fait, dès le iour de nostre trespasement, iusques à tant que nostre ainsné fils, qui à present est ou pour le temps sera, soit entrez ou quatorzième an de son aage, comme dict est, la ville &

Vicom-

Vicomté de Paris, la cité & le Bailliage de Senlis, le châtel, ville & Bailliage de Meleun, avecques tous les châteaux & autres forteresses, villes, manoirs, & aultres lieux, Iustices & Seigneuries haulte, moyenne & basse, ressors, fiefs, arrieriefiefs, rachas & quins deniers, cens, censives, forez & autres bois, garennes, riuieres, estangs, viuiers & autres pescheries, fours & moulins; & avecques ce la Duchié de Normandie, ensemble toutes les citez, Bailliages, Vicomtez, chasteaux, & autres forteresses, villes, manoirs, & autres lieux ou edifices, tant celles & ceux qui à present sont en nostre main, comme celles & ceulx qui y seront ou temps de nostre decés, Iustices haultes, moyennes & basses, la cour & congnoissance de l'Eschiquier, de patronages, de briefs, delay, fie & aulmosne, & toutes autres Iustices, noblesses & seigneuries quelconques elles soient, appartenans au Duc de Normandie, à cause des anciens drois du Duchié, ou autrement fiez, arrieriefiez, tresiefmes, seruices de Cheualiers, à cause de membre de Haubert, gardes d'Eglises vacans & de soubzaagiez, estangs, riuieres & autres eauës, fables & ports de mer, drois de vueret & de poissons royaux, bois, forests, reliez, dangiers, & quelconques autres rentes & reuenuës, proufis & emolumens ordinaires & extraordinaires, soient en grains, vins, deniers, pains, espices, oyfiaux, ou quelconques autres choses, & generaument & vniuersaument tous drois, iustices, noblesses & seigneuries quelconques elles soient, desdites ville & Viconté de Paris, Bailliages de Senlis & de Meleun, & du Duchié de Normandie desusdits, tout en la fourme & maniere que nous les tenons à present, & tendrons au temps de nostre trespassement: saufs & exceptez tant seulement nostre Palais Royal à Paris, la Cour de nostre Parlement, les Chambres des Enquestes & des Requestes du Palais, des Comptes, du Tresor & autres ordennées generaument pour le fait du Royaume, & aussi le derrenier ressort en toutes les terres cy-dessus declairiées, qui ne sont assises oudit Duchié de Normandie: lesquelles choses nous voulons appartenir à celuy qui aura lors le gouuernement du Royaume, selon ce que nous l'auons or-

denné par nos autres lettres. Et ou cas que les rentes & reu-
uenues desdites terres ordennées & assignées pour l'estat
& gouuernement de nostredite Compaigne, & de nos en-
fans oncles, & frere de Bauiere dessusdits, ne souffriroient
pour supporter les frais & charges, & faire les despens d'i-
ceux: Nous voulons & ordenons que le demourant soit pris
& le deffault supployé en autres terres & lieux de nostredit
Royaume, plus procheines & plus proufitables pour nosdits
enfants, au choïs & option de nostredite Compaigne, & de
nosdits oncles, & frere, ou de celuy ou ceulx qui auroit ou au-
roient ledit gouuernement. Et afin que tous nos bons sub-
giez ayent plus grant amour à nosdits enfans, leur soient plus
loyaulx, & les aient en greigneur honneur & reuerence, vou-
lons & ordenons que tous les Prelats de nostre Royaume, qui
seront tenus ou temps de nostre decés à nous faire serement
de feauté, & aussi nos oncles, & frere le Duc d'Orliens, qui
n'auroient mie ledit gouuernement, & tous nos autres vassaux
fassent & soient tenus de faire à Charles nostredit ainfné fils,
ou aultre, qui pour le temps seroit nostre ainfné fils, en la pre-
sence de nostre dite Compaigne, & de celui ou ceulx qui
auront le gouuernement de nosdits enfans, ledit serement
de feauté selon la fourme cy-dessoubs escripte, & sembla-
blement les successeurs desdits Prelas, & les hoirs ou suc-
cesseurs de nosdits vassaux qui mourroïent ou seroient trans-
latez, muez ou changez durant le temps de la tutelle, garde
& gouuernement deuant dits, seront tenus de faire à nostre-
dict ainfné fils serement de feauté selon la fourme & ma-
niere cy-dessoubs declairiées. Et si tost comme nostredit
ainfné fils entrera ou quatorziesme an de son aage, nous vou-
lons & ordenons que tous nos oncles, frere, & vassaux soient
tenus de luy faire hommage sans contredit ou dilation aucu-
ne, selon que plus à plain est contenu en la loy & constitu-
tion faites par nostredit Seigneur & pere, & par nous approu-
uées touchant l'estat & aagement des ainfnés fils de luy, de
nous, & de nos successeurs Rois de France. Et considere que
de tant comme les grans fais & les grosses besoignes sont fai-
tes par conseil de plusieurs saiges hommes, de tant sont elles

plus feures & certaines, & auffi que nous & nos predeceffeurs nous sommes tousiours gouuernez & gouuernons en tous nos fais par conseil de grant nombre de faiges hommes, clerks & lays, voulons & ordenons que ou cas deuant dict, douze c'est à ſcauoir trois Prelats, ſix Nobles, & trois Clerks des plus ſouffifans & notables de noſtre Royaume, ſoient eſleus & pris par noſtre Compaigne, & nos oncles, & frere de Bauiere deſſusdits, & par l'ordenance & aduis d'eulx, ou de celui ou ceulx qui lors aura, ou auront le gouuernement de noſdits enfans: leſquels Prelats, Nobles & Clerks ſoient & demeurent continuellement en la compaignie & ſeruice de nos Compaigne, enfans, oncles, & frere de Bauiere deſſusdits, pour eſtre ez conſaulx des fais & beſoignes touchant l'eſtat & gouuernement d'iceux. Et ſe aucun ou aucuns de ceux qui ainſi eſleus & pris ſeroient, mouroit ou mouroient, ou eſtoit ou eſtoient empeſchiez de maladie ou autre empeſchement raiſonnable, que ou lieu de celui ou ceulx noſdits Compaigne, oncles, & frere de Bauiere, ou celui ou ceulx qui auroit, ou auroient ledit gouuernement, pregnent eſſiſent & ordennent autres de ſemblables eſtats qui à ce leur ſembleront ſouffifans & ydoines. Et combien que nous ſoyens certains que noſtre ditte Compaigne aime noſdits enfans & ſiens ſi tendrement & parfaictement, comme mere puet & doit aimer les ſiens; & que noſdits oncles & frere de Bauiere les aiment auffi tres-chierement; encores pour eſtre plus affermez & aſſeurez en noſtre propos & entencion, voulons nous & ordennons que noſtre ditte Compaigne & noſdits oncles, & frere de Bauiere facent en noſtre preſence ſerement de tenir & garder noſtre preſente ordennance ſelon la fourme expri mee cy deſſous. Et ſ'il aduenoit qu'ils neuffent fait ledit ſerement en noſtre viuant: nous voulons & ordenons que tantost après noſtre decés, ils le faſſent, c'eſt aſſauoir noſtre ditte Compaigne en la preſence de noſdits oncles & frere de Bauiere, & iceulx nos oncles & frere en la preſence de noſtre ditte Compaigne & deſdits douze Conſeillers, ou de ceulx d'eulx qui preſens ſeroient. Voulons auffi & ordenons que ceulx douze Conſeillers ſi toſt que eſleuz & ordonnez

seront, fassent en la presence de nosdits Compaigne, oncles, & frere de Bauiere, ou de celuy ou ceulx qui auroit, ou auroient, ledit gouuernement, de & pour tenir & garder à tout leur pouoir nostre presente ordenance serement par la maniere & ainsi que cy-dessous est contenu. Cy ensuit la fourme du serement que fera nostredite Compaigne la Roine. Je Elizabeth de Bauiere Roine de France, promet en bonne foy, & iure aux sains Euangiles de Dieu, & sur les saintes reliques cy-presentes, que s'il auenoit, que Dieux par sa grace ne vucille, que mon tres-chier & redoubté Seigneur Monsieur le Roy allast de vie à trespassement auant que Charles ou aultre pour lors son ainsné fils & le mien feust entrez ou quatorziesme an de son aage, & par ainsi la tutelle garde & nourrissement des enfans de Monseigneur & miens appartenoiert à moy, & à mes tres-chiers & tres-amez oncles, & frere les Ducs de Berry, de Bourgongne & de Bourbon, & Loys de Bauiere, selon l'ordenace faite par mondict Seigneur, ie avec mesdits oncles & frere commis & ordonnez tuteurs avecques moy, nourriray, garderay, & gouuerneray mondict ainsné fils, & tous nos autres enfans nez & à naistre curieusement & diligemment, & au miex & plus proufitablement que pourray & sauray, au bien, santé, honneur & proufit de leurs personnes, enseignement & bonne doctrine d'eulx : & ne feray, souffriray ou consenriray quelconque chose qui peult estre par quelconque voye ou maniere à l'apetissement de leur santé, abregement de leur vie, au domage de leurs personnes, gasteement ou consumption desordennée, ou desraisonnable de leurs biens : & la tutelle, garde & gouuernement d'iceux nos enfans, à moy & à mesdits oncles, & frere commis comme dict est, exerceray, feray & administreray selon la fourme & teneur de l'ordenance faite sur ce par mondict Seigneur le Roy cy dessus contenuë, laquelle i'ay oy lire entierement, & me tiens pour bien acertennée des choses exprimées en icelle : & vseray tant au gouuernement & nourrissement de nos enfans dessusdits, comme es fais & besoignes touchans iceux du conseil des douze Conseillers, qui ainsi que dessus est dict, seront esleus, nommez & pris pour ce fait, tout en la fourme & maniere que mon-

dit Seigneur le Roy l'a voulu & ordonné, & cy dessus est escript & contenu plus à plain, sans faire ou venir alencontre par quelconque maniere que ce soit : & ladite ordenance garderay en tous ses pions, sans la enfreindre ou souffrir estre enfreinte en quelconque maniere; ainſi maist Dieux & les ſainctes Euangiles & reliques cy-presentes. Cy ensuit la fourme ou serement que feront nostredits oncles de Berry, de Bourgongne & de Bourbon, & nostredict frere de Bauiere, & chacun d'eulx: Ie Iehan Duc de Berry, ou Philippes Duc de Bourgongne, ou Loys Duc de Bourbon, ou Loys de Bauiere, promet par la foy de mon corps, & iure sur les ſainctes Euangiles de Dieu, & sur les ſainctes reliques cy presentes: que s'il aduenoit, que Dieu par sa ſaincte grace ne veuille, que mon tres-chier & tres-redoubté Seigneur Monsieur le Roy allaſt de vie à trespaſſement, auant que mon tres-chier Seigneur & nepueu Monsieur Charles, ou autre pour lors son ainſné ſils fuſt entrez ou quatorziefme an de son aage, & ſelon l'ordenance faiſte par mondict Seigneur le Roy la tutelle, garde & gouuernement de ſondict ainſné ſils, & de ſes autres enfans nez & à naiſtre apparteniſt à ma tres-chiere & tres-redoubtée Dame Madame la Roine & à moy en ſa compagnie, ou autrement: ie vaqueray & entendray loyaument & diligemment au bon nourriſſement, à la bonne doctrine & enſeignement d'iceulx, à la ſanté, bien, & ſeureté de leurs perſonnes, & à la conſeruacion de leurs eſtat & cheuance, & ne ſouffriray ou conſentiray quelconque choſe eſtre faiſte au contraire: & l'ordenance faiſte par mondit Seigneur le Roy ſur la tutelle, garde & gouuernement de ſeldicts enfans, & la loy, & les autres ordenances faiſtes ou approuuées par luy, leſquelles i'ay oy lire de mot à mot, & me tiens pour bien acertené des choſes contenues en icelles, tendray, garderay, & accompliray en tous leurs pions, & ſelon leur fourme & teneur: pour leſquelles ordenances touchans la garde & nourriſſement de ſeldicts enfans, l'aage, le ſacre, le couronnement, & autres ſeignories & nobleſſes Royaulx de ſondict ainſné ſils, heritier & ſucceſſeur en ſon Royaume, ie ſe beſoing en eſtoir, que Dieu ne veuille,

exposeray mon corps, mes subgiez, mes amis, mes cheuaux, ma cheuance, ma puissance, comme ie feroye pour mes enfans, ou pour ma personne; ainsi maist Dieux & les saintes Euangiles & reliques cy presentes. La fourme du seremēt que feront les Prelas & vassaux dessusdicts est telle. Je tel, &c. iure sur les saintes Euangiles & reliques cy-presentes, & promet par la foy de mon corps, que tant comme ie viuray, ie seray feal, loyal & vray obeyssant à mon tres-redouté & souuerain Seigneur, Monseigneur Charles Roy de France; sa personne, son honneur, son Estat, les demaines, noblesses, Seignories & autres drois de son Royaume, garderay & defendray, & aideray à garder & defendre à tout mon pouoir contre tout homme qui puet viure & mourir, bon conseil & loyal luy donray, s'il luy plaist à le moy demander; & tous ses confaulx à moy dis ou reuelez, tendray secrez, son bien, & son proufit pourchaceray, son dommage eschiucray & destourberay, & se destourber ne le puis, ie luy seray assauoir & ne seray sachant ne consentant de sa mort, de sa prison, de son dommage en corps ne en biens, ne de son Royaume; & ne m'alieray par mariage, ou autrement, à ses ennemis rebelles ou desobeïssans, ne seruiray, aideray ou conseilleyay quelconque personne contre luy, ne contre son Royaume. Ainsi maist Dieux & les saintes Euangiles & reliques cy presentes. La fourme du serement des Conseillers dont mention est faicte cy-dessus est telle. Je tel, iure sur les saintes Euangiles & reliques cy presentes, que s'il auenoit, que Dieux ne veuille, que nostre tres-redoubté & souuerain Seigneur le Roy mourist auant que son ainsné fils feust entrez au quatorziesme an de son aage, sondict ainsné fils Madame la Reine sa mere, & Messieurs Monsieur Iean Duc de Berry, Monsieur Philippes Duc de Bourgongne, Monsieur Loys Duc de Bourbon, & Loys Duc de Bauiere, & mes autres Seigneurs & Dames les enfans du Roy mondict Seigneur, ie seruiray & conseilleyay loyaument, le bien, honneur & proufit de leurs personnes, & du Royaume, garderay & pourchaceray, & leur dommage eschiucray & destourberay, & se faire ne le puis, leur seray sçauoir.

Tous leurs confaulx tendray secrez, dons corrompables ne prendray; & en tous les fais & besoignes touchans la tutele & nourrissement d'eulx, & le bon gouuernement du Royaume, ie feray tout le miex que ie pourray, les ordenances faictes par nostredict Seigneur le Roy sur iceux entant qu'il me touchera, ie garderay & accompliray sans enfreindre par moy, ne par autres en aucune maniere; ainsi maist Dieux & les saintes Euangiles & reliques cy presentes. Et est nostre entente que selon ce que lesdits seremens seront fais en nostre viuant, ou après nostre decés le langage se change, ainsi comme le cas le requerra. Et que ce soit ferme & estable chose à tousiours, nous auons fait mettre nostre seel à ses presentes. Données à Paris au mois de Ianuier l'an de grace mil trois cens quatre-vingts & douze, & de nostre reigne le treiziesme. Et sur le reply, par le Roy en son Conseil, où Messieurs les Ducs de Berry, de Bourgoingne, d'Orleans & de Bourbonnois, vous les Euesques de Bayeux, de Noyon, d'Auxerre & d'Arras, le Vicomte de Meleun, Messieurs Guillaume des Bordes, Messire Philippes de Sauois, Maistre Odart de Moulins, l'Aumosnier, & Maistre Iean Crete estiez, MANHAC. & seellé du grand seau dudidict Seigneur Roy en cire verte, pendant en las de soye rouge & verte. Et sur le dos desdictes Lettres est escript: Lettre de la tutele des enfans du Roy 1392.

Lettres patentes du Roy Charles V I. par lesquelles il ordonne & veut que l'Edit de Charles V. son pere, fait en Aoust 1374. touchant la maiorité des Rois de France à quatorze ans soit obserué & entretenu. A la confirmation de cét Edit le Roy estoit assisté de ses oncles & freres les Ducs de Berry, de Bourgongne, d'Orleans, & de Bourbon, de son Chancelier, des Euesques de Bayeux, Noion Auxerre, Arras, du Vicomte de Melun son cousin, de Guillaume des Bordes Garde de l'Orislambe, de Philippes de Sauois grand Maistre d'Hostel de la Reine, & de son Aumosnier. A Paris 1392.

CHARLES VI.
Nouembre.
1392.
Maiorité à quatorze ans.

Tiré du Tresor des Chartes num. 9.

CHARLES par la grace de Dieu Roy de France. Sauoir faisons à tous presens & auenir, que comme nô-

tre tres-chier Seigneur & pere, dont Dieux ait l'ame, qui estoit tres-sage & tres-prudent Prince, grandement garnis & accompagnez de tres-bon & tres-notable conseil de Prelaz, de Cheualiers, de grands Clercs, & de sages & experts Conseillers en grand nombre, par tres-grand & tres-meure deliberation après lonc traict de temps, pour le bon gouuernement, paix & seurte perpetuelle, tant de la personne de nous, lors Dauphin de Viennois, que des autres, qui comme heritiers succederoient ou Royaume, comme de tout l'Estat d'iceluy Royaume: & afin que les grans Seigneurs du sang & lignage de luy, & de ses successeurs, demourassent en bonne paix, amour & vnion, & pour oster toutes matieres de debas & diuisions qui pourroient suruenir oudi& Royaume, se prouision n'y eust esté mise, & generalement pour l'vtilité publique de tout ledit Royaume, & des habitans d'iceluy: par l'aduis & deliberation de plusieurs Prelats & notables personnes, clerks & lays, ait pieçafait certaine loy, constitution ou ordonnance perpetuelle de & sur le temps, ouquel nous comme son fils ain&né, & les siens & nostres successeurs, qui deueroient comme heritiers succeder sans moyen oudi& Royaume, seriens & deueries estre tenus & reputez aagiez d'age parfaict & legitime, & auriens pleinement & entierement le gouuernement du Royaume, seriens sacrez & couronnez, receueriens hommages & auriens toutes les dignitez, prerogatiues & preeminences, que Roy de France puet & doit auoir, si comme par les Lettres de ladite loy & constitution seellées en las de soye & cire verte, lesquelles furent publiées notablement en la presence de nostredi& Seigneur & pere, luy estant en la Chambre de son Parlement, accompagné de plusieurs des Seigneurs de son sang & lignage, de Pers de France, de Prelats, & d'autres grands Seigneurs, & de ses Conseillers & Officiers, puet plus à plain apparoir, & desquelles la teneur & substance, translâtées de Latin en François s'ensuit.

CHARLES par la grace de Dieu Roy de France: à perpetuelle memoire de la chose. Il appert clerement que les fils des Rois doiuent estre nourris & enseigniez par leurs parens,

à ce que ils creignent Dieu, & doiuent estre purement amez, si que tost & hastiuement ils atteignent le prouffit des vertus & forces; & mesmement les premiers engendrez & ainsnez doiuent estre honnorez de grands dons, & haultes honneurs, concernans & regardans le prouffit de la chose publicque, l'Estat des Royaumes, & l'accroissement de la paix, & tranquillité des subiects, en ensuiuant les traces de leurs nobles predecesseurs. Et la bonne terre est cultiuée & labourée par bonne diligence, afin que elle porte tresbons fruis; & moult plus par grand estude sont à nourrir & enseigner les fils des Rois par leurs peres, à ce que ils soient enoincts de vertus, & que ils croissent & soient fortifiez; si que quand ils seront paruenus en aage acreu, ils flairent soüief & sentent les bons meurs, qui sont à esdrecier & esleuer au comble de plus grant honneur: Car les commandemens descendent plus parfont, que sont donnez & emprimez és tendres aages; & celle est iugée pour vraye & proufitable prudence de doctrine, qui est commenciee és ieunes aages, ou dès les naissemens de l'enfance: dont le Saige dit: Fils reçoÿ doctrine dès ta ieunesse, & aux chanus tu trouueras sapience. Après il est iugé à droit, que les Rois aiment leurs fils autant comme eux mesmes; & si comme pastours de leur vieillesse, & gardes de leur maison: mesmement comme par nature ils soient reputez vne mesme personne avec eux; & se les fils ne viuoient bien, ils seroient la mort du pere. Et pour ce les drois crient, que generalement les fils des Rois sont à magnifier & à honnorer plus que les autres. Esquelx les parens doiuent estre plus larges des autres: Car quant ils sont demourez seuls après la mort, lors sont ils meuz de bonne memoire & de esperance, & sont en aucune maniere participans à immortalité; dont se les Rois ne magnefioient ou honnoroient eux-mesmes, il sembleroit que ils desprisassent le singulier don de Dieu à eux donné en leurdicts fils. Derechief que les ainsnez fils des Rois soient, & doiuent estre preferez, & deuant mis ez honneurs deuant leurs autres freres, & de plus grasse benediction; appert assez par la beneyçon que Isaac donna à Ia-

cob, en luy disant ainsi: Dieute doint de la rousée du Ciel, & de la graisse de la terre & abondance de froument, de vin & d'huile: les peuples te facent seruice, & les lignées te aourent. Sois seigneur de tes freres, & les fils de ta mere se agenouïllent deuant toy. Mais aussi doiuent les Rois souuerainement regarder, que les benefices rendus à leurs fils, mesmement aux premiers engendrez, soient concurrens avec le proufit & vtilité publique, comme ces deux choses leur doyent estre plus chieres après Dieu. Et pour ce nous considerans, que la chose publique doit estre heureusement gardée ez fils, & curieusement après leur mort, quand ils auront entendu à parfaire les besongnes de la chose publique, & que les choses qui sont plus perilleuses ils ne guerpiissent, ne laissent pas sans reformation de remede proufitable; mais voyent & considerent à l'œil, que le peuple soit gardé, & deffendu des oppressions & incurfées des ennemis par l'abondance des vertus, & se puist reposer en la beauté de paix, & ez tabernacles de fiance: Et aussi que la chose publique enrichie en repos des biens temporels, soit en leur temps maintenüe en prosperité. Et en la fin nous deuons ensuir les traces & nous adherer aux faiz de nos predecesseurs, sur le gouuernement du Royaume, & entre les bons, les meilleurs, & entre les meilleurs les tres-bons sont à ensuir. Pour ce est-il que nous considerans attentiuement, que l'aage de quatorze ans ou mineur de quatorze ans ne repugne ne contredist aucunement à prendre & receuoir la dignité & administration des Royaumes: car quand Ioas fut enoinct en Roy, il regna ou septiesme an de son aage: & Iosias estoit de l'aage de huit ans quand il commença à regner: Daudid fut enoinct en Roy en petit aage, & Dieux esleut Salomon qui estoit ieune & tendre enfant, & ces Rois firent plaisir deuant nostre Seigneur. Ieremias enfant fu constitué sur les gens, & sur les Royaumes. Considerans aussi que l'an quatorziesme est an de discretion, & en iceluy an sont plusieurs receus à exercer plusieurs fais legitimes; les Nobles commencent à eux accoustumer aux labeurs de cheuallerie, & aux œuures bateilleuses; & que plusieurs Rois tant nos

predecesseurs comme autres en celuy aage, ou pou parauant ou après ont prins les gouuernemens des Royaumes, & ont regné moult grandement & proufitablement; & que les fils des Rois de France par grant cure, soulent estre instruis, & nourris en bonnes meurs, vertus & honneur. Pour quoy est à croire vray-semblablement eux auoir plus proufité en ce temps que les autres de mendre estat, de plus long & plus grand aage. Selon ce qui est escript, *Casareis virtus contigit ante diis*. Ce est à dire, que aux Cefars, aux Empereurs aduint vertu par auant aage de iours. Et ce aussi qui en nostre cuer est escript sans defacier, comment nostre tres-sainct deuant ayel & predecesseur, nostre patron, defenseur, & singulier Seigneur le benoit saint Loys, la flour, l'onneur, la lumiere & le miroir non mie seulement de la ligniée Royal, mais de tous les François, duquel la memoire est en beneyçon, & ne sera pas guerpie, mais demourraez siecles, & duquel est tesmoigné, que par la protection de la grace diuine, oncques il ne senty tache de mortel pechié, & le Royaume & la chose publique gouerna si bien, & si loablement que ses nobles fais desquels le monde aura merueille tant comme le soleil luira, doiuent à bon droit estre traiz à consequence par nous & nos successeurs. Tellement que son fait & action doie sembler estre nostre instruction. On list de luy-mesme que tres-grans & puissans ennemis du Royaume par le faict de Dieu, & par les forces & vertus du Roy enfant, furent chaciez & boutez hors: ou quatorziesme an de son aage, il print le gouuernement de son Royaume, il receut hommages & seremens de feaulté des Prelas, Pers de France, & des autres vassaux, & fu enoinct de la sainte Onction Royal, & sacrez & couronnez. Aussi nous veans croissant la malice des iours, le monde cheoir & trebucher de mal en pis, & non mie par deffaut de la diuine prouidence, ou du deu ordre des choses: mais pour les propres demerites des hommes par mauuaitié accoustumée empirant leurs pensées, suradioüter aux maulz comble de maulz pas après autre, & aussi que dommages infinis par estranges administrateurs ont esté fais & inferez aux mencurs ez temps passez, & encorés ne cessent

sans faillir de estre à eulx fais & portez, de ce est grant douleur. Et la consideration du temps passé le enseigne, & les perils sagement pensez le manifestent, combien grans & quans les longs & estranges gouuernemens ont esté pleins de perils. Pour lesquels causes & autres à ce qu'il soit secouru à desdommager les meneurs, & que souuent ils empetrent pardon d'aage, & nous & nos predecesseurs en donnant & ottroyant iceluy pardon, auons accoustumé de nous monstrer liberaux aux requerans, & que le Roy & Seigneur naturel, & legitime est plus amé de ses subgiez, que autre quelconque Regent pour luy, & est plus volentiers veu, & luy est par eux obey plus promptement: & sont les subgiez retraiz de perpetrer delits & meffais en veant leur seul Seigneur. Et si comme on voit souuent vn enfant ou iouuencel estre excité & meu au bien de obedience, & à seruir promptement, ils deuiennent hardis, de grand courage, & plus vertueux en toutes choses. Certes les Macedoniens chaciez de bataille, aduint que leur Roy, fils du Roy defunct, estant en son bercheul fu porté & mis en l'ost, & pour la presence de luy, les Macedoniens repeterent & recommencierent la bataille plus aigrement pour estre veinqueurs, en monstrant que en la premiere bataille leur failloit, & failly Roy & non mie vertu. Et les François qui voudrent que Chilperic Roy de France estant de l'aage de quatre mois, gouuernast le Royaume par auctorité, & nom de luy, regardans que la Royne sa mere l'auoit porté en l'ost entre ses bras, se combattirent tant noblement, que ledit enfant Chilperic ot & obtint tres-glorieuse victoire: & nous conuoitans de purs & vrais desirs & affections, pour ueoir au paisible estat de nostre Royaume, non mie pour nos temps seulement, mais à tousiours pardurablement, pour eschiuer discordes, oster les esclandres & autres tres-grands inconueniens & detrimens, que l'en creindroit & doubteroit vray-semblablement deuoir auenir, se pourueu n'y estoit. Toutes ces choses dessusdites & chacunes d'icelles, entant qu'il nous est souffert de là sus, premier pensées prudemment & sagement, à ce que faire puissions considerément à oster toute matiere de doubtaunce. Eu sur ce deliberation

meure, & plus plain conseil avecques plusieurs Prelats & personnes notables, Clercs & lays, declairons, decernons, ordonnons, & par certe nostre loy faicte par maniere de Edict, à valoir sans enfreindre, & perdurablement diffiniſſons, conſtituons, & xanctiſſons de nos certaine ſcience & plenitude de la puiſſance Royale; Que ſepar le diuin ottroy il aduient nous ou nos ſucceſſeurs deceder ou trefpaſſer de ceſt ſiecle, nostre ſils maſle premier engendré, ou les premiers nez des Rois nos ſucceſſeurs, pour lors eſtans meneurs de quarorze ans, puisque nostre premier né, ou les premiers nez de noſdicts ſucceſſeurs auront artaint le quarorzième an de leur aage, ou eux trefpaſſez ſans ſils maſles, leurs freres naturels & legitimes procreez d'un meſme pere, ſelon l'ordre deu de leur origine & naiſſance, attaingnans ledit quatorzième an; leſquels dès maintenant pour lors quant aux choſes cy-deſſus eſcriptes, nous eſtabliſſons & decernons eſtre reputez puberes & en aage: aient & doivent auoir le gouuernement & adminiſtration du Royaume, & que ils prengnent & reçoient hommages & ſeremens de ſeaulté accouſtumez à faire & donner par les Prelats, Freres, Pers, Princes & autres perſonnes quelconques, d'Egliſe ou ſeculiers; iacoir ce que ils ayent noble dignité, ſoir Archiepiſcopal, Epiſcopal, Royal, ou quelconque autre. Et ceux qui à ces choſes faire & donner ſeront aucunement alſtrains, nous voulons que ils ſoient tenus neceſſairement de les faire ou donner audict temps. Et que en ce temps ils puiſſent prendre & receuoir au plaisir de leur vouldenté le large don de la ſaincte onction Royal, le ſceptre, la couronne, le dyademe, les veſtemens, & toutes autres enſeignes Royaux, & chaſcunes d'icelles: & que les ſeremens, rant en la ſaincte onction & coronation, comme autrement lors par eux donnez, & les graces, pacz, conuenances & promeſſes faictes à leurs ſubgez & vaſſauls, ou autres perſonnes quelconques, d'Egliſe ou ſeculiers, tiengnent & ſortiſſent leur plain effect, tout ainſi que ſe ils eſtoient greigneurs de vingt & cinq ans, & que ils facent & ordonnent en toutes choſes & par tout, ſi comme vray Roy de France puet faire, & que il luy compete

pour raison de son haut comble, & de la dignité de sa souveraine Royal Maïesté, nonobstant quelconques coustumes; mesmement comme ils soient & ayent esté d'ancienneté, pour gouverner & garder par faiz de batailles le demaine du Royaume, à la loenge des bons & vengeance des mauvais, se mestier est du faire pour le gouvernement des provinces, & par deuë iustice, laquelle, loenges en soient à Dieu, l'en dict auoir florï iusques cy en nostre Royaume, & sans acception de personnes; & aussi à administrer à tous & à chascun offices distincts & ordonnez, & à iceux offices gouverner, à rendre seruices & administrer consaulx à la Maïesté Royal en toutes choses qui regardent le droit publicque, sont commis & deputez hommes nobles & notables, lettrez, prudens, & sages, aux opinions & operations desquels le monde florit; & sur l'adeption ou administration du Royaume, ne soit trouuez certain aage constitué, ou persyn de droit en Roy, qui est solut & deslié des lois: comme les drois disans certain aage estre requis es meneurs, parlent de ceux qui sont subgiez à iurisdiction: nous disons & arbitrons du tout estre digne chose & raisonnable, tant par ces choses, comme par les autres dessusdictes, oudict quatorziesme an nos fils dessusdiz ou de nos successeurs ez cas dessus declairiez, prendre, recevoir & auoir le gouvernement & administration du Royaume, & faire toutes choses qui appartiennent à vray Roy, si comme dessus est dict: & se aucun prenoit hardiesse par sole presumption, tant qu'il se efforçast par luy ou par aultre, publicquement ou occultement de empeschier les choses dessusdictes ou aucune d'icelles, ou sur icelles se rendre inobedient ou rebelle; & aussi les mandans & conseilans, faisans, consentans ou ayans: ce pouragreable, sachent que ils sont priuez & deboutez de tout droit de succession, & aussi du gouvernement & administration du Royaume, lequel pour lors & ou temps auenir luy pourroit appartenir, & aussi des dignitez, siefs, terres & seigneuries que il tendra en nostre Royaume. Et à ce que nostre presente loy & constitution doreseuauant ne soit demenée en matere de discorde: mais se aucune ignorance:

estoit sur ce pretenduë ou alleguëe, elle soit & doye estre dictë crasse & supine. Nous voulons & decernons que cette mesme loy soit solemnellement publiée, & à perpetuelle memoire mise ez coffres & tresor de nos chartres. Donné en nostre Chastel du Bois de Vincennes ou mois d'Aoust l'an de l'Incarnation nostre Seigneur mil trois cens soixante-quatorze, & l'onzième de nostre regne. Nous qui voulons ensuir de nostre pouoir les bonnesœures de nostredit Seigneur & pere, desirans la paix, seurte & bon estat perpetuel de nostredit Royaume; considerans les causes raisonnables, & euidans qui meurent nostredit Seigneur & pere à faire & ordonner la loy & constitution dessusdictë declarée ez lettres cy-dessus transcriptes, lesquelles nous ont esté leuës & exposées de mot à mot, en la presence de nos tres-chiers & tres-amez oncles & frere les Ducs de Berry, de Bourgogne, d'Orliens & de Bourbonnois, de nostre Chancelier, des Euesques de Bayeux, de Noyon, d'Auxerre, & d'Arras, du Vicomte de Melcun nostre cousin, de Guillaume des Bordes, Garde de nostre Oriflembe, de Philippes de Sauois Grand Maistre-d'Hostel de nostre tres-chiere Compagne la Roynne, Cheualiers, & nos Chambellans, de nostre Aumosnier, de Maistre Odart de Molins, & de Maître lehan Crete nos Conseillers: de nostre certaine science & autorité Royal, par le conseil, aduis & deliberation des dessus nommez; reputans ledict aage compris esdictes lettres estre souffisant & legitime quant à venir, & auoir le gouuernement du Royaume: lesdictes lettres & tout le contenu en icelles auons agreable, loüons & approuuons, pout nous, nos hoirs & successeurs; & voulons, ordonnons & decernons, que perpetuellement lesdictes lettres soient tenuës, gardées, enterinées & accomplies, toutesfois que les cas y escherront, sans les enfreindre, ne faire ou venir aucunement à l'encontre du contenu en icelles & en ces presentes; ausquelles, afin que ce soit ferme chose & estable à tousiours, nous auons fait mettre nostre seel. Donné à Paris ou mois de Nouembre l'an de grace mil trois cens quatre vingts & douze, & de nostre regne le treiziesme. Et sur le reply

desdites Lettres est escript : Par le Roy en son grand Conseil, ouquel Messieurs les Ducs de Berry, de Bourgogne, d'Orleans, & de Bourbonnois, vous les Euesques de Bayeux, de Noyon, d'Auxerre & d'Arras, le Vicomte de Meleun, Messire Guillaume des Bordes, Messire Philippes de Sauois, l'Aumosnier, Maistre Odard de Moulins, & plusieurs autres estiez, I. M A N H A C. & seellé du grand sceau de cire verte, sur las de foye rouge & verte.

Et sur le dos desdites Lettres est escript:

Confirmatio legis, constitutionis, vel ordinationis facta per Regem Carolum super atate primogeniti sui, & primogenitorum successorum suorum Regum Francia, & adeptione regiminis, & administrationis regni. 1392. & est duplicata alia in Latino.

L'Ordonnance de Charles V. inserée dans celle cy de Charles VI. son fils, est imprimée en Latin cy-dessus page 155.

CHARLES VI.

Feurier

1392.

Sur l'age-
ment ou
majorité
du Roy.

Serment que Louis Duc d'Orleans fait au Roy Charles VI. son frere, de luy garder fidelité, & d'observer l'Edict du Roy Charles V. son pere, touchant l'age de la majorité des Rois, &c.

Tiré du Tresor des Chartes.

SERMENT fait par Loys fils de Charles V. Roy de France, Duc d'Orleans, Comte de Valois & de Beaumont, par lequel il promet au Roy Charles VI. son frere, toute foy, comme aussi à la Reine sa femme, à Monsieur le Dauphin son neveu, ou autre leur aîné fils; s'oblige de les garder, & defendre de tout son pouuoir, comme aussi de garder & faire observer la loy & ordonnance faite par le Roy son pere, sur l'eagement du Roy, & des autres aînez enfans des Rois de France, & sur la tutelle, garde & gouvernement, tant dudit fils aîné, que des autres enfans, & son testament, & qu'il ne consentira à aucunes ligues & confederations quelles qu'elles soient, au preiudice du Royaume; & que s'il venoit à sa cognoissance que quelque personne, fust Pape, Empereur, Roy ou autre, voulust faire le contraire, qu'il l'empescheroit. Du vingt-quatriesme Feurier 1392. seellé.

Reuo-

Renoucation faicte par le Roy Charles VI. d'une Lettre accordée à son frere Loys Duc d'Orleans, qui dérogeoit à l'Ordonnance faicte par sa Maiefté, touchant la provision, & deſenſe de la Reyne ſon eſpouſe, & de ſes enfans.

C H A R-

LES VI.

11.^e iour de
May

1403.

C H A R L E S par la grace de Dieu Roy de France, à tous ceux qui ces lettres verront, ſalut. Comme pieçà nous voulans preuenir à pourueoir au gouuernement de noſtre Royaume, & à la ſeureté de noſtre tres-chiere & tres-amée Compaigne la Royne, de noſtre tres-chier & tres-ainſné ſils, & de nos autres enfans lors nez & à naiſtre, afin que quand il plaira à Dieu nous oſter de ceſte mortelle vie, & nous apeller deuers luy, ils puiſſent demourer en paix, tranſquillité & ſeureté: aions fait par grant meure deliberation de noſtre Conſeil certaines ordennances, tant de noſtre teſtament, comme autres, leſquelles furent lors eſcriptes en certaines nos lettres ſur ce faites, & ſeellées de noſtre grand ſeel en laz de ſoye & cite vert, & leſquelles nous auons depuis reueuës par pluſieurs fois, & nous a ſemblé & ſemble que elles ſont bonnes & profitables pour noſtre dicte Compaigne, noſdits enfans, noſtre dit Royaume, & pour tous nos ſubgiez: Et que ſe icelles nos ordennances eſtoient aucunement caſſées, rompuës, irritées ou annullées, que Dieu ne veuille, ce redondroit au tres-grand detrimēt & dommage de nos Compaigne, enfans, Royaume, & ſubgiez deſſusdis. Et de nouuel nous nous ſoions auifés, que par certaines clauſes ou paroles contenuës en certaines nos lettres par nous non ayans lors recordation ou memoire de nos ordennances deſſusdictes, oſtroyées nagaires à noſtre tres-chier & tres-amé frere le Duc d'Orleans, deſquelles noz lettres l'en dit la teneur eſtre telle: C H A R L E S par la grace Dieu Roy de France, à tous ceux qui ces preſentes lettres verront ſalut. Comme jà pieçà nos autres lettres parentes, & pour les cauſes contenuës en icelles, nous aions eſtroyé & accordé à noſtre tres-cher & tres-amé frere le Duc d'Orleans: Que le mariage feult faict de noſtre tres-cher & tres-amé ſils ainſné

le Dauphin avecques la fille née, ou depuis à naistre dedans certain temps, ou mariage de nostredict frere; & comme par nozdiestes lettres puet plus plainement apparoir, & depuis aions aussi traictié aucuns mariages, de plusieurs noz enfans avecques autres, & aussi soions recors nous jà pieçà du temps du ieune aage de nous, & de nostredict frere, auoir faict par le conseil de ceux qui lors estoient entour nous certains testamentz, codicilles, & autres ordennances entre vifs, par lesquels aucuns pourroient presumer estre derogué aux droicts, prerogatiues, & honneurs qui y appartiennent, & ou temps auenir pourroient, & deueroient appartenir de droit & raison commune, coustume & vsage de nostre Royaume, ou autrement à nostre frere dessusdict. Sçauoir faisons, que nous considerans la grand' amour naturelle que nous auons, & deuons auoir à nostredict frere, & aussi les tres-grans amour, obeïssance, & seruice qu'il a de tout temps faicts, & encores faict chacun iour à nous, & à nostre Royaume, & duquel nous nous confions rres-plainement, comme de nostre frere germain, & le plus prouchain de nous & de noz enfans: Pour ce nous voulans garder à nostredict frere tous ses droiz qui luy comperent & appartiennent & doiuent, pourront & deuront competer & appartenir de droit & raison comme de vsage & de coustume, ou autrement, & oster toute maniere de suspicion ou presumption, que l'en pourroit auoir pour les testaments, codicilles, ordennances & mariages dessusdicts, discernons & declairons de nostre certaine science par ces presentes: Que nostredict frere voulons estre & demourer entieremēt en tous ses droiz, & que par testament, codicille, ou autre ordonnance faicte entre vifs, rraictiez de mariages faiz ou à faire, ne soit aucunement derogué, ou preiudicié à quelque chose qui de droit, vsage, coustume, ou autrement luy a peu, puet, doit, pourra, & deura comperer & appartenir pour le temps passé; present & à venir, par quelque tilre ou moyen que ce soit, ainçois voulons, ordennons & declairons que ilz luy soient, & demeurent entiers, sans aucunement estre bleciez ne empirez, nonobstant aucun consentement par luy autresfois

baillé en son preiudice , luy non ayant telle cognoissance de ses droiz, comme il a de present, & pour doute d'encourir nostre indignation; les mariages nagaires rraictiez de noz enfans auecques autres, & quelxconques autres choses qui pourroient preiudicier , ou deroguer aux droiz , honneurs & prerogatiues de nostredict frere. Et s'il auenoir, que ou temps auenir par inaduertence , par impressiion , ou opportunité de requerans , ou autrement nous feissions aucune chose contre ce que dict est , qui aucunement peust deroguer, ou preiudicier à nostredict frere, à ses droicts, prerogatiues, honneurs, & à ce que de droict & raison, communs vsages & coustumes luy pueent & doiuent, pourront & deuront competer & appartenir: Nous voulons & decernons dez maintenant pour lors, que rout soit reputé pour nul, & de nul effect, & que aucunement ne puisse ou doie preiudicier à nostredict frere en quelque maniere, ne par quelconque moyen que ce soit. Si donnons en mandement à noz amez & feaux Connestable & Chancelier, les gens de nostre Parlement , de la Chambre de noz Comptes, à tous noz Seneschaux, Gouverneurs, Baillifs, & autres Iusticiers & Officiers, vassaulx & subiects : requerons rous noz bienueillans & alliez, que nostre presente ordennance & declaration ils tiegnent & gardent, & facent tenir & garder, sans aucunement enfreindre, & que à nostredict frere prestent chacun d'eulx endroit soy, confort & aide, se mestier en a, & par luy en sont requis. En tesmoing de ce nous auons fait mettre à ces presentes nostre seel. Donné à Paris le septiesme iour de May, l'an de grace mil quatre cens & trois, & de nostre regne le vingt-troisiesme. Est ou puet estre aucunement derogué à la teneur de nozdictes ordennances, ou preiudice & dommage de nostredicte Compaigne, de nozdicts enfans, de nostredict Royaume, & de nozdicts subgiez, laquelle chose nous bien aduertis & aduisez de ce ne voudrions, ne deuerions aucunement rolerer. Sauoir faisons, que nous aians bien en nostre memoire le contenu en nozdictes ordennances, & les causes & mouuements, pourquoy nous les fismes, & que sauons de certain, qu'en

7. May
1403.

oſtroiant à noſtrediſt frere nozdiſtes autres lettres , nous n'en fuſmes mie aduertiz : Car ſi nous en euſſions eſté auſez , nous ne les euſſions point oſtroiyées , ne auſſi ne pouuons - nous bonnement ce faire ſauue noſtre conſcience. Euë ſur ce meure deliberation , & bien aduiſez & aduertiz que leſdiſtes lettres par nous ainſi oſtroiyées à noſtrediſt frere , dont deſſus eſt faiſte mention , ſont moult dérogiatiues , & moult preiudiciables à nozdiſtes ordennances , à noz Compaigne & enfans deſſuſdz , à leurs droiz , honneurs & prerogatiues , & à nozdiſts Royaume , & ſubgiez : Nous de nos certaine ſcience , auctorité & plaine puiſſance Royaulx , les reuocons , irritons , caſſons & annullons du tout , & decernons tout ce qui dedans eſt contenu eſtre à touſiours de nul effect. Et encores pour pourueoir pour le temps auenir , à ce que aucune choſe ne ſoit par nous faiſt contre noſdiſtes ordennances , nous ordennons , decernons , & declairons dès maintenant pour lors de noz auctorité & puiſſance deſſuſdiſtes , Que ſe à la requeſte de quelzconques perſonnes de noſtre ſang , en quelque prouchaineté qu'ils nous attiengnent , ou d'autres de quelque auctorité qu'ils vſent , nous faiſons aucuns oſtrois par noz lettres , ou autrement , qui puiſſent aucunement déroger à noz ordennances , dont deſſus eſt faiſte mention , entant comme touche noſtrediſte Compaigne , & nozdiſts enfans , & leurs droiſts , & nozdiz Royaume & ſubgiez , & parquoy l'effect d'icelles puiſt eſtre empeschié en quelque maniere que ce ſoit , ou puiſt eſtre ; tout ce qui ainſi ſeroit faiſt , ſoit de nul effect , & n'ait aucune force ou vigueur. En teſmoing de ce nous auons faiſt mettre noſtre ſecl à ces preſentes. Donné à Paris le onzième iour de May l'an de grace mil quatre cents & trois , & de noſtre regne le vingt-troisième. Et ſur le reply , Par le Roy , Monſieur le Duc de Bourgoigne , & autres preſents , NEAUVILLE , & ſeellé de cire iaulne ſur ſimple queue.

ii. May

1403.



Lettre du Roy Charles VI. ordonnant qu'après son décès son fils, mineur ou non, sera reputé Roy de France, & le Royaume gouuerné par luy &c en son nom; sans que personne entreprenne le bail, & Regence du Royaume: nomme la Reine, & ses oncles & freres les Ducs de Berry, de Bourgogne, d'Orleans & de Bourbon, pour auoir la garde, nourrissement & gouuernement de ses enfans.

CHAR-
LES VI.

Auril
1403.

Regence de
Reine &
Priaces.

Tiré du Tresor des Chartes num. 12.

CHARLES par la grâce de Dieu Roy de France. La disposition & introduction de droit diuin & naturel demontre, que les peres doiuent labourer & trauailler, à ce que leurs enfans après leurs décès vsent paisiblement de leur succession, & pourueoir à leur seurte, tellement que en ce après eulx ils ne soient ou puissent estre perturbez, molestez ou empeschiez. Et pour ce sçauoir faisons à tous presens & auenir, que nous à qui Dieu par sa grace a donné lignée, laquelle à son plaisir esperons succeder à nostre Royaume, quand il luy aura pleu nous appeller deuers luy; & voulans ensuir & mettre à effect ladite introduction, considerans que si tost qu'il plaist à Dieu enuoyer sur terre au Roy, qui est pour le temps hoir masle premier nez, droit de nature, le baille heritier dudit Royaume; & si tost que son pere est allé de vie à trespassement, suppose que ledict premier né soit mendre d'ans, en quelque minorité qu'il soit, il est & doit estre reputé pour Roy, & doit estre ledict Royaume gouuerné par luy, & en son nom par les plus prouchains de son sang, & par les sages hommes de son Conseil. Et pour ce voulans pouruoir à la seurte de nostre tres-cher & tres-aimé ainsné fils, que nous auons de present, ou de celuy qui sera pour le temps nostre ainsné fils, & deuera par droit de ainsneesse succeder après nous à la Couronne de France; afin que si tost qu'il aura pleu à Dieu nous prendre de ce monde & appeller à luy, nostredit ainsné fils, suppose qu'il

Cc iij

soit mendre d'ans en quelque minorité qu'il soit, puist vser plainement de son droit dessus declairié, qui lors par nostre decés luy sera acquis & aduenü à ladiète Couronne. Euz sur ce grant aduis & meure deliberation, auons ordonné & decerné, ordonnons & decernons de nostre certaine science, plaine puissance & auctorité Royal, que nostredit ainsné fils qui est à present, ou celluy qui le sera pour le temps, en quelque petit aage qu'il soit ou puisse estre, soit après nousincontinent sans aucune dilation appellé Roy de France, succede à nostre Royaume, & soit couronné Royle plus tost que faire se pourra, & vse de tous droits de Roy, sans ce que aucun autre tant soit prouchain de nostre sang, entrepreigne le bail, Regence, ou gouuernement de nostredit Royaume, & sans ce qu'il puist estre donné à nostredit ainsné fils en son droit qui luy est deu par droit de nature aucun empeschement, sous ombre de Regence ou gouuernement de nostredit Royaume, ne autrement pour quelque raison que ce soit ou puisse estre. Et pource que à nous comme à pere appartient disposer & ordonner de la garde & gouuernement de nos enfans après nous, & que nous auons toute confiance de nostre tres-chiere & tres-amee Compaigne la Roine, de nos tres-chers & tres-amez oncles, & frere les Ducs de Berry, de Bourgogne, d'Orleans & de Bourbonnois: Nous de nos certaine science, plaine puissance & auctorité Royal dessusdictes, auons ordonné & ordonnons, que s'il aduient que nostredit ainsné fils & nos dictes autres enfans demeurent après nous mends d'ans en quelque minorité que lors soient, nostredit Compaigne ait & luy appartienne la garde, nourrissement & gouuernement d'eulx, & dès maintenant pour lors les luy baillons: & voulons aussi & ordonnons que quand le cas escherra, icelle nostre Compaigne appelez par elle & avecques elle nosdicts oncles, & frere, & autres prouchains de nostre sang & lignage qui pour lors seront, & aussi les gens de nostre Conseil, que nous aurons au iour de nostre trespas, gouuerne ou nom de nostredit ainsné fils, s'il aduient qu'il demeure sous aage & en quelque minorité qu'il soit lors, comme dict est,

tous les fais de ce Royaume ou nom de luy & comme Roy, & luy obeissent nostredicte Compaigne, nosdicts oncles, & frere, & autres de nostre sang & lignage, & lesdictes gens de nostre Conseil, & non à autre quelconque, & aussi luy facent obeir en toutes choses, par tous les Iusticiers, Officiers, & subgiez dudidit Royaume, comme à leur Roy & Seigneur, iusques à ce qu'il soit & deuiengne en aage conuenable de gouverner en sa personne, ainli comme faire se doibt; & que toutes les deliberations & conclusions, qui seront lors faictes & prinſes és beſoingnes dudidit Royaume en quelque maniere que ce ſoit, ſoient aduiſées, prinſes & concluës ſelon les voix & opinions de la plus grant & ſaine partie, de nostre dicte Compaigne, de nosdicts oncles, & frere, des autres de nostre sang & lignaige, & de ceux dudidit Conseil, qui lors ſeront pris & appelez pour les conſeiller, ſans auoir regard à la grandeur, auctorité & eſtats des perſonnes, mais ſeulement à ce qui ſera dict & aduiſié pour le bien, vtilité & prouffit desdictes beſongnes; & mandons à tous nos ſeaulx & ſubgiez, de quelque preeminence ou auctorité qu'ils vſent, & les requérons ſur la foy & loyaupé en quoy ils nous ſont tenus à ladicte Couronne de France, & à nostredict ainſné ſils, que ſi toſt que le cas eſcherra, ils obeysſſent après nous à iceluy nostre ainſné ſils, comme à leur Roy droitſurrier & ſouuerain Seigneur, & non à autre perſonne de quelque auctorité que elle ſoit ou veille vſer, & luy faſſent & preſtent les foy, hommages, & ſeremens, ainſi comme ils luy ſeront tenus, comme à leur Roy & ſouuerain Seigneur. Et encore pour plus auant pourueoir auidict gouuernement de nostredict ainſné ſils, & de nos autres enfans: Nous voulons & ordonnons de nosdictes certaine ſcience, plaine puiſſance & auctorité Royal, que ſ'il aduenoit, que Dieux ne vetuille, que après nous nostredicte compaigne allaſt de vie à treſpaſſement, ainſois que iceluy nostre ainſné ſils feult en aage conuenable de gouuerner en ſa perſonne, ou luy ſurueint aucun accident de maladie, ou aucun autre empeschement, par quoy ne peult entendre ou vacquer auidict gouuernement de nostredict ainſné ſils, de

nos autres enfans, & des fais & besongnes dudit Royaume, nosdits oncles & freres de Berry, de Bourgogne, d'Orleans, & de Bourbonnois, les plus prouchains de nostre sang & lignage, nos Connestable, & Chancelier, & ceulx de nostredict Conseil, qui pour lors seront, ayent en iceluy cas la garde & gouuernement de nostredict ainsné fils, & de nos autres enfans, & es fais & besongnes dudit Royaume, lesquels garde & gouuernement nous oudict cas leur baillons dès maintenant pour lors: Et gouuernent ou nom de nostredict fils, & pour luy & en son nom tous les fais & besoignes de cedit Royaume, & luy obeysent & fassent obeyr par tous nos subgiez, comme à leur Roy & Seigneur, tout ainsi & par la forme & maniere que à nostredite Compaignie l'auons dessus ordonné. Et ou cas que aucuns de nosdits oncles & freres yroient de vie à trespassement: Nous voulons & ordonnons que ceulx qui suruiuront, ayent la garde & gouuernement de nostredict ainsné fils, & de nosdits autres enfans, & fais & besongnes de ce Royaume par la maniere dessusdicte, iusques à ce que iceluy nostre ainsné fils soit en aage conuenable de gouuerner en sa personne, comme dict est; & toutes les choses dessus deuisees & declairiees, voulons & decernons auoir & sortir plain effect, sans ce que aucun y puisse ou doye faire aucune mutation contre la teneur de ces presentes, nonobstant quelxconques loix, constitutions, Edicts, Ordonnances, establissemens, Chartres, lettres faictes sous quelconque forme de paroles que ce soit par feu nostre tres-cher Seigneur & pere, que Dieux absoille, par nous, ou par aucuns de nos predecesseurs, sur le faict du gouuernement de nostredict ainsné fils, & des autres ainsnez fils des Rois de France, & de ceux qui doiuent succeder à la Couronne de France, & autres quelxeonques, par lesquelles peut estre aucunement derogué à nostre presente Ordonnance: lesquelles lettres nous voulons estre de nul effect & valeur; & icelles nous voulons auoir pour exprimées en ces presentes. Et par ces memes presentes les reuouons, cassons & adnullons & mettons du tout au neant. Et oultre s'il aduenoit, que Dieux
ne

ne veuille, que par inaduertance, importunité ou autrement, nous octroissions ou commandissions aucunes lettres, qui peussent estre aucunement dérogiues à cestes, ou feissions aucune chose au contraire: Nous voulons & decernons dès maintenant pour lors estre nulles & de nul effect, & qu'ils n'ayent force ou vigueur contre cette presente nostre Ordonnance. Si donnons en mandement à nos amez & feaux Conseillers, les gens de nostre Parlement, les gens de nos Comptes, & Tresoriers à Paris, & à tous nos Iusticiers, Officiers & subgiez, presens, & à venir, & à chacun d'eulx, si comme à luy appartiendra, que contre nostredicte presente Ordonnance ne vieingnent, facent, ou souffrent venir au contraire; mais la gardent & tieingnent, & facent tenir & garder de point en point sans l'enfreindre. Et pource que ce soit ferme chose & estable à tousiours, nous auons faict mettre nostre seel à ces presentes. Donnè à Paris ou mois d'Auril l'an de grace mil quatre cents & trois: & le vingt-troiesme de nostre regne. Et sur le reply, Par le Roy, Messigneurs les Ducs de Berry, & de Bourgoingne presens, *DERIAN*. Et à costé, Visa. & seellé d'un grand seau de cire verte en las de soye rouge & verte. *Et sur le dos est escript:* Ordonnance faicte, que le premier fils du Roy après son trespas soit appellé Roy, & succede au Royaume en quel que aage qu'il soit; & ou cas que le Roy nostre Sire trépasseroit auant qu'il fust en aage, la Royne avec Nosseigneurs les Ducs, appelez avec eulx ceulx de nostre grant Conseil, ou nom de luy gouuerneront & ordonneront és grans affaires qui suruiendront en ce Royaume. L'an mil quatre cents & trois ou mois d'Auril.



CHAR-
LES VI.

Auril.

1403.

Regence de
Reine,
Princes &
Conseil.
Pour l'edu-
cation.

Lettres patentes du Roy Charles VI. par lesquelles il ordonne, que luy absent ou occupé, la Reine, les Ducs de Berry, de Bourgogne, d'Orleans & de Bourbon, les Connestable & Chancelier, & autres tels qu'il leur plaira, expedieront au nom du Roy les grandes affaires du Royaume, sans neantmoins mettre à execution les plus importantes sans le faire sçavoir au Roy, & que leurs aduis ne soient passez par lettres seellées du grand sceau. 26. Auril 1403. seellé.

Tiré du Tresor des Chartes num. 13.

CHARLES par la grace de Dieu Roy de France. A tous ceux qui ces presentes lettres verront, salut. Sçavoir faisons que nous, qui toute nostre entente auons & deuons auoir, à ce que nostre Royaume & la chose publique d'iceluy soient gouuernez au gré & plaisir de Dieu, & au bien & profit de nos subgiez, & que aux grans faiz & besoignes qui souuent y souruiennent, soit si tost & diligemment pourueu, que pour attente ou prolixité de prouision aucuns inconueniens ne s'en ensuiuent: Et considerans qu'il pourroit aduenir aucunesfois, que par les grans occupations qui nous souruiennent & peuent souruenir, ou pour nostre absence ne pourroit estre pourueu aux grans affaires qui y pourroient souruenir en nostredict Royaume, si tost comme besoin seroit, dont grans dommages se pourroient ensuir à nous, à nostredict Royaume, & à ladicte chose publique d'iceluy, se par nous n'estoit sur ce mise prouision; & qui de nostre tres-chere & tres-amée Compaigne la Roine, & de nos tres-chers & tres-amez oncles, & frere, les Ducs de Berry, de Bourgogne, d'Orleans, & de Bourbon auons toute confiance: Eüe sur ce meure deliberation, voulons, & auons ordonné & ordonnons de nostre certaine science par ces presentes, que doreseuuant, quand il aduiendra que nous soyons absens, ou tellement occupez, que nous ne pourrons vacquer, ne entendre à l'expedition des grandes besoignes,

touchans nous & nostredict Royaume qui souruiendront, nostredict Compaigne, & avecques elle nostdicts oncles & frere, & ceux de nostre sang & lignaige, qui seront en nostre Cour, appelez à ce nostre tres-cher & amé cousin Charles Sire Delebrer Connestable de France, nostre amé & feal Chancelier, & de ceux de nostre Conseil, comme dessus, tels & en tel nombre comme il sera expedient, vacquent & entendent pour nous & en nostre nom, toutes fois que besoin sera, à l'expedition desdictes besoingnes, au bien, honneur & proffit de nous, de nostredict Royaume, & y preignent tels appointemens & conclusion, comme par la plus grant & saine partie des voix, de nostredict Compaigne, de nostdicts oncles, & frere, & des dessusdicts de nostre lignage & Conseil, qui à ce seront appelez, sera aduisé. Et pource que nostdicts oncles, & frere, ne pourrôt par aduenture estre tousiours presens ensemble deuers nostredict Compaigne, quand les besoingnes souruiendront: Nous voulons, & à nostredict Compaigne, à nostdicts oncles, & frere, & à ceulx de nostre lignage & Conseil, qui lors y seront presens, auons donné & donnons pouoir, auctorité & mandement especial, de faire ce que dessus est dict, comme se tous y estions. Et voulons que ce qui sera ainsi fait par eulx, par la maniere toutesuoies dessus deuisee, ait force & vigueur, comme se par nous estoit fait, & comme se nous y estions en nostre personne; sans ce toutesuoies que aucuns appointemens prins sur lesdicts grans fais soient mis à execution, sans le nous faire premierement sçauoir, & sans nostre vouloir & consentement, & que lesdicts appointemens soient passez par nos lettres scellées de nostre grant seal. Toutesuoies quand nous serons presens, & pourrons & voudrons à ce vacquer & entendre: Nous voulons que aucune chose ne soit faite par les dessusdicts, touchant lesdicts grans fais & besoingnes de nous & de nostredict Royaume sans nostre presence; mais en ordonnerons à nostre plaisir. Si donnons en mandement à nostredict Compaigne, à nostdicts oncles, & frere, ceulx de nostre lignage, ausdicts Connestable & Chancelier, & ceulx de nostredict Conseil, que

les choses dessusdictes accomplissent & facent accomplir, comme dessus est deuisé: & à tous nos Iusticiers & Officiers presens & à venir, & à chacun d'eulx, si comme à luy apparteniendra, que tout ce que ainsi sera fait ez choses dessusdictes, ils accomplissent, tieignent, & gardent, & facent tenir & garder sans enfreindre, & à eux obeissent & entendent diligemment. En tesmoing de ce nous auons fait mettre nostre seel à ces presentes. Données à Paris le vingt-sixiesme iour d'April l'an de grace mil quatre cents & trois, & de nostre regne le vingt-troisiesme. Sur le reply: Par le Roy, Messigneurs les Ducs de Berry, & de Bourgogne presens, D E R I A N. Et scellé sur double queuë en parchemin du grand seau de cire iaulne. *Et sur le dos est escript:* Ordonance faicte, que ou cas que le Roy nostre Sire seroit absent ou occupé en aucune maniere, Madame la Roïne, Nosseigneurs les Ducs de Berry, & de Bourgogne, d'Orleans, & de Bourbon, appelez avec eulx Monsieur le Conestable, Monsieur le Chancelier, & autres du Conseil, tels qu'il leur plaira, pourront entendre & expedier ou nom du Roy sur les grans affaires & besoignes qui pourroient suruenir, sans ce qui les puissent mettre à execution sans la presençe de nostredict Seigneur.

L I C T D E I V S T I C E

sur la suppression des Regences.

CHARLES VI. *Edict du Roy Charles VI. par lequel il declare qu'il veut que son*
 16. Decéb. *fiis, & ceux de ses successeurs Rois, en quelque petit age qu'ils*
 1407. *soient, soient appelez, leurs peres decedez, Rois de France, &*
 Regence, *soient couronnez & sacrez, & qu'ils se gouvernent par l'aduis*
 Reine & *des Reines leurs meres, & des plus prochains du sang Royal, du*
 Princes. *Conestable, Chancelier & du Conseil. 26. Decembre 1407.*

Tiré du Tresor des Chartres num. 14.

CHARLES par la grace de Dieu Roy de France. Comme la disposition & introduction des drois diuin & naturel, demonstre les peres deuoir labourer & trauaillier, à

ce que après leurs decés leurs enfans vsent paisiblement de leurs successions; & telement & si seurement y pourueoir, que après eulx ils n'y soient ou puissent estre perturbéz ou empeschez. Sauoir faisons à tous presens & auenir, que nous à quinoſtre Seigneur par ſa grace a donné lignée, laquelle par ſon plaisir eſperons ſucceder à noſtre Royaume, & à nous quand il luy plaira nous appeller deuers luy, voulans enſuir & mettre à effect la diſpoſition & introduction deſſuſdictes; conſiderans que ſiſtoſt qu'il plaist à Dieu enuoyer au Roy de France, qui eſt pour le temps, hoir maſle ou maſſes, droit de nature baille le premier né d'iceulx heritier & ſucceſſeur audict Royaume: & que tantost que ſon pere eſt allez de vie à trespas, iceluy ainſné ſuppoſé qu'il ſoit mendre d'ans, en quelconque minorité qu'il ſoit, eſt, & doit eſtre tenu & reputé pour Roy, & ledit Royaume eſtre gouuerné, & les fais & beſongnes d'iceluy eſtre diſpoſez par luy, & en ſon nom. Deſirans pour obuier à toutes doubtes & ſcrupules, & aux grans inconueniens qui ſont apparus ou temps paſſé, & pourroient enſuir ou temps auenir, & pour pourueoir à la ſeurté de nôtre tres-chier & tres-amé ainſné ſils Loys Duc de Guyenne, ou de celui qui ſera pour le temps noſtre ainſné ſils, & deuera par droit de ainſneſſe ſucceder après nous à la Couronne de France, & des autres ainſnez ſils de nos ſucceſſeurs Rois de France, afin que ſiſtoſt que nous & eulx ſeront departis de ce monde, noſtre dict & les autres ainſnez ſils de noſdicts ſucceſſeurs, ſuppoſé qu'ils feuffent mendres d'ans & en quelque minorité d'aage qu'ils feuffent, & ſoient, peuſſent plainement vſer de leur dict droit, qui lors par le deceds de nous & de noſdicts ſucceſſeurs, leur ſeroit & ſera acquis & adueni à ladite Couronne: Eus de & ſur ce grant aduis & meure deliberation auons ordonné & decerné, ordonnons, decernons & declairons, & par maniere de Loy, Edict, conſtitution & ordonnance perpetueles & irreuocables, eſtabliſſons de nos certaine ſcience, pleine poiſſance & auctorité Royale, Que noſtre dict ainſné ſils, qui eſt à preſent, ou qui le ſera pour le temps, & auſſi les ainſnez ſils de noſdicts ſucceſſeurs en quelque petit aage qu'ils ſoient, & poiſſent

estre ou temps du deceds de nous, & d'iceulx nos successeurs soit & soient incontinent après nous, & nosdits successeurs Rois, dictz, appelez, tenus & reputez Rois de France, & à iceluy Royaume succedans : Soient couronnez & sacrez en Rois incontinent après le deceds de nous & de nosdits successeurs, ou au moins au tres-plustost que faire sepourra, & vsent & iouissent de tous droicts, preeminences, dignitez & prerogatiues appartenans à Roy de France, & à ladicte Couronne, sans ce que quelconque autre, tant soit prouchain de leur lignaige entrepreigne, puisse ne doye ou luy loise entreprendre bail, Regence, ou autre quelconque gouvernement & administration dudict Royaume, ne que à nostredict, ne autres ainsnez fils dessusdictz puissent estre fais, mis ou donnez en & sur leurdict droict à eulx deu par droict de nature, ne ez autres choses dessus touchées, empeschement & perturbation quelconques, soubz ombre de ce que dict est, ne autrement pour quelconques raison, couleur ou occasion que ce soit, ou puist estre. Touteuoiés'il auenoit, que nostredict ainsné fils, ou nosdits autres enfans, & aussi ceulx de nosdits successeurs demourassent après nous, & iceulx nos successeurs, mends d'ans en quelque minorité que lors feussent, il nous plect, voulons & ordonnons que en ce cas ils soient durant leur minorité gardez, gouvernez & nourris, & les fais, affaires & besongnes d'eulx & du Royaume, traitiez, deliberez & appoinctiez par nostredict, & autres ainsnez fils de nosdits successeurs, de leur auctorité & en leur nom, par les bons aduis, deliberation & conseil des Roines leurs meres se elles viuoient, & des plus prouchains du lignaige & sang Royal, qui lors seroient ; & aussi par les aduis, deliberation & conseil des Conestable & Chancelier de France, & des saiges hommes du Conseil, qui seroient lors à nous & à nosdits successeurs ; & que à nostredict, & autres ainsnez fils d'iceulx nos successeurs, & non à autres quelconques, obeyssent comme à leur Roy, tous les dessusnommez de leur sang & Conseil, & en toutes choses leur fassent obeyr par tous les Iusticiers, Officiers, feaux & subgiez desdictz Royaume & Couronne, de quelconque au-

Autorité, estat & condition qu'ils soient, comme à leurs Rois droictutiers & souuerains Seigneurs, & comme à tels leur prestent & fassent prester, & faire les foy, hommages & seremens, en quoy & si comme ils y seront tenus: Et nous par ces presentes leur mandons, en les tequant sur les foy & loyauté, esquelles ils sont & seront tenus à nous, à nostredict, & autres ainsnez fils de nostredicts successeurs, & à ladite Couronne, que ainsi le fassent & accomplissent chacun endroit foy, cessans & tegetez tous contredits & delais. Et en oultre voulons & ordonnons que toutes les deliberations, appointemens & conclusions, qui par la maniere dessus declairée, seront faictes & prises es fais, affaires & besongnes dessus touchées, soient aduisees, prises & conclues, selon les voix & opinions de la greigneur & plus saine partie des plus prouchains, & principaulx desdicts sang Royal & Conseil, & selon ce qui sera dict & aduise pour & aux bien & prouffir de nostredict, & autres ainsnez fils desdicts, du dict Royaume, & des fais, affaires & besongnes deuant dictes. Toutes lesquelles choses cy-dessus exprimées, & chascune d'icelles, nous voulons, decernons, declairons, & establissons par la teneur de ces lettres auoir, prendre & sortir plain & entier effect, ores & ez temps auenir, & que elles ayent & obtiengnent force & vigueur de Loy, Edict, constitution & Ordonnance perpetuelles, estables, & non iamais reuocables: Et sans ce que aucun, ou aucuns de quelconque autorité & condition qu'il soit & vse, ou soient & vsent, y puissent ou doyent faire aucunes interpretation, mutation ou changement contre la teneur de ces presentes, nonobstant quelconques contraires loix, constitutions, Edicts, Ordonnances, vsages, coustumes, obseruances & lettres perpetuelles & temporeles, sous quelconque forme de paroles que elles soient faictes par nostredict Seigneur & pere, & autres nos predecesseurs, ou par nous sur le faict & gouvernement de nostredict, & des autres ainsnez fils des Rois de France, & autres lettres & choses quelconques; iacoit ce que ne soient cy exprimées, qui pourroient au contenu en ces presentes faire ou porter preiudice ou derogation quel-

conques, lesquelles nous voulons estre de nul effect & valeur, & par ces lettres les reuouquons, cassons, & mettons du tout au neant. Et s'il aduenoit, que Dieu ne vetuille, que par inaduertance, importunité ou autrement, nous oëtroysions, ou commandissions, ou eussions oëtroyé & commandé aucunes lettres, qui aucunement peussent estre déro加里ues ou preiudiciables aux choses dessus touchées, ou feissions aucune autre chose au contraire: Nous desmaintenant les declairons & decernons nulles & de nulle valeur, qu'il n'y soit obey, ne ayent force ou vigueur contre la forme & teneur de ces presentes. Toutefois paricelles nous ne entendons déro加里uer à certaines constitution & ordonnance aujourdhuy par nous faictes en faueur de nostredict ainsné fils le Duc de Guyenne, & de nosdicts autres enfans. Ainçois voulons icelles constitution & ordonnance demourer en leur force & vigueur. Si donnons en mandement, & enioignons estroitement à nos amez & feaux Conseillers les gens de nostre Parlement, de nos Compres, & Tresoriers à Paris, & à tous nos Iusticiers, Officiers, vassaulx & subgiez presens & auenir, ou à leurs Lieutenans, & à chascun d'eulx, si comme à luy appartiendra, que contre nos presens Loy, Edict, constitution & ordonnance, ils ne viengnent, fassent ou souffrent venir & faire en quelconque maniere, ne pour quelques cause, couleur, ou occasion que ce soit, ou puist estre, ores ne ez temps auenir; mais les gardent, tiengnent, & accomplissent, & fassent garder, tenir & accomplir de point en point, sans enfreindre. Et afin que ce soit ferme & stable à tousiours, nous auons fait mettre nostre seel à ces presentes. Données & leuës publicquement, & à haulte voix, en la grant Chambre de nostredict Parlement à Paris, où estoit dressé le liët de Iustice, lendemain de la feste de Noel, qui fut le vingt-sixiesme iour de Decembre l'an de grace mil quatre cents & sept, & le vingt-huictiesme de nostre regne. Et sur le reply: Par le Roy, tenant son Parlement, presens le Roy de Secile, Messieurs les Ducs de Guyenne, de Berry, de Bourbonnois, & de Bauiere *, les Contes de Mortaing & de

* Il faut
sçauoir que

de Neuers, d'Alençon, de Clermont, de Vendosme, de S. Pol, de Tanquarville, & plusieurs autres Contes, Barons, & Seigneurs du sang Royal & autres, le Connestable, vous les Archeuesques de Sens & de Besançon, les Euesques d'Auxerre, d'Angers, d'Eureux, de Poitiers & de Gap, grant nombre de Abbez & autres gens d'Eglise, le grant Maistre d'Ostel, le Premier, & autres Presidens en Parlement, le Premier & plusieurs autres Chambellans, grant quantité de Cheualiers & autres Nobles, de Conseillers, tant du Grant Conseil & dudit Parlement, comme de la Chambre des Comptes, des Requestes de l'Ostel, des Enquestes & Requestes du Palais, des Aydes, du Tresor, & autres Officiers & gens de Iustice, & d'autres notables personnes en grant multitude, P. MANHAC, NEAUVILLE. & à costé, Visa. & scellé du grand seau de cire verte en las de soye rouge & verte. *Et sur le dos desdites lettres, est escript:* La loy, que le premier fils du Roy nostre Sire, qui à present est, & qui pour le temps auenir sera, après le decez de son pere, soit appellé & obey comme Roy de tous ses subgiez, & couronné le plustost que faire se pourra, après ledict decez, & que en quelque minorité d'aage qu'il soit, il ioyssse des drois, prerogatiues & dignitez appartenans à Roy de France, & à la Couronne, sans ce que nul autre, tant soit prouchain de la Couronne, puisse auoir de luy le bail ou Regence.

le Duc de
Baviere
non né en
cet Edict
estoit frere
de la Reine,
non de la
Maison de
France;
neantmoins
est mis le
dernier des
Ducs avant
les Comtes
du sang.
Celuy de
Mortaign
estoit frere
du Roy de
Navarre.
Le Comte
de Neuers
fils du Duc
de Bourgo-
gne.

Lettres patentes du Roy Charles VI. par lesquelles il declare qu'ayant donné de grands biens à la Reine sa femme, qui auoit eu la garde de ses enfans, qu'elle auroit prié le Roy de la décharger du gouuernement de leur fils Louis Daulphin, ayant atteint l'aage de 13. ans, estant en âge de commencer à prendre cognoissance des affaires. Le Roy la décharge de ladite garde. 27. Decembre 1409.

CHARLES VI.
27. Decéb.
1409.
Regence.

CHARLES pat la grace de Dieu Roy de France. A tous ceulx qui ces presentes lettres verront, salut. Sçauoir faisons, que comme nous ayans en consideration & memoire

Ec

les tres-grandes, parfaites & vraies amour & obeyffance que nostre tres-chiere & tres-amée Compaigne la Roine a eu & porté enuers nous, a & porte continuellement, & esquels renons fermement que tousiours continué de bien en mieuls, les grand sens, prudence & discretion, qui sont en sa personne, les grans charges & frais qu'il luy a conuenü, & conuient supporter, tant pour son estat honorablement tenir, comme pour l'estat d'aucuns de nos enfans, luy auons par plusieurs nos autres lettres en diuers temps & à plusieurs fois donné, & ordonné auoir plusieurs prerogatiues, preeminences & auctoritez ez consaulz, affaires & besoignes de nostre Royaume, & donné, octroyé & accordé plusieurs prouffis & reuenus en aucuns lieux de nostredict Royaume, tant d'aides comme autrement, pour subuenir à ses necessitez, & pour le soustenement de son estat, que nous auons voulu & voulons estre honnorablement maintenu. Et aussi luy eussions commis & ordonné la garde & gouuernement de nostre trescher & tres-amé fils aîné Louis Duc de Guyenne, Daulphin de Viennois, lequel elle a grandement gouuerné & esleué iusques vers la fin du treiziesme an de son aage, & lequel est grant, & en estat qu'il est expedient & temps qu'il commence à apprendre & cognoistre les personnes de tous estats, & les affaires de nostredict Royaume. Et iceluy nostredict fils elle nous a présenté & baillié en nos mains, & nous a tres-humblement supplié que iceluy voulussions mettre en garde, compaignie & gouuernement de seure, loyale & puissant personne amans nous, nostredicte Compaigne, nostredict fils, & nostredict Royaume: & lequel nostredict fils par l'aduis & conseil de nostredicte Compaigne, & de plusieurs Seigneurs de nostre sang & lignage, auons baillié en garde, & gouuernement seurement, & selon la requeste à nous faicte par nostredicte Compaigne, sous l'ordonnance de nous & d'icelle nostre Compaigne. Nous qui ne voulons que en aucune maniere, ce que luy auons baillié & ordonné, tant pour son estat, comme autrement, luy soit empesché, ne que aucune diminution luy soit faicte és choses dessusdictes à elle par nous ordonnées & octroyées: Mais voulons icelles estre en-

tretenuës, & de bien en mieux augmentées : Auons auourd'huy déclaré sur ce nostre entention, laquelle est telle que dessus est touchié : en la presence de nos tres-chiers & tres-amez cousins, fils, oncle, & frere, le Roy de Nauarre, nostredict fils de Guyenne, les Ducs de Berry & de Bourgongne, & de Brabant, les Comtes de Henau, de Mortaing, de Neuers & d'Alençon, le Duc de Lorraine, Louis Duc en Bauiere, le Comte de Clermont, le Marquis du Pont, & les Comtes de la Marche, de Vendosme, de saint Pol, de Namur, & de Vaudemont : lesquels l'un après l'autre ont iuré & promis par les foyz de leurs corps, pour ce realment bailliées en nostre main, que ausdictes prerogatiues, honneurs, auctoritez, estats, preeminences, dons, prouffis, & autres choses dessus declairées ils ne donneront, ou feront aucun empeschement ou destourbier en tout, ou en partie, ne ne souffriront estre donné, fait, ou procuré par autres aucun empeschement ou destourbier en tout, ne en diminution d'aucunes d'icelles choses par nous à elle octroyées, ordonnées ou données, comme dessus est exprimé. Et se par importunité, inaduerterence, ou exhortation d'aucuns requerans ou autrement, en quelque maniere que ce fust, nous commandissions faire aucunes lettres au contraire des lettres, ou d'aucunes d'icelles, ou des choses à luy ordonnées pour son estat, par nous à nostredicte Compaigne octroyées : Nous ne voulons, mais deffendons tres-expressément à nostre amé & feal Chancelier, qu'il ne les scelle; & voulons que cette nostre presente ordonnance vaille ez choses ordonnées, & octroyées à nostredicte Compaigne, comme se elles estoient chacune spécifiées & declairées en ces presentes: & se par inaduerterence ou autrement, lettres ou ordonnances contre nostre presente entention estoient faites ou seellées, nous voulons que elles n'ayent aucun effect; mais dès maintenant les reuouons & adnullons comme faites & obtenuës contre nostre entention & volenté: Et commandons à nostredict fils Louis Duc de Guyenne, lequel a iuré en nostre main de tousiours amer nostredicte Compaigne; & luy obeyr; & aussi commandons aux autres dessus nommez, que ils ne souffrent aucune chose

faite au contraire de nostre presente entention & ordonnance ; mais s'aucuns s'efforçoient de ce faire, ils y résistent de tous leurs pouoirs. En tesmoing de ce nous auons fait mettre nostre seel à ces lettres. Dōné en nostre Chastel du Bois de Vincennes le vingt-septiesme iour de Decembre l'an de grace mil quatre cents & neuf, & de nostre regne le trentiesme. Et sur le reply desdites lettres, Par le Roy, presens les desusdicts Roy, Ducs & Contes, & Messire Jean de Nyelles, G. BARRAV. Et à costé, Visa. & seellé du grand seau dudit Seigneur en cire verte en lacs de soye rouge & verte. *Et au dos desdites lettres est escrit : Pour la Roync, touchant la garde & gouuernement de Monsieur de Guyenne. Et au deslous, Littera, per quam Rex vult quod Regina que habuit gardiam, & administrationem domini Delphini Viennensis, gaudeat omnibus priuilegiis praeminentiis & auctoritatibus quas habuit in Consiliis & negotiis regni, nec non omnibus donis per dominum Regem eidem factis. de anno 1409.*

CHAR- Conseil tenu par le Roy Charles VI. au Parlement en la
LES VI. Chambre de S. Louis, pour aduiser aux affaires de son
1409. Royaume.

Du Samedy dernier Decembre 1409.

C E iour n'a point esté plaidé, pource que l'on ne pouuoit entrer au Palais, obstant vn grand Conseil que faisoit le Roy en la salle S. Louis, de Messieurs de son Senat, & des Nobles du Royaume sur le fait de la guerre d'entre le Roy d'une part, & le Roy d'Angleterre d'autre part, auquel Conseil ayt esté sur la fin veoir la maniere, & y a esté dict & conclu de par le Roy, par la bouche du Conte de Tancarville, que pour plusieurs causes par luy parauant recitées, & par especial parce que les Anglois faisoient grand apareil de guerre, & auoient dillayé puis trois mois de venir au traité, où debuient venir ouenuoyer, comme auoient promis; le Roy auoit conclu sur le fait de la guerre: sur quoy estoient aduisez aucuns poincts, qui seroient

dictz aufdictz Nobles ; & sy aucuns aduisoient le diroient au Roy. Aussi a esté dict, que pource qu'il y auoit eu grand deffault au fait de la iustice de ce Royaume, & aussi du gouuernement accepté du Domaine & des Aydes ; le Roy auoit ordonné plusieurs vaillans hommes reformateurs generaux, desquelz les aucuns estoient du Senat du Roy : c'est à sçauoir les Contes de la Marche, de Vendosme & de S. Paul ; lesquelz reformateurs presenteroient ceulx qui auoient failly, & puniroient ceulx qui l'auoient deserui. Aussi fut dict, que pource que le Roy, pour plusieurs empeschemens qui luy suruenoient souuent, auoit ià pieçà ordonné, que la Royne par le conseil de Messieurs du sang Royal, entendroit és grosses besongnes & cas, qui en ce Royaume aduiendroient, ausquelz le Roy ne pouuoit entendre ; icelle Royne aussi estoit empeschée pour plusieurs cas qui luy suruenient & empeschent ; parquoy n'y pouuoit entendre. Sy auoit ordonné le Roy à la requeste de la Royne, que Monsieur le Daulphin entendroit de cy en auant ausdictes besongnes, par le conseil de mesdictz Sieurs du sang Royal.

Lettre, par laquelle le Roy declare, qu'il entend que son fils Louis Dauphin, ayant lors atteint l'aage de quatorze ans, ioüisse pleinement du Duché de Guyenne, & en ait l'administration entiere. 28. Ianuier 1409.

CHARLES VI.
28. Ianuier
1409.
Majorité
de Louis
Dauphin à
quatorze
ans.

Tiré d'1 Tresor des Chartes.

CHARLES par la grace de Dieu Roy de France. A tous ceulx qui ces presentes lettres verront, salut. Comme nostre tres-cher & tres-amé fils ainé Loys Duc de Guyenne, & Daulphin de Viennois soit entré en son quatorzième an ; parquoy il est chose conuenable & bien appartenant, qu'il ait dorésenauant l'administration & gouuernement de sesdictes seigneuries, & plus grant estat, qu'il n'a eu par le passé : Sauoir faisons que nous, ces choses considérées, & aussi que quand plustost luy baillerons la charge, gouuernement & administration dudit Duché de Guyenne, lequel

nous luy auons ià pieçà donné, & d'iceluy l'auons receu en nostre foy & hommage, de tant plustost & mieux pourra-il auoir, & aura l'amour & la cognoissance des Prelas & gens d'Eglise, & des Contes, Barons, & autres nobles hommes, vassaulx & subgiez dudiçt Duchié, & des drois, seignories & affaires d'iceluy. Euë sur ce saine & meure deliberation de Conseil avec les plus prouchains de nostre sang & lignage, & autres de nostre grant Conseil : à iceluy Loys nôtre ainsné fils, de nostre certaine science & grace especial, auons baillié & delaiissé, baillons & delaissions par la teneur de ces presentes, la pleine administration & gouuernement dudiçt Duchié de Guyenne, & des noblesses, droicts, prerogatiues, appartenances, & appendences quelconques d'iceluy, tant cōme nous viurons: Et voulons qu'il en iouisse doreseuuant comme vray seigneur propriétaire & Duc de Guyenne, selon la forme & teneur de nostrediçtes lettres de don à luy faict: en ait & prengne tous les prouffs, rentes & reuenus quelxconques; & en reçoie les fois & hommages, & tous seremens, autres drois & deuoirs deus & accoustumez, tant de Prelas & gens d'Eglise, comme des seigneurs temporels de quelque auctorité qu'ils soient, des habitans des bonnes villes, chasteaux, & autres lieux quelxconques deus & appartenans à Duc de Guyenne: mette & institue en iceluy Duchié toutes manieres d'officiers, tels, & par la maniere que bon luy semblera: & generallyment fasse, ioyssë & exploiçte de tout lediçt pays & Duchié de Guyenne; saufz & reseruez à nous les foy & hommages liges, & les souueraineté. & ressors, & autres drois Royauz: appartenans à nous & à nostre Couronne oudiçt Duchié, & ez citez, villes, chasteaulx, Chastellenies, appartenances, & appendences d'iceluy, avec les gardes des Eglises Cathedraulx & autres, estans de fondation Royal & de parriage, & de routes autres quelxconques, tellement priuilegiées qu'elles ne puissent ou doiuent estre separées de nostrediçte Couronne. Et afin que cette chose soit & demeure estable, & en plus grant seurte en tout aduenement pour nostrediçt fils: Nous d'abondant grace l'auons auctorisé, & suppléé à son aage, au-

torifons & suppléons par la teneur de ces presentes, entant que mestier en est. Toutesuoiés nous voulons & nous plaist, que nostre tres - cher & tres - amé oncle le Duc de Berry iouisse paisiblement de la Lieutenancie, que en aucunes parties dudit Duchie de Guyenne luy auons oſtroyée, selon la teneur de nos lettres sur ce faictes. Si donnons en mandement à tous les Comtes, Seigneurs, Barons, vassaulx, & autres habitans & subgiez quelxconques dudit Duchie de Guyenne, & à chascun d'eulx, si comme à luy appartendra, que à nostredit ainsné fils, comme à leur Seigneur Duc de Guyenne, & à ses gens & officiers ils obeyssent, & entendent diligemment en toutes choses, & luy facent & iurent les foys & hommages, seremens & autres drois, seruices & deuoirs accoustumez, tels & en telle maniere que tenus y sont, & que les fiefs le requierent; les ressort & souveraineté d'iceluy Duchie tousiours saufs & reseruez à ladiete Couronne de France; sans venir ne souffrir venir en aucune maniere au contraire. En tesmoing de ce nous auons faict mettre nostre seel à ces presentes. Donné en nostre Hostel lez saint Pol à Paris le vingt - huitiesme iour de Ianuier l'an de grace mil quatre cents & neuf, & de nostre regne le trentiesme. Sur le reply, Par le Roy, presens le Roy de Sicile, Messieurs les Ducs de Berry, de Bourgoingne & de Brabant, le Marquis du Pont, les Seigneurs Donnot & de Sauoisy, & plusieurs autres, G O N T I E R : & à costé *Duplicata*. Et seellé du grand seau de cire iaune pendant en double queue de parchemin. *Et sur le dos est escript*: Lettre, par laquelle le Roy a baillié & delaisié à Monsieur Loys son ainsné fils Duc de Guyenne, la pleine administration & gouvernement dudit Duchie de Guyenne, lequel il luy apieçà donné, & luy en a faict hommage; & qu'il en iouisse selon la teneur de ses autres lettres, données le 28. iour de Ianuier en 1409.



CHAR-
LES VI.

Dernier
Decembre

1409.

Regence du
Daupin.

Lettres par lesquelles le Roi veut, que, luy & la Reine sa femme estans absens ou occupez ailleurs, son fils Louis Daupin estant aux ans de puberté, preside aux Conseils, appelez avec luy ses cousins & oncles, les Rois de Sicile & de Navarre &c. Dernier Decembre 1409.

Tiré du Tresor des Chartes.

CHARLES par la grace de Dieu Roy de France. A tous ceux qui ces presentes lettres verront, salut. Pource qu'entre les cures & sollicitudes que nous auons continuellement en nostre pensée, nous desirons de tout nostre cuer vacquer, & entendre diligemment, de pourueoir à ce que les besongnes & affaires de nostre Royaume & de la chose publique d'iceluy, soient si bien & deuëment conduictes & gouuernées, que ce soit à la loüange & au plaisir de nostre Seigneur, & à l'honneur, bien & prouffit de nous, de nostre Royaume & de la chose publique d'iceluy; & en telle maniere que par negligence, prolixité, ou longue attëndue de prouision & remede, aucuns inconueniens ne s'en ensuiuent: lesquelles choses pourroient souuentesfois aduenir pour nôtre absence, & pour plusieurs grans occupations, qui souuent nous suruiennent & peuent suruenir: & pour ce eussions jà pieçà par saine & meure deliberation de Conseil de plusieurs de nostre sang & lignage, voulu & ordonné par nos autres lettres, que nostre tres-chiere & tres-amée Compaigne la Royne, appelez les dessusdicts de nostre sang & lignage, & de ceulx de nostre grant Conseil, tels & en tel nombre comme bon luy sembleroit, en nostre absence, ou quand nous serions tellement occupez, que nous n'y pourrions vacquer, pensst par leur aduis & conseil vacquer & entendre à besoigner, & secourir aux grans faiz & autres besoignes & affaires de nous & de nostredict Royaume; si comme ces choses sont plus à plain spécifiées & contenuës en nostredictes autres lettres sur ce faictes. Et il soit ainsi que nostredict Compaigne soit aucunesfois, & pourroit estre si empeschée,

chée, qu'elle n'y pourroit bonnement vacquer si diligement & continuellement, comme la chose le requerroit & qu'elle voudroit : laquelle chose pourroit redunder à nostre tres-grant charge, & au dommage de nous, & de nostredicts Royaumes & subgiez, se par nous n'estoit sur ce pourueu. Sauoir faisons, que nous perseuerans de plus en plus en nostre desir dessusdict, considerans que nostre tres-cher & tres-ame filz ainsné Louis Duc de Guyenne & Dauphin de Viennois vient aux ans de puberté, & en aage de pouoir endurer peine, & auoir cure & diligence de vacquer & entendre à ce à quoy nous le voudrions employer; & afin que en sa ieunesse il commence à sçauoir & congnoistre les besoignes & affaires de nostredict Royaume, & qu'il hante doreseuauant nos Consaulz; par quoy il puisse auoir plus grant congnoissance & perfection en soy de bon entendement; mesmement que après nostre trespas la Couronne luy est deuë de droict, & succedera à nous en icelle, au plaisir de nostre Seigneur; pourquoy deuons auoir, & auons en luy parfaicte & singuliere confidence plus que en nul autre. Euë aussi sur ces choses grant & meure deliberation avec plusieurs des plus prouchains de nostre sang & lignage, & de nostre grant Conseil, auons aujourd'huy voulu & ordonné, voulons & ordonnons par la teneur de ces presentes, que toutesfois que doreseuauant nous, ou nostredict Compaigne serions absens ou occupez; en maniere que nous ne pourrions vacquer ne entendre à l'expedition & prouision des fais, besoignes & affaires touchans nous & nostredict Royaume; iceluy nostre filz, appelez avec luy les dessusdicts plus prouchains de nostre sang; c'est assauoir nos tres-chers & tres-amez cousins & oncles, les Rois de Sicile, & de Nauarre, les Ducs de Berry, de Bourgogne, de Brabant, de Bourbon, & Loys Duc de Bauiere, ou ceulx d'eulx qui seroient lors deuërs ou prés de nous, & nostre Chancelier, & autres de nostre grant Conseil, tels, & entel nombre comme bon & expedient luy semblera; tiengne nostre lieu, & preside en nos Consaulz, entende, vacque, & se employe pour nous, de par nous & en nostre nom, toutesfois que besoing sera,

en l'expedition, prouision, conclusion, & ordonnance de tous les fais, besoingnes & affaires de nous, & de nostredict Royaume, & y preiaigne tels appoinctemens & conclusions comme par la plus grant & seure partie des dessusdicts sera conseillié & aduisié, en telle maniere que ce soit à la louange & plaisir de nostre Seigneur, & l'honneur, bien & vtilité de nous, & de nostredict Royaume, & de la chose publique d'iceluy, & tout ainsi comme nous-mesmes ferions, & faire pourrions, si nous y estions presens en nostre personne, ou nostredicte Compaignie, selon la teneur des lettres que nous auons pieçà ottroyées. Pourueu touteuoyes, que s'il suruenoit aucuns grans fais touchans si grandement nous & nostredict Royaume, & le bien de la chose publique d'iceluy, que l'expedition d'iceux requiest nostre presence; il rapportera, ou fera rapporter deuers nous tels appoinctemens & deliberations comme par la plus grant & saine partie des dessusdicts qui seront lors presens, & à ce appelez, aura esté aduisié & conseillié, afin que en nostre presencela conclusion soit prise, pour estre mise à execution deuë: ou cas toutesfois que lesdicts fais, besoingnes, & affaires ne seroient si vrgens & requieissent si grant celerité & breue expedition, que on n'y peust differer ne attendre sans tres-grant & euident peril, ou dommage pour nous, ou pour nostredict Royaume, & le bien publique d'iceluy, & non autrement. Et voulons & ordonnons comme deuant, que tout ce qui par nostredict fils aura ainsi esté aduisié, conseillié, fait & conclu, & mis à execution, comme dict est, soit valable, & ait force & vigueur, comme se par nous & en nostre presence eust esté fait, & que nos Secretaires ordonnez pour estre à nos Consaulz & non autres en facent & signent les lettres en forme deuë, telle qu'il appartendra, lesquelles nous voulons estre seellées de nostre seal sans aucune difficulté: Pourueu touteuoyes que nostredict fils pour quelconque cas ou affaire qui aduiengne, ne pourra donner ne alier aucune chose de nostre domaine. Si donnons en mandement par ces mesmes presentes aux dessusdicts prouchains de nostre sang & lignage, à nos Connestable, Chan-

celier, Mareschaux, Admiral, Chambellans, Seneschaux & autres de nostre Grant Conseil, & à chacun d'eulx si comme à luy appartendra, que les choses dessusdictes accomplissent & fassent accomplir de poinct en poinct, ainsi & par la maniere que dessus est aduisié. Mandons aussi & commandons à nos amez & feaux, gens tenans nostre present Parlement, & qui rendront ceux auenir, & à tous nos autres Iusticiers, Officiers & subgiez, & à chacun d'eulx, si comme à luy appartendra, que nostre presente Ordonnance ils tiengnent, gardent & enterinent & accomplissent, & fassent tenir, garder, enteriner & accomplir de poinct en poinct, diligemment selon sa forme & teneur, sans enfreindre en aucune maniere, & icelle fassent signifier & publier par tout où il appartendra. En tesmoing de ce nous auons fait mettre nostre seel à ces presentes. Donné en nostre Palais Royal à Paris le dernier iour de Decembre l'an de grace mil quatre cents & neuf, & de nostre regne le trentiesme. Et sur le reply : Par le Roy, le Cardinal de Bar, les Rois de Sicile & de Nauarre, Messieurs les Ducs de Guyenne, de Berry, de Bourgongne, de Brabant, & de Hollande, vous l'Arceuesque de Reims & plusieurs autres Prelas, le Comte de Tanquaruille, & grant multitude d'autres grans Seigneurs presens, signé GONTIER. & à costé, *Duplicata*. Et seellé du grand seau dudiect Seigneur en cire iaune pendant en double queuë de parchemin. *Et sur le dos desdites lettres est escript* : Pouuoir de Monsieur de Guyenne de presider, mil quatre cents neuf.

Lettres patentes du Roy Charles VI. establiſſant de nouveau le Dauphin son fils en la Lieutenance generale du Royaume, cassant & annullant celle qu'il a donnée à la Reine sa Compagne: & outre donne audit Dauphin le pouuoir de presider en son absence en ses Conseils, & d'appeller avec luy ceux de son sang, & autres.

CHAR-
LES VI.
6. Nouemb.
1417.

CHARLES par la grace de Dieu Roy de France. A tous ceux qui ces presentes lettres verront, salut. Comme ià pieçà pour certaines causes & considerations, & pour lors

que noz enfans n'estoient pas encores en aage de cognoissance, ne d'auoir charge de gouuernement, nous eussions donné à nostre tres-chiere & tres-amée Compaigne la Reine pouuoir & auctorité de entendre en nostre absence, & quand nous serions aucunement empeschiez aux besongnes & affaires de nostre Royaume, pour en icelles aduiser, conclure & determiner, & les mettre à effect selon la plus grant & plus saine partie des opinions des Seigneurs de nostre sang, qui pour lors seront entour nous, & de nos Conseillers: & après considerans que feu nostre tres-cher fils Loys en son viuant Duc de Guyenne & Dauphin de Viennois estoit jà en aage suffisant, & auoit entendement pour soy pouoir employer aux choses dessusdictes; à iceluy comme à nostre ainé filz baillâmes le pouuoir dessusdict, & voulûmes que dudit pouuoir de Lieutenant nostredit filz, & non autre vîst pour ledit temps; & après le trespassement de nostredit filz, fîmes semblablement octroy à feu nostre filz Iean en son viuant Dauphin de Viennois & Duc de Berry, lequel pareillement est allé de vie à trespassement. Et depuis nous ayans regard aux grans & pesantz affaires de nostre Royaume, & desirans pourueoir aux inconueniens, maulx & dommages qui aduiennent, & pourroient auenir en nostredit Royaume, tant pour la guerre que nous faict nostre aduersaire d'Angleterre en plusieurs & diuers lieux, comme parce que le Duc de Bourgoigne de son auctorité & sous ombre de nous en donnant contre verité faux entendre, s'efforce contre nostre voulenté entrer par voyes estranges au gouuernement de nostredit Royaume, a ià faict plusieurs exploits & mauuaises entreprinſes, & faict encores de iour en iour contre nous, noz seignourie & subiects; eussions faict, estably & ordonné nostre cher & tres-amé seul filz Charles Dauphin de Viennois, Duc de Touraine, de Berry, & Comte de Poictou, nostre Lieutenant General en nostredit Royaume, en reuocant certain pouoir ià pieçà donné à nostre tres-chiere & tres-amée Compaigne la Roïne, comme par nos autres lettres de reuocation sur ce faictes puet apparoir. Nous considerans les bonnes

manieres que nostredict filz a tenuës depuis ou faict de la-dicte Commission, la parfaicte amour naturelle, & obeïssance qu'il a à nous, & qu'il a, comme nous sommes veritablement acertenez, toute bonne & entiere voulenté, comme raison & nature le adstraignent au bon gouuernement & reformation de nostredict Royaume, à la garde & defense de noz subgez, & les releuer des grans charges & oppressions, que pour les causes dessusdites ils sueffrent chacun iour: Ayans aussi regard que Dieu luy a donné bon entendement à ce souffisant, & tres-grand desir de soy y employer ainsi que à luy appartient, comme nostre seul filz heritier, & successeur après nous de la Couronne de France, & qui de tant doit auoir greigneur soing & diligence à labourer aux choses qui sont au bien & proufit de nostredit Royaume, comme après nostre personne luy touche le plus près. Et aussi nos subgez raisonnablement doiuent auoir plus agreable d'estre en l'obeïssance de nostredict seul filz, comme Lieutenant de nous, entant comme il est leur Seigneur futur. Et afin que luy qui a ià souffisant aage, & puet endurer peines & labours, & traueiller de sa personne, se puist à ce faire exercer, & par frequentation plus sauoir estre expert, & mieux aduertý aux choses qui touchent le bien, garde, & conseruation de nous & de nostre seignourie, pour oster aussi l'erreur, qui * à cause de la puissance & auctorité que aucuns se attribuent contre raison: considerans aussi que nous sommes, aucunesfois empeschiez & occupez en plusieurs manieres, ne pouons bonnement par tout vacquer ne entendre comme nous le desirons. Sauoir faisons, que nous en continuant en nostre meismes propos & voulenté, auons aujourd'huy derechief iceluy nostre filz par la deliberation de nostre grand Conseil, appelez à ce plusieurs de nostre sang & lignage, & autres Prelats, Barons, Nobles, gens de nostre Parlement, les Recteur, & plusieurs Maistres de nostre fille l'Vniuersité de Paris, les Preuost des Marchans, Bourgeois & Escheuins, & plusieurs autres de diuers estats, faict, estably & ordonné, & par la teneur de ces presentes faisons, establissions & ordonnons seul,

& pour le tout nostre Lieutenant general par tout nostredict Royaume, en ostant & mettant au neant, & renonceant d'abondant, & derechief toute Lieutenance & puissance generale que nous auons ou pourrions auoir donnée à nostredite Compaigne, sous quelconque forme de paroles, ne en quelque maniere, & pour quelconque cause que ce soit, ou à autres de nostre sang, ou de quelque estat ou auctorité qu'il soit; & laquelle ou lesquelles Lieutenances ou puissances nous ne voulons doresenauant auoir lieu, ne demourer en vertu, après cette presente nostre Ordonnance; & avecques ce auons voulu & ordonné, voulons & ordonnons que doresenauant en nostre absence iceluy nostre fils, appelez avecques luy ceux de nostre sang & lignage, nostre Chancelier, & autres de nostre Grand Conseil presents ou lieu où nostredict fils fera, tels, & en tel nombre comme bon & expedient luy semblera, tiegne nostre lieu, & represente nostre personne; & luy auons donné, & donnons de nostre certaine science par ces presentes plein pouoir & auctorité d'appeller, faire assembler, & tenir nos Consaulx, & en iceux presider, aduiser, appoinctier & conclurre pour & ou nom de nous, en & sur tous les fais, affaires & besongnes quelconques qui suruiendront, & touchant nous, noz Royaume & Seignourie; selon ce que pour le bien de nous, de nosdicts Royaume & Seignourie, & de noz subiects, il sera par la deliberation de nostredict Conseil, ou de la plus grant & saine partie d'iceluy aduisé estre expedient & necessaire; & les dessusdicts appointemens, conclusions, & deliberations en quelque maniere que ce soit touchant nous, nostre Seignourie, noz terres & subgez, faire mettre à effect & executions deuës; & generalement de faire pour & ou nom de nous en tous lesdicts fais, besongnes & affaires, touchans nous, nozdicts Royaume, Seignourie, terres & subgez, comme dict est, leurs circonstances & dépendances, tout ainsi que nous mismes fairions, & faire pourrions en nostre personne, iacoit ce que la chose requist mandement plus special. Tous autres pouoirs de Lieutenance & puissance general cessans de present & do-

resenauant, comme dict est. Voulans outre & ordonnans, que tout ce que par nostredict filz aura esté ainsi aduisé, con-
seillé, fait, conclu & mis à execution soit valable, ferme
& estable, & ait force & vigueur, comme si par nous, & en
nostre presence estoit fait, & que nos Secretaires ordonnez
estre à noz Consaulx en facent & signent pour & au nom
de nous par son ordonnance & commandements, les lettres
en forme deuë, telle qu'il appartiendra, lesquelles nous vou-
lons estre seellées de nostre scel sans aucune difficulté. Si
donnons en mandement à noz amez & feaux Conestable,
Chancelier, Marechaulx, Admiral, gens de nostre Parle-
ment, de nostre Grand Conseil, le Maistre de nos Arba-
lestriers, les Maistres des Requestes de nostre Hostel, gens de
nos Comptes & Tresoriers à Paris, les Generaulx de la Iustice,
& Commissaires sur le fait des Aides ordonnez pour la guer-
re, & nozdicts Secretaires, & aussi à tous Seneschaulx, Baillifs,
Preuosts & autres Iusticiers, Officiers & subgiez de nous & de
nostredict Royaume, & à chacun d'eulx, cōme à luy appartiend-
ra, que à nostredict filz le Dauphin, cōme à nostredict Lieu-
tenant general seul & pour le tout, obeïssent & entendent dili-
gemment, & ne obeïssent ne entendent plus doreseuuant en
fait de Lieutenātif en quelque maniere que ce soit, à nostre-
dict Compaigne, ne à quelsconques autres de nostre sang, à
qui ou temps passé nous auōs baillé noz lettres de Lieutenan-
ce ou puissance, sur peine d'encourir nostre indignation. Et à
iceux nostre Compaigne & de nostre sang, que plus ne s'entre-
mettent doreseuuant d'icelles Lieutenantise & puissance en
aucune maniere. Car ainsi nous plaist-il, & voulons estre
fait par ces meismes lettres, au Vidimus desquelles, pour-
ce que l'en en pourra auoir affaire en plusieurs lieux, où l'en
n'en pourroit pas bonnement recouurer, nous voulons pleine
foy estre adioustée comme à ce present Original: & aussi
afin qu'il appere mieux que tout le contenu en ces presen-
tes procede de nostre certaine science & voulenté, & que
aucun n'en puisse pretendre ignorance, que icelles ils facent
publier par toutes les citez & bonnes villes, & autres lieux
des Bailliages & Seneschaussées de nostredict Royaume, &

ailleurs, où l'en a accoustumé à faire criz & publications de par nous. En tesmoing de ce nous auons fait mettre nostre seel à ces presentes. Donnée à Paris le cinquiesme iour de Nouembre l'an de grace mil quatre cens & dix-sept, & de nostre regne le 38. Par le Royen son grand Conseil, FERRON: & seellé de cire iaune.

LOVIS
XI.
1482.

Serment
fait à son
Sacre.

Le Roy Louis XI. enuoye à la Cour de Parlement les sermens qu'il auoit fait à son Sacre, pour les enregistrer.

Extrait des Registres de Parlement, du Lundy 22. Auil 1482.

C E iour la Cour a receu deux lettres missiues du Roy, avec les articles contenans les sermens qu'il a faits à son ioyeux aduenement à la Couronne, lesquels la Cour a ordonné estre cy enregistrez. S'ensuit la teneur desdites lettres.

DE PAR LE ROY.

Nous amez & feaux, Nous vous enuoyons le double des sermens qu'à nostre aduenement à la Couronne nous auons faits; & pource que nous desirons les entretenir, & faire iustice à vn chacun, ainsi qu'il appartient; nous vous prions, & neantmoins mandons tres-expressément, que de vostre part y entendiez & vacquiez tellement, que par vostre faute aucune plainte n'en puisse aduenir, ne à nous charge de conscience, & gardez qu'il n'y ait point de faute. Donnée à Tours le 14. iour d'Auil. Signé, LOVIS. Et plus bas, PARENT. *Et au dos est escript: A nos amez & feaux Conseillers, les gens de nostre Cour de Parlement à Paris. Receu le 22. Auil 1482. après Pasques.*

Item hoc populo Christiano mihi subdito in Christi nomine promitto; in primis ut Ecclesie Dei omnis populus Christianus veram pacem vestro arbitrio seruet omni tempore.

Item, ut omnes rapacitates & iniquitates ab omnibus gradibus interdiciam.

Item, ut in omnibus iudiciis aequitatem & misericordiam precipiam; ut mihi & vobis indulgeat suam misericordiam clemens & misericors Deus.

Item

Item, de terra mea ac iurisdictione mihi subdita uniuersos hereticos ab Ecclesia denotatos pro viribus bona fide exterminare studebo. Hac omnia supradicta firmo iuramento

DE PAR LE ROY.

Nos amez & feaux, Incontinent ces lettres veuës, enuoyez-nous le double des Ordonnances faites par le feu Roy Charles le Quint, que Dieu absoille, touchant nostre Cour de Parlement, & doresnauant gardez comment que ce soit que vous obseruez & entretenez le contenu esdites Ordonnances de point en point sans en rien laisser, & qu'il n'y ait point de faute. Donnè à Belle-ville, le onzième iour d'Auril. Signé, LOUIS. Et plus bas, PARENT. Et au dos est écrit : A nos amez & feaux Conseillers les gens de nostre Cour de Parlement à Paris. Receu le vingt-deuxième Auril 1482. après Pasques.

Extraict du Procès verbal des Estats generaux assemblez à CHARLES VIII.
Tours l'an 1483. du regne du Roy Charles VIII. aagé 1483.
de 13. ans; en ce qui concerne la garde de sa personne, & Touchant le gouuernement pendant sa minorité.
le gouuernement du Royaume pendant sa minorité. Com-
posé en Latin par M. Jehan Masselin Official de l'Archeuesque de Rouën, & l'un des Deputez de la Province de Normandie. Du Mercredi 4. Feurier.

LE* President des Estats fit cette proposition à l'assemblée, Qu'après auoir delibéré sur plusieurs points & articles de leurs charges & commissions, & les auoir terminez, il en restoit vn à traicter, dont le subiect estoit grand & tres-difficile. Il faut premierement, dit-il, mettre en deliberation ce qui concerne la garde de la personne de nostre Roy, & son education, luy qui est Prince tres-grand & tres-Christien, & qui sans aucune contestation surpasse tous les autres Rois en dignité, en forces & en pouuoir. C'est sur luy que toutes les esperances de ses subiects sont appuyées, du salut de qui dépend aussi le leur. Nous cognoissons tous l'excellence de son esprit, & la bonté de son naturel: nous

* l'Abbé de S. Denis.

l'aimons , & il nous aime d'un amour reciproque. Mais il faut confiderer qu'il est d'un age encore tendre , & que n'ayant pas iusques icy atteint les années de puberté , il a besoin du ministère & du conseil de gens sages pour sa conduite , & pour le manient de ses affaires : afin qu'il forme son esprit , qui est docile & susceptible d'instruction , sur les conseils & enseignemens que luy donneront ceux qui en auront la direction ; & afin aussi qu'il se trouue doué de louables mœurs , & orné des vertus Royales au temps qu'il prendra en main le gouvernement de l'Estat. Il faut traiter en second lieu de l'élection de certain nombre de Conseillers & Ministres , qui ayent l'autorité souveraine dans l'administration & gouvernement des affaires de l'Estat pendant la minorité du Roy ; auxquels comme Regens & tuteurs du Royaume , toutes les grandes affaires se rapportent , pour estre decidées & résolues. L'importance du subiect declare assés quelle doit estre la probité , la vertu , & l'experience de ceux qui doiuent estre élus ; & d'autant plus encore que de ce choix nous sçauons que tout le bien & le mal , toutes nos prosperitez & aduersitez procederont comme de leur principe. C'est pourquoy vous deuez employer toutes les forces de vos esprits , toute vostre industrie & vos soins , pour faire reüssir heureusement & au bien de l'Estat , une affaire de telle importance , & si necessaire pour le salut du Royaume , dont la decision & accomplissement dépend de vous , & de vostre pouuoir. Mais d'autant que la distribution de tous les suffrages en six parties seulement semble n'estre pas égale , veu que la premiere qui comprend les Deputés de Paris & leurs adioincts , surpasse sans doute deux outrois des autres parties en nombre de Bailliages & de Deputés , & en estenduë de Prouinces. Et de mesme aussi la partie qui comprend la Langue d'Ouy. C'est pourquoy il semble à propos que les suffrages se donnent en cette matiere par Bailliages , ou bien que chaque Deputé donne le sien , sans obseruer en cette rencontre , ce que nous auons pratiqué dans les autres.

Cet expedient proposé pour donner les aduis excita du

bruit, ayant esté improuué par les vns, & accepté par les autres. Après cela l'on vint à reciter les conclusions, & ce qui auoit esté arresté. Alors les Deputez de Paris, sans faire mention de la contestation precedente dirent d'un commun accord, Maître Jehan de Rêli portant la parole pour tous, qu'il estoit plus honteux & inciuil de chasser de sa maison celuy que l'on y a receu, qu'il n'auroit esté de ne le pas admettre; que suiuant ce prouerbe, il leur sembloit que les quinze Conseillers deuoient demeurer dans le Conseil du Roy & direction des affaires, d'autant qu'ils auoient esté deputez & nommez par les Princes, qui s'estoient seruis de leur aduis & de leur ministere, pour faire la conuocation des Estats generaux, & en toutes les autres affaires; que pourtant leur aduis est, qu'il seroit necessaire d'en adioindre autres neuf à ces quinze precedens, qui seroient élus par douze ou seize deputez de l'assemblée des Estats generaux, qui prendroient aussi l'aduis & conseil des Princes. Et là mesme furent recitez les noms des quinze Conseillers élus par les Princes, qui estoient Messieurs de Beauieu, d'Albret, de Dunois, de Richebourg, de Torchi, d'Albi, des Cordes, de Gié, de Genli, du Lau, d'Argenton, de Baudricourt, de Comminges, de S. Vallier, & de Perigueux. Ils adiousterent qu'ils apportoiencore l'opposition des trente-deux Bailliages, sans parler en aucune façon de la personne du Roy. Mais le plus grand nombre de ces Bailliages disoient, que ces quinze demeureroient avec cette condition apposée, *pourceu qu'ils fussent agreables à Messieurs les Ducs d'Orléans, & de Bourbon*, qu'il falloit sçauoir leur volonté là dessus, & qu'au cas qu'il s'en trouuast entre ces quinze, qui ne fussent pas agreables à ces deux Princes d'un commun consentement entre eux, qu'ils ne deuoient point estre admis. Et ainsi ils s'opposèrent & empêcherent que cette deliberation ne fust arrestée & enregistrée.

Dans l'assemblée tenuë après midy sur cette affaire, plusieurs aduis differens furent donnez. si contraires les vns aux autres, qu'il s'en trouua autant qu'il y auoit de Deputez, soit que les seconds eussent seulement dessein de contredire les

premiers, ou que chacun voulust monſtrer la beauté & ſubtilité de ſon eſprit. Neantmoins du conſentement de tous ceux de noſtre party, M^e Iean Maſſelin, qui en eſtoit le Preſident, reduiſit enſemble tous les ſuffrages à vn meſme auiſ; & nous nous employaſmes à deliberer, non pas, qui ſeroient ceux qui auroient la garde & tutele de la perſonne du Roy, & quels officiers on luy donneroit pour le ſeruir; mais quels Conſeillers il eſtoit beſoin d'élire. Et ſur ce point, on ſe trouua en grande perplexité, veu que l'on eſtimoit qu'on n'auoit pas eu grand égard au bien de l'Eſtat, au choix de ces quinze Conſeillers, que ceux de Paris auoient nommez, & qu'ils vouloient que les Eſtats approuaſſent; dautant que l'on eſtoit bien informé que quelques-vns de ces Conſeillers eſtoient non ſeulement inutiles au gouuernement des affaires, mais encore nuifibles & pernicieux; qui au veu & ſceu de tout le monde auoient volé & pillé l'Eſtat pendant le temps d'un mauuais & faſcheux gouuernement: & pluſieurs auoient pris reſolution de les exclure du Cōſeil, s'il leur eſtoit poſſible: mais il y auoit cet inconuenient, que ſi on les euſt nommez particulièrement pour les exclure, on les auroit eu pour ennemis, & peut-eſtre auſſi celui des Princes, dont chacun d'eux faiſoit profeſſion ouuerte de ſuiure le party & les intereſts. Mais la deliberation paſſa de cette ſorte: Nous declarafmes en premier lieu, & fiſmes des proteſtations, qu'en l'élection de ce Conſeil nous ne pretendions en aucune maniere preiudicier à l'autorité & aux prerogatiues des Princes, & que noſtre intention eſtoit, que chacun d'eux conſeruaſt ſon rang, ſa dignité & ſon pouuoir: puis par leur bonté & bienueillance nous auions la liberté toute entiere de parler & traiter des affaires. En ſecond lieu, que nous ne donnions nos ſuffrages, que par forme d'auis & de conſeil, & non pas comme vne deciſion fixe & arreſtée; & qu'après auoir entendu d'autres raiſons, nous pourrions changer nos ſentimens. Que nous ne voulions pas declarer nul de ces Meſſieurs qui auoient eſté choiſis, indigne d'entrer au Conſeil, & comme tel l'en exclure, encore que ce nombre de quinze, dont les noms auoient eſté recitez par les Deputez de Paris, ſemblaſt

n'estre pas bien fixé & arresté: qu'au contraire, nous auions esté depuis informez qu'ils auoient erré dans ce recit, & que outre ces quinze, les Princes en auoient encore accru le nombre, y mettant l'Euesque de Coustance, & le Seigneur de Boisy, & quelques autres. Que partant pour éuiter la confusion, nous estimions qu'il estoit à propos que de part & d'autre on nommast des personages de probité, à sçauoir trois de chacune des * six parties des Estats, & huit d'entre ces quinze, sans toutefois improuuer les sept autres, & leur donner l'exclusion, lesquels pourront encore estre élus. De façon que ces huit Deputez choisis entre ceux du Cōseil, & les dix-huit du corps des Estats, après auoir presté serment solennellement & expressément, auront le pouuoir d'élire en leurs consciences, & selon leur iugement & prudence, vingt-quatre, ou trente-six Conseillers, personages de sainte vie, de probité & de vertu. Et que ce pouuoir d'élire seroit donné aux Electeurs par les Estats, & en leur nom. Et qu'après l'élection faite, ces Conseillers élus leur seroient presentez pour faire le serment, & promettre spécialement certaines choses; après quoy les Estats traicteroient avec eux des affaires.

* Ces six parties se rapportent à la distribution qui auoit esté faite de tout le corps des Estats en six parties, pour éuiter la confusion & la longueur, qui auroit esté, si les suffrages auoient esté pris de chaque Deputé.

Le lendemain Ieudy cinquième Feurier, les Estats s'estans assemblez pour entendre les opinions de cinq parties, qui n'auoient point encore esté ouïes; les Bourguignons pour qui l'Abbé de Cisteaux portoit la parole, commencerent de parler en cette sorte: Que puisque les Princes auoient si fauorablement & benignement accordé aux Estats, qu'ils vlassent avec pleine liberté de l'autorité & pouuoir qui leur appartient, & qu'ils élussent des personnes pour la conduite des affaires du Royaume, qu'il estoit iuste de recognoistre cette grace & faueur par vne autre reciproque. C'est pourquoy ils estoient d'avis, que du nombre de ces quinze Cōseillers choisis par les Princes dès le commencement du regne du Roy, douze deuoient demeurer tels que les Princes les voudront élire, & mesme que l'on deuoit consentir à ce que les quinze cy-deuant nommez subsistassent, s'ils le iugeoient à propos. Et qu'aussi les Estats en éliroient douze, à sçauoir chacune

partie deux, qui seroient adioints aux autres, & que tous ensemble iureroient & feroient serment en la presence des Estats.

Les Normans repeterent ce qu'ils auoient dit le iour precedent, & leur aduis fut suiuy par ceux de Guyenne, & ceux de la Langue d'Ouy. Mais ceux de la langue Occitaine se conformerent dauantage aux Bourguignons; & adiousterent seulement, que l'élection des douze ou quinze Conseillers se fist coniointement par dix-huit ou vingt-quatre Deputez des Estats, & par les quinze Conseillers du Conseil du Roy, après auoir pourtant demandé le consentement des Princes. Dans cette diuersité d'aduis il ne fut pas possible de rien conclure: cependant l'aduis des Normans fut approuué par ceux mesme qui estoient d'un contraire, comme le plus seur & plus sain, d'autant qu'il n'offensoit personne, qu'il donnoit des loüanges à tous, & qu'il conseruoit & maintenoit entiere la liberté des Estats. Et si le President des Estats eust esté homme adroit, & qu'il eust pris soin de l'affaire, il luy estoit tres-facile de concilier tous les differens aduis sur le champ, & d'en former vn, qui eust esté suiui par tous les opinans: mais il laissa l'affaire indecise, & remit l'assemblée à deux heures après midy.

Cependant que ces matieres se traitoient, deux enuoyez, l'un qui estoit le S^r de Marigny de la part du Duc d'Orleans, & l'autre le S^r de Cullant, de la part du Duc de Bourbon, entreurent dans l'assemblée, qui l'un après l'autre, & quasi en mesmes termes, dirent que leurs maistres auoient appris, qu'on auoit faussement voulu faire croire aux Estats, qu'il estoit suruenue des haines & inimitiez entre eux deux, & que pour cette cause l'assemblée estoit intimidée de traiter & terminer les affaires qu'elle auoit en main. Qu'ils prioient les Estats de croire qu'ils auoient tousiours esté, & qu'ils étoient en bonne & mutuelle intelligence, comme vrais & sincerés amis, qu'ils conspiroient ensemble au bien de l'Estat, ce qui ne cesseroit iamais pour quelque raison & consideration que ce püst estre. Qu'ils aduertissoient l'assemblée de n'adiouster point de foy à tels donneurs d'aduis, mais qu'ils s'employaf-

sent à reformer l'Estat par leurs bons & sages conseils, en quoy ils seroient tousiours aidez & secondez par ces Princes. On leur répondit, que iamais l'assemblée n'auoit ouÿ parler qu'il y eust discorde & mes-inrelligence entre ces Princes; qu'au contraire elle auoit tousiours agi avec cette persuasion, qu'ils estoient tres-vnis. Qu'au reste les Estats les remerciéroient de cet aduis, & des offres qu'ils faisoient de leur faueur si puissante, & dont ils auoient tres-grand besoin.

En l'assemblée tenuë après midy, chacune des parries estant en sa place, le Seneschal de Normandie fit cette relation; Que depuis l'assemblée du matin finie il auoit esté à la Cour, qui pour lors estoit aux Montils, & qu'il auoit eu conference avec le Duc de Beauieu, qui entre autres discours luy auoit tenu celui-cy: Que les Depurez des Estats deuoient hardiment & sans rien craindre nommer tous ceux qui deuoient composer le Conseil du Roy: que le nombre de vingt-quarre auquel on les vouloit reduire, sembloit trop perir, & donnoit le moyen aux Princes d'élire qui leur plairoit; ce qui pourroit donner ouuerture à la diuision & discorde entre eux.

Les Estats estoient aussi poussez à faire cette reduction par l'aduis des plus prudens & aduisez du Conseil du Roy, qui ne pouuoient y souffrir des personnes, qui leur sembloient ou trop ieunes, ou qui n'estoient pas reputez gens de bien. Mais ils ne voyoient aucun moyen de les pouuoir exclure, & comme ils disoient, purger le Conseil, que par l'autorité & ordonnance des Estats, ausquels route l'affaire seroit remise, d'autant que tous ces Conseillers y estoient entrez par la faueur & l'aurorité de l'un de ces Princes. Mais ces Conseillers aduertis de l'intention des Estats, & des efforts qu'ils faisoient de les chasser, trouuilloient de leur costé à se maintenir: & finalement ils y subsisterent appuyez des Princes, aux interets desquels ils s'estoient atrachez, & de la faueur de plusieurs des Deputez des Estats, qui furent facilement corrompus. Et il arriva que la malice des meschans, par leur assiduité & empressement continu, l'emporta par dessus la vertu & le merite; de sorte que les gens de bien y succomberent.

Après auoir long temps agité la matiere, il fut conclu & arreté que le Conseil du Roy seroit composé de trente-six; douze desquels seroient choisis par les Estats entre les quinze qui le composoient premierement, à quoy le consentement des Princes interuiendroit en quelque façon, & seroit requis par l'assemblée; mais avec des paroles pleines de precaution, pour ne donner aucune occasion aux esprits de s'irriter & émouuoir. Il en restoit vingt-quatre à élire, à sçauoir quatre par chacune partie des Estats. Que si les Deputez de Paris, & ceux de la Langue d'Ouy eussent contesté & pretendu, qu'ils auoient droit d'en nommer plus grand nombre que les Normans, Bourguignons ou ceux de Guyenne; en ce cas ceux - cy leur eussent cédé, & se fussent contentez d'en nommer trois chacun.

Le lendemain sixième du mois auant que le President eust pris sa place, il s'éleua vn bruit sourd dans l'assemblée, qui toucha sensiblement les oreilles & l'esprit de tout le monde. L'on disoit qu'à l'instant on deuoit apporter de la part des Princes vn roolle des Conseillers cy - deuant choisis par eux, & qui leur estoient à present agreables. Ce qui fut suiuy de l'effet: Car incontinent que ceux de l'assemblée eurent pris leurs places, arriuerent l'Euesque de Coustance, les Sieurs de Boisy, de Vatan, de Marigny, de Cullant & quelques autres; & le sieur de Boisy portant la parole dist, que le Roy les auoit enuoyez de la part des Ducs d'Orleans, & de Bourbon; que sa Maiesté & ces deux Princes auoient esté fort surpris d'entendre, que l'on eust le iour precedent apporté dans l'assemblée vn roolle qui auoit esté leu, dans lequel estoient les noms de certains Conseillers, comme s'ils auoient esté élus & nommez par eux. Et afin que cy - après l'assemblée ne fust point surprise par des paroles ou écrits supposez, ils luy enuoyoient le roolle qu'ils auoient signé & approuué, qui contenoit les noms de ceux qui auoient esté cy - deuant élus.

Le sieur de Boisy ayant parlé en peu de paroles & assez obscurément, donna ce roolle au President, qui répondit que iusques alors on n'en auoit apporté aucun dans l'assemblée,

blée, & qu'elle deputeroit vers le Roy & les Princes pour traiter de cette affaire.

Il n'y eut aucun des Deputez qui n'apperceust clairement, qu'on vsoit de cette procedure à la suscitation de ceux, dont les crimes tourmentoient leur conscience, & qui ne doutoient point qu'ils ne deussent estre chassez par vn consentement general de tous les gens de bien, non seulement du Conseil, mais encore éloignez de tous honneurs, charges publiques, de la Maison du Roy, & de la conuersation avec sa Maiesté. Il est vray que ceux, dont les noms estoient si diffamez, estoient en petit nombre dans le Conseil du Roy; mais pourtant ils exerçoient des charges, & possedoient des offices considerables, & estoient soutenus & fauorisez par quelques Deputez des Estats, gens d'intrigues & corrompus, qui en cela semonstroient les ennemis du peuple, & comme vrais preuaricateurs agissoient tout au contraire de ce qu'ils auoient ordre de faire; & il n'y a aucun d'eux qui ne meritaist d'estre noté publiquement, si les Prelats n'auoient point paru les plus remarquables entre ceux dont nous parlons; mais il faut conseruer leur reputation à cause de la dignité dont ils sont reuestus.

Le President donc des Estats ayant pris le roolle de la main du sieur de Boisy, & celuy - cy s'estant retiré avec les autres Deputez des Princes qui l'auoient accompagné: l'assemblée demanda d'une voix & commun accord, qu'il fust leu & publié: mais le President, sans que pourtant l'on ait penetré son dessein, faisoit semblant de ne point entendre & comprendre ce que l'on desiroit de luy; & cependant il considera dedans & dehors ce roolle, qui estoit d'une feuille de papier. Il vouloit bien le donner à lire à ses Partisans, mais non aux Secretaires de l'assemblée; ce qu'elle ne voulut point permettre, iugeant que cela se faisoit à mauuaise intention, veu la resistance du President, qui y donna pourtant les mains après de grandes clameurs, & mesme quelques injures. Ayant donc appellé près de soy l'un des Secretaires qu'il cherissoit dauantage, & avec quelque repugnance il luy mit le roolle entre les mains, à condition toutesfois qu'il luy

feroit rendu, après que la lecture en auroit esté faite, disant pour raison qu'il luy auoit esté confié. L'assemblée des Estats s'opposa & reietta cette condition, dautant que le roolle leur estoit enuoyé & adressé, & non à luy seul, & qu'aussi chacune des parties desiroit d'en auoir vne copie.

Ce roolle fut enfin leu, qui portoit en teste vn article sans aucune adresse ny intitulation, qui estoit couché en ces termes: S'ensuit l'établissement du Conseil fait incontinent après la mort du feu Roy, auant qu'on ait pû trouuer les moyens pour ne point laisser les affaires à l'abandon, mais afin qu'elles fussent tousiours bien conduites & administrées iusques à l'assemblée des Estats, & iusques à tant que l'on eust amplement deliberé & décidé toutes choses. Lequel Conseil a esté établi par le Roy, la Reine sa mere, les Ducs d'Orleans & de Bourbon, & par ceux qui sont nommez en suite.

Après cet article tout le reste de la page estoit rempli de signatures; & en premier lieu estoient Charles, Charlotte &c. & faisoient en tout vingt-trois. Et non seulement le Roy & ceux qui auoient établi ce Conseil y auoient signé, mais encore ceux qui estoient designez Conseillers. Et au dos de la page le premier article contenoit ces mots: S'ensuiuent les noms de ceux qui ont esté choisis & ordonnez pour estre du Conseil du Roy: Messieurs de Beauieu, d'Albret, de Dunois, de Richebourg, de Torfy, d'Albi, des Cordes, de Gié, de Genly, du Lau, de Baudricourt, & de Comminges. Suiuoit après vn autre article; Et dautant que l'on a iugé depuis, que le nombre de dix n'estoit pas suffisant pour composer ce Conseil, ont esté adioustez par vne commune deliberation les sieurs de S. Vallier, de Perigueux & d'Argenton. Deux autres articles suiuaient contenoient comment ces Conseillers se deuoient comporren; c'est à sçauoir qu'ils donneroient au Roy bon & fidele conseil, & qu'ils ne reueleroient rien; & ils promettoient en suite routes les choses, auxquelles on a accoustumé de les obliger par serment. Et encore l'Euesque de Coustance, le sieur de Boisy, & deux ou trois autres y entroient en effect comme Conseillers, &

estoyent reputez tels. Outre ceux-là, les Ducs d'Orleans & de Bourbon y en menoient encore chacun vn, qui non seulement y assistoient, mais aussi y opinoient, & le plus souuent le Duc d'Orleans menoit le sieur de Vatan, & le Duc de Bourbon estoit accompagné du sieur de Cullant.

Après la lecture de ce roolle, chacune des parties se retira à part pour delibérer, suiuant la forme ordinaire, quelle réponse il conuiendrait faire au Roy, & aux Princes sur l'enuoy de ce roolle, & sur le sens qu'il contenoit, & aussi quelles personnes l'on deputeroit vers eux. Il fut arresté à la pluralité des voix, que l'on en deputeroit douze, à sçauoir deux de chacune partie, & qu'ils s'en iroient après le disner faire des remerciemens & actions de graces au Roy & aux Princes, des offres qu'ils auoient faites à l'assemblée de les fauoriser & aider. Et principalement de ce qu'ils auoient fait l'honneur aux Estats de leur communiquer par la bouche de leurs Conseillers, & par écrit, le secret du Conseil, comme s'ils estoient leurs égaux, & non pas suiets & inferieurs. Que ces mesmes Deputez tascheroient par submissions & paroles respectueuses de decouurir adroitement, s'il est possible, quel le a esté l'intention des Princes, lors qu'ils ont enuoyé ce roolle, & si elle estoit, que tous ceux qui y sont denommez demeurassent dans le Conseil secret du Roy; & le tout fut remis à leur prudence & conduite. De la part de ceux de Paris, furent deputez l'Euesque d'Arras, & le sieur de Montmorency: de ceux de Bourgogne, l'Euesque de Chaalons, & le sieur de la Roche: des Normans le Seneschal de Normandie, & Maistre Iean Masselin: les nommez par ceux de Guyenne, furent l'Euesque de Conserans, & le Seigneur de Castillon: ceux de la Langue Occitaine, furent l'Abbé de Vienne, & le Seigneur de Polignac: ceux de la Lague d'Ouy, l'Euesque de Poitiers, & le Seigneur de Ventadour: & ces douze après auoir esté nommez, eleurent d'entre eux Maistre Iean Masselin pour porter la parole au Roy & aux Princes au nom de tout le corps; ce qui fut executé l'apresdisnée.

Le Samedy septième au matin, le sieur Masselin qui auoit porté la parole de la part des Estats au Roy & aux Princes, fit

le rapport à l'assemblée comme tout s'y estoit passé. Premièrement que sa Maiesté & les Ducs d'Orleans, & de Lorraine, qui estoient presens, les auoient fauorablement receus, & que luy auoit remercié le Roy au nom des Estats, de l'honneur qu'il leur auoit fait, en leur faisant part des secrets de son Conseil, contenus dans vn certain écrit qui leur auoit esté enuoyé; par lequel ils auoient conneu, qu'après la mort du feu Roy son pere, l'on auoit prudemment & sagement pourueu à l'establissement de son Conseil, par le ministere & auctorité duquel toutes les affaires de l'Estat auoient esté conduites. Que sa Maiesté auoit par ses lettres patentes conuouqué l'assemblée des Estats generaux du Royaume, afin que selon Dieu & leur conscience, ils auissent aux moyens de la manutention du Roy & de l'Estat. Que l'assemblée auoit quasi pouruiuy sa deliberation iusques à la fin, & qu'elle y trauailloit encore lors que ce roolle fut apporté, & que Dieu aidant, la chose se termineroit dans peu de temps, bien qu'elle fust difficile & épineuse.

Que le Roy, & ceux qui estoient près de sa personne, après l'auoir entendu, se retirerent vn peu pour conferer ensemble; & que le sieur d'Alby eut ordre de sa Maiesté de faire la réponse, qui fut: Qu'elle auoit entendu volontiers ce que les Deputez luy auoient dit, & que ce qui auoit esté fait luy estoit agreable, & qu'elle en sçauoit gré à toute l'assemblée, qu'elle l'exhortoit de terminer cette affaire le plustost qu'il se pourroit. Que le sieur d'Alby demanda avec grande priuauté & confiance si l'affaire pourroit se conclure le Lundy suivant: à quoy le sieur Masselin répondit, qu'encore qu'il ne restast aucune matiere à traiter & resoudre, que celle de l'establissement du Conseil du Roy, que les cahiers toutefois, que l'on deuoit lire dans l'assemblée, n'estoient pas encore redigez entierement en ordre, ny mis au net, & que le Mardy ou Mercredy suiuant ils seroient prests de rendre au Roy la réponse qu'il desire. Après s'estre retirez de la chambre du Roy, qu'ils allerent vers Monsieur de Bourbon, à qui furent aussi faits des remercimens de la part de l'assemblée, pour le fauorable traitement, & les témoignages de bonne volonté qu'elle en

receuoit. Il luy fut aussi dit que le sieur de Boisi, qui auoit apporté ce roolle auoit parlé tres-obscurément, & ne s'estoit pas assez expliqué. Que l'assemblée n'auoit pas assez pénétré quelle estoit la volonté de luy Duc de Bourbon, & qu'elle ne sçauoit s'il entendoit, que tous ceux qui estoient nommez dans le roolle, & qui l'auoient signé, deussent demeurer dans le Conseil du Roy, & si son intention estoit, que l'on n'y en adioustast pas dauantage, & que l'assemblée ne vouloit en aucune façon s'opposer, ny contredire ce qu'il ordonneroit. A quoy Monsieur de Bourbon répondit, que le dessein des Princes n'estoit point d'oster aux Estats la liberté de changer, d'accroistre ou diminuer le nombre des Conseillers; mais qu'ils agissent en cela selon qu'ils iugeroient estre vtile au Roy & au bien du Royaume. Ces Deputez allerent en suite chez Monsieur d'Orleans, où les choses se passerent comme elles auoient fait chez Monsieur de Bourbon. Il ne s'ouurit pas tant touchant ce roolle, & leur répondit en peu de paroles, d'autant qu'il s'en alloit souper.

Après que Maistre Iean Masselin eut fait cette relation, l'on delibera par nations en la maniere accoustumée sur cette affaire du nombre des Conseillers, & les auis ne se trouuerent pas conformes.

Le Lundy neuvième Feurier ensuiuant le sieur de Montaignu le Blanc apporta des lettres à l'assemblée de la part de Monsieur d'Orleans, qui portoient qu'il auoit appris, que l'on y deliberoit de l'établissement du Conseil du Roy, & qu'on ne luy donnoit pas les preeminences & auantages deus à sa dignité, & qu'il aimoit mieux de n'estre point du tout nommé, que de souffrir vne telle diminution. L'on répondit à cet enuoyé, que ce qu'on auoit rapporté à son Maistre estoit faux & controuué; que l'affaire alloit tout autrement; que pour le iustifier ils enuoyeroient de leur part vers luy des personnes qui le luy feroient voir par écrit.

Pendant la tenuë des Estats generaux, la question, Quel estoit le pouuoir desdits Estats, fut souuent traitée, non seulement dans l'assemblée, mais encore dans les chaires; & entre ceux qui maintenoient l'autorité des Estats, le sieur

de la Roche, l'un des Deputez de Bourgogne parla le plus amplement & hardiment. Sa harangue finie, qui fut attentivement & fauorablement écoutée de tous; Ceux de Paris en suite donnerent leur aduis par écrit, qui fut, qu'ils ne vouloient point opiner, touchant le roolle qui auoit esté enuoyé à l'assemblée, ny parler de ceux qui y estoient dénommez; mais qu'ils s'en rapportoient aux Princes; ausquels, & au Conseil étable par le Roy ils laissoient le pouuoir de regler le nombre, & choisir les personnes qui le deuoient composer. Encore que les Bourguignons donnassent aussi leurs conclusions & auis par écrit; l'Euesque de Chaalons neantmoins ne laissa pas de l'expliquer de vive voix, & de dire, que les Princes ne deuoient pas iuger, que ce fust chose indecente & indigne de leur qualité, d'admettre quelques-uns du corps des Estats dans ce Conseil du Roy, veu qu'entre les Deputez il y auoit des personnes de tres-grand merite & sçauoir, capables de soutenir avec honneur cette dignité. Et bien que le faste & l'apparence extérieure leur manquast aussi bien que la grande autorité, cet honneur pourtant ne leur pouuoit estre dénié, puisqu'il estoit deu à leurs vertus & merites. Nous lisons, dit-il, que Cincinnatus fut pour sa valeur rappellé de la vie champestre à la première & souveraine Magistrature de la ville & République de Rome. C'est pourquoy tel est nostre sentiment, auquel Messieurs les Deputez de Normandie par un sage & ample discours ont témoigné se vouloir tenir: Qu'en premier lieu les Princes du sang Royal de la ligne masculine puissent entrer dans le Conseil quand il leur plaira, y auoir séance selon l'ordre de leur proximité, y donner leur auis & y opiner. Nous trouuons bon aussi que douze de ceux contenus dans le roolle y soient retenus, dont la nomination se fera par les Princes, s'ils le veulent ainsi, ou bien par nous s'ils le desireront; & nous iugeons aussi, qu'il leur faut adioindre douze autres Conseillers pris du corps des Estats, c'est à sçauoir deux de chacune des six parties: & dès à present nous en nommons deux pour nostre partie, dont l'un est le sieur de la Roche icy present, qui a esté autresfois pour ses rares ver-

tus en tres-grande recommandation auprès du tres-glorieux Prince Philippes le Bon Duc de Bourgogne, sous lequel il a exercé les plus grandes charges, & a eu les plus honorables emplois, & finalement fut honoré de l'Ordre de la toison d'or. Il fut appellé par le feu Roy cinq ans après; & pour luy obeïr il laissa l'Ordre de la toison pour receuoir celuy du Roy, que sa Maïesté luy donna de ses mains. L'autre que nous nommons, c'est Maistre Iehan Raullin Docteur és Droits, personnage de rare doctrine & vie exemplaire, tellement seuer & rigide, qu'on le pourroit appeller vn autre Caton.

Pour ce qui regarde la personne du Roy, puisqu'il est proche des années de puberté, qu'il a de l'esprit & de la sagesse plus que ne porte son aage; nostreaduis est, que toutes les affaires & les actes s'expedient en son nom; comme aussi que toutes les lettres soient faites sa Maïesté parlant & commandant en premiere personne; & que cette marque d'autorité & puissance ne passe à aucun autre; nous n'entendons pas toutesfois, qu'il puisse rien donner ou ordonner, sans estre assisté de la plus grande partie de son Conseil.

Les Normans ne declarerent point les noms de ceux qu'ils auoient choisis, se déhans peut-estre que les Estats prendroient vne resolution toute differente; mais l'affaire ayant esté vne autre fois proposée ce mesme iour, & ayant esté persuadé par le Comte de Dunois, le sieur de Torci, & par quelques autres, ils les declarerent; & ces deux là estoient Maistre Iehan Masselin, & le Seneschal de Normandie.

L'avis des Normans différoit en peu de choses de celuy des Bourguignons. Ceux-cy proposoient que l'on retint douze des nommez dans le roolle pour composer le Conseil du Roy; les Normans les reduisoient au nombre de huit, ou bien de douze si les Princes le vouloient ainsi; & ils les nommerent à l'heure mesme, & furent suivis par ceux de Bourgogne. Ils adiouterent que le nombre des Conseillers ne deuoit pas estre moindre de trente-six, d'autant qu'il arriue que la plus grande partie emportée ailleurs par ses affaires particulieres est souvent absente; & que l'on feroit mieux

l'avantage du public, le composant de plus grand nombre de sages Conseillers. Ils proposèrent encore, que ceux de ce premier établissement de Conseil, qui ne seroient pas du nombre des huit ou douze premiers choisis, seroient les premiers élus, pour accomplir le nombre des trente-six, si les Princes, & les vingt-quatre premiers nommez les iugeoient utiles à l'Estat; ce qu'ils seroient priez de faire selon Dieu & leurs consciences.

L'on changea encore quelques autres choses; & cependant il survenoit tousiours de nouvelles difficultez, & les bruits semez de la diuision qui se formoit entre les Princes, en retarderent & empescherent la conclusion: Et bien que l'avis des Normans fust approuué de tous, il ne fut pas pourtant suiuy; il sembla à quelques-vns qu'il estoit conceu avec beaucoup d'artifice, & pour la consideration de leur interest particulier, encore qu'ils eussent apporté avec les ornemens de rhetorique plusieurs precautions pour le faire agreer.

Ceux de Guyenne, qui iusques alors s'estoient monstrez d'adherer aux Normans, se conformerent dauantage en ce point à ceux de Paris, encore qu'ils ne fussent entierement vnis; les Normans creurent qu'ils auoient changé de resolution, à cause que desia ils auoient dans le roolle du Conseil deux personnes de leur nation, à sçauoir les Seigneurs d'Albret & de Cominges, ou pour auoir esté incitez à le faire par ceux, qui se trouuoient offensez en quelque façon par l'avis des Normans. Et pour dire vray, les avis des parties qui composoient les Estats, ont si souuent changé, & les parties en elles mesmes ont esté si peu stables dans le même sentiment, qu'il ne s'est point passé de seance, dans laquelle on n'ait adiousté & diminué à ce qui auoit esté arresté auparavant. Il faut excepter de ce nombre ceux qui demeurerent fermes sur les fondemens qu'ils auoient iettez dès le commencement, dont ils ne se départirent iamais en effet, pour ce qui estoit du principal & essentiel de l'affaire. Leur constance, si l'on doit l'appeller de ce nom, plustost qu'une opiniastrée malignité, nuisit beaucoup à la liberté des Estats,

& peut-estre au bien du Royaume, comme on l'éprouua par l'euénement. cette affaire ressemblant l'hydre à sept testes: car d'une contestation terminée, il en naissoit deux.

Les Deputez de Guyenne, qui iusques alors auoient presque tousiours esté de mesme auis que les Normans, & s'estoient tenus vnis avec eux, s'en separerent, & suiuirent ceux de Paris, après auoir esté informez que les Seigneurs d'Albret & de Cominges, de tres-grande autorité dans leur Prouince, auoient beaucoup de credit dans ce Conseil. L'on vit aussi que les Deputez de la Langue Occitaine suiuirent de près en leurs auis le sentiment des Deputez de Paris, soit par crainte qu'ils eurent des Princes, ou par respect enuers eux, ou, comme l'on disoit, pour s'estre rendus aux prieres importunes de plusieurs qui les sollicitoient; de sorte que les seuls Bourguignons & Normans demurerent fermes dans leurs resolutions, & dans le party que veritablement l'on deuoit suiure. Je ne passeray pas sous silence, que dans chacun des partis tous ceux qui sembloient auoir le plus d'autorité, en ce point non seulement, mais aussi en tous les autres, furent viuement tentez; & que plusieurs furent facilement corrompus, soit en deferant aux prieres de leurs amis, ou en cedant au credit & à l'autorité de ceux qui les prioient, pour s'acquérir leur faueur & bonnes graces; mais ils furent principalement attirez par les vaines promesses qu'on leur faisoit. & certainement elles furent vaines au regard de plusieurs, d'autant que le nombre fut petit de ceux qui furent recompensez par dons de pensions ou offices, qui peut-estre se trouuerent de moindre valeur, qu'ils ne l'auoient esperé. Il y en eut aussi plusieurs qui se laisserent emporter par leur ambition aueugle, & par leur auarice, & dans les deliberations l'on ne voyoit aucune verité ny sincerité. Et la faute de ces personnes est d'autant plus grande & considerable, qu'ils estoient les plus releuez en dignité & autorité entre les Deputez; & d'autant aussi qu'il s'agissoit d'une affaire si importante & si necessaire, & qui estoit la base & le fondement de toutes les autres, qui fut mal posé par la faute & manquement qu'ils commirent. Car il estoit alors question non pas

d'élire des Conseillers des Cours de Parlement, ou autres Officiers que le Roy a coustume de changer selon qu'il luy plaist, & aux actions desquels, & mauuaise conduite l'on peut donner ordre: mais il s'agissoit d'élire ceux qui deuoient regir & gouverner tout l'Estat pendant la minorité du Roy, qui ne pourroit sans leur aui & conseil, conferer aucun Office, ny disposer d'aucune affaire importante: qui deuoient aussi auoir l'autorité & puissance de traiter la paix, & faire des alliances; de declarer la guerre, de faire des recrues des gens de guerre, & de les licentier. Et pour dire en vn mot, on leur attribuoit le pouuoir de faire les plus grandes choses que le Roy a de coustume de faire seul & reseruer à sa propre personne, & pendant le temps de la minorité du Roy ils deuoient estre plustost Regens, ou pour mieux dire Rois, que Conseillers. C'est pourquoy l'auantage, & diminution du bien du Royaume dépendoit de cet establissement; & Dieu veuille que l'Estat n'en recoiue aucun dommage, & que le party des gens de bien demeure victorieux. Mais ce qui s'est passé de la sorte, est d'autant plus fâcheux & difficile à supporter, que les mieux intentionnez d'entre les grands Seigneurs approuuoient les sentimens des Normans & Bourguignons, & fauorisoient leur liberté & franchise.

Après que les Normans eurent pris leurs places accoustumées, Iacques de Croismare presenta les articles qu'il auoit dressez sur le fait de l'establissement de ce Conseil, qui estoient entierement conformes à l'aduis des Deputez de Paris, excepté en vne seule clause, d'où pourtant dépendoit toute la decision de l'affaire, & du different dont il estoit question. Les Normans vouloient élire & nommer de chacune Generalité deux personnalités, pour estre adioints au nombre des Conseillers du roolle. Combien que les Deputez de Paris & leurs adherens desirassent assez que l'on fist élection de douze ou de plus grand nombre de Conseillers pris du corps des Estats; ils ne demeueroient pas d'accord toutefois que chacun des partis en pût élire deux; mais ils entendoient que le Roy, ou le premier Conseil desia estably, les prissent & éleussent du corps des Estats.

Pendant que l'on traitoit cette affaire dans l'assemblée, l'un des domestiques du Duc d'Orleans y entra, qui parla en particulier aux Deputez de Normandie en cette sorte: Monseigneur le Duc d'Orleans auoit par cy-deuant beaucoup esperé de vous, à cause des grands reuenus qu'il possede dans vostre Prouince: & aussi en cette consideration il a fait profession de l'aimer, & de la vouloir proteger & conseruer. Cependant il a esté aduerty, que dans vos articles vous ne luy rendez pas l'honneur qui luy est deu, & que vous n'vsez pas des termes de respect conuenables à sa dignité, & principalement dans le point où il s'agit du Conseil du Roy, puisqu'il vous ordonnez que Monsieur & Madame de Beauieu auront la conduire & la garde de la personne du Roy. En quoy vous faites chose qui ne luy est point agreable, & dont il se croit viuement offensé: d'autant que si le Roy a besoin de la conduite & gouuernement de quelqu'un, & pour dire ainsi, d'un Regent, il est persuadé que cette charge ne peut appartenir à autre qu'à luy. Que si l'occasion se rencontre de traiter encore cette affaire, il veut bien que l'on dise simplement, Que Monsieur & Madame de Beauieu seront près de la personne du Roy, sans y rien adiouter de plus.

Les Normans répondirent à cet enuoyé, qu'ils auoient pris resolution dès le commencement de ne contreuenir point à sa volonté de fait ou de parole, & qu'ils estoient bien éloignez de vouloir preiudicier à sa dignité; qu'ils luy donneroient satisfaction sur ce qu'il demandoit. Il est vray que l'article final proposé par les Normans, estoit couché en ces termes: *Et d'autant que le Roy auoit esté iusques à presens éléué & gouverné avec beaucoup de douceur & honnesteté, & qu'il a encore besoin d'estre gardé & nouury avec grand soin & diligence; pour ces causes, nous sommes d'avis, & nous prions que Monsieur & Madame de Beauieu continuent de prendre le soin de la garde & gouuernement de la personne du Roy, comme ils ont si bien commencé.*

Les Deputez de Normandie travaillerent à l'instant à la correction de cet article, & à la mesme heure le sieur de Lisle Bailly de Coustance y arriua de la part de Monsieur & de Ma-

dame de Beauieu, qui leur parla ainsi : Que lesdits Seigneur & Dame auoient conneu par experience la bonne volonté des Normans en leur endroit, & l'affection qu'ils auoient pour la conseruation de la personne du Roy, qu'ils auoient principalement témoignée, en attribuant ausdits Seigneur & Dame autant de pouuoir & autorité qu'ils eussent pû en souhaiter: Que cela les auoit exposez à l'enuie des autres; & que pour expliquer en vn mot la cause de son enuoy, il leur diroit que lesdits Seigneur & Dame auoient esté auertis, que Monsieur le Duc d'Orleans estoit offensé de ces paroles, *garde & gouuernement*, & qu'ils relascheroient plustost quelque chose de leurs droits, que de causer du trouble dans le Royaume en les voulant maintenir entierement: C'est pourquoy ils ont agreable, que ces termes soient ostez de l'article, & vous prient instamment qu'il soit reformé en cette sorte : *Que Monsieur & Madame de Beauieu demureront près de la personne du Roy, comme ils auoient esté iusques à present, ainsi qu'il auoit esté ordonné par les defunts Roy & Reine.*

La réponse fut, que l'on s'efforceroit de faire en sorte qu'il ne se passast rien en cette occasion, qui pût déplaire ausdits Seigneur & Dame de Beauieu. Après que le sieur de Lisle se fut retiré, l'on commença de deliberer sur cette affaire, qui estoit fascheuse & embrouillée, tant à cause de son importance, que parce que des deux Rapporteurs du costé des Normans, l'un suiuiroit le parti du Duc d'Orleans, & l'autre celuy du Duc de Beauieu. Enfin après vne longue & meute deliberation il fut conclu, que l'article seroit couché en ces termes sans autre addition : *Que Monsieur & Madame de Beauieu demureront près de la personne du Roy, comme ils ont fait iusques à present.* quoy que peut-estre par cet expedient l'on n'assoupist pas le debat qui estoit entre ces Princes. Après cela nous prîmes nos places attendant le Roy & les Seigneurs de sa suite, qui deuoient venir dans l'assemblée; & aussi que des six points de la harangue faite par Monsieur le Chancelier, il en restoit deux, auxquels nostre Orateur s'estoit reserué de répondre ce iour-là; il falloit aussi examiner quelques chapitres sur le point de la Iustice, police &

marchandise; cependant Monsieur le Chancelier, les Grands, les Prelats, & les autres du Conseil arriuerent presque tous, à la reserue de Messieurs les Princes, quoy que toutes choses eussent esté disposées pour les receuoir avec la decence requise en telles occasions. Sur le midy Monsieur le Chancelier fut aduertit par vn enuoyé exprés de la part du Roy, qui luy parla tout bas à l'oreille, que sa Maiesté ne viendrait pas à l'assemblée; ce qu'il fit sçauoir à ceux qui étoient proches de luy, leur disant, Que le Roy auoit appris que les Deputez ne conuenoient pas bien entre eux sur certains articles; ou pour le moins, que toutes les choses qui restoient à terminer, n'auoient pas encore leur dernière perfection, & qu'estans acheuées, sa Maiesté leur donneroit audience; que s'ils pouuoient tomber d'accord de toutes choses après midy, le Roy le lendemain les entendroit; & qu'ils pouuoient trauailler le reste du iour. Alors ceux qui s'estoient trouuez dans l'assemblée, & n'estoient point du corps des Estats se retirerent; & nous resoluſmes incontinent après midy de nous rassembler, pour sortir de l'embaras dans lequel l'établissement de ce Conseil nous auoit ietrez. Nous apprismes en sortant que le bruit couroit, que le Roy auoit différé de nous donner audience à cause du différend suruenu entre Messieurs les Princes, pour la garde du Roy & gouuernement du Royaume. Mais pour sçauoir par quel expedient l'on sortit de ces difficultez, il faut voir les cahiers des Estats au Chapitre qui traite du Conseil. A trois heures après midy tous les Deputez estant assemblez, après plusieurs discours de part & d'autre; chaque parti commença à reciter & lire son aduis; & il se trouua encore quelque difficulté & contestation sur ce point, qui auoit esté tant de fois mis en deliberation. Et parce que cela pourroit empescher l'audience, que le Roy nous vouloit donner le lendemain, l'on fit choix de deux Deputez de chacune des parties, lesquels tous ensemble formeroient vne conclusion generale de tous ces aduis; & que pour cet effet sur le soir nous nous rassemblerions en la maison du President. Monsieur d'Alençon en ce mesme instant enuoya quelques.

vns de sa part vers Messieurs les Estats, pour leur faire entendre, que son pere auoit rendu de grands seruices au Roy, & qu'il auoit esté fait prisonnier en le seruant; Que son ayeul & bisayeul estoient morts combatans pour l'Estat; Qu'encore qu'il eust esté depuis peu detenu prisonnier, qu'il auoit toutefois esté absous en iustice; & que pour cela il ne meritoit pas qu'on luy rendist moins d'honneur: Qu'il ne falloit pas remonter bien haut, pour prouuer qu'il descendoit d'un frere unique de Roy; & sur ce fondement il prioit Messieurs des Estats, de ne faire point preiudice à son rang & dignité. Auquel discours l'assemblée répondit, qu'elle n'auoit aucun dessein de rien faire qui pust blesser la dignité de sa personne.

Le soir donc du mesme iour Mercredionzième deux Deputez de chacune des parties des Estats s'assemblerent en la maison du President, où les debats & disputes furent longues, & agitées avec beaucoup de chaleur de part & d'autre, sans que pourtant cette vieille querelle pust estre tout à fait terminée; car encore que quatre parties fussent d'un mesme auis, on n'estima pas neantmoins qu'il deust passer pour vne conclusion prise en l'assemblée des Estats, ny qu'il deust estre comme tel rapporté deuant les Princes. Quelques-vns furent de ce sentiment, Qu'il estoit à propos de leur donner séparément les auis particuliers de chacune partie des Estats, afin que le Roy & eux eleussent de ce nombre ceux qu'ils auroient pour agreables. L'on auoit appris de quelques grands Seigneurs, que cet expedient seroit fort bien receu par les Princes, si chacune des parties disoit son opinion en particulier, d'autant que la diuersité qui se rencontreroit entre elles, pourroit estre conciliée par l'auis des Princes. Cette proposition excita du bruit dans l'assemblée, & quelques-vns dirent, qu'il seroit honteux aux Estats, de paroistre en ce point contraires entre eux, après auoir traité & terminé les autres avec tant de concorde & vnion: qu'il sembloit qu'une telle action deshonoreroit non seulement toutes les peines & travaux qu'ils auoient endurez, mais de plus les rendroit inutiles. Finalement on proieetra

vn écrit; & l'ordre fut donné que chacun le communiqueroit le lendemain de grand matin à tous ceux de son party, afin qu'ils deliberaſſent s'ils l'accepteroient ou non.

Le lendemain leudy douzième l'on s'aſſembla dans la maiſon du Preſident, qui eſtoit proche du logis du Roy; & après pluſieurs conteſtations qui durerent iuſques à onze heures, les articles que Iacques de Croiſmare auoir dreſſez avec beaucoup de dextérité d'eſprit, furent receus & approuuez, à la reſerue de deux qui contenoient la diſtinction du Conſeil, & de la garde de la perſonne du Roy. L'on y adiouſta vne clause: Que Monsieur de Beauieu ſeroit le chef du Conſeil après Meſſieurs d'Orleans & de Bourbon, dont l'on n'auoit fait aucune mention le iour precedent, à cauſe de la remonſtrance faite de la part de Monsieur d'Alençon; mais l'on iugea pour pluſieurs raiſons que cette clause eſtoit neceſſaire. Et l'article qui portoit, Que Monsieur & Madame de Beauieu demeureroient près de la perſonne du Roy, comme ils auoient fait iuſques alors, fut vniuerſellement approuué. Mais le ſieur de la Roche l'vn des Depurez de Bourgogne, eſtant entré lors qu'on examineroit ce point, aſſura la compagnie, que ſi on le touchoir en quelque maniere que ce fuſt, que l'on confondroit tout, & qu'on rallumeroit le feu de la diſcorde entre les Princes, que l'on auoit éteint avec beaucoup de difficulté. Qu'il auoir entendu hier & aujourdhuy de Monsieur de Beauieu, qu'il ne vouloir point qu'on parlaſt aucunement de cette affaire. Cet article fut donc corrigé, ou pluſtoſt corrompu, & couché aux termes qui ſe voyent dans les cahiers des Eſtats. Il eſt certain, que les longues & odieuſes diſputes touchant l'établiſſement de ce Conſeil, eſtoient deuenües tres-ennuyeſes, & que les ſuffrages de ceux qui fauoriſoient ce premier Conſeil, les prieres, les reprimendes & les menaces de pluſieurs, auoient rendu preſque immobiles les autres, qui diſoient leur auis avec plus de verité & de franchise. Et il en reſtoit tres-peu qui portaſſent cette affaire avec ſoin & affection; & s'eſtant entierement relâchez, ils l'abandonnerent ſans ſe plus ſoucier de l'issue qu'elle auroit.

Toutes choses donc estant accordées de la sorte, nous entrasmes sur le midy dans l'assemblée. Le Roy y arriua vne heure après avec sa suite ordinaire. Lors le genou en terre nous demandasmes à sa Maiesté qu'elle permist à Maistre Iean de Rely, qui portoit la parole pour les Estats, de remonstrer ce qu'il iugeroit à propos pour son seruice, & le bien du public. Ce qu'il fit; & sa harangue finie chacun se retira.

Le Samedi treizième le President des Estats presenta aux Deputez de Normandie, & à quelques autres qui se rencontrerent dans l'Eglise de S. Gracien avec eux, vn certain roolle, qu'il dist que le Roy luy auoit enuoyé le soir precedent, avec ordre d'auertir ceux qui y estoient denommez, qu'ils eussent à se trouuer après midy aux Montils, afin d'y conferer avec le Conseil du Roy, touchant les articles proposez par les Estats. Ce roolle fut leu par les Normans & les autre. Il contenoit les noms de seize choisis entre les Deputez des Estats, à sçauoir quatre de l'ordre Ecclesiastique, autant de la Noblesse, pareil nombre des gens de Finances, & aussi quatre Marchands. Dans ce choix l'on n'auoit trouué aucune égalité, & l'on n'auoit point pris nombre pareil de chacune Generalité selon la coustume: mais on les choisit sans cette distinction du corps des Estats, suiuant le bon plaisir de ceux qui les nommerent. Il y en auoit six des Deputez de Paris, quatre de la Langue d'Ouy, vn de Bourgogne, & deux Normans: de ce nombre estoient de l'ordre Ecclesiastique les Abbez de S. Denis, de Cisteaux, de S. Antoine de Vienne, & Maistre Iean de Pelleué Vicair de l'Euesché de Coustance: les Seigneurs de Montmorency, d'Arpaion, Despoy, Martin Briçonnet, Nicolas Potier, & Iean Hennequin. Après auoir fait la lecture de ce roolle les Normans demeurèrent fort étonnez; & il leur sembla que le Roy & les Princes n'auoient pas bien compris l'intention des Estats, touchant les deux demandes qu'ils auoient faites: la premiere pour l'établissement d'vn Conseil, & la seconde pour la discussion des articles des cahiers: qui estoient telles; sçauoir, Que le Roy choisiroit du corps des Estats douze personnes, ou en plus grand nombre, ainsi qu'il

qu'il luy sembleroit bon, qui seroient adioints à ce Conseil, & qui auroient égale autorité à celle des Conseillers établis par les Princes : & pour ce qui regardoit la conference, afin d'expedier & terminer les affaires contenues es articles des cahiers presentez par les Estats, nous auions demandé qu'il nous fust permis de choisir & presenter certain nombre de Deputez, qui au nom desdits Estats conserassent & debattissent avec le Conseil du Roy, comme on dit communement, les articles, & les arrestassent. Cependant l'on auoit peruersty le tout; & des deux demandes séparées que faisoient les Estats l'on ne faisoit aucune mention de la premiere; & la seconde estoit eludée. Car puisqu'il s'agissoit de debatre les articles avec le Conseil, qui estoit la partie aduersé des Estats, ceux-cy ne trouuoient pas raisonnable, qu'on leur donnast des Aduocats pour soustenir & defendre leur cause, tels qu'ils auoient esté choisis par le Roy & le Conseil du Royaume, & dont les vns estoient vassaux, & comme domestiques des premiers de ce Conseil; les vns estoient timides & sans cœur, & qui n'eussent osé contredire; & les autres estoient Officiers du Roy, avec lesquels nous auions plusieurs choses à disputer & debatre; les autres auoient d'autres qualitez; & le Conseil les auoit choisis tels, esperant de venir facilement à bout d'eux & de les faire souscrire à tout. On ne peut nier, qu'il n'y eust des gens de bien entre eux; mais comme ils estoient peu experimentez & intelligens des reuenus du Royaume, & des matieres des finances, & calcul, ils pouuoient estre facilement trompez & surpris, & peut-estre à la foule du peuple, & de la chose publique.

Et bien que telle procedure eut excité du bruit, & que plusieurs fussent d'auis d'assembler à l'instant les Deputez des Estats, on trouua toutefois plus à propos d'attendre le retour de ces seize, qui auoient eu ordre d'aller trouuer le Roy aux Montils, afin d'apprendre par leur bouche le sujet pour lequel ils auoient esté appelez; Et en ce mesme temps-là ces seize nommez par le Roy s'assemblerent de leur costé, & les Parisiens ayans fait instance, que Maistre

Iean Masselin fust ioint à eux, parce qu'il auoit tousiours opiné avec grande franchise & seuerité, & qu'il auoit acquis de l'experience dans les finances: cela leur fut accordé, à quoy le sieur de la Sale trauailla avec grand soin pour seconder leurs intentions. Et ainsi le iour de Lundy il fut mené par Monsieur le Chancelier aux Montils. Mais déia de ce Conseil des seize nommez par le Roy, six en auoient esté tirez, qui deuoient conferer séparément avec les Generaux & Tresoriers; les autres trauailloient pour l'expedition d'autres matieres. Mais en ce fait de finances, l'on peut dire avec verité, que c'est celuy qui est le plus important & necessaire pour le bien de l'Estat; & que ceux ausquels on en commet l'administration, doiuent estre douez de grande suffisance accompagnée de probité; estant de telle consequence que l'on y pouruoye, & que l'ordre necessaire y soit apporté, que l'on peut surseoir les autres affaires sans que l'Estat en recoiue preiudice notable. Le but principal du plus grand nombre des Deputez alloit à faire diminuer les tailles, dont le peuple estoit extraordinairement chargé; mais ils rencontrèrent tant d'obstacles, à ce que l'on disoit, à l'execution de ce bon dessein par plusieurs de ceux de la Cour, qui aspireroient à tirer de grandes pensions du Roy, entre lesquels on y mettoit mesme des Deputez des Estats, ausquels se deuoient ioinde les Partisans & autres gens d'affaires. Or en ce Conseil où l'on traitoit des finances, Maistre Iean Masselin n'y fut point admis ce iour-là; mais il demeura avec les autres sans employ considerable; & ainsi leur vocation, & leur trauail furent absolument inutiles au public. Le lendemain dix-septième au matin, Monsieur le Chancelier ayant fait assembler par le President des Estats les Deputez au lieu accoustumé, il leur parla à peu près en ces termes:

Vous pouuez connoistre avec quelle liberte le Roy vous a permis de vous assembler & dire vos auis sur les affaires; avec quelle douceur aussi il vous a donné audience; En ce que au commencement de vostre assemblée vous ayant esté offert des Secretaires du Roy, pour receuoir & rediger par

écrit vos actes, vous fustes d'avis de n'admettre aucun parmy vous qui ne fust député par les Estats : ce que le Roy vous accorda avec grande benignité. Il vous donna de plus deux audiences fort longues, où il vous fut permis de luy représenter par écrit, & de vive voix tout ce qu'il vous plairoit. Neantmoins il a entendu qu'il s'éleuoit vn bruit sourd entre vous, & que quelques-vns murmuroient, de ce que pour l'expédition des affaires proposées de vostre part, & pour répondre aux articles de vos cahiers, il auoit appelé près de soy quelques-vns de vostre compagnie ; en quoy il semble que vos plaintes soient mal fondées. Premièrement en ce que le Roy auroit pû sans vous y appeller, deliberer & conclure dans son Conseil sur vos articles ; mais pourtant il n'en a pas voulu user de la sorte. En second lieu, il semble que par vos écrits mesmes vous auez laissé au Roy le choix de ces Deputez. Toutefois afin que vous sçachiez que le Roy ny son Conseil n'ont rien ordonné que de iuste, & dans l'ordre en toutes choses, & pour satisfaire pleinement à vos vœux, il vous permet que comme vous auez diuisé en six parties vostre corps, vous élisiez aussi six Deputez, sçauoir vn de chacune Generalité, & que ceux-cy seront adjoins aux seize, que le Roy a desia nommez ; & j'espère que bien-tost par ce moyen toutes choses se termineront vtilement pour le public.

Monsieur le Chancelier ayant finy son discours, le President de l'assemblée répondit que l'on consulteroit sur ces propositions, & qu'on luy en feroit aussi-tost sçauoir la conclusion ; qui fut, Que le Roy seroit remercié de ce qu'il auoit enuoyé visiter les Estats avec tant de ciuilité & bonté, & que de plus il leur auoit fait proposer de nouvelles offres ; pour ce qui est du murmure dont on les accusoit, ils pouuoient asseurer le Roy, que ny les Estats en general, ny aucune partie d'entre eux ne s'estoient point assemblez sur ce sujet ; Que l'on a bien pû ietter quelques paroles en l'air, que le sens des demandes que les Estats auoient données par écrit, n'auoit pas esté bien entendu en ce qui concernoit l'établissement du Conseil du Roy, & les Deputez qui deuoient conferer

avec ce Conseil estably. Que l'on auoit pris l'une pour l'autre, & confondus les deux ensemble. Que les Estats auoient demandé que le Roy choisist douze Conseillers du corps desdits Estats, pour estre adioints à son Conseil premierement estably, & qu'ils auoient creu qu'ils deuoient eux-mesmes choisir les Deputez les plus habiles & plus capables, pour traiter avec ce Conseil les matieres qui estoient à debatre & disputer. Dans cette réponse, on ne parla en aucune façon de ces seize nommez par le Roy, pour les approuuer, ou inprouuer; le sens pourtant des Estats estoit qu'ils ne pussent rien conclure en leur nom, comme n'ayans pas le pouuoir de ce faire, mais seulement qu'à leur retour le rapport qu'ils feroient de ce qu'ils auoient veu & entendu seroit écouté. Quant à ce qui est de ces six qu'on nous permettoit d'élire de nostre corps pour estre ioints aux autres, il ne nous sembla pas à propos de le faire pour certaines raisons; & que le Roy seroit supplié, pour acheuer l'établissement de son Conseil, de nommer & declarer le plus promptement que l'on pourroit ces douze Conseillers qu'ils demandoient pour estre adioints aux autres.

Cette deliberation fut approuuée de quelques-vns, parce que si nous eussions élu ces six comme il nous auoit esté offert, il eust semblé que nous eussions approuué les seize qui auoient esté choisis par le Roy. Quelques-vns aussi ont creu que ceux qui auoient eu ce sentiment y auoient esté principalement poussez, parce que la pluspart de ces seize estoit des Parisiens, & de ceux de la Langue d'Ouy; ou bien qu'ils vouloient faire connoistre qu'en se démettant ainsi absolument entre les mains du Roy, & de ceux de son Conseil, du pouuoir qu'il leur auoit esté donné, ils s'en concilioient la bonne grace. Les autres estoient d'un avis tout contraire, sçauoir, Que la conclusion qui auoit esté prise n'estoit point accompagnée de circonspection ny de prudence; parce que le Roy leur ayant dit qu'il vouloit qu'ils élussent six de leur corps, & n'y ayant point obey, cela leur concilioit pluost la haine du Roy & de Messieurs de son Conseil, que non pas leur bienueillance: & c'est pourquoy deux parties des Estats

estoyent d'avis, suivant la volonté du Roy & des Princes, que l'on en choisist six de chaque Generalité, qui n'auroient autre fonction, que d'écouter & rapporter ce qu'ils auroient entendu. & pour cela, leur intention n'estoit point de donner aucun pouuoir à ces seize, ny à ces six qu'ils auroient choisis, sinon pour delibérer coniointement avec le corps des Estats. Il ne faut pas omettre en cet endroit, que le lendemain du iour auquel nos dernieres réponses auoient esté faites deuant le Roy, le commandans ainsi ceux qui de droit ou de fait en auoient le pouuoir, la sale où nous nous assemblions fut dépouillée de tous ses ornemens; ce qui nous estonna, voyant ce lieu si difforme, & ne retenant aucune marque de ses enrichissemens precedens; principalement en ce que les points les plus difficiles des affaires que nous auions à traiter n'estoient pas encore resolus; & on nous arrestoit tout court au plus fort de nostre trauail. Et quoy que quelque bruit de ce changemēt fust venu à nos oreilles, nous ne le creusmes pourtant pas veritable, iusques à ce que l'inspection nous fist connoistre qu'une si precipitée & indigne spoliatiō de ce lieu sembloit auoir esté faite à nostre mépris & contumelie; & cela fut trouuētres-mauuais par plusieurs qui s'en affligerent, & inuēctiuerent avec quelques paroles licentieuses contre ceux qu'ils en croyoient les auteurs. Car on n'auoit pas seulement osté les tapisseries qui couuroient les murailles; mais aussi les tapis & autres ornemens qui estoient sur les chaires & les bancs; ce qui faisoit manifestement connoistre, & nous ne l'ignorions pas, que plusieurs estoient attediez de la longueur des Estats, & qu'on en vouloit voir la fin: car nous auions avec liberté & verité tout ensemble dit plusieurs choses pour le bien public du Royaume; mais qui estoient peu agreables à ces esprits malades, & qui se sentoient coupables des desordres dont nous nous plaignions. Il faut adiouter à cela qu'en la derniere assemblée qui fut faite le Roy present, Charles Comre d'Armagnac auoit dit plusieurs choses qui sembloient offenser la memoire du Roy defunt, & particulierement en ce que ledit Comte, & les enfans du Duc de Nemours demandoient à rentrer dans leurs biens, & ceux qui

les retenoient n'estoient pas en volonté de les rendre.

Telles furent les negotiations & pratiques pour l'establissement de ce Conseil, qui devoit estre auprès du Roy, pour gouverner le Royaume pendant sa minorité.

Sic signatum, MASSELIN.

CHAR-
LES VIII.

1483.

Establisse-
ment de
Conseil
pendant sa
minorité.

*Chapitre faisant mention du Conseil que le Roy Charles VIII.
estant mineur, doit avoir autour de luy.*

Extrait des Estats tenus à Tours l'an 1483.

ET touchant le fait du Conseil l'avis des Estats est tel, Que considéré l'aage du Roy, qui est prochain de son quatorzième an, aussi la prudence, sagesse, discretion, & bonne inclination dudit Seigneur, il commandera toutes les lettres, conclusions & choses nécessaires des matieres, qui en iceluy Conseil seront concluës par l'avis & deliberation de sondit Conseil, ou de la plus grande & seure partie d'iceluy, sans ce que autre que luy fasse, ne ait autorité de faire quelque commandement en quelque maniere que ce soit; en suppliant & requerant audit Seigneur, que le plus souuent qu'il luy plaira, son bon plaisir soit estre en sondit Conseil; car en ce faisant il connoistra de plus en plus ses grans affaires, & à bien gouverner son Royaume. Et après ledit Seigneur en son absence ils entendent & est leur avis, Que Monseigneur le Duc d'Orleans, qui est la seconde personne au Royaume de France, doit presider & conclure audit Conseil par l'avis & deliberation comme dessus, & non autrement.

Et en l'absence du Roy, & de Monseigneur d'Orleans, leur semble que Monseigneur de Bourbon Connestable de France, presidera & conclura audit Conseil à la façon dessusdite, & non autrement.

Et outre semble ausdits Estats, que Monseigneur de Beauieu, nonobstant que comme prochain du sang peut assister au Conseil du Roy quand il luy plaira; toutefois les Estats ont sceu, qu'il est mis au nombre des douze premiers Con-

seillers; & puisqu'il luy a pleu, les Estats le louënt tres forte-
ment car il leur semble que avecques ce qu'il a conneu beaucoup
des affaires du Royaume, qu'il y a bon vouloir, & qu'ils'y est
bien conduit iusques icy. Pourquoy les Estats le prient qu'il
veuille assister audit Conseil continuellement, & y presider
en l'absence de Monseigneur d'Orleans, & de mondit Sei-
gneur de Bourbon.

Et touchant les autres Princes & Seigneurs prochains du
sang, pource que ce sont ceux à qui le Roy doit auoir son
principal recours en ses grans & hauts affaires, pourront ve-
nir audir Conseil toutes & quantes fois que bon leur sem-
blera chacun selon son degré. Outre, lesdits Estats ne veu-
lent ou entendent aucune chose diminuer du roolle & Or-
donnance du Roy, & de ses Seigneurs Conseillers nommez
en iceluy, enuoyez par écrit de par le Roy & lesdits Seigneurs
ausdits Estats, & s'en rapportent au bon plaisir du Roy, &
desdits Seigneurs & Princes du sang, & du Conseil, pour en
disposer en leurs consciences, comme ils verront estre à faire.

Et afin que le Conseil dudit Seigneur soit entierement
accomply, considéré les grans affaires du Royaume, sem-
ble aux Estats, que outre le contenu audit roolle seroit ex-
pedient en élire & nommer iusques audit nombre de dou-
ze ou plus, gens vertueux, sages & de bonne conscience, qui
seront pris & élus de chacune des six assemblées de diuers
estats par le Roy nostre Sire, & Messeigneurs de son Con-
seil. Lequel Conseil ainsi éably, & ce que par la delibe-
ration d'iceluy sera par le Roy commandé, lesdits Estats en-
tendent estre obey de tous ceux du Royaume, Dauphiné,
& païs adiacens, en tout & par tout, comme le Roy en sa
personne, & l'autorité des commandemens demeurant tou-
iours au Roy par la deliberation dudit Conseil.

Et pource que le singulier desir desdits Estats, est, que le
Roy nostredit Seigneur ait longue durée, puissant regne,
& que sa vie & son regne soit à la louïange de Dieu; & si
font tant consolez que plus ne peuuent, quand ils voyent
sa tres-noble personne, où tant de biens sont commencez,
& ià reluisent, sçachans & voyans que par cy-deuant, la Dieu-

grace, il a esté bien doucement nourry & entretenu; considerans qu'en la vie dudit Seigneur est le salut de la chose publique, & l'esperance des suiets, semble qu'il doit estre doucement nourry, & auoir autour de sa personne gens sages, vertueux, & de bonne renommée & conuersation, tels qu'il appartient à vn si noble & puissant Prince, en suppliant nosdits Seigneurs, nos Seigneurs de son grand Conseil, qu'ils y veuillent tousiours auoir l'œil & regard, & auant ledit parlement desdits Estats y donner bonne prouision.

Cy est la fin du cahier présenté au Roy par les Estats.

Réponse faite par le Roy aux Articles cy-dessus du Conseil.

TOUCHANT tous les articles contenus en ce present Chapitre du Conseil, qui sont huit articles, & des personnes qui en l'absence du Roy president:

C'est à sçauoir Monseigneur d'Orleans premier, Monseigneur de Bourbon Connestable de France après, & après Monseigneur de Beauieu son frere.

Le Roy en la plaine assemblée desdits Estats en la grande salle de l'Archeuesque de Tours, en fit sa réponse de bouche, & par Monseigneur le Chancelier de France, en leur oütroyant & accordant lesdits articles & requestes.

CHAR-
LES VIII.

1483.

Sacre du
Roy.

Conclusion de la dernière proposition faite par Maistre Iean de Rely Chanoine de l'Eglise de Paris, aux Estats tenus à Tours deuant le Roy Charles VIII. pour l'inviter de la part desdits Estats à se faire sacrer & couronner au plus tost.

VNE chose, SIRE, reste à faire, c'est à voir & à ouïr, que soyiez couronné, benist & sacré, & que nous vous voyons porter la couronne, le diademe, & le sceptre du noble Royaume de France, à la ioye, liesse, & exultation de tout le peuple qui le verra & oïra; à la gloire, prosperité &

& feureté de vous & de vostre Royaume. L'efficace, SIRE, & dignité d'iceluy Sacre & Royal Couronnement, est bien à plein décrite au Pseaume 20. *Domine in virtute tua letabitur Rex.* Mais il me faut faire fin, & ne me puis gueres arrester icy. *Sequitur enim in textu. Desiderium cordis eius tribuisti ei, & voluntate labiorum eius non fraudasti eum. Quoniam praeuisti eum in benedictionibus dulcedinis, posuisti in capite eius coronam. Et sequitur, Vitam petiit à te, & tribuisti ei longitudinem dierum, gloriam & magnum decorem imponens super eum.* C'est à dire, que la vertu de l'onction sacrée, & des bénédictions Sacerdotales & Pontificales, qui se font en sainte Eglise au Couronnement du Roy, quand ils sont dignement receuës de luy, le font regner en paix, en ioye & en prosperité, auoir longue vie, grande gloire, & inuincible feureté, pour la protection & garde de Dieu le Createur, & des Benoists Anges, de laquelle le Roy en est environné, defendu & gardé. Il est écrit 1. *Reg. 16.* que combien que le Roy Saül fust reprouué de Dieu, qu'il persecutast à mort iniustement Dauid & ses amis, compagnons & suiets, & que par plusieurs fois il cheust en ses mains & de ses gens; toutefois iamais ne l'osa toucher, ne aussi permit que aucun des siens luy fust mal, pour la reuerence de l'onction sacrée, & benediction de Dieu qu'il auoit eüe en son couronnement. *Quis enim extendet manum in Christum Domini, & in Regem unctum, consecratum & benedictum à Domino? Vide & 2. Reg. cap. 1.* Il est là écrit, SIRE, qu'un ieune homme apporta au Roy Dauid les nouvelles de la mort de Saül, pource que sans doutance Dauid deuoit regner après luy, & luy apportoit ledit message le timbre de sa couronne & le diademe d'iceluy Saül pour le certifier desdites nouvelles. Nonobstant, SIRE, Dauid le fit incontinent mettre à mort, pource qu'il auoit osé mettre la main sur un Roy sacré & beny de Dieu; nonobstant, SIRE, que ledit ieune homme fust estranger d'Amalech, & ne fust point du Royaume d'Israël. Cette dignité & prerogatiue est commune à tous les Roys Chrestiens; mais encore par especial au S. Sacre des Roys de France, qui ont des priuileges speciaux, desquels ie ne toucheray point à present.

Pour ces choses, SIRE, nous désirons fort vostre Sacre & Couronnement, & suis chargé de par tous Messieurs de cette tres-notable assemblée, de vous supplier tres-humblement, que ne différiez point de prendre cette couronne, & sacrée benediction le plustost que conuenablement se pourra faire au loz de Messieurs les Princes, & autres nobles & sages de vostre Conseil. *Ecce, ait Paulus 2. Corinth. 6. Ecce nunc tempus acceptabile.* Saint Paul nous dit en l'Epistre du iourd'huy, que le temps est trop acceptable, propice & conuenable pour aller audit Sacre, auant que les grands chaleurs de l'esté viennent; & plus à son propos, pour receuoir grande grace de Dieu. En ce bel aage de pureté, netteté, & innocence où vous estes: afin que soyons plus seurs de vôtre Royale personne, en laquelle consiste le salut temporel de nous tous. Et afin que au moyen d'icelle grace, que receurez, si Dieu plaist, en grande copiosité, soyons mieux adressez, regis & conduis par l'assistance de Dieu & des benoists Anges, que vous en auez selon que dient les Docteurs, & nommément Monseigneur S. Thomas d'Acquin. SIRE, en l'aage où vous estes fut couronné Monseigneur S. Loys, au salut de luy & de son peuple. En plus bas aage fut consacré Philippes le Conquerant, qui tantot eut de belles victoires après son Sacre & Couronnement. Iamais aussi, SIRE, ne pût prosperer vostre ayeul Charles septième deuant son Sacre; & après iceluy couronnement ne cessa le Royaume tres-Chrestien de florir, accroistre & prosperer sous luy à son honneur & au bien de son peuple, à la recommandation & approbation du S. Sacre de Reims, à la glorification, louange & magnification du nom de Dieu, auquel il attribuoit tous ses hauts faits & glorieuses victoires. *Cuius regnum & imperium sine fine &c.*



*Ce qui se passa au Parlement après la mort du Roy Louïs
XI. pour la Regence du Royaume, pendant la
minorité du Roy Charles VIII. son fils.*

*Extraict des Registres du Parlement : du Lundy dix-septième
iour de Iannier 1484.*

CHAR-
LES VIII.
1484.
Debat pour
la Regen-
ce.

CE iour Messieurs les quatre Presidens & toutes les Chambres de Parlement assemblées, les Maistres des Requestes de l'Hostel, les gens des Requestes du Palais, & les Aduocats, & Procureur General du Roy, vindrent en la Cour Monsieur le Duc d'Orleans, Monsieur le Comte de Dunois, & le sieur de Richebourg. Lequel Monsieur le Duc d'Orleans dit qu'il estoit venu à la Cour, pour luy remonstrer aucunes choses, lesquelles il auoit chargé à Maistre Denis le Mercier son Chancelier exposer à ladite Cour. Ce fait, iceluy le Mercier dit, comme mondit sieur le Duc d'Orleans est la seconde personne du Royaume, & le plus prochain parent du Roy, son tres-humble seruiteur, Aussi que le Roy l'a institué Lieutenant, Capitaine & Gouverneur de Paris, de l'Isle de France, & des pays de Champagne & de Brie, & que en ladite charge, & autres choses qui pourront toucher le bien du Roy & de son Royaume, il a esté, & est tousiours deliberé de se conduire par le bon conseil de la Cour, & d'y seruir loyaument de tout son pouuoir.

Et pource qu'il voit aucun desordre és matieres qui sont de present, dit que tost après le decés du feu Roy, mondit Sieur d'Orleans, Monsieur de Bourbon, & les Ambassadeurs du Duc de Bretagne, & autres Princes & Seigneurs, supplierent & requierent au Roy qu'il fist assembler les trois Estats de sondit Royaume, pour par leur auis, conseil & deliberation, donner ordre & prouision aux choses touchans & regardans le bien, seureté & entretenement du Roy, & de ses suiets en tous estats. Laquelle assemblée fut fort empêchée par aucuns, qui vouloient, comme encore veulent, auoir le gouvernement du Royaume, & mesme de la personne du Roy.

Les Estats de tout le Royaume assemblez à Tours, furent

persuadez par ceux qui vouloient auoir le gouuernement, & toute l'autorité, tendant à leurs fins particulieres; Et pource que on veit leur bon vouloir, & qu'ils vouloient aller droit en besongne furent depuis menassez; dont mondit sieur d'Orleans quand il le sceut, fut tres-déplaisant, & fit dire aux gens desdits Estats qu'ils ne craignissent rien, & deliberafent saintement au bien du Royaume, tant pour le fait de la Iustice, pour les libertez de l'Eglise, & empêcher que l'argent ne fust porté à Rome, comme on auoit fait parauant; comme pour le soulagement du peuple, & qu'ils n'eussent regard qu'à bien faire pour chose que on leur dist ou persuadait. Et par ce moyen de mondit sieur, lesdits Estats firent de grandes, belles & proufitables conclusions, ainsi que chacun sçait.

Tindrent le Roy pour aagé, & fut dit que ou Royaume n'auroit autre gouuerneur que le Roy, & qu'il commanderait par la deliberation de son Conseil, toutes choses necessaires tant en Iustice, finances, que autres choses: mais il n'en a esté riens tenu, ains a esté le tout anichilé & rompu; & n'a esté le Roy obey, & n'a commandé; mais a esté le tout fait par Madame de Beauieu & ses adherens, laquelle s'est vantée qu'elle tendra le Roy en bail, & en aura la garde & le gouuernement, iusques à ce qu'il ait vingt ans accomplis; & se fonde sur aucunes coustumes locales, qu'elle dit estre telles, que vne fille de douze ans, & au dessus, peut tenir son frere en bail iusques à ce qu'il ait vingt ans accomplis. Lesquelles coustumes elle dit estre en aucuns des pays de ce Royaume. Et pour inieux vser de son autorité, a mis en ses mains tout l'estat des finances: & combien que les sommes des tailles octroyées par les Estats tenus à Tours, ayent esté spécifiées & declarées, & que l'on ne peust ne deust asseoir sur le peuple autres ne plus grandes sommes que celles qui auoient esté octroyées & accordées; & que les gens desdits Estats eussent pour l'année passée donné au Roy, outre la somme accordée, trois cens mil liures rournois pour luy subuenir à la dépense qu'il luy conuenoit faire pour son Sacre & Couronnement, & autres ses affaires: neantmoins la dépense de l'an-

née passée monte à trois à quatre cens milliures tournois, plus que le reuenu de ladite année. Ainsi pour'y fournir, & aux pensions, dons & bien-faits, que a octroyées madite Dame de Beauieu, qu'elle veut entretenir, a conuenu & conuiendra asseoir sur le peuple outre l'octroy desdits Estats, de dix à onze cens mil francs; & seront par ce moyen les tailles presque aussi grandes qu'elles estoient ou temps passé. Madite Dame de Beauieu a pris le serment des Gardes, ce qu'elle ne peut ne doit faire, & ne doiuent les Gardes auoir serment qu'au Roy seul, & sont tellement animez & conduits, que nul Prince & Seigneur du sang n'ose approucher la personne du Roy, & tient le Roy en subiection, & n'est point en sa liberté. A cette cause mondit sieur d'Orleans s'est retiré en cette ville de Paris, où est la Cour de Parlement, & la Iustice souueraine du Royaume, & a écrit au Roy qu'il s'en viengne en cettedite ville où il sera en liberté, & où il pourra auoir bon & notable conseil, selon lequel il pourra conduire tous ses affaires; Et s'aucun le veut empescher de venir en cettedite ville, & d'estre en sa liberté, il est deliberé d'employer sa personne, tous ses parens, amis & aliez, & tous ses biens pour mettre la personne du Roy en liberté, & l'oster de subiection. Et pour ce mondit sieur d'Orleans somme, requiert & prie la Cour qu'elle veuille auoir regard en cette matiere au bien du Roy, & de son Royaume, & faire tellement que le Roy viengne en cette ville de Paris, & qu'il fasse & ordonne des faits du Royaume par le conseil de la Cour, & des autres notables seruiteurs des Rois ses pere & ayeul.

Erafin que la Cour connoisse que mondit Seigneur d'Orleans ne veut ny desirer auoir le gouuernement du Roy ne du Royaume, se madite Dame de Beauieu se veut reculer d'entour la personne du Roy de dix lieues, il est content de s'en retirer de quarante, & ne desirer sinon que les choses soient conduites par bon conseil, & ne veut point estre alentour du Roy; ou s'il plaist au Roy qu'il voise deuers luy, il ira à tout vn page seulement, ou s'en ira en son pais, ou bon plaisir du Roy. Et seroit bien vtile que se mestier est le Roy fist

assembler les Estats de son Royaume, pour par leur conseil donner sur tout bon ordre & prouision; Et ne se doit la Cour émerueiller se mondit sieur d'Orleans fait dire ces choses, car l'on a osté au Roy ses Chambellans qui luy auoient esté baillez par le feu Roy son pere, & par la Royne, & autres que Dieu absoille, & a l'en voulu les oultrager & attempter à leurs personnes iusques en la chambre du Roy; Et qui plus est a l'en machiné en la personne de mondit sieur le Duc d'Orleans, ainsi qu'il sera bien prouué & monstre quand temps & lieu sera: Et qui plus est, le feu Seigneur du Lau dit & declaira à sa mort, qu'il auoit eu commandement & charge de tuer mondit sieur d'Orleans; & dit que mondit sieur d'Orleans en a écrit au Roy; & en ensuiuant l'offre qu'il a fait à l'Hostel de la ville de Paris fera volontiers bailler à la Cour par écrit, les remonstrances qu'il a fait faire presenrement, & les signera de sa main: & requit ledit le Mercier à mondit sieur d'Orleans, qu'il auoüast ce qu'il luy auoit fait dire: ce que fit mondit sieur d'Orleans.

Par Monsieur le Premier President a esté dit, que le bien du Royaume consiste en la paix du Roy & de son peuple, qui ne peut estre sans l'vnion des membres, dont les grands Princes sont les principaux. A quoy Monsieur d'Orleans doit bien auoir regard. Par quoy & non pas pour réponse, mais par exhortation a dit à Monsieur d'Orleans, qu'il doit bien penser à ce qu'il a fait dire & proposer, & auiser que la Maison de France soit par luy maintenüe & entretenüe sans diuision, & ne doit adiouster foy aux rapports qui luy pourroient estre faits. Et quant à la Cour, elle est instituée par le Roy pour administrer iustice, & n'ont point ceux de la Cour d'administration de guerre, de finances, ne du fait & gouvernement du Roy ne des grands Princes. Et sont Messieurs de la Cour de Parlement gens clercs & lettrez pour vacquer & entendre au fait de la Iustice; & quand il plairoit au Roy leur commander plus auant, la Cour luy obeiroit, car elle a seulement l'œil & le regard au Roy qui en est le chief, & sous lequel elle est; aussi venir faire ces remonstrances à la Cour, & neantmoins passer plus auant & faire au-

tres exploits sans le bon plaisir & exprés consentement du Roy, ne se doit pas faire. Et en ensuiuant l'offre faite de bailler par écrit, s'il plaist à mondit sieur d'Orleans il le fera, & ce fait la Cour bien assemblée y deliberera, & au surplus y fera selon la deliberation qu'elle en aura faite.

Ledit M^r Denis le Mercier a dit, que M^r d'Orleans est venu à la Cour cōme à la Iustice souueraine, & qui doit auoir l'œil & le regard aux grands affaires du Royaume, & que la Cour doit tant faire que le Roy s'en viengne en cette ville de Paris, & qu'il soit en son liberal arbitre hors de toute subiection de tous les Princes & de Madame de Beauieu; & n'entend point qu'on oste riens à Madame de Beauieu, mais qu'elle ait des biens beaucoup, & entend mondit sieur d'Orleans que la Cour auertisse le Roy de ces choses, & pareillement madi-te Dame de Beauieu, & peut-estre quand elle sera bien auer-rie par la Cour qu'elle se retirera; & ne veut mondit sieur d'Orleans passer plus auant sans auoir le conseil de la Cour; & prie la Cour qu'elle veuille trauailler pour le bien du Royaume, & obuier à tous inconueniens, & qu'il soit sceu au Roy s'il est content d'estre se ainsi qu'il est.

Mondit Seigneur le Comte de Dunois a dit que la Cour a bien conneu & connoist la Maison d'Orleans, & les pe-re & ayeul de mondit Seigneur le Duc d'Orleans, & les pa-rens de la Maison, & les grans seruices qu'ils ont faits au Roy & à la Couronne de France, & y ont employé corps & biens; & iamais n'est aduenue au Royaume guerre, diu-sion, ne autre inconuenient par la Maison d'Orleans; & a mondit Seigneur le Duc d'Orleans, & tous ceux de sa Mai-son, aussi bon vouloir de seruir le Roy & le Royaume, que Prince qui soit viuant. Et quand il plaira au Roy que mon-dit Seigneur d'Orleans voyse deuers luy, il ira à tout vn page seulement, & il ne demande auoir aucun gouverne-ment. Et quant audit Monsieur de Dunois, il ne deman-de gouvernement ne autorité, & est content de s'en allet en sa maison, & n'approcher de la personne du Roy iusques à ce qu'il ait vingt ans accomplis, qu'il pourra commander, & ordonner des affaires du Royaume, & est & sera tousiours

prest de bien & loyaument seruir le Roy. Et dit que les Chambellans qui auoient esté baillez au Roy, luy ont esté ostez, & s'ils ne se fussent absentez, ceux des Gardes les eussent outragez, & en furent menassez. Et encore fut dit, que si mondit Seigneur d'Orleans les vouloit soustenir, que on attempereroit à sa personne, qui ne sont pas choses à tolerer ne souffrir, & à quoy l'on doit bien mettre ordre & prouision. Et peut bien connoistre la Cour, que mondit Seigneur d'Orleans a bien cause de faire ces remonstrances, & ne demande autre chose, sinon que le Roy soit en sa liberté, & que les affaires du Royaume soient traitez & gouuernez par bon & notable Conseil; & ne pourroit-on mieus faire pour tout appaier, que assembler les Estats du Royaume, & les bons seruiteurs des feuz Roys, pere & ayeul du Roy, que Dieu pardoint, & pourueoir à tout par leur aduis & deliberation.

Du 19. Iannier 1484. toutes les Chambres assemblées.

CE iour a esté leu en pleine Cour le rapport fait par le Greffier de ceans, de ce que proposa Lundy dernier Maître Denis le Mercier Conseiller du Duc d'Orleans, en la presence dudit Duc; & a esté deliberé, que auant que faire aucune réponse audit Duc d'Orleans, la Cour écrira au Roy nostre Sire, & le auertira, & luy enuoyera ledit rapport signé dudit Greffier; & que pour cette cause iront deuers ledit Seigneur Messire Jean de la Vacquerie Cheualier Premier President, Guillaume de Cambray, Jean Symon, Raoul Pichon, & Jean Pellieu Conseillers, & Robert Thiboust Aduocat du Roy en ladite Cour.

Du droit des Regences, & de ce qui se passa entre le Duc d'Orleans & Madame de Beauieu, pour le fait du gouuernement, faut voir Belleforest au liure v. de son Histoire chap. 152. p. 1294. fol.



Testament du Roy Louis XII. par lequel il institue Ma-
 dame Claude de France sa fille unique son heritiere uni-
 uerselle es souuerainetez & seigneuries qu'il auoit delà les
 monts, & autres terres estans dans le Royaume dont il peut
 disposer. Vent que la Reine Anne son épouse ait la tutelle,
 & l'administration de la personne & des biens de leur di-
 te fille, iusques à ce qu'elle soit en aage; & aussi que les prin-
 cipaux & plus secrets affaires du Royaume soient conduits
 & traitez par ladite Reine Anne, coniointement avec
 Madame la Comtesse d'Angoulesme mere du Duc de Va-
 lois aussi mineur, depuis Roy de France François I. iusques
 à ce que le mariage de sadite fille avec ledit Duc de Va-
 lois soit consommé. Du dernier iour de May 1505.

LOUIS
XII.

1505.

Regence de
Reine &c.

Nous Louis par la grace de Dieu Roy de France, de
 Sicile & Hierusalem, Duc de Milan, Seigneur de Gen-
 nes &c. Estant en nostre chastel de Blois auons aujourd'huy
 datte de ces presentes, dir, ordonné & déclaré, disons, or-
 donnons & declarons, qu'an cas que nous allasions de vie
 à trépas sans delaisser autres enfans legitimes procrez de
 nostre corps, que nostre chere & tres-amée fille Claude
 de France; que icelle nostre fille ait par droit d'hoirie &
 institution nosdits Duchez de Milan & de Gennes, Com-
 tez de Paue & d'Ast, & autres terres & seigneuries que
 auons delà les monts en Lombardie, & semblablement nos
 Comtez de Blois, seigneuries de Chaulny, Coucy, Pierre-
 fons, Vicomté de Soissons, & autres nos terres & seigneu-
 ries quelconques estans en nostre Royaume de France, &
 autres biens quelconques à nous appartenans, & desquels
 nous poutons traiter & disposer, & qui ne sont venus de
 l'appanage de France; & en toutes lesdites Duchez, Com-
 tez, terres & seigneuries, & biens dessusdits, & en chacu-
 ne d'icelles auons fait, nommé & ordonné, institué, faisons,

M m

nommons & ordonnons, & instituons nostredite fille nostre seule & vraye heritiere. Item voulons, ordonnons & declarons, que nostre tres-chere & tres-amée Compagne la Reine ait la tutelle, gouuernement & legitime administration des personne & biens de nostredite fille, iusques à ce qu'elle soit en aage, nonobstant quelconques vsances, coûtumes, & autre chose que l'on voudroit ou pourroit dire au contraire; lesquelles nous ne voulons ne entendons prejudicier à cette presente nostre Ordonnance, & dation de tutelle; ains entant que besoin seroit, y auons de nostre pleine puissance & autorité royale dérogé & dérogeons par tesdites presentes. Item voulons, ordonnons & declarons en outre, que tous & chacuns les grans & principaux faits & secrets affaires du Royaume soient conduits & traitez par nostredite Compagne la Roynne, & nostre tres chere amée sœur la Comtesse d'Angoulesme ensemblement; lesquelles entendons y appeller avec elles pour ce faire nostre tres-cher & tres-amé cousin le Cardinal d'Amboise, Legat Apostolique en nostredit Royaume, nostre tres-cher & amé cousin le Comte de Neuers, nostre amé & feal Chancelier, & nostre cher & amé cousin le sieur de la Tremoille nostre premier Chambellan, & Maistre Florimond Robertet, nostre Notaire & Secrétaire & Tresorier de France. Item voulons & ordonnons que toutes nos debtes vrayes & loyales soient entierement payées & acquitées par ceux qu'il appartiendra. Item voulons, ordonnons & commandons tres-expressément, que nostredite fille fasse sa demeure en nostredit Royaume sans partir d'iceluy, iusques à ce que le mariage d'elle, & de nostre tres-cher, & tres-amé neveu le Duc de Valois Comte d'Angoulesme soit fait & consommé. En témoin de ce nous auons signé ces presentes de nostre main au chastel de Blois, le dernier iour de May, l'an de grace mil cinq cens & cinq, & de nostre regne le huitième. Ainsi signé, **L O V I S**. Et plus bas, **R O B E R T E T**. & scellé en placart de cire rouge, avec vn petit cachet.

Ce testament n'eut point de lieu à l'égard de la Reine Anne, qui deceda auparavant le Roy son mary.

Promesse de Monsieur d'Aubigny, de servir après le décès de Louis XII. Madame Claude sa fille, & Monsieur le Duc de Valois, & d'empescher que ladite Dame ne soit transportée hors le Royaume, & faire accomplir le testament dudit Seigneur Roy, fait le dernier iour de May 1505.

NOus Berauld Stuart Seigneur d'Aubigny, Cheualier, Conseiller, Chambellan du Roy, & Capitaine des cent Archers Escossois de sa garde, promettons & iurons à Dieu nostre Createur sur le damnement de nostre ame, & la part que pretendons auoir en Paradis, les mains touchans les saintes Euangiles, le fust de la vraye Croix & Canon de la Messe, du vouloir & commandement dudit Seigneur, en sa presence, & de Monsieur le Cardinal d'Amboise Legat en France, & du Secretaire cy-dessous signé, Que toutes & quantes fois que iceluy Seigneur ira de vie à trépas, sans laisser enfant male venant de son corps, nous seruirons bien & loyaument Madame Claude de France sa fille, & Monsieur le Duc de Valois Comte d'Angoulesme neueu dudit Seigneur ensemblement enuers & contre tous, sans nuls excepter ne reseruer en ce qui peut toucher le fait du Royaume & de la Couronne, & ladite Dame Claude à la conseruation de ce qui luy appartient par droit successif, tant en cedit Royaume que de là les monts; & en ce employer nostre personne & lesdits cent Archers Escossois de nostre charge iusques à la mort inclusiuement: & outre promettons & iurons comme dessus, que s'il auient qu'aucuns quels qu'ils soient se veuillent efforcer de vouloir transporter madite Dame Claude hors de cedit Royaume, de en ce cas les en empescher & garder de tout nostre pouuoir, & celuy desdits cent Archers Escossois, lesquels nous y exploiterons & leur forcée iusques à y mourir comme dit est: & d'abondant promettons & iurons en la forme que dessus, entretenir, garder & entierement accomplir le testament & ordonnance faits par ice-

luy Seigneur estant ou chastel de Blois le dernier iour de May dernier passé, selon le contenu d'iceluy; & par especial promettions & iurons comme dessus, soustenir, porter & seruir la Royne nostre souueraine Dame, en faisant ledit mariage de madite Dame sa fille, & mondir sieur le Duc de Valois, tant en ce qui luy appartient en ce Royaume, que aussi es choses qui peuuent toucher madite Dame sa fille, soit deçà ou delà lestdits monts. En témoin de ce nous auons signé ce present serment de nostre main, & iceluy seellé du seel de nos armes. A Blois, le dernier iour de Septembre l'an 1505. signé BERAULT STUART, & seellé de son seel. & au bas, Signé, ROBERTET.

Parcilles promesses furent faites par Iean Stuart Lieutenant de Monsieur d'Aubigny en la charge des cent Archers Escossois de la garde du Roy, de mesme datte que la precedente: Comme aussi par Guillaume de la Marche Cheualier sieur de Monbafon & d'Aigremont, Chambellan du Roy & Capitaine des cent Suisses de sa garde: & par Petre Grobson Lieutenant en ladite charge, en datte du 19. Octobre 1505. à Blois.

FRAN-
ÇOIS I.

15. Iuillet
1515.

Regence
de mere du
Roy, pen-
dant l'ab-
sence de
son fils.

*Pouuoir de Regence donné par le Roy François I. à Madame
Louise de Sauoye sa mere, pendant son absence hors du
Royaume pour la conquesste du Duché de Milan.*

FRANÇOIS par la grace de Dieu Roy de France, salut. Comme pour le vray & iuste droit & titre qu'auons au Duché de Milan nostre heritage, & dont auons esté inuestis par l'Empereur, lequel Duché est à present detenu par Maximilian, Sforce nostre ennemy & aduersaire, ayons par grande & meure deliberation fait dresser & mettre sus vne grosse & puissante armée où allons en personne, pour moyennant l'ayde de Dieu nostre Createur, & de nos bons & loyaux seruiteurs, amis & confederez iceluy reduire en nostre obeissance; & combien qu'ayons fait establir en plusieurs contrées de nostredit Royaume, faisans les fins & limites des pais de nostre obeissance, aucuns nos Lieutenans particuliers, pour

prôprement pouruoir & obuier aux surprises qui y pourroient estre faites, en maniere que inconueniens n'en puissent auenir à nous, & à nostredit Royaume; & pareillement ayons nos Cours souueraines qui distribuent, & administrent iustice à nos suiets: Toutefois pour autant que pour l'exécution de nostredite entreprise nous pourrions estre hors nostre Royaume par aucune espace de temps', soit besoin pour conseruer & entretenir paix en tout & par tout nostredit Royaume, & avec les Royaumes voisins, ainsi que le desirons, & faire plusieurs autres choses requises, & qui continuellement occurrent en vn tel Royaume, laisser en iceluy personne representant nostre personne, & qui ait parfait amour à nous & nostredit Royaume, & auquel nosdits suiets puissent auoir recours comme à nous-mesmes, pour la prouision, direction & conduite des affaires concernans le bien de nous, & de toute la chose publique. Et à cette cause, considerans que tous les Princes & Seigneurs de nostre sang nous suivent & accompagnent en cettedit nostre entreprise, ayons auisè bailler cette charge & pouuoir à nostre tres-chere & tres-amée Dame & mere la Duchesse d'Angoulesme & d'Aniou, comme à celle dont nous auons totale & parfaite confidence, & que sçauons certainement qu'elle sçaura sagement & vertueusement s'en acquiter par sa prudence, pour la grande & singuliere amour qu'elle porte à nous & à iceluy nostredit Royaume; à laquelle nostredite Dame & mere nous laissons bonne & notable compagnie de bons & vertueux personnages de tous estats, tant pour le fait de la iustice, finances, qu'autres, afin de luy aider à conduire lesdites affaires. Sçauoir faisons, que nous ces choses considerées, icelle nostredite Dame & mere pour ces causes & autres à ce nous mouuans, de nostre certaine science, pleine puissance & autorité Royale auons constituée, ordonnée & établie, constituons, ordonnons, & établissons par ces presentes, pour durant nostre absence de nostredit Royaume en nostre present voyage, & iusques à nostre retour d'iceluy auoir le regime, gouuernement, & totale administration des affaires d'iceluy nostre Royaume, pays, terres &

seigneuries deçà les monts, comme représentant nostre personne; & luy auons donné, & donnons generally par cesdites presentes plein pouuoir, autorité, & mandement special de vaquer, entendre & soy employer de par nous à la conduite desdits affaires; de faire viure en bon ordre, iustice & police les suiets de tous les pays de nostre Royaume, pays & seigneuries; de leur faire & administrer Iustice par nosdites Cours souueraines, Preuostez, Bailliages, Seneschauſſées, & autres nos Officiers chacun en son pouuoir & iurisdiction; de ouïr les requestes, plaintes & doléances de nosdits suiets, & sur icelles leur pouruoir ou faire pouruoir, comme il appartiendra de faire, & assembler & mander venir deuers elle tel nombre de nos Presidens, & Conseillers de nosdites Cours souueraines, Chambres des Comptes, & autres nos Officiers & seruiteurs notables, qu'elle verra estre à faire, pour auoir leur conseil & aui, & iceux employer à l'expedition de nosdits affaires, qui pourroient occurrer & suruenir durant nostredite absence; de faire obeïr les prouisions, Arrests & executions de nosdites Cours, tant des Cours de nostre Parlement, Generaux de la Iustice des Aides, que de la Châmbre des Comptes; de faire mettre sur les champs & en armes les gens de guerre de nosdites Ordonnances que laissons, Nobles, gens de Ban & Arriereban, & autres nos gens de guerre de pied & de cheual, pour aller és lieux, & ainsi qu'elle trouuera pour la garde & defense d'iceluy nostre Royaume; de pouruoir à la garde des villes, places & chasteaux de nostredit Royaume ainsi qu'il sera besoïn; de croistre & diminuer, muer & changer les garnisons desdits Gensdarmes qui sont en icelles places, ainsi que pour la garde & seureté d'icelles, & le bien de nostredit Royaume luy semblera bon; de faire faire les monstres & payemens de nosdits gens de guerre, & les faire viure en bon ordre & police; & selon les Ordonnances par nous faites sur le fait de la Gendarmerie, & ordonner des Commissaires & Controolleurs qu'il faudra pour ce faire, & donner lettres de faufconduit, passage & seureté à ceux, & pour le temps qu'elle verra estre à faire; de pouruoir & dispo-

fer de tous estats & offices de nostredit Royaume, tant de Iustice, Gardes & Capitaineries decitez, bonnes villes, places, châteaux, forteresses, que de nos finances ordinaires & extraordinaires & autres, toutes & quantes fois que vacation y escherra, ou commettre à l'exercice d'icelles iusqu'à ce que ayons autrement pourueu de telles personnes, & ainsi qu'elle verra estre à faire; & aussi receuoir & admettre les resignations de ceux qui tiendront aucuns offices, & pareillement donner & conferer les benefices qui vaqueront durant le temps de nostredite absence, qui seront à nostre collation, presentation ou disposition, ou qui vaqueront par droit de Regale, ou admettre les resignations d'iceux, & presenter ausdits benefices de ceux qui seront à nostre presentation, ainsi que besoin sera; de remettre, quiter, pardonner, & abolir à tous ceux que besoin sera tous cas, crimes & delits qu'ils pourroient auoir commis & perpetrez enuers nous & iustice; de conseruer & continuer tous priuileges, franchises, libertez & exceptions, dons & octroys des villes & communautéz particulieres de nostredit Royaume qui les viendront requerir, pour tel temps qu'elle verra estre raisonnable; de faire rabais, moderations & diminutions de fermes; & octroyer lettres d'anoblissement, d'admortissement, legitimations de bastards naturels, & congez de tester à estrangers, ou pour tenir benefices en nostredit Royaume, terres & seigneuries de deçà les monts, en payant les finances qu'ils pourroient deuoir pour raison desdits anoblissemens, legitimations, admortissemens, congez de tester; ou icelles finances quiter, donner & remettre; pareillement donner & disposer de tous droits de lots, ventes, rachats, quintes & requints, deniers & autres profits de fief, droits & deuoirs seigneuriaux, amendes, aubeines, forfai-tures & confiscations aux personnes, & ainsi qu'il luy plaira; d'ordonner des payemens de nos gens de guerre, tant de nos Ordonnances, mortes-payes, gens de pied, que autres qui pourroient estre mis sus pour nostre seruice, pour tel temps, & à tel feur, & ainsi qu'elle aduifera; d'auoir connoissance sur le fait de nos finances, tant ordinaires qu'ex-

traordinaires, les faire distribuer és choses qui requierent prompte prouision, pour le bien, tuition & defense de nostredit Royaume, & aussi pour le fait des pensions & entretenemens des Seigneurs, & autres personnages qui sont en nos Estats, & autrement ainsi qu'elle auisera, & verra estre à faire; de taxer & ordonner voyages, salaires, vacations, & recompenses raisonnables, & ainsi qu'il appartiendra, & verra estre à faire; & sur ce decerner lettres & acquits necessaires, signez de sa main, & de l'un de nos amez & feaux les gens de nos Comptes, Tresoriers de France, & Generaux Conseillers par nous ordonnez sur le fait de nosdites finances, comme à chacun d'eux appartiendra, ausquels mandons ainsi faire; & lesquels acquits & mandemens autorisons, & voulons estre d'un tel effet & valeur, & seruir à l'acquit de tous ceux qu'il appartiendra, comme si faits & octroyez estoient par nous; de faire les Ordonnances, statuts & Edicts, que par conseil elle trouuera que faire se deura pour le bien de nous, nostredit Royaume, pays, seigneuries & suiets; & aux Ordonnances, statuts, & Edicts, qui ont esté par cy-deuant faits par nos predecesseurs Roys & nous, déroger, & d'icelles releuer, ainsi & par la forme & maniere qu'elle auisera & bon luy semblera; de mander & faire assembler si besoin est les gens des Estats de nostredit Royaume, ou d'aucuns quartiers d'iceluy, & à iceux faire remonstrances de nosdites affaires, & leur requerir aide de deniers ou autres choses, ainsi que nostre affaire le pourroit requerir; & generally de faire & besongner par nostredite Dame & mere en toutes les choses dessusdites, & autres qui pourroient suruenir, & qui ne sont en ce pouuoir declarées, leurs circonstances & dépendances, tout ce qu'elle verra & reconnoistra estre bien pour le bien de nous & de nostredit Royaume, & de nosdits suiets & habitans en iceluy, & tout ainsi que nous mêmes ferions, & faire pourrions si presens y estions en personne, posé qu'il y eust chose qui requist mandement plus special. Promettrans en bonne foy sur nostre honneur & parole de Roy auoir agreable, ferme & stable tout ce que par nostredite Dame & mere sera fait & besongné és choses dessusdites

dites, & chacune d'icelles, leurs circonstances & dépendances. Si donnons en mandement par ces mesmes presentes à nos amez & feaux les gens tenans, & qui tiendront nos Cours de Parlement, à tous nos Baillifs, Seneschaux, Preuosts, Capitaines, & autres nos Iusticiers, Officiers & suiets, & chacun d'eux à son regard, si comme à luy appartiendra, es choses dessusdites, leurs circonstances & dépendances, ils obeissent & fassent obeir & entendre comme à nostre personne, prestant & donnant conseil, confort, aide, & prisons, si métier est & requis en font; en faisant lire & publier cettuy nostre present Pouvoir par les gens de nosdites Cours, & enregistrer en nos Greffes d'icelles Cours, quand ils en seront requis. Mandons en outre à nos amez & feaux les Tresoriers de France & Generaux de nosdites finances, que toutes les parties & sommes de deniers qui auront esté payées par l'ordonnance d'icelle nostredite Dame & mere, expediee comme dit est, ils souffrent & permettent estre alloüees, & comptées, & rabatuës de la recepte de ceux qui en auront fait les payemens, & chacun d'eux respectiuellement pour autant qu'il leur pourra toucher par nosdits gens des Comptes, ausquels nous mandons ainsi le faire sans difficulté, en rapportant celdites presentes signées de nostre main au Vidimus d'icelles faites sous seel Royal, auquel voulons foy estre adioustée comme à l'original, & ladite ordonnance de nostredite Dame & mere avec les quitances des personnes à qui auront esté faits les payemens. C A R tel est nôtre plaisir, nonobstant quelconques ordonnances, restrictions, mandemens ou defenses à ce contraires. En témoin de ce nous auons fait mettre nostre seel à celdites presentes. Donné à Lion le quinzième iour de Iuillet l'an mil cinq cens & quinze: & de nostre regne le premier. *Sic signatum sub plica*, FRANÇOIS. & *super plicam*, Par le Roy en son Conseil, auquel Messieurs les Ducs d'Alençon, de Bourbon Connestable, de Vendosme, de Gueldres, & de Lorraine, vous le bastard de Sauoye, les sieurs de Boisy Grand Maistre, de la Trimouille premier Chambellan, de Lautrec & de Chabanes Mareschaux de France, les Ge-

neraux des finances, & autres presens, ROBERTET.

Leſta & registrata Pariſius in Parlamento, decima nona die Decembris, anno Domini 1515. Sic ſignatum, PICHON.

FRAN-
ÇOIS I.
1515.

Verification des Lettres de la Regence, accordées par le Roy François premier à Madame ſa mere, à la reſerve de la collation des Benefices vacans en Re gale.

Extrait des Regiſtres du Parlement.

Du 5. Se-
ptembre, les
Chambres
aſſemblées.

SUR les Lettres patentes du Roy données à Lion le quinzième iour de luillet dernier paſſé, par leſquelles apert ledit Seigneur auoir commis & ordonné la Duchefſe d'Angolmois & d'Aniou ſa mere, pour regir & gouverner ſon Royaume durant ſon abſence pour le voyage qu'il a entrepris d'aller conquerir ſa Duché de Milan; & luy donner pouvoir & puissance de pourvoir à tous eſtats & offices, de preſenter & conferer Benefices, & meſmement ceux qui vacqueront en Regale, & pluſieurs autres choſes plus à plein déclarées eſdites lettres, & mande à la Cour, & à tous autres Juſticiers & Officiers de ſon Royaume, luy obeir comme à luy-meſme: preſentées à ladite Cour, toutes les Chambres aſſemblées, par Maistre Iean de Wignacourt Conſeiller en icelle, & Meſſire Iean Coiſtereau Cheualier, Treſorier de France, avec lettres miſſives de ladite Dame, portant creance ſur eux, laquelle ils ont déclarée: Et oy ſur ce le Procureur * du Roy, lequel a conſenty leſdites lettres eſtre enregiſtrées, pour en iouir par ladite Dame, ſelon le contenu d'icelles, ſauf & reſervé de la collation des Benefices vacans en Regale, en requerant à la Cour qu'elle vouliſt écrire lettres à ladite Dame, à ce que ſon plaisir ſoit ſ'en déporter. Et la matiere miſe en deliberation, a eſté ordonné que leſdites lettres ſeront enregiſtrées eſ registres de ladite Cour, à la charge toutefois que ladite Dame ne pourra conferer leſdits Benefices vacans en Regale; & luy écrira icelle Cour lettres, à ce que ſon plaisir ſoit ſ'en déporter de les conferer. & ſera miſ ſur le reply deſdites lettres *Registrata*. Et ſigné par le Greffier de ladite Cour.

Du dix-neufième Decembre mil cinq cens quinze.

CE iourd'huy en expediant par la Cour, toutes les Chambres assemblées, le fait des lettres de l'Ampliation du pouuoir octroyé par le Roy à la Duchesse-d'Angoulesme & d'Aniou sa mere Regente en France, le quinzième iour de Iuillet dernier passé, a esté ordonné, que remonstrances luy seront faites par ceux que la Cour enuoyera deuers elle, Que son plaisir soit ne conferer aucuns Benefices vacans en Regale, ne admettre les resignations des Benefices vacans en Regale : & pareillement touchant le pouuoir que ledit Seigneur luy donne de pouuoir faire Ordonnances & déroger aux Ordonnances, que son plaisir soit en faisant lesdites Ordonnances, garder la solennité qu'ont accoustumé de garder les Rois, & pareillement ne déroger ausdites Ordonnances sans cause. Et n'entend la Cour que ladite Dame confere lesdits Benefices en Regale, ne admette lesdites resignations, ne pareillement puisse faire lesdites Ordonnances, ne déroger, sinon comme dessus est dit : Et neantmoins a ordonné ladite Cour, que lesdites lettres d'Ampliation seront enregistrées, & sur icelles sera mis, *Registrata.*

Autre Pouuoir fort ample de Regence, donné par le Roy François I. à Madame Loyse de Saouye Duchesse d'Angoulesme sa mere, allant en Italie. Du douzième Aoust 1523.

FRAN-
ÇOIS I.
1523.

Regence de
mere du
Roy pen-
dant l'ab-
sence de
son fils.

FRANÇOIS par la grace de Dieu Roy de France, à tous ceux qui ces presentes Lettres verront, salut. Comme nous considerans la grande iniure avec les infinis maux & dommages innumérables, que puis aucun temps en ça nous ont esté faits & inferez, & à nos suiets delà les monts par l'éleu Empereur, Duc de Bar, & autres nos ennemis & aduersaires, leurs adherans & alliez, lesquels nous sentans lors occupez à la defense de cettuy nostre Royaume, pais, terres & seigneuries de deçà à l'encontre de nosdits ennemis & aduersaires, & leurs adherans & alliez, nous ont enleué nô-

tre Duché & Estat de Milan, & seigneuries d'Ast & Genes, propre heritage de nos predecesseurs, & duquel à bon & iuste titre auons esté inuestis par l'eleu Empereur Maximilian, & d'iceux ont honteusement chassé & expulsé nos gens, seruiteurs, & officiers & suiets, pillé & forcé piteusement nostre grosse ville & cité de Genes, & autres nos villes & pays de delà, au grand scandale de nous, & de nos amis & suiets. Et voyans & connoissans, que si promptement nous ne faisons entreprise de reconquerter & reduire en nos mains & obeissance nostredit Duché & Estat de Milan, seigneuries d'Ast & Genes, que nosdits ennemis derienent & occupent iniustement, & nosdits bons, loyaux & tres-affectionnez seruiteurs traitent tyranniquement à nostre tres-grand regret, nous les perdrons entierement, & seront contraintes eux ioindre à prendre le party de nosdits ennemis, ou demeurer à leur mercy & discretion. Et non seulement serons quites pour perdre nostredit Duché, & abandonner nosdits amis, seruiteurs & suiets à grand' honte & vergogne: Mais si nous les y laissons assurer & fortifier, veu leur mauuaise & damnée volonté, & les autres grosses puissances qu'ils tiennent par delà, mettons en eminent peril & danger de ruiner nostredit Royaume, pais & seigneuries de deçà; & si Dieu nous fait cette grace de faire ladite conquête, recouurons nostre honneur, mettons en paix & repos tous nos Estats, amis, seruiteurs, bons & loyaux suiets tant deçà que delà les monts, & faisons cesser la guerre qui tant a duré en nostre Royaume, où encore elle est de present, & paruiendrons facilement au bien de paix, sans lequel il est impossible que nosdits suiets puissent viure au repos & soulagement que de tout nostre cœur leur desirons. A cette cause, & pour le bien & autorité de nosdits Royaume, pais, terres & seigneuries, & suiets, ayons deliberé avec l'aide de Dieu nostre Createur, nous mettre en deuoir & effet de faire ladite conquête & recouurement d'iceux nos Duchez, Estats & seigneuries de delà; & pour mettre à fin nostredite entreprise & deliberation, ayans dressé vne grosse, forte & puissante armée, garnie de toutes choses neces-

faïres à vn tel affaire, en laquelle pour plus promptement & facilement mettre à execution, auons intention aller en personne, après auoir prealablement donné ordre & prouision à toutes choses requises, pour resister à nosdits ennemis & aduersaires és quartiers de deçà, qui est nostre principal : & combien que outre cela laissons par toutes les frontieres d'iceluy nostre Royaume & païs, nos Lieutenans, Gouverneurs des païs, avec gens de guerre de nos Ordonnances, francs Archers, & autres prouisions pour resister à ce qui pourroit suruenir : de sorte que moyennant l'aide de Dieu nostre Createur, n'en pourra auenir aucun inconuenient : Toutefois pour autant que pour l'execution de nostredite entreprise, nous conuiendra passer les monts, & serons absens quelque temps de nostredit Royaume, Duché de Bretagne, Dauphiné, Prouence, Forqualquier, & terres adiacentes, & autres terres & seigneuries de deçà les monts, soit besoin laisser par deçà personnage representant nostre personne, pour pouruoir, & auoir le regard & superintendance à toutes choses qui iournallement occurrent, & peuuent occurrer & suruenir à vn tel Royaume, païs, & seigneuries, auquel nos officiers, seruiteurs & suiets se puissent adresser, & auoir recours à leurs besongnes & affaires, selon qu'ils s'offriront & le requerront, comme ils feroient à nous-mesmes. Sçauoir faisons : Que nous les choses dessusdites considérées, & mesmement que plus conuenablement ne pourrions pouruoir à vn tel regime & administration, que de la personne de nostre tres-chere & tres-amée Dame & mere la Duchesse d'Angoulmois & d'Aniou, Comtesse du Maine, tant pour le bon zele & singulier amour & affection legitime & naturelle que sçauons certainement qu'elle porte à nous, & aussi qu'elle a à nosdits Royaume, païs, terres & seigneuries, bons & loyaux & obeïssans suiets d'iceux ; que pour la bonne experience qu'elle a en telles matieres, que en cas semblable que allasmes à la premiere conquête de nostredit Duché de Milan, & seigneurie de Gencs tantost après nostre auenement à la Couronne, elle exerça & administra, demeurant Regente en France, & gouuernante en

& par tout nosdits Royaume, païs, terres & seigneuries de deçà: en laquelle charge elle s'acquita, comme il est certain & notoire, si vertueusement & prudemment, qu'elle en est digne de loüange, & singuliere recommandation: icelle nostredite Dame & mere, pour ces causes & autres à ce nous mouuans, & pour la parfaite & entiere confiance que auons de sa personne, & de ses sens, vertus & integrité, auons faite, ordonnée, constituée & establie, faisons, ordonnons, & establissons par ces presentes Regente & gouuernante pour nous en nosdits Royaume, païs, terres & seigneuries de deçà les monts, representant nostre propre personne: Et luy auons donné, & donnons par ces presentes tout plein pouuoir, autorité, faculté & puissance de vaquer, entendre, & s'employer à la conduite desdits affaires quels qu'ils soient, qui suruiendront, & pourront suruenir & occurrer en iceux nos Royaume, païs, terres & seigneuries; de faire viure en bon ordre, iustice & police les suiets de tous les païs denostredit Royaume, païs, terres & seigneuries; leur faire faire administrer Iustice par nos Cours souueraines, Preuostez, Bailliages & Seneschaussées, & autres nos officiers de Iustice, chacun en son pouuoir & iurisdiction; de ouïr les requestes, plaintes & doléances de nosdits suiets, & sur icelles leur pouruoir, & faire pouruoir comme il appartiendra; de faire assemblée, & mander venir deuers elle tel nombre de nos Presidens, Conseillers de nos Cours souueraines, Chambres des Comptes, & autres nos officiers, & pareillement des Maires & Escheuins, Conseillers, Bourgeois, manans & habitans des villes denostredit Royaume, & autres nos suiets qu'elle verra estre à faire, pour auoir leur conseil & auis sur lesdits affaires, ou leur ordonner ce qu'ils auront à faire pour le bien de nous, de Iustice, & de la chose publique; de faire obeïr les Arrests & prouisions de nosdites Cours, tant de nos Parlemens, Generaux de la Iustice des Aides, que de la Chambre des Comptes; de faire tenir la main aux executeurs, comme il est besoin pour le bien de Iustice; de faire mettre sus & en armes les gens de guerre de nos Ordonnances que laissons pardeçà, Nobles & gens de nostre ban, & arriere-ban, francs.

Archers, & autres de nos gens de guerre de pied & de cheual, pour aller aux lieux que leur sera mandé & ordonné pour la guerre & defense d'iceux nosdits Royaume, pais, terres & seigneuries & suiets; de pourvoir à la garde des quartiers, villes, places & chasteaux de nostredit Royaume, pais, terres & seigneuries & suiets, tant de gens, viures, artillerie que autres munitions qui seront requises & necessaires pour la conseruation d'iceluy; de croistre, diminuer, muer & changer les garnisons de gens de guerre de nos Ordonnances; & autres estans, & qui seront cy-après mis en icelles places; ainsi que pour la garde & seureté d'iceluy luy semblera bon; de faire faire les monstres & reueuës de nosdits gens de guerre; de les faire viure en bon ordre, iustice & police, & selon les Ordonnances par nous faites sur le fair de la gendarmerie; & ordonner les Commissaires & Controlleurs qu'il faudra pour ce faire; de donner lettres de seureté & faufconduit tant aux marchands de nostre Royaume, pour aller & trafiquer marchandement es pais de nosdits ennemis & aduersaires, ensemble à tous autres pour rel temps & avec les conditions qu'il luy plaira; de pourvoir & disposer de rous estats & offices de nostredit Royaume, tant de Iustice, Gardes & Capitaines de citez, bonnes villes, chasteaux, places, forteresses, que de nos finances & deniers ordinaires & extraordinaires, & autres, de telles personnes qu'il luy plaira; toutes & quantesfois que vacation y escherra, soit par mort, resignation, ou forfaiture, declaration prealablement faire; ou si elle voit que bon soir, commettre à l'exercice d'iceux iusques à ce que y ayons pourueu; de creer & eriger de nouuel estats, offices de Iudicature ou autres, & à iceux ordonner gages & taxarions selon qu'elle verra estre à faire; de receuoir & admettre les resignations de ceux qui tiendront offices, soit que les resignans soient en personne ou absens, ou les octroyer à suruiuance du consentement desdits resignans: & pareillement donner, conférer, presenter, nommer & instruer aux Benefices qui vacqueront durant ledit temps, de quelque qualité qu'ils soient, encore que fussent Archeueschez, Eueschez, ou

Monasteres vacans en Regale, ou à nostre collation, presentation, disposition ou nomination, par droit de garde d'enfans mineurs, ou de litige és lieux où elle nous appartient, ou par nomination ensuiuant les Concordats faits entre le saint Siege Apostolique & nous, ou autrement en quelque maniere que ce soit; de donner & octroyer les droits de garde qui nous appartiennent, en nos pais de Normandie & ailleurs, à cause de la minorité & sous-aage des enfans tenans heritages & fiefs de nous; de remettre, quiter, pardonner, & abolir à tous ceux que besoin sera tous cas, crimes, delits & malefices qu'ils pourroient auoir commis & perpetrez enuers nous & Iustice; de confirmer, prolonger, & continuer tous priuileges, franchises, libertez, exemptions, dons & droits de villes & communauttez de nostre dit Royaume, pais, terres & seigneuries, à ceux qui les viendront requerir, ou les leur donner de nouveau pour tel temps qu'elle verra estre à faire; de faire rabais, moderations ou diminutions de fermes, après les informations faites, & veul'auis des Officiers, comme en tel cas est requis & accoustumé; d'octroyer lettres de nobilitations, amortissemens, legitimations de bastards, lettres de naturalitez, & congez de tester à estrangers, ou pour tenir benefices en cedit Royaume, pais, terres & seigneuries, en payant finances moderées pour vne fois seulement, ou icelles finances donner, quiter & remettre, si elle voit que bon soit, avec congé de tenir offices incompatibles à perpetuité ou à temps, euocation de causes de nos Cours en nostre Grand Conseil, & de nostre dit Grand Conseil esdites Cours, & de les renuoyer de l'une desdites Cours à l'autre, & lettres de retention des causes; & de faire assembler les gens de nosdites Cours pour les iugemens des procès, ainsi que verra estre à faire; & pareillement de donner & disposer de tous droits de lots, de ventes, treizième, rachats, quintes & requints, deniers & autres profits de fiefs, droits & deuoirs seigneuriaux quelconques, amendes, aubeines, forfaitures & confiscations aux personnes, & ainsi qu'elle verra & bon luy semblera; d'ordonner & disposer des payemens de nosdits gens de guerre,

rant

tant de nos Ordonnances, mortes - payes, gens de pied & de cheual, que autres qui pourroient estre mis sus pour nostre seruice, pour rel temps & ainsi qu'elle auisera; d'auoir connoissance sur le fair & distribution de nos finances tant ordinaires qu'extraordinaires, les faire distribuer és choses qui requerront prompte prouision, pour le bien, tuition & defense de nostredit Royaume, pais, terres & seigneuries; & aussi pour le fait des pensions & entreremenens des Seigneurs, & autres personages qui sont occupez en nos affaires ou autrement, ainsi que nostredite Dame & mere auisera & verra estre à faire; de taxer & ordonner voyages, salaires, vacations, dons & recompenses raisonnables, à telles personnes qu'elle verra & bon luy semblera; de composer avec ceux qui nous pourront estre redeuables, pour les charges & maniemens qu'ils pourroient auoir eu des deniers de nosdites finances, ou autres charges & maniemement, à telles sommes de deniers qu'elle auisera; & sur ce decerner ses lettres & acquits, dons & décharges necessaires signées de sa main, & de l'un de nos amez & feaux Notaires & Secretaires signans aux faits de nosdites finances, qui seront adressées & verifiées par nos amez & feaux les gens de nos Comptes, Tresoriers de France, & Generaux Conseillers par nous ordonnez sur le fait de nosdites finances, comme à chacun d'eux en son regard appartiendra; ausquels nous mandons ainsi le faire; & lesquels acquits, mandemens & prouisions voulons estre de tel effet & valeur, & seruir à l'acquit de tous eux, & ainsi qu'il appartiendra, comme si faits & octroyez auoient esté par nous: de faire ordonnances, statuts, & Edicts, tels qu'elle trouuera que faire se deura pour le bien de nostredit Royaume, pais, terres & seigneuries & suiets; & ausdites ordonnances, staturs, & Edicts, & à ceux que par cy - deuant ont esté faits par nosdits predecesseurs Roys & nous, déroger, & iceux releuer ainsi & par la forme & maniere qu'elle verra estre à faire & que bon luy semblera; demander & faire assembler, si besoin est, les gens des estars de nostredit Royaume, ou d'aucuns quartiers d'iceluy, & à iceux faire remonstrances de nosdits Affaires, &

leur requetir aide & deniers , & autres choses ainsi qu'elle aufera de faire ; de traiter , faire conclure , & iurer trêues, abstinence de guerre, paix & alliance generale ou particuliere, soit par elle en personne, ou par ses Ambassadeurs, commis & deputez, avec Empereur, Rois, Princes, Seigneurs, Potentats, Communauté, & autres de quelque estat & qualité qu'ils soient, tant avec ceux qui de present sont nos ennemis declarez, & qui se pourroient cy-après declarer, que avec nos amis, avec tels pactes, conuentions, remissions, quittances, cessions, transports, distractions & alienations de nos villes, chasteaux, forteresses, terres & seigneuries, tant de celles que nous tenons & possedons de present, que aussi de celles que nous querellons, pouuons quereller, & pretendons nous appartenir ; & generally faire par nostredite Dame & mere, & toutes les choses dessusdites & chacune d'icelles, leurs circonstances & dépendances, & toutes autres qu'elle connoistra, & verra bon estre à faire, pour le bien de nous, & de nostredit Royaume, & de nosdits suiets & habitans en iceluy, tout ainsi & par la forme & maniere que nous mesmes ferions, & faire pourrions si nous y estions en personne ; iasoit ce qu'il y eust chose qui requist mandement plus special, qu'il n'est contenu en celdites presentes. Et pource que deuant que puissions estre hors de nostredit Royaume, attendu les gros affaires de guerre qui sont en diuers lieux d'iceluy, pourra suruenir plusieurs choses, ausquelles pour le bien de nous & de nos affaires ; sera besoin donner prompte prouision ; auons donné & donnons par celdites presentes, pouuoir, autorité, faculté & puissance à nostredite Dame & mere de pouruoir ausdits affaires quels qu'ils soient dès à present, ainsi qu'elle verra estre à faire, & que les affaires le requerront, tout ainsi qu'il est contenu en ce present pouuoir. Promettant en bonne foy & parole de Roy, de tenir, entretenir, auoir agreable, obseruer & garder inuiolablement tout ce que par nostredite Dame & mere, seldits Ambassadeurs, commis & deputez, aura esté ou fera fait, conuenu, conclu & accordé, sans iamais aller ou venir au contraire, par nous, ne nos successeurs, en quelque ma-

niere que ce soit. Si donnons en mandement par ces mesmes presentes, à nos amez & feaux les gens de nostre Grand Conseil, de nostre Cour de Parlement, & de nos Comptes à Paris; à tous nos Baillifs, Seneschaux, Preuosts, & autres nos Iusticiers & Officiers, ou à leurs Lieutenans presens & à venir, & à chacun d'eux en son regard, & comme à luy appartiendra: que à nostredite Dame & mere ils ayent à obeyr, & faire obeyr, & entendre de tous ceux & ainsi qu'il appartiendra, comme à nostre personne; prestent & donnent conseil, confort & aide, ainsi que requis en seront. Mandons en outre à nos amez & feaux les Tresoriers de France, & Generaux de nos finances, & à chacun d'eux en son regard, que toutes les parties & sommes de deniers qui auront esté payées par l'ordonnance de nostredite Dame & mere expediee comme dit est, ils souffrent & permettent estre alloüees és comptes, & rabatuës de la recepte de ceux qui en auront faie les payemens, & de chacun d'eux respectivement, pour autant qu'il leur pourra toucher par nosdits gens des Comptes: ausquels nous mandons ainsi le faire sans difficulté, en rapportant celsdites presentes ou vidimus d'icelles, fait sous seel Royal, ausquels nous voulons foy estre adioustée comme à ce present original, & lesdites ordonnances de nostredite Dame & mere, avec les quittances des personnes à qui auront esté faitz lesdits payemens. Car tel est nostre plaisir: non obstant ce que dessus, & quelconques ordonnances, restrictions, mandemens ou defenses à ce contraires. En témoin de ce, nous auons signé ces presentes de nostre main, & à icelles fait mettre nostre seel. Donné à Gyen sur Loire le douzième iour d'Aoust, l'an de grace mil cinq cens vingt-trois, & de nostre regne le neuvième. Ainsi signé, FRANÇOIS. Et sur le reply du Secretaire R. GEDOIN. scellées du grand seau de cire iaune à double queue pendant. S'ensuit la teneur de la verification du Pouvoir & Regence, faite par la Cour de Parlement à Paris. V E V E s par la Cour les Lettres patentes du Roy, signées de sa main, & de G E D O I N son Secretaire, signant en finance, & scellées de son grand seel, données à Gyen sur Loire le douzième iour d'Aoust l'an

mil cinq cens vingt-trois : par lesquelles & pour les causes contenues en icelles ledit Seigneur fait, constitué & ordonne Madame Loyse de Sauoye sa mere, Duchesse d'Angoumois & d'Aniou, Comtesse du Maine, Regente & gouvernante en son absence en ses Royaume de France, Duché de Bretagne, terres & seigneuries de Dauphiné & Prouence, Comté de Forqualquier & terres adiacentes, & generalement en toutes les terres, pays & seigneuries estans deçà les monts; avec pouuoir de faire, ordonner & disposer pour le bien, vtilité & entretenement de seldits Royaume, pays & seigneuries, tout ainsi qu'il pourroit faire luy estant present en son Royaume, selon & comme plus amplement il est contenu, déclaré & spécifié esdites Lettres patentes : Et ouy sur ce le Procureur General du Roy, & tout considéré : La Cour a ordonné & ordonne que lesdites lettres seront enregistrées és registres de ladite Cour, & que sur le reply d'icelles sera mis, *Registrata*. Signé par le Greffier de ladite Cour. Fait en Parlement le septième iour de Septembre, l'an mil cinq cens vingt-trois. Ainsi signé, DV TILLET.

7. Sept^{emb}.

1523.

Verification des Lettres de Regence, accordées par le Roy à Madame sa mere.

LE septième Septembre mil cinq cens vingt-trois toutes les Chambres assemblées, ont esté présentées à la Cour Lettres Patentes du Roy données à Gyen le douzième Aoust dernier, par lesquelles ledit sieur a commis & ordonné la Duchesse d'Angoulesme & d'Aniou sa mere, pour regir & gouverner son Royaume durant son absence, pour le voyage qu'il a entrepris pour la conqueste de son Duché de Milan; & luy a donné pouuoir & puissance de pourvoir à tous estats & offices, de presenter & conferer Benefices, & mesmement ceux qui vacqueront en Regale, de creer nouveaux Officiers de Iudicature, & autres choses plus à plein déclarées ausdites lettres; & mandé par icelles lettres à son Grand Conseil, à ladite Cour, & à rous ses Iusticiers & Officiers, de luy obeir comme à luy mesme. Lesquelles

lettres leuës, & oüy sur ce le Procureur General du Roy, lequel a consenty lesdites lettres estre enregistrées, pour en iouyr par ladite Dame selon le contenu d'icelles, sauf & reserué de la collation desdits Benefices vacans en Regale, & creation de nouveaux Offices de Iudicature, qu'elle ne puisse vsfer d'éuocations de causes, sinon en ensuiuant l'Ordonnance, aussi ne puisse faire statuts & ordonnances contraires à celles du Roy, & des Roys ses predecesseurs; & celles qu'elle fera soient pour le temps de sa Regence seulement; & a requis à la Cour, qu'elle voulsist écrire à ladite Dame, à ce que son plaisir soit s'en déporter. La matiere mise en deliberation, la Cour a ordonné, que l'adresse desdites lettres sera corrigée, en ce que le Grand Conseil est mis auant la Cour de ceans; & ce fait, de la datte d'aujourd'huy seront lesdites lettres enregistrées és Registres de la Cour, à la charge que ladite Dame ne pourra conferer lesdits Benefices vacans en Regale, ny creer de nouuels offices de Iudicature; & luy écrira la Cour, que son plaisir soit s'en déporter. Et sur le reply desdites lettres sera mis, *Registrata*. Signé par le Greffier de ladite Cour, D V T I L L E T.

Lettres Patentes, par lesquelles le Roy declare qu'il veut que 17. Octob.

Madame sa mere soit Regente en France, pour iouir & 1524.

vsfer du pouuoir contenu aux lettres du 9. Aoust 1523.

FRANÇOIS par la grace de Dieu Roy de France, à tous ceux qui ces presentes lettres verront, salut. Comme l'année derniere passée nous eussions dressé nostre armée, & entrepris le voyage avec grand nombre de nos bons & loyaux suiets, & autres de nos amis, alliez & confederez, pour recouurer nostre Duché de Milan, & autres nos terres & seigneuries delà les monts, à nous surprises, & vsurpées par nos ennemis & aduersaires: Et à cette cause, pour suruenir aux affaires tant de nous que de nos suiets de nostre Royaume, Dauphiné, Prouence, qu'autres nos païs, terres & seigneuries de par deçà, eussions établie Regente nostre

tres- chere & tres-amée Dame & mere entout tel pouuoir, grace, autorité & preeminence que nous eussions pû faire, ainsi qu'il est plus amplement contenu és lettres par nous sur ce decernées, verifiées en nostre Cour de Parlement, & Chambre de nos Comptes: lequel voyage pour la conspiration faite à l'encontre de nous par Charles de Bourbon, ayons différé iusques à present que sommes deliberez iceluy accomplir moyennant la grace de Dieu, au bien, honneur, profit & exaltation tant de nous, de nostre Royaume, pays, terres & seigneuries, que de nos bons & loyaux sujets. Sçauoir faisons, que nous pour mesmes causes contenues esdites lettres, qui lors furent par nous decernées, auons voulu & ordonné, voulons & ordonnons de nostre certaine science, propre mouuement, pleine puissance & autorité, que nostredite Dame & mere soit & demeure Regente en nosdits Royaume, Dauphiné, Bretagne, Prouence, & autres nos terres & seigneuries, tant par terre, que par mer, pour vser du pouuoir contenu esdites lettres, verification & enterinement d'icelles, ainsi que si elles estoient par nous ostroyées le iour & datte de ces presentes; & que tout ce qui sera par elle fait, commandé, ordonné & ostroyé soit de tel effect, force, vertu & vigueur, que s'il auoit esté par nous fait, commandé & ordonné, sans que sur cesdites presentes soit besoin prendre verification, ny expedition en nos Cours de Parlement, Chambres de nos Comptes, ny ailleurs; ains nosdites lettres ià ostroyées, comme dit est, & verification d'icelles, ensemble cesdites presentes sortir leur plein & entier effect, iusques à nostre retour en nostredit Royaume. Mandons en outre à iceux gens de nosdites Cours de Parlement, Chambres de nos Comptes, nos Lieutenans és Prouinces de nostredit Royaume, pais & seigneuries, Baillifs, Seneschaux, Maires & Escheuins, Consuls des villes, Capitaines de gens de guerre, & à tous nos autres Iusticiers, Officiers & sujets, que tant à nosdites lettres ià ostroyées, qu'à cesdites presentes, ensemble à tout ce qui sera commandé, ordonné & ostroyé par nostredite Dame & mere, ils ayent à obeyr, entretenir, accomplir, garder &

observer sans enfreindre : CAR ainsi nous plaist-il estre fait.
 En témoin de ce nous auons fait mettre nostre seel à cesdires
 presentes. Donné à Pinerol le dix-septième iour d'Octobre
 l'an de grace 1524. & de nostre regne le dixième. *Sic signa-*
tum supra plicam, Parle Roy, ROBERTET. Registrata Parisiis
in Parlamento penultima die Nouembris 1524. Sic signatum, DV
TILLET.

Extrait des Registres du Parlement, du penultième
Novembre 1524.

SVr les Lettres Patentes octroyées par le Roy à Pinerol
 le dix-septième iour d'Octobre dernier, par lesquelles
 ledit Seigneur veut & ordonne de sa certaine science, pro-
 pre mouuement, pleine puissance. & autorité Royale, que
 la Duchesse d'Aniou sa mere soit & demeure Regente en
 ce Royaume, Dauphiné, Prouence, Bretagne, & autres ter-
 res & seigneuries dudit Seigneur, par terre & par mer, pour
 vser du pouuoir contenués lettres dudit Seigneur, verifiées
 par ladite Cour le septième Septembre 1523. tour ainsi que
 si elles estoient octroyées par luy ledit dix-septième Octo-
 bre dernier. Veües par la Cour lescdites lettres, & ouy le
 Procureur General du Roy, & tout considéré; La Cour a or-
 donné, que lescdires lettres seront enregistrées és Registres
 de ladite Cour, aux charges & modifications conrenuës au
 Registre du septième Septembre 1523. fait sur la verifica-
 tion des lettres de Regence de ladite Dame : & sera mis
 au reply desdites lettres, *Registrata*. Signé par le Greffier de
 ladite Cour.

Extrait de l'Histoire de France de François de Belleforest,
au chapitre 35. liure 6. année 1524. touchant la Regence
de la mere du Roy François I.

QVoY que les vieux Capitaines dissuadassent au Royle
 voyage d'Italie, presageans le malheur qui luy auint de-
 puis, les ieunes le sollicitans de le faire, furent cause qu'il

se prepara pour passer les monts, sans vouloir attendre la venue de Madame d'Aniou sa mere, qui luy auoit écrit vouloir luy parler de chose de consequence, & qu'elle s'en venoit vers luy: mais craignant qu'elle vinst pour le détourner de son dessein, hasta le pas, & fit marcher son armée, dépechant ce neantmoins lettres par lesquelles il declaroit cette Dame Regente en France, à laquelle assistoit le Chancelier du Prat, & eux deux manians tout à leur discretion, sauf que pour n'encourir la haine des Grands, ils appelloient les principaux au Conseil; mais c'estoit avec telle modification, que tout passoit selon qu'ils l'auoient prescrit & ordonné; & ce neantmoins le tout estoit si bien conduit, que iamais la France ne fut mieux gouvernée, ny tenue plus paisiblement que durant cette absence du Roy, laquelle fut plus longue qu'il ne pensoit, & qu'il n'eust esté besoin pour la France.

Novemb.

1525.

Edict du Roy François premier pendant sa captiuité, à ce que le Dauphin son fils soit couronné & sacré Roy de France; & pouruoit à la Regence du Royaume, ledit Dauphin estant mineur.

FRANÇOIS par la grace de Dieu Roy de France, &c. Comme le Roy eternal regnant par puissance inuisible sur le Ciel & la terre, nostre Redempteur & Sauueur IESVS-CHRIST, Chef de toutes puissances celestieles & terrestres, & en nom duquel chacun doit baisser & incliner la teste, & fléchir le genouil, ait donné forme & exemple d'humilité à tous les Roys & Princes Chrestiens en soy humiliant deuant Dieu son pere, soumettant sa volonté à celle de Dieu, & par zele & amour inestimable qu'il a porté à ses membres & suiets, ait fait oblation & sacrifice, tant de son corps, que de sadite volonté, & par lequel tous Roys regnent, & les conditeurs des loix font, & decernent acte de iustice: desirans de tout nostre pouuoir en toutes choses suiure nostre Chef, seul guide, protecteur, & patron de nous & de nostre Royaume de France tres-Chrestien, & reconnoissans

noissans les grans graces qu'il nous a generalmente & particulièrement faites en nous mettant en ce monde, & appelant au titre de Roy tres-Chrestien, pour conduire, regir & gouverner le tres-noble & en toutes vertus excellent peuple François, pour la paix & tranquillité auons voué & à Dieu dédié nostre personne, vie, force & volonté. Et tout ainsi que nous auons de luy receu à nostre auenement à la Couronne les victoires, & conquestes qu'il luy a pleu nous donner, & faire par nos mains ses ministres, estant tout ainsi resolu moyennant sa grace & vertu, prendre en gré sa discipline paternelle, puisqu'il luy a pleu la nous enuoyer, après auoir perdu vne bataille, où nous auons mis nostre personne en grand danger de mort, plus pour vouloir chasser nos ennemis de nostredit Royaume, qui l'auoient iniquement enuahy, & reietter la guerre hors, pour après pouuoir paruenir à vne bonne paix & repos de la Chrétienté, que par intention seule de reconquerir les terres qui de droit nous appartiennent, & desquelles nous auons naguères esté iniusteement dechassez & deposez; & après auoir esté en icelledite bataille nostre cheual tué sous nous, & auoir plusieurs de nos ennemis en grand nombre conuertys leurs armes sur nostre personne, les vns pour nous tuer & occire, les autres pour en faire proye & butin; & qu'il luy a pleu par sa bonté & clemence en tel & si extrême danger nous sauuer la vie & honneur, que nous estimons benefice commun à nous, & à nosdits suiets; encore auons nous depuis nostre prison & captiuité, après auoir esté mené & conduit en diuers lieux par mer & par terre, esté mis & reduits es mains de l'éléu Empereur, Roy de Castille, duquel comme Prince Chrestien & Catholique, nous auons iusques à present esperé humanité, clemence & honneste traitement, attendu mesinement que sommes à luy prochains en consanguinité & lignage; & d'autant plus ladicte humanité attendions nous & esperions de luy, que nous auons porté en la prison vne griefue maladie, & telle que nostre santé & guerison estant à tous desesperée, Dieu en continuant enuers nous ses benefices, nous auoit remis

fus, & comme ressuscité de mort à vie; en laquelle extremité de maladie n'auons toutefois en riens connu le cœur de l'Empereur estre aucunement esmeu à nostre deliurance, & consequemment au bien de paix & repos de la Chrestienté, qui s'en pouuoit ensuiuir; encore que par les Ambassadeurs à luy enuoyez par nostre tres-chere & tres-amée Dame & mere Regente en France, après auoir souffisamment montré les querelles qu'il pretend auoir contre nous & la Couronne & Maison de France, n'estre en aucune maniere raisonnables ne fondées en iustice, luy ayent esté faits plusieurs grands offres pour paruenir à nostre deliurance, & au bien de la paix; & depuis nostre tres-chere & tres-amée sœur vnique la Duchesse d'Alençon & de Berry, ayant pris la peine & trauail de venir par mer & par terre deuers ledit Empereur, & luy auoir fait les plus honnestes & gracieuses remonstrances dont elle s'est pû auiser, pour l'exciter à faire acte d'honneur & humanité, requerant amitié & alliance par mariage de nous, & de nostre tres-cher & tres-amé fils aîné le Dauphin, avec ses sœur & niece; & neantmoins, outre & par dessus les autres offres faites par les premiers Ambassadeurs de nostredite Dame & mere, offert de rechef plusieurs & grans choses, & plus que ne doit porter ne meriter la rançon du plus grand Prince du monde, avec alliance, paix & amitié: neantmoins ledit Empereur n'a voulu entendre, ne accorder nostre deliurance, iusqu'à ce qu'il eust en ses mains la possession de la Duché de Bourgogne, Comtez de Mascon & d'Auxerre, & Bar sur Seine, avec plusieurs autres aussi grandes & aussi déraisonnables demandes, desquelles après estre en possession, estoit content nous deliurer, & de ce bailler ostages, & remettre la querelle qu'il pretend à ladite Duché, à la connoissance & iugement d'Arbitres élus par le consentement des parties. Lequel party comme déraisonnable & grandement dommageable à nostre Royaume, & bons & loyaux suiets, n'auons voulu accepter, ains plustost deliberé & resolu porter & endurer telle & si longue prison qu'il plaira à Dieu que nous portions, & iusques à ce que sa diuine iustice aura disposé, & donné

les moyens plus honnestes & faisables, pour paruenir à nôtre liberté, ensemble la vie corporelle, pour le bien, vnion, paix & conseruation de nosdits suiets & Royaume, pour lesquels voudrions employer non seulement nostre vie, ains celle de nos tres-chers & tres-amez enfans, qui sont nez non pour nous, mais pour ledit bien & conseruation de nostredit Royaume, & vrais enfans de la chose publique de France, laquelle a esté par plusieurs fois bien regie & gouvernée par ieunes Rois, estans encore en aage d'innocence, avec le bon conseil des bons personnages estans en iceluy nostredit Royaume, estimans la gloire deuoirestre plus grande à Dieu renduë, quand il regit les Royaumes par sa bonté & puissance, & principalement que quand l'esperance & expectation des suiets est en la prudence d'un Prince tant soit-il sage & prudent. Pour ces causes, & autres bonnes & grandes considerations, que Dieu le Createur sçait & connoist, le tout à son honneur, louange, & gloire, qui à ce nous meuent, voyans pour cette heure ne nous estre permis par honnestes compositions sortir hors du lieu où nous sommes, & retourner en nostredit Royaume, où nous desirons toute fois l'administration de Iustice estre cependant faite & continuée à nos suiets, comme la raison veut & requiert, & que nous pourrions faire, si nous y estions en personne: Sçauoir faisons à tous presens & à venir, que par bonne & meure deliberation de conseil, nous auons voulu, ordonné & consenty, & par Edict perpetuel & irreuocable voulons, ordonnons & consentons, & tel est nostre plaisir: Que nostre trescher & tres-amé fils aîné François Dauphin de Viennois, nostre vray & indubitable successeur, par la grace diuine, né & appelé après nous à la Couronne de France, soit dès à present déclaré, reclamé, & de tous nos suiets nommé, tenu & réputé Roy tres-Chrestien de France, & comme Roy couronné, oint & sacré, avec & en gardant toutes les solennitez requises & accoustumées, & à luy seul comme à Roy vray, & indubitable, tous nos autres tres-chers, & tres-amez parens, Princes de nostre sang, les Archeuesques, Euesques, Chapitres, Abbez, Prelats, Nobles, & peuple de France,

aient recours comme à leur Roy, & vray Seigneur & Prince, & comme Roy le tiennent, reçoivent & traitent en luy obeïssant entierement, & à ses Commis, Officiers & Deputez, comme ils ont fait par cy-deuant à nostre personne estant en nostredit Royaume. Et pource que nostredit fils aîné est sous l'age de puberté, moindre d'ans, & en estat d'innocence, & encore comme table raze & blanche, capable de receuoir telles mœurs, doctrine, sçauoir & prudence qu'il plaira à Dieu le Createur luy mettre en son ame, & inscrire & inspirer en son cœur, & que pour y paruenir a besoin de conduite, gouuernement, & nourriture de grans, bons & notables personages, & des principaux de nostredit Royaume, ayans l'honneur & amour de Dieu deuant les yeux, & zeile au bien commun dudit Royaume, & enuers les personnes de nosdits enfans: considerans les grans graces que Dieu le Createur a mis & comblé en la personne de nostre tres-chere & tres-amée Dame & mere la Duchesse d'Angolmois & d'Aniou à present Regente en France, de laquelle nous & nos suiets par longue experience auons conneu la grande prudence, honnesteté & bonté qui sont en elle, le grand & bon zeile qu'elle a à l'augmentation de la Religion Chrestienne, amour, pitié & compassion enuers nosdits suiets, qui sont les vrayz fondemens de toute iustice, accompagnées de l'amour tendre, & inestimable qu'elle a tousiours eu & montré manifestement auoir enuers nous & nosdits enfans, qui sommes sa chair & son sang. Pour ces causes, & autres bonnes & grandes considerations que Dieu sçait & connoist, auons voulu & ordonné, & par mesme Edit irreuocable comme dessus voulons & ordonnons, que icelle nostredite Dame & mere soit & demeure seule gouuernante & regente de la personne de nostredit tres-cher & tres-amé aîné fils le Dauphin de Viennois, & mesmement après ce qu'il sera couronné, sacré & receu Roy; & qu'il n'y ait Prince ny personnage du monde qui ait titre de gouuerner, ne autorité autour de la personne de nostredit fils aîné, que nostredite Dame & mere: laquelle mettra, commettra & ordonnera tels Officiers autour de la per-

sonne de nostredit fils, qu'elle verra estre à faire & que bon luy semblera; esperans & desirans que les Gentils - hommes & autres Officiers en tous estats de nostre Chambre, de nostre bouche & Maison seront & demoureront autour de nostredit fils aîné, le serviront en la forme & maniere que par cy - deuant nous ont seruy estans en nostredit Royaume, s'il ne sembloit à nostredite Dame & mere, qu'aucuns par bonne cause & consideration deussent estre callez & retranchez, laquelle cause nous remettons à sa prudence & discretion, pour en vser comme bon luy semblera: & semblable égard, gouuernement & autorité auons nous donné à nostredite Dame & mere sur les personnes de nos autres tres - chers & tres - amez enfans, c'est à sçauoir Henry Duc d'Orleans, Magdelene, Charles Duc d'Angoulesme, & Marguerite de France, lesquels elle tiendra, & voulons & entendons qu'elle tienne avec nostredit fils aîné ensemble en vn ou deux lieux ou plusieurs, pour le mieux si bon luy semble, pour les entretenir tousiours en amour & charité fraternelle, les faire instruire à principalement aimer Dieu & son Eglise, reuerer & cherir leurs parens charnels & spirituels, porter aussi singulier amour aux Princes de nostre sang, avec amour, pitié & compassion à nosdits suiets en tous estats, en soulageant le poure & simple peuple, comme chose que nous auons tousiours grandement & principalement désirée, & desirons faire. Voulons & ordonnons, que ledit gouuernement & autorité de nostredite Dame & mere tel que dessus sur nostredit fils aîné, encore qu'il soit Roy couronné, & sur chacun autre de nosdits enfans, dure & continuë iusques à ce qu'ils soient en aage de pleine puberté & discretion, selon l'avis de nostredite Dame & mere, & du Conseil étroit qui sera autour d'elle pour le temps; & que toutes choses soient faites au nom de nostredit fils aîné comme Roy, & sous ses seals, lesquels pour ce faire seront de nouuel faits, sans vser aucunement des nostres. Entendons & voulons toutefois, que les Benefices & Offices soient donnez & conferez par la nomination de nostredite Dame & mere, & les lettres expédiées sous le nom de nostredit fils

aisné. Prions & exhortons nostredite Dame & mere de chose que sçavons certainement luy estre agreable; c'est à sçavoir qu'il luy plaïse auoir & tenir tousiours autour d'elle & de nostredit fils aisné, après qu'il sera couronné Roy, le Conseil des Princes, Prelats, Chancelier, Presidens, & autres nos Officiers, tels qu'elle sçait, & donr nous l'auons auertie, lesquels elle pourra toutefois démettre & oster quand bon luy semblera, & y en mettre d'autres. Et s'il auenoit que nostredite Dame & mere par maladie, indisposition de sa personne, ou autre empeschement, ou par mort, à quoy Dieu par sa bonté & grace veuille obuier, ne pust exercer ledit gouuernement aurour de nostredit fils aisné Roy, & autres nos enfans : Nous en ce cas voulons & ordonnons, & tel est nostre plaisir, que nostre tres-chere & tres-amée sœur vnique Marguerite de France Duchesse d'Alençon, & de Berry, en toutes choses concernant ledit gouuernement, succede au lieu de nostredite Dame & mere. Voulons en outre & expressément ordonnons, & enioignons par ce mesme Edict, que nostredit fils aisné après son couronnement par vn seul Edict confirmerous les Officiers & offices de nostredit Royaume, sans ce que nosdits Officiers soient tenus de prendre nouvelles lettres d'offices, ne payer aucune chose; & le semblable soit fait des priuileges de nos bonnes citez, villes, Chapitres, Monasteres & Communauttez, pourueu qu'ils en soient possesseurs, & qu'ils ayent ioüy desdits priuileges iustement & raisonnablement, sans leur attribuer aucune chose de nouueau ausdits offices & priuileges, ourre & par dessus le rirre ancien. Voulons aussi que tous ceux qui nous doiuent foy & hommage, rant Princes de nostre sang, Prelats & autres Capiraines, Gardes des places, Iusticiers & Officiers, Nobles & non nobles, soient tenus quites & absols de la foy, & serment & hommage qu'ils nous ont & doiuent faire, en faisant seulement par eux serment, foy & hommage à nostredit fils aisné après son couronnement, à luy & à sa personne comme à Roy, ou à son Chancelier representant sa personne; n'entendans autrement les absoudre, ne quier de leur foy & serment. Pendant les-

quelles choses, & iusques à ce qu'elles soient entierement parfaites, consommées & accomplies, nous voulons, & tel est nostre plaisir, que nostredite Dame & mere soit & demeure tousiours Regente en France, avec les facultez & puissance qu'elle a eu par cy-deuant de nous, & lesquelles entant que besoin est, auons derechef confermées & approuuées, confermons & approuuons par cesdites presentes. Et pour paruenir à ce que dessus est dit, voulons & ordonnons, que nostredite Dame & mere assemble & puisse faire assembler aucun nombre de bñs & notables personnages des trois Estats de tous les pays, contrées & bonnes villes de France, en tel lieu & tels, & en tel nombre qu'elle auisera, & que bon luy semblera; ausquels ensemble, ou à part & séparément les vns des autres, elle communiquera nostredit vouloir & intention tel que dessus, pour auoir d'eux leur aduis, conseil & consentement: retenans toutefois, & reseruans, que, s'il plaisoit à Dieu permettre que la deliurance de nostre personne fust faite, & s'en ensuiuiſt par cy-aprés pour aller à son seruice au gouvernement & conduite de nostredit Royaume, pour lequel nous auons dedié nostre personne & vie, comme dit est; lors & en ce cas nous entendons & retenons à nous de retourner à nostredite Couronne & Royaume, par vraye continuation d'iceluy, tout ainsi que si iamais n'eussions esté prins ne mis en captiuité, ainsi que les droits *Postliminij* le veulent & permettent: & en ce cas nostredit tres-cher & tres-amé fils nous cederà & laissera le nom & place de Roy, & ne se fera plus expedition & acte quelconque au nom de nostredit fils, ains le tout sera par nous, & en nostre nom fait & expédié comme il se faisoit parauant nostredite prise & captiuité, & du temps que nous estions en nostredit Royaume; & sera & demourera ladite coronation de nostredit fils, l'effet d'icelle & regne suspendu, & différé iusques à nostre trespas, ou à nostre longue absence de nosdits Royaume, païs, terres & seigneuries, s'il nous plaist ainsi l'ordonner. Voulons aussi, & ordonnons de nostre certaine science, propre mouuement, pleine puissance & autorité Royale, que toutes & chacunes les choses des-

susdites soient entierement & parfaitement accomplies selon
 nostredite ordonnance, vouloir & intention : & ou cas qu'il y
 auroit & suruiendroit par cy-aprés aucun empeschement, soit
 de droit, ou de fait, par lequel les choses dessusdites, ou au-
 cunes d'icelles ne peussent ou sceussent sortir effet; lors &
 en ce cas, & non autrement, nous auons cassé, irrité & an-
 nullé, cassons, irritons, & annullons ce present Edit & Or-
 donnance, & voulons que les choses demeurent en l'estat
 qu'elles sont, & ont esté par cy-deuant. Ne voulons, & n'en-
 tendons par ce present Edit déroger aux articles contenus
 au testament dernièrement fait par nous, estant dedans nô-
 tre dit Royaume, entant qu'ils ne seroient contraires au pre-
 sent Edit. C A R tel est nostre plaisir, & ainsi voulons, ordon-
 nons, & decernons estre fait, entretenu, obserué & gardé de
 point en point. S I donnons en mandement par ces mesmes
 presentes à nos amez & feaux les Chancelier, gens tenans
 nos Cours de Parlement, Grand Conseil, gens de nos Com-
 ptes, Generaux de la Iustice de nos Aides, Lieutenans, Gou-
 verneurs, Marechaux, Admiraux, Vice-admiraux, Baillifs,
 Seneschaux, Preuosts, Vicomtes, & à tous nos autres Iusti-
 ciers, officiers & suiets, ou à leurs Lieutenans presens & à
 venir, & à chacun d'eux en son endroit, & si comme à luy
 appartiendra, que nos presens Ordonnance, volonté &
 Edit, ils, & chacun d'eux fassent lire, publier & enregistrer
 en leurs Cours, iurisdicions & auditoires, & letout entrete-
 nir, garder & obseruer de point en point selon sa forme & te-
 neur. Et pource qu'en plusieurs & diuers lieux l'on pourra
 auoir affaire des presentes, nous voulons que au vidimus
 d'icelles fait sous seel Royal, entiere foy soit adioustée com-
 me à ce present original. Et afin que ces choses soient fer-
 mes & stables à tousiours, nous auons signé cesdites presentes
 de nostre main, & à icelles fait mettre nostre seel secret tel
 qu'auons de present lez nous, & en l'absence de nostre grand
 seel, sauf en autres choses nostre droit, & l'autrui en toutes.
 Donné à Madrit au Royaume de Castille, au mois de No-
 uembre, l'an de grace mil cinq cens vingt-cinq, & de nostre
 regne le onzième. *Sic signatum sub plica*, FRANÇOIS. & su-

pra plicam, Par le Roy, les Archeuesque d'Ambrun, Euefque de Lifieux, Sire de Montmorency Marefchal de France, le Seigneur de * Cromieres, Premier Prefident, & de Verets Bailly de Paris, & autres prefens, figné, ROBERTET.

* Il fe nomoit de Selue

Edict fait, publié & prononcé en la prefence du Roy François I. & par fon commandement, ledit Seigneur eftant en fon Conseil eftroit, & Messieurs les Prefidens & Confeillers de la Cour de Parlement, illec tous assemblez: par lequel entre autres chofes fa Maiefté reuoque & declare nulles toutes les limitations qu'ils pourroient auoir faites au Pouvoir & Regence de Madame fa mere, &c. le vingtième Iuillet 1527.

FRAN-
ÇOIS I.
24. Iuillet
1527.
Touchant
le Pouvoir
& Regence
donnée à
Madame fa
mere.

LE Roy vous defend que vous ne vous entremettiez en quelque façon que ce foit de l'Eftar, ny d'autre chofe que de la Iuftice, & que vous priéniez vn chacun an lettres en general de vofre pouuoir & delegation en la forme & maniere qu'il a esté cy-deuant fait. Pareillement vous defend & prohibe toute cour, iurisdiction & connoiffance des matieres Archiepiscopales, Episcopales & d'Abbayes, & declare, que ce qu'attenterez au contraire foit de nul effet & valeur; & avec ce ledit Seigneur a reuoqué & reuoque, & declare nulles toutes limitations que pourriez auoir faites au Pouvoir & Regence de Madame fa mere, & a reuoqué, annullé, & annulle tout ce que par vous a esté attenté, foit par relief en cas d'appel, appoinrement, que autrement. Et a ledit Seigneur confirmé & confirme tour ce que par madite Dame a esté fait, ordonné & commandé comme Regentre, & en feront dépéchées lettres à tous ceux qui pour leur intereft le requerront; & vous fignifie que dès à present comme deflors, & deflors comme à present, il inftituë, fait & ordonne ladite Dame durant l'abfence qu'il pourroit faire hors de ce Royaume, Regente en fon Royaume, & luy baille tel

pouuoir, autorité & puissance qu'a ledit Seigneur, sans rien reseruer, & ordonne que ce qui a esté enregistré en ladite Cour, contre l'autorité de ladite Dame, sera apporté audit Seigneur dedans quinze iours pour le canceller, & de ce l'enioint au Greffier de ladite Cour, sur peine de priuation de son office. Semblablement ledit Seigneur defend à ladite Cour d'vser par cy - après d'aucunes limitations, modifications ou restrictions sur ses Ordonnances, Edits & Chartes; mais où ils trouueroient qu'aucune chose y deust estre aioûtée ou diminuée au profit dudit Seigneur, & de la chose publique, ils en auertiront ledit Seigneur. D'autre part ledit Seigneur vous dit & declare, que vous n'avez aucune iurisdiction ne pouuoir sur le Chancelier de France, laquelle appartient audit Seigneur & non à autre; & par ainsi tout ce que par vous a esté attenté à l'encontre de luy, il le declare nul, comme fait par gens priuez, non ayans iurisdiction sur luy, & vous a commandé & commande d'oster & canceller de vos registres tout ce que contre luy est fait, & enioint audit Greffier sur les peines que dessus, que dans le mesme temps il ait à apporter les registres audit Seigneur cancellez en ce qui touche ledit Chancelier. Et dautant que ledit Seigneur a par chacun iour grosses plaintes & doléances de la iustice mal administrée, & des grands frais qu'il conuient faire aux parties pour la recouurer, & que ce iourd'huy luy auez fait dire que cela procede de ceux qui ont acheté leurs Offices, & que pour éuiter frais, aucuns anciens reputez prudens la faisoient administrer en plusieurs lieux; & a sceu ledit Seigneur d'ailleurs, que les affinitez, lignages & grosses familiaritez de ceux qui sont és Cours, causent les desordres: Ledit Seigneur à cette cause ordonnera gens pour s'informer de tout, & après y pouruoir pour le bien de son Royaume, & décharge de sa conscience. Et veut & entend ledit Seigneur, que le present Edit soit enregistré en son Grand Conseil, & és Cours de Parlement. Fait au Conseil estroit du Roy, auquel estoient le Roy de Nauarre, Messieurs les Duc de Vendosme, Comte de S. Pol, Archeuesque de Sens Chancelier de France, & le Grand

Maistre, Grand Escuyer de France, Grand Seneschal de Normandie, Premier Chambellan, l'Archeuesque de Bourges, & le sieur d'Alluye Conseiller Chambellan ordinaire presens, le 24. iour de Iuillet 1527. Signé, ROBERTET. Registré es registres dudit Grand Conseil à Paris lesdits iour & an.

Extraict des Registres du Parlement.

1551.

Du liect de Iustice du Roy Henry II. au Parlement de Paris le 12. Feurier 1551.

De la Harangue du Roy.

LA troisiéme chose que sa Maiesté commanda au Parlement fut, Que s'il s'en va il lairra la Reyne sa femme Regente avec son fils & son Conseil, & veut qu'ils leur obeissent comme à sa propre personne, & que ce qui sera enuoyé par eux à sadite Cour soit dépéché promptement par ceux de la grand' Chambre, appelez les Presidens des Enquestes, & les prie qu'ils en fassent telle demonstration, que les autres Cours, qui se doiuent regler par l'exemple de cette la premiere, ayent matiere de suiure & continuer leur obeissance & deuoir.

Extraict de la Remonstrance du Premier President au Roy.

CETT E Compagnie m'a chargé, SIRE, vous promettre & asseurer que vous y trouuerez tousiours obeissance, & bonne volonté de satisfaire à tout ce qu'il vous plaira ordonner & commander; & non seulement vous, SIRE, mais la Reine, Monseigneur le Daufin, & Messieurs de vostre Conseil, ausquels vous donnerez pouuoir en vostre absence de nous commander; & nous trouuerez, SIRE, vos tres-humbles & tres-obeissans suiets, fermes, immuables & perpetuels.



15. Aoust.

1553.

*Lettres par lesquelles le Roy nomme le Cardinal de Tournon,
& autres Seigneurs & Conseillers d'Estat, pour
estre près la Reine Regente.*

HENRY par la grace de Dieu Roy de France, à tous ceux qui ces presentes lettres verront, salut. Pource que nous auons deliberé d'aller dedans peu de iours trouuer nostre armée, pour en personne l'exploiter sur nostre ennemy qui nous est venu courir sus, & nous assaillir en nostre Royaume, & qu'il est plus que requis & necessaire durant le temps de nostre voyage, laisser auprès de nostre tres-cher & tres-amée Compagne la Royné, aucuns bons, grands & notables personages de nostre Priué Conseil, pour la conduite & direction des affaires, tant de l'ordinaire de nostre Conseil, que autres qui suruiendront, & où il sera besoin de pouruoir promptement; principalement aussi pour diligenter le recouurement des deniers de nos finances, qui se doiuent apporter à nostre Espargne, & autres que le Tresorier & Receueur General de nos finances extraordinaires & parties casuelles a charge de receuoir, dont nous auons fait estat, pour nous subuenir à la dépense qu'il nous faut faire pour l'entretienement de nos armées. Sçauoir faisons, que nous pour la parfaite & entiere confiance que nous auons des personnes de nostre tres-cher & amé cousin François Cardinal de Tournon, de nostre tres-cher & feal Garde des Seaux en nostre Chancellerie Messire Iean Bertrand, & de nos amez & feaux Conseillers en nostre Priué Conseil Messires Mathieu de Longueciouë Euesque de Soissons, Claude sieur d'Vrfé, Cheualier de nostre Ordre, Gouverneur des personne & maison de nostre tres-cher & tres-amé fils le Dauphin, & André Guillard seigneur du Mortier, & de leur sens, prudence, vertu, suffisance, probité, integrité conueüe, experience au maniement des choses grandes, loyauté & bonne diligence; iceux auons par ces presentes ordonnez, deputez, constituez & établis, ordonnons, deputons, constituons & établissons pour durant ledit voyage que nous

allons faire à l'expedition de nostredite armée, resider auprès de la personne de nostredite Compagne, tenir nostredit Conseil, pouruoir & donner ordre à nosdites affaires y occurrans, & autres concernans tant le general que le particulier de nos suiets, sur les requestes, plaintes, doleances & instances qu'ils voudront faire à nostredite Compagne la Royne, & à iceluy nostre Conseil, tout ainsi que si nous y estions en personne; faisant & faisant faire au surplus par nosdits Conseillers & Deputez toutes les diligences à eux possibles au recouurement de nos deniers ordinaires & extraordinaires, & autres dont nous auons fait & faisons estat, selon les memoires & instructions que nous leur auons baillez pour cet effet, afin que nous en soyons aidez & secours au temps, & ainsi que nous les deuons auoir & recouurer selon nostredit estat. Et là où il se y trouueroit de la longueur ou difficulté, ils decerneront toutes les contraintes en tel cas requises, & feront proceder contre les refusans & delayans, de quelque estat, qualité ou condition qu'ils soient, ainsi qu'il est accoustumé faire pour nos propres debtes & affaires. Et dautant que nous auons ces iours passez conclu & arresté, que à tous ceux qui pretendront aucunes sommes de deniers leur estre deuës, tant par le feu Roy nostre pere, que Dieu absolue, que par nous, soit pour cause de pur prest simplement fait, ou pour raison d'office, gages & droits, raxations, interelsts, ou autre cause, & qui nous voudront prester comptant, pour subuenir aux affaires de nos guerres, pareilles sommes que celles qu'ils pretendront leur estre deuës, il leur sera fait vente de nos bois pour autant que monteront, tant les sommes par eux pretenduës leur estre deuës, que celles qu'ils nous presteront comptant, pour d'icelles sommes estre entierement payez dedans cinq années consequutives par égale portion de payement, & par cinq coupes ordinaires qui se feront de nosdits bois, où ils seront assignez aux charges, qualitez, & conditions contenuës & declarées par nos Ordonnances sur le fait de nos coupes & ventes de bois. A cette cause, & qu'il est besoin que ceux qui nous voudront faire lesdits prests par la ma-

niere deuant dite, trouuent à qui parler en nostre absence, pour besongner avec eux quant aux seuretez de leurs assignations & payemens: Nous auons donné, & donnons plein pouuoir, autorité, commission, & mandement special à nosdits Conseillers & Deputez dessus nommez, de les ouyr & entendre en leurs offres, receuoir & accepter lesdits prests, & leur en asseoir & assigner les payemens, ensemble desdites debtes par eux pretendues de la qualité dessusdite, estant premierement verifiées en la Chambre de nostredit Conseil lez la Chambre de nos Comptes à Paris, dont avec la verification ils apporteront aui; à prendre lesdits payemens sur lesdites coupes & ventes de nos bois en cinq années par la maniere cy-deuant dite; & pourront lesdits presteurs & assignez encherir, & mettre à prix aux proclamations desdites coupes & ventes de bois, pour le regard de ce que deuront monter leurs assignations, si bon leur semble; & s'ils se trouuent les plus offrans & derniers encherisseurs, leur sera fait bail & deliurance desdites coupes & ventes: & quant à faire lesdits encherissemens, & accepter lesdits baux & deliurances, nous auons, entant que besoin est ou seroit, habilité & dispensé, habilitions & dispensons par cesdites presentes toutes personnes de quelque qualité ou condition qu'ils soient. Voulons en outre, & nous plaist, que là où aussi ceux qui voudront faire lesdits prests, trouueront meilleur d'estre assignez de ce qui leur deura reuenir, tant desdites pretendues debtes, que de leurs nouveaux prests sur les Marchands, auxquels se pourront deliurer comme plus offrans & derniers encherisseurs lesdites coupes & ventes de bois pour lesdites cinq années, comme dit est cy-dessus; nosdits Conseillers & Deputez leur fassent par nous, & en nostre nomination & transport des obligations que lesdits Marchands, leurs pleiges & cautions nous auroient faites & passées; faisant dauantage pour plus grande seureté obliger iceux Marchands emuers iceux assignez & crediturs pour leursdits payemens aux termes, & ainsi que dit est. Et considerant que pour faire le departement desdites coupes & ventes de bois sur nosdites forests, qui mieux se pourront porter & se-

sont plus à main, & à propos pour accommoder lesdits prêteurs & créditeurs, il est nécessaire employer quelque temps ensemble pour contracter, & faire ce qui dépend de ce negotio, pendant lequel temps nous desirons estre promptement secourus desdits prests, attendu la nécessité de nosdites affaires. POUR CES CAUSES, afin d'éviter à la longueur, qui nous seroit preiudiciable, & neantmoins pour asseurer aussi iceux presteurs & créditeurs, nous voulons & entendons & nous plaist: Que nosdits Conseillers deputez dessus nommez se obligent pour nous en leurs propres & prieuez noms aux dessusdits presteurs & créditeurs, pour leursdits remboursemens, & d'en faire & passer les contracts, selon les formes que dessus, & au choix & election d'iceux presteurs & créditeurs, dedans le iour & feste de Noël prochainement venant; aussi de leur faire expedier les acquits, mandemens, & autres expéditions nécessaires. Toutefois si lesdits presteurs & créditeurs ne se contentoient de l'un ou de l'autre des deux moyens dessus declarez, mais vouloient plustost estre assignez sur les deniers de nostre Epargne pour leursdits remboursemens en cinq années par égale portion; nosdits Conseillers & Deputez leur feront expedier les acquits & mandemens qu'il leur faudra sur les Tresoriers de nostredite Epargne, à ce qu'ils soient asseurez les termes écheus d'estre payez iusques à pleine & entiere satisfaction de leursdits remboursemens. Et generalement feront iceux nosdits Conseillers deputez en toutes & chascunes les choses dessusdites, leurs circonstances & dépendances, avec toutefois la communication, & participation de nostredite Compagne la Royne, tout ce que nous mesmes ferions & faire pourrions, si presens en personne y estions, encore que les cas requissent mandement plus special que au present n'est exprimé; promettant en bonne foy & parole de Roy sous l'obligation & hypothèque de tous & chascuns nos biens presens & à venir, tenir ferme & stable, & ratifier en la meilleure forme que faire se pourra, tout ce que par iceux nosdits Conseillers deputez sera fait & ordonné, traité, passé, promis & accordé; & aussi les dédommager,

décharger, & indemnifier des promesses & obligations qu'ils feront pour nous, sans aller ne venir au contraire, directement, ou indirectement en quelque maniere que ce soit. Si donnons en mandement à nos amez & feaux, les gens de nos Cour de Parlement, & Chambre de nos Comptes à Paris, que si besoin est, & requis en sont, ils fassent lire, publier & enregistrer cesdites presentes, & du contenu en icelles iouyr & vser pleinement & paisiblement ceux qu'il appartiendra, cessans, & faisans cesser tous troubles & empêchemens au contraire. CAR tel est nostre plaisir, non obstant quelconques ordonnances, restrictions, mandemens ou defences à ce contraires. En témoin de ce nous auons signé ces presentes de nostre main, & à icelles fait mettre nostre scel. Donné à Compiègne le 15. iour d'Aoust l'an de grace mil cinq cens cinquante-trois, & de nostre regne le septième. Ainsi signé sous le reply, HENRY. Et sur le reply, Par le Roy, DVTHIER. *Lecta, publicata, & registrata, audito, & id requirente Procuratore Generali Regis. Parisiis in Parlamento ultima die Augusti, anno Domini 1553. Sic signatum, DV TILLET.*



AV LECTEUR.

A PRES la mort du Roy Henry II. arrivée le 10. iour de Juillet 1559. François second son fils luy succeda à la Couronne, qui n'auoit que quinze ans & demy; Toutefois comme suiuant la loy du Royaume, faite par Charles V. qui a establi la maiorité à quatorze ans, il n'y auoit plus lieu de Regence, le debat qui suruint lors, quoy que plustost par discours publics de part & d'autre, que par voyes de fait, fut pour l'establissement d'un Conseil près du ieune Roy pour le maniement des affaires; car l'on disoit que l'intension de ce mesme Roy, qui auoit aboly les Regences à l'âge de quatorze ans, n'estoit pas d'exclure le Conseil legitime des Princes du sang, & en primer son fils. Mais le ieune Roy pretendait qu'ayant mesme passé l'âge prescrit pour la Maiorité, il luy estoit permis de choisir pour son Conseil tels qu'il luy plairoit, sans que personne y pust trouuer à redire, decida la queston, & prenint les instances qui luy pourroient estre faites sur ce sujet; car comme c'est la coustume que le Parlement de Paris, quand tels changemens arriuent, depute des plus apparens de son Corps vers le nouveau Roy, pour se conioir de son auenement à la Couronne, & scauoir en mesme temps par sa bouche ceux auxquels ils s'adresseront à l'auenir pour les affaires: sa Majesté leur fit entendre, que par le conseil de la Reine sa mere il auoit choisi ses deux oncles François de Lorraine Duc de Guise, & Charles Cardinal de Lorraine, pour auoir le maniement absolu de ses affaires: le premier de la guerre, & le second des finances; & qu'il vouloit qu'ils s'adressassent à eux, & qu'on leur obeist comme à sa propre personne; & la mesme chose fut dite par le Roy au Connestable Anne de Montmorency, & écrite à tous les Gouverneurs des Prouinces & villes du Royaume. Et la Reine Catherine mere du Roy mal contente du Connestable, pretendait qu'il l'auoit mal traitée pendant sa faueur, s'accommoda avec Monsieur de Guise: De sorte que les Princes du sang se voyans exclus des affaires, & ceux de Guise qu'ils reputoient étrangers presereux à eux, il se forma un party qu'on nomma les Mal-contents du gouuernement, composé des principaux du Royaume, qui en suite fomenté du pretexte de la

Religion a beaucoup contribué aux guerres civiles, qui ont affligé si long-temps cet Estat. Cette contestation donna lieu à la publication de plusieurs écrits de part & d'autre touchant la minorité & majorité des Roys, le pouuoir des Regens & des Regentes; comme aussi des Parlemens, & des Estats Generaux du Royaume en ces rencontres touchant l'établissement d'un Conseil pendant le bas âge des Roys, & si les Princes du sang deuoient estre preferéz. Maistre Iean du Tillet Greffier de la Cour de Parlement, & fort versé dans la connoissance de nostre Histoire fit lors imprimer son traité de la Majorité des Roys contre les écrits des Rebelles, car c'est le titre qu'il luy donne, pour maintenir l'autorité du Roy, & le choix qu'il auoit fait de Messieurs de Guise pour l'administration de ses affaires. Et comme les exemplaires par le temps se sont rendus fort rares, on a iugé à propos de l'insérer dans ce Recueil: Et pour ce qui est des réponses qui y furent faites lors, de renvoyer les Lecteurs à ce que les Escriuains de ce temps là en ont inséré dans leurs Histoires ou Memoires; entre autres la Popeliniere au premier Tome de son Histoire in fol. liure 6. page 53. 54. &c. Histoire de l'estat de France sous François II. in octauo 1565. page 43. &c. Histoire de France sous le mesme Roy, in octauo page 365. Monsieur de Thou liure 23. de son Histoire fol. 1620. Tome 1. page 693. 694.

Extrait du Traité de Maistre Iean du Tillet Greffier du Parlement, des Regences du Royaume de France, page 277. de l'edition in 4°. Paris 1618. Mettayer.

A PRES le decés du Roy Henry II. son fils aîné le Roy François II. print la Couronne âgé de quinze ans cinq mois vingt & vn iour, & marié; aucuns desirans changer la Religion en ce Royaume, par écrits insolens blasmerent comme illicite l'administration dudit Roy, & de la Reine sa mere, à laquelle i'enuoyay lors vn écrit intitulé, *Pour la Majorité du Roy tres-Chrestien contre les Rebelles.* Leurs Ma-

iestez l'ayant veu, & que l'autorité dudit Roy y étoit fondée & déclarée, commanderent qu'il fust publié par impression. Je remonstray qu'il n'estoit dressé que pour instruction & conseil, afin de ne souffrir ladite autorité estre diminuée, qu'ils auoient pouuoir de faire garder & entretenir, tendant qu'il ne fust imprimé. Toutefois, pour informer chacun du droit dudit Roy, leursdites Maiestez perseuererent à commander ladite impression. Laquelle faite, aussitost sortit vn écrit contraire sous le titre de *Legitime Conseil*, auquel ie répondis par autre écrit intitulé, *Pour l'entiere Maiorité du Roy tres-Christien, contre le legitime conseil malicieusement inuenté par les Rebelles*, qui les arresta. Ce que l'imposteur a teu en ses Commentaires de l'estat de la Religion & Republique, nagueres mis en lumiere. Sont suffisans lescdits écrits demeurez pour les conuaincre de calomnie impudente en cet endroit & autres.

Ex libro XXIII. Historiarum Iac. Aug. Thuani,
pag. 696. & 697. fol.

ADVERSUS hos rumores ac publicas querelas Guisiani, qui rem verbis agi cernerent, opus facto existimantes, Italarum custodias, quod assuetis non satis fiderent, adhibent, sui potius quam Regis munimento. At quod iis sermonibus etiam Catharina auctoritas sugillaretur, Io. Tilius Curiae Protonotarius, iuris nostri apprime sciens, sed obnoxius, edito libello, cui de Regis maioritate titulum fecit, rationes eas conuellere conatus est, compilatis statutorum municipalium plerisque capitibus, quibus demonstratur apud nos tutelam pu-

bertatis annis finire, neque ultra 15. annum extendi, &c. paulò pòst. Is liber pro tempore Guisianorum odio, in quorum gratiam editus ferebatur, in multas reprehensiones incurrit: qui mox Carolo IX. Rege puero, mutata rerum facie, in usum revocatus fuit à Michaële Hospitalio, postquàm factionibus scisso regno eorum ambitione, qui summam potentiam ad se trahebant, Resp. periclitari cœpit; tantùmque auctoritatis meruit, ut inter constitutiones regias referretur.

Touchant ce traité de la Maiorité de du Tillet, & les réponses qui y furent faites, faut voir le liure intitulé, *Les Commentaires de l'Estat & de la Religion sous le Roy François I. I.* qu'on attribue à Pierre de la Place pag. 48. &c. in octavo. Comme aussi l'Histoire de l'Estat de France sous le regne de François II. du sieur de la Planche 1576. octavo, pag. 365. &c. L'Histoire de Monsieur de Thou liure 23. pag. 693. fol.



POVR LA MAIORITE' 1560.
 DV ROY TRES-CHRESTIEN, FRAN-
 5015 IL.
 contre les écrits des Rebelles. Maiorité.

*Par Maistre IEAN DV TILLET, Greffier
 en Parlement.*

PREMIERE PARTIE.

LEs fameux & seditieux écrits publiez par impression dérobée, pour estre remplis de menfonges & maledicences impudentes seroient dignes de mépris, puisque c'est tres-grand honneur aux bons d'estre blasmez par les méchans, n'estoit qu'ils touchent à la Maiesté du Roy tres-Chrestien. Et pource que en tout temps le monde a les oreilles plus appareillées à mal ouïr que bien, & en saison diuisée de religion, consequemment disposée aux pires troubles, aucuns partiaux les lisent selon leurs passions qui ofusquent le iugement; il semble tres-necessaire pour preseruer les vns & redresser les autres, y opposer la verité inconnuë à la pluspart, de ce qui concerne ladite Maiesté, afin que nul des suiets s'excuse sur ignorance de faute d'obeïssance, s'il y tombe, & que toute la terre ait connoissance que ledit Seigneur administre son Estat selon les loix du Royaume, tant vieilles que modernes, conformes à celle de DIEU: auquel seul combien qu'il soit responsable de son administration, il ne laisse vouloir que chacun entende son autorité déniée par les efforts & écrits des rebelles, le voulans asservir & la Reyne sa mere, & attribuer à autres ce qui ne leur appartient, & n'eurent onques que par la volonté de leurs Rois: aussi la Republique n'a qu'un corps, qui se doit gouuerner par l'autorité du chef ordonné au Ciel, & si autres l'auoient sans luy, il y auroit pluralité de Rois & confusion. Pour entendre les loix de la France: és pays coutumiers les minoritez d'âge n'estoient anciennement réglées.

par la constitution Romaine, mais diuerſement par les Coûtumes ; En Champagne, Beauuoisis, & quelques autres Provinces, l'homme tant noble que roturier, estoit maieur à quinze ans pour tenir heritage, faire hommage, & toutes autres choses, fors appeller ou defendre au combat, où pour la force du corps, l'âge de vingt vn an estoit requis : la fille estoit maieure à douze ans. A Paris, Normandie, Aniou, le Maine, Touraine, & en autre païs l'homme estoit maieur à 21. an : la fille à 15. Cецy est verifié par plusieurs anciens Coustumiers qui restent, titres & ordonnances vieilles : en l'une faite en May 1246. le Duc Guillaume le Bastard, après sa conqueste d'Angleterre, y mit ladite Coustume de Normandie, & porte celle d'Angleterre, que vingt-vn an sont appelez âge plein, & que la fille est maieure à quatorze ans. La loy des François Ripuaires faite par Thierry Roy d'Ostreich, (qui est France Orientale) fils du Roy Clouis premier Chrestien, les rend à quinze ans personnes capables d'ester en iugement, consequemment les fait maieurs. Celle des Lombards est expresse, que l'âge de dix-neuf ans est légitime. Ce que dessus auoit lieu pour les suiets, non pour les Rois de France, qui ont tousiours esté maieurs à quinze ans : auquel âge ont finy leurs tutelles & Regences du Royaume, comme appert par toutes les lettres expédiées durât leurs charges au nom des Regens ou Regentes, non des Rois : qui fait que leur minorité & maiorité ont preuue literatoire. Parce que le propos est d'eux, laissant leurs suiets sous l'usage où ils sont de present, il est certain que suiuant la disposition de toute raison, les Rois peres ont ordonné à leur discretion & volonté les tutelles de leurs fils mineurs & Regences du Royaume : & s'en est-on rapporté à leur election, sans que les Princes du sang, ne autres Princes, ou Seigneurs d'eminence qui s'en sont mal contentez (& est peu aduenu) y ayent acquis que honte & dommage : les vertueux se sont contenus en obeïssance plus deuë par eux, pour l'honneur qu'ils ont d'approcher la Couronne, que des autres suiets. Le Roy Henry premier auoit deux freres, Monsieur Robert de France Duc de Bourgogne, &

Monsieur Eude de France Euesque d'Auxerre. Il choisit tuteur Regent le Royaume à son fils aîné le Roy Philippes premier, Baudouin de l'Isle Comte de Flandre, qui auoit épousé Madame Alix de France, sœur du Roy Henry.

Le Roy Louys le ieune auoit quatre freres, Monsieur Henry de France Euesque de Beauuois, Monsieur Robert de France Comte de Dreux, Monsieur Pierre de France Sire de Courtenay, & Monsieur Philippes de France Grand Archidiacre de Paris: neantmoins pour coadiuteur & contuteur à la Royne Alix Regente de leur fils le Roy Philippes Auguste, institua Guillaume Archeuesque de Reims, Cardinal & Legat Apostolique frere de ladite Royne. Furent lescdites Regences obeyes iusques à ce que lescdits Roys Philippes I. & Philippes Auguste eussent l'âge de quinze ans. Après ayant éprouué la fidelité & prudence desdits Regens & Regente, continuerent se seruir de leur conseil sans aucun titre de Regence. Le Roy Louys huitième auoit son frere Monsieur Philippes de France Comte de Boulogne; & sans l'employer, laissa sa femme la Royne Blanche tutrice de tous leurs enfans, & Regente du Royaume. Partie des Princes du sang s'en dépleut, parce qu'elle se voyant chargée de nombre d'enfans, ne se rendit facile à leurs demandes, prindrent les armes pour ledit Comte de Boulogne, esperant d'obtenir de luy Regent, ce que ladite Reine luy auoit iustement refusé; coururent sus à Thibault Comte de Champagne, qui auoit decouuert l'embusche qu'ils auoient mise pour se saisir de la personne du Roy S. Louys ainsi qu'il alloit à Vendosme, lieu accordé pour traiter paix. Combien qu'il ne fust âgé que de treize ans, assembla ses forces qu'il mena au secours dudit Comte de Champagne, chassa & dompta les rebelles, leur ayant mandé qu'ils ne disputassent à qui appartenoit le gouuernement du Royaume: car Dieu qui le luy auoit donné en sa ieunesse y auoit adiousté assez de sens & de cœur, pour l'administrer avec l'aide de son Conseil. Ledit Roy Louys le ieune allant outre mer fit Sugier Abbé de S. Denis Regent en France durant son absence. Ledit Roy S. Louys en son voyage

d'Afrique ordonna Mathieu Abbé dudit S. Denis, & mesmes Simon de Nesle Regens le Royaume; & leur substitua en cas de mort, sçavoir est audit Abbé, Philippes Euesque d'Eureux, & audit Sire de Nesle, Jean Comte de Ponthieu; n'y eut Prince du sang, ny autre demeuré en France, qui ne rendist entiere obeyssance ausdits Regens. Le Roy Philippes III. ayant fils de deux liés, ne fit la Reine Marie sa seconde femme Regente de son fils aîné le Roy Philippes le Bel, parce qu'elle luy estoit marastre; & en bailla la charge à Monsieur Pierre de France Comte d'Alençon son frere n'ayant enfans, iusques à ce que ledit Philippes le Bel eust quatorze ans accomplis, le faisant maieur vn an plustost que la coustume ne portoit: substitua audit Comte d'Alençon, s'il mouroit, Jean Comte de Blois, postposé Monsieur Robert de France Comte de Clermont son autre frere, parce qu'il auoit enfans, & de luy est issuë la Maison de Bourbon. Ledit Roy Philippes le Bel institua la Roynne Ieanne sa femme Regente & tutrice à leurs enfans, tant qu'elle demourroit en viduité: & luy substitua Monsieur Charles de France Comte de Valois son frere. Ces dispositions des deux Roys Philippes III. & Philippes le Bel n'eurent aucun effet, parce que leursdits fils furent maieurs auant le decés des peres. Le Roy Charles cinquième à bon droit appelé le Sage, en Octobre 1374. ordonna la Roynne Ieanne sa femme tutrice & Regente principale des personnes de leurs enfans & du Royaume, vsant de ces propres & vieux mots: *Que selon raison écrite & naturelle la mere aime d'amour piteuse plus ses enfans, & à le cœur plus doux & plus tendre d'eux nourrir amoureusement, & garder soigneusement leurs corps & leurs biens, que quelconque autre personne, tant leur soit prochaine de lignage: & quant à la tutelle, doit estre preferé à tout autre: voulut ledit Roy, que ladite tutelle finist aussi tost que son fils aîné seroit entré au quatorzième an de son âge, le faisant maieur deux ans plustost que la coustume, de laquelle les Roys peuuent dispenser quant à eux, non quant à leurs suiets. Parce que ladite Roynne mourut la premiere, ledit Roy fit l'Ordonnance de la*
maio -

maiorité des Roys de France à quatorze ans, au Bois de Vincennes en Aoust mil trois cens septante quatre, fondée sur ce que tel âge est suffisant à dignité Royale & administration du Royaume, par l'exemple de Ioas qui fut Roy à sept ans, Iosias à huit, Dauid fort ieune oind Roy, & Salomon choisy de Dieu en âge tendre; lesquels regnerent selon le commandement de Dieu. Le Prophete Ieremie fut constitué enfant sur les peuples & Royaumes. Aussi ledit âge de quatorze ans est âge de discretion, & en iceluy chacun est admis à plusieurs actes legitimes. Autres Rois, tant de France que d'ailleurs, estant audit âge paruenus à leurs Couronnes ont fort bien regné. Et les enfans desdits Rois de France sont à grand soin instruits, & nourris és bonnes mœurs, vertus & honneurs: au moyen dequoy est croyable, qu'ils ont plus grande suffisance à quatorze ans, que les autres de moindre estat à trop plus grand âge, selon ce que le Poëte a écrit: Qu'aux Princes la vertu auient auant les iours. Et sont ces raisons écrites en ladite Ordonnance, laquelle le 21. May 1375. fut publiée en Parlement y seant ledit Roy, & tenant son liêt de lustice, auquel assisterent Monsieur le Daufin son fils aîné, le Duc d'Aniou, le Patriarche d'Alexandrie, les Archeuesques de Reims, Sens, Tolosé & Ambrun: Euesques de Laon, Meaux, Paris, Dol, Auxerre, Neuers & Eueureux; Abbez S. Denis, de l'Esterp, S. Waast d'Arras, S. Colombe de Sens, S. Cyprien de Poitiers & Vendosme: les Recteur & Docteurs des Facultez de Theologie, Decret, & autres de l'Vniuersité de Paris: les Doyen, Archidiacre de Brie, Chancelier, Penitencier, & plusieurs Chanoines de l'Eglise dudit Paris: les Comtes d'Alençon, d'Eu, & de la Marche, Monsieur Robert d'Artois, Comtes de Brenne, & de l'Isle, & Monsieur Raymond de Beaufort, fils du Vicomte de Turcine; & autres plusieurs, tant de l'estat Ecclesiastique que seculier. Puis ordonna ledit Roy Charles cinquième Regent le Royaume, iusques à ce que sondit fils eust quatorze ans, ledit Duc d'Aniou, Monsieur Louys de France son frere, & luy substitua Monsieur Philippes de France Duc de Bourgogne son plus ieune frere, qu'il prefera à

Rois ieunes.

Monſieur Iean de France Duc de Berry ſon autre frere. Suiuant ce après le decés dudit Roy aduenu le 16. Septembre 1380. ledit Duc d'Aniou entreprit la Regence, & l'exerça ſeize iours, toutes dépeſches & lettres eſtant faites en ſon nom, meſmes les Arreſts de la Juſtice ſouueraine. Le ſecond Oôtobre audit an grande aſſemblée de Prelats & Barons de France, Conſeil Priué dudit Roy, Corps & Colleges inſtituez à Paris, fut faite audit Parlement: en laquelle, & par auiſ d'icelle ſur la propoſition de Meſſire Iean des Marés Aduocat du Roy audit Parlement, qui remonſtra amplement le mal des Regences; ledit Duc d'Aniou quita la ſienne, laquelle pouuoit encore beaucoup durer; car le Roy Charles ſixième n'auoit qu'onze ans dix mois, & vn iour moins. Il fut couronné, & confirma l'Ordonnance de la maiorité des Roys, faite par ledit Roy ſon pere. Puis en Ianuier 1392. fit la Royne Iſabeau ſa femme Regente, & principale tutrice de leurs enfans, au cas qu'il decedaſt auant que ſon fils aiſné euſt quatorze ans: & ſubſtitua à ladite Royne, ſi elle ſe remarioit, ou mouroit, les Ducs de Berry, Bourgogne, Bourbon, & Bauiere: vſa en ſa diſpoſition des meſmes mots qu'auoit fait ledit Roy ſon pere en la ſienne dudit an 1373. Après en l'an mil quatre cens trois il reuoka ſadite diſpoſition, & voulut, que en quelque bas âge que ſon fils aiſné fuſt lors de ſon decés, il fuſt couronné & nommé Roy, ſans qu'il y euſt aucun Regent: donna à ladite Royne la garde & nourriſſement de leurs enfans durant leur minorité, & le gouuernement de tous les faits du Royaume, au nom dudit Roy ſon fils. Ne ſe contentant de ladite diſpoſition particuliere, l'an 1407. en Decembre en fit à Paris Ordonnance generale, publiée luy ſeant en ſon Parlement: & tenant ſon liêt de Juſtice; auquel aſſiſterent les Roy de Sicile, Ducs de Guienne, Berry, Bourbon & Bauiere, Comtes de Mortaing, Neuers, Alençon, Clermont, Vendome, S. Pol: les Conneſtable, Grand Maiſtre, & Chancelier de France: Archeueſques de Sens & Bezançon, Eueſques d'Auxerre, Angers, Eueux, Poitiers & Gap, grand nombre d'Abbez, & autres gens d'Egliſe: les Premier,

Ordonnan-
ce de la ma-
iorité des
Roys.

1407.

& plusieurs autres Chambellans, grande quantité de Cheualiers, & autres Nobles, les Officiers tant du Conseil Prîuë que dudit Parlement, Chambre des Comptes, Requestes de l'Hostel, & du Palais, Aides, du Tresor, & autres Officiers & gens de Iustice, & autres personnes en grande multitude. Par ladite Ordonnance toutes Regences furent perpetuellement reiettees pour minorité des Roys de France, ausquels fut pourueu durant icelle, du principal Conseil des Roynes metes, & autres declarez. Parce qu'aucuns appelez par les Roys au maniement des affaires du Royaume, ont plus esté studieux de leur patriculiet, que du public: experience a appris que ceux qui les auoient avec titre de Regence, & ne pouuoient estre destituez durant la minorité, y pouuoient pis faire: qui y fit mettre le remede par auis de Conseil.

Au Roy Charles huitième écheut la Coutonne auant qu'il eust quatorze ans en Aoust 1483. & en Feutier ensuiuant fut faite l'assemblée des trois estats à Tours, à laquelle il fit presentet les roolles du Conseil qu'il auoit pris; & lesdits Estats l'ayant veu, n'en voulurent aucun oster, mais le requirent en adioûter d'autres: ce qu'il leur accorda & octroya, n'estant encore maieur; & le fut à la fin de Iuin ensuiuant: bien-tost après fut sacré & couronné Roy; & delà en auant gouerna son Royaume par tel Conseil qu'il voulut choisir, selon l'Ordonnance dudit Roy Charles V. confirmée par ledit Charles VI. Le principal conseil fut de Madame Anne de France Dame de Beauieu sa sœur aînée, dont le Duc d'Orleans par ieunesse & fol conseil ayant procuré l'adioûtement fait par lesdits Estats à Tours s'irrita, attirâ à sa part les Princes de la Maisson d'Orleans, Duc de Bretagne, Sire d'Albret Prince d'Orenge, & autres. En Ianuier 1484. vint en Parlement, y fit proposer par Maistre Denis le Mercier son Chancelier qu'il aduoüa, les desordres qu'il voyoit au gouuernement dudit Royaume, qu'il disoit ladite Dame de Beauieu auoir de son autorité entrepris, & le bail ou tutelle dudit Roy son frere qu'elle tenoit en subiection, priant & admonestant ledit Parlement faire tant que

Parlement
de Paris.

le Roy vint à Paris, & ordonnast des affaires dudit Royaume par le conseil dudit Parlement, & des autres nobles seruiteurs des feus Roys ses pere & ayeul, concluant à nouvelle assemblée des Estats : declara ledit Duc d'Orleans qu'il ne demandoit le maniemment des affaires dudit Royaume, ains promouuoit qu'il fust bien administré par autres. N'y eut oncques sedition sans pretexte de bien public, la peine est couvrir par belles figures l'ambition & vtilité particuliere. La réponse qu'eut ledit Duc fut, que ledit Parlement n'étoit institué que pour la iustice, si le Roy ne luy commandoit plus auant, auquel il enuoyetoit les temonstrances faites de la part dudit Duc, s'il les bailloit par écrit & signoit, comme il auoit offert, & obeiroit ledit Parlement à ce que ledit Roy manderoit, n'ayant regard qu'à luy, qui estoit le Chef ordonné de Dieu. Deuoit ledit Duc bien penser à ce qu'il auoit fait proposer, & aduiser que la Maison de France fust par luy maintenüe sans diuision : car le bien du Royaume consistoit en la paix du Roy & de son peuple, qui ne pouuoit estre sans l'vnion des membres, laquelle dépendoit de l'obeissance, & les grands Princes estoient les principaux tenus de monstrier l'exemple. Aioüsta Messire Jean de la Vacquetie Premier President: Que ce qu'il en disoit estoit par exhortation, non pour réponse, laquelle ne se pouuoit donner sans le sceu & commandement dudit Roy. Ledit Duc passionné ne s'arresta à la sage remonstrance, print les armes, dont ledit Roy auertit en Septembre mil quatre cens quatre-vingts cinq sondit Parlement, luy demandant auis pour garder sa souueraineté. Fut conclu répondre audit Roy qu'il deuoit proceder contre les delinquans par captures de leurs personnes, & saisissement de leurs biens. Peu après iceluy Roy fit entendre audit Parlement, que combien qu'il se fust mis en son deuoir, de faire laisser les armes aux rebelles, & pour mettre Dieu de son costé, & leur donner loisir eux reconnoistre, il eut quelque temps differé, puis qu'ils ne l'auoient fait, il est resolu proceder contre eux comme ils auoient merité, & que nul s'en donnast merueille, mandant audit Parlement tant qu'il pourroit par le train

de Iustice, de sa part y faire ce qu'il verroit estre bon. Ne tarderent gueres les seditieux estre chastiez, l'armée dudit Roy les poursuivant, raza aucunes de leurs places & villes. La maison dudit Chancelier le Mercier fut abatuë. Ledit Duc après deuenu Roy, fit son profit de sa faute : ne prit vengeance d'aucun de ceux qui durant sa rebellion luy auoient esté contraires : les en estima plus fideles, & s'en seruit : regreta la mort dudit de la Vacquerie, témoignant souuent sa verrou, plus que d'autre Ministre de Iustice de son temps. Ne s'effacera de la memoire des hommes, la diuine réponse qu'il fit estant requis de pardonner à ses suiets d'Orleans, qui luy auoient fermé leurs portes pour obeyr au Souuerain : Qu'il n'appartenoit au Duc d'Orleans que le Roy de France vengeast ses courroux. C'a esté vn des meilleurs Rois qu'ait eu la France : parquoy sa faute a rendu tres-grand fruir, & ne luy fait tort, estant si bien réparée. Le tres-Chrestien Roy François second du nom, âgé de seize ans & demy, & marié, est maieur, capable d'administrer son Royaume par les loix d'iceluy, qui ont fermé les mains aux Rois, de l'alienation de leur domaine, en quelque âge qu'ils soient : & par les Romaines depuis la puberte iusques à vingt-cinq ans, l'administration est permise à ceux qui refusent curateur : & ne leur est interdite quel'alienation. Qui mettra en auant la difference du gouuernement d'vn grand Estat, tousiours y est tres-sage Conseil necessaire, autant à cinquante ans qu'à seize. Dieu a le cœur des Princes ieunes & vieux en sa main, & leur adresse conseil selon que les suiets meritent, lesquels sont instruits par le Psalme 72. prier qu'il departe son Esprit au Roy pour bien regner, & afin que leur oraison soit ouye, amender leurs vices, non pas se mêler du gouuernement ou conseil du Royaume, s'ils ne sont appelez par leur Roy, auquel seul est commander l'assemblée de ses Estats, ou autre congregation pour son seruice, quand bon luy semble. La sapience de Dieu, par la bouche de Salomon dit, qu'elle fait regner les Rois : l'Ecriture sainte parlant du Roy enfant en Esaye, se declare, qu'elle n'entend du nombre d'années, ains de mœurs, puisqu'elle reprouue l'enfant de cent ans. Dauid

Majorité
du Roy
François II.

Iennes
Rois.

proche de sa fin, enseignant ledit Salomon son fils âgé seulement de douze ans, confessa qu'il auoit sapience, & l'admonesta ensuiure les Commandemens de Dieu, sans luy bailler tuteur, ne conseil d'hommes choisis; en sa vieillesse fut son mauuais regne.

Maistre Iean de Gerson Chancelier de l'Eglise de Paris, en la proposition qu'il fit pour l'Vniuersité deuant les Princes, Prelats & Conseil assemblez au Parlement, le septième Nouembre mil quatre cens cinq, pour la reformation du Royaume, estant le Roy Charles sixième malade, persuada l'obeissance estre renduë à Monsieur le Dauphin son fils, nonobstant sa ieunesse, disant, Que Dieu souuent enuoye plus de prosperité aux Royaumes par Rois ieunes & innocens, que par les vieux pecheurs: & que tels enfans ont garde d'Anges pour leurs personnes & Seigneuries. Saint Paul defendit que nul eut en mépris l'adolescence de Timothée qu'il auoit promu Euesque, declarant que la vertu & le vice ne sont connus par la difference de l'âge. Ioseph en adolescence fut figure de Iesus-Christ, & appellé au gouuernement d'Egypte. Tacite est auteur en l'onzième liure de ses Annales, qu'en la vieille Rome (autant vertueuse que l'autre fut vitieuse) n'auoit âge prefix pour tenir Dictature ne Consulat, qui estoient les suprêmes Magistrats. Après que la Republique fut changée en Monarchie, plusieurs en enfance ou adolescence eurent & administrerent l'Empire Romain. Clotaire second appellé le Grand, auquel estoit écheuë sa Couronne à quatre mois, fit de son viuant Roy de la France Orientale, son fils Dagobert, qui y commanda à son appetit. Ce grand Roy & Empereur Charlemagne voulut que par le Pape Adrian fussent à Rome couronnez Rois ses deux fils en fort bas âge, Pepin de Lombardie, & Louys Debonnaire d'Aquitaine, & leur en laissa le gouuernement.

Ledit Tacite en son liure des Mœurs des Germains, recite, Que pour insigne noblesse, ou grands merites des peres, les enfans encore adolescens estoient en la Germanie (origine des François) receus és principales charges avec les plus vaillans, & renommez Comtes, sans qu'il fust trouué mau-

mais. La Maison de France estant la plus noble & ancienne de la terre, a bien merité ce priuilege d'âge, mesmement en la personne du Roy: qui soit dit sans l'olter aux autres Princes d'icelle, lesquels iusques à nos iours en ont iouy, eu en ieunesse gouuernemens de Prouinces dangereuses, & commandé heureusement à grosses armées. Quand ledit Roy tres- Chrestien seroit au dessous de quatorze ans, n'y a loy qui ne prefere la Royne sa mere à rous autres pour la tutelle & Regence, si elle auoir lieu. Ses vertu, prudence & bonré sont noroires, & de si long temps éprouuées, que la France se doit tenir heureuse de l'obeissance que ledit Seigneur luy continuë ne commandant sans elle. Car c'est demonstration certaine, que Dieu est auecques luy, comme il est écrit au trenre-vnième Chapitre des Prouerbes. Ceux qui accusent les Ministres principaux d'auoir entrepris, & s'estre emparez de leur auctorité du gouuernement du Royaume appartenant à autres, & demandent pour les en chasser l'assemblée des Estats, comptent pour rien lesdits Roy & Reine sa mere, qui ont la puissance d'approcher & éloigner ceux qu'ils veulent, & le iugement de departir les charges: auquel sans contradiction ne murmure se faut rapporter. Les sedirieux feroient grand tort à ceux qu'ils y desirerent, & s'efforcent d'émouuoir, si leur amour, fidelité & obeissance enuers leur Roy n'estoient conuës. Lesdits rebelles rendent à reduire la Maiesté du Roy sous l'auctorité de ses suiets, que Dieu a soumis à luy. Saint Paul aux Romains le leur apprend assez, & combien ils resistent à l'ordonnance diuine. A ce nouueau Roy qui a commencé son regne selon icelle par le conseil principal de ladite Royne sa mere, sera la subiection déniée, que le Createur par Saint Pierre veut estre prestée aux Princes desordonnez, & par Ieremie aux infideles. Si les mutins qui prennent pour bouclier lesdits Estats renus à Tours, eussent bien leu la seconde proposition de Maistre Iean de Rely faire ausdits Estats, ils se fussent desistez de ce qu'ils font, rauaillans mettre diuision & trouble au Royaume, (duquel les suiets, principalement la Noblesse, ont acquis l'honneur d'obeis-

Regence de
la mere du
Roy.

Estats de
Tours.

sance & fidelité sur toutes autres nations) eussent entendu combien est le crime de sedition enorme & detestable, quantes calamitez & miseres il amene; & pour ce a prouoqué l'ire de Dieu sous Moysse & autres Princes. Il ne se doit taire que la rage est plus que brutale aux suiets, de solliciter & inuiter les estrangers à la subuersion de leur patrie. La conformité des écrits l'a manifesté. Est trop dur dire que le Conseil de la France doie estre choisy à l'appetit des voisins qui peuuent deuenir ennemis, & l'ont trop longuement esté. Et est inexcusable, que de si grand nombre de personnes de toutes qualitez s'estant trouuez en tant d'assemblées & conuenticules, ou d'ailleurs sçachans la conspiration, n'y ait eu qu'un ou deux des suiets qui l'ayent reuelée, qui par les seditieux sont appellez traistres. La simulation de Chusy pour abatre la sedition émeuë contre Daud par son fils Absalon, (legitimement occis par Ioab, contre la defense du pere) est louée au Psalme 7. Le chef de leur coniuration inhumaine repris auparauant par Iustice, & ses complices sont honorez : ceux qui découurent si abominable & perilleuse entreprise sont reprouuez & iniuriez. A quoy paroist qu'ils ont le iugement peruertey. Et en ce qu'ils prennent aussi faussement le titre des Estats de France, que de l'Euangile de Iesus-Christ. Car n'y a Religion instituée de Dieu, qui approuue prendre le glaiue par le suiuet sans le commandement ou permission du Souuerain. La parole de Dieu n'a pris son accroissement, & n'a eu besoin de la force des hommes qu'elle a vaincuë par patience. Pour ce plusieurs de la nouuelle opinion desauoient & blasment ladite sedition après la rupture d'icelle. Est croyable qu'ils le font selon leur cōscience; mais nul ne peut nier, qu'il ne soit fort scandaleux, que plusieurs de leurs principaux Predicans ont esté de la partie. L'excuse prinse que les armes étoient pour le seruice du Roy, & bien de son Royaume, dont ils veulent estre estimez fideles, merite qu'ils soient appelez enfans du serpent; lequel dès sa premiere seduction persuada grand bien à ceux qu'il voulut perdre. Demosthene en l'oraison contre Aristocrates recite la réponse que fit Iphicrates aux Lacedemoniens, qu'il auoit en notable soupçon de fraude

fraude: Que iusques à ce qu'il veist qu'ils ne luy pourroient nuire, ores qu'ils le voulussent, il ne se fieroit en eux. Ledit Roy tres-Chrestien ne pouuant plus estre en doute de la mauuaise volonté des seditieux, & ayant le glaiue pour garder ses bons suiets en repos & tranquillité, contre leur malice, est obligé le tenir sans crainte aguisé, & tranchant sur eux, iusques à ce qu'ils se desistissent du tout, & se reduissent en obeissance: Car DIEU qui le luy a donné, fera avecque luy.

P O V R

L'ENTIERE MAIORITE'

20. Septēb.

DV ROY TRES-CHRESTIEN,

1560.

Contre le Legitime Conseil malicieusement inuenté
par les Rebelles.

FRAN-
ÇOIS II.

*Par Maistre IEAN DV TILLET, Greffier
en Parlement.*

S E C O N D E P A R T I E.

A LA ROYNE MERE DV ROY

tres-Chrestien, ma souveraine Dame.

LE Sage ou commencement de son Ecclesiaste a bien dit, MADAME, que les peruers sont difficiles à corriger; & és Prouerbes, que les pestilens haïssent ceux qui les reprennent & admonestent. Les soixante-dix Interpretes, & après eux S. Hierosme, entendent pestilens les libertins, méprisans & mal exposans les loix diuines & ciuiles: desquels le mesme Salomon adiouste; qu'ils ne reçoient chose tant sainte soit-elle, si elle n'est conforme à ce qu'ils pretendent: dont ne se faut ébahir, parce qu'ils sont ià ictez és

tenebres exterieures, desquelles parle S. Mathieu chapitre vingt-cinquième interpreté par S. Iean Chrysostome. Vous sçaez, M A D A M E, que la maiorité du Roy vostre fils mon fouuerain Seigneur a esté par moy traitée au vray, par son commandement & le vostre publiée, non pour autre cause, que pour essayer à retirer les suiets rebelles de leur malice ou erreur, & retenir les autres en deuë obeïssance. En quoy vos Maïestez ont (comme elles font en tout) imité la bonté du Createur, qui auertit, menace, & appelle à repentance les pecheurs auant que les punir. A seruy de faire confesser ladite maiorité, l'abolition des Regences pour minorité, & l'autorité principale des Roynes meres au gouvernement du Royaume, quand elle est fondée par disposition particuliere des Roys, ausquels les rebelles sont contrains permettre libre élection de tutelless aux personnes & Estat de leurs successeurs Roys mineurs, & de Regences pour absences. Encore qu'ils trauaillent à déguiser icelles élections de tutelless, disans que le Roy Henry premier postposa son frere Monsieur Robert de France à Baudouyn de l'Isle Comte de Flandres en la Regence, parce que sondit frere auoit querellé le Royaume. Si ce fut la cause, ledit Roy ne se fust deu fier audit Comte de Flandres, lequel tint le party du puisné, à la persuation de la Roïne Constance sa belle mere auctrice de cette guerre contre ledit Roy son fils aîné, parce qu'il ne luy voulut souffrir la trop grande autorité & biens qu'elle vouloit retenir sur luy. Le principal secours qu'eut ledit Roy, fut de Robert Duc de Normandie, pere de Guillaume le Bastard. Cette contention fut au plus près aussi - tost éteinte qu'allumée par le principal moyen dudit puisné, qui vertueusement approuua le droit de la Couronne à son frere aîné, y rangea leur mere, se contenta pour son appanage dudit Duché de Bourgogne, qu'il tint iusques en l'an mil soixante-quinze, & furuécut ledit Roy son frere de quinze ans, luy gardant route obeïssance & amour. Frere André qui fut de ce temps l'écrivit ainsi : les autres Chroniques y conuiennent, mesmes Paule Æmile. Ledit Comte Baudouyn administra si droite-

ment ladite Regence, qu'il en acquit le titre de Debonnaire: & les Gascons seuls ne voulans endurer son administration, furent à bon droit chastiez & reduits en obeissance. Guillaume le Breton precepteur de Charlot bastard du Roy Philippes Auguste écriuant la vie dudit Roy est auteur croyable, qu'il n'auoit que quatorze ans & deux mois, quand il fut sacré à Reims. Les testamens pouruoient au temps des minoritez, & souuent les testateurs viuent plus qu'ils ne cuidoient. Ce pere du peuple le Roy Louys douzième, le dernier iour de May l'an mil cinq cens cinq ordonna par le sien, que tous les grands & principaux faits, & secrets affaires du Royaume fussent ensemblement conduits & traitez, s'il mouroit laissant mineurs les Ducs de Valois, (depuis Roy François premier) & Madame Claude de France sa fille aînée, accordez par mariage par la Royne Anne sa femme, & Madame Louyse de Sauoye, lors Comtesse d'Angoulesme, leurs meres, appelez les Legat d'Amboise, Comte de Neuers, Chancelier de France, Sire de la Trimouille, & Maistre Florimond Robert Secretaire. Parce que lors du décès dudit Roy lesdits accordez furent maieurs: ledit testament en ce ne sortit effet. Il est veritable, que la Regence de la Royne Alix, & coadiution de Guillaume Archeuesque de Reims expirerent, quand le Roy Philippes Auguste eut quinze ans accomplis. Quand ils n'auroient point administré, la prelation aux Princes du sang (qui est le debat) est fondée. N'en auoit le Roy Louys le jeune faute, ayant quatre freres, & des deux mariez plusieurs neueux, du Comte de Dreux six, & du Sire de Courtenay quatre.

La guerre ciuile que firent les Princes du sang au Roy S. Louys, & à la Royne Blanche sa mere, voye de fait & ambition, ne peut estre alleguée pour droit. Combien que toutes loix & coustumes preferent les meres aux tuelles des enfans, lesdits rebelles obstinez n'auoient l'autorité principale des Roynes meres au gouuernement du Royaume sans dispositions particulieres (à vostre diminution M A D A M E), & faisans pis se sont par autre & faux moyen, pour soustenir, accroistre, & mettre à chef la meschante sedition,

plustost trahison par eux & leurs complices commencée, euertuez par écrit digne d'eux, introduire vn legitime Conseil des Rois de France pendant leur ieune âge, lequel ils attribuent par necessité aux Princes du sang, & grands Seigneurs François, reietans les Princes de Guise, qu'ils tiennent pour étrangers, & calomnient effrontément. Aussi pour monstrier leur bon sens, ils m'ont osé reprocher la victoire que Dieu m'a donnée par voye de iustice contre leur Capitaine, & les œuvres que ie poursuis iusques icy à mes grands labeurs & frais, pour le seruice de la Couronne de France; qui me font deux defenses suffisantes des ambition & auarice, que nul ne m'a impropéré qu'eux. Tant est loin que leur maledicence me soit griefue, que ie m'en sens beaucoup honoré: Car ils font connoistre à tous que ie n'ay rien du leur, qui me seroit tres-grande macule. Par quoy ie me contenteray d'vser du silence, quant à ce loüé par Harpocrates, reciré par Plutarque, & de l'exemple de Metellus en son oraison contre Manlius, lequel il dédaigna, comme ne meritant qu'on parlast de luy en mal ny en bien, ainsi que le dit Aulegelle és nuits Attiques. Toutefois, MADAME, afin que l'ignorance de leur écrit conuüé, les seduits ne laissent se ranger, & les entiers se garder: ie continueray confirmer pour mon deuoir ce qui concerne vosdites Maiestez, sans autre passion que celle que vos obeïssans suiets doiuent porter aux seditieux iusques à ce qu'ils s'amendent. Et ne faut plus qu'ils se vestent de ce masque, que c'est pour le seruice du Roy & bien public qu'ils prennent iustémēt les armes contre l'administration illegitime de ceux de Guise. Des armes és pais de son obeyssance, le Roy est seul dispensateur constitué de Dieu: sont interdites toutes guerres, assemblées, & ports d'armes entre les suiets par plusieurs Ordonnances de nos Rois; les vnes faites par l'auis des trois Estats. S'il ya occasion de plaintes, faut proceder par requête & remonstrance rres-humble, & en prendre le iugement du Roy, non se faire droit de soy-mesme. La pluspart des sedirions pourpensées ont eu couuerture de querelles patriculieres, Catilina tendant à l'euerfion de l'Estat Romain, sci-

*Plutarg. an
traité d'Isis
& d'Osiris.*

gnoit n'en vouloir qu'à Ciceron à luy preferé au Consulat. Les guerres ciuile de Cesar & Pompée, Auguste & Antoine changerent ledit Estar. Aristote liure cinquième des Politiques quatrième chapitre, assemble plusieurs exemples de Republiques & Potentats renuersez par les seules querelles de deux particuliers. La diuision des Ducs d'Orleans & Bourgogne mit ce Royaume demy par terre. Ce sont entreprises intolerables pour estre par trop dangereuses, ores qu'elles se fissent à guerre ouuerte. Cettes-cy sont prodiroires, & vrais assassinats, pour forcer, M A D A M E, le Roy & vous, à vous seruir de qui bon leur semblera : & s'ils auoient eu le pouuoir de l'executer, tout seroit à leur mercy, qui n'est bon essayer. L'élection par ledit Seigneur & vous, faire du seruice desdits Princes de Guise, ne peut estre combatüe sans blâmer vos iugemens, ou qui pis est, sans impugner vos autoritez & pouuoirs de choisir vos principaux Ministres, & vous asseoir à d'autres non mis, ne destituables par vous : & est ce tuteur qu'ils amènent & nomment legitime Conseil.

C'est la coustume és seditions, dit Thucidide, d'accommoder à ce qui se fait mal la dignité des paroles appartenans à choses bien-faites. Pour le fonder, ils arguent d'exemples fort foibles, se manifestans peu versez és choses passées ou gouvernement de ce Royaume. Le premier est du Roy Charles huitième, auquel deuenue Roy enuiron l'an quatorzième de son âge, ils dient auoir esté ordonné par les Estats de ce Legitime Conseil. Leurs auteurs sont Messire Philippes de Commines qui en fut ; Paul Æmile, & les actes desdits Estats, declarans amplement que de cedit Conseil les Princes du sang furent chefs, & nul y auoit lieu que par leur auis : Que cela ne doit estre estimé vn simple fair ; mais la commune resolution de tous lefdits Estats, à laquelle qui seroit tort, se declareroit ennemy du Roy. Plutarque écrit que les Ephores premierement instituez pour ministrer aux Rois Lacedemoniens, se firent par temps leurs Maistres & Iuges, mesmes de leurs vies. Les mutins, M A D A M E, donneroient volontiers superiorité aux Estats sur les Rois de France contre l'Ordonnance diuine. Dauid en plusieurs Psalmes reconnoist, que

de toute la terre Dieu est le vray Roy, & que les Rois terriens ne sont que ses Lieutenans, qu'il met, depose, & dispose, selon qu'il veut le peuple qui est sien estre traité; est leur seul Iuge. Ce que confessoit l'Empereur Marc Antonin, dit Dion. Pour ce l'Escriture sainte en diuers lieux les appelle Dieux, autrefois les nomme Anges de Dieu, autrefois Montagnes, monstrant par allegorie la distance & difference d'eux aux autres hommes, quant à la puissance qu'ils ont du Ciel. Demande Salomon, qui arguëra le Roy, pourquoy il a fait ainsi? enseignant qu'il n'y a que Dieu, qui neantmoins luy commande administrer droitement, le menaçant de plus dure punition que les moindres, afin qu'il n'vse que de puissance réglée. Aussi le Createur instruit les suiets le prier incessamment départir son saint Esprit à leur Roy pour bien regner: & si autrement auient, qu'ils le reçoient pour fleau de leurs pechez, lesquels (comme dit Iob) sont les Rois déreglez, qui sont peres publics. Et tout ainsi que les enfans doiuent obeïr à leurs peres charnels, ores qu'ils soient diuers, aussi sont les subiets à leurs Rois, & faire leur office de remonstrance & patience, sans s'entremettre avec force & resistance de celuy desdits Rois. Les loix des Grecs deïfians ceux qui tuoient les Tyrans, témoignées par Ciceron, en l'Oraison pour Milon, ne sont Chrestiennes. L'ordre susdit a diuinement esté estably, pour empêcher les troubles & grands inconueniens que nous lisons estre auenus chez nos voisins, par faute d'y auoir esté obserué. Mais les François, **MADAME**, ayans succédé au peuple élu, ont mesmement sous cette troisiéme lignée regnante, esté conduits par grace speciale de Dieu, lequel a incliné leurs Rois (ores qu'en leur empire ils n'ayent pour la temporalité superieur que luy) à si doux & bon gouvernement, & les suiets à telle deuotion & obeïssance enuers leurs Princes souverains, qu'il s'est rencontré peu de desunion des membres au chef; & quand s'en est trouué par legier chastiment elle a tost esté apaisée. L'une a esté celle, que les rebelles prennent pour fondement du Conseil legitime & loy du Royaume: à laquelle en l'écrit de la majorité auoit esté répondu.

Chap. 34.
vers. 30.

Mais pour plus leur satisfaitte, la verité est, que le Roy Charles huitième deuint Roy âgé de treize à quatorze ans. Quelque temps après deceda la Royne Charlotte sa mere, & demeura sa plus prochaine parente Madame Anne de France sa sœur aisnée, mariée à Monsieur Pierre de Bourbon lors Seigneur de Beauieu, depuis Duc dudit Bourbon. Elle prit la sollicitude des personne & Estat dudit Roy son frere. Le Duc d'Orleans auoit épousé l'autre sœur Madame Ieanne de France dès l'an mil quatre cens soixante-treize, & accordée en May mil quatre cens soixante-quatre: qui soit dit pour iustificier l'âge qu'auoit lors ledit Duc, déclaré par ledit de Commynes en son Histoire dudit Roy liure quatrième, que quand le fils d'iceluy Roy mourut, qui fut l'an mil quatre cens quatre-vingts quinze: ledit Duc auoit trente-quatre ans. Ainsi au commencement du regne dudit Roy, il estoit âgé de vingt-trois ans dès l'an 1481. fait par le Roy Louys onzième personne de ses droits, & tiré du gouuernement de Madame la Duchesse Marie de Cleues sa mere, à laquelle fut assigné & deliuré son dotiaire. Iceluy Duc emporté par cupidité de dominer, fut conseillé faire d'entrée tant par luy que par ses adherans, les vns ses parens & allies, les autres défauorisez, & mal-contens, esperans par son moyen rentret en credit, instance de l'assemblée des Estats Generaux: Et parce que de foyelle esttres-vtile, aisément fut obtenuë. Accordée qu'elle fut, ne faillit ledit Duc faite ses menées & brigues, non de Regence du Royaume, qu'il n'eust iamais eüe, parce que par Ordonnance elle estoit abolie: mais pour estre Chef du Conseil dudit Roy avecques autres choisis ses partiaux, pour entielement manier l'Estat. Ce qui fut proposé à Tours, & prudemment ne fut discordé. Pensoit-il que celle autorité seroit de longue durée? La cõtrepensée de madite Dame de Beauieu voyant que ledit Roy son frere seroit maieur, consequẽment déchargé de l'accord qu'il faisoit quatre mois après, fut autre, & selon icelle le fait s'ensuiuit. Dont courroucé ledit Duc fit sa plainte au Parlement du tout contre ladite Dame de Beauieu, sans se maintenir Chef dudit Conseil en vertu de l'accord fait esdits Estats,

1473.

1464.

1495.

qu'il ſçauoit ne pouuoir auoir lieu après la maiorité dudit Roy : mit affus à ladite Dame , qu'elle s'eſtoit vantée de la Regence, qu'elle garderoit iufques à ce que ledit Roy euſt vingt ans accomplis, ſe fondant ſur aucunes couſtumes locales de ce Royaume , donnans à la ſœur ainſnée le bail de ſon frere mineur , iufques audit âge : qu'elle auoit pris le maniment des finances, & le ſerment des Gardes dudit Roy, qu'elle tenoit en ſuietion. Dit qu'il auoit écrit audit Roy ſ'en venir à Paris, où il feroit en liberté, offrant employer ſa perſonne, celle de ſes parens, amis & aliez, & tous ſes biens pour l'oſter de ladite ſuietion. Et afin de ſe décharger de la ſuſpicion d'ambition, declara, que ſi la Dame de Beauieu ſe vouloit reculer d'auprès la perſonne dudit Roy de dix lieux, il ſ'en reculeroit de quarante : eſtoit content n'eſtre à l'entour de luy; ou ſ'il vouloit qu'il allaſt deuers luy, il iroit accompagné d'un ſeul page. Remonſtra qu'une ſeconde aſſemblée des Eſtats ſeroit vtile : adiouſtant que les Chambellans que le Roy pere, & la Royne mere auoient baillez audit Roy, luy auoient eſté oſtez & menaſſez. C'eſt, M A D A M E, la vraie ſubſtance en propres termes abregéz de la propoſition faite de la part dudit Duc, & enregiſtrée audit Parlement, lequel ne tint le Conſeil pour legitime, que produiſſent les rebelles : qui n'ayans leu le regiſtre, inuentent ſelon leur couſtume des ſonges pour contredire la verité. Parce que ledit Duc recourut aux armes, ſe ſiant principalement en la puiſſance du Duc de Bretagne ſecouru des Anglois, il fut dompté : & aucuns de ceux qui auoient aidé à ſa brigue, faite eſdits trois Eſtats de Tours, furent chaſtiez de longue priſon : du nombre deſquels furent Meſſire Georges d'Amboiſe lors Eueſque de Montauban, Geoffroy de Pompadour Eueſque du Puy, & ledit de Commynes, qui fut deſtitué de l'office de Senefchal de Poictou, arreſté priſonnier, ainſi que luy meſme confeſſe en auoir taſté pluſieurs mois : & au Regiſtre dudit Parlement eſt contenu, que le Duc de Bourbon l'en tira, & fit ſa paix. A la fin de ſadite Hiſtoire dudit Roy, il confeſſe auoir eſté des plus familiers dudit Duc, & pour luy auoir mis ſes fortunes en hazard, ſe plai-

plaignant qu'il enauoit eu petite souuenance deuenu Roy: la memoire duquel en est grandement loüable, parce qu'il conneut que ledit de Commines s'y estoit mis par ambition, pour recouurer son credit perdu par le decés dudit Roy Louys onzième, non pour la querelle dudit Duc, qui sceut esleuer ledit d'Amboise son seruiteur affectionné & fidele: aussi peu s'estima tenu à autres grands Seigneurs qu'il ne faut nommer, s'y estant meslez pour leur particulier profit. Encore que par la mort du Roy son frere, ladite Dame de Beauieu eust fait perte particuliere, outre la commune, ce ne luy fut punition, tomber sous la domination dudit Duc. Lequel confessant son tort, les prudence & bonne administration, dont elle auoit vsé contre ce Conseil pretendu legitime, par singuliere vertu ne l'honora moins, ains luy fit traitement fauorable: contre la loy du Royaume, declarant dés son aduenement à la Couronne, que Madame Susanne de Bourbon fille vniue de ladite Dame, & autres filles si elle en auoit dudit Duc de Bourbon son mary, succedassent és Duchez de Bourbonnois & d'Auuergne, & Comté de Clermont en Beauuoisis, nonobstant que ce fussent terres d'appannage. L'assemblée des Estats, MADAME, est sainte, ordonnée pour la conference des suiets avec leur Roy, qui monstrant sa volonté de bien regner, leur communique les affaires publiques pour en auoir aduis & secours: les reçoit à luy faire entendre librement leurs doléances, afin que les connoissant il y pouruoye: ce qu'il fait par deliberation de son tres-sage Conseil, dont il est pour cet effet assisté: & oütroie à sesdits suiets ce qu'il voit estre raisonnable, & non plus. Car s'il estoit necessité de leur accorder toutes leurs demandes, il ne seroit plus leur Roy. Souuent lesdits suiets ne regardans que à leur soulagement present, sans considerer la consequence, requerroient, si le iugement du Roy n'estoit pardessus, choses qui iourneroient à plus grand dommage pour eux, quelquefois à ruine de l'Estat. En ceux dudit Tours fut proposée l'abolition des tailles, & iustement refusée. Les Histoires racontent d'aucuns Empereurs Romains (dont ce mauuais Neron fut du-

rant les premiers cinq ans) qui sans en estre requis ont eu volonté de quitter les aydes & impositions, pour en acquiescer le gré du peuple & losimmortel; le Senat ne s'y voulut accorder, remonstrant par viues raisons que ce seroit la cheute de l'Empire. Autant que ladite assemblée des Estats est fructueuse, quand on y tend à bonne fin, autant elle est dommageable, s'il s'y mesle de la faction, laquelle est pour la necessité quelquefois endurée, après amendée, & à bonne raison punie: car c'est offense de Royale Maiesté, & abuser de la bonté d'icelle. Durant la captiuité du Roy Iean en Angleterre, Monsieur le Dauphin Regent du Royaume, qui depuis fut le sage Roy Charles cinquième, combien qu'il eust plus de vingt ans & fust marié, fut neantmoins forcé par la menée d'un grand Prince son beau-frere par les Estats assemblez à Paris, lesquels deputerent certain nombre de personnes pour aduiser au gouuernement du Royaume, blasmans le passé. Ces Deputez choisis & partiaux de la sedition, dresserent plusieurs articles d'ordonnances, que ledit Regent fut contraint autoriser en Mars 1356. & souffrit la publication d'icelles estre faite en sa presence audit Parlement à huys ouuerts: mais le vingt-huitième de May 1369. en mesme lieu iceluy Regent par Arrest prononcé de sa propre bouche declara, qu'elles auoient de luy esté extorquées par force, estoit procedure de fait par gens traistres & conspirateurs contre la Maiesté dudit Roy son pere & de luy, honneur, & bien de la Couronne & Royaume de France, les annulla, cassa, rappella & condamna, & restitua à leurs honneurs, offices & estats Messire Pierre de la Forest Cardinal Archeuesque de Rouen, ayant auparauant esté Chancelier de France, l'Abbé de Faloise, Messire Simon de Bussy Premier President, & Maistres Estienne Chalemart, & Pierre d'Orgemont Presidens audit Parlement: Messires Robert de Lorrys, & Nicolas Braque Cheualiers, Conseillers du Grand & Secret Conseil du Roy, trois Maistres des Requestes de l'Hostel, vn Conseiller, & vn Aduocat du Roy audit Parlement, deux Tresoriers de France, deux Maistres des Comptes, le General souuerain Maistre des Monnoyes,

deux Tresoriers des guerres, vn Secretaire & deux Escuyers: tous lesquels auoient par luy esté destituez, suiuant lesdites Ordonnances, à l'appetit, & par la haine, enuie, & vengeance tortionnaire & iniuste, que leur portoient lesdits Deputez, la pluspart desquels auoient esté selon leurs merites iusticiez & morts vilainement, les autres s'en estoient fuyz, n'osans attendre la voye de iustice. Les Anglois durs à manier, voyans leur Roy Henry tiers du nom, âgé seulement de neuf ans sous la Regence de Guillaume Marechal Comte de Glocestre, & Pembrock, qui auoit épousé Madame Eleonor d'Angleterre sœur dudit Roy, par vne assemblée d'Estats faite à Exester dès la premiere année de son regne, le mirent en bride perpetuelle, luy faisant accorder, promettre & iurer des loix que vingt-quatre Esleus pour la reformation du Royaume auoient auisées; & lesdits vingt-quatre en choisirent quatre, qui eurent pouuoire en nommer quinze pour seuls conseiller ledit Roy, & manier le Royaume. L'une desdites loix fermoit la porte à tous estrangers d'estre du Conseil dudit Roy, & pour plus l'obliger, y interuint l'autorité & conseil du Cardinal S. Martin Legat Apostolique en Angleterre. Après connoissant ledit Roy que ses suiets l'auoient reduit à rien, se fit par le Pape dispenser de son serment, ne voulut plus estre sous lesdites loix: d'où s'ourdirent grandes contentions & discordes. Pour les pacifier tant ledit Roy que les Prelats & Barons d'Angleterre, compromirent au Roy S. Louïs: qui les parties ouyes, & auecques grande connoissance de cause par son Arrest donné à Amiens l'an 1263. en Ianuier le lendemain de la S. Vincent par l'auis des Princes de son sang, & autres notables personages de son Conseil, cassa & annulla lesdites loix, & tout ce qui s'en estoit ensuiuy: condamna les suiets quitter leur Roy de la promesse qu'il leur en auoit faite, & luy rendre toutes les lettres qui en auoient esté passées, comme nulles & de nulle valeur: ensemble luy restituer les forteresses qu'il leur auoit baillées pour seureté de l'obseruance desdites loix: irrita d'abondant specialement, & par exprez l'article des estrangers: permit audit Roy appeller à son Con-

seil, tant estrangers qu'originaires Anglois selon sa discretion: remit ledit Roy en sa pleine puissance, libre gouvernement de sondit Royaume, & en tel estat qu'il estoit en tout & par tout auparavant lescdites loix: ordonnant que d'une part & d'autre toutes rencunes prouenuës à cause d'icelles seroient remises & quitées. Cecy soit adiousté, pour monstrer que la France a conserué, maintenu & respecté, tant chez elle que hors, la maiesté & puissance Royale ordonnée de Dieu.

Le second fondement de ce Conseil legitime que prennent les rebelles, est *M A D A M E*, assis sur sable mouuant. Ils sont les premiers ignorans qui ont donné foy d'Histoire aux Annales & Chroniques de France: laquelle ayant eu tant d'actes dignes de memoire, a esté infortunée, & priée de suffisans Hiltoriens, fors quelques regnes particuliers en trop petit nombre, qui ont eu des personnes proches des Princes, & manians leurs affaires, qui en ont laissé des Commentaires: desquels a esté ledit de Commynes, & luy est deu en cet endroit.

Dion ayant écrit quelque temps de la Republique Romaine, poursuivant celuy d'Auguste devenu Empereur, s'excusa de moins pouuoir declarer les matieres recentes qu'il n'auoit fait les anciennes, pour la difference des Monarchies aux Republiques: d'autant que sous les Republiques toutes choses sont vraiment conneuës par temps, pour estre faites par deliberation de plusieurs, & redigées en écrits conseruez: au contraire en la Monarchie, l'Estat des Princes est manié par peu de personnes élouës, & coustumierement exposées à enuie, telle que leur Maistre & eux sont contraints taire, & celer leurs principaux affaires, & les tenir si secrets au plus profond de leurs pensées, qu'ils ne soient sceus ne entendus, mesmes d'autres leurs intimes. Lescdits rebelles deueroient auoir honte opposer à la verité, prise és chartes, titres, & autres lieux autentiques marquez & dattéz, vn passage desdites Annales sans peser les autres. Les écrits mis en lumiere, mesmes traitans ce qui est auenu de nos iours, sont pleins de fables, & remplis de nouuelles du Palais. L'Or-

donnance de la Maiorité des Rois à quatorze ans, faite par ledit Roy Charles cinquième est en bonne forme, signée, scellée, publiée, & enregistree. Le delaisement de la Regence du Roy Charles sixième, fait par le Duc d'Aniou son oncle, est au Registre dudit Parlement, aussi est la confirmation faire par iceluy Roy Charles sixième de ladite Ordonnance publiée audit Parlement, luy tenant son liët de Iustice, le Mardy tiers iour de Decembre 1392. en la presence du Roy d'Armenie, Ducs de Berry, Bourgogne, Orleans, Bourbon, Comte d'Ostreuant, Patriarche d'Alexandrie, Archeuesques de Rouën & Lyon, Euesques de Langres, Laon, Bayeux, Paris, Noyon, Chartres, Arras & Auxerre : les Chancelier de France, gens du Conseil Priué dudit Roy, Chambres du Parlement assemblées, & infinie multitude de peuple. Le roolle des Princes, Prelats, Barons & autres grands personnages ayant assisté és publications des Ordonnances est vn fort esçu pour les defendre à personnes de bon iugement. La Chronique de France ne dit pas, que enuiron la Toussaints 1388. ledit Roy Charles sixième fut à Reims mis hors de tutelle, & du gouvernement de ses oncles : bien recite, que ledit Roy voyoit faire à sesdits oncles, Ducs de Berry & Bourgogne, & autres par leur moyen, choses qui estoient plus au profit d'eux & d'aucuns particuliers que du bien public. Pour ce fut mis en deliberation qu'il estoit de faire, & conclu que le maniment leur seroit osté : dont mal prit au Cardinal de Laon, qui le premier fut de telle opinion. Il ya difference d'éloigner ceux qui gouernent, & mettre hors de tutelle. Pour le grand lieu que lesdits Ducs tenoient fallut chercher moyen honneste de leur oster le maniment sans parler de leurs fautes : ne se doit pourtant faire illation que l'Ordonnance de la Maiorité du Roy à quatorze ans fust rompuë, & que par distribution de Conseil legitime lesdits Ducs gouernassent. Lesdites Annales & Chroniques témoignent assez, que dès le commencement du regne iusques à la maladie dudit Roy, Messire Oliuier de Clisson Connestable de France, fut son premier fauorit ; témoin l'hostel de Misericorde, que la ville de Paris luy fit bastir l'an 1383. Messire Jean le Mercier Sei-

gneur de Nouiant auoit la superintendance des finances: Messire Bureau de la Riuere Seigneur de Rochefort auoit grand credit; & toutefois estoient les trois susdits en telle indignation desdits Ducs, qu'ils les eussent chassez & persecutez s'ils en eussent eu le pouuoir, comme ils firent aussi-tost que ledit Roy fut tombé malade. Se sauua ledit de Clisson par fuite, lesdits le Mercier & de la Riuere après vne longue prison furent declarez innocens: & par Iugement dudit Parlement du dernier Auiil 1405. la vesue du Sire de Coucy fut condamnée en deux mille liures enuers Dame Marguerite de Abbeau vesue dudit de la Riuere, & Messire Charles de la Riuere leur fils, Comte de Dammartin, pour les meubles que ledit de Coucy (qui auoit constitué prisonnier le troisiéme Oſtobre audit an 1392. ledit de la Riuere en la ville de Senlis par commandement desdits Ducs) luy auoit pris és lieux esquels il l'auoit fait mener, qui furent és Chasteaux de Rochefort, Creil, la Bastille, & finalement au Palais à Paris. Après que lesdits Ducs furent éloignez des affaires le premier Septembre 1389. celuy de Berry se fit quiter & ses successeurs par ledit Roy des deniers qu'il auoit leuez de son autorité en Languedoc & Guienne, dont il estoit Gouverneur.

Le meilleur estoit n'entrer point en ce second fondement; qui est plus contre, que pour ledit Conseil legitime; lequel, МАДАМЕ, demeure mal appuyé, aussi est-il malicieusement inuenté pour engendrer troubles. Le Roy vôtre fils est confessé majeur de nom, & non d'effet. On ne luy fait pas mieux que de le soutenir mineur. Les Ordonnances de la maiorité des Rois à quatorze ans, ont expression des Rois, qui en cet âge ont sceu commander, & des notoi-res inconueniens qui auiennent pires quand autres commandent. Pyrrhus Roy des Epirotes fut restitué en son Royaume à douze ans, & à dix-sept fit en la bataille d'Hipse de belles vaillances. Cocceius Nerva à dix-sept ans répondit publiquement du Droit Ciuil, & fut grand Iureconsulte audit âge, qui paroist en aucuns suffisant pour les armes, & pour le conseil. Neantmoins les rebelles veulent contre le Roy, ayant cet âge, amener ce nouueau Conseil, qui est illegiti-

me, non seulement bastard, mais à le nommer de son propre nom en vieux François, auoutre, nay en adultere.

Salomon au neuvième des Prouerbes dépeint la fausse doctrine sous le nom de l'adultere. Nul a encore veu entrer en la sedition autres personnes que de la nouvelle opinion, ou qui ayent passé outre. Leurs Predicans les animent & enflamment de routes parts, leur conseillant la collecte & contribution pour ce faire. Terrullian écrivant à Scapula luge de Carthage, luy mande; Que le Christianisme s'accroist lors qu'il est affligé. La parole de IESVS-CHRIST n'a esté receüe par (mais contre) les armes. S'ils ne les veulent poser, qu'ils quitent le nom de l'Euangile, & prennent celui de l'Alcoran. Il y en a de moins mauuais, n'approuuans la * rebellion, * Religion & neanmoins par trop difficiles à contenter. Quand on a vû de glaiue sur eux, ils ont crié que le sang innocent estoit répandu, quand ils ont esté déchargés du luge Lay, & renuoyé à l'Ecclesiastique (franchise pour leurs vies,) se sont plaints plus que deuant, que leurs ennemis estoient faits leurs luges, & ou lieu de recognoistre la grace du Roy, les voulant par douceur retirer, en ont leué les cornes plus haut, iusques à oser demander liberré de faire leurs assemblées de iour & en public. Donc, MADAME, ie ne veux autre chose dire, que ce que recire Marcellin Officier domestique de l'Empereur Iulian, liure vingt-deuxième de son Histoire; Que ledit Empereur surnommé l'Apostat, parce que de Chrestien il se fit Idolatre, voyant que les Chrestiens estoient diuisez en aucuns points de la Religion, les admonesta seignant les pacifier, que chacun d'eux creust ce qu'il voudroit, estimant l'interim le meilleur moyen pour abatre la Chrestienté. La fin où ils tendent, qui ne se doit dissimuler, est de multiplier leur secte, pour s'ils font vne fois les plus forts chasser les autres, ou les contraindre prendre leur opinion: ainsi a esté fait ailleurs, qui sert de bon aduertissement au Roy & à vous, MADAME. Les rebelles aussi bien que les autres écrivent, qu'ils prient Dieu iournellement pour ledit Seigneur, duquel ils se publient tres-humbles suiets & seruiteurs. Ce n'est assez, ils doiuent obeïr

à ses iustes Edicts prohibitifs de sedition, conuenticules, & autres choses où elle se forge & entretient. Le Createur par Ieremie chapitre 29. commande aux enfans d'Israël prier Dieu pour la prosperité du Roy Ethnique, afin qu'ils viuent sous luy en paix & tranquillité: ceux - cy estans sous le Roy tres - Chrestien, troublent la paix de son Royaume en priant pour luy, ce qui est fort contraire audit commandement. Il a nagueres par auis de tres-honorable compagnie des Grands de la France arresté les assemblées prochaines des Estats Generaux, & Eglise Gallicane, seuls bons moyens pour composer tous differends; ce nonobstant ils ne cessent leur sedition, qui montre qu'ils sont enfans du Diable non d'Abraham, ainsi qu'il est écrit au chapitre 8. de S. Iean: Ils ont l'esprit de discorde, ne font les œuvres de l'esprit d'vnion, sont incorrigibles: & m'accusent de cruauté, parce que j'ay écrit, que s'ils ne s'amendent, le glaive de Dieu, duquel le Roy est ministre, doit sur eux estre employé. Demosthene en l'oraison contre Aristogiton dit, que tout ainsi que le Medecin ou Chirurgien applique le cautere ardent ou le rasoir, pour oster le membre où est le mal incurable, afin de sauuer les autres; aussi doit-on exterminer les meschans obstinez en leurs crimes, pour seruir d'exemple, & oster la contagion. Toutes loix diuines & humaines punissent les seditieux de mort. Celle du Roy est recente: ie l'ay annoncée, & annonce encore ce coup aux rebelles pour leur bien: s'ils n'en font compte, ils seront à comparer aux asnes durs, auxquels ne suffisent paroles pour les auancer, & leur faur le baston: ceux - cy le meritent trenchant; parce que, MADAME, il est à craindre qu'il aduienne, comme dit le Prouerbe ancien, de la fumée en flamme.

Ce qui me reste est la calomnie impudente qu'ils m'imposent enuers les Princes du sang & Noblesse de France. Mes écrits n'ont autre but ne respect qu'à vos Maiestez contre les rebellions. Qui s'en voudra offenser faut premier qu'il se confesse rebelle: si i'en connoissois aucun, ie ne le sçauois cacher; car le silence en tel cas est crime de leze Maiesté. Puisque ie n'en ay aucun deferé, ie n'en sçay poinr,

&

& ne blasme rien que le delict qui a paru au tumulte d'Amboise, & par les écrits seditieux : ausquels pour en diminuer le poison, j'ay opposé la verité, y lisant paroles pour mal contenter & emouuoir lesdits Princes du sang, & autres grans Seigneurs; j'ay apertement répondu qu'on leur feroit grand tort, si leur amour, fidelité, & obeïssance enuers leur Roy n'estoit connuë, comme elle a esté par effet audit Amboise, de ceux qui s'y sont rencontrez. Les absens n'en eussent moins fait s'ils y eussent esté, & s'en doit-on asseurer, puisqu'on ne voit en aucun d'eux que bon office de fait & de parole. Je ne craindray dire, que quand ils le feroient mauuais, leur faute deuroit estre mesurée à leur grandeur : mais nous les pouuons tenir tant vertueux, qu'ils n'y voudroient seulement penser. Ont matiere m'estimer meilleur suiet, seruiteur & Officier de la Maison de France (de laquelle lesdits Princes sont), quand ie traite & maintiens l'entiere Maiorité du Roy contre ce Conseil illegitime qu'ils ne pre-tendent, ains se contentent du legitime auquel quand ils sont, ils ont les premiers lieux, tant en la Maison du Roy, qu'en sa Iustice souueraine, & l'ont apporté du ventre de leur mere. Contre tous qui introduiront l'illegitime, ie reconnoistray tousiours mon Roy après Dieu, suiuant ce qui m'est commandé es Prouerbes vingt-quatrième chapitre. Je puis adiouter pour defense contre ladite calomnie, qu'il n'y a homme de mon estat, qui aittant recherché & representé les eminences, prerogatiues, & rang desdits Princes du sang, que j'ay fait par mes écrits, que vous auez, M A D A M E, & y en a Chapitre à part. La Noblesse de ce Royaume est tres-grande : les malefices & supplices d'aucuns rebelles en petit nombre, n'ont fait iniure à l'Estat. La trahison de Iudas n'a esté imputée aux autres Apostres. Ce que j'ay écrit, que ladite Noblesse a acquis l'honneur d'obeïssance, & fidelité enuers leur Roy par dessus toutes autres nations, est auertissement pour se garder de le perdre, & memoire d'ensuiure la vertu de ses maieurs.

La derniere partie de l'inuectiue des rebelles est, pour mon regard, contraire à soy-mesme, dautant qu'après auoir tant

de fois blasonné l'écrit de la Maiorité, de faueur pour les Princes de Guise, est confessé qu'il n'y a vn seul trait de plume d'eux. Pour en rendre compte ils n'ont esté de mon propos. Car combien que ie fois enseigné de saint Pierre, seruir comme i'ay fait cy-deuant, tous ceux que mes Rois ont honorez & preposez és grandes charges, ie me suis arresté à l'élection que leurs Maiestez en ont faite, l'attribuant aux merites, sans m'enquerir pour quelle cause ils ont esté preferez à autres, non plus que quand ils ont esté reculez. Toutefois, MADAME, ie cuide ne me deuoir retenir de declarer ce qui touche les principales charges, afin que le monde ne se scandalise de l'élection que le Roy, & vous auez faite desdits Princes de Guise, lesquels sont François originaires de long temps, & de nouveau grandement alliez au sang de France. Si pour estre sortis de la Maison de Lorraine, où il y a eu deux de Mesdames filles de France mariées, on les veut tenir pour étrangers, les grandes Maisons de Blois & Champagne issues d'un Prince bas Allemand, ont deue estre reietées, & neantmoins elles ont longuement duré, & beaucoup seruy à la Couronne, où elles ont eu plusieurs & proches alliances. Le Duc de Niuernois à ce compte seroit estranger, sorty de la Maison de Cleues. Ses vertus & seruites (les derniers au besoin) & ceux de ses ancestres ne permettent qu'on l'appelle estranger. S'il est permis le dire, le Roy Hue Capet est descendu de la Maison de Saxe, regardant à la premiere origine, tous seront estrangers. Le Duc de Guise a esté instrument de la prise en moins de six mois, de Calais & Thionuille: a gardé Mets contre la puissance de l'Empereur Charles cinquième y estant en personne. Hannibal recité par Ciceron en l'oraison pour Cornелиe le Begue, souloit dire, que celuy qui tueroit vn de ses ennemis luy seroit Carthaginois. Ceux de Guise (disent les seditieux) querellent la Couronne, se disans decendus de Charlemagne. Charles Duc de Lorraine & Brabant, oncle parernel du Roy Louys cinquième du nom, & sur lequel ledit Hue Capet prit ladite Couronne, n'eut que deux fils, tous deux morts sans enfans, & deux filles, n'y a pied en elles & leur

posterité, pour pretendre le Royaume qui ne tombe en quenouille. Autres querelles dient qu'ils ont de certains membres, sçavoir est Aniou & Prouence. Il est faux del'Aniou qui est appannage, ne venant à fille, le Roy René de Sicile ne laissa fils. Vray est que Prouence est querellé par les Ducs de Lorraine, non par ceux de Guise, qui sont puisnez. Les autres plaintes sont de leur administration, où, M A D A M E, vous auez plus l'œil, que nul autre, & si les suiets sçauent quelques fautes, les vous doiuent faire entendre particulièrement, ou estimer qu'ils y font leur deuoir, non par libelles fameux dignes de mépris les traduire.

Pour fin, M A D A M E, ie vous supplie tres-humblement ne vous ennuyer de la prolixité de cet écrit, fait pour le seruice du Roy & le vostre, le vingtième iour de Septembre l'an mil cinq cens soixante, par

Vostre tres-humble & tres-obeïssant
suiet & seruiteur,

D V T I L L E T.

Ces deux Traitez ont esté imprimez à Paris, chez Guillaume Morel, Imprimeur du Roy, avec Priuilege, in quarto 1560.

*Relation de ce qui s'est passé à Orleans le lendemain de la mort
du Roy François II. au commencement du regne du Roy
Charles IX. le 6. iour de Decembre 1560. extraite du
Registre de Monsieur de Laubespine Secrétaire d'Estat.*

CHAR-
LES IX.
6. Decemb.
1560.
Regence de
la Reyne
Catherine
mere du
Roy.

LE cinquième iour de Decembre l'an mil cinq censsoixante, le Roy François second de ce nom estant en sa ville d'Orleans rendre l'ame à Dieu, & luy succeda à certe Couronne Charles IX. son frere, à present nostre souuerain Seigneur, en l'âge de onze ans ou enuiron.

Et pource qu'il n'est encore en âge, pour administrer luy mesme & manier les affaires d'un tel Royaume, ont esté mises en consideration les grandes vertus, prudence, & sa-

ge conduite de tres-haute Princesse la Reine Catherine sa mere, & l'affection grande qu'elle a tousiours demonstrée au bien & vtilité de cedit Royaume; & combien elle aime l'honneur, grandeur, conseruation & augmentation d'iceluy. Et sur cela esté conclu & auisé par le Roy de Nauarre, & autres Princes & gens du Conseil Priué delaissez par ledit feu Seigneur Roy, que ledit Royaume ne sçauroit estre manié de plus digne main ne sage administration, que celle de ladite Dame sous le nom & autorité dudit Seigneur Roy son fils, en esperance que Dieu favorisera par sa bonté & clemence les actions de ladite Dame, connoissant la sincerité de son cœur, de sorte que tout redondera à son honneur, & gloire de nostre Seigneur, & au bien, repos & consolation de son peuple & de ses suiets.

Cela ainsi resolu & arresté, ladite Dame s'estant retirée auprès dudit Seigneur Roy, le sixième dudit mois vindrent par deuers leurs Maiestez ledit Sieur Roy de Nauarre, Messieurs les Cardinaux de Bourbon, Lorraine, Tournon, Guise & Chastillon, le Prince de la Roche-sur-Yon, Ducs de Guise, d'Aumalle & d'Estampes, le Chancelier, les sieurs de S. André & de Brissac Marechaux, le sieur de Chastillon Amiral de France, le sieur du Mortier, les Euesques d'Orleans, de Valence, d'Amiens & sieur d'Auanson, tous dudit Conseil Priué, qui furent benignement receus dudit Seigneur; lequel les remercia des grands seruices qu'ils auoient faits au feu Roy son frere, & de l'affection qu'ils demonstroient enuers luy, laquelle il les pria continuer; & au demeurant obeïr & faire ce que leur commanderoit ladite Dame Reine sa mere, estant accompagnée de tant de grands & notables personnages de son Conseil, duquel elle entendoit vser; qu'il esperoit que toutes choses se passeroient au bien de son Royaume, & de son seruice.

Vindrent aussi deuers leurs Maiestez les cinq Capitaines des Gardes, & celuy des Suisses faire le semblable, ausquels le Roy fit pareil commandement.

Furent mandez & appelez les sieurs de l'Aubespine, Bourdin, de Fresne, & Robertet Secretaires d'Estat, ausquels le-

dit Seigneur commanda, que doreſenauant ils ſe tiſſent près de ladite Dame, & la ſuiuiſſent, & non autre, pour receuoir d'elle ſes commandemens, & ne faire aucunes expéditions des affaires de cedit Royaume, que celles qui leur ſeroient par elle commandées.

Le ſemblable fut auſſi commandé aux Intendants des finances.

Vindrent auſſi deuers ledit Seigneur Roy, & ladite Dame ſa mere tous les Cheualiers de l'Ordre, & Gentils-hommes de la Chambre dudit Seigneur, qui ſe trouuerent lors en ce lieu, faire le ſemblable deuoir.

Peu de temps après ce meſme iour, mondit Seigneur le Cardinal de Lorraine vint rapporter à leurs Maieſtez le cachet du feu Roy, qui fut rompu en leur preſence, & ordonné en faire vn autre ſous le nom du Roy qui eſt à preſent, lequel demeurera entre les mains de ladite Dame.

Lettres du Roy Charles I X. & de la Reyne ſa mere, à Messieurs de la Cour, ſur la mort du Roy François II. & ſur ſon auènement à la Couronne : avec la réponſe de ladite Cour.

CHAR-
LES IX.

10. Decéb.

1560.

Regence de
la Reyne
mere du
Roy.

*Extrait des Regiſtres du Parlement. Du Mardy 20.
Decembre 1560.*

CE iour la Cour a receu lettres miſſiues du Roy Charles IX. à preſent regnant, deſquelles la teneur enſuit.

D E P A R L E R O Y.

NO s amez & ſeaux, Nous eſtimons qu'avez ià entendu la grande perte qu'a fait ce Royaume, de la perſonne du feu Roy noſtre tres-cher frere, qu'il a pleu à noſtre Seigneur tirer à ſa part, la longue vie duquel ꝑoſettoit pour ſes dignes vertus beaucoup de bien, de repos & conſolation à ſes pauvres ſuiets, dont nous aſſeurons que vous avez ſe douloureux regret qu'en doiuent porter bons & affectionnez ſuiets, ainſi que nous faiſons de noſtre part. Toutefois puis-que telle a eſté ſa volonté, il ſ'y faut conformer & le remer-

Xx iij

ciet de tout, n'ayans de rien tant de regret, sinon que nous laissant successeur de la Couronne, ce n'ait esté en âge & estat digne d'une si pesante charge. Mais nous confians en sa bonté, qui conduit & dresse le cœur & l'esprit des Princes, & en la vertu & prudence de la Reine nostre tres-chere & tres-amée Dame & mere, laquelle nous auons supplié prendre en sa main l'administration de cettuy nostre Royaume, & suppléer ce que nos ieunes ans ne peuuent encore faire: Nous esperons que les choses y seront si bien conduites par elle, avec le conseil & auis de nostre trescher & tres-amé oncle le Roy de Nauarre, & des notables & grands personages, que ledit feu Roy nostre frere nous a laissez de son Conseil, que l'vtilité en tournera à la grandeur & splendeur de ce Royaume, & au gré & contentement de nos suiets. Et pource que nous sçauons que la iustice est vne des principales, par laquelle les Royaumes ont esté maintenus, nous vous prions continuer à faire ce bon deuoir, que vous auez, comme nous auons entendu, fait iusques icy à l'honneur de Dieu, décharge de nostre conscience, & bien de nostre peuple; & vous assure que vous ne ferez iamais rien qui plus nous soit agreable. Donné à Orleans le 8. Decembre 1560. Signé, CHARLES. & au deffous, DE LAVBESPINE: *Et à la superscription*, A nos amez & feaux les gens tenans nostre Cœur de Parlement à Patis.

Et ce fait, ont esté toutes les Chambres assemblées, & lesdites lettres missiues leuës; a esté arresté, la matiere mise en deliberation, que Maistre René Baillet President, Adrian du Drac Conseiller, Arnould du Ferrier aussi Conseiller & President aux Enquestes, & François Briçonnet Conseiller en ladite Cour, qu'elle a commis & commet pour cet effet, iront au plustost qu'il sera possible par deuers le Roy estant à Orleans luy faite la reuerence, & luy rendre l'obeïssance de la part de sa Cour de Parlement, ainsi qu'il est accoustumé faire; & que par eux, avec occasion telle qu'ils la pourront prendre, sera parlé audit Seigneur Roy, & à Messieurs de son Conseil, pour le fait des gages de son Patlement.

Ensuit la teneur des lettres écrites par la Cour au Roy, & à la Reine sa mere.

AV ROY.

NOSTRE souverain Seigneur, tant & si humblement que possible nous est, à vostre bonne grace nous nous recommandons. Nostre souverain Seigneur, nous auons receus les lettres qu'il a pleu à vostre Maiesté nous écrire, du huitième de ce mois : lesquelles nous ont donné la plus grande consolation, que pouuons receuoir de la perte publique, auenuë de la personne du feu Roy vostre frere, & nostre bon Maistre, que Dieu absolue : car nous auons matiere de louer infiniment la prouidence de nostre Createur, qui a inspiré vostre ieunesse, de commettre l'administration de vostre Royaume à la Reine vostre mere nostre souveraine Dame, de laquelle les eminentes vertus & prudence sont éprouuées, & notoires à tout le monde estre suffisantes pour gouverner la Monarchie d'iceluy. Aussi la bonté, vertu & sagesse du Roy de Nauarre, & grande estime des sieurs du Conseil dudit feu Roy de long temps experimentez, nous assurent dès cette heure de vostre bon & heureux regne, que nous desirons de tout nostre cœur de tres-longue durée. Nous ne faudrons obeïssans à vostre commandement continuer faire nos deuoirs en vostre Iustice ; & auons deputé vn President & trois Conseillers de cette vostre Cour nos freres, pour aller bien - tost rendre l'obeïssance que deuons à vostre Maiesté. Nostre souverain Seigneur, nous supplions le benoist Redempteur, qu'il vous donne en tres-bonne santé tres-longue vie, & l'entier accomplissement de vos tres-hauts & tres-nobles desirs. Escrit à Paris en vostre Parlement sous le signet d'iceluy le 12. iour de Decembre 1560. *Et au dessous est écrit,*

Vos tres-humbles & tres-obeïssans
suiets & seruiteurs, LES GENSTENANS
vostre Parlement.

Et sur la superscription :

Au Roy nostre souverain Seigneur.

Lettre du Parlement, à la Reyne mere du Roy.

NOSTRE souveraine Dame, tant & si tres-humblement que possible nous est, à vostre bonne grace nous recommandons.

Nostre souveraine Dame, le Roy nous a écrit, que pour fiesieunes ans il vous a supplié prendre en main l'administration de son Royaume, pour le gouverner avec le sage conseil & avis du Roy de Navarre, & les notables & grands personages estans du Conseil du feu Roy, que Dieu absolue: qui nous a esté la plus grande consolation en la perte publique que nous eussions pû recevoir, & n'en pouvons assez rendre grace à nostre Createur, qui n'a jamais delaisé la France sans bonne conduite, & nous fait connoistre qu'il a mis au cœur du Roy le sens de tous ses meilleurs & experimentez suiets, qui n'eussent pû conseiller ne desirer autre élection que celle que ledit Seigneur a faite. Nous auons dépêché vn President & trois Conseillers de cette Cour nos freres, pour aller bien-tost rendre l'obeissance que deuous à sa Maiesté & à la vostre, & continuerons faire nos deuoirs en sa Iustice. Nôtre souveraine Dame, il ne nous reste plus qu'à supplier nôtre Redempteur, qu'il luy plaise vous conseruer, & vous donner en bonne santé tres-longue vie. Ecrit à Paris en Parlement, sous le signet d'iceluy, le douzième iour de Decembre 1560. *Et au deffous,*

Vos tres-humbles & tres-obeissans
suiets & seruiteurs, **LES GENS**
tenans le Parlement du Roy.

*Et sur la superscription: A la Roine mere
du Roy nostre souveraine Dame.*

CHARLES IX. *Ce qui fut arresté pour le gouvernement de l'Estat des affaires du Royaume, le 21. iour de Decembre 1560.*

21. Decéb.

1560.

Regence.

LE Roy par le bon & prudent avis de la Reyne sa mere, qui desire sur toutes choses, que l'Estat de son Royaume soit

soit conduit & mené en la dignité, & avec le regard & telle consideration, que requiert l'importance de l'administration d'iceluy, a assemblé le Roy de Navarre, les Princes de son sang, & autres grands & notables personages de son Priué Conseil, pour prendre conseil de la forme & maniere que les affaires, qui dorenavant, se presenteront, se devront traiter. Sur quoy par leur avis & deliberation, a ledit Seigneur Roy déclaré & ordonné ce qui s'ensuit.

Premierement il veut & entend, que d'icy en avant tous les Gouverneurs des Prouinces, & Capitaines des places & frontieres de ce Royaume, estans à la suite de la Cour, qui auront quelques affaires pour le regard de leurs charges & le fait d'armes, s'adresseront audit Sieur Roy de Navarre, pour en faire le rapport à ladite Dame Reine mere, qui en ordonnera par l'avis de son Conseil ce qui sera necessaire. Semblablement veut ledit Seigneur, que toutes les lettres & dépesches qui viendront de ses Lieutenans Generaux & Capitaines des Places, soient adressées à ladite Dame Reine sa mere, qui les verra premierement, & après les enuoyera audit Sieur Roy de Navarre, qui les ayant veües aussi en parlera à ladite Dame: laquelle avec son avis, & celuy des autres Princes & Seigneurs du Conseil, prendra resolution de ce qui se deura faire. Et afin que toutes choses soient hors de dispute, & qu'elles soient maniées & administrées avec plus de commodité, veut & entend sa Maiesté, que chacun des Messieurs les Conestable, Grand Maistre, Mareschaux & Admiral de France, fassent & decernent leurs offices dorenavant avec le pouuoir, autorité & puissance, qui leur est attribuée par l'erection & institution d'iceux. Aussi que toutes choses concernans la Iustice, les Finances & la Police de ce Royaume, seront traitées & expediées audit Conseil Priué, ladite Dame y assistant quand bon luy semblera; sinon luy en sera fait rapport; & suivant la deliberation du Conseil, en seront faites les dépesches par le Secretaire d'Etat & seellées par Monsieur le Chancelier, & non autrement. Et avant que le Roy signe aucunes lettres de sa main, elles seront veües & entendues par ladite Dame au Conseil des

affaires du matin. Veut aussi ledit Seigneur, que le Contrôleur des Postes mette dorenavant tous les paquets qu'il receura entre les mains des Secretaires d'Estat, chacun en sa charge; lesquels sans aucunement les ouvrir, les presenteront tout fermez incontinent à ladite Dame Reine mere, qui les verra à part, puis les fera lire en pleine compagnie du Conseil des affaires, où se prendra la resolution de la réponse qui devra estre faite par le Roy, accompagnée d'une lettre de ladite Dame sa mere. Pource que des choses que sa Maiesté a plus à cœur, & en desire plus grâtier ses sujets, c'est la Justice, a ordonné, que le Mardy & Vendredy de chacune semaine sera tenu Conseil pour les parties, où toutes requestes seront ouyes, & pourveu aux supplians en toute, bonne & briefue expedition de justice & equité. Et le Jeudy s'assemblera le Conseil, où se traitera le fait des finances, & autres choses concernans les affaires d'Estat du Royaume; & n'y entreront outre les Secretaires d'Estat, que les Superintendans, & les deux Secretaires ordonnez pour le fait des finances, & Tresorier de l'Espargne, & des Parties Casuelles, non autres.

CHAR-
LES IX.

1560.

Regence de
femme.

Extrait du Testament de Monsieur le Chancelier de l'Hospital, fait à Bellebat le 13. Mars 1573. où il est parlé de la Regence de la Reine Mere Catherine sous le Roy Charles IX.

NON ita multò post præfectus sum publicis totius Regni rationibus, & morte Henrici Regis in augustum Regni Consilium allectus; deinde comes datus Margarita Henrici Regis sorori Domina mee, cum illa deduceretur Philiberti viri sui domum. Ibi dum fungor officio, asiduoque illustrissima Domina gravissimè agrotanti, nuntius venit à Rege Francisco certissimus, qui me evocabat ad Cancellariatum (ea est prima & sola regia dignitas) morte illustrissimi viri Francisci Olivarj vacantem. Veni in aulam plenam tumultuum & turbarum statim post Ambrosianum tumultum, qui non tam per se fuit periculosus & capitalis, quam propter motum

partium, qui postea consecutus est. Res mihi fuit cum audacissimis potentissimisque hominibus, quibus omnia per vim gerere magis quàm consilio & ratione placebas; cui res testimonium Regina prabere potest, non solum in ordinem redacta, sed etiam ab omni propè Regni administratione deiecta: qua de re cum sapius apud me quereretur, ego nihil asferre poteram, quàm ut eam admonerem maiestatis potentiaque sua, quàm si magno animo moderatòque uti vellet, facile, quæ ipsius maiestas erat, aliorum hominum ambitiosam libidinem debilitari opprimique posse. Morte Francisci Regis natu maximi Regnum ad Carolum Regem venit; ita partes eorum, qui Francisco Rege plurimum poterant, debilitata; & Regina matris aucta est potentia; invidia tamen nihilominus imminuta est. Nam Rex Nauarrus falsis persuasus opinionibus omnem ad se potentiam & dominationem traherat, Tutoris usurpans nomen Regis pueri. Ex Gallorum legibus Regina contra se tuebatur, iisdem legibus moribusque, exemplis præterea, quæ in similibus causis locum & auctoritatem habuerunt. Ea controuersia quum ad tres Regni Ordines delata esset, illi vel æquitate ducti, quid enim æquius quàm filij tutelam matri committi? vel assiduo nostro ambitu tutelam Regj corporis & bonorum matri detulerunt; Regem Nauarrum adiutorem & Consiliarium matri dederunt. Videbamur hac ratione Principum animos conciliasse, & quietem & otium stabiliisse toto regno. Sed quæ factio rebus præfuerat Francisco Rege, ferre non poterat alienam dominationem. Itaque & Nauarrum, & alios aule procures, qui suam potestatem imminutam querebantur vnius matris auctoritate, incitabant ad arma capienda prætextu pietatis & religionis. Hac quo modo texta, tractata, & quem habuerint exitum, non est huius loci aut instituti: tantum illud affirmare possum, cum quater arma capta sint, quater aut quinquies pugnatum, me semper pacificatoris personam suscepisse; existimantem nihil esse perniciosius patriæ quàm civile bellum, nihil utilius quàm pacem quantumvis iniquam, &c.

LE Roy Charles I X. après la prise du Haure de Grace sur les Anglois, qui arriva le 27. Iuillet 1563. prit resolution par avis de son Conseil, ayant atteint l'âge de quatorze ans, de faire publier la Declaration de sa Maiorité au Parlement de Rouën: Il écrivit pour cet effet aux Conseillers & Escheuins de ladite ville, le 4. du mois d'Aoust, pour leur faire entendre sa volonté; & comme le Iendy ensuiuant, qui estoit

le 12. du mesme mois, il feroit son entrée dans la ville, & le 17. y tiendroir son liét de Iustice. Ce qui fut ainsi executé. Le Parlement de Paris témoigna quelque mécontentement, de ce que le Roy auoit fait cette action en vn autre Parlement que celui de Paris; ce qui se verra plus au long dans les pieces suiuiantes.

Actes de Maiorité du Roy Charles IX. tenant son liét de Iustice en sa Cour de Parlement de Rouën; & autres choses par luy faites & ordonnées en cette action, le 17. Aoust 1563.

EXTRAIT DE L'HISTOIRE DE NORMANDIE,
imprimée à Rouën 1581. chez Megissier.

Les propos tenus par le Roy seant en son liét de Iustice en sa Cour de Parlement de Rouën: Actes de Maiorité, & autres choses lors par luy faites & ordonnées.

LE Mardy dix-septième iour d'Aoust l'an 1563. la Cour s'est assemblée en la grand' Chambre du Plaidoyé, après auoir esté auertie que le Roy viendroir ce iour d'huy tenir son liét de Iustice en icelle: & s'est preparée pour attendre ledit Seigneur, & le receuoir ainsi qu'il est accoustumé en tels actes. A ces fins les Presidens, Conseillers, Gens du Roy, Greffiers & Notaires se sont vestus de leurs robes rouges, les Presidens ayans leurs manteaux & mortiers, & les Conseillers, Gens du Roy, Greffiers & Notaires leurs chaperons rouges fourrez. Et estant la Compagnie auertie entre huit & neuf heures, que Messire Michel del'Hospital Cheualier Chancelier de France, arriuoit en la Cour du Palais, ont esté enuoyez au deuant de luy iusques à la porte de la salle des Procureurs, au haut des degrez du Palais, quatre des plus anciens Conseillers de la grand' Chambre; & deux des plus anciens de la Chambre des Enquestes: lequel Sieur Chancelier entra audit Parlement vestu d'une grande robe de velours noir avec la cornette, accompagné des dessusdits, & de Maistre Iean de Montluc Euesque de Valence, & Sebastien de Laubespine Euesque de Limoges, Jacques du Faur Ab-

bé de la Caze-Dieu, Conseillers au Priué Conseil du Roy: Michel du Faur President au Parlement de Tholose, Nicolas le Comte Sieur de Hacqueuille, & Regnault de Beaune Abbé de la Cour-Dieu, Maistres des Requestes ordinaires de l'Hostel: Louys du Faur Conseiller au Parlement de Paris, Gabriel du Bourg Conseiller au Parlement de Tholose, Iesé de Baucquemare, & Pierre du Faur Sieur de saint Iory Conseillers au Grand Conseil, qui tous ont prins place chacun selon son ordre, comme il est accoustumé. Tost après est venu le President Birague Conseiller au Priué Conseil, qui s'est assis auprès desdits Euesques de Valence & de Limoges, sur l'une des formes tapissées, estans au parmy du parquet de la Chambre du Parlement. Et après auoir attendu par quelque espace de temps la venue du Roy, & que sur les dix heures & demie il est arriué en la Cour du Palais, ont esté enuoyez au deuant de sa Maiesté iusques au bas des degrez par lesquels on monte en la salle des Procureurs, l'un des Presidents, quatre des plus anciens Conseillers de la grand' Chambre, & deux des plus anciens de la Chambre des Enquestes; & iusques à l'autre porte d'entre la salle des Procureurs, & le parquet des Huissiers, six des autres plus anciens Conseillers pour luy faire la reuerence & reception au nom de la Compagnie. Ledit Seigneur arriué accompagné de la Royne sa mere, de Monseigneur le Duc d'Orleans son frere, de Messieurs les Princes de Nauarre, Cardinal de Bourbon, Prince de Condé, Duc de Montpensier, Comte Dauphin, Prince de la Roche-sur-Yon, Cardinal de Châtillon, Cardinal de Guise, Duc de Longueuille, Duc de Montmorency Connestable de France, Sieurs de Brissac, de Montmorency, de Bourdillon Mareschaux, de Boisi Grand Escuyer de France. Ledit Seigneur assis en son siege Royal, la Royne à costé dextre sur vn tapis de velours, Monseigneur le Duc d'Orleans, Messieurs les Princes de Nauarre, Cardinal de Bourbon, Prince de Condé, Duc de Montpensier, Comte Dauphin, Prince de la Roche-sur-Yon, Duc de Longueuille, Connestable, Sieurs de Brissac, de Montmorency, de Bourdillon Mareschaux, & de Boisi Grand Escuyer

de France assis du mesme costé dextre : & au costé fenestre les Cardinaux de Chastillon & de Guise. Monsieur le Chancelier assis en vne chaire tapissée, au dessus des Presidens de la Cour; l'Huissier de la Chambre du Roy estant au pied du degré par lequel on monte aux hauts sieges : & le premier Huissier de la Cour vestu de sa robe rouge, ayant son long chaperon noir, & son bonnet fourré, estoit à l'entrée du parquét de la Chambre du Parlement; à laquelle entrée du parquét estoit le Sieur de la Ferté Capitaine des Gardes, & aucuns Archers. Les Sieurs de Gonnor, de Lanillac, & de Chaulne Cheualiers de l'Ordre, & Conseillers au Priué Conseil, se sont assis sur l'une des formes de tapisserie, pareille à celle où estoient assis les autres Conseillers dudit Priué Conseil de robe longue. Les portes estant encore clausées, le Roy ainsi seant en son lit de Justice a parlé comme s'ensuit :

PVIS qu'il a pleu à Dieu, après tant de trauaux & maux que mon Royaume a eu, me faire la grace de l'auoir pacifié, & en chasser les Anglois, qui detenoient iniustement le Haure de Grace : i'ay voulu venir en cette ville pour remercier mon Dieu, qui n'a iamais delaisié ny moy ny mon Royaume; & aussi pour vous faire entendre, qu'ayant atteint l'âge de maiorité, comme i'ay à present, que ie ne veux plus endurer, que l'on vse en mon endroit de la desobeyssance que l'on m'a iusques icy portée, depuis que ces troubles sont encommencez. Et que ayant fait l'Edit de la paix, iusques à ce que par le Concile general ou national soit faite vne si bonne & sainte reformation, que ie puisse voir par là tous mes suiets reünis en la crainte de Dieu, ou qu'autrement par moy en soit ordonné, que tous ceux qui le voudroient rompre ou y contreuenir, soient chastiez comme rebelles, & desobeyssans à mes commandemens. Et entend que par tout mon Royaume il soit obserué & gardé, & qu'il n'y ait plus nul de quelque qualité qu'il soit, qui ait armes, & que tous les posent : soient villes ou du plat pays : & aussi ne veux plus que nul de mes suiets (fussent mes freres) ayent nulle intelligence, ne qu'ils enuoyent sans mon congé en pays é-

etranger, ny à nuls Princes, soient amis ou ennemis, sans mon sceu, ny que l'on puisse faire cueillete, ny leuer argent en mon Royaume sans mon exprés commandement.

Et afin que nul n'ait cause d'ignorance, i'entends en faire publier l'Edict en ma presence, que ie veux estre passé par toutes mes autres Cours de Parlement, afin que tous ceux & celles qui y contreuindront, soient chastiez comme rebelles & crimineux de leze Maiesté. A quoy ie veux que teniez tous (qui estes icy presens) la main selon vos charges & offices que tenez m'y faire obeyr. Et aussi que vous qui tenez ma Iustice en ce lieu, la fassiez telle à mes suiets, que ma conscience en soit déchargée deuant Dieu, & qu'ils puissent viure tous sous mon obeysance en paix, repos & seureté. Et ce faisant le reconnoistray, comme doit vn bon Roy vers ses bons suiets & seruiteurs.

Après a esté par Monsieur le Chancelier parlé à peu près ainsi qu'il s'ensuit:

MESSEIEURS, Vn ancien Poëte Grec voulant montrer la varieté & inconstance des choses humaines, disoit qu'un iour ou iournée nous estoit comme mairastre, autre comme mere. Ce que nous voyons pour la pluspart auenir, vn iour l'homme est sain, l'autre iour malade: vn iour riche, l'autre pauvre: vn iour honoré, l'autre deshonoré: vn iour content, l'autre malcontent. Cela auient non seulement aux hommes priuez, & aux maisons priuées, mais aussi aux Roÿaumes, pays, villes & prouinces. Je le dis à propos de ce que l'on a veu puis vn an en deux iours deux entrées du Roy nostre souuerain Seigneur en cette ville de Rouën fort différentes: desquelles iournées l'une pouuons appeller mairastre, l'autre mere. Mairastre fut la premiere pleine de douleurs & tristesses, & de tous les maux qui auiennent es villes prinſes de guerre, combien que ce fust au grand regret dudit Seigneur, ainsi que chacun sçait. Vous sçauiez la peine qu'il & la Roine sa mere prindrent pour y obuier, les pardons & abolitions qu'il octroya generallyment à tous les habitans.

Je n'en parleray plus auant, de peur de rafraischir la memoire des choses que sa Maiesté veut estre oubliées & abolies. L'autre journée qui est commemere, est celle en laquelle le Roy a fait son entrée en cette ville après la prinse du Haure de Grace, & retour de son heureux voyage, qui est plein de ioye & de consolation; vous venant visiter & se réiouyr avec vous, comme ceux qui sur tous autres ont plus de cause de se réiouyr de cette heureuse victoire, d'autant que vostre ville, qui est la Metropolitaine & Capitale du pays de Normandie, en receura plus de fruit que toutes autres. Par cette victoire, la coste de la mer de ce pays, qui estoit tant trauaillée par les Anglois, est assurée: la riuie-re de Seine passant par les deux principales villes de son Royaume, Paris & Rouën, apportant infinis biens & richesses. Vous deuez donc esperer de cette venuë du Roy toute richesse & abondance de biens.

Le Roy comme Prince tres-Chrestien reconnoist que Dieu luy a oütroyé de sa grace cette si heureuse victoire, & que sa ville du Haure de Grace ne se pouuoit reprendre par forces humaines, & que le conseil, l'entreprinse, la prinse & execution sont de Dieu, seulement luy Roy est ministre. Peu de gens estoient qui bien osassent esperer de l'issuë, tant estoit forte la ville d'assiete & de murailles, pleine de munitions & de gens de guerre qui estoient dedans, la fleur & élite d'Angleterre, & la saison qui pressoit. Toutes ces choses nous mettoient hors d'esperance: toutefois il semble que Dieu inspira la Roine sa mere à faire poursuiure cette entreprinse. Les hommes pensent quelquefois que les Rois entreprennent beaucoup de choses sans raison, & contre l'opinion des autres; mais ils ne l'entendent pas. Non sans cause les anciens appelloient les Rois enfans de Dieu, parce que la pluspart de leurs œuvres procedent de Dieu, ainsi qu'est auenu en cet œuvre. Dieu a trauaillé l'ennemy tant de ses armes que de celles des hommes: les armes de Dieu sont la peste & maladies, que l'Escripture appelle les sagettes & traits de Dieu. Les Seigneurs qui ont eu la charge de cette entreprinse, s'y sont monstrez (comme tousiours) vaillans.

le ne parleray point dauantage d'eux en leur presence. La prinse fut si à propos, que le lendemain d'icelle arriua secours à l'ennemy. Encore que ce fait soit plein d'honneur & de gloire, si ne veut le Roy se flatter iusques là, que de croire que Dieu luy ait donné cette victoire en sa faueur seulement, & pour ses merites; mais plustost pour punir le pariure des ennemis & aduersaires de cette Couronne, & pour monstrier que nul (tant long soit) laps de temps puisse confirmer vne iniuste & violente possession. Je le dis pour la ville de Calais, que nous auons par mesme moyen prinse & acquise avec le Haure de Grace, & vuidé deux querelles qui estoient entre nous & les Anglois. La plus ancienne querelle estoit pour le Duché de Normandie, où il y auoit peu de raison pour les Anglois. Vous sçaez, Messieurs, par l'Histoire, que le Duché de Normandie est de tout temps de la Couronne de France, suiet & vassal de cette Couronne: Que le Roy Charles le Simple le bailla à Raoul ou Rollo, qui fut le premier Duc de Normandie, estranger venu du pays de North l'an neuf cens & douze (il y a six cens cinquante & vn an) à la charge de le tenir de la Couronne de France. Et pource que la Couronne d'Angleterre vint à Guillaume le Bastard Duc de Normandie, les Anglois y ont voulu pretendre droit; & ayans forfait contre le Roy de France leur Seigneur, ce Duché de Normandie fut reprints par Philippes Auguste Roy, en l'an mil deux cens & quatre, lequel & ses successeurs en ont tousiours iouy. Le Roy S. Louys depuis fit vn traité avec les Anglois, par lequel ils quitterent & se départirent du droit qu'ils pretendoient audit Duché. Ainsi nous auons continué nostre possession dudit Duché iusques en l'an 1415. que après la bataille d'Agincourt le Roy d'Angleterre l'occupa, & posséda iusques en l'an mil quatre cens quarante-neuf, cinquante, & cinquante & vn, que le Roy Charles septième dechassa lesdits Anglois, tant du pays de Normandie qu'autres Prouinces de son Royaume, qui fut la fin de cette querelle. Et depuis ils n'ont attenté en ce pays, iusques à cette dernière occupation du Haure: lequel toutefois ils disoient detenir

sous pretexte seulement de gage ou hypotheque, & iusques à ce que Calais leur fust rendu.

Messieurs, quant à Calais, vous sçavez combien elle nous importe, & quels droits nous auons en icelle. Ce n'estoit pas grand chose au commencement, & dépendoit ledit Calais du Comté de Boulogne. Et se trouue que le Roy saint Louys, duquel le regne est presque conforme à celuy de present, estant venu ieune âgé de quatorze ans à la Couronne, ayant vne bonne mere & vertueuse Princeſſe, fut agité de beaucoup de guerres domestiques par les Princes de son temps, desquels Philippes son oncle ou cousin Comte de Boulongne estoit le Chef. Iceluy Philippes fit fermer Calais de murailles, qui estoit auparauant ouuert. Depuis ledit temps nos Rois ont tousiours iouy dudit Calais, iusques à la journée de Cressy mil trois cens quarante-sept ou quarante-huit, que le Roy Edoüard d'Angleterre second de ce nom l'assiéga & print; & l'ont tenu les Anglois iusques à ce que le Roy Henry, de bonne memoire, pere de nostre Roy le conquesta. Ledit Seigneur auant mourir contraint par accident & inconuenient de guerre, fit vn traité avec les Anglois, par lequel nous deuions leur laisser Calais dedans huit ans, à condition que si l'un ou l'autre des Rois mouuoit la guerre dedans ledit temps, celuy qui commenceroit perdrait tout le droit qu'il y pretendoit; & nous outre la perte de nostre droit, payerions à l'Anglois cinq cens mil escus. Mais Dieu qui a regardé ce Royaume en pitié, & au mauuais droit des Anglois, que nul laps de temps peut confirmer, a permis que lesdits Anglois ont les premiers contreuenü au traité, encore qu'ils l'eussent baſty à chaux & à sable, & à leur auantage. Ainsi la Roine d'Angleterre ayant contreuenü à ce traité, est décheüe de son droit. L'ay bien voulu dire cecy, combien qu'il soit conneu à toutes gens, pour monſtrer que la Roine d'Angleterre n'a pas seulement perdu le Haure de Grace, mais aussi le droit qu'elle pretendoit à Calais.

Or Messieurs, ie viens à ce que le Roy vous a proposé, & declaration qu'il a presentement faite de sa Maiorité. Vous

avez entendu de luy la forme qu'il veut establir en son regne, & comme il a deliberé de viure & regner par cy-après : la plus belle forme & la plus digne qu'un Prince Chrestien sçauoir choisir. Ieparleray de cette Maiorité du Roy, qui est chose inconnue à beaucoup de gens, mais vraye comme la verité. Nos predecesseurs & maieurs ne sont moins à louer de leur prudence à faire loix & ordonnances, que de leur vaillance au fait de la guerre, dont sont pleines les Histoires. Laissons les loix communes & ordinaires qui sont de la Iustice & police du Royaume, pour prendre les deux plus grandes & plus utiles que l'on sçauoit penser : l'une regardant la creation du Roy, l'autre l'administration du Royaume. Ils ont voulu pouruoir aux inconueniens qui pouuoient auenir durant le temps & espace qui est entre la mort d'un Roy, & la creation du successeur. Tels inconueniens s'apperçoient es lieux où il y a interregne. Regardez les maux qui auiennent à Rome entre le decés d'un Pape, & le couronnement de l'autre, tout y est en proye : il n'y a loy ne magistrat qui y puisse pouruoir. Regardez à l'Empire, & au temps qui est entre le decés de l'Empereur & creation du successeur. Pour à quoy obuier, nosdits maieurs ont donné par loy perpetuelle, que iamais le Royaume n'est vacant, ains y a continuation de Roy à Roy, & que si tost que le Roy a l'œil clos, aussi tost nous ayons Roy, nous ayons seigneur & maistre, sans attendre couronnement, onction, ne sacre, sans attendre toutes autres solennitez. Les Romains auoient cette coustume, que iusques à ce qu'ils eussent créé un Roy, ou du temps de la Republique autre nouuel Magistrat, ils creioient des Interrois, pour cependant commander. Il n'est rien pire que l'Anarchie. Si vous n'avez un Roy, les loix de soy-mesmes ne sçauoient commander : voilà la prudence de nos maieurs. L'autre loy est celle qui est faite pour l'administration du Royaume, que nous appellons Loy de la Maiorité, dont le Roy vous a parlé. Messieurs, il n'y a dignité ne magistrat, soit Ecclesiastique ou seculier, pour auquel paruenir ne soit prefix certain âge & temps. Toutes personnes ne sont capables & receues à estre Euesques, Diacres, Iuges & Magistrats, si elles n'ont

atteint l'âge requis & legitime : le semblable est aux tutelles, faction de testament, administration des biens. La loy qui fait nostre Roy maieur à quatorze ans , est singuliere, & non commune aux autres Royaumes & Empires , par laquelle l'administration du Royaume est donnée au Roy à l'âge de quatorze ans : non qu'elle fasse preiudice à la loy de nature : car les loix des hommes ne peuuent changer ne muer les loix de nature : ne que telle loy puisse faire sage auant le temps celuy qui estre ne le peut, pour n'auoir l'experience des choses : Mais elle a voulu obuier aux inconueniens qui auenoient aux autres Royaumes , & eussent pû auenir en certuy. Et pour n'aller chercher les exemples anciens, ie parleray des plus recens. L'histoire est assez notoire, comme Louys, dit le Maure , en vfa à l'endroit de ses neueux Ducs de Milan, & le Roy Richard d'Angleterre vers les siens. Il y eut aussi de grandes querelles en France après le decés du Roy Charles le Bel, ayant delaisié la Roynie enceinte, à raison que Edoüard Roy d'Angleterre voulut estre tuteur de l'enfant qui estoit au ventre : Philippes qui depuis fut Roy. Au contraire, du temps du Roy Charles sixième, après qu'il fut tombé en debilité d'esprit, auindrent autres grands inconueniens en ce Royaume pour l'administration d'iceluy. Pour éuiter à tels inconueniens, & oster les regences & gouuernemens, la loy voulu que le Roy soit fait maieur à quatorze ans.

Il y a autre loy faite du temps du Roy Charles sixième, publiée en Parlement à Paris, le lendemain de Noël par le Roy, les Princes & autres Seigneurs du Conseil presens, qui porte que quelque âge que le Roy ait, fust bien d'un an seulement, toutes choses se feront en son nom : ne luy donne toutefois l'administration. Mais celle dont est parlé dessus, qui est du Roy Charles le Quint, dit le Sage, donne l'administration à l'âge de quatorze. Sage fut-il vraiment ; & quand iamaïs n'eust fait autre chose, meritoit bien tel nom. Nostre Roy a bien atteint cet âge & non accomply : mais ceux qui ont veu les liures, sçauent que les loix veulent qu'en honneurs l'an commencé est réputé pour entier &

accomply. Je citeray la loy qui est en nos liures, avec congé & licence: c'est la loy qui est assez vulgaire, *Ad Rempublicam de munerib. & honor.* aux Pandeſtes, qui decide, qu'il suffit d'auoir atteint, & non pas accompli le dernier an de l'âge. Puis doncques qu'il a pleu à Dieu que nostre Roy soit paruenü à son âge de maiorité, nous deuons nous réiour à ce, comme nouveau commencement ou renouvellement de regne plus ioyeux & plus agreable que nul des autres. Le iour de l'aucnement à la Couronne a quelque chose de triste soudain après le decés du precedent Roy, recent & de fresche memoire. Aussi a le iour de l'enterrement, après lequel les Heraux crient, Le Roy est mort, & incontinent, Viue le Roy; maistel cry est meslé avec tristesse. Le iour du Sacre il y a plus de religion & ceremonie que de ioye: mais auourd'huy que nostre Roy est maieur il n'y a rien de triste, ains tout y est plein de ioye; mesmes étant suruenües les prinſes du Haure de Grace, & de Calais, dont Dieu a voulu fauoriser le premier an de sa maiorité: il nous conuient donc l'honorer, & luy porter obeïſſance, non seulement de bouche, mais aussi de cœur. Il est maieur, mais ie ne craindray point à dire en la presence de sa Maiesté (car il le nous a ainsi dit) qu'il vouloit estre reputé maieur en tout & par tout, & à l'endroit de tous, fors & excepté vers la Roine sa mere, à laquelle il reseruoit la puissance de commander. Dieu par sa grace luy doit bien regner sous le bon conseil de la Roine sa mere, & par celuy des Princes & Seigneurs. Le Roy maieur a voulu faire son entrée en cette ville, bailler & prescrire en peu de paroles la loy & forme qu'il entend tenir durant son regne, comme faisoient les anciens Preteurs par leurs Edicts au commencement de leurs magistrats; ne voulant faire loy à son profit: mais comme le bon Pasteur faire tout au profit de son troupeau. Desires ses Edicts & Ordonnances estre obseruez & gardez, mesme l'Edict de la pacification des troubles, qu'il n'a luy seul composé, ains par le conseil, auis & deliberation de la Roine sa mere, & des Princes & Seigneurs de son Conseil. C'est la paix que nostre Seigneur Iesus-Christ nous a re-

commandé garder. Veut le Roy que toutes armes soient posées par tout son Royaume, tant és villes que plat pays, mesmement par ceux auxquels il n'appartient les porter. Puisqu'il nous fait cet honneur d'estre nostre pacificateur, & qu'il commande la paix, c'est raison de luy obeir. Il vous dit aussi qu'il ne veut ny entend, ains defend que nul n'ait à pratiquer, negocier ne communiquer avec les estrangers, soit amis ou ennemis, sans son sceu ou commandement. Cette Ordonnance est fort bonne, & la faut bien garder, & obeir à nostre Roy, sans que aucun de nous se fasse ou pourchasse amitié ou inimitié priuées & particulieres enuers les étrangers, sans le sceu de son Prince. Il n'est loisible auoir inimitié ou amitié avec les estrangers, si n'est publique, si n'est celle du Roy.

Al'exemple de ce grand Capitaine des Romains Scipion, duquel le fils fut prins par le Roy Antioche en la guerre que les Romains auoient contre luy. Iceluy Roy enuoya offrir à Scipion luy rendre son fils avec grands & riches presens, pensant par cet offre gagner Scipion, & faire par son moyen que les Romains delaisassent l'entreprise d'Asie. Ce sage Capitaine fit réponse, que si Antioche luy rendoit son fils, il mettroit peine de reconnoistre ce bienfait par autre semblable recompense priuée: mais qu'il ne pouoit mesler le public avec les choses priuées. Parquoy il est necessaire que nos affections priuées soient conformes à celles du Roy. C'est ce que i'auois à vous dire de la part du Roy. Veut outre sa Maiesté que toutes simuletez & inimitiez cessent, admonestant ses Officiers tant de ses Cours souueraines, que Bailiffs, Seneschaux & autres, d'administrer sa Iustice comme il appartient en toute equité, sans affection & passion, pour la décharge de sa conscience.

Messieurs, vous voyez les maux que ce pauvre peuple a soufferts durant ces diuisions. Lors il ne pensoit sinon à se piller, & tuer les vns les autres, à soustenir sa part & faction, détruire la contraire, oubliant la charité enuers son prochain. A cette heure qu'il a senty les verges de Dieu, sera plus prompt à se reconcilier à luy, & à son prochain, & mieux

disposé que auparavant. A l'exemple de ceux qui ont esté malades , & après la purgation des mauuaises humeurs deuiennent plus soigneux de leur santé , & plus sains. Vostre ville a esté par cy-deuant pleine de luxe, plaisirs & voluptez, comme auient à villes riches & marchandes. Peut-estre que le malheur & pillage qu'auiez souffert, est auenu pour vostre profit, & pour vous oster les empêchemens qui vous retiroient de la souuenance de Dieu, vous empêchoient le reconnoître. Il est à croire que c'est vn chastiment paternel, & que cette nécessité & pauureté vous rendra capables de la connoissance de Dieu. Il nous a visitez, retournons à luy: il nous aidera, & donnera secours en nos aduersitez. La ville bien réglée & reformée est plus heureuse, que celles qui ont abondance de tous biens & plaisirs.

Ie reuiens à vous qui tenez la Iustice du Roy, dont moy indigne suis le Chef: il me déplaist beaucoup du desordre qui est en la Iustice. L'on dit bien qu'il est besoin de reformer l'Eglise, mais la Iustice a aussi grand besoin de reformation que l'Eglise. Messieurs, ie ne vous parleray de preceptes qui enseignent la maniere de bien iuger; car vous en auez les liures pleins: vous admonesteray seulement comment vous deuez composer, & compotter en vos iugemens, sans blasme, tenant la droite voye, sans decliner à dextre ny à senestre. Vous iurez à vos receptions garder les Ordonnances, & entrez en vos charges par serment, iurez & promettez les garder & faire garder: les gardez vous bien? La pluspart d'icelles est mal gardée, & en faites comme de cirer, & ainsi qu'il vous plaist. Il y a pis; car vous dites estre par dessus les Ordonnances, & n'estre obligez par icelles, si n'est entant qu'il vous plaist. Messieurs, faites que l'Ordonnance soit par dessus vous. Vous dites estre Souuerains; l'Ordonnance est le commandement du Roy; & vous n'estes pas par dessus le Roy. Il n'y a nuls, soient Princes ou autres, qui ne soient tenus garder les Ordonnances du Roy. Donques le serment que vous faites d'icelles garder, en vain. Lysias ancien Orateur disoit, que tout ainsi qu'en la lyre ou luth les cordes répondent à la main: au sem-

blable, faut que la volonté des Iuges s'accorde avec l'intention du Législateur : Le Roy fait vne Ordonnance : vous l'interpretez, vous la corrompez, vous allez au contraire, ce n'est pas à vous. Les Iuges qui ne se veulent conformer au Législateur, sont comme les vogueurs qui tirent au contraire du gouverneur, & partant font pericliter le navire, ou comme le pere de famille qui n'est obey des siens en sa maison. Si vous trouvez en pratiquant l'Ordonnance, qu'elle soit dure, difficile, mal propre, & incommode pour le pais où vous estes Iuges, vous la devez pourtant garder, iusques à ce que le Prince la corrige, n'ayans pouuoir de la muër, changer ou corrompre, mais seulement vser de remonstrance. Au demourant, Messieurs, prenez garde quand vous viendrez en iugement de n'y apporter point d'inimitié, ne de faueur, ne de preiudice. Je voy beaucoup de Iuges qui s'ingerent, & veulent estre du iugement des causes de ceux, à qui ils sont amis ou ennemis. Je voy chacun iour des hommes passionnez, ennemis ou amis des personnes, des sectes & factions, & iugent pour ou contre, sans considerer l'equité de la cause. Vous estes Iuges du pré ou du champ, non de la vie, non des mœurs, non de la Religion. Vous pensez bien faire d'adiuger la cause à celuy que vous estimez plus homme de bien, ou meilleur Chrestien, comme s'il estoit question entre les parties, lequel d'entre eux est le meilleur Poëte, Orateur, Peintre, Artisan, & enfin de l'art, doctrine, force, vaillance, ou autre quelconque suffisance, non de la chose qui est amenée en iugement. Si ne vous sentez assez forts & iustes pour commander vos passions, & aimer vos ennemis selon que Dieu commande, abstenez vous de l'office de Iuge : il y en a de grandes plaintes, & est le Roy en voye de vous oster la connoissance de beaucoup de causes, à son regret, craignant par ce moyen confondre l'ordre ancien des Sieges & Iurisdicions. Il est aucuns Iuges qui craignent la reputation & opinion du peuple, disans, Si ie iuge autrement que au desir du peuple, que dira le peuple : il est écrit en Exode : *In iudicio non sequeris turbam, neque plurimum sententia acquiesces, ut à vero deuias.*

Inui-

Invidiam placare parat virtute relictâ,
dit le Poëte, Regardez la verité, & ce qu'il appartient, & ce
que Dieu veut & le Roy, & ne craignez point le peuple.
Faites comme celuy, de quidit le Poëte,

Non ponchat enim rumores ante salutem.

Je viens aux dons & presens, M^{rs}. Vous sçavez que la iustice, si faire se pouuoit, deuroit estre gratuite. C'est vne vierge pure & chaste, non pas seulement de corps, mais de mains, & de toutes autres parties. Anciennement en France, les Iuges ne prenoient rien des parties pour faire iustice, si ce n'est ce qu'on appelloit espices, qui sont depuis conuerties par vne vilaine metamorphose, en or & argent, & par conuience ou dissimulation permises, modérément toutefois. A present en beaucoup de lieux elles sont doublées & triplées, & tellement que le Iuge ne fait plus rien sans argent. Vous ne pouuez retenir le nom des Senateurs, de preud'hommes & bons Iuges, avec la conuoiise de vil gain. Certes celuy qui tasche à s'enrichir par tels moyens, de riche de biens, deuendra pauvre d'honneur. La marchandise est chere que l'on achete avec perte de loz & gloire. L'aimerois mieux la pauvreté du President la Vacquerie, que la richesse du Chancellor, à qui son maistre fut contraint dire, C'est trop, Rollin. Les bonnes gens se plaignent aussi de la longueur & multiplication des procès. Ce n'est pas la louange d'un Iuge que de vuidier beaucoup de procès, --- *vir bonus est quis?*

Quo multa magnæque secantur iudice lites.

Le vray loz du Iuge, est de diminuer & esteindre, & garder qu'il n'y ait nul procès, si faire se peut; tout ainsi que les loix sont meilleures, qui empeschent que les crimes n'auient, que celles qui les punissent. L'aimerois mieux le Medecin qui empêcheroit que la maladie ne vinst, que celuy qui la gariroit. Ainsi est-il des Iuges qui cherchent la louange de vuidier beaucoup de procès: mais en maniere, que de leurs iugemens sourdent plus grand nombre de débats que deuant: tellement que comme l'on dit, *Litem ex lite ferunt*. Vous donnez des Arrests, qui engendrent des procès plus grands qu'ils n'estoient auparauant, tant s'en faut qu'ils y mettent

fin. Regardez au temps passé, qu'il estoit autant de gens comme de present, icy n'auoit qu'un échiquier qui n'estoit seant que trois semaines, ou vn mois, & dépéchoit en si peu de temps tous les procès : à present vous estes tout l'an trois chambres ordinaires tousiours assis, & neantmoins les procès ne diminuent point. C'est à dire que chacun veut viure de son mestier, & iceluy faire durer & valoir. Vous ferez bien d'y donner ordre.

Vous vous plaignez des reuelations des secrets de la Cour faites au Roy, que tels personnages sont meschans & parius. Je ne pense point les reuelateurs des opinions gens de bien, s'ils les reuelent par ambition, & pour gagner la grace des Rois & Seigneurs; mais qui feroit les choses bonnes & de bonne sorte, ne craindroit point qu'elles fussent veuës & conneuës, voire comme faites en vn theatre, & feroit peu de compte des reuelateurs: L'œil de iustice voit tout, le Roy voit tout, & le temps découure tout. Ne faites rien que ce que vous voudrez estre sceu. Vn Romain voulant acheter vne maison, on luy dit qu'il y auoit plusieurs veuës dessus; à quoy il répondit qu'il l'en aimoit mieux, parce qu'il ne faisoit rien qu'il ne voulüst bien que l'on veist. Les reuelateurs des iugemens de la Cour sont punissables: mais ceux qui par bon zèle & affection reuelent les contrauentions qui se font aux Ordonnances du Roy, ne sont tels, & ne sont à blâmer. Vous estes tenus, mesme vous Presidens, remonstrer les choses qui se font contre les Ordonnances, & enauertir le Roy. Au temps passé il y auoit des Commissaires du Roy, & mesme les Conseillers du Grand Conseil, qu'on dit à present Priuë Conseil, qui alloient & entroient en Parlement, pour entendre comme tout y alloit, & le rapporter audit Seigneur.

L'Ordonnance vous enioint tenir les Mercuriales, & icelles rapporter au Roy; afin que ledit Seigneur soit informé de ce qui se fait en ses Cours de Parlemens contre ses Ordonnances, & les fautes qui se commettent. C'est bien au Roy à le sçauoir, puisqu'il faut qu'il en réponde deuant Dieu. Et ne luy seruira dire que ce n'est luy qui a fait la

faute, mais ceux qu'il auroit commis. Car il a deu s'enquerrir des fautes de ses Iuges & Officiers: ne trouuez point étrange ce que ie vous en dis. Car souuent sont rapportez au Roy de vos iugemens, qui semblent de prime face fort éloignez de toute droiture & equité, ausquels toutefois le Roy ne veut toucher, ne répondre les requestes des parties, que ne vous air mandé auparauant luy enuoyer les raisons sur lesquelles le iugement est fondé. Vous ne deuez pas trouuer cela étrange; car les plus grands, soient Connestable, Marschaux ou Chancelier de France, rendent chacun iour compte au Roy du fait de leurs charges: & ne trouuent mauuais d'en estre reprins & blasmez par le Roy, quand ils faillent. A sa Maiesté appartient de sçauoir comme sa Iustice est administrée, & si les Iuges y font leur deuoir: c'est trop grande arrogance, quand les Iuges maintiennent qu'ils ne peuuent errer ou faillir, qui est commun à tous hommes: & comme dit vn ancien Philosophe: la Republique est mal regie, où les Magistrats sont exempts de rendre compte de leurs iugemens & ordonnances. Vous ne deuez vous sentir greuez de rendre bon compte à vostre Roy, à vostre Maistre, de qui tenez vos honneurs & magistrats à titre de precaire, & tant qu'il luy plaira. Es autres pais les Iuges sont syndiquez après leur magistrat finy. Icy vos magistrats sont perpetuels, n'en abusez point, & ne changez cet honneur legitime en tyrannie. Et pour faire vne fin, obeïssez au Roy, à ses Ordonnances. Ce faisant vous n'auiez eu Roy qui soit plus amateur de vous, & qui micux le reconnoisse en vostre endroit; faisans le contraire il aura plus de respect aubien & salut de son peuple, qu'à la personne des mauuais Iuges.

Ce fait les Presidens, Conseillers, Gens du Roy, Greffiers, Notaires, & premier Huiſſiers'estant mis à genoux, iusques à ce que Monsieur le Chancelier leur a dit que le Roy entend qu'ils se leuent. Ce qu'ils ont fait tost après que Messire Antoine de saint Anthot Premier President a commencé à parler: qui a dit à peu près ce qui s'en suit.

SIRE, Auparavant que la nation Grecque eust connoissance des sacrées Bibles de Moyse, qui seul a décrit la verité de la creation du monde, il s'y trouua des hommes sçauans, lesquels en leurs simulées & fabuleuses meditations parvinrent à en auoir de loin, & par coniecture quelque connoissance, & en discouroient ainli: Au premier temps (disoient ils) que les Dieux estoient seuls, auant que les hommes & bestes fussent creez, ils formerent aux entrailles de la terre toutes sortes d'animaux. Et quand par le destin fatal de generation, il fut temps de les mettre en lumiere, ils enuoyerent en terre deux de leurs messagers, pour distribuer à chacun animant la force, vertu, & propriété qui luy seroit necessaire. L'un de ces messagers estoit mal sage, comme ne pouuant prendre conseil qu'après le mal auenu: l'autre estoit de bon conseil & bien preuoyant. De ces deux, le mal sage s'auança de faire seul la distribution: A d'aucuns animaux il donna force, au foible il donna legereté, il en arma d'aucuns, & pour ceux qui estoient sans armes, il inuenta autres secours: il vêtit les vns de poil, autres de peaux & de pinnes, aucuns de plume ou de laine: aux pieds il mit des solles, des ongles, des peaux dures, & parties calleuses, & autres semblables munitions & defenses contre l'intemperie de l'hyuer & de l'esté. De mesme diligence il distribua leurs alimens: car aux vns il fit paistre l'herbe de la terre, à d'autres manger les fruits ou les racines, aucuns il fit viure de proye, parce toutefois que celui qui sert de proye, craint naturellement celui qui en vit, combien qu'il ne l'eust iamais veu. Ce fait, le mal-sage connut sa faute, voyant que rien ne luy restoit, qu'il peult donner à l'homme, ny dequoy il le peult armer: car l'homme estoit demouré seul sans force, sans vertu, sans propriété: il estoit nud, sans armes, sans vestemens & sans chaussure, sans aliment conuenable, & indigent de toutes choses, tellement qu'il ne pouuoit resister aux animaux brutes, qui estoient pour lors plus excellens en toutes choses que l'homme. Car les Cerfs courroient plus legerement, les Ours & Lyons estoient plus forts; le Paon estoit plus beau,

le Renard plus caut & subtil, la Limace mieux logée, la Formy estoit plus diligente, & ainsi des autres: chacune beste trouuoit medecine propre à sa maladie & blessure: l'homme en estoit du tout ignorant. De ce suruint telle confusion, que peu à peu les hommes perissoient de diuerses façons: de maniere que leur espee se fust tost reduite à neant sans le sage & prouide messager, lequel voyant vne si grande faute, remonta incontinent au Ciel, remonstra amplement le tout à Iupiter, lequel commanda à Mercure de descendre en terre, & porter aux hommes la vertu politique qu'il leur enuoyoit: mais il luy defendit d'en départir, & distribuer également autant à l'un qu'à l'autre, luy commandant d'en faire seulement part à ceux qui seroient plus propres, illustres & de genereux esprit; comme à vous, SIRE, qui estes Roy, comme à la Roine vostre mere, comme à Messieurs les Princes, Prelats & grands Seigneurs qui vous sont à costez; comme aussi aux Gouverneurs & Magistrats des villes & Prouinces, sous la vigilance desquels tous autres doiuent viure en repos & tranquillité. Cette vertu politique n'est autre chose que la connoissance de la raison ciuile, & charge necessaire pour le conseil, gouuernement & administration, de bien instituer & conduire l'Estat, puissance & autorité d'une Republique, ou d'un grand Empire & Royaume: qui est en somme ce que nous disons se bien connoistre en matiere d'Estat. Depuis que cette vertu fust départie entre les grandes personnes, incontinent furent établis les commencemens de la société humaine par edifices de maisons, après de ruës, puis de villages, bourgs & villes; & enfin de Prouinces, Royaumes & Empires: la nauigation & les commerces par mer & par terre furent inuentez: bonnes & saintes loix bien faites & mieux gardées, par vertueux & entiers Magistrats preposez en lieux necessaires: les arts & les sciences furent excogitez: dont auint la grandeur & l'excellence de l'homme, telle que la voyons aujourd'huy subsister. Le principal point que fit la vertu politique, fut de faire trois liens, de Religion, de la Force, & de la Iustice, pour entretenir en perpetuelle vnion les Royaumes & Empires. Fut aussi de construire bon-

nes loix publiques, generales, honnestes & possibles pour contenir lesdits trois liens. Lesdites loix estoient telles, que la Religion seroit conduite par saintes élections de sages, doctes & vertueux personnages: que la force seroit gouvernée par discipline militaire en nombres entiers, avec les rigueurs & mansions necessaires, sans terreur du pouuoir du peuple: que pour administrer la Iustice, seroient appelez & choisis gens de grande probité, & integrité, bien suffisans & experimentez, éloignez de route ambition & avarice.

S I R E, pendant le temps que ces trois liens seront entiers & sans macule, & que les loix publiques qui les conseruent seront gardées, les Royaumes s'agrandiront, floriront, & consisteront, iusques à ce que celles loix viendront à estre contemnées & violées: car lors petit à petit ces trois liens, & tout ce qui en dépend, se lascheront, & ne pourront plus seruer, ny contenir personne en son office & obeissance. Eten aduient comme des balais desliez, qui ne sont plus propres à nettoyer la maison. Je ne parleray point de la Religion, parce qu'il est notoire que le saint Concile de Trente, auquel cela appartient, est assemblé pour y mettre ordre. Je ne parleray point aussi de la force, pource que vous, **S I R E**, la vous estes reseruée, & y mettez bon reglement quand il vous plaira, par l'avis des Princes & grands Seigneurs de vostre Conseil. Je diray vn mot de la Iustice, non pas pour la louer; car elle est trop louable & necessaire de foy-mesme: mais on a veu il ya long temps tant mépriser & violer les loix publiques qui la concernoient, qu'il faut que ie confesse que l'administration n'en est pas auourd'huy bien pure & entiere, & que la prompte & vifue reformation y est plus necessaire qu'en nul autre Estat de ce Royaume. Ce n'est pas si petite chose que l'on penseroit bien, que l'office d'un Iuge souverain. Les Iuges souverains resuscitent les morts, & font mourir les viuans: ils font le riche pauvre, & le pauvre riche: ils ostent l'honneur à celuy qui en a, & en donnent à celuy qui n'en a point. Car tel vient appellant d'un Bailly qui l'a condamné à mort, qui s'en retourne absous par le Iuge souverain: voila un mort resuscité. Tel vient absous ou condam-

né d'amende pecuniaire, qui est condamné à mort par le Iuge souuerain; voila vn viuant que l'on fait mourir. Aussi auenant qu'entre le riche & le pauvre soit procès de tous les biens du riche, le pauvre gagnant sa cause, auient que le pauvre est enrichy, & le riche appauury. Ainsi est de l'honneur osté & donné par les iugemens des causes d'infamie. Somme la vie, l'honneur & les biens de vos suiets, sont en la main & puissance de vos Iuges souuerains. C'est vne grande & perilleuse charge, & doit-on bien penser & regarder quels personages l'on y eommet. Car si la Iustice est sincerement administrée, c'est la plus belle chose du monde, mal ne peut auenir au pays où cela est: Si le contraire se fait, c'est vne expropriation publique, & ruïne apparente, de laquelle Dieu menace les lieux où l'iniustice & l'iniquité sont receuës, & tiennent lieu d'honneur. Dieu vous fasse la grace d'y pouoir donner bon ordre: car c'est la principale charge qu'il vous a commise.

SIRE, il ne vous faut point esbahir des grandes charges que Dieu vous a mises sur les bras, & si ne vous faut estonner des aduersitez & troubles que vous auez veus, & voyez en vostre premiere adolescence: c'est signe que Dieu vous aime, & qu'il vous veut faire grand & admirable en la face de tous les Rois de la terre. Il vous a iusques icy conduit & guidé par la main, & conduira tousiours cy-après, par le moyen de la sagesse & prudence de la Royne vostre mere, laquelle il a pleu à Dieu choisir & eslire pour son instrument diuin en vôtre conduite, qui nous demontre vostre haute grandeur à l'auenir. Car c'est chose quasi fatale, que les Rois & les Monarques qui demeurent en bas âge au gouuernement de leurs meres, ou qui croient leurs enseignemens, sont tousiours eminens & excellens par dessus tous autres, en clemence & toutes vertus. Les exemples en sont en l'Empereur Alexandre fils de Mammée, en Constantin le Grand fils de Helene, en S. Louys vostre predecesseur, & plusieurs autres que l'obniet. Nous esperons que Dieu vous fera semblable grace, & le supplions vous faire longuement regner, bien fortunier vos actions, & conduire toutes vos entreprinſes à la louange de son saint nom, & au repos & tranquillité de vos suiets.

Ayant ledit de saint Anthot Premier President fait fin, Monsieur le Chancelier est allé au conseil au Roy, à la Royne, Princes & Seigneurs estans au costé dextre, & s'estant assis en sa chaire a dit :

MESSIEURS, vous auez entendu du Roy par sa bouche la declaration par luy faite de sa majorité, & la forme comme il veut establir son regne, desirant, comme aussi fait la Royne, & pareillement les Princes & Seigneurs de son Conseil, que chacun se contienne en son estat, ainsi qu'il appartient. Et pour plus ample demonstration de sadire majorité, veut que les Princes & Seigneurs qui sont à l'entour de sa personne, luy fassent hommage & reconnoissance telle que suiets doiuent à leur Roy. Ce qu'ils feront comme vous verrez presentement, & comme la Royne sa mere commencera.

Ce qui a esté ainsi fait : Et en premier lieu, la Royne s'estant leuée pour aller vers le Roy en son siege Royal, a déclaré qu'elle remet és mains de sa Maiesté l'administration de son Royaume, qui auroit esté baillée à icelle Dame par les Estats : & en signe de ce allant ladite Dame vers ledit Seigneur, il est descendu trois ou quatre pas du degré de son thrône, pour venir au deuant d'elle, ayant ledit Seigneur le bonnet en la main. Et luy faisant ladite Dame vne grande reuerence, & le baissant, ledit Seigneur luy a dit qu'elle gouuenera & commandera autant ou plus que iamais. Et après, les Princes & Seigneurs ont particulièrement fait à sa Maiesté reconnoissance de sa majorité : & en signe de ce s'estans leuez l'un après l'autre, & allez en son thrône, luy ont fait chacun vne grande reuerence iusques près de terre, luy baissant la main par tel ordre comme s'ensuit : C'est à sçauoir Monseigneur le Duc d'Orleans son frere, Messieurs les Prince de Navarre, Cardinal de Bourbon, Prince de Condé, Duc de Montpensier, Comte Dauphin, Prince de la Roche-sur-Yon, Cardinal de Chastillon, Cardinal de Guise, Duc de Longuenille, Duc de Montmorency Connestable, tousiours tenant l'épée nuë, Chancelier, Sieurs de Brissac, de Montmorency, de Bourdillon Marefchaux, & de Boisfy Grand Escuyer de Fran-

ce. Ce fait a esté commandé aux Archers de la garde & Huiffiers ouurir les portes : & lesdites portes ouuertes, a esté dit par Monsieur le Chancelier au Greffier, qu'il ait à lire l'Edict du Roy, contenant defenses de porter armes, & autres articles; ce qu'il a fait. Duquel la teneur s'enfuit :

CHARLES par la grace de Dieu Roy de France, à tous ceux qui ces presentes lettres verront, salut. Chacun a veu comme ces années passées nostre Royaume a esté agité & travaillé de diuisions & troubles, & le mal, dommage, & inconuenient que nos pauures suiets en ont senty & porté en leurs personnes & biens, & nous aussi en la perte de plusieurs grands personnages & autres nos bons seruiteurs & suiets, dont il nous demeure vn incroyable regret. Et toutefois estimant que cette affliction est de la main de Dieu, qui nous a fait & à nos peuples cette grace de nous visiter, & admonester à plus grande connoissance de luy, chose qui nous est plus chèrement recommandée que nostre propre vie: nous l'auons receu de luy, ainsi que son bon plaisir a esté nous en faire dignes, & d'accompagner nos ieunes ans, non de si peu d'auis & iugement, que n'ayons tousiours fermement creu, que tout le bien & restauration que nous y deuions esperer deuoit venir de sa seule bonté & grace; laquelle étendant sur nous & sur nos peuples tres-largement, il luy a pleu conuertir cette calamiteuse affliction à vne amiable vnion & reconciliation entre nosdits peuples, & nous donner sa sainte paix, repos & tranquillité tant désirée & necessaire: par le moyen de quoy chacun reconnoissant son deuoir, nous ne trouuons en nosdits peuples & suiets moindre & seruente affection enuers nous, ne d'obeissance qu'ils ont tousiours demonstrée à nos predecesseurs de bonne & louable memoire, comme tous d'vn commun accord & concorde ont ces iours passez demonstré par effet, en l'expedition que nous auons dernièrement employé en personne, au recouurement de nostre ville Francoise & Haute de Grace, tenuë & occupée iniustement par les Anglois: dont par la vaillance, & valeur de nosdits bons suiets, assistez de l'aide de nostre Seigneur, nous auons eu

l'heureuse & fauorable issue qu'eussions peu desirer: tellement que nous pouuons dire nostredit Royaume estre de present reduit en son entier.

Pour en quoy le maintenir, & faire cesser toutes occasions qui pourroient causer nouuel inconuenient, chercher aussi tous moyens de le remettre avec la grace de nostre Seigneur, en la douce & florissante tranquillité, où il a cy-deuant esté: & commencer vn si bon œuvre au commencement de la maiorité de nostre âge, qu'il a pleu à Dieu que ayons atteint depuis quelques iours: Auons par le prudent Conseil & auis de la Reine nostre tres-honorée Dame & mere, de nostre tres-cher & tres-ami frere le Duc d'Orleans, aussi de nos tres-chers & tres-amez cousins les Cardinal de Bourbon, Prince de Condé, Duc de Montpensier, & Prince de la Roche-sur-Yon, Princes de nostre sang, Cardinaux de Guise & de Chastillon, Duc de Montmorency Connestable, Sieurs de Brissac, de Montmorency, & de Bourdillon, Marechaux: de Boisy Grand Escuyer de France, & autres bons & notables personnages de nostre Conseil estans lez nous, ordonné & statué, ordonnons & statuons ce qui s'ensuit.

Premierement ne desirant rien tant que de voir les villes de nostre Royaume remises en leur premiere douce conuersation & tranquillité, oster aussi toute occasion de querelle, vengeance & entreprinse, que le maniemet des armes peut laisser à ceux qui ont mauuaise volonté.

Entendons, voulons & nous plaist, & commandons tres-expressément sur peine de confiscation de corps & de biens à tous nosdits suiets, l'entiere & parfaite obseruation & entretenement de la Declaration par nous faite le septième iour de Mars dernier, sur la pacification desdits troubles en tous ses points & articles, sous le benefice de laquelle, & nostre protection, entendons nos peuples & suiets viure dorenuant en toute concorde & vnion.

Et pour cet effect enioignons à tous Bourgeois manans & habitans des villes de nostre Royaume, que dedans vingt quatre heures après la publication de ces presentes, ils ayent à laisser & deposer les armes, sans plus en porter par lesdites

villes, ne s'entremettre de faire aucun guet ne gardes aux portes, ne par lesdites villes de iour ne de nuit faire sonner tabourin, leuer ne porter enseigne par icelles villes, sans congé, commandement & commission expresse de nous, scellée de nostre seal. Et pour éuiter qu'aucuns n'abusent desdites armes, que iceux Bourgeois, manans & habitans desdites villes ayent à les apporter ou enuoyer dedans semblable temps entre les mains de nos Lieutenans Generaux, & Gouverneurs des lieux, ou ceux qui par eux seront à ce deputez, qui les receuront par inuentaice, pour estre mises en bonne & seure garde dedans nos maisons & chasteaux desdites villes, & là cōseruez à ceux ausquels elles appartiendront, pour leur estre rendues, quand par nous sera ordonné; ainsi que nous auons deliberé faire aux bons & notables Bourgeois, & ceux que nous connoistrans amateurs du repos public, & zelateurs de nostre seruice, & bien de nostredit Royaume.

Et afin que la tranquillité soit par tout le plat païs aussi bien que par lesdites villes; pour éuiter aussi que les peuples armez ne fissent aucun scandale ne entreprinse: entendons semblablement que les armes, dont nos suiets dudit plat païs sont saisis & garnis, soient par eux apportées & consignées par inuētaire és plus prochains chasteaux & maisons à nous appartenans; & que à ce faire ils soient contrainsts par nosdits Lieutenans Generaux, sous les mesmes peines & dedans le temps cy-dessus, pour là estre gardées iusques à nostre bon plaisir. Voulans que contre les defaillans & refusans de satisfaire en ce que dit est à nostre presente Ordonnance, soit faite telle & si rigoureuse punition, que ce soit exemple à tous autres. N'entendons toute fois en ce comprendre les Princes, Seigneurs, Gentilshommes, & Noblesse de nostredit Royaume, qui pourront auoir en leurs maisons les armes y necessaires pour la seureté & defense d'icelles sans en abuser.

Dauantage considerant que les meurtres, volleries, assassins, & autres entreprinse qui troublent le commun repos de nosdits suiets, s'exercent plus par les armes à feu, que nuls autres: Defendons tres-étroitement sur mesmes peines à toute personne de quelque estat, dignité & qualicé

qu'ils soient, porter, ne faire porter par leurs gens & seruiteurs dedans les villes ne par les champs aucune hacquebute, pistole ne pistolet, ne d'icelles tirer, sinon qu'ils fussent gens de nos Ordonnances ayans & portans le saye de Gend'armes, ou Archer selon leur qualité, Gentils-hommes de nostre Maison ayans certificat signé de leur Capitaine, Archers de nos Gardes, ceux du Preuost de nostre Hostel, Preuosts des Connestable & Mareschaux de France, portans le hoqueton ou certificat de leurs Capitaines, & les gens de guerre soldats estans à nostre solde en leurs garnisons, & allans pour nostre seruice par nostre commandement, ou des Connestable & Mareschaux de France, d'un lieu à autre, & non autrement. Et en reïterant les anciennes ordonnances de nous & de nos predecesseurs, defendons aussi à toutes personnes toutes assemblées en armes & ports d'armes pour quelque cause que ce soit, sur peine d'estre punis comme seditieux & perturbateurs du repos public.

Auons en outre prohibé & defendu, prohibons & defendons sur peine de crime de leze Maiesté, à tous nosdits suiets quels qu'ils soient, qu'ils n'ayent à faire pratique, auoir intelligence, enuoyer ne receuoir lettres ne message écrit en chiffres, n'autre écriture feinte ne déguisée, à Princes étrangers, ne aucuns de leurs suiets & seruiteurs, pour chose concernant nostre Estat, sans nostre sceu & exprés congé & permission.

Et encore que par les Ordonnances expresses, & infinies fois reïterées de nosdits predecesseurs & nous, toutes leuées de deniers soient prohibées en cettuy nostre Royaume: neantmoins il s'est veu durant cesdits troubles, que plusieurs ont esté faites au grand dommage de nostre peuple, le soulagement duquel nous desirons & cherchons par tous moyens.

Defendons & prohibons aussi pour cette cause à tous nosdits suiets de quelque qualité qu'ils soient, faire, ne faire faire, poursuiure ne consentir aucune taxe, cottisation, leuée ne cueillette de deniers sur eux, pour quelque cause que ce soit sans nostre expresse permission, sceillée de nostre dit grand scel, sur les peines contenuës en nosdits Edicts. Semblablement de faire aucune ligue, assemblée n'associa-

tion secrette ne publique; mais s'ils en ont aucune, s'en départir, sur peine d'estre declarez rebelles, & ennemis de nous & du repos public de nostredit Royaume.

Et pour autant que la malice & necessité du temps a esté cause que plusieurs Gentils-hommes & autres qui sont en nos Estats, & à nos gages & solde, se sont tant oubliez, qu'ils ont fuiuy & accompagné, & mesmes prins gages, pensions & estats d'autres Princes & Seigneurs que de nous: chose qui a donné grand' force & moyen à l'entretenement des troubles & tumulte, qui ont eu cours en nostredit Royaume: ce que nous desirons éuiter pour l'auenir. Defendons pour ces causes, & autres bonnes & grandes considerations à ce nous mouuans, à tous les dessusdits, ayans gages, solde & estat de nous, sur peine de perdition & priuation de leursdits estats, & d'estre cassez de nostre seruice, qu'ils n'ayent à prendre, accepter ne receuoir, entrer ne demourer au seruice, suiure ne accompagner autre Prince ne Seigneur que nous. Commandant à ceux qui y seront, qu'ils ayent à le venir declarer dedans quinze iours après la publication de ces presentes, à nous & à nostre Conseil, pour après en ordonner ce que bon nous semblera: sçachant que, outre la perdition de leursdits estats, ceux qui seront trouuez auoir teu, ou fait le contraire, receuront de nous la honte & le reproche qu'ils auront merité.

Voulons & entendons, que lesdits Princes & Seigneurs soient seulement suiuis, seruis & accompagnez des Gentils-hommes qui leur sont domestiques, & à leurs gages, & non d'autres; sinon que ce fussent gens de nos ordonnances, suivant leurs Capitaines.

Et afin qu'aucuns Gentils-hommes ne puissent esperer ne pretendre entrer aussi és estats de nostre Maison, soit de Gentil-homme de nostre Chambre, Gentil-homme seruant, ou de nostre Hostel, auant qu'il en soit capable, ou pour le moins ait merité quelque chose en nostre seruice: Ordonnons aussi qu'aucun n'y pourra estre admis ne receu, que premierement il n'ait esté nourry en nos ordonnances, & nous ait fait seruice en icelles l'espace de quatre ans pour le moins.

Si donnons en mandement à nos amez & feaux Lieute-

nans generaux , Gouverneurs de nos Prouinces , Gens ténans nos Cours de Parlemens , Baillifs, Seneschaux, ou leurs Lieutenans, & à chacun d'eux, si comme à luy appartiendra, que cette nostre presente Ordonnance ils fassent lire, publier & enregistrer où besoïn sera, & le contenu observer & entretenir inuiolablement : & contre les infraçteurs proceder par les peines indites. Car tel est nostre plaisir. En témoin de ce, nous auons fait mettre nostre seel à cesdites presentes. Donnée à Rouën le 16. iour d'Aoust l'an de grace mil cinq cens soixante trois, & de nostre regne le troisieme. Ainsi signé, Par le Roy en son Conseil, DE LAVBESPI-NE. Et seellé de cire iaune à double queuë.

Après laquelle lecture, Bigot Aduocat du Roy, pour le Procureur General, a demandé y estre mis, qu'elles ont esté leuës, publiées & enregistrées. Monsieur le Chancelier après auoir esté au Conseil, a prononcé ; Le Roy dit que sur le reply de ses Lettres patentes & Ediçt, sera écrit, *Letta, publicata & registrata, audito & postulante Procuratore generali Regis.* Et en declarant l'Ediçt, a fait inhibitions & defenses à tous manans & habitans de villes, porter par icelles épées ne dagues, ne autres armes : & a cassé tous Capitaines, Lieutenans, Enseignes, Sergens de bande, Caporaux, & tous autres membres de compagnies de gens de guerre establis par lesdites villes, leur defendant de pluss'en entremettre, sur les peines contenues en l'Ediçt.

C E fait a esté appelée par ordonnance du Roy par l'Huissier de sa Chambre, sur le placet présenté par son Procureur General à sa Maïesté en entrant, la cause qui s'ensuit :

A proposer par Jeanne Vauquelin Damoiselle tutrice de Marguerite, Renée, & Marie Morel Damoiselles, filles de defunt Thomas Morel, & de ladite Vauquelin, demanderesse en requeste, afin de partage, comparante par Maistre Pierre Iosse son Procureur d'une part: Et le Procureur General du Roy defendeur, & empeschant l'enterinement de ladite requeste, & Marie Richard Damoiselle, femme de Ni-

colas Morel, frere aîné desdites filles, adiointe pour son interest avec ledit Procureur General, comparante par Maistre Jean le Duc son Procureur d'autre part : laquelle cause a esté plaidée comme s'ensuit :

DE BRETIGNIERES Aduocat pour les demanderesſes estant à genoux, iusques à ce que Monsieur le Chancelier luy a dit, Leuez-vous, le Roy l'entend, a dit en ces termes :

SIRE, en la cause appellée (ie parle sous l'autorité de vostre sainte & sacrée Maieſté, pour Damoiselle Ieanne Vauquelin mere & tutrice naturelle & legitime de Marguerite, Renée, & Marie Morel Damoiselles ses filles, & de defunct Thomas Morel en son vivant sieur du Torp, requerantes & demanderesſes en action de partage, contre vostre Procureur General defendeur.) **SIRE**, cette cause est merueilleusement fauorable de la part de ces trois Damoiselles : elles ont perdu leur pere dès l'an mil cinq cens soixante & vn, ont ataint les ans nubils : demandent leur partage en la succession paternelle, qui leur est deu de tout droit : vostre Procureur General l'empêche. Vous pourrez entendre par le discours sommaire du fait, le peu d'occasion qu'il en a. Elles rendent graces à Dieu qu'il luy a pleu leur eslargir cette faueur, que leur cause soit traitée deuant la Maieſté de leur Prince naturel, assurées de vostre clemence, de la prudence de vostre Conseil, & de l'équité de leur droit, & singulierement de ce dit celebre adressé à ce grand Empereur Traian : *Que la cause du fise est tousiours mauuaise sous vn bon Prince.* Et combien que vostre Procureur General ait prins la cause en main contre ces Damoiselles, donnant semblant qu'elle soit vostre, elles ne demandent autre luge que vostre seule Maieſté : bien connoissans que comme la iustice est la fin de la loy, la loy l'ouurage du Prince; ainsi le Prince est le simulacre de Dieu, seant au lit de sa iustice, auquel il éclaire comme le Soleil au Ciel, pour distribuer le droit à ceux qui l'implorent & demandent.

SIRE, pour l'intelligence du fait particulier, il est neces-

faire toucher le priuilege impartý en forme de prerogatiue par la Coustume de cestuy vostre pays de Normandie , aux freres & à leurs hoirs enuers leurs sœurs , écrit au titre de parties d'heritage conceu sous vne option alternatiue , leur donnant faculté de marier leurs sœurs de pur meuble sans terre , ou leur assigner partage en la succession de leur pere , tel que cette Coustume leur oëtroyc. Cela premis & entendu , SIRE , le fait est que Thomas Morel en son viuant sieur du Torp , a eu quatre fils & six filles : trois de ses filles sont par luy colloquées en mariage : il decede par après , delaisant quatre fils & trois filles , Nicolas , Iean , Pierre , & Rauén , Marguerite , Renée & Marie. Son decés aduenu , les freres delibèrent diuiser entre eux la masse de la succession de leur pere ; Nicolas aîné est prouoqué en action de partage par Rauén puîné : à cet effet vostre Cour de Parlement , de l'accord & consentement mutuel des parties , retient en premiere instance la connoissance de la cause : ordonne que Rauén puîné coheritier apportera lots & partages , lesquels il produira dedans le mois à Nicolas aîné , ou à son Procureur. Rauén fait partage , distribuë cette masse de succession en quatre parts , pour estre procedé à la choisie de ces lots par ses freres coheritiers , selon leur rang & aînesse : produit ses partages à Nicolas aîné , ou son Procureur ; sans auoir toutefois iceluy Rauén aucune chose reserué pour ces Damoiselles ses sœurs , esperans les freres les pouruoir en mariage. Nicolas tombe en vn defastre de confiscation par vne condamnation donnée en son absence par defauts & contumaces , ses biens par ce moyen vous sont acquis. Cet infortune , SIRE , a esté cause de troubler toute cette succession , parce que vostre Procureur General veut empieter partie d'icelle pour la part qui pouuoit succeder à Nicolas aîné , duquel il dit représenter le droit par confiscation. Il se fait produire les lots , & maintient la choisie luy appartenir. Ces Damoiselles voyans cette calamité presente , & preuoyans vne future inuolution d'affaires , qui pourroient differer leurs mariages , estans pretermises en ces partages , presentent requête à vostre Cour de Parlement , par laquelle , après auoir
som-

sommairement discouru le fait, demandent partage hereditail en essence en la succession de leur pere. Vostre Procureur General le contredit : pour ses moyens, il dit qu'il represente Nicolas aîné, qu'il luy a succédé, & par consequent qu'il doit iouyr de tout & tel droit que Nicolas.

Or ces Damoiselles n'eussent pû pretendre ne demander à Nicolas partage hereditail en cette succession, ayant par le benefice de la Coustume, cette option & liberté que des-sus enuers ses sœurs, qui est de les marier : ce qu'il offroit faire en temps & lieu : par consequence necessaire que leur requeste estoit inciuite. Le contraire est soustenu par les Damoiselles, lesquelles demourans d'accord dudit priuilege, dient que tel priuilege respecte la seule personne du frere, & non d'autre : en maniere que le conflit des parties se resout sous cet axiome, sçauoir si ce priuilege concedé au frere descend en vostre personne. Vostre Procureur General maintient l'affirmatiue, ces Damoiselles la negatiue. Pour la preuve de laquelle, SIRE, elles vous remonstrent que le naturel d'une Coustume est seuer, rigoureux, & inexorable, lequel ne peut estre ébranlé ne flechy çà ne là; ains se doit constamment arrester & tenir ferme en ses termes propres & exprés, & comme ils sont écrits. Or cette Coustume élargit ce benefice au frere & à son hoir seulement. Vostre Procureur General dire ne veut qu'il soit frere, dire ne peut qu'il soit hoir du frere : s'ensuit donc que tel benefice ne luy est communicable. La raison de cette Coustume, qui est l'ame de la Loy, est fondée sur la conseruation de l'agnation & famille, sur la pieté du frere & de la sœur, estans engendrez d'un mesme sang, extraits de mesme famille, remarquez d'un mesme nom, dont procede vn lien naturel d'une amitié indissoluble, l'honneur de l'un illustrant l'autre, le deshonneur l'obscurcissant, ayans l'honneur & le deshonneur reciproque, & mutuel : qui est cause que le frere viuement piqué de cet instinct naturel, est curieux de bien pouruoir sa sœur : car estant mal pourueüe, ce seroit la grande charge du frere d'en receuoir vne seconde recharge. Cette affection, SIRE, ne tombe sur la personne de vostre Procureur General, suc-

cesseur estrange, n'estant ne du sang ny du nom, ny de la famille de ces Damoiselles, n'ayant cette impression de pieté fraternele, ny cet aiguillon d'amitié naturelle: Parquoy cessant la raison de la Loy, cesse la disposition d'icelle. Non seulement cette Coustume a decoré le frere de cette prerogative, mais aussi de la garde de sa sœur, qui luy a esté baillee, & non à autre, iusques à ce qu'il l'ait pourueu de mariage auenant: argument tres-clair, que la personne du frere a esté seulement regardée par la Coustume.

C'est vne maxime de droit, que toutesfois & quantes que la condition d'une personne donne lieu au benefice, la personne éteinte, est éteint pareillement le benefice. Encore tel priuilege ne seroit perpetuel en la personne du frere, ains temporel, & iusques à ce qu'il luy trouue vn party opportun. Je croy, SIRE, que vostre Procureur General ne voudroit pas se qualifier heritier de Nicolas leur frere aîné, à cet effect, pour iouir du benefice de ladite Coustume concedé à l'hoir, parce que la Coustume parlant du frere & son hoir, sous ce terme de son hoir, comprend simplement son fils, & heritier descendant.

Cela est conforme à la disposition de droit, laquelle parlant d'une personne & son hoir en matiere de priuilege, s'entend seulement de l'hoir legitime, naturel & descendant. Et encore que la Coustume n'eust exprimé ce nom d'hoir, ce neantmoins quelque priuilege personnel que ce soit, il est transi en la personne de l'hoir propre, legitime, naturel & descendant. A cette raison le mary estant conuenu par la femme, le mariage solut, à la restitution de son dot, il ne peut estre condamné, sinon d'autant que sa commodité le porte. Tel priuilege est personnel, & neantmoins l'exception d'iceluy compete à son heritier propre, & non à l'heritier étranger. La femme pareillement ayant priuilege special d'hypothèque aux biens de son mary, transmet ce priuilege à son heritier naturel, & non étranger. Le pupille ayant priuilege d'execution insolide sur chacun de ses tuteurs, delaisse ce priuilege à l'heritier propre & non étranger: & autres infinis exemples, lesquels viennent à ce seul point: qu'un heritier étranger ne se peut insinuer

aux priuileges de l'heritier propre, & naturel. Mais tant s'en faut, SIRE, que vostre fisc soit heritier naturel dudit Nicolas, qu'il n'est pas seulement heritier étranger. Et pour l'entendre, il est necessaire éclaircir en quels moyens, & par quels vostre fisc se peut dire succeder, afin que par telle distinction le iugement se puisse rendre clair & certain, *remotâ erroris nebulâ.*

Vostre fisc, SIRE, s'introduit en vne succession ou par Edit successoire, ou par la prouision de la loy pour raison de forfait. Au premier membre vostre fisc se peut qualifier heritier subsidiaire à la personne, & aux biens de celuy auquel il succede. L'exemple du droit d'Aubeine & autres, nous pourront seruir en ce cas: comme quand il succede aux biens vacans d'un étranger n'ayant lettres de naturalité, ou d'un bastard mort sans enfans, ou autrement par extinction de ligné. Au second membre qui est le cas present, vostre fisc ne succede pas à la personne, mais aux biens seulement, & vient plus à la succession par aneantissement de la personne, que par representation: en maniere que succedant à un fils preterit pour raison de delit, par le testament de son pere, vostre fisc ne peut quereler le testament de nullité de la personne du fils preterit, iâçoit que le fils le pût faire, s'il n'estoit incapable. Dauantage l'instance iudiciaire commencée avec le confisqué ne passe point au fisc. Les biens acquis par un homme condamné par contumace, puis la condamnation, selon la disposition de droit, ne sont point acquis au fisc. Aussi en forme de recompense le fisc n'est tenu répondre des debtes du confisqué en plus auant que les forces de la succession. Et ne faut pas en cet endroit, que vostre Procureur General fasse front des priuileges du fisc incorporez au droit. Car tels priuileges luy sont ostroyez es contrats, obligations & acquisitions qu'il fait de bonne foy, à la forme d'un priué contractant sans l'iniure d'autrui. En quoy il est bien fauorable en preference, & non pas en matieres de peine, delit & forfait trop odieuses, ausquelles par la disposition de tous les droits le fisc est postposé à toutes sortes de creanciers. Les deux especes de succeder dessus touchées, se rapportent à deux autres celebrées par la loy; car ou l'on succede par transmission, ou par

privation : Par transmission , l'heritier succede à la personne & aux biens , à la representation du defunt , duquel il prend le droit & l'autorité : Si par priuation, comme en matiere de confiscation , le successeur abolit plustost le droit du confisqué qu'il ne le represente : tellement qu'il ne prend autre cause que de soy-mesme , comme celle à qui il succede étant finie par forfait. N'estimez pas, *SIRE*, que combien que le droit de confiscations vous appartienne, qu'il marche en même rāg que vos autres droits & privileges : les vns desquels sont sacrez & augustes, mariez avec vostre Couronne, comme vos droits domaniaux, qui sont le vray dot que la Republique vôtre épouse vous a apporté en mariage politique. Tels sont inalienables, non amiables par les hommes, comme estans sacrez & augustes. Les autres sont honorifiques, qui ne sont toutefois de consequence que les premiers : comme en vostre pays de Normandie les droits de Garde-Noble, litige & autres droits de Regale. Les autres sont lucratifs & lamentables, comme sont les confiscations, lesquelles n'ont iamais receu lieu en droit, que en crime de leze Maiesté. Aussi ne peuvent-ils estre en vigueur, que vostre pauvre peuple ne flétrisse. A cette occasion Traian Empereur les comparoit à la rate de l'homme, laquelle tant plus croist dans le corps de l'homme, tant plus les autres membres du corps décroissent & diminuent : Aussi d'autant que vostre fisc se remplit, *SIRE*, d'autant vos membres, qui sont vos pauvres suiets, se debilitent & meurent.

Comme ainsi soit que vostre grandeur prouienne de l'opulence de vos suiets, & que de l'indigence d'iceux s'ensuiue vn affoiblissement & diminution d'icelle. Constantius Chlo-rus Empereur, admonesté par ses amis qu'il estoit trop negligent à l'augmentation de son fisc, répondit prudemment, *Que ses richesses estoient trop mieux gardées par ses suiets, que d'estre enfermées dans vn coffre. Mais, SIRE, les confiscations qui vous sont adiugées ne sont point enfermées dans vos coffres, vous en amendez le moins : elles sont épar-ses çà & là, sans qu'il en redonde aucune chose à vostre profit. Aussi la plupart d'icelles ne peuvent estre par vous rece-*

nuës : au contraire il vous conuient vous en deffaisir , pource qu'il seroit mal-seant que fussiez vassal du vostre. Tels pretendus droits lamentables & obscurs, & que auez particuliers en ce pays, sont de trop fascheuse parure, pour estre approchez de vos autres droits generaux, qui sont illustres & triomphans, & lesquels droits de confiscations partant doiuent estre depouilleez de toute faueur : afin qu'auec le progrès du temps, pour estre mal fauorisez, ils puissent estre du tout aneantis. Pourquoy, **SIRE**, ces Damoiselles insistans à leur requeste, supplient tres-humblement à vostre Maiesté, qu'il luy plaise leur octroyer ce que les droits diuins, naturels & humains leur concedent, leur conceder ce que la Coustume de ce pays leur octroye, & auoir plus de respect à leur iuste demande, que au rigoureux contredit de vostre Procureur General. Ce faisant, **SIRE**, elles seront de plus en plus (combien qu'elles soient assez naturellement) obligées à prier Dieu pour la conseruation de vostre Estat, & que (croissans vos ans) croisse avec vous, outre la felicité d'Auguste, & la bonté de Traian, la grandeur de ce grand François vostre ayeul, & la clemence & debonnaireté du Roy Henry vostre pere.

Maistres Laurens Bigot Aduocat, & Iean Pericart Procureur General du Roy, s'estans mis à genoux, iusques à ce que par Monsieur le Chancelier leur a esté dit, Leuez-vous, le Roy l'entend : par ledit **BIGOT** pour ledit Procureur General a esté plaidé ainsi qu'il s'ensuit :

SIRE, vostre Procureur General n'a pas prins la defense en cette cause sans raison. La partie se fonde en faueur, qui ne fait pas tant pour elle que pour vostre Procureur General. Elle a bien voulu faire ce plaidoyé en vostre presence, esperant quelque autre grace de vostre Maiesté, que iustice & iugement : mais vous estes en vostre lit de Iustice pour garder le droit aux priuez, & non pas moins vos droits & priuileges qui vous appartiennent par la Loy & Coustume de cestuy vostre pays de Normandie. Elle a voulu rendre odieux

le fife & les confiscations : Mais il n'est pas question en cette cause de confiscation , d'autant qu'il y a long temps que le Iugement & Arrest de confiscation est donné : mais est question de la charge qui est à porter sur la confiscation. Vostre Procureur General , SIRE , auoit offert aux demanderesses tout ce que la Coustume leur donne , dont elles n'ont voulu se contenter : parquoy elles sont à debouter de leurs fins & conclusions. Vostre pays de Normandie , SIRE , se gouuerne par coustumes , les vnes écrites , les autres non : & toutes sont tenuës pour notoires & constantes en iugement , en maniere qu'il n'est besoin d'en informer par turbes ou enquestes : parce que es iurisdicitions inferieures , & mesmes en vostre Cour de Parlement , auparauant qu'elle fust ordinairement seante , les iugemens se faisoient par opinion d'assistance publiquement. En quoy faisant , la Coustume estoit recitée & attestée par les opinans , lesquels par mesme moyen donnoient leur iugement sur le doute & question qui s'offroit sur la Coustume. Cette Coustume au cas qui s'offre , SIRE , exclut les filles des successions de leurs peres & meres , & n'y succedent s'il y a fils : & en cette cause il y a fils : parquoy les demanderesses sont exclues de partage. Mais la mesme Coustume leur pouruoit plus grassement , de dot & mariage auenant & competant , duquel la succession est chargée , qu'elles peuuent demander , & non autre chose. Aussi elles sont déchargées de toutes actions passiuës , poutce qu'elles ne sont heritieres. Lequel dot & mariage competant vostre Procureur General leur accorde conformément à cette Coustume , qui veut qu'il leur soit baillé mary selon leur race , avec dot ou mariage , selon les biens & facultez de leur pere. Et combien que cette Coustume , SIRE , baille l'option au frere de marier ses sœurs , ou de meuble sans terre , ou de terre sans meuble , ou bien leur permettre venir en partage : Si est-ce que s'il ne fait son deuoir de bailler dot & mariage auenant à sa sœur , elle a son recours à la Iustice & Iuge , qui est l'homme de bien par droit commun : lequel Iuge par l'avis des parëns , arbitre ledit dot & mariage competant : en maniere que la Coustume est veüe luy bailler ladite option & arbitrage ,

pourautant qu'il s'y conduira en homme debien. Ainsi que de droit commun, si le pere veut sa fille estre dotée à l'arbitrage du tuteur qu'elle aura : cela est autant, que si le pere auoit expressément laissé à l'arbitrage d'un bon homme. Que si le dit frere & tuteurs n'y font leur devoir, telle option & arbitrage se peut expliquer par le Iuge : & en pareil par la Coustume, s'il y a frere qui soit mineur d'ans, ou bien maieur, & en curatelle par la debilité de son sens ou fureur, & filles qui soient d'âge pour estre mariées, l'on n'attend pas que le mineur soit fait maieur; mais les tuteurs par l'avis des parens & amis y peuuent pourvoir; sinon l'on a recours à la Iustice pour faire bailler mariage auenant aux filles. Parquoy, & que telle charge de mariage à l'option & arbitrage du frere se peut expliquer par le Iuge, il n'y a doute que telle charge & option passe en un tiers, auquel les biens de la succession ainsi chargée peuuent auenir, soit un priué, ou vous, SIRE, auquel les biens sont adiugez par confiscation, comme au cas present. Or vostre Procureur General, SIRE, a offert & offre aux demanderesses leur bailler mariage competent, parquoy n'estoit besoin de l'en poursuiure en Iustice dès à present : car il n'est pas tenu entendre audit mariage, iusques à ce qu'il y ait mary qui s'offre : non plus que le frere qui fait cependant les fruits siens. Parquoy qui leur bailleroit partage, l'on leur bailleroit ce qu'elles ne peuuent demander, & quine leur appartient pas. Soustenant qu'il se met à devoir d'offrir mariage auenant, qui soit arbitré les parens appelez; & que la Coustume exclud les demanderesses du partage en essence par elles pretendu, qui se doiuent contenter de leur mariage quand il s'offre mary : & que cependant que le frere fait les fruits siens, il est suiet nourrir & entretenir ses sœurs. Ce que n'a refusé vostre Procureur General, en ayant égard aux charges qui sont à porter sur la succession chargée de deux doüaires, & la vefue, laquelle prend part aux acquests, & l'un des freres, lequel pretend droit de communauté, & moitié ausdits conquests faits durant icelle. Lesquelles charges diminuent grandement le reuenu de ladite succession, lequel, déduites icelles charges, ne pourroit

monter que de trois à quatre mille liures de reuenu: sur lequel les filles ne peuuent pretendre toutes ensemble que le tiers, lequel tiers vient à partir en six portions; à sçauoir trois pour les trois filles mariées, qui sont représentées par les quatre freres, à cause qu'elles ont esté mariées du viuant de leur defunt pere; & les trois autres portions pour les trois filles à marier. Et toute fois vostre Procureur General, SIRE, leur a offert à chacune de cent à six vingts liures de prouision. Conclu qu'elles doiuent estre deboutées du partage en essence par elles pretendu, & se contenter de mariage auenant, suiuant la Coustume.

Maistre G V I L L A V M E A N G O Aduocat, qui s'est pareillement mis à genoux; & auquel Monsieur le Chancelier a dit qu'il se leue, & que le Roy l'entend: a plaidé comme s'ensuit.

SIRE, l'entends parler pour Marie Richart Damoiselle, femme de Nicolas Morel, frere aîné des demanderesses en requeste, aujourd'huy représenté par vostre Procureur General. A laquelle outre l'affliction en quoy elle est tombée, d'auoir perdu la presence & consolation de son pauvre mary, l'on veut redoubler cette miserable calamité, en luy voulant faire perdre la pluspart des biens qui iustement luy appartiennent. Car si la requeste des demanderesses ses belles sœurs a lieu, & qu'il leur soit baillé partage hereditaire en essence en la succession de leur defunt pere, au lieu de mariage, il est certain, SIRE, que son douaire à elle ià adiugé par Arrest de vostre Cour de Parlement, en diminuera beaucoup. Et par consequent cette pauvre Damoiselle demourra dénuée de biens suffisans pour subuenir à la nourriture & entretenement d'elle, & de ses pauvres enfans, qui est tout ce qui luy est resté pour gage, & memoire de son pauvre mary: combien que ce soit contre vostre intention, SIRE, réglée selon l'équité & iustice naturelle, laquelle ne veut souffrir ne permettre que celuy qui n'a point failly n'offensé, porte la peine du mal-fait, ainsi qu'il est écrit: Que le fils ne portera point l'iniquité du pere. Et par les Loix

loix civiles la femme n'est tenuë ny obligée pour le mary, ny le mary pour la femme. Nous n'auons que faire de chercher les loix des étrangers, veu que par les ordonnances & constitutions de vos predecesseurs cet arricle a esté suffisamment décidé: spécialement par l'Ordonnance du Roy Philippes le Bel, par luy faite en la ville de Bourges, le Vendredy precedent le iour des Cendres mil trois cens & quatre, par laquelle il voulut & expressement declara, qu'auenans telles confiscations il fust entierement satisfait aux femmes de ce qui leur appartiendroit de leur dot, & autres choses qui leur seroient deuës.

Parquoy cette pauvre Damoiselle, SIRE, a bien interest d'empeschier la requeste des demanderessees, puisque ainsi est que Dieu a permis que son pauvre mary soit tombé en cet inconuenient; combien qu'avec le temps qui est pere de la verité, elle espere qu'il se iustificera des cas à luy imposez, moyennant vostre grace, clemence & benignité, SIRE, de laquelle vous auez accoustumé vser à l'endroit des pauvres desolez. Mais cependant il n'y a pas grand propos aux demanderessees, de se vouloir éiouir du mal inopinément auenu audit Nicolas Morel leur frere aisné: ioint la resistance de la Coustume de vostre pays de Normandie, laquelle crie si haut de si long temps, que les sœurs ne peuuent reclaimer nulle partie en l'heritage de leur pere contre leurs freres, ne contre leurs hoirs. Or il est certain, SIRE, qu'au droit & à la representation de Nicolas Morel, mary de cette pauvre Damoiselle, toutes les actions actiues & passiues qui luy appartenoient, sont passées quant à present en la personne de vostre Procureur General, pour iouyr & vser des droits qui luy appartenoient, comme estant & tenant le lieu de vray heritier. Et combien que l'on ait voulu faire cas en conferant, qu'il ait esté iugé autrement à l'encontre d'aucuns Seigneurs vos suiets & vassaux: cela ne peut faire preiudice à vos droicts, SIRE, car de vostre Maicsté procede la source, fontaine & origine, dont deriuent tous les autres ruisseaux; & n'appartient à aucun de vostre Royaume vser du droit de confiscation, sans vostre permission & autorité,

comme estant vn droit de Regale, qui appartient à vous seul estant seul Roy, Empereur, & Monarque en vostre Royaume, ne reconnoissant pour Supérieur que Dieu seul. Et aussi comme dient aucuns, tels biens & confiscations sont reputées le vray dot de la Republique, laquelle n'a autre mary que vous, SIRE, qui portez la charge, tutelle, & défense d'icelle vostre vraye épouse, comme il a esté doctement remonstré de la part de vostre Procureur General, dont cette pauvre Damoiselle s'entend aider; & en tous cas les demanderesses quant à present ne sont receuables à demander autre chose qu'une prouision, attendant leur mariage auennant. Et pour point peremproire par la disposition de raison commune, le fils *cessetur succedere tanquam heres in dictis bonis, in l. Tutoris. in fine. iuncta glos. C. ad l. Iul. de vi publ. l. C. Si ser. pes. l. Inter eos. §. final. ff. de fideiuss.* avec plusieurs autres semblables decisions. Parquoy il est bien raisonnable que le fils succède aux priuileges du frere aîné par luy représenté vniuersellement en tous les droits & actions qui luy appartiennent par la Coustume de ce pays de Normandie, avec plusieurs autres droits qui vous appartiennent à ceste raison, qui n'ont lieu aux personnes priuées. Lesquels droits, SIRE, pour crainte de vous ennuyer, ie ne deduiray pour le present. Si supplie ceste pauvre Damoiselle, qu'il plaise à vostre Maïesté, SIRE, prendre pitié d'elle, & de ses pauvres enfans: concludant avec vostre Procureur General, que les demanderesses sont à debouter de leur requeste, fins & conclusions.

DE BRETIGNIERES pour ses repliques a dit en ces termes: SIRE, vostre Procureur General par le discours de tout son plaidoyé n'a aucune chose mise en auant que le priuilege des freres enuers leurs sœurs, introduir par la Coustume, lequel tant s'en faut que ces Damoiselles luy ayent aucunement reuouqué ne reuouquent en doute, qu'elles l'onr pleinement confessé & le confessent encore. Aussi n'est-ce pas le poinr decisoire du different des parties. Car si vostre Procureur General, SIRE, estoit frere, elles n'auroient tant insisté à perdre temps,

mais la difficulté est, ſçauoir ſi voſtre Procureur General ſuccede au priuilege impartý au frere, lequel eſt perſonnel. Voſtre dit Procureur General n'a diſputé ny atteint la reſolution de ce point: moins a-t-il donné ſolution aux raiſons peremptoires deduities en propoſant de la part des demanderſſes, qu'elles ne veulent autrement reſtriqueur, pour éuiter prolixité, meſmement puisqu'elles leur demeurent pour conneuës & conſtantes par faute de bonne ſolution. Et partant ne leur eſt beſoin de repliquer plus amplement, ayant eſté aſſez remontré, que ce priuilege eſt purement perſonnel, & que voſtre fiſe ne ſuccede point par tranſmiſſion en la perſonne & aux biens, ains par priuation ſeulement aux biens, & non à la perſonne: & par conſequent ne repreſentant la perſonne, moins repreſentera-t-il le priuilege d'icelle. Et ſia eſté cette queſtion decidée par Arreſt de voſtre Cour de Parlement, à l'encontre des filles de feu François de Thieuuille ſieur de Guyhebert, contre Louys de Rohan ſieur de Guemené & Baron de Marigny & Remilly, fondé en la conſiſcation de Ican de Thieuuille ſils ainſné dudit defunt François de Thieuuille, & frere deſdites filles. Et pour le regard de ladite Damoiſelle femme dudit Nicolas Morel, demandant ſon doüaire, les demanderſſes ſouſtiennent qu'elle n'eſt partie competente ne receuable à contredire & empêcher l'eſſet & enterinement de leur requeſte & partage en eſſence: comme ainſi ſoit que leurdit partage leur ſoit acquis en toute la ſucceſſion de leur pere, & que la part de Nicolas Morel ſon mary y ſoit affectée auparauant l'hypotheque du doüaire, lequel ne peut auoir lieu en ce cas, que prealablement le partage des demanderſſes ne ſoit leué. Ce n'eſt donc vn intereſt bien allegué par cette Damoiſelle femme dudit Nicolas Morel doüairiere, pour raiſon de la diminution de ſon doüaire: car il ne luy eſt pas deu ſur la portion des demanderſſes: & partant cette doüairiere ne peut dire que ſon doüaire luy ſoit diminué: Mais encore la queſtion preſente pour le fair du partage eſt propriétaire & hereditaire: & par conſequent la doüairiere, qui ne pretend qu'un ſimple vſufruit en la part de Nicolas ſon mary, n'eſt perſonne capable à diſputer ſur

vn iugement petitoite en la ptesence encore du proprietaice. Pat ces moyens, SIRE, ces Damoiselles persistent à leurs fins & conclusions: au moins que la portion du bien paternel de leur frere, estant distraite & enetuee hors de leur nom, elles puissent leuer sur icelle de droit de partage ce qui leur appartient.

Les Gens du Roy pour leurs dupliques ont plaidé par BIGOT ainsi qu'il s'ensuit:

SIRE, en l'Arrest allegué par l'Aduocat des demanderes-
ses, il estoit question du mariage d'une fille qui estoit âgée de 26. à 27. ans, à laquelle auoit esté adiugé partage en essence par ledit Arrest, & non pas à une sœur qui estoit mineure d'ans, laquelle voirement quelque temps après auoit eu partage en essence au lieu de mariage: mais cela s'estoit fait par vn consentement des parties: qui partant ne faisoit rien au cas present. Persistant à ses fins & conclusions, & offertes par luy faites de leur bailler tout ce que par la Coustume elles peuuent demander.

APRES cette plaidoirie Monsieur le Chancelier s'est levé, & est allé au conseil au Roy, & après à la Roine, à Messieurs le Duc d'Orleans & autres Princes & Seigneurs estans au costé dextre: après à Messieurs les deux Cardinaux estans au costé fenestre: & après est descendu aux Presidens, Conseillers du Priué Conseil, Maistres des Requestes & Conseillers de la Cour, & autres. Et au retour du Conseil, s'estant assis en sa chaire, a prononcé l'Arrest ainsi qu'il s'ensuit:

Le Roy en enterinant la tequeste des demanderes-
ses, a ordonné & ordonne que partage leur sera baillé & deliuré, & à ce faire & souffrir a condamné & condamne les defendeurs.

TOUTES ces choses ainsi solennellement celebrées & paracheuées, le Roy s'est levé & pareillement la Roine; & ayans leurs Maiestez benignement & gracieusement salué & gratifié les Presidens, Conseillers & Officiers de ladite Cour

de Parlement, comme aussi ont les autres Princes & Seigneurs: se sont retirez accompagnez comme ils estoient lors de leur arriuée; la Roine estant aussi accompagnée des Dames & Damoiselles, lesquelles durant le temps que cet acte a esté celebré, estoient en vn theatre préparé pour cet effet près la porte d'entre la salle de l'Audiance, & le paruis d'entre ladite salle, & la chambre du Conseil, duquel theatre elles ont pû voir, & ouyr le tout sans pouuoir estre veües.

Deux lettres écrites au Roy & à la Reine mere par le Parlement, sur vn faux rapport fait à leurs Maiestez, qu'en vne deliberation tenuë les Chambres assemblées, il s'estoit tenu quelques propos de mépris touchant l'âge du Roy.

CHARLES IX.
5. Aoust.
1563.

Majorité
du Roy
quant à la
Iustice.

Extrait des Registres du Parlement. Du Ieudy 5. Aoust 1563.

CE iour sur le rapport fait par Monsieur le Premier President, a esté écrit au Roy & Reine, comme il ensuit:
NOSTRE SOUVERAIN SEIGNEUR, tant & si tres-humblement que possible nous est, à vostre bonne grace nous recommandons. Nostre souuerain Seigneur, Messire Christophle de Thou Premier President en cette vostre Cour, nostre frere, nous a ce matin dit tenir de bon lieu, que l'on vous auoit fait trouuer mauuaise la réponse qu'auoient toutes les Chambres assemblées auisé faire à vostre Maiesté, le 21. Iuillet dernier, l'attribuant à desobeissance & mépris de vostre âge, dont nous sommes & à bon droit émerueilliez; car suiuant nostre deuoir n'auons iamais eu, & n'aurons que vn Dieu & vn Roy; & quand ne seriez âgé que d'un iour, vous seriez maieut quant à la Iustice, comme si auiez trente ans, puisqu'elle est administrée par la puissance que le Createur vous en a donnée, & en vostre nom. Aussi la parure dont sommes vestus és exeques du Roy, enseigne qu'ils ne sont morts pour la Iustice, moins peuuent-ils estre mineurs. Nostre souuerain Seigneur, tant est loing que ayons iamais peché en desobeissance, que nous auons

roufours gardé, fait garder à nostre pouuoir, & supplié tres-humblement vostre Maiefté faire garder les bonnes & saintes ordonnances faites pour contenir vos fuiets en leur deuoir & obeissance. Ceux qui s'efforcent les rompre ne sont si obeissans à vostre Maiefté que nous, qui desirons que chacun y eust autant fait bon deuoir que cette Cour; les affaires possible s'en fussent mieux portées. Nous espérons après que nous aurons esté ouys, que serez content & satisfait de nos fidelité & seruice, & connoistrez que nostre obeissance est sientiere, que quand ailleurs elle faudroit, elle demeureroit en nous aussi longue que nos vies. Cependant il vous plaira, nostre souuerain Seigneur, quelque malueillance qui nous soit portée pour auoir fait ce que nous auons deu, ne prendre autre opinion de nous, que celle qu'il vous a pleu en auoir de nostre propre administration de iustice, sans autre exception de personne. Nostre souuerain Seigneur, nous prions le benoist Redempteur, qu'il vous doint en tres-bonne santé tres-longue vie, & entier accomplissement de vos tres-hauts & tres-nobles desirs. *Escrit à Paris en vostre Parlement, sous le signet d'iceluy, le cinquiesme iour d'Aoust mil cinq cens soixante-trois. Et au dessous est écrit: Vos tres-humbles & tres-obeyssans fuiets & seruiteurs L E S G E N S tenans vostre Parlement. Et sur la superscription: Au Roy nostre souuerain Seigneur.*

Lettre du Parlement à la Reine mere.

NOSTRE SOUVERAINE DAME, tant & si tres-humblement que possible nous est, à vostre bonne grace nous recommandons.

Nostre souueraine Dame, nous auons aussi écrire à la Maiefté du Roy, comme il vous plaira voir par le rapport que nous a presentement fait Messire Christophle de Thou premier President en cette sa Cour, nostre frere; & vous supplions tres-humblement, nostre souueraine Dame, en attendant que vos Maieftéz nous ayent ouys, ne perdre l'opinion qu'il leur a pleu auoir de nous par nos droites actions

en l'administration de la iustice, & à tenir la main comme deuions à vostre suprême autorité, qui sont preuues certaines de nos subiection, fidelité & obseruance deuës à vos Maiestez. Nostre souueraine Dame, nous prions le Createur qu'il vous doint en tres-bonne santé tres-longue vie. Escript à Paris en Parlement sous le signet d'iceluy, le cinquième iour d'Aoust mil cinq cens soixante & trois. *Et au deffous est écrit: Vos tres-humbles & ttes. obeyssans fuiets & seruiteurs LES GENS* tenans le Parlement du Roy. *Et sur la superscription: A la Reine nostre souueraine Dame.*

Auis de Monsieur l'Euesque de Valence, lors que le Roy fit opiner Messieurs de son Conseil, en la presence de Monsieur le President de Thou, & autres enuoyez de la part de la Cour de Parlement de Paris, pour faire remonstrances audit Seigneur des causes, pour lesquelles ils n'auoient voulu publier en icelle son Edit fait sur sa maiorité à Rouën le 17. Aoust 1563.

SIRE, ie ne fais aucune doute, que voyant la diuersité d'opinions qu'il y a entre Messieurs de la Cour de Parlement, & ceux qui ont cet honneur d'estre près de vostre personne, vous ne trouuiez fort mauuais que parmy ceux qui ne doiuent tendre qu'à vn seul but, qui est le bien de vos affaires, il y ait si peu d'accord, & si grande difference de iugement. D'un costé vous voyez vne Cour de Parlement composée de si sçauans personnages; de l'autre costé vous voyez Messieurs de vostre Conseil qui vous parlent d'une mesme chose avec opinions différentes. Mais celane vous doit point étonner, ains deuez par là comprendre, que Dieu a reserué la perfection pour luy seul, & a voulu que les hommes ayent les esprits differens, & que le plus souuent ils ne se puissent accorder, comme vous voyez en cet affaire sur lequel vous nous faites opiner; & faut que ie confesse, que les difficultez proposées par Messieurs de la

Cour sont telles, que ie ne les puis comprendre, & suis contraint de dire qu'elles sont sans fondement.

Ie sçay bien qu'on ne peut ny doit trouuer mauuais qu'ils vsent de remonstrance, & que les voulez volontiers écouter & honorer, comme ont fait les Rois vos predecesseurs, & qu'il me seroit fort mal de parler d'une telle Cour qu'avec honneur & reuerence; mais ie diray bien que telles difficultez proposées en ce temps, apportent grand preiudice à vos affaires; dautant que le peuple qui entend la diuision qu'il y a entre ladite Cour & vostre Conseil, se rend plus difficile à vous rendre l'obeyssance qu'il doit. Ie passeray plus outre, que la Cour en ses remonstrances vsé bien souuent de cette clause, qui peut estre cause de beaucoup de maux, *La Cour ne peut ny doit selon leur conscience enteriner ce qu'il luy a esté mandé;* & avec le mesme respect ie proteste, comme i'ay ià fait, de ne vouloir parler de cette Compagnie qu'avec honneur; Ie dis, SIRE, que de ces paroles en auient souuent de grands inconueniens. Le premier est, que comme le peuple entend que Messieurs de la Cour sont pressez si auant par vostre autorité, qu'ils sont contraints de recourir au deuoir de leurs consciences; il fait sinistre iugement de là vostre & de ceux qui vous conseillent; qui est vn grand aiguillon pour les acheminer à vne rebellion & desobeyssance: Le second inconuenient est, qu'il auient souuent que ces Messieurs après auoir vsé de ces mots si seueres & rigoureux, peu de temps après, comme s'ils auoient oublié le deuoir de leurs consciences, passent outre, & accordent ce qu'ils auoient refusé; & par experience il vous souuient, SIRE, qu'il y a enuiron deux ans qu'ils refuserent par deux fois vos Lettres Parentes sur les facultez de Monsieur le Cardinal de Ferrare, vsans tousiours de ces mots, *Nous ne pouuons ne deuons selon nos consciences;* & toute fois deux mois après sur vne lettre missiue en vne matinée ils receurent & approuuerent lesdites facultez, qu'ils auoient refusées avec tant d'opiniaistreté: Ie demanderois volontiers que deuiennent lors leurs consciences. Ce qui me fait dire, & les prie SIRE, en vostre presence, qu'ils soient dorelnauant plus re-

tenus

tendus à vser de telles clauses, & considerer que s'ils demeureroient en leurs opinions, ils font grand tort à vostre Maiesté; s'ils changent, ils donnent à mal penser à beaucoup de gens de leurs consciences. L'on me dira que ce sont des paroles perduës, attendu qu'en ces remonstrances n'a esté fait mention aucune de ces mots, *Nous ne pouvons, ny devons*; mais ie répondray à cela, que Monsieur le President comme homme adroit & bien auisé, s'est bien gardé d'vser entierement des termes contenus en ses memoires, & ose bien dire d'auantage qu'il n'a pas encore mis la main iusques au fond du sac, comme vous pourrez entendre par cy-aprés. Or SIRE, ils vous remonstrent trois points principaux.

Le premier est, qu'ils eussent bien desiré que l'acte solennel de vostre Maiorité eust esté fait à Paris: Monsieur le President dextrement a voulu monstrier que cela n'est que de ialousie & d'amour, telle que le suiet a enuers son Seigneur; & encore qu'il semble que cela ne soit pas de si grande importance; si est-ce que par la Declaration qu'ils vous demandent, ils monstrent que le lieu de Paris est necessaire aux actes solennels de vous & de vos successeurs. Et si l'on me dit que cela n'est pas de si grande importance, qu'il en faille disputer; ie répondray, que si ainsi estoit que par les Histoires & Registres il apparaisse que les Rois soient tenus, ou qu'ils ayent tousiours fait ces actes solennels en la ville de Paris; l'on pourroit taxer Messieurs de vostre Conseil, ou de ne l'auoir pas sceu, ou de l'auoir voulu celer; & de ma part, SIRE, ie confesse ne l'auoir iamais sceu, & qui plus est i'ay tousiours pensé le contraire, comme ie fais encore. Et pour réponse à ce que Messieurs de la Cour disent, que le Roy Clouis ne voulut accepter ny le nom d'Auguste ny les ornemens Imperiaux, que le Pape Anastase luy enuoyoit, & qu'il declarane les vouloir prendre qu'en sa ville de Paris: Il faut pour en scauoir la verité recourir aux Histoires, parmy lesquelles il me souuient auoir leu vn Historien ancien nommé Aimoinus, Moine de S. Germain des Prez, grand personnage, & estimé entre les Historiens, qui raconte que le Roy Clouis reuenant d'Angoulesme receut les Ambassadeurs d'Anastase en la ville

de Tours, & en ce mesme lieu accepta le nom d'Auguste, & les ornemens Consulaires: l'adiouôteray vne particularité qu'il raconte en ce mesme lieu, que le Roy Clouis pour la victoire que Dieu luy auoit donnée, & pour les bonnes nouuelles qu'il auoit receuës, donna son cheual à S. Martin, & auoit offert cent escus pour le racheter; le cheual ne bougea iusques à ce qu'il eust baillé deux cens escus; quoy voyant ce bon Roy dit vn mot de bon compagnon, *Saint Martin est bon à seconrir, mais il est bien cher à se faire payer.* Je croy, SIRE, quen'oubliez pas cela. Tellement que ie croy que l'opinion de Messieurs de la Cour ne se peut defendre ny par Histories ny par Registres qu'ils ayent deuers eux; car il n'y auoit en ce temps là ny Cour de Parlement ny Registres: qui fait, SIRE, que de ma part ie suis d'opinion que, comme vous auez monstté en ce qu'auéz fait à Rouën, que vous auez pû choisir le lieu pour vous y declarer maieur, aussi ne voulez-vous pas oster cette mesme liberté à ceux qui viendront après vous. Ils vous remonstrent puis après, que par vostre Edit de Maiorité vous établissez perpetuellement deux Religions en ce Royaume, parce que vous ordonnez que l'Edit de pacification fait au mois de Mars, soit parfaitement obserué; & concluent puisqu'il y a de l'obseruation parfaite, l'on ne peut rien adiouôter, & par consequent il ne faut point attendre de nouveau remede, comme vous auez promis; mais est vostre intention declarée, que vous voulez que l'on viue ainsi sous deux Religions. Sur quoy, SIRE, ie suis contraint de dire, que l'argument de Messieurs de la Cour est trop subtil & trop argu, ou que ie suis par trop grossier; tant y a que ie ne le puis comprendre; & qui demanderoit à Monsieur le President en quels termes faudroit-il si bien declarer vostre intention, que vous n'entendez que l'on viue avec deux Religions en vostre Royaume, sinon iusques à ce que par vn Concile ou general ou national vous y ayez autrement pourueu, il seroit impossible d'en trouuer de plus exprés que ce qui est contenu en l'Edit de pacification: Parquoy declarant par vostre Edit de Maiorité, que vous entendez que l'Edit de pacification soit parfaitement obserué, vous declarez par mesme moyen que vos

suiets viuront en paix chacun sous sa Religion, non pas à tousiours, mais iusques à ce qu'autrement vous y ayez pourueu, comme dessus a esté dit.

Or, **SIRE**, il a esté parlé de cet Edit de pacification, duquel Messieurs de la Cour se plaignent, & estiment qu'il ait esté fait pour détruire la Religion Catholique; mais de ma part ie suis d'opinion que sans l'accord contenu par l'Edit, vous n'auriez point de Religion en France: Car si ie demandois au Catholique, de quelle Religion estiez-vous en ce temps là? S'il me répondoit, i'estois de la Religion Catholique: Appelez-vous Religion Catholique conciter le peuple à se tuer les vns les autres, à se manger, à se piller les biens, à vser de toute vengeance; voire mesme les gens d'Eglise ne cessoient de courir çà & là pour faire épandre le sang: Ie diray librement que le Catholique ne tenoit rien de Catholique. Si ie demandois à celuy de la Religion reformée, de quelle Religion estiez-vous? il me diroit de la Religion reformée. Ne pourrois-je pas luy dire avec verité, Appelez-vous Religion reformée, sacrileges, meurtres, voleries, pillages? appelez-vous cela reformée? Nos Docteurs disent que Iesus-Christ n'a point voulu que ses Apostres ayent publié la Religion avec les armes, parce que la guerre ne peut estre sans meurtres, violence & oppression de peuple; & Dieu n'a point voulu que vne Religion si sainte ait esté meslée avec tant de meschancetez, qu'il deteste & abomine. Enfin, **SIRE**, vous avez veu par experience, que l'on prenoit le chemin d'un atheisme, ou pour le moins d'un oubly de la crainte de Dieu; mais par l'Edit de la pacification les armes ont cessé, tout le monde a commencé à respirer & à sortir de cette rage qui auoit penetré au cerueau de beaucoup de gens: le Catholique commence à reconnoistre sa faute; celuy de la Religion reformée reconnoist qu'il n'estoit pas pareillement entré au bon chemin pour viure religieusement & en reformé. La haine des vns aux autres commence à se mitiger, & voit-on bien que si cecy continuë quelque temps, il vous sera puis après facile par vne bonne reformation, de reünir tous vos suiets à vne mesme Religion; & croy qu'il n'y a homme près de

Ecc ij.

vous, **SIRE**, qui ne voulust avec quelque perte de son sang, voir vne bonne & sainte paix sous vne Religion parmy vos sujets; mais pour cette heure icy il vous est impossible de le faire, & de l'essayer sans mettre en trouble vos affaires; parce que l'Edit de pacification n'est encore receu en beaucoup d'endroits, & qui parleroit de l'oster, ce seroit remettre le peuple en fureur qui n'est encore desarmé: le dis dauantage, que plusieurs de la Religion reformée, & qui ont encore les armes en main, voyant que par cette remonstrance l'on met en doute ce qui leur auoit esté accordé, pourroient prendre occasion de ne laisser pas si facilement les armes, craignant qu'on ne leur voulust courir sus; ce qui me fait dire que cette remonstrance, outre qu'elle est superflue, elle peut grandement preiudicier au bien de vos affaires, & à la tranquillité de vostre Royaume; & croyez, **SIRE**, que quiconque vous conseille de rompre l'Edit, soit Catholique, ou de la Religion reformée, il est mené d'autre zele que de Religion, & desire par vn moyen ou par autre vous remettre en peine: parquoy, **SIRE**, il se faut bien garder de rien adioûter ou diminuer à vostre Edit de Maiorité, & faut qu'il soit receu & publié tout ainsi qu'il a esté à Rouën.

Pour le tiers point, ils vous remonstrent, que les habitans de Paris par priuilege doiuent garder les armes. Il me semble, **SIRE**, que cette demande est grandement inciuile, attendu que les armes leur furent baillées à telle condition, qu'ils les remettroient incontinent qu'il leur seroit par vous commandé: & ne puis comprendre pourquoy ils se font tant tirer l'oreille à vous obeyr. L'usage des armes, **SIRE**, est defendu au peuple par les loix Imperiales; & est au Prince à les bailler & à les reprendre quand bon luy semblera: parquoy, **SIRE**, il me semble qu'il est necessaire de les faire poser, & commencer par la ville de Paris qui doit seruir d'exemple à toutes les Prouinces de ce Royaume.



Plusieurs deliberations faites dans le Parlement, sur le ſujet CHAR-
 de l'Edit de la Maiorité du Roy Charles IX. fait dans LES IX.
 le Parlement de Rouën le 17. Aouſt 1563. &c. Ar- 1563.
 reſt du Conſeil fort rude contre la Compagnie ſur ce ſujet, Maiorité
 & ſur le partage és affaires du Roy. &c.

Extrait des Regiſtres du Parlement.

Du Samedi 21. iour d'Aouſt 1563.

C E iourd'huy le ſieur de Lanſac Cheualier de l'Ordre du Roy, Conſeiller de ſon Priué Conſeil, a preſenté à la Cour toutes les Chambres aſſemblées, les lettres miſſiues du dit Seigneur, inſérées à la fin de ce Regiſtre; leſquelles leuës a dit, Que après l'heureux ſucces qu'il a pleu à Dieu donner au Roy du recouurement du Haure de Grace, clef de Normandie, conſequemment du Royaume, il en a premierement rendu graces au Createur, & luy a ſemblé deuoir après venir congratuler ceux de Rouën qui y auoient le principal intereſt, pour conſoler le peuple, & donner ordre à la tranquillité d'iceluy. S'eſt trouué en ſa Cour de Parlement de Rouën; où voyant qu'il eſtoit paruenue au quatorzième an de ſon âge, ayant experimenté combien de grands maux & inconueniens apportent les minoritez des Princes, a deliberé declarer ſa Maiorité; & ſuiuant cela Roine ſa mere a remis en ſa main l'adminiſtration de ſon Royaume, Monſieur ſon frere, les autres Princes, & Officiers, & Seigneurs de ſon Conſeil luy ont fait hommage, ſubiectiõ & obeïſſance appartenant à Rois maieurs. Pource que c'eſt choſe dont dépend le repos public, il deſire eſtre de tous reconneu & obey comme Roy maieur; auſſi il veut de ſa part faire ſon deuoir, & conſeruer ſes bons & loyaux ſuiets; & conſiderant que, graces à Dieu, toutes choſes ſont de preſent en bonne paix, tous eſtrangers hors du Royaume, a auifé faire l'Edit qu'il a preſenté; & a dit qu'après la lecture d'iceluy, il paracheuera ſa charge & creance. Ce fait a eſté l'Edit leu, donné à Rouën le 16. iour de ce

mois. Après a ledit sieur de Lansac dit qu'il a apperceu presentement, que l'adresse n'estoit par la Cour trouuée bonne, qui est chose aisée à reparer s'il est raisonnable qu'elle le soit; au reste par la lecture de l'Edit a esté entendu l'intention du Roy de nourrir ses suiets en paix & vnion, & en oster la haine, qui a moyen d'estre entretenüe & mise à execution par les armes estans és mains du peuple, lesquelles il commande estre mises és mains de ceux qui en doiuent auoir le maniement, & en vseront plus discrettement: Et sa Maiesté a auisé prendre la protection, garde & defense de ses suiets, comme elle luy appartient; desire que son Edit soit promptement publié & diligemment obserué; prie que sa loy soit receuë de telle volenté que sadite Maiesté l'a fait, & a soin & ialousie de cette sienne ville capitale, sçait combien elle luy importe: a ordonné au Cheualier du Guet se rendre icy, estime qu'il arriuera ce soir, auisera avec la Cour & ceux de la ville quel guet sera mis pour la garde de la nuit, & s'il est besoin l'augmentera & doublera; les Dizeniers s'enquierent & sçachent chacun iour ce qui se passera en son quartier, quelles gens y arriueront & sortiront, & en quel equipage, pour du tout auertir celuy qui aura charge en cetteditte ville pour le Roy; & quand telle prouision ne satisfera pour asseurer cette ville, le Roy fait acheminer pour l'accompagner en son voyage de Lion trente enseignes de gens de pied, six mille Suisses, & cinq cens hommes d'armes, qu'il a chargé faire approcher de cette ville pour y mettre assurance, si besoin est, & la conseruer. Le Roy connoistra en ce premier commandement, l'obeissance que ladite Cour luy vouldra porter és autres commandemens qu'il luy fera cy-aprés. Ce fait s'est ledit sieur de Lansac retiré, a esté ledit Edit mis sur l'heure és mains des gens du Roy pour en venir dire ce que bon leur semblera; & quelque temps après sont retournez, & ont dit auoir presentement ouï la lecture des lettres missiues & Patentés, apportées & présentées par ledit Seigneur de Lansac Cheualier de l'Ordre, pareillement l'exposition de la creance dudit Seigneur, & entre autres choses le grand & ardent desir que le Roy a, que en toute diligence soit passé outre à la publication desdites lettres; & remonstré que

suivant les Ordonnances anciennes de Philippes le Bel, & autres successeurs Rois, la loy & deuoir de sa charge, & aussi la religion du serment qu'il a presté au Roy & à la Cour, luy commandent de receuoir & recueillir les mandemens & lettres prouenant du Roy nostre souuerain Seigneur en toute humilité & obeissance, ayant toutefois cette asseurance de la bonné & benignité du Roy, qu'il receura de bonne part, *Vt est diuino ingenio & caelesti*, les remonstrances qui luy seront faites sur lesdits mandemens, estant accompagnées & d'equiré & de iustice, & appartenant à l'entretenement & consuetudation de ses saintes Ordonnances & de ses predecesseurs Roys: Pour cette cause par deliberatiō faite avec Messieurs ses Collegues, a auisé sous la benigne supportation de la Cour de remonstrer deux ou trois points concernans lesdites lettres. En premier lieu, en ce que par icelles est faite mention de la declaration que le Roy a faite par sa bouche seant au Parlement de Rouën de sa Maiorité, & depuis par la bouche de Monsieur le Chancelier, dit, que combien que ce soit chose assez reconneü & témoignée par les anciennes Ordonnances de France, & *memoria ipsa sacris monumentis ipsius Senatus luculenter impressi & consignata*, que les Rois de France si tost qu'ils sont entrez & ont atteint le quatorzième an de leur âge, ils sont faits maieurs sans autre declaration; toutefois quand il est question de faire publicatiō & declaration expresse de telles & semblables Ordonnances, ce a esté premierement en cette Cour, *qua ex causa id factum non sit, ignorat*, d'autant que cette Cour est la premiere de toutes les Cours de ce Royaume, la Cour des Pairs, & le lit de la Iustice souueraine du Roy, en laquelle fut en premier lieu & solennellement, *lex illa annaria*, & l'Ordonnance de maiorité du temps du Roy Charles cinquième publiée l'an 1375. assistans Monsieur le Dauphin de Viennois, le Duc d'Aniou & autres, aussi les Patriarches d'Alexandrie, Archeueques de Reims, Sens, Thoulouze, Euesques de Paris & Meaux, Abbez de saint Denis & sainte Coulombe, le Recteur, Docteurs de Theologie & en Decrets; & depuis a esté cette même Ordonnance renouuellée du temps du Roy Charles sixième l'an 1392. & pareillement la substance d'icelle l'an

1407. le Roy tenant son lit de Iustice en sadite Cour, & non seulement cette Ordonnance, mais toutes autres appartenans au gouvernement de ce Royaume; tellement que par là l'on peut connoistre de quelle prudence & quelle affection & deuotion cette Cour de tout temps a embrassé ce qui appartenoit non seulement à la conseruation, mais aussi à l'accroissement du bien & de l'excellence du Roy; dautant combien qu'il y eust lors grande dispute & grande contention entre les Seigneurs de ce Royaume sur la maiorité & sur l'âge des Rois, ayans succédé à la Couronne estans encore en bas âge; si est-ce que la Cour vertueusement & *magna constanti* à soustint, qu'il estoit expedient pour le repos, vnion & tranquillité du Royaume, que les Rois estant paruenus à cet âge de quatorze ans, fussent dits & declarez maieurs, & eussent le gouvernement du Royaume: Remonstrant en cet endroit comme les choses auroient heureusement succédé avec l'aide de Dieu, estant le vray protecteur des Rois, & leur vray bouclier auparauant qu'estre paruenus à perfection d'âge, ramenant en memoire le temps & âge de Ioas, de Iosias, de Dauid & de Salomon, de Philippes Auguste, & du Roy saint Louys; & aussi que par les anciennes Histoires il se trouueroit que plusieurs Rois depuis venus à grande perfection, comme Pyrrhus Roy des Epirotes; en Asie Antiochus le Grand, successeur de Seleucus Ceraunus; en Macedoine Philippes le successeur d'Antigonus, qui auoit esté son tuteur & beau-pere, auroient entré au gouvernement desdits Royaumes n'estans encore en puberté: Au contraire les grands inconueniens qui estoient auenus pour le differend des gouvernemens, comme il est recité de Ruffinus & Stilico, qui auoient esté laissez Gouverneurs à Arcadius & Honorius; & aussi la plainte que faisoit Cleopatre, laquelle indignée que Pothius auoit le gouvernement de Ptolomeus, vsoit d'exclamation vers Cesar, luy disant, *Regem regnare iube*. Et partant supplie la Cour, quand elle verra l'opportunité, d'en faire remontrances au Roy, avec autres choses qu'elle sçaura trop mieux suppléer, appartenant à l'autorité & dignité d'icelle, & représenter au Roy en quelle recommandation sa Cour de Parle-

ment

lement sous son autorité a esté non seulement en ce Royaume, mais aussi en toutes les parties d'Orient & d'Occident; & mesme que c'est la vraye & seule Cour de ses Pairs, & en laquelle il a accoustumé tenir son lit de Iustice, & laquelle, comme disoit Charles septième, represente la vraye & solide image de la maiesté & dignité de sa Iustice; & que les Rois & Seigneurs estrangers pour la dignité d'icelle y ont eu recours en leurs differends, comme estant vn vray oracle & exemple d'equité, prudence & integrité. En second lieu, quant à l'adresse, supplie & remonstre pareillement qu'elle doit estre reformée, en ce que les Cours sont denominées après les Lieutenans & Gouverneurs contre la forme accoustumée; & aussi que la raison est, que les Cours qui sont celles qui procedent à la verification de telles lettres, soient les premieres en rang & ordre de nomination. Et au regard de l'observation de l'Edit de pacification, de sa part ne peut requerir autre chose, sinon que la publication & verification, telle qui en a esté cy-deuant faite à la Cour, demeure en sa vigueur. Et au surplus quant au fait des armes, dit & remonstre le Procureur General du Roy, que de sa part il a tousiours grandement desiré & souhaité, que la maiesté de la Iustice composée d'honneur & de reuerence fust telle, que le Sceptre & l'Estat du Roy se peust conseruer sans force & sans armes, estant seulement ledit Seigneur enuironné & gardé de la bonne volonté de ses suiets: & d'autant, comme dit Synesius ad Arcadium, que la face viue de sa Maiesté ne peut estre en tous lieux & endroits de son Royaume; que les Iuges par luy commis & établis fussent si reuez & honnorez, que nulle personne tant grande fust-elle, soit de fait ou de parole, osast entreprendre chose contre eux, comme dit Ioseph en son liure des Antiquitez: & certainement, comme disoit Leon Empereur, c'est chose tres-déplaisante d'estre tousiours en cette apxiété, de ne pouuoir conseruer ses villes par le moyen & lien de l'obeissance sans vsfer des armes. Se rememore aussi que par les anciennes loix de Theodose, l'vsage des armes estoit interdit, *nullique prorsus insciis atque inconsultis principibus quorumlibet armorum moneudorum copia tribuebatur.* Mais sous correction de la Cour,

semble qu'il y a quelque chose de particulier à remonſtrer en ceſt endroit pour ladite ville de Paris, laquelle pour la neceſſité du temps, pour les affaires du Roy, & par ſon commandement a eſté contrainte d'uſer des armes en la forme & maniere qu'elle a iuſques à huy, faiſant le guet aux portes, la ſentinel-le, la ronde, & *alias excubias nocturnas*, le tout pour la deſenſe du Roy & de cette ville de Paris, & par licence & permiſſion verifiée en la Cour: & n'y a perſonne qui puiſſe douter & reuoquer en doute, que par chartes & priuileges anciens, tant du Roy Charles cinquième que autres ſuccelleurs Rois, il ne ſoit permis aux Bourgeois de ladite ville, acquerir fiefs, Baronnies, & iuſques à Comtez, & neantmoins francs de l'arriereban, & *eo nomine* ſuiers & aſtraints d'auoir armes en leurs maiſons pour la conſeruacion, garde & tuition de ladite ville; tellement que *ſalutis publicæ tuendæ gratiâ*, les armes ſont non ſeulement permises, mais commandées par les priuileges aux Bourgeois de ladite ville; *de facce & quiſquiliis perditorum hominum non loquor*. Et dautant que c'eſt choſe qui appartient plus à la connoiſſance des Preuoſt des Marchands & Eſcheuins, qui ont la charge des affaires de la ville, & connoiſſent plus l'importance de telle affaire que nul autre; plaira à la Cour les mander, pour après les auoir ouïs, remonſtrance eſtre faite telle que la Cour auifera. Outre dit & remonſtre que les ſentinelles qui ont eſté cy-deuant faites, ont grandement aidé au repos de ladite ville, & ont empêché les pilleries, voleries & eſſractions nocturnes qui ſe faiſoient; & puiſqu'il plaist au Roy qu'elles ceſſent & n'ayent plus de lieu ny cours, & que le guet Royal commençant à marcher, ſupplie auertir ceux de la ville, que les choſes ne tombent en telle deſolation qu'elles ont fait cy-deuant auparauant leſdites ſentinelles, conſideré que ceux du guet au lieu de conſeruer le pauvre peuple en ſeureté & repos, eux meſmes le pillotent & voloient, & *in hoc circumſpectis diligentia eſt opus*: autrement les choſes tomberont en mauuais eſtat, & ſera vne grande vexation pour tout le corps de la ville. Au ſurplus quant au port des piſtolets & harquebuzes, qui eſt indiſtinctement permis à tous Nobles: c'eſt choſe à laquelle eſt beſoin de prendre

garde ; car chacun se voudra dire noble , & n'y aura que bon citoyen & bon marchand qui soit en danger. Quant aux autres articles, sont choses qui semblent estre, sous correction de la Cour, raisonnables & iuridiques, & appartenans plus à l'Estat du Roy, au fait desdites finances & de la gendarmerie, que de la iustice. Pource que l'heure estoit tarde, a esté par ladite Cour l'affaire remis à Lundy prochain. Ensuit la teneur desdites lettres.

DE PAR LE ROY.

NOS AMEZ ET FEAVX, Nous retrouvans par la grace de Dieu en âge de maiorité, & considerans le grand besoin qu'il est de mettre la main à la restauration de plusieurs choses, que les troubles passez & la malice du temps ont alterées & depraüées en certuy nostre Royaume ; il nous a semblé pour la commodité qui s'offroit de tous les Princes de nostre sang, & la plus grande partie des plus grands & apparens Seigneurs & Officiers d'iceluy estans près de nous, aussi pour la necessité du temps faire la Declaration de nostre Maiorité, & l'Ordonnance contenuë es Lettres patentes que nous vous enuoyons presentement : l'entretenement & obseruation de laquelle ordonnance desirans singulierement pour le bien, repos & tranquillité de nostredit Royaume ; nous voulons, vous mandons, commandons & ordonnons tres-expressément que vous ayez à proceder à la verification & publication desdites lettres, & le contenu obseruer & entretenir de point en point selon sa forme & teneur, croyant sur ce ce que vous dira de nostre part le sieur de Lansac Conseiller en nostre Priué Conseil present porteur, tout ainsi que vous feriez nous-mesmes. Donnée à Rouën le 18. iour d'Aoust 1563. Signé CHARLES, & contresigné, DE LAVBESPINE. *Et sur la superscription :* A nos amez & feaux les Gens tenans nostre Cour de Parlement de Paris. Receuë le 21. iour d'Aoust 1563.

Du Lundy 23. iour d'Aoust.

C E iour la Cour toutes les Chambres assemblées a vacqué à la verification des lettres de Declaration de la

Maiorité du Roy, & a esté l'affaire remis à Lundy prochain, pource que l'heure a sonné.

Ce iourd'huy le sieur de Lansac Cheualier de l'Ordre du Roy, Conseiller en son Priué Conseil, est venu en la Cour, a dit, que parce que le Roy desire par luy entendre ce que ladite Cour fera de l'Edit qu'il presenta Samedi, il en vient ramenteuoir l'expedition, aulli qu'il oyt plusieurs propos qui courent par cette ville, sur le delaissement des armes; il n'y a personne à qui la seureté de ladite ville touche tant que au Roy, auquel ladite Cour pourra en toute humilité remontrer ce qu'elle auisera, & elle le trouuera tres-bon Prince; est auerty que hier vn Prescheur nommé Artus Desiré prescha seditieusement, disant au peuple qu'il se gardast bien de se desarmer, car c'estoit sa ruine, adaptant le passage, *Qui non habet gladium, vendat tunicam & eruat*. Le Roy en Normandie a changé les Capitaines & Gouverneurs des villes, y en a mis des Catholiques; à Rouën le sieur de Villebon, à Dieppe le fils du sieur de la Meilleraye, & au Chasteau vn nommé Vigogne, qui a esté Gouverneur du fils de Monsieur le Marechal de Brissac; à Caen le sieur de Carrouge; & le sieur de Marignon en la basse Normandie; fera ainsi ailleurs. A quoy répondit Monsieur le Premier President, qu'il y a prinse de corps contre ledit Artus Desiré, quel'on n'a encore pû faire executer: Quand l'obeyssance deuë au Roy seroit perduë ailleurs, elle seroit recouuerte en cette Compagnie, & en cette ville; & que aussi-tost que le Rapporteur sera arriué la Cour commencera à deliberer sur l'Edit.

Du Vendredy 28. d'Aoust.

C E iour en continuant par la Cour toutes les Chambres d'icelle assemblées, la deliberation encommencée sur la Declaration de la Maiorité du Roy, & deposition des armes, le Seigneur de Lansac Cheualier de l'Ordre dudit Seigneur, & Conseiller en son Priué Conseil, est venu en icelle Cour, & a dit auoir presentement receu par vn courrier exprés lettre du Roy, qui par luy auoit auparauant esté auerty, commé

aucuns interpretoient mal l'Edit que dernièrement il leur a présenté de la part de sa Maiesté, en ce qui concerne la confirmation de l'autre Edit fait au mois de Mars pour la pacification des troubles; & partant qu'il auoit commandement de faire lire en ladite Cour le discours des propos que ledit Seigneur tint en sa Cour de Parlement de Rouën auparavant la Declaration de sa Maiorité, & publication dudit Edit; par lesquels propos ils pourroient connoistre que l'intention de sadite Maiesté n'a iamais esté & ne sera, d'approuuer vne nouvelle Religion, ny d'en comporter deux en son Royaume; mais que ce qu'il auoit fait & faisoit en cela, n'estoit que pour contenir ses suiets en paix & vnion, & eniter de rentrer aux grands maux où inconueniens, d'où nagueres nous sommes sortis, attendant que par la grace de Dieu, & le moyen d'un bon Concile & d'une sainte reformation, les choses puissent estre composées & reduites en bon terme: & que après la lecture dudit discours il leur droit plus amplement sa charge. Après a leu à ladite Cour vne lettre missiue à luy écrite par la Roine, dattée du 26. de ce mois, pour leur donner plus claire intelligence de la bonne intention du Roy & de ladite Dame, connoissant laquelle il a supplié ladite Cour de reietter toutes difficultez qui pourroient retarder la publication & execution des commandemens & bon vouloir du Roy. Ce fait ledit sieur de Lansac a présenté à ladite Cour vne lettre missiue, avec des Lettres patentes du Roy pour la continuation du Parlement iusques à la S. Michel, leur disant dauantage que sa Maiesté desiroit les trouuer tous icy à son retour, pour leur faire plus amplement entendre sa volonté, & établir bon ordre à toutes choses auant que s'éloigner de ces quartiers, comme sa Maiesté veut faire pour aller à Lion. Auquel sieur de Lansac Monsieur le Premier Président a dit, *Laudandus Deus, qui dedit hanc voluntatem Regi*, suppliant Dieu qu'il luy fasse la grace de viure & mourir en la loy, en laquelle ses predecesseurs & luy ont tousiours iusques icy vécu; & trouuera qu'il n'y a Compagnie où il soit mieux obey que en cette-cy. Et sur ce s'est ledit sieur de Lansac retiré, & a esté continué à la deliberation iusques à l'heure. S'ensuit la teneur de ladite lettre missiue du Roy.

NOS AMEZ ET FEAVX, Nous auons auisé pour aucunes causes & considerations prolonger & continuer la tenuë de nostre Parlement de Paris iusques à la S. Michel prochaine, ainsi que vous verrez par les Lettres patentes que presentement vous en enuoyons, à la verification desquelles nous vous mandons & ordonnons procéder, & le contenu suiure & entretenir, sans y faire faute : CAR tel est nostre plaisir: croyant sur ce ce que vous dira de nostre part le sieur de Lansac Conseiller en nostre Conseil Priué, tout ainsi que vous feriez nous mesmes. Donné à Caen le 26. iour d'Aoust 1563. Signé, CHARLES, & contresigné, DE LAVBES-PINE. *Et sur la superscription:* A nos amez & feaux les Gens tenans nostre Cour de Parlement à Paris. Receuë le vingt-huitième Aoust mil cinq cens soixante-trois.

Du Mardy 31. d'Aoust.

C E iour oüy le Procureur General du Roy en ses conclusions, a esté enioint à deux des Escheuins de cette ville s'enquerir & faire diligence de sçauoir quels gens sont logez en cette ville, tant près le Palais qu'ailleurs, parce que l'on dit qu'il y a plusieurs gens de nouuel logez & venus en cette ville, pour obuier aux inconueniens qui en pourroient auenir. Après que lesdits deux Escheuins y ayans ià commencé à pourvoir, & à cette fin decerné leurs mandemens aux Quarteniers de cette ville, pour aller eux-mesmes accompagnez des Dixainiers & Cinquanteniers és hostelleries faire lesdites visitations & recherches, outre l'Arrest de la-dite Cour contenant pareille inondtion aux Commissaires du Châtelet de Paris: les aucuns desquels Quarteniers y ont ià satisfait; le surplus se fera le plus diligemment & promptement que faire se pourra. Ce fait, a esté enioint ausdits deux Escheuins, & à Bascon Huissier aller presentement deuers les Officiers du Chastelet, leur dire qu'ils ayent à aller en la maison de l'image S. Michel, & autres qui leur seront nommées par lesdits Escheuins, y visiter, & s'enquerir quels gens

y sont logez, sur peine de s'en prendre ausdits Officiers, & d'en répondre en leurs propres & priuez noms.

Du Mercredy premier Septembre.

VEVES par la Cour, toutes les Chambres assemblées, les Lettres patentes du Roy, données au Parlement de Rouën le 17. iour d'Aoust dernier, signées, Par le Roy en son Conseil, DE LAVBESPINE, contenans inunction à tous Bourgeois, manans & habitans des villes de son Royaume, dedans vingt-quatre heures après la publication desdites Lettres, & sur peine de confiscation de corps & de biens, de laisser & poser les armes sans plus en porter par lesdites villes, ne s'entremettre de faire aucun guet ne garde aux portes, ne par les villes, de iour ne de nuit; commandant à tous ses suiets sur les peines dessusdites, l'entiere & parfaite observance & entretenement de la publication par luy faite le 7. Mars dernier sur la pacification des troubles, ayant ledit Seigneur prins resolution de declarer publiquement en son Parlement de Rouën la maiorité de son âge, comme plus au long le contiennent lesdites Lettres. Les conclusions du Procureur General du Roy, auquel lesdites Lettres ont esté communiquées. Oüy le rapport & creance dudit sieur de Lانسac, enuoyé par le Roy pour la presentation desdites Lettres patentes en ladite Cour, & verification d'icelles. La matiere mise en deliberation, & tout considéré: Ladite Cour a ordonné & ordonne, que remonstrances tres-humbles seront faites aux personnes des Roy & Reine, mesme pour l'article portant confirmation & approbation expresse de l'Edit que l'on datte du 7. Mars dernier passé, avec sanction & apposition de peine de priuation de corps & de biens: sera le Roy supplié tres-humblement, que dudit Edit de Mars soit de datte du sept, soit du dix-neuf, ne soit faite aucune mention pour l'approuver par le Roy, estant fait maieur par la loy & ordonnance de son Royaume: Et où il plairoit au Roy non-obstant les remonstrances tres-humbles qui luy seront faites en ladite Cour, ordonner que l'Edit passe ainsi qu'il est écrit, & qu'il a esté publié à Rouën, luy sera tres-humblement re-

monstré que les gens de sa Cour en leurs consciences & sans offenser Dieu ne le peuuent passer; car ce seroit entre autres choses approuuer deux Religions en ce Royaume, & se separer de l'vnité del'Eglise de Dieu; chose qui ne se peut ny doit faire: & a semblé que la publication telle qui a esté faite par le commandement du Roy en la presence du Cardinal de Bourbon, & Duc de Montpensier, Princes de son sang, pour cet effet enuoyez, a deu suffire, sans chercher autre confirmation & approbation pour la faire derechef publier en l'instant de la Declaration de la Maiorité du Roy, qui a promis par ledit Edit de Mars avec le temps, & moyennant vn bon Concile general ou national, avec la vertu de sa Maiorité pouruoir au contenu dudit Edit; chose qui desiroit & desire vn grand discours & ample connoissance de cause. Touchant l'article concernant les armes, a esté conclu qu'il sera publié conformément au vouloir & intention du Roy, & que requeste luy sera faite tres-humble pour la ville de Paris, à ce qu'il la preigne en sa speciale & singuliere garde & protection, & qu'il trouue bon que à leurs dépens ils se puissent garder de nuit, pour obuier aux inconueniens qui pourroient auenir, & tant que l'occasion desdites gardes soit ostée; & ce à leurs dépens, & sous l'autorité du Roy; aussi qu'il soit permis aux pauvres gens, qui ont acheté armes par le commandement du Roy, les pouuoir vendre à autres habitans de la ville.

Du Lundy 6. Septembre.

CE iour la Cour a receu les lettres missiues du Roy, desquelles la teneur ensuit:

DE PAR LE ROY.

NOS AMEZ ET FEAVX, Nous auons entendu du sieur de Lanfac Conseiller en nostre Conseil Priué, la resolution par vous prise de nous faire remonstrance & entendre les difficultez que vous faites à la publication de l'Ordonnance que vous auons enuoyée par luy: Et pource que nous voulons au plustost sçauoir quelles sont vosdites remonstrances: A cette cause nous vous mandons & enioignons tres-expressément,

ment, que incontinent la presente receüe, vous ayez à faire partir & enuoyer ceux d'entre vous deuers nous, que vous auez pour cet effet choisis & deputez, de sorte qu'ils ne fassent d'estre à Gaillon où nous nous en allons, Mardy prochain au matin pour le plus tard; afin que vosdites remonstrances par nous ouïes, nous vous fassions sur ce entendre nostre intention. Donné à Neufbourg le 4. iour de Septembre 1563. Signé, CHARLES, & contresigné, DE LAVBESPINE.
Et sur la superscription: A nos amez & feaux les Gens tenans nostre Cour de Parlement à Paris. Receüe le sixième Septembre 1563.

Lecture faite desquelles lettres, les Presidens & Conseillers, Tournelle & des Enquestes assemblez, a esté arresté & ordonné, que suiuant le mandement dudit Seigneur, Monsieur le Premier President avec M^e Nicolas le Preuost President desdites Enquestes, & Guillaume Viole Conseiller en icelle Cour, iront faire les remonstrances auisées estre faites le premier iour de ce mois; & à l'instant ont esté leuës lesdites remonstrances pour ce dressées.

Du Mercredy 15. Septembre..

Ce iour le Premier President a dit à la Cour, toutes les Chambres assemblees, que par commandement & ordonnance de la Chambre Maistres Nicolas Preuost Conseiller & President es Enquestes, Guillaume Viole Conseiller en ladite Cour, & luy, partirent le Mardy 7. iour de ce mois, pour aller trouuer le Roy la part où il seroit, afin de luy faire les remonstrances tres-humbles, auisées par sadite Cour luy deuoir estre faites sur l'Edit du mois d'Aoust dernier passé, apporté en cettedite Cour par le sieur de Lanfac Cheualier de l'Ordre. Le Mercredy 8. iour dudit mois, feste Nostre Dame, artiuèrent à Vernon, où ià auparauant eux estoit arriué le Duc de Montmoréncy Connestable de France. Incontinent qu'ils furent arriuez, le furent voir, & les receut bien volontiers, leur disant que le Roy arriueroit le lendemain audit Vernon, & partant qu'ils n'auoient mestier d'aller iusques à

Ggg

Gaillon. Et de fait le Ieudy neuſiême iour de ce mois, ledit Seigneur sur les quatre heures arriua, & fit son entrée audit Vernon; tost après arriua la Royne sa mere: les allerent saluer, & leur dit le Roy qu'ils le vinssent attendre à Mantes. Après leur dit ladite Dame, qu'ils obeïssent à ce que ledit Seigneur leur auoit dit, & que c'estoit luy qui commandoit à present. Le Vendredy matin partirent, & arriuerent audit Mantes, où ledit Seigneur arriua le mesme iour de releuée: le Samedy matin se presenterent à luy, & leur dit, qu'il vouloit & entendoit que les remonstrances qu'ils auoient à faire, fussent faites à luy mesme à sa personne, y vouloit estre present, ayant aussi plusieurs propos à leur tenir, & que cela seroit le lendemain matin, qui seroit le Dimanche à l'arriuée de Monsieur le Cardinal de Bourbon. Pensans estre ouïs ledit iour au matin ne le furent que l'apresdinée, & fut tenu le Conseil exprès pour cela: Et estant ledit Seigneur en son Conseil, luy & ceux de sondit Conseil assis, ils eurent audience, & remonstrerent bien au long ce qu'ils auoient charge de dire. N'oublierent de toucher les quatre points principaux contenus audit Edict. Le premier, qui est pour la Maiorité du Roy, qu'il auoit declarée en son Parlement de Rouen, & que sadite Cour de Parlement eut grandement desiré que la solennité faite en la publication de ladite Maiorité eust esté faite en cette ville en la Cour de ceans, qui est le lieu des Maieurs, où les Rois ont accoustumé faire tels actes solennels. Le second point, que par le narré de son Edict est faite expresse mention d'un Edict du 7. iour de Mars, que la Cour de Parlement n'en a veu ne receu aucun de cette datte, estimant que ce doit estre celuy de la pacification qui est de ce mesme mois, & mesme sur ce que par l'Edit de Mars n'y a rien que par prouision, & neantmoins par celuy dudit mois d'Aoust semble que tout soit vuidé diffinitiuement, sans auoir attendu la determination du Concile, & aussi sans auoir attendu ce qui est permis par l'Edit de Mars. Le maistre point qui concerne les armes estoit bien raisonnable, que tous ses suiets possassent les armes à son seul & premier commandement, & que tout cela dépendoit de sa vo-

lonté; Mais qu'il luy pleust en cette Generalité auoir égard à ceux de cette sa ville Capitale, qui n'auoient prins les armes que par son commandement & permission, & pour la defense de son Estat, en ayans vsé en telle sorte que chacun sçait, & que le port des armes fait en cette ville, moyennant la grace de Dieu, auoit esté cause de la saluation de ce Royaume; qu'il pleust à sa Maiesté permettre qu'elles demeurassent en la garde des principaux Bourgeois, & quant aux inferieurs en les laissant qu'ils en fussent remboursez, puisqu'ils auoient esté contrainsts les acheter. Le quatrième & dernier point concernant l'adresse, où les Gouverneurs des Prouinces & leurs Lieutenans sont preferez à ses Cours de Parlemens, supplient tres-humblement ledit Seigneur vouloir prendre de bonne part lesdites remonstrances, ainsi qu'il auoit tousiours accoustumé faire. Lors leur fut dit par iceluy Seigneur de luy-même, & de fort bonne grace ainsi qu'il s'ensuit: l'ay entendu vos remonstrances, & comme ont accoustumé mes predecesseurs Rois de les prendre de bõne part, & après les auoir entendues vous commander leur volonté: i'en fais de mesme m'assurant que ne faudrez à m'obeïr aussi bien comme auiez accoustumé de faire aux Rois mes pere & grand-pere; car ie ne suis moins vostre Roy qu'ils estoient, encore que ie sois plus ieune & moins expérimenté. Auec le conseil de la Roine ma mere, qui me fait ce bien de prendre la peine de manier mes affaires; i'ay esperance que Dieu me fera la grace que ie ne feray rien contre son hõneur, ny contre ce que ie desire pour la conseruation de mon Royaume. Et afin que sçachiez que ie ne fais rien de si grande importance sans mon Conseil, ie veux que les oyez tous opiner, & qu'ils vous dient si ce que ie fais n'a esté par leur auis. Quant à ma maiorité, ie l'ay faire ainsi que i'ay conneu que mes affaires le requeroient, n'estant obligé de faire cette Declaration que où il me plaist, comme ont fait les autres Rois: le vous prie, Messieurs, dire deuant eux comme tous m'auiez conseillé ce qu'en ay fait, non pour introduire deux Religions, car quand le voudriez ie n'ay cette volonté; mais voyant la necessité aussi grande comme le iour mesme que la paix fut faite, d'entretenir & établir par ce moyen si

bien mon obeïſſance, que quand le Concile general ou national y aura fait vne bonne reformation, ou que ie connoiſtray que pour mon ſeruice ie doiue autrement ordonner, que ie le puiſſe faire au contentement d'un chacun, & qui ne rapporte plus de trouble à mon Royaume, ny occaſion à mes ſuiets de reprendre les armes, dautant que ie veux que à cette heure tous les poſent pour mon ſeruice, ainſi que pour mon ſeruice les ont prinſes. Voila l'occaſion pourquoy ie veux que la publication de cet Edit ſoit faite, & l'ayant fait publier en ma preſence, n'entend qu'il y ſoit rien reformé que conditionnellement, puis que conditionnel eſt, comme vous dites, celuy de la paix: parce n'en faites plus de difficulté, car ie le veux ainſi. Mon couſin, commencez à dire comme l'avez trouué, & vous prie n'auoir reſpect à moy ny à autre choſe, que ne diſiez la verité ſi me l'avez conſeillé ou non; adioûtant quant à l'adreſſe, que ſadite Cour paſſaſt l'Edit ſans ce qu'elle peult faire preiudice: & de fait ledit Seigneur demanda luy-meſme les opinions à ceux de ſon dit Conſeil commēçant audit ſieur Cardinal de Bourbon, & a baillé par écrit, & luy qui parle ſa reſponſe par écrit; enſemble autant de ce qui a eſté imprimé audit Parlement de Rouën concernant ce que deſſus. Outre cela a dit mondit ſieur le Premier Preſident, que le Samedi au precedent qu'ils fuſſent oüys, leur fut dit par la Roine qu'il y auoit pluſieurs mal-contentemens contre cette Compagnie, pour les deſobeïſſances qu'elle fait ordinairement aux commandemens du Roy; & après l'auoir ſuppliée tres-humblement qu'il luy pleuſt dire & declarer quelles deſobeïſſances, leur fut dit, & tout cela preſent Monſieur le Chancelier, que on leur auoit mandé venir à Gaillon faire les remonſtrances de ladite Cour, à quoy neantmoins ils n'auoient obey. Répondit à ce, Que lors les gens de guerre y eſtoient & és enuirs, & que cela fut durant le ſiege du Haure, où l'on penſoit à autres & plus importantes affaires. Après cela leur fut dit, que la Cour de Parlement retient ordinairement pluſieurs euocations, & que ledit ſieur Châcelier n'en ſcelloit que bien peu après longue & meure deliberation du Conſeil, combien que pluſieurs fuſſent ordinairement à pourſuiure euocations des procès pen-

dans en icelle Cour. A quoy il répondit, qu'il y en auoit plusieurs retenues & non sans cause, ainsi qu'ils entendraient, quand ce sera leur bon plaisir; n'estoit cela chose nouuelle, ains fondée en l'Ordonnance ancienne & moderne. Dauantage leur fut dit, que ladite Cour prenant la puissance du Roy auoit mis des Iuges, des Preuolts des Marechaux, & mesmes des Receueurs pour le Roy. Ce qui leur fut accordé estre veritable; mais que cela auoit esté fait par prouision durant les troubles: Et sur ce propos la Royne dit, qu'attendu la necessité du temps cela estoit excusable. Adioûta avec tout cela mondit sieur le Chancelier, que l'on auoit receu plusieurs Procureurs par dessus les defenses portées par l'Edict; & outre, que ladite Cour scelloit ordinairement des Commissions, qu'elle mesme bailloit au refus de les sceller en Chancellerie, avec vn seal lequel auoit esté baillé à ladite Cour pour cacheter les lettres qu'elle écrinoit au Roy. A quoy a dit ledit sieur Premier President, qu'il est bon d'auiser pour y faire plus ample réponse, le Roy estant pardeçà. Pendant ces discours fut parlé de l'euocation obtenuë par ceux de Blois: & après auoir entendu les charges & contenuës informations, fut dit qu'il falloit prendre ceux qui estoient chargez: & à cette fin, que ladite Cour passast outre à leur faire & parfaire leur proces. Aussi l'on parla de l'euocation retenue par deux fois, & mesmes du fait du sieur de la Bretonniere; mais en cela n'ont eu aucun commandement. Enfin tombant sur la continuation du Parlement, patce que l'on ne peut estre payé, mesmes des gages ordinaires & anciens, leur fut répondu par la Royne, que l'intention du Roy n'estoit pas que son Parlement tiennne après que son Edict aura esté publié. Ce fait, après auoir esté remerciez lesdits Deputez par Monsieur le President de S. André du deuoir & diligence dont ils auoient usé en l'execution de leur Commission, avec tout offre de plaisir, soit en general, ou en particulier: A esté deliberé sur ledit rapport, ainsi qu'il s'ensuit. Les lettres du Roy & Royne, par lesdits Deputez apportées à ladite Cour, leues, & desquelles la teneur ensuit.

Lettres
scellées au
refus du
Chancel-
lier.

P R E V V E S
D E P A R L E R O Y.

A NOS AMEZ ET FEAVX, Ayans oüy en nostre Conseil Priué les remonstrances qui nous ont esté faites de vostre part par le Premier President, President Preuost, & Conseiller Viole vos confreres par vous deputez à cette fin, sur l'Ordonnance par nous dernièrement faite à Rouën; nous les auons receuës de bonne part, & sur ce déclaré & fait entendre nostre intention, qui est que vous passiez outre à la publication & verification de ladite Ordonnance. Ce que nous vous mandons & ordonnons tres-expressément faire selon nostre intention que vous entendrez d'eux plus au long: CAR tel est nostre plaisir. Donné à Mantes le 13. iour de Septembre 1563. Ainsi signé, CHARLES, & contre-signé, DE LAV-BESPINE. *Et sur la superscription: A nos amez & feaux les Gens tenans nostre Cour de Parlement de Paris. Registrata 15. Septembris 1563.*

MESSIEURS, Vous entendrez des Premier President, President Preuost, & Conseiller Viole presens porteurs comme vos remonstrances ont esté prises de bonne part du Roy, Monsieur mon fils, & aussi son intention sur la publication & verification de l'Ordonnance, laquelle ie m'assure que vous sçaurez bien suiure comme chose qu'il desire, ainsi qu'ils vous sçauront bien dire: prians Dieu, Messieurs, vous donner ce que vous desirez. Ecrit à Mantes le 13. iour de Septembre 1563. ainsi signé, CATHERINE, & contresigné, DE LAV-BESPINE. *Et sur la suscription: A Messieurs les Gens tenans la Cour de Parlement à Paris. Registrata 15. Septembre 1563.*

La Cour après auoir oüy le rapport à elle fait ce iourd'huy par les deputez par elle afin d'aller faire au Roy les remonstrances auisées luy deuoir estre faites sur l'Edict du dix-neufième Aoust dernier: Et après auoir entendu par lesdits Deputez la declaration du vouloir & intention du Roy, qui est telle, que soit par l'Edict du mois de Mars dernier ià publié, soit par celuy dudit mois d'Aoust dont est question, il n'a entendu, & n'entendit oncques introduire ne approuver deux Religions en son Royaume, & que tant

l'Edit du mois de Mars, que celui du mois d'Aoust, & tout le contenu en iceux ont esté faits par prouision, quelque expression de paroles qui soit en l'Edict dudit mois d'Aoust dont est question, & que ce sont Loix & Ordonnances politiques faites pour la necessité du temps, & exigence des affaires, en esperant & attendant que le temps, & le fruit d'un bon, saint & libre Concile general ou national, avec la vertu de la Maiorité, moyennant la grace & misericorde de Dieu, y puissent apporter un bon & seur establissement à l'honneur de Dieu, paix & tranquillité de ses pauvres sujets; & sans approbation de l'adresse. A ordonné & ordonne toutes les Chambres assemblées en consequence de la publication dudit Edict de Mars ià faite, & par mesme moyen qu'elle a esté faite, que sur le reply desdites Lettres sera mis, *Letta publicata & registrata audito Procuratore Generali Regis, in presentia dominorum Cardinalis à Borbonio, & Ducis Montispenferij ad hoc specialiter per dominum nostrum Regem missorum.*

Du Vendredy 17. Septembre.

CE iour Monsieur le Premier President a dit à la Cour; toutes les Chambres assemblées, que ayant receu hier durant l'audience les lettres closes du Roy à ladite Cour adressantes, & autres à luy, il auoit bien voulu assembler les Chambres pour faire entendre à cette Compagnie, que ayant fait en icelle son rapport Mercredy dernier sur les remontrances par luy & les autres Deputez faites au Roy, sur le fait de l'Edict du mois d'Aoust dernier, il auoit fait entendre à la Royne ce qui auoit après ledit rapport, & au mesme instant esté deliberé & arresté sur iceluy: à sçauoir, que ledit Edict seroit publié, & en consequence du premier Edict publié au mois de Mars dernier, après qu'il auoit pleu au Roy declarer son intention, qui estoit ne vouloir deux Religions estre introduites en son Royaume, & qu'il entendoit que l'Edict du mois d'Aoust fust prouisionnel comme celui de Mars, attendant que le temps & le fruit d'un bon Concile, & la vertu de sa Maiorité, moyennant la grace de Dieu, puissent appor-

ter vn bon & seur establisement. Et à ce que l'Edit du mois d'Aoust, ne portant autre chose comme le Roy l'auoit déclaré, que celui de Mars, fust publié en mesme sorte & par mesme solennité qu'il auoit passé: Que ladite Court suppleroit le Roy vouloit trouuer bon que les Seigneurs Cardinal de Bourbon, & Duc de Montpensier fussent presens à ladite publication. Toutefois n'ayant ladite Dame pour son indisposition fait réponse, auoit ledit Seigneur Roy écrit à la Cour, & à luy. Ce fait, lescdites lettres leuës en presence des Gens du Roy, pour ce mandez, & desquelles la teneur ensuit.

D E P A R L E R O Y.

A NOS AMEZ ET FEAUX, Nous auons esté auertis par vne lettre, que vous Premier President auez écrit à la Roync nostre tres-honorée Dame & mere, que la resolution par vous prinse sur la publication des Lettres patentes que vous auons dernièrement enuoyées, telles que les auons fait publier en nostre Court de Parlement de Rouën, y tenant le lit de Iustice, a esté de le faire en consequence de la premiere publication sur les lettres de Mars, presens nos treschers & tres-amez cousins les Cardinal de Bourbon, & Duc de Montpensier, & scauons aussi que ce ne doit estre sinon avec clause non necessaire. Et pource que nous voulons & entendons que ladite publication soit pure & simple, & sans la presence de nosdits cousins: A cette cause nous vous mandons, commandons, & ordonnons tres-expressément, que vous ayez à proceder purement & simplement à ladite publication, & incontinent la presente receuë, sans plus y vser de longueur ne autre difficulté; le tout suivant nostre intention, que vous auez assez entendu par vosdits Deputez, par où & nostre commandement exptés, nous entendons toutes difficultez estre resoluës: si n'y faites faute: CAR tel est nostre plaisir. Donné à Meulan le 15. iour de Septembre 1563. Ainsi signé, CHARLES, & contresigné, DE LAV-BESPINE. *Et sur la superscription:* A nos amez & feaux les Gens tenans nostre Court de Parlement à Paris. Receuë le 17. Iuin 1563.

MON-

MONSIEUR le President, l'ay veu ce que vous auez écrit: à la Roine maniere de la resolution prise en vostre Compagnie, sur la publication de mes Lettres patentes; ce que ie ne puis trouuer bon après ce que ie m'assure auez fait entendre à ladite Compagnie mon intention, & ce que ie vous ay dit: & parce que i'entens qu'elle passe selon madite intention, ie leur écris la lettre que vous verrez, suiuant laquelle ie vous prie donner ordre qu'il y soit procedé purement & simplement, autrement ie n'auray ny d'eux ny de vous le contentement que ie m'en estois promis: Priant Dieu, Monsieur le President vous donner ce que désirez. De Meulan le 15. Septembre 1563. Ainsi signé, CHARLES, & contresigné, DE LAVBESPINE. *Et sur la superscription: A Monsieur le Premier President en ma Cour de Parlement de Paris, Receuë le 17. Septembre 1563. Et lesdits Gens du Roy interpellés s'ils vouloient dire quelque chose, qui ont répondu qu'ils en alloient communiquer ensemble: & eux tost après reuenus ont dit par Maistre Baptiste du Mesnil Aduocat dudit Seigneur, qu'ils n'ont pas esté presens au rapport qui a esté fait par les Deputez de la Cour, pour faire remonstrances sur l'Edit du mois d'Aoust: c'est assez que la Cour l'ait entendu, & que les Seigneurs d'icelle sont testes locupletissimi de ce qui a esté rapporté: Par tant ont auisé entre eux de ne dire autre chose que ce qu'ils dirent lors de la presentation dudit Edict. A tant eux retirez, & la matiere mise en deliberation, scauoir ce que l'on deuoit faire, puisqu'il auoit pleu au Roy declarer, qu'il ne veut & n'entend que lesdits Seigneurs assistent à la publication de son Edict, s'est trouué l'affaire partie ainsi qu'il s'ensuit.*

PARTAGE.

A dire que les Lettres patentes du Roy seroient lues sans la presence des Princes, suiuant l'Arrest du di-

A dire, puisqu'il ne plaisist au Roy que les Princes y soient presens, que l'Edit sera publié, excepté en ce qui con-

Hhh

xième jour de Mars.

cerne l'article faisant mention
du fait de la Religion.

MESSIEURS

G.VIOLE. G.COTON.
IAC. ROIL- N. PERROT.
LART. C. FVME'E.
L.DVFAVR. P.MINARD.
A.DE THOV. G.LOPPIN.
NIC.HECTOR. P. ROGER.
PIERRE DE F. PICOT.
PINCÉ. N.FAVIER.
M. DVBREIL PHIL. DE
RAOVL. DIO.
R.AVRILLOT. R. GAYAN.
ROB. BOVET- D.RIVIERE.
TE. F.DE MAIL-
ROB.DEHE- LY.
LIN. A. CHAN-
BERN. FOR- DON.
TIA. I. AVRIL-
ANDRÉPAS- LOT.
TOVREAV. M.le Præsident
D. ABOT. SEGVIER.
A. DE HAR- M. LE PR.
LAY. PRESIDENT.
I.ESCORREOL.

MESSIEURS

I. PICOT. C. DE LAGE.
IO. VOILLE. I. CHEVA-
G. DV VAL. LIER.
R.DERMAIN- F. THOMAS.
VILLIER. F. REGNARD.
N. DE THOV. F. DORMY.
P. MICHON. E. CHAM-
M. LARCHER BON.
I. DE THE- C. ANIO-
ROVENNE. RANT.
D. BOVLIN. B. FAYE.
C. DES DOR- I. LE CLERC.
MANS. IA. MILLET.
M. BOVDET. F. DE DVRAT.
N. LE MAIS- A. DE HAC-
TRE. QVEVILLE.
G. DE GRIEV. M. le Præs-
C. P INTE- dent BAIL-
REL. LET.
I. AVROUX. M. le Præs-
I. BOVDET. dent DE S.
IA. DE S. AN- ANDRÉ.
DRE'.

Ainsi signé, DE THOV.

Ainsi signé, VIOLE.

Biffé par ordonnance de la Cour du 4. Octobre
ensuiuant, obeissant à la volonté du Roy.

Du Lundy 20. Septembre.

C E jour Monsieur le Premier Præsident a dit à la Cour,
toutes les Chambres assemblées, que ce matin en ve-

nant ceans il a rencontré auprès du pont S. Michel vn Gentil-homme qui arriuoit en poste, & luy a dit auoir lettres du Roy, avec charge de dire quelque chose à la Cour, & que à cette fin ledit Seigneur vouloit que les Chambres fussent assemblées, & que à son disner il vouloit auoir réponse: a fait attendre ledit Gentil-homme qui est entre deux huys. Ce fait luy fait entrer, & assis, a présenté à ladite Cour les lettres closes du Roy, desquelles la teneur ensuit:

DE PAR LE ROY.

NOS AMEZ ET FEAVX, Nous enuoyons deuers vous le sieur de la Molle Gentil-homme de nostre Chambre present porteur, pour vous dire & faire entendre aucunes choses de nostre part, dont nous vous mandons & ordonnons tres-expressément le croire, tout ainsi que vous feriez nous-mesmes. Donné à Meulan le 19. iour de Septembre 1563. Ainsi signé, CHARLES, *Et au dessous de LA VBESPINE: Et sur la superscription: A nos amez & feaux Conseillers les Gens de nostre Cour de Parlement à Paris. Receuë le 20. Septembre 1563. Et icelles leuës, attendu qu'elles portent creance sur luy, a dit, Que sa Maiesté luy a commandé venir en cette Cour, luy dire que ces iours passez il y enuoya vn Edit; depuis a fait entendre à Monsieur le Premier President & aux Deputez son vouloir & intention; desire sçauoir pourquoy n'a esté l'Edit publié suiuant sa volonté. A tant luy retiré pour auiser quelle réponse on luy feroit, a esté arresté que l'on feroit entendre au Roy les causes pour lesquelles n'a encore esté procedé à ladite verification. Ce qui luy a esté dit estant fait entrer à cette fin, & que par luy-mesme ladite Cour écrirait au Roy. Lors a adioucté, que le Roy a entendu y auoir eu quelque partage sur l'Edit, s'il est ainsi, il en veut estre auerty par luy, ou bien que ladite Cour enuoye avec luy vn ou deux de cette Compagnie, pour faire entendre à sa Maiesté ce qui en est. Au moyen dequoy, luy detechef retiré, & la matiere sur ce deliberée, est passée, Que par les lettres que l'on écrira au Roy sera mandé, que cette Compagnie s'est trouuée partie en nombre égal sur les deux opinions mentionnées au Registre du 27. de ce mois, lesquelles opinions seront inserées*

par lesdites lettres, lesquelles à l'instant ont esté dressées & signées, & deliurées audit sieur de la Molle.

Du Mercredi 22. Septembre.

CE iour, toutes les Chambres assemblées, le sieur de Lansac Cheualier del'Ordre du Roy, Conseiller au Conseil Priué dudir Seigneur, a présenté à la Cour les lettres missiues cy-aprés inserées, portans creance sur ledit sieur de Lansac: qui a dit, que encore que la lettre qui a esté leuë porte le principal de sa charge, qui est que par la réponse faite par la Cour audit Seigneur Roy par le sieur de la Molle, sa Maiesté n'a esté satisfaite, & ayant enrendu que le parrage interuenu sur la verification & publication de l'Edit du 17. Aoust dernier passé, a esté dressé & signé, & mis és mains de M^r le Premier President, il deuoir auoir esté enuoyé à sa Maiesté, quiluy a commandé de le prendre & le luy porter, pour iceluy veu auiser où & comment il deura estre départy, ayant charge ne bouger d'icy qu'il n'ait esté satisfait à la volonté du Roy, & ayant ladite Cour deliberé sur ce, il paracheueroit de dire ce qu'il auoit charge. Ledit de Lansac retiré, la matiere mise en deliberation, icelle Cour a arresté, *Que* par Messires Pierre Seguiet President, & François Dormy Conseiller & President és Enquestes d'icelle, remonstrances seront faites au Roy, qu'il luy plaise se contenter de voir le partage sans voir les noms; & neantmoins où le Roy voudroit persister à voir les noms dudit partage, les luy monstret & le rapporter. Et à cette fin leur sera baillé vn extrait dudir partage, & lettres de creance de ladite Cour. Ladite deliberation paracheuée, ledit sieur de Lansac mandé, luy a esté dit que ladite Cour auoit auisé d'enuoyer deuers le Roy quelques-vns de cetter sa Cour pour satisfaire à sa volonté. A dit ledit sieur de Lansac, qu'il auoit quelque charge de dire que le Roy desiroit voir & connoistre par ce premier commandement qu'il auoit fait à cetter dite Cour après sa maiorité, quelle obeissance on luy rendroit, afin d'en faire exemple. Quand il enuoyeroit quelques Edits & Lettres, estoit raisonnable qu'elles fussent leuës

& consultées; & si par deliberation il se trouuoit des remonstrances à faire il les prenoit de bonne part; mais trouuoit étrange de reuenir mettre en opinions de nouueau ce que ià auoit esté auisé après les remonstrances; & sembloit que cette Compagnie s'estoit trouuée en dispute si l'on luy obeiroit ou non, & que l'on s'estoit trouué party sur vne volonté de luy qui estoit Roy. Trouuoit aussi estrange que l'on vouloit que les Princes de son sang vinsent icy pour autoriser ses loix, chose qu'ils n'eussent voulu entreprendre; ce qui n'estoit comparable, comme il eust pû estre y a deux ans. Trouuoit aussi étrange comme l'on ne faisoit aucun cas de son Conseil, où estoit la Roine sa mere, tant de Princes de son sang, & autres en grand nombre: Et partant les prioit de doresnauant auiser aux choses. Auoit aussi charge de remonstrer, que par Monsieur le Premier President sa Maiesté auoit esté auertie, qu'il y auoit icy plusieurs gens & en grand nombre assemblez en cette ville; que la longueur & dilation de la publication de l'Edit estoit en partie cause qu'ils seiournoient icy; & quand les estrangers sçauront cecy, il leur apporteroit occasion de penser que l'on fust party sur son obeissance. A quoy par Monsieur le Premier President a esté dit audit sieur de Lansac, que quand le Roy auroit perdu l'obeissance, il la trouueroit en cette Compagnie, qui met toute peine à luy obeir après Dieu, & eussent désiré que ledit Seigneur Roy se fust contenté de la publication de l'Edit fait au mois de Mars. Toutefois le Roy par sa Declaration a éclaircy vne chose dont on estoit en doute; car l'on auoit opinion qu'il confirmast maieur ce qu'estant mineur auoit esté ordonné par prouision: Et auoit la Cour auisé, qu'en consequence du premier Edit que ce second seroit publié; & pour autant que à la publication de l'Edit de Mars Messieurs les Cardinal de Bourbon, & Duc de Montpensier estoient presens, ils eussent désiré qu'ils y fussent aussi, afin de garder mesme solemnité que à ce premier, le trouuant bon par le Roy. Quant au mépris du Conseil du Roy, quand l'on en a parlé ce n'a esté qu'en toute reuerence & obeyssance, & ont tousiours esté d'auis qu'il falloit accorder avec ceux qui estoient superieurs, qui voyoient beaucoup

de choses que l'on ne voyoit pas icy, où chacun disoit son opinion en sa conscience sans estre en dissension ne d'esprit ny de mauuaise volonté, & desireroit l'on quand on opine, que le Roy & la Roine fussent presens; & que la Cour feroit deuoir d'obeyssance au Roy & tres-humble seruice. A dit ledit sieur de Lansac, que tout ainsi qu'il a esté fidele porteur de la volonté du Roy, qu'il sera fidele rapporteur, & ne tiendra à luy que le malcontentement du Roy ne s'appaise. Ensuit la teneur des lettres missiues du Roy.

DE PAR LE ROY.

NOS AMEZ ET FEAVX, Nous auons receu les lettres que nous auez écrites par le sieur de la Molle; & par icelles, & ce qu'il nous a dit, entendu l'occasion pourquoy vous auez retardé la publication de nostre Edit de Rouën, & comme vous estes demeurez partis en opinions sur ladite publication; & encore qu'il eust charge & commandement de nous, de vous demander comme il a fait le partage pour le nous rapporter, ou que eussiez à le nous enuoyer, neantmoins vous n'y auez satisfait, chose en quoy nous le voulons estre. A cette cause nous renuoyons deuers vous le sieur de Lansac Cheualier de nostre Ordre, & Conseiller de nostre Priué Conseil present porteur, pour vous dire & declarer sur ce nostre intention; qui est que vous ayez, toute excuse & difficulté cessante, à nous enuoyer par luy promptement ledit partage en la forme qu'il doit estre, lequel nous scauons estre prest & signé. Ce que nous vous mandons & ordonnons tres-étroitement, pour iceluy veu auiser, & comment il deura estre départy, ou autrement en ordonner nostre bon plaisir: à quoy vous ne ferez faute, & de croire ce que sur ce ledit sieur de Lansac vous dira de nostre part, tout ainsi que vous feriez nous-mesmes. Donné à Meulan le 21. Septembre 1563. Ainsi signé, CHARLES, *Et au dessous* DE LAYBESPINE. *Et sur la superscription:* A nos amez & feaux les Gens tenans nostre Cour de Parlement à Paris. Receu le 22. iour de Septembre 1563.

Du Lundy 27. Septembre.

C E iour toutes les Chambres assemblées Monsieur le President Seguier a dit à la Cour, que Maistre François Dormy Conseiller & President és Enquestes, & luy, partirent leudy dernier au matin pour aller deuers le Roy estant à Meulan, & luy dire & remonstrer ce dont ils estoient chargez par ladite Cour, & le lendemain matin se trouuerent à son leuet en ladite ville de Meulan; auparauant parlerent à Monsieur le Chancelier, luy firent entendre leur legation, & le prierent y aider; apprirent de luy que le Roy se tenoit fort offensé du partage; toutefois promit de sa part faire pour cette Compagnie tout ce qui seroit à son pouuoir. Tost après parlerent à Monsieur le Connestable, & de main en main à plusieurs autres Seigneurs; par tout fut témoigné l'offense du Roy, & non sans grand interest comme ils disoient. Eux voyans cette offense auiserent ensemble, qu'ils deuoient sur toutes choses essayer à adoucir l'offense du Roy; furent sur les neuf heures appelez en sa chambre, où ils le trouuerent assis, & à l'entour de luy Monsieur le Duc d'Orleans son frere, Messieurs les Princes du sang, & les Seigneurs de son Conseil tous debout, presenterent au Roy les tres-humbles recommandations, & la tres-humble obeïssance de sa Cour de Parlement, & commença il qui parle à dire, Que les Gens de sadite Cour de Parlement n'ignoroient point l'obeyssance qu'ils luy deuoient comme leur Prince souuerain; Que l'obeyssance estoit vne vertu peculiere & propre à l'homme seul, comme ce a esté le premier commandement de Dieu à l'homme; Que le commandement d'abstenir du fruit de l'arbre, n'étoit point pour estre le fruit de l'arbre mauuais; car tout ce que Dieu auoit créé estoit tres-bon; mais seulement pour attacher & retenir l'homme en l'exercice de cette vertu d'obeyssance, chose meilleure que tout autre sacrifice: Aussi n'ignoroient point que par la parole de Dieu l'obeyssance estoit tres-expresément commandée aux suiets enuers leur Roy; & encore eux Officiers du Roy ayans leurs sermens au Roy, &

chargez de la distribution de iustice entre ses suiets, estoient plus étroitement debiteurs de l'obeyssance que les autres, comme estant l'obeyssance le premier chef de la iustice, de la distribution de laquelle ils se rendroient indignes, si eux de leur part ne commençoient l'obeyssance deuë au Roy; & même estant ledit Seigneur en ses premiers ans, qui est occasiõ de tant plustost le rechercher, *Vt plures orientem Solem adorât, quàm occidentem*, pour gagner son cœur de bonne heure, & pour plus longuement demeurer en paix & en repos sous sa main, comme les enfans sous la main du pere; ioint la consideration du temps qui est nebuleux & turbulent, & que pour l'appaïsement des troubles ils doiuent estre vnïs, & adherer au Roy en toute obeyssance, afin d'aller au deuant des diuisions importants à la desolation du Royaume. Pour ces considerations disoit, Que les Gens du Parlement bien instruits de leur obeyssance y estoient encore plus deuots, & affectionnez qu'instruits, sçachans que la Republique de France est vn corps politique, duquel corps ils estoient partie des membres; mais le Roy en estoit le chef, commandant aux membres qui luy deuoient toute obeyssance, & au defaut d'obeïr deuoient estre retranchez & separez du corps; de laquelle separation s'en ensuiuoit la mort. Eux doncques viuans en luy, & mourans en luy, comme pourroient-ils vouloir se separer de luy? C'est contre nature que l'homme veuille mourir, aussi est-ce contre nature, & partant non croyable que le suiet du Roy luy veuille desobeïr. Partant supplioit tres-humblement ledit Seigneur, qu'il luy pleust se tenir certain de la sincere & entiere volonteé des Gens de son Parlement enuers sa Maïesté, pour en tout & par tout le reuerer & obeïr iusques au dernier point de la vie. Et au fait particulier, il commença par la remonstrance cy-deuant faite sur l'Edit du mois d'Aoust, pour le doute resultant du texte de l'Edit qui sembloit porter definition de ce que par l'Edit de Mars estoit remis en prouision: sur lequel doute, après auoir entendu l'intention du Roy pour la conseruation & entrerement de la Religion; la Cour auoit conclu & arresté la verification de l'Edit de Mars, qu'il soit supplié au Roy enuoyer pardeçà Messieurs
les

les Cardinal de Bourbon & Duc de Montpensier, pour y assister comme ils auoiēt fait à la verification de l'Edit de Mars: Surquoy le Roy auoit mandé que M^{rs} les Cardinal & Duc ne pouuoient y venir, & sur ce seul point a esté la rencontre du Partage, au grand regret de toute la Compagnie. Mais chacun entend le commandement que la conscience a sur l'homme; c'est vn ver corrosif & *immortel*, empeschant iour & nuit le repos de l'homme: ceux qui ont esté d'avis cōtre la publicatiō, se sont trouuez en cete crainte, que la liberté de la nouuelle Religion n'apportast avec le temps diminution de l'ancienne, & sous cette crainte sont demeurez fermes en leur opinion. Et pource qu'il a pleu au Roy demander ce Partage en forme, la Cour leura ordōné l'apporter, avec charge de dire au Roy vn mot important pour la Compagnie, & le supplier tres-humblement qu'il luy plaise le prendre de bonne part. En cet endroit il remonstra que l'homme pour l'integrité de son iugement doit estre libre de toute affectiō & passion d'esprit, soit d'amour, de haine, de crainte, ou autre, & que la passion y étant, preuient & peruertit le iugemēt, & conuertit la lumiere en tenebres. Pour cette consideration, & pour fauoriser la liberté de la Iustice, les anciens Politiques Grecs & Latins ont quelquefois voulu que les Iuges iugeassent par ballotes sans y apposer leurs noms: Toutefois en France, & mesmes en la Cour de Parlement la coustume a esté & est, que les Iuges opinent de viue voix, & après le iugemēt arresté le billet des opiniōs n'est iamais gardé ne publié; ains laceré & mis en pieces. Vray est qu'en partage le billet des opinions est gardé entier, & signé pour sur icelle estre fait le departement: mais c'est d'une Chambre en autre, & ne va le billet des opinions plus loin, & après le departement, le billet est laceré comme dessus. Or étant le partage nouuel pour estre de route la Cour, il est raisonnable que le partage, & consequēment le billet des opinions voise plus loin que le Parlement; comme aussi est raisonnable qu'il soit apporté au Roy, qui est le Seigneur souuerain, auquel rien ne peut & ne doit estre caché, mesmes des actions en Iustice, qui sont faites & renduës sous luy & en son nom: Mais mal pourroit auenir de la publication des opinions pour le malgre, pour la haine & pour l'entue, aisée à concevoir contre les opinans; & pour cette cause ont tres-humble-

ment supplié audit Seigneur Roy qu'il luy plaife, après auoir veu & entendu le billet & le nombre, & les opinions du partage, ordonner qu'il leur soit rendu pourestre par eux rapporté & mis au Greffe; & derechef ont tres-humblement supplié le Roy, qu'il luy plaife receuoir l'obeïssance & deuotion de son Parlement en telle & si grande sincerité & humilité que faire le peuuent; en laquelle ils entendent viure & mourir, ainsi que Dieu le commande : telle fut sa conclusion. Alors le Roy prenant la parole leur declara quant à la requeste de la restitution du billet de partage, qu'il vouloit qu'il fust mis es mains de Monsieur le Chancelier, pour après l'auoir veu auiser par l'auis de la Reine sa mere & de son Conseil, s'il leur seroit rendu : Et au regard du partage, il le blasma & le prit pour vne vraye desobeïssance; & sans y auoir égard, leur commanda dire à sa Cour, qu'il vouloit & commandoit que son Edit fust publié; & passant outre leur remonstra, que sa Cour de Parlement ne tenoit assez de cōpte de ses Ordonnances & commandemens; qu'elle pensoit que tout ce qu'il leur disoit estoit vne leçon recordée, que en cela elle s'abusoit, qu'il ne parloit point par recors, qu'il entendoit ce qu'il disoit; mais qu'il vouloit que ceux de sa Cour obeyssent à ses Ordonnances, & s'ils y faisoient faute à l'auenir, il leur seroit reconnoistre son mal-contentemēt. Telles ou semblables paroles en substance leur furent prononcées par le Roy assisté comme dessus, & non sans demonstration de mauuaise estime & mal-contentement de sadite Cour. Dit que en celieu *fuit consternatus animus* de luy qui parle, & mens à sua sede deiecta fuit; & à l'impourueu mettant le genouil en terre, dit au Roy : S I R E, il est écrit de la bonté de Dieu, que s'il auoit tué l'homme, encore doit l'hōme esperer en luy. S I R E, vous estes Vicair de Dieu en ce Royaume, coupez-moy la gorge, mort que ie seray, mes derniers sōupirs auront esté à vous seruir & obeyr. Et sur ce mot demeura le silence du Roy & de toute l'assistance. Et ainsi fut faite la retraite de la Chambre du Roy. Cela fut le matin, depuis, & l'apresdinée ils firent vne recharge enuers aucuns des Seigneurs, qui auoient le matin assisté au Roy; les prierent tenir la main à la forme du département : Que à cette fin on appellast les deux partiteurs, & eux sommairement ouys en presence d'aucuns Seigneurs du Conseil du Roy, le

Forme, cō-
me le Roy
iugen le
partage.

département fust fait, & en tout euenement, que le Roy seul luy-mesme fist le département, & prenant le iugement du Roy pour deux voix, comme de Philippes de Macedoine, *in Senatu Amphictyonom*, le département seroit fait. Mais il y eut réponse en ces termes : Vous pensez à conseruer l'honneur de vostre partage ; nous pensons à conseruer l'honneur de l'Estat du Roy : vostre partage est nul par vostre impuissance en affaires d'Estat du Roy, encore nul comme contraire à autre conclusion precedente de verifier, laquelle conclusion vous ne pouuez rompre par faute d'assistance de M^{rs} les Princes, n'estant l'assistance substantielle pour la verification de l'Edit ; ains seruant seulement d'une peinture ou d'une deriuation d'enueie, que l'on veut tourner sur les Princes par crainte qu'elle ne tombe sur le Parlement, *durum illic erat contra stimulum calistrare*. A tant se retirerent & prirent leur chemin en cette ville, & sur le chemin leur fut apporté vn pacquet du Roy, lesquels ont présenté à ladite Cour, supplians supporter leurs fautes, pour auoir fait de bon cœur & pour le seruice de ladite Cour ce qui a esté en leur pouuoir ; & après auoir esté remerciez du deuoir par eux fait, ayans virilement, sagement, vertueusement & prudemment executé la charge qui leur auoit esté baillée, a esté ouuert ledit pacquet où estoit vne lettre close, ensemble vn Arrest en parchemin, dont la teneur ensuit.

DE PAR LE ROY.

NOS AMEZ ET FEAUX, Ayant receu vos lettres, & ouy ce que nous ont dit de vostre part les President Seguier, & President és Enquestes Dormy par vous enuoyez deuers nous, nous leur auons sur ce fait la réponse que vous entendrez d'eux, & en nostre Conseil ordonné ce que vous verrez par l'Arrest que presentement vous enuoyons : le contenu duquel nous vous mandons, commandons & ordonnons tres-expressément suiure & executer de point en point sans y faire faute : CAR tel est nostre plaisir. Donnée à Meulan le 24. Septembre 1563. Ainsi signé, CHARLES. Et au dessous, DE LAVBESPINE. Et sur la superscription : A nos amez & feaux les Gens tenans nostre Cour de Parlement à Paris. Receuë le 27. Septembre 1563.

Auiourd'huy 24. iour de Septembre 1563. le Roy estant à Meulan, seant en son Conseil, assisté de Monsieur le Duc d'Orleans son frere, de Messieurs les Cardinal de Bourbon, & Duc de Montpensier, & Prince de la Roche-sur-Yon, Cardinaux de Guise & de Chastillon, Ducs d'Aumalle, & de Montmorency Connestable, Chancelier, sieurs de Montmorency, & de Bourdillon Mareschaux de France, sieur du Mortier Euesque de Valence, Comte de Crussel, sieurs de Gonnor, de Sipierre, de Lansac, & autres Conseillers de sondit Conseil; a receu les lettres de creance quiluy ont esté presentées de Messieurs de sa Cour de Parlement à Paris, par Messire Pierre Seguier President, & Maistre François Dormy Conseiller & President és Enquestes en ladite Cour, par icelle deputez vers sa Maiesté. A laquelle ils ont déclaré & fait entendre les causes & raisons, qui auoient meu ladite Cour à differer la publication de l'Ordonnance faite par iceluy Seigneur en la ville de Rouën au mois d'Aoust dernier, s'estant sur les opinions d'icelle ladite Cour trouuée partie en nombre égal, duquel partage iceux Presidens Seguier & Dormy ont dit estre saisis pour satisfaire à son commandement, en faire & ordonner son bon plaisir, avec certaines remonstrances dont ils ont esté chargez de par ladite Cour. Iceluy Seigneur ayant en son Conseil bien & meurement fait considerer & digerer lesdites remonstrances, recors & memoratif de ce que dernièrement à Mantes il auoit sur autres remonstrances à luy faites à sondit Conseil, fait entendre son intention aux Premier President, President Preuost, & Conseiller Violeenuoyez deuers luy sur cet affaire par ladite Cour; ce que aussi depuis il leur a mandé par le sieur de la Mole Gentil homme de sa Chambre, & encore après par ledit sieur de Lansac, & autres bonnes & grandes considerations à ce la mouuans; & sans auoir égard audit iugement & partage ainsi fait par ladite Cour, lequel il casse, reuoque & met au neant, le declarant nul, comme donné par Iuges, ausquels la connoissance des choses de l'Estat de ce Royaume n'appartient aucunement: a ordonné & ordonne, que ladite Ordonnance dudit mois d'Aoust sera leuë & publiée à luy ouuerts, & enregistree en

ladite Cour sans aucune adionction, diminution ne modification quelconque; & à icelle publication seront presens & assisteront tous les Presidens & Conseillers d'icelle, non excusés de maladie ou legitime empêchement, ausquels il enioint des'y trouuer sur peine aux defaillans de suspension de leurs offices: leur defendant au surplus, que pour l'auenir ils n'ayent à mettre en dispute, ne autrement opiner & deliberer sur les Edits & Ordonnances qui seront faites & enuoyées de sadite Maiesté, és choses qui appartiennent à l'Estat de cedit Royaume; mesmement après auoir fait leurs remonstrances, & sur ce entendu l'intention de sadite Maiesté, comme ils auoient fait en cet affaire; mais ainsi qu'il leur sera commandé, icelles publier & enregistrer seulement. Voulant en outre que le Registre par eux fait dudit iugement & partage soit laceré & biffé, afin que la memoire de telle & si nouuelle entreprise par eux faite soit oubliée; & que par là & le deuoir qu'il espere qu'ils feront de reconnoistre quelle a esté la faute qu'ils ont faite en cet endroit, il ait occasion de l'oublier aussi. Ordonnant au Greffier de la Cour enregistrer ce present Arrest & Ordonnance és Registres d'icelle, sans y faire faute ne difficulté. Fait audit Conseil les iour & an que dessus. Signé, DE LAYBESPINE. Et outre ce y auoit audit pacquet vne Lettre patente dudit Seigneur de mesme datte, contenant prolongation du Parlement depuis le prochain iour de S. Michel tant qu'il plaira au Roy. Et lesdites Lettres closes, patentes, & Arrest dudit Conseil presentement leus: Et la matiere mise en deliberation: A esté arresté que les Presidens & Conseillers qui ont esté presens & assisté au rapport & lecture de ce que dessus, assisteront à la deliberation qui est à faire sur ce, combien qu'ils n'ayent assisté és deliberations precedentes: aussi que cecy est chose nouuelle & dont chacun peut parler. Ce fait, ont esté les Gens du Roy mandez, & lesdites Lettres & Arrest à eux baillez pour les voir, & dire sur ce qu'ils auiseront deuoir dire. S'estans retirez, & tost après reuenus, ont dit par Maistre Baptiste du Mesnil Aduocat dudit Seigneur, Que par ordonnance de la Cour ils ont veu les Lettres patentes dudit Seigneur Roy, contenant prolongation du Parle-

ment iusques à ce qu'il luy plairait. Aussi auoient veu vn iugement, mandement & ordonnance dudit Seigneur concernant le fait de la publication de ses Lettres patentes du mois d'Aoust, & du partage des opinions auenu en la deliberation faite sur iceluy en la Cour de ceans. Si ont dit quant au premier point, que c'estoit chose de trop peu de difficulté pour retenir & occuper les esprits d'une telle Compagnie; quant à l'autre, *res erat maioris ponderis & amplioris negotij*, de quoy ils eussent volontiers desiré estre deliurez par la Cour, comme l'occasion le pouuoit souffrir, pour n'auoir eu par eux communication des difficultez meües és deliberations de ladite Cour sur le fait qui s'offre, ny des remonstrances faites au Roy par ordonnance d'icelle, encore moins esté presens aux rapports qui ont esté faits de la volonté dudit Seigneur sur lesdites remonstrances, par lesdits Deputez à icelles faire. Toutefois, puisque la Cour les auoit presentement chargez de dire sur ce dernier mandement du Roy ce qui pouuoit estre de leur office & conscience, ils supplioient estre supportez, s'ils ne disoient, *quod in re tam graui & ardua dicendum videretur*, tant pour n'auoir eu point ou peu de loisir d'y penser, que pour la médiocrité de leurs esprits, & le peu d'instruction qu'ils auoient eu du suiet qui s'offroit. Pour les causes susdites doncques ce qu'ils pouuoient en cet endroit recueillir, consistoit principalement en deux points: le premier en la volonté du Roy de passer la verification des Lettres, nonobstant les remonstrances & partage des opinions: le second en la declaration du mal-contentement du Roy. Quant au premier point, leur sembloit qu'ils ne pouuoient faillir sous correction de remonstrer selon & à peu près des premieres conclusions ià par eux prises en cette matiere, qu'il y auoit lieu de la publication desdites Lettres, attendu la volonté du Roy; après toutefois & selon la declaration qu'il luy auoit pleu faire sur le fait de la Religion, telle que l'on dit auoir esté rapportée par M^r le Premier President: Et à la verité *videbantur in eare contrarij conatus omnes irriti & inutiles*; car estoient ià les Lettres passées en toutes mains, publiées en plusieurs Cours, mesme en vne en presence du Roy; plus estoient executées de toutes

parts, meſme par pluſieurs des Conſeillers de ladite Cour, *atque adeo erat in multorum animis, in ore verò & oculis omnium;* partant n'y auoit plus de lieu de les reietter; ains y auoit occaſion de rendre au Roy en cet endroit l'obeiſſance qu'il demandoit. Quant au ſecond point, *agnoscebant Principem ipſum grauiter exulceratum eſſe, ſed & walde perimeſcendum eſſe, ne ſimul cum atate ira quoque illius aduerſus hunc ordinem ampliſſimum, & hætenus ſupra ceteros commendatum, ingraueſceret.* A quoy la Cour ſcauroit très-bien pouruoir & auifer par ſa prudence: & de leur part ils eſperoient que après que le Roy ſeroit ſatisfait de la publiatiõ deſdites Lettres, que ce qui pouuoit à preſent ſembler aſpre ou non accouſtumé audit iugement & mandement du Roy, ſeroit appaiſé & adoucy; quoy que ce ſoit y auroit lieu de tres-humbles remonſtrances à la Maieſté du Roy, leſquelles par ſa bonté il receuroit de bonne part, luy eſtant faites à propos, *vel frequente Senatu, vel etiam toto ſi liceret;* à quoy ils ont conclu. Surquoy eux retirez, & la matiere miſe en deliberation, a eſté arreſté quant aux Lettres de prolongation de la ſeance du Parlement, qu'elles ſeront publiées & enregiſtrées *primo quoque die,* & en procedant à deliberer ſur ledit rapport l'heure a ſonné, & ſe ſont les ſieurs deſſusdits retirez, *re inſeſſa,* iuſques à demain matin que l'on continuera à ladite deliberation.

De Mardy 28. Septembre.

C E iour toutes les Chambres aſſemblées a eſté continué à deliberer ſur ce qui fut commencé le iour d'hier, après le rapport fait par les Deputez de la Cour, & a eſté arreſté que les Lettres parentes du Roy données à Rouën le 17. iour d'Aouſt dernier paſſé ſeront preſentement leuës, & que par Monsieur le Premier Preſident ſera prononcé ainſi qu'il s'enſuit. La Cour ayant entendu la declaration de la volonté & intention du Roy, a ordonné, que ſur le reply des Lettres preſentement leuës, ſera mis, *lecta, publicata & regiſtrata audito Procuratore generali Regis.* A laquelle publication aſſiſteront ſuiuant la volonté & commandement du Roy, les Preſidens & Conſeillers de ladite Cour, qui ont deliberé ſur leſdites

Lettres: Que l'Arrest & Declaration dudit Seigneur apportée en ladite Cour par lesdits Deputez sera enregistré, sans qu'il soit fait aucun registre du partage mentionné audit Arrest; Et neantmoins seront faites remonstrances tres-humbles audit Seigneur Roy en temps & lieu. Ce fait, les Presidens & Conseillers dessus nommez assis es haurs & bas sieges du Parlement, ont esté les huys ouverts, & lesdites lettres, ensemble celles de prolongation du Parlement, à commencer du iour saint Michel prochain, tant qu'il plaira au Roy, leuës: Après que mondit sieur le Premier President s'estant leué, en a esté demander & prendre les opinions de tous les autres Presidens & Conseillers y assistans.

Du Lundy 4. iour d'Octobre.

CE iour Monsieur le Premier President a dit à la Cour, toutes les Chambres assemblées, que le iour d'hier il s'estoit présenté au Roy & Royne estans en la maison de Monsieur de la Roche-sur-Yon, pour entendre d'eux ce qu'il leur plairoit commander & ordonner, & quand leur bon plaisir seroit que l'on se transporrast pardeuers ledit Seigneur Roy pour entendre ce qu'il leur plairoit commander & ordonner pour son seruice: Luy fut dit par ledit Seigneur Roy en la presence de ladire Dame, qu'il vouloit & entendoit, ainsi que le iour precedent il auoit dit au President Seguier, estant allé à Madrir, que l'Arrest par luy donné en son Conseil fust entierement executé, & qu'il auoit entendu qu'il n'estoit pas du tout executé, & qu'il restoit encore à biffer le partage, ce qu'il vouloit & entendoit estre fait; & cela estant préalable-ment fait, il diroit & feroit entendre sa volonté. Lors ledit sieur Premier President luy dit, qu'il estimoit que sa Cour auoit entierement satisfaire à sa volonté: vray est qu'il n'auoit pas esté ordonné que le partage seroit biffé en termes & mors exprés; mais que la Cour pensoit auoir satisfait à la volonté & intention dudit Seigneur, faisant plus qu'il n'estoit porté par ledit Arrest, en ordonnant que dudit partage ne seroit fait aucun registre comme de chose non fait ne auenüe: Car

en ordonnant que ledit partage seroit biffé, encore qu'il soit biffé, il sera & demeurera au Greffe, & sera veu. Tellement qu'il auoit semblé que c'estoit plus, d'ordonner que ledit partage seroit mis hors du registre, que d'ordonner qu'il seroit biffé; & faisant par la Cour autant equipolemment ou plus qu'il n'auoit esté ordonné, estimoit auoir esté satisfait à la volonté dudit Seigneur, & qu'il en pouuoit auoir contentement. Là dessus la Roine prit la parole, & dit que l'intention du Roy, & de son Conseil auoit esté & estoit, que sans aiouster ou diminuer aucune chose audit Arrest, & sans y mettre ne plus ne moins, qu'il fust executé en ce qui restoit à executer, ainsi & en la forme & maniere que ledit Arrest le portoit. A quoy fut dit par Monsieur le Premier President, que demain matin il assembleroit la Compagnie, & seroit entendre tout ce que dessus; & que de ce qui auroit esté conclu & arresté, ledit Seigneur Roy & Dame seroient incontinent auertis, suppliant ledit Seigneur Roy & ladite Dame luy dire quand il leur plairoit que l'on allast vers eux, & en quel nombre, & en quel lieu, aussi s'ils entendoient pas que le Parlement fust clos, demeurant seulement la Chambre ordonnée au temps des Vacations, parce que plusieurs de la Compagnie s'estoient ià retirez, & les autres desiroient eux retirer pour donner ordre à leurs petites affaires, attendant l'ouuerture du prochain Parlement, qui sera à cette saint Martin prochaine. A quoy a esté répondu, tant par le Roy que par la Roine, que sur ce ils ne feroient aucune réponse, iusques à ce que ledit Arrest ait esté executé; & ledit Arrest ayant esté executé, ce qu'ils vouloient estre fait comme dit est, qu'ils feroient au surplus leur intention & volonté. Ce fait Maistre Guillaume Viole Conseiller ceans a iousté, que ayant esté mandé pour aller parler au Roy, qui luy parla du fait du sieur de la Bretonniere, luy disant qu'il eust parlé audit sieur Premier President pour l'affaire de la Duchesse de Montmorency sa sœur, n'eust esté qu'il ne parlât à luy ne à autres des Presidents & Conseillers de sa Cour, iusques à ce que son Arrest ait esté entièrement executé, & le partage biffé, suivant ce qu'il auoit dit audit sieur Pre-

mier President. Après a dit Maistre Iean du Tillet le ieune Protonotaire & Greffier Ciuil de ladite Cour, à la suruiuance de Maistre Iean du Tillet l'aisné, aussi Protonotaire, & Greffier de ladite Cour son pere, que le Roy ayant hier mandé ledit Maistre Iean du Tillet l'aisné son pere, entre autres choses luy commanda la Roine & aucuns Princes & Seigneurs de ses affaires presens, dire à ladite Cour ce matin qu'il ne se contentoit que le partage sur la publication desdites Lettres patentes expediees à Rouën ne fust enregistré, mais qu'il fust enregistré & biffé suiuant son Arrest, & ce qu'il'en auoit dit à Monsieur le Premier President auant son disner : & que sondit pere ayant remonstré son indisposition, ledit Seigneur le dispensa le faire entendre par luy qui parle. Ce fait la matiere mise en deliberation est passé, que ledit partage sera biffé au registre suiuant le commandement & vouloir du Roy, dont il sera promptement auerty par ledit Maistre Iean du Tillet le ieune, lequel portera le registre dudit partage biffé.

Du Mardy 5. Octobre.

CE iour Maistre Iean du Tillet le ieune Protonotaire & Secretaire du Roy, Greffier de la Cour de ceans par suruiuance, avec Maistre Iean du Tillet l'aisné aussi Protonotaire & Secretaire du Roy, Greffier de ladite Cour son pere, a dit à la Cour, que suiuant ce qu'elle luy auoit pleu commander, il estoit allé deuers le Roy, & ayant eu quelque commodité de parler premierement à la Roine, luy auoit dit sa charge : mais auroit voulu qu'il fust oüy au Conseil, & tost après estant appelé, auoit présenté les lettres de ladite Cour au Roy, & aussi la minute du registre biffé, où est le partage sur la publication de ses Lettres données à Rouën, ce qui auroit esté veu par ledit Seigneur Roy & la Roine sa mere, Messieurs les Cardinal de Bourbon & Chancelier, & s'estoit trouué vne petite difficulté en ce qui estoit écrit au dessous dudit registre, *biffé par ordonnance de ladite Cour obeyssant à la volonté du Roy*, vouloit qu'il fust aiousté, suiuant l'Arrest dudit Seigneur. Plus a dit qu'il auoit esté enquis si ledit Arrest

estoit enregistré, ensemble le partage. Ce qu'il a remonstré ne pouuoit estre fait si tost, que ceans toutes choses y sont enregistrées, & par ordre, ne se pouuoit faire que les dernières fussent les premières. Et pour oster tout doute, fit ouuerture, que s'il plaisoit au Roy luy commander, que quand ledit registre seroit fait, il l'apportera deuers sa Maïesté, il verroit qu'il n'y auroit point de faute, & s'en pouuoit asseurer; que sur les minutes se faisoient les registres, & que cette-cy étant biffée, le registre le seroit pareillement. A aiousté & supplié tres-humblement ledit Seigneur, qu'il pleust à sa Maïesté commander que l'extract qui luy a esté apporté, parce qu'il n'est point biffé luy fust rendu pour l'estre pareillement, & eüiter à la diuersité qui se trouueroit, le registre estant biffé, & l'extract d'iceluy ne l'estant point. A quoy ledit Seigneur luy répondit, qu'il en auiseroit en son Conseil. Et n'a oublié de supplier tres-humblement ledit Seigneur comme il luy auoit esté commandé de par ladite Cour, que son bon plaisir fust mettre fin au Parlement, & le clore. A remonstré la proximité de la feste saint Martin, où est l'ouuerture dudit Parlement, & l'absence d'aucuns des sieurs d'iceluy Parlement par son commandement, des autres causée par maladies: au moyen dequoy n'y auoit grande expedition, à ce qu'il luy pleust donner congé à chacun pour auiser à ses affaires, demeurant vne Chambre des Vacations, dequoy ledit Seigneur Roy luy a aussi dit qu'il y auiseroit avec son Conseil. Dauintage a eu commandement de la Roine, de dire à ladite Cour, que le Roy entendoit que les remonstrances auisées luy deuoient estre faites touchant la dernière euocation, luy fussent faites ce matin.

Extrait du 6. liure de l'Histoire de France, de François de Belleforest ch. cent, pag. 1644. vers. de l'edition in fol.

A PRES le siège du Haure, le Roy estant à Rouën le 17. iour d'Aoust 1563. il tint son lit de Iustice au Parlement de Normandie, où contre la coustume ancienne des Rois ses maieürs, qui faisoient ces cérémonies, concernant l'estat de

la Maieſté Royale en la Cour des Pairs à Paris, il publiâ vn Edit touchant ſa Maiorité, ſe diſant maieur, ayant atteint l'âge porté par la loy du Roy Charles V. Il laiſſe à part ce qui ſe paſſa pour cettere publication, & ce que la Cour de Parlement de Paris fit pour conſeruer ſon droit, & la réponſe qui luy fut faite par le Chancelier de l'Hôſpital : car la miſere du temps, & la diuerſité des humeurs, & affections des hommes cauſoient des remuëmens, qui ne fuſſent oncques auenus, ſi la Republique euſt eſté en repos, & que tout fuſt allé ſelon les couſtumes anciennes du Royaume, &c.

Ex libro xxxv. Historiarum Iac. Aug. Thuani,
pag. 250.

Preuoſt.

Viola.

Mante.

MISSVM Lutetiam per Ludonicum Sangelasium Lanſacum de maiore Regis atate Edictum Rotomagi publicatum, ut in Curia promulgaretur; verum interveſſit Senatus, & Chriſtophorum Thuanum Senatus Principem, Nicolam Prevotium claſſium Inquiſtoriarum Preſidem, ac Gualtherum Violam è ſuo ordine delegavit, qui cauſas, car promulgationem aut diſſuſiſſent aut reſciſſent, apud Regem exponerent. Ij ad Medontam Dicppa redeunti Regi obuiam facti & perbenigne auditi ſunt. Eorum rationes erant, contra morem factum eſſe, ut Edictum ullum prius in Rotomagensi aut alia Regni Curia promulgaretur, quam in Pariſienſi, qua & Regni ordinum auctoritatem retineret, & Regni primaria & Parium Curia cenſeretur; & ex qua denique tanquam ex matrice cætera propagata eſſent: tum videri Edicto, Religionis, qua vna eſſe debet, multiplices ſectas introduci & approbari. Additum erat, ad Lutetia, qua metropolis atque adeo regi arx eſſet, ſecuritatem pertinere, ut populus Pariſienſis minimè exarmaretur. Ad ea Rex adhuc ephebus à matre inſtructus reſpondit, facere ſe non inuitum aut ingratiis, ut more ſuorum maiorum ſupplicationes Regni Curiarum benigne audiret, quibus intelleſtis, & ubi quid ſua voluntatis eſſet, aperuiſſet, eorum partes eſſe, ut parerent, & iuſſa exequerentur. Quod ad Edictum de maiore atate ſua factum, & à ſe tanquam maiore propoſitum attinet, id ex Regine parentis, quam ſumma rerum præpoſuerit, & principum ac procerum conſilio feciſſe, & eo in loco, in quo præſens Reip. ſtatus ac

negotiorum necessitas exigere visa est; quod procul dubio in sua potestate & arbitrio positum sit: tum ut fidem dictorum faceres, principes ac proceres qui aderant, coram delegatis interrogas, an non sibi auctores fuissent, ut de maiore aetate sua & constituenda Rep. Edictum proponeretur? Quibus preceps Cardinali Borbonio respondentibus ex sua sententia Edictum tanquam Regno utile ac necessarium propositum fuisse. Rex ex eo responso sumptâ fiducia subiecit, deinde eos intelligere non ex sua ac Regina matris, verum ex uniuersis consistorij sententia Edictum factum, cuius rationem etsi minimè teneatur reddere, in presentiarum voluisse ut de ea ipsis constaret: ceterum iubere, ut non sicuti prius cum in minore aetate constitutus esset, sic in posterum secum agant, nec negotiis, quorum cognitio ad eos non pertinet, se immisceant: nam ad hoc à Regibus institutos, ut inter priuatos iuxta leges, consuetudines, ac Regias constitutiones aquabile ius dicant. Proinde quæ ad publicum Regni statum spectant, Regi ac consistorio eius relinquunt, nec se præindicata per veterem errorem opinione deinceps pro Regiis tutoribus, Regni defensoribus, & Lutetia custodibus gerant; ac si quid in rescriptis ad eos directis insit, quod eos ad dissentiendum moueat, id velle, ut per delegatos quamprimum more recepto significant, & postquam de enixa ac postrema ipsius voluntate consuleris, mandatis pareant. Hac ad fiduciam & minas composito vultu cum Rex edisseruisset, Io. Monlucius Episcopus Valentinus Regis sermonem prosequens, multa contumelia propiora in Senatum & magistratus, qui ad prima Regis mandata non obtemperarent, assentatoriè effusiuit, tanquam statim publici ignaros, & in summo munere parum sincera fide versantes; idque in Regina gratiam, neque tam ut Regis potentiam stabiliret, quam ut imperiosa femina ambitioni turpiter famularetur. Secundum hæc delegati ad Curiam referunt, & Senatus cognita Regis voluntate ac consilio rursus res in deliberationem deducitur, & ut erant diducta in duas partes studia, calculi quoque indicum adæquauerunt, missique continuo Petrus Seguierius Curia præses & Francis Dormius Inquisitoriarum Decurie præses, tanquam alea iudicij adhuc alternantis diremptores, qui Regem, qui tunc Medulani erat, de re tota edocerent. Regina verò, quæ renocato Edicto Rosomagi publicato unâ & auctoritatem suam conuelli, & non tam paribus sententiis iudicium suspensum, quam factionibus scissum Se-

Seguier.

Dormy.

Meulant.

natum doleret, auditis delegatis pro responso placitum admodum insolens in consistorio procerum frequenti Senatu fieri curavit VII. Kal. Decembris, quo Rex non habitâ Decreti Parisiensis ratione, quod tanquam nullum, & ab iudicibus, ad quos rerum, quæ publicum Regni statum spectant, cognitio minimè pertinet, factum reuocat, ac decernit, ut Edictum proximo Sextili mense factum in Curia publicè lectum promulgetur, nulla præscripta conditione; cui promulgationi interesse teneantur omnes Curia Præsides ac Consiliarij, nisi morbo aut legitimâ aliâ causâ impediuntur; alioqui ad tempus magistratu summoveantur; inhibésque, ne in posterum in controuersiam deducere, statuere, deliberare super Decretis à Rege conditis præsumant, quæ ad publicum Regni statum pertinent, maximè postquam apud Regem intercesserint, & de ipsius voluntate cognouerint, vti iam in hac causâ factum sit: sed ea, sicuti mandatum fuerit, promulgare & in acta referre teneantur: iubet insuper, ut syngrapha iudicij nuper facti inducatur, & laceretur, quo memoria noni & insolentis facti obliteretur, & ita culpa agnita & emendata: ipse quoque, quod illos facturos speret, omnem rei sensum ex animo deponat: postremo enixè Io. Tillio Curia protonotario iniungitur, ut hoc placitum seu diplomam in acta publica referat. Ita dimissi delegati: quibus in Curia auditis, & cognita Regis voluntate ac consilio, audito Cognitore Regio, non etiam postulante, Edictum de maiore Regis ætate promulgatum fuit III. Kal. Octobris.

Du Tillot
Greffier.

CHARLES IX.

1574.

Regence
de mere.

Pouuoir de la Regence donné par le Roy Charles IX. à la Reine Catherine sa mere, pour en vser pendant sa maladie qui l'empéchoit de pouuoir vacquer aux affaires, & au cas qu'elle vinst à deceder, iusques au retour dans le Royaume de Henry Roy de Pologne son frere, & successeur en la Couronne. Donné au Bois de Vincennes le 30. May 1574.

CHARLES par la grace de Dieu Roy de France, à tous ceux qui ces presentes lettres verront, salut. Considerant qu'il est tres-necessaire de pouuoir aux affaires qui se presentent ordinairement tant au dedans que dehors le

Royaume, pour l'entretenement, grandeur & conseruation de cette Couronne, n'y pouuant vacquer ny entendre, ainsi qu'il est requis, pour raison de l'indisposition & maladie de laquelle nous sommes à present détenus, & que pour cet effet nous ne scaurions faire élection de personne, sur laquelle nous nous puissions plus reposer, que sur la Reine nostre tres-honorée Dame & mere, & qui avec plus de zele & affection embrasse ce qui nous touche & cet Estat, tant pour l'amitié maternelle qu'elle nous porte, que pour la longue experience qu'elle a eue de la direction & maniemment des affaires de ce Royaume, depuis nostre minorité iusques à present. qu'elle y a esté appellée du consentement & requisition de l'assemblée generale des Estats, qui fut faite après le decés du feu Roy François nostre ttes-cher sieur & frere. Pour ces causes & autres grandes considerations à ce nous mouuans, & de nostre propre mouuement, pleine puissance & autorité Royale, nous auons donné & donnons à la Reine nostre dite Dame & mere plein pouuoir, puissance & autorité d'ordonner & commander tant aux Princes de nostre sang que autres, aux Cours de Parlement, Marechaux de France, Gouverneurs de Prouinces, nos Lieutenans Generaux, Capitaines des cent Gentils-hommes de nostre Maison, & de nos Gardes, Baillifs, Seneschaux & autres nos Iusticiers & Officiers, & generalement à tous nos suiets de quelque qualité & condition qu'ils soient, tout ce qu'elle verra & connoistra estre bon, utile & necessaire pour la conseruation de cet Estat, faire & ordonner toutes les dépêches qu'elle auisera deuoir estre faites, tant dedans que hors nostre Royaume: voulant que nos Conseillers & Secretaires d'Estat ayent à luy obeir, & faire ce que par elle leur sera commandé, tout ainsi que si c'estoit par nous mesmes; & que le semblable soit fait par elle pour le fait de nos finances, commandant par exprés au Tresorier de nostre Espargne, de ne bailler aucunes assignations, ne faire aucun payement que par son exprés commandement: exhortant & admonestant tous les Archeuesques, Euesques & Prelats de cedit Royaume de continuer en leur deuoir & office, ainsi qu'ils ont fait iusques à present. Et où il plairoit à Dieu faire

sa volonté de nous, & nous appeller à soy: ſçachant que après nous ne laiſſant point d'hoirs maſles, par les loix de tout temps obſervées en cedit Royaume, le Roy de Pologne noſtre trescher & tres-amé frere, eſt appellé à la ſucceſſion de cette Couronne: en attendant ſon retour dudit Royaume de Pologne, & afin qu'un chacun ſe contienne en ſon deuoir & office, & pour luy faire rendre l'obeiſſance qui luy ſera deuë; Nous auons par meſme moyen dit, déclaré & ordonné, diſons, déclarons, voulons & ordonnons, & nous plaiſt, que la Roine noſtre dite Dame & mere ait toute puiſſance & autorité d'ordonner & commander à tous noſdits ſuiets de quelque qualité qu'ils ſoient, tout ce qu'elle verra & connoiſtra deuoir eſtre fait, pout faire rendre l'obeiſſance qui ſera deuë au Roy de Pologne, noſtre dit frere, faiſant chaſtier & punir par nos Cours de Parlemens, & autres nos Juges & Officiers, tous ceux qui ſeront deſobeiſſans à leur Roy & Prince, faiſant aſſembler, s'il en eſt beſoin, toutes les forces tant de gens de cheual que de pied, qui ſont de nos Ordonnances & à noſtre ſolde, & tous nos autres ſuiets de quelque qualité & condition qu'ils ſoient; auſquels nous enioignons très-expreſſément d'obeïr à ce qu'il leur ſera ordonné & commandé par la Roine noſtre dite Dame & mere, tout ainſi qu'ils feroient à noſtre propre perſonne, & à celle du Roy de Pologne noſtre dit frere. Si donnons en mandement à nos amez & feaux les Gens tenans noſdites Cours de Parlemens, Gens de nos Comptes, Baillifs, Senſchaux, & à tous nos autres Juſticiers & Officiers qu'il appartiendra, qu'ils ayent à faire lire & enregiſtrer chacun en ſon endroit en noſdites Couts, Sieges & Jurifdictions, nos preſens pouuoir, declaration, vouloir & intention, & iceluy garder & faire garder, obſeruer & entretenir de point en point ſelon ſa forme & teneur. En témoin de quoy nous auons fait mettre nôtre ſeal à ceſdites preſentes: CAR tel eſt noſtre plaiſir. Donné au Bois de Vincennes le 30. iour de May, l'an de grace 1574. & de noſtre Regne le 14. à huit heures de matin. Signé ſur le reply, Par le Roy, Monſieur le Duc d'Alençon ſon frere, le Roy de Nauarre, Monſieur le Cardinal

nal de Bourbon, vous, & autres presens, F I Z E S.

Letres, publiées & registrées, oüy, requerant & consentant le Procureur General du Roy, après que la Reine mere dudit Seigneur, sur la priere, requeste & supplication à elle faite tant par le Duc d'Alençon, le Roy de Navarre, que le Cardinal de Bourbon, Princes du sang, & Pairs de France, ensemble par les Presidens & Conseillers, commis par ladite Cour à cette fin, a accepté la Regence, gouvernement & administration de ce Royaume. Fait à Paris en Parlement le 3. iour de Iuin 1574. Signé, LE PREVOST.

Ce qui se passa au Parlement après la mort du Roy Charles IX. pour la publication des lettres de Regence de la Reine Catherine mere du Roy.

Du Lundy 31. May 1574.

Regence de la Reine Catherine mere du Roy Henry III. pendât son absence en Pologne.

31. May

1574.

C E iour la Compagnie assemblée tost après sept heures du matin, Monsieur le Premier President a commencé à dire ainsi qu'il s'ensuit. *Si mea cum vestris valuisse vobis*, ie ne vous eusse annoncé en ce lieu, qui est le lit de Iustice & consistoire des Pairs de France, ce que d'ailleurs vous auez sceu, sçavoir les tristes, piteuses & lamentables nouvelles de la mort de feu de bonne, heureuse & recommandable memoire Charles IX. Roy de ce nom, qui estoit nostre souverain Seigneur: Toutefois nous pouons considerer, & consideronstous, que *viam universæ carnis est ingressus*, & que

*Pallida mors aequo pulsat pede pauperum tabernas
Regumque turreis.*

Horat.
Carm. lib. 2.
Ode 4.
Lucrétius
libre 3.

Et que *Lumina sis oculis etiam bonis Anco' reliquit*.

Iude alij multi reges, rerumque potentes

Osciderunt, magnis quigentibus impetiarunt.

L'Esprit Saint de Dieu nous dit, parlant des Rois & Princes de la terre, *Ego dixi, dy estis, & filij excessi omnes. Vos autem sicut homines moriemini; & sicut unus de principibus cadetis*, La consolation que nous devons tous prendre ensemble, & qui sera commune à vn chacun, est, qu'il a pleu à Dieu, lequel est Roy des Rois, Seigneur des Seigneurs, domina-

Psalm 81.
vers. 6. 7.

teur des dominateurs, qui constituë les Rois, & les démet, qui dispose des Royaumes, & les confere à son plaisir, *Qui percussit reges magnos & occidit reges fortes, qui confregit in die ira sua reges, qui dat salutem regibus* : le prendre & appeller à soy à vn bon iour qui estoit le iour d'hier iournée de Pentecoste : & en l'appellant à soy *non dereliquit nos orphanos* ; parce qu'il nous a donné & delaisé vn successeur à la Couronne son frere Roy de Pologne, à qui elle est deuë iustement & legitiment & sans difficulté quelconque, tant par la loy & droit de nature & des gens, que par la loy speciale, singuliere & particuliere de ce Royaume, laquelle nous auons gardée & obseruée inuiolablement depuis la creation de nos Rois successiuent, & tel que nous pouuons desirer & demander ; & attendant la venuë du Roy de Pologne qui est nostre vray Roy, & lequel nous reconnoissons pour tel : par mesme grace il a inspiré le cœur du feu Roy pour preuenir l'office tant des Princes du sang, que de ceux du Parlement, qui est la Cour des Pairs, comme dit est, en l'élection de nomination de ce que d'eux-mesmes ils eussent fait sans aucun contredit, pour nommer à la Regence, gouvernement & administration de ce Royaume la Reine mere ; & en ce *laudandus Deus qui hanc indidit voluntatem in cor Regis*. De ce ont esté decernées Lettres patentes dont vous oyrez la lecture, & auparauant que de l'ouyr, vous diray en bref les causes de cette assemblée, & comment les choses ont passé, c'est que le iour d'hier sur les huit heures le feu Roy demanda la Reine sa mere, Monsieur le Duc, le Roy de Nauarre, Monsieur le Cardinal de Bourbon, Monsieur le Chancelier, & les Secretaires d'Estat, leur fit entendre son indisposition telle qu'ils voyoient sa maladie qui auoit longuement duré, par le moyen de laquelle il n'auoit pû donner ordre à ses affaires, tel qu'il eust bien voulu & desiré, mesme pour le soulagement & repos de son pauvre peuple qu'il connoissoit estre & auoir esté grandement affligé à son tres-grand regret & déplaisir, & que en toute sa maladie qui auoit longuement duré au lieu d'estre consolé, il n'auoit receu que nouuelles tristes & piteuses, par le moyen desquelles

quand il eust esté en la plus pleine santé du monde, il en fust deuenu malade. Toutefois il auoit tant entrepris sur sa santé, que quelque maladie qu'il eust, il auoit receu toutes ces nouuelles, & toutes personnes en sa Chambre, choses qui luy auoient encore rengregé son mal, ne s'estant traité comme malade; ce que désormais il estoit delibéré de faire, attendant que par la grace de Dieu il soit retourné en santé & conualescence. Pour cette cause a prié bien fort la Reine de vouloir prendre la totale conduite des affaires de ce Royaume sans luy en plus parler ny communiquer, & a fort prié M^r le Duc, le Roy de Nauarre, Monsieur le Cardinal de Bourbon & Monsieur le Chancelier de l'y assister, & de luy donner bon conseil & auis. Et si cas estoit qu'il pleust à Dieu de faire son plaisir de luy, chose qui dépendoit du tout de sa grace & miséricorde, vouloit, qu'après attendant la venue du Roy de Pologne son frere, qui iustement venoit à luy succéder à cette Couronne comme Roy de France, qu'elle en prenne la regence, le gouvernement & totale administration. A quoy ils s'accorderent tres-volontairement, & de ce ont esté decernées Lettres patentes, qui sur l'heure furent expédiées, comme vous pourrez entendre par la lecture qui vous en sera presentement faite, par laquelle il m'a semblé que ie vous deuois faire assembler à ce iour, que vous ne prendrez pour chose extraordinaire, parce que l'affaire requiert celerité & prompte prouision: car ce qui sera fait en ce lieu, sera obserué en tous les autres lieux, mesmes és autres Parlemens du Royaume, lesquels vray-semblablement se conformeront avec vous, à ce que trouuerez bon, iuste & raisonnable pour le bien de ce Royaume, pour le garder à celuy à qui il appartient. Ainsi la premiere chose sur laquelle nous auons à deliberer, est sur lesdites Lettres, lesquelles ne peuuent estre plustost publiées que Ieudy prochain, qui sera la premiere entrée du Parlement après les festes; mais nous pourrons cependant bien ordonner, que lesdites Lettres seront registrées pour estre publiées Ieudy prochain troisiéme Iuin en la maniere accoutumée. L'autre chose sur laquelle nous auons à deliberer, est sur l'intitulation des Arrests & Iugemens de la

Cour de ceans, & autres actes publics, comme cela deura estre fait; & en cela si nous nous conformons aux registres de la Cour de ceans, comme nous auons tousiours fait & deuons faire, & est nostre vraye charge, *loquar sequendo antiquitatem, exempla maiorum, vetera Senatus consulta, fœdera & pactiones.* Nous trouuerons que nous ne sommes iamais sans Roy, que le Roy qui decede *aperis oculos viuentis*, combien que les Rois soient morts, que le Royaume & la Iustice par laquelle les Royaumes sont administrez & policez, est inuiolable; & aussi pour la mort & mutation des Rois nous ne changeons iamais d'habits, & sommes *purpurati & fulgentes purpurâ, sumus venerabiles & conspicui inter Palatinos.* Nous trouuons qu'ès Lettres de Iustice, que le Roy tousiours esté intitulé Roy, *quicumque ille est*, soit absent soit present, & en quelque âge qu'il soit, & lesdites Lettres scellées du scel du Roy en cire iaune. Et quant à ce qui est des Lettres de grace & de commandement, s'il y a vne Regente en France, elles ont esté scellées du scel de la Regente en cire rouge. Ainsi se trouuera auoir esté fait du temps du feu Roy François I. de ce nom par Madame la Regente Louïse de Sauoye sa mere, dont les Lettres de Regence ont esté publiées au Parlement en l'année 1515. & encore la publication reiterée en 1523. & 1524. Ce fait les Gens du Roy mandez ont requis la publication & verification desdites Lettres; & eux retirez: la matiere mise en deliberation a esté arresté, Que lesdites Lettres patentes seront registrées és Registres d'icelle Cour, ouï, requerant & consentant le Procureur General du Roy, pour estre publiées leudy prochain 3. iour de Iuin. Et quant à l'intitulatiō des Arrests & Iugemens des Cours souueraines, & autres actes publics, ils seront intitulez du nom de Henry Roy de France & de Pologne, & scellez de son scel en cire iaune, & les Lettres de grace & de commandement scellées du scel de la Regente en cire rouge, comme il s'est trouué cy-deuant auoir esté fait; & que Messieurs les Presidens, quelque nombre des Conseillers de la grand' Chambre, des Presidens des Enquestes, & Conseillers desdites Enquestes iſont de releuée pardeuers la Roine mere du Roy,

& Messieurs les Ducs d'Alençon, Roy de Nauarre, & Cardinal de Bourbon Princes du sang, les supplier, à ce qu'il plaise à ladite Dame Roine mere du Roy vouloir accepter la Regence, gouuernement & administration du Royaume, & l'en supplier de la part de ladite Cour; & au surplus que ladite Cour écrite au Roy lettres missiues pour le congratuler de son auenement à la Couronne, & de la réception que ladite Dame Roine mere aura faite de la Regence, attendant sa venue, & dont au prealable en sera parlé à ladite Dame Roine mere.

Lettres du Roy tres-Chrestien Henry troisiéme de ce nom Roy de France & de Pologne, portans confirmation, ratification & ampliation du pouuoir de la Reine sa mere, touchant la Regence, gouuernement & administration des affaires du Royaume de France.

HENRY
III.

1574.
15. Iuin.
Cracouie.

Ampliation
de Regence.

HENRY par la grace de Dieu Roy de France & de Pologne, Grand Duc de Lithuanie, à tous ceux qui ces presentes Lettres verront, salut. Comme nous n'eussions rien de plus cher, affectionné & recommandé en ce monde que le feu Roy nostre tres-cher sieur & frere dernier decédé, que Dieu absoluë, pour les tres-grands, naturels & fraternels offices d'amitié qu'il nous a tousiours faits durant sa vie, sans épargner aucune chose qui ait pû seruir à nostre bien, grandeur & honneur, dont nous auons perpetuelle obligation à sa memoire; aussi n'eussions-nous pû recevoir plus d'affliction, regret & déplaisir, que celuy que la triste & lamentable nouuelle de son trépas nous a apporté, ayant encore nôtre dit sieur & frere donné vn tres-grand signe & témoignage de la singuliere amour & affection qu'il nous portoit, & au bien & conseruation de nostre Royaume de France, quand durant sa maladie il s'est souuenü & a voulu prendre ce soin, d'ordonner & declarer, que pendant sadite indisposition, & après qu'il auroit pleu à Dieu l'appeller à sa part, si tel estoit son bon plaisir, il vouloit que les affaires de nostredit Royau-

me de France fussent regies, gouvernées & administrées par la Reine nostre très-honorée Dame & mere; en attendant que nous qui luy deuions legitiment succeder y fussions arriuez; considerant bien qu'il ne pouuoit donner cette charge, & faire election de personne qui avec plus de zele & deuotion embrassast ce qui touchoit le bien & conseruation de nostre Royaume, que la Reine nostredite Dame & mere, tant pour la vraye inclination qu'elle y a, que pour la longue experience qu'elle a eüe iusques à present de la direction & manient desdites affaires depuis la minorité du Roy nostredit feu Sr & frere qu'elle y fust appellée & requise; ce que mettant pareillement en consideration, & aussi combien la Reine nostredite Dame & mere a grandement merité de l'Estat & chose publique de nostredit Royaume de France, & les obligations particulieres que chacun luy en a & doit auoir, pour tât de peines, veilles, & laborieux traux qu'elle a fortemēt & vertueusement supportez pour l'vtilité, grandeur, reputation, & manutention d'iceluy, avec la maternelle amitié qu'elle a tousiours portée & demonstrée aux feux Rois nosdits sieurs & freres, à nous & à nos tres-chers & tres-amez freres & sœurs ses enfans, qu'elle a incessamment secourus & assiste en tout ce qui luy a esté possible pour le bien des affaires de nostredit Royaume. Pour ces causes & autres grandes considerations à ce nous mouuans, & de nostre propre mouuement, pleine puissance & autorité Royale, nous auons confirmé, ratifié & approuué, confirmons, ratifions & approuuons par ces presentes. le pouuoir qui par le Roy nostredit feu sieur & frere dernier decedé a esté donné & octroyé à la Reine nostredite Dame & mere, pour la regence, gouuernement & administration des affaires de nostredit Royaume de France; & tout ce qu'elle a fait, ordonné & disposé en vertu d'iceluy, voulons & entendons qu'il sorte son plein & entier effet, force & vertu: & en ce faisant auons d'abondant pendant nostre absence de nostredit Royaume de France, & iusques à ce que Dieu permette que nous y puissions estre, ce que nous esperons bien-tost, donné & donnons à la Reine nostredite Dame & mere plein pouuoir, puissance & autorité de tenir en iceluy

nostredit Royaume le mesme lieu, rang & degié que nous ferions, si nous y estions en propre personne, y commander & ordonner de tous les affaires qui s'y offriront & suruiendront, tant pour les Gouvernemens de nos Prouinces, bien & administration de nostre iustice, direction & maniemment de nos finances, que du fait de nos guerres qui se feront dedans ou dehors de nostredit Royaume tant sur mer que sur terre, donner graces, remissions & pardons, remettre & commuër peines & iugemens à nos suiets, nommer aux benefices & les conferer à personnes capables, donner & confirmer offices tant de iudicature, de finances que autres, donner aussi toutes aubeines, confiscations, droits seigneuriaux, & autres choses dont la disposition nous appartient, & commander & faire faire les dépeches & expeditions qui seront necessaires, par nos amez & feaux Conseillers Secretaires d'Etat & des finances de nostredit feu sieur & frere & de nous, assembler & faire assembler toutes & quantes fois que bon luy semblera les Officiers de la Couronne & Gens du Conseil Priué de nostredit Royaume pour le bien des affaires d'iceluy, & leur commander ce qu'elle verra bon estre; en quoy nous voulons & leur commandons par cesdites presentes luy obeïr comme à nous-mesmes, deposer & décharger tels des Gouverneurs & nos Lieutenans Generaux de nosdites Prouinces qu'elle auisera pour le bien de nostre seruice, & en leur lieu & place en pouruoir & mettre d'autres, leur commander & faire entendre ce qu'ils auront à faire en leursdits gouuernemens & charges pour le bien seurété & repos d'icelles Prouinces; commander aussi ausdits Gouverneurs & Lieutenans Generaux ce qu'ils auront à faire pour les forces qui seront en chacun d'iceux Gouvernemens, & pour assieger places, icelles faire battre de nostre artillerie; & prendre d'assaut, ou receuoir à telle composition que nostredite Dame & mere verra bon estre, ceux qui seront dedans & les occuperont; commander aussi de combattre nos ennemis, & ceux qui voudroient entrer ou entreprendre contre nostre Royaume, & leur faire donner & liurer batailles quand les occasions s'en presenteront, faire tels Statuts, Edits & Or-

donnances qu'elle verra estre à propos & expedient pour le bien de nostredite Iustice, & de nosdites finances, dépêcher Ambassadeurs, & leur faire bailler telles charges & instructions qu'elle verra bon estre, commander & ordonner à nos Cours de Parlement, & autres nos Iuges & Officiers de finances ce qu'ils auront à faire pour le deu & execution de leurs Offices, ordonner & disposer de toutes nosdites finances, vendre & alier, ou engager ainsi qu'elle verra pour le mieux, selon la necessité des affaires de nostredit Royaume de France, nos domaines, deniers domaniaux, & autres deniers & reuenus, tant des recepres generales de nosdites finances que particulieres; faire, traiter, negotier, conclure & arrester avec ceux de nos suiets, qui se sont distraits de nostre obeyssance, & qui ont pris & porté cy-deuant les armes & les portent encore à present, leur donner & faire telles graces, pardons, ou assurances qu'elle verra bon estre, les prendre en sa protection & nostre: & faire au demourant tout ce qu'elle verra estre à propos pour le bien & repos de nostredit Royaume & suiets; faire faire leuées de deniers sur nostre peuple & suiets de nostredit Royaume de France, selon qu'elle verra le bien de nosdites affaires & seruice le requerir, ordonner des forces qui sont & seront en celuy nostredit Royaume; en faire leuer de Françoises & estrangeres, toutesfois & quantes qu'elle verra estre besoin; icelles estrangeres faire entrer & sortir de nostredit Royaume pour aller ailleurs pour nostre seruice, & les licentier aussi quand bon luy semblera; & generally de faire en tout ce que dépendra de ce que dessus, & de ladite charge, regence & administration de nostredit Royaume de France, & des affaires d'iceluy quelques grands & importans qu'ils puissent estre, & en disposer tout ainsi que nous-mesmes ferions, & faire pourrions si presens en personne y estions, iacq̃ qu'il y eust chose qui requist plus expresse declaration, que ce qui est contenu en celsdites presentes: priant, & requerant nos tres-chers & tres-amez freres les Ducs d'Alençon, & Roy de Nauarre d'assister la Reine nostre dite Dame & mere esdites affaires de nostredit Royaume, & luy rendre la mesme obeyssance, respect & honneur qu'ils
fe-

feroient à nous-mêmes, comme nous auons toute assurance qu'ils feront: priant & enioignant pareillement à tous Princes tant de nostre sang que autres, ausdits Officiers de la Couronne, à nos Cours de Parlemens, Chambres de nos Comptes, & Cour de nos Aides, Gouverneurs de nosdites Prounces, nos Lieutenans Generaux, Capitaines des cent Gentils-hommes de nostre Maison & de nos Gardes, Baillifs, Seneschaux, Preuosts ou leurs Lieutenans, & autres nos Iusticiers & Officiers, & generallyment à tous nos suiets de quelque qualité & condition qu'ils soient, de reconnoistre, respecter, honorer & obeir à la Reine nostredite Dame & mere en tout ce qu'elle leur commandera & ordonnera, comme ils feroient à nostre propre personne. Si donnons en mandement à nosdits amez & feaux les Gens tenans nosdites Cours de Parlement, & Gens de nos Comptes, Cour de nos Aides, Baillifs, Seneschaux, Preuosts ou leurs Lieutenans, & à tous nos autres Iusticiers & Officiers qu'il appartiendra, qu'ils ayent à faire lire & enregistrer chacun en son égard en nosdites Cours, Sieges & Iurisdiccions, nos presens ratification, ampliation de pouuoir, declaration, vouloir & intention; & le contenu en cesdites presentes garder, observer & entretenir de point en point selon sa forme & teneur, cessans & faisans cesser tous troubles & empêchemens au contraire: CAR tel est nostre plaisir. En témoin dequoy nous auons signé cesdites presentes & fait mettre nostre seel. Donné à Cracouie le 15. iour de Iuin, l'an de grace mil cinq cens soixante & quatorze, & de nostre regne de France le premier, & de Pologne le deuxième. Ainsi signé sous le reply, HENRY; & sur le reply, Par le Roy, R V Z E'. Et seellées sur double queuë en cire iaune du grand seel.

Leuës, publiées & registrées, oüy, & ce requerant & consentant le Procureur General du Roy. A Paris en Parlement le cinquième iour de Iuillet l'an mil cinq cens septante-quatre. Ainsi signé, DV TILLET.

*Enregistrement des Lettres precedentes.**Du Vendredy 2. Inillet 1574.*

C E iour, toutes les Chambres assemblées, le sieur de Chiuerny, Conseiller du Conseil Priué du Roy, a présenté à la Cour les lettres closes du Roy, données à Cracouie le quinzième Iuin dernier, cy après inserées, & ensemble les Lettres patentes dudit Seigneur données aussi à Cracouie ledit iour, contenans confirmation & approbation de la Regence du Royaume à la Reine sa mere, attendant son retour de son Royaume de Pologne; & a dit auoir receu de sa Maiesté lettres, par lesquelles il luy commande apporter à cette sa Cour lesdites Lettres de Regence, par lesquelles il veut non seulement approuuer ce que le feu Roy son frere a fait, laissant auparauant son trépas à la Reine sa mere la Regence de son Royaume en son absence, mais l'accroistre de tout son pouuoir, tant pour les grands traux que a pris ladite Dame, vigilance & longue experience qu'elle a au fait des affaires d'État de ce Royaume; que pour la volonté dudit feu Roy son dit Seigneur & frere, la memoire duquel il veut honorer; & que pour les bons offices dont elle a vſe, & les grandes obligations que ledit Seigneur luy a particulierement, voulant pour cette occasion l'honorer, & luy voulant porter obeïſſance autant que vn fils doit & peut faire à sa mere, à laquelle il est tant obligé; & pour ce desirer qu'elle iouisse de l'effet de ses Lettres attendant sa venue de Pologne. Et dautant que sadite Maiesté auoit estimé que ses Lettres seroient mieux receuës en ladite Cour, seellées du seel de ce Royaume, que non pas de celui d'un Royaume estranger, il les auroit fait expedier avec pouuoir de les seeller du seel de ce Royaume: Et le sieur Despeſſes Maistre Iacque Faye Conseiller en la Cour de ceans a eu charge de sadite Maiesté de les apporter, & en dirant qu'il a esté commandé dire. Lecture faite desdites lettres missiues, ledit Maistre Iacque Faye sieur Despeſſes a dit, Que le Roy ayant esté auerty dès le quatorzième du mois passé du

decés du feu Roy son frere, le dépescha soudain pardeçà, entre autres charges luy commanda venir en cette Compagnie faire entendre comme il a resolu de se rendre icy à la fin de ce mois; & considerant qu'il se peut presenter infinies affaires que l'on ne peut consommer ny mettre à fin sans charge de sa Majesté & sans Regence, connoissant qu'il n'y a personne plus digne ny capable de telle charge que la Reine sa mere, pour les raisons que la Cour peut penser, veut qu'elle tiennela Regence en attendant sa venue; tres-joyeux de ce que tant les Princes du sang, que cette sa Cour, la supplient, attendant sa volonté, en vouloir prendre la charge, comme de sa part il l'en supplie: priant sadite Cour tres-affectueusement la respecter, honorer & reuerer comme luy-mesme, & y tenir la main, comme a esté fait iusques icy, à la conservation du bien du Royaume & du public, & au fait de la iustice, & luy assister comme s'il estoit present: & la remercie de sa bonne diligence, soin & sollicitude qu'elle a eüe par le passé: & estime ledit sieur Despessees que sa Majesté aura plus que iamais la iustice en recommandation, l'ayant luy-mesme exercée en son Royaume, l'ayant laissé le seizième dudit mois passé, iour qu'il partit, en tres-bonne prosperité & santé, delibérant s'acheminer de deçà en toute diligence. Lecture faite desdites Lettres patentes de Regence, Monsieur le Premier President a dit, Que la Reine luy a fait cet honneur de luy faire voir les Lettres presentement leuës; la meilleure nouvelle que les sieurs de Chiurony & Despessees eussent sceu apporter est celle-là, & le Roy ne sera iamais si-tost icy qu'il y est desiré. Les Gens du Roy ayant requis la verification d'icelles, & la matiere mise en deliberation a esté arresté, Que lesdites Lettres seront leuës, publiées & registrées Lundy prochain à l'Audience. Ensuit la teneur desdites lettres missiues.

DE PAR LE ROY DE FRANCE ET DE POLOGNE.

NOS AMEZ ET FEAVX; Ayant entendu le trépas du feu Roy nostre tres-honoré, Seigneur & frere, que Dieu absolve, avec tel regret & ennuy que vous pouuez iuger,

M m m ij

pour la singuliere amitié & reuerence que nous luy auons
 tousiours portée, nostre principal soin a esté d'auiser à nous
 rendre bien-tost en nostre Royaume de France, au regime
 duquel Dieu nous a voulu appeller, afin que nous puissions
 consoler & secourir de nostre presence nos bons & loyaux
 suiets, en l'estat auquel les choses y sont à present reduites;
 ce que nous esperons faire en bref: Et cependant nous a-
 uons bien voulu vous dire le grand contentement que nous
 auons de la façon dont vous vous estes comportez depuis
 le trépas de feu nostre Seigneur & frere, de l'emologation
 que vous auez faite du Pouuoir de Regence, qu'il a fait
 expedier à la Reine nostre tres-honorée Dame & mere,
 & de la requisition que vous luy auez faite d'accepter cette
 charge, en laquelle nous l'auons confirmée par nostre Pou-
 uoir que nous enuoyons presentement au sieur de Chiuer-
 ny Conseiller de nostre Conseil Priué, pour vous le bailler
 de nostre part: vous priant & admonestant d'estre tousiours
 tels en nostre endroit, que vous auez esté enuers ledit feu
 Roy Seigneur & frere, & auoir durant nostre absence la deuë
 administration de vos charges en singuliere recommandation;
 & pourrez entendre du sieur Despesles qui m'a laissé sur mon
 partement, l'esperance que j'ay d'estre bien-tost par delà.
 Donnée à Cracouie le seizième iour de Iuin 1574.

Regence de
 la Reine
 mere Marie
 de Medicis.

14. May
 1610.

*Ce qui se passa au Parlement de Paris, seant lors aux Au-
 gustins, pour declarer Marie de Medicis Reine de Fran-
 ce, Regente du Roy Louis XIII. son fils durant sa
 minorité.*

Extrait des Registres du Parlement.

Du 14. May 1610. de relenée.

Messieurs les Presidens de la Cour.

MESSIRE A. de Harlay Cheualier, Premier.
 Messire N. Potier.

M. I. Forget.
 Messire Jacques Auguste de Thou.
 M. A. Segulier.
 Messire E. Molé.
 M. A. Le Camus.

Messieurs les Conseillers.

I. Courtin.	G. De Gricu.	N. Le Roullier.
I. Le Voix.	N. De Neufuille.	A. Le Grand.
I. Le Roy.	I. Le Coigneus.	I. Foucher.
I. L'Escot.	I. Midorge.	P. Bauyn.
I. Gillot.	G. Des Landes.	N. Billard.
D. De Here.	I. Scarron.	N. Seuin.
D. De la Barre.	Molé.	De la Vau.
D. De la Grange.	Petau.	De Chandieu.
Larcher.	De Bragelogne.	Berger.
De Murat.	Sauare.	Pastoureau.
Cattinal.	Bullion.	Le Marechal.
Cheualier.	Perrot.	Luillier.
Maynard.	De S ^{te} Marthe.	Le Clerc.
Garnier.	Fradet.	Bouguier.
Viole.	Le Bailleul.	Biet.
Brulart.	Bitault.	Barillon.
Gayant.	P. Segulier.	Durant.
Hatte.	Guillon.	Fouquet.
		De la Nauue.

' Ce iour l'Audience tenant de releuée, la Cour se leua sur les quatre heures, à cause du bruit suruenu au Barreau de la blessure du Roy, & neantmoins arresta, qu'elle ne se separeroit point iusques à ce qu'elle fust informée de l'occasion de ce bruit. Et à cette fin ordonna, que les Gens du Roy se transporteroient au Louure, & pendant ce temps Monsieur le Premier President seroit auerty de ladite resolution. Peu de temps après seroit arriué ledit sieur Premier President, lequel toutes les Chambres par luy assemblées, auroit dit

auoir rencontré en chemin Messire Christophle de Hatlay Bailly du Palais son fils, ayant commandement de la Reine de parler à la Cour. Lequel entré auroit dit auoir commandement de ladite Dame Reine de dire à la Cour, Que sa Maieité desiroit qu'elle fust assemblée, & delibéré par elle ce qui estoit à faire sur le miserable accident qui estoit surueu de la blessure du Roy. A l'instant les Gens du Roy retournent du Louure, auroient dit par Messire Louïs Seruin Aduocat du Roy, assisté de Messire Cardin Le Bret son collègue, qu'ils apportoit à la Cour vne luctueuse & deplorable nouvelle, que la necessité de leurs charges les forçoit luy faire entendre, que Dieu auoit fait sa volonté du Roy, & que la Reine desolée leur a commandé prier la Cour de s'assembler, pour auiser ce qui est necessaire en ce miserable Estat. Et afin d'y mettre telle assurance qu'il se pourra, ont requis que ladite Dame Reine soit declarée Regente, pour estre par elle pourueu aux affaires du Royaume. Eux retirez, la matiere mise en deliberation: La Cour a déclaré & declare la Reine mere du Roy. Regente en France, pour auoir l'administration des affaires du Royaume pendant le bas âge dudit Seigneur son fils, avec toute puissance & autorité: Et que presentement deux de Messieurs les Presidens, & quatre des Conseillers d'icelle se transporteroient vers ladite Dame Reine, pour luy représenter la deliberation, luy faire soumission de son obeissance, & assurance de tous les Presidens & Conseillers de son Parlement, qu'ils sont ses tres-humbles, tres-obeissans, & tres-fidels suiets & seruiteurs: Et pour cet effet sont partis Messieurs les Presidens Potier, & de Thou, Courtin, Scarron, de Here, & le Pelletier Conseillers, assistez desdits Aduocats du Roy. Et eux retournes ont rapporté auoir fait entendre à la Reine fort explorée la deliberation de la Cour, & satisfait à ce qui auroit esté arresté. A quoy pressée de douleur n'auroit fait autre réponse, que prier la Compagnie ne se point separer qu'il ne fust allé quelqu'un de sa part vers elle.

Et quelque temps après seroit venu le sieur de Bullion Conseiller du Roy en son Conseil d'Estat, qui auroit dit

avoir commandement de la Reine de remercier la Cour de l'affection qu'elle luy a demonstrée par ses Deputez enuoyez vers elle; Qu'elle a eu fort agreable ce qui s'est fait en cette Compagnie; & a esté resolu en l'assemblée des Officiers de la Couronne, que le Roy son fils viendrait demain en ce lieu, pour y tenir son lit de Justice: prioit la Cour d'y apporter ce qui seroit d'elle. A quoy mondit sieur le Premier President auroit dit, Que la Compagnie receuoit avec l'honneur & la reuerence accoustumée le commandement de la Reine, après lequel n'y auoit rien à deliberer. Luy retiré, a esté arresté, Que tout le Parlement se trouuera demain en ce lieu auant six heures du matin en robes rouges & chaperons, pour y receuoir le Roy; & s'est la Cour leuée après huit heures du soir.

Ce iour la Cour, les Chambres assemblées, deliberant sur ce que dessus, est venu en ladite Cour le sieur Duc de Guise, qui a dit, Qu'il supplioit la Cour d'excuser de ce qu'il venoit en autre estat qu'il ne deuoit, estant en pourpoint, & ayant son espée en la main; Qu'il venoit en cette Compagnie qui estoit le pilier de l'Estat, recevoir ses commandemens, & l'asseurer que comme il auoit tousiours fidelement seruy le Roy de son viuant, il le monstrera après, & seruiroit pour le bien de l'Estat en ce qu'elle auiseroit & luy commanderoit. A quoy Monsieur le Premier President a dit, Que la Compagnie auoit occasion de louer & estimer l'intention dudit sieur de bien & fidelement seruir le Roy; Que pour son contentement il en seroit fait registre, & qu'il auoit bien moyen d'en rendre la preuue, ayant vn Gouvernement proche des anciens ennemis de cette Couronne, la consideration duquel importoit grandement au bien de cet Estat, le priant de continuer en cette bonne resolution, luy faisant la Cour offre de sa bonne volonté.

Du Samedi quinzième de May 1610.

LE Roy estant venu en son lit de Justice en sa Cour de Parlement se seroit assis en son trône, & à main dextre

proche de la Maieſté (vne place entre deux) la Reine ſa mere.

Plus bas aux hauts ſieges, le Prince de Conty: le Comte d'Anguien: le Duc de Guiſe Pair: le Duc de Montmorency Pair & Conneſtable: le Duc d'Efpernon Pair: le Duc de Montbaſon Pair: le Duc de Sully Pair: le Mareſchal de Briſſac: le Mareſchal de Lauerdin: le Mareſchal de Boiſdaulphin.

Au coſté du Roy en bas, à genoux, ſon Gouverneur le ſieur de Souuré.

A ſes pieds le Duc d'Elbeuf, pour le Grand Chambellan.

Aux pieds du Chambellan, le Baron de Chappes Preuoſt de Paris.

En la chaire au deſſus, Monsieur le Chancelier.

Aux bas ſieges les Preſidens: Monsieur le Premier Preſident: Monsieur le Preſident Potier: Monsieur le Preſident Forget: Monsieur le Preſident de Thou: Monsieur le Preſident Seguier: Monsieur le Preſident Molé: Monsieur le Preſident Camus.

A main ſeſteſtre aux hauts ſieges, le Cardinal de Ioyeuſe: le Cardinal de Gondy: le Cardinal de Sourdis: le Cardinal du Perron: l'Archeueſque de Reims Duc & Pair: l'Eueſque de Beauuais Comte & Pair: l'Eueſque de Chaalons Comte & Pair: l'Eueſque de Noyon Comte & Pair: l'Eueſque de Paris.

Deuant les ſieurs Preſidens dans le Parquet, en vne chaire pour ſon indiſpoſition, le Duc de Mayenne Pair.

Aux bas ſieges dans le Parquet, & aux Barreaux, l'Eueſque de Beziers, de Laubespine & Camus Conſeillers d'Erat ayans ſeance. Item Maiſtres des Requeſtes Spiſame, Mango, Menardeau, & les Conſeillers de la Cour iuſques au nombre de cent vingt-quatre.

Ce iourd'huy la Cour, toutes les Chambres aſſemblées en robes & chaperons d'écarlate: Meſſieurs les Preſidens reueſtus de leurs manteaux, ayans leurs mortiers, attendans le Roy ſuiuant ce qu'il auoit hier mandé, auertie de la venue de Monsieur le Chancelier, ont eſté deputez pour aller

ler au deuant de luy Maistres Iean le Voix, & Iean Courtin Conseillers, qui ont esté le receuoir hors le Parquet des Huiffiers, & rentrez deuant luy marchans les Huiffiers, & Massiers du Conseil qui se sont retirez. Ledit Sieur entré, reuestu d'une robe de veloux noir suiuy des susdits Conseillers d'Estat qui ont seance en la Cour, & de plusieurs Maistres des Requestes, qui n'ayans robes d'écarlate n'ont point seance: a ledit sieur Chancelier pris sa place au dessus de Monsieur le Premier President. Depuis sont pour leur indisposition venus séparément le Duc de Mayenne, & le Connestable. Aussi sont venus les susdits Cardinaux & Prelats.

Et sur les dix heures, la Cour ayant entendu comme le Roy estoit party du Louvre, monté sur vne petite hacquenée blanche, accompagné des Princes, Ducs, Seigneurs, Officiers de la Couronne, & grand nombre de Noblesse tous à pied, la Reine en son carrosse suiue des Princesses & Duchesses. Et ayant par le son du tambour des Gardes du Roy entendu que sa Maiesté approchoit, les Capitaines de ses Gardes s'estans emparez des huys du Parlement, ont esté deputez pour aller au deuant de luy Messieurs les Presidents Potier & Forget, Maistres Iean le Voix, Iean Courtin, Prosper Bauyn & Iean Scaron Conseillers, qui l'ont esté receuoir à la porte du Cloistre, sortans la rue où le Roy mit pied à terre & la Reine sa mere, toute voilée d'un crespé noir: Et pour la multitude du peuple, qui estoit dans la cour, ils eurent beaucoup de peine à passer iusques à la grande Chambre, en laquelle lesdits sieurs Presidents & Conseillers rentrerent deuant le Roy habillé de violet, suiuy de la Reine, des Princes, Seigneurs & Officiers, qui prirent tous place selon l'ordre susdit. Tous estans en leurs places, la Reine en paroles pleines de lamentation a dit:

MES SIEURS, Ayant pleu à Dieu par un misérable accident retirer à soy nostre bon Roy Monseigneur (ce disant la parole luy a cessé iettant larmes & soupirs.) Puis après la reprenant continuant plusieurs soupirs a dit: Je vous ay amené le Roy mon fils, pour vous prier tous d'en auoir le soin que vous estes obligéz, pour ce que vous deuëz à la memoire du

pere, à vous-mesmes, & à vostre pais. Je desire qu'en la conduite de ses affaires il suiue vos bons auis & conseils: Je vous prie les luy donner tels que vous auiserez en vos consciences pour le mieux.

Sur ce est descenduë pout se retirer; mais estant dans le Parquet, les Princes, Seigneurs, & toute la Compagnie l'ont suppliée d'honorer l'Assemblée de sa presence; ce qu'elle a plusieurs fois refusé. En fin pressée de supplications, pour les contenter a repris sa place. Et le Roy a dit:

MESSIEURS, Dieu ayant retiré à soy le feu Roy Monseigneur & pere, par l'auis & conseil de la Reine ma mere ie suis venu en ce lieu pour vous dire à tous, qu'en la conduite de mes affaires ie desire suiure vos bons conseils, esperant que Dieu me fera la grace de faire mon profit des bons exemples & instructions que i'ay receus de Monseigneur & pere. Je vous prie donc me donner vos bons auis, & deliberer presentement sur ce que i'ay commandé à Monsieur le Chancelier vous représenter.

Cela fait, la Reine mere dudit Seigneur Roy se leua, & comme elle descendoit pour se retirer & laisser deliberer ce qui estoit à faire, Monsieur le Premier President la supplia de se remettre en sa place, disant, qu'il n'y auoit point de deliberation à faire, & que la qualité de Regente ayant esté declarée par l'Arrest du iour precedent, il ne restoit qu'à le publier.

Et après que ladite Dame Reine eut repris son siege, Monsieur le Chancelier ayant fait deux grandes reuerences a dit: Que Dieu ayant pour nos pechez retiré à soy le feu Roy, la premiere action qu'auoit voulu faire le Roy son fils à present regnant, a esté par le sage auis de la Reine sa mere, de venir en son Parlement pour tenir son lit de Iustice, qui donne esperance qu'il sera soigneux de rendre, & faire administrer bonne iustice à tous ses suiets, principale partie de la charge Royale. Sa naissance & les preuues qu'il donne en sa premiere nourriture, nous font esperer qu'il sera vray imitateur des vertus de son pere, & qu'il se rendra digne fils de ce grand Roy. Et n'y a rien à desirer, sinon le defaut d'âge &

d'experience, qui sera suppléé abondamment par la prudence, & sage conduite de la Reine sa mere; la pieté de laquelle, ses vertus & sagesse avec son iugement admirable en toutes choses étant connue de ce grand & sage Prince, predictant & disant souvent, que par le cours de nature il deuoit s'en aller le premier, il auroit voulu luy donner part & connoissance de tous les grands affaires du Royaume qu'il auroit fait traiter en sa presence, afin de luy en donner l'intelligence & la capacité de les pouuoir ordonner & conclure, luy disant souvent, & à tous ses seruiteurs selon les occasions, Que son intention estoit de luy remettre entiere-ment après sa mort, l'administration des affaires de son Royaume. Et peu de iours auant ce funeste accident entré en discours & consideration de la mort, à laquelle il se monstroît tousiours préparé sans la craindre, il auroit en presence de plusieurs déclaré cette sienne intention, si souvent reiterée par ce grand Roy qui a tant merité de la France, & de tous les François: que c'est vn témoignage plus exprés, & prouue plus certaine, qu'un testament, ou simple declaration des Rois de France. A quoy estoit besoin de pouuoir promptement, pour donner cours aux affaires qui ne pouuoient estre retardées qu'avec vn tres-grand preiudice.

Après cette harangue, Monsieur le Premier President a dit: **SIRE**, Nous estions les derniers iours en meditation perpetuelle de continuer les loüanges accoustumées des vertus tres-admirables du feu Roy d'heureuse memoire avec allegresse, qui après auoir par sa vertu incomparable, courage inuincible & labeur indomtable, retiré la France de ses ennemis, délié le nœud de ses miseres, & comme vn grand Esculape reünny les parts dispersées de son Hippolyte déchiré par tant de factions, recherchoit tous les moyens de dorer son siecle d'une profonde paix que sa valeur nous auoit assurée, & disposé son peuple à nouuelle réiouiissance que nous apportoit le Couronnement de la Reine vostre mere, solemnisé avec vn applaudissement vniuersel. Mais à present nous trouuons vn changement deplorables en cette contemplation: car encore que ses vertus soient vn digne & perpetuel suiet de nos

discours, que nostre intention n'est point de changer : toutefois nous auons plaisir & contentement d'éleuer les vertus presentes, & maintenant sommes contraincts parler des passées avec pleurs & gémissemens, quand nous iettons l'œil sur vostre bonne ville de Paris, comme le plus prochain obiet, parée & embellie d'arcs triomphaux, festons & autres artifices, témoins du contentement public, se plaignant de cette eclipse infortunée inopinément suruenüe en tout ce Royaume. Elle nous remet en mémoire ce que l'Escripture sainte dit de Noëmi, qui signifie belle, qui ayant perdu ses enfans disoit à ses voisins, ne m'appellez plus Noëmi, mais triste & desolée, pour la perte que j'ay faite. Ainsi nous semble que vostre ville capitale nous dit : ne m'appellez plus Noëmi, car ie ne suis plus belle ny parée; ma face passe & défaite ressent plus vn sepulcre blanchy que tous embellissemens du tout inutiles par la perte de mon tres-cher Prince, qu'un traistre, déloyal & infidele parricide m'a rauy entre les bras. Et nous qui ressentons ce miserable accident serions en desespoir, n'estoit la consolation que receuons de vostre presence; laquelle contemplant il nous semble voir l'image viue du defunt, & nous fait croire, que ce n'est point vne perte, mais vn eclipse de ce grand Soleil, lequel aussi-tost qu'il est obscurcy en vn lieu, fait paroistre sa lumiere en l'autre. Vous estes seul qui pouuez essuyer nos larmes, & releuer les courages abatus de vos suiets, suiuant la trace de plusieurs bons Rois vos predecesseurs, desquels vous portez le nom, entre autres de Louis dernier Pere du peuple, sous le dais duquel vous estes assis, qui vous doit inuiter à apprendre à bien regner, afin que pareil nom de Pere du peuple vous soit donné, & auparauant luy de Louis X. & de S. Louis, qui furent assistez au bonheur de leur regne, du conseil iudicieux des Reines Blanche, & Marguerite, tres-sages & tres-vertueuses Princeesses, desquelles la prudence, & le bon succez des affaires plus importans, dont ces deux bons Rois leur laissoient la direction, rendoit leurs regnes d'autant plus heureux. Suiuez, SIRE, ce bon exemple; confiez vous du tout de vos affaires à la Reine vostre mere. La

Regence de cet Estat luy est deuë, le succez de son administration ne peut estre qu'heureux, estant pleine d'affection enuers vous, & comblée de perfections, & dons de graces infinies, que la bonté diuine fait plus reluire en elle qu'en toutes autres Princesses de la Chrestienté. Autrefois a esté battuë vne monnoye en faueur del' Imperatrice femme del'Empereur Constance; en laquelle outre son nom estoient grauez ces mots, qui auroient plus de grace en leur langue, qu'en la nostre; *Seureté de l'Estat*. Vous ferez chose agreable à vos suiets d'ordonner qu'il en soit exposée vne contenant cette inscription: *Marie de Medis Seureté de la France*; dauant qu'il ne se peut dénier qu'elle ne l'ait affermy, ayant à son auenement à la Couronne releué les forces de cet Estat, languissant sous le desir du bien que peu de temps après elle vous a donné, duquel nous ressentons à present les grands effets qui vous obligent d'autant plus à l'aimer, & luy rendre tout l'honneur qu'elle peut desirer. La supplication tres-humble que nous vous faisons, est d'honorer de vostre bienueillance vostre Cour de Parlement, qui rend à vos suiets la iustice, vraye puissance ordonnée de Dieu, gloire & tresor des Rois, qui retiendra vos suiets en vostre obeïssance, sous laquelle nous protestons viure & mourir: vous faisant à cette fin ce premier hommage & serment de fidelité, auquel nous supplions tres-humblement vostre Maiesté nous recevoir. Nos vœux & prieres seront continuelles à Dieu, qu'il luy plaise vous conseruer, & la Reine vostre mere, pour vous, & pour vos suiets, donner accroissement à vos iours en toute felicité, & vn progres du tout heureux à vos ieunes ans. Et comme sa Maiesté diuine vous rend successeur de la Couronne hereditaire du plus braue & valeureux Monarque du monde, aussi vous fasse vray heritier de ses vertus tres-rares & tres singulieres. Et quiconque aura l'honneur d'estre près vous, soit assisté de son S. Esprit, & remply de ses benedictions, pour vous bien conseiller. Comme au contraire quiconque vous contredira & desobeyra, troublant vostre Estat, & entreprendra sur vostre autorité, soit encombré de sa malediction, & nous fasse la grace de vous rendre la fidelité do

nostre tres-humble seruice, si agreable, que puissions estre tenus de vous pour vos tres-humbles, tres-obeyssans & tres-fideles suiets & seruiteurs.

La matiere mise en deliberation a esté arresté conformé-ment à l'Arrest du iour d'hier, Que la Reine soit Regente, & que presentement les huys seront ouuerts, pour le Procureur General du Roy oüy, ordonner sur la publication de l'Arrest, ce que de raison.

Et iceux huys ouuerts, Monsieur le Chancelier adressant sa parole aux Gens du Roy, leur auroit dit, Que le Roy attendoit d'eux ce qu'ils auoient à dire pour le bien de son seruice, selon le deuoir de leurs charges.

Sur quoy Messire Louïs Seruin Aduocat du Roy pour le Procureur General a dit: **SIRE**, Si pour dignement seruir vn Roy, les paroles bien composées auoient autant de force que la franche & pure affection d'une bonne ame, nous es-fayerions d'en offrir à vostre Maiesté, à cette premiere entrée en son lit de Iustice: mais au lieu que les grandes playes font parler, l'extraordinaire dont nos cœurs sont affligez, ne nous laisse qu'une voix tremblante à demy viue; si que ne scaurions vous presenter pour premices & offrandes, que des cris & profonds gemissemens, exprimez par une langue toute languissante. Nous vous supplions donc tres-humblement de receuoir nos paroles entrecoupées par les fortes pointures d'une viue douleur, qui fait telle partie de nos esprits, qu'ils ne sont autre chose que la douleur mesme; ne pouuans rien dire qu'avec vn Roy qui crioit à Dieu: Mon esprit pasmé d'angoisse se renferme dedans moy, & mon cœur tout abatu d'estonnement est troublé, & desolé au milieu de moy.

Il n'y a que Dieu qui nous peut remettre, pour rendre à vostre Maiesté, & à celle de la Reine vostre tres-honorée Dame & mere ce qui leur est deu: c'est luy seul qui nous fait respirer, & reuenir la parole.

On auoit accoustumé en l'Estat de Rome de reciter les louanges des Empereurs après leurs decez, & cela se faisoit lors que les premiers ressentimens de la douleur estoient

passiez, avec diuerses fleurs d'eloquence que les Orateurs semoient sur leurs tombeaux, & en plein Senat.

SIRE, pour cette heure nous ne pouuons retenir nos esprits pour les arrester à telles harangues. Ce que nous disons vient du naïf de nostre affection, & du sentiment de l'estat present, sans art & affection quelconque.

Ce qu'aüons sur tout à faire, est de suiure l'exemple du Consul Romain, qui soudain après le trépas du premier Cesar dit, Qu'il ne falloit que prononcer l'Arrest du Senat, par lequel tous honneurs diuins & humains auoient esté ordonnez au defunt; aioustant en peu de mots, qu'il estoit besoin de pouruoir à trois choses. A venger la mort du Prince, à la seureté de l'Estat, & à rendre la memoire du defunt auguste & venerable.

Le grand nom du Roy vostre pere, que nous pensons encore voir, sa prudence souueraine, sa generosité, sa valeur incomparable, sa foy, sa loyauté, & verité en ses paroles, enuers ses suiets & alliez, & à l'endroit de ses ennemis mesmes, sa singuliere moderation & clemence, qui sont toutes vertus Royales, iointes à l'amour de la iustice, reuiennent deuant nos yeux en vne image, pour la faire voir à vostre Maiesté. Nous vous presentons cette image, afin que vous vous rendiez imitateur de ses vertus, tout ainsi qu'auiez succédé à la viuacité de ce grand esprit, de cet esprit principal, de cette ame vigoureuse.

Toutes les vertus de ce grand Roy vostre pere, & pere du Royaume, nous sont autant de diuers suiets de nous rafraichir & augmenter nos douleurs. Mais venons en là, que nous disions avec vn Romain, ce que vostre Maiesté doit mettre en sa memoire, & l'y conseruer par vn mâle ressouuenir: que les Princes sont mortels, mais la Republique est eternelle. Ce que nous reconnoissons en tous Estats, quand il plaist à Dieu de les benir. Et nous espérons de luy cette benediction au vostre.

Ce temps pendant, il faut rendre les derniers honneurs au feu Roy, & auoir en l'esprit ces derniers propos du Prince Germanicus. Si quelques esperances, si quelque proximité

de sang touchent vn successeur, si quelque deuotion des suiets émeur à pleurer, déplorez l'absence du Grand Prince iadis florissant, & qui'auoit suruécû à tant de guerres & de hazards qui nous a esté osté si malheureusement. Icy la douleur me retient, la douleur d'où l'homme mortel tire le nom de sa misere.

Ce qui peut nous consoler en nostre affliction, est que Dieu n'a point laissé la France sans resourcé, ayant ordonné vostre Maiesté pour regner sur nous; Vostre Maiesté, **SIRE**, d'autant plus releuée, que nous remarquons en son bas âge, par vne grace particuliere de la faueur diuine, comme Dieu donnant l'esprit à ceux qui sont nais grands par vne grande mesure, l'excellente vertu auient aux Cefars deuant les ans: Ainsi l'on a veu en l'Estat Romain, qu'estant affligé de maux & de calamitez, Dieu luy enuoya vn prompt remede, ordonnant pour Empereur Alexandre Seueré encore enfant, pour la bonne esperance que l'on auoit conceuë de luy, par la belle nourriture qu'il auoit receuë de sa mere Augusta Mammea, laquelle par mesme moyen fut declarée par le Senat Regente en l'Empire, avec toute puissance & autorité; dont les Historiens ont écrit, que ce ieune enfant estant venu en l'Estat, n'auroit rien fait és grandes affaires qu'avec sa mere.

On pourroit aioûter d'autres exemples; mais nous sommes en vn Royaume qui se defere par succession, comme les Estrangers mesme ont reconnu. Témoin ce qu'en a dit Agathias entre les Grecs sous le premier siecle de nos Rois: témoins autres qui ont écrit, que vostre titre est le nom de Roy, sans aioûter de quel pays, comme a esté autrefois celui du Roy des Perfes.

Or pour le gouvernement d'un tel Estat beaucoup plus legitime qu'un électif, il suffira d'alleguer la Regence de la Reine Blanche mere du Roy S. Louis, duquel vostre Maiesté est issuë en ligne directe.

Que si cette Reine mere rendit ce bon Roy son fils (tige saint & sacré de vos ancestres) & son peuple bien-heureux par sa bonne administration, nous n'attendons pas moins de felicitez de la prudence & sage conduite de la Reine vôtres-

tres-

tres-honorée Dame & mere, douée de pieté, de sainteté & de sagesse : Et ce d'autant plus qu'elle a connoissance des affaires de vostre Estat, dont le Roy vostre pere tres-sage & provident, a voulu qu'elle fust instruite par ses seruiteurs, pour bien gouverner vostre personne, & ce Royaume; selon l'intention qu'il leur en a souuentefois declaré.

Ce qui nous fait esperer, que non seulement le premier an de vostre regne, mais ceux qui suivront par vn long âge, (que nous vous souhaitons) seront comblez de toutes beatitudes. Ainsi nous verrons, S I R E, les certains effets d'vne ferme esperance qui nous sont promis par le symbole de vostre Lis Royal; & ce avec autant ou plus de verité, qu'elle fut representée par cette fleur de lis en l'Estat des Romains, lors qu'on l'imprimoit en la monnoye Imperiale avec vn revers portant ces titres; *l'esperance Auguste, l'esperance du peuple Romain.*

C'est à nous maintenant de louer Dieu pour la soudaine felicité qu'il nous a enuoyée à l'issuë d'un tres-grand malheur, composant les esprits de vos suiets & seruiteurs, à vous rendre tous vnaniment leur fidelle & prompte obeissance, & le supplier qu'il luy plaise raffermir le trône de vostre Majesté en la faisant regner par iustice.

C'est la fin de nostre vœu en cette journée, en laquelle, ainsi qu'un Roy de Palestine recommandant à un successeur à l'Empire la cité sainte de Ierusalem, comme premiere de toutes les villes de l'Orient, voire le nombril & centre de toute la terre, parce qu'elle avoit eu ce bon-heur de le saluer le premier, & montré le point d'honneur, & de reconnoissance envers son Prince par une affection de tant plus signalée, qu'elle ressembloit aux vœux des premiers nés d'une famille, plus aimez & cheries que tous les autres, pour avoir proféré premierement les doux & saints noms de pere & mere; de mesme cette principale, & mere ville de la France, où est la Cour des Pairs, & le premier de vos Parlemens, où la premiere voix de vostre succession à la Couronne ayant esté ouïe, va se répandant à toutes les Prouinces de vostre Estat, implore vostre grace par nostre bouche, & supplie tres-hum-

blement vostre Maieſté d'auoir le ſacrifice qu'elle vous offre de ſa deuotion pour agreable.

Ce qu'aussi elle requiert de la Reine vostre auguſte mere, ſeante auioird'huy à vostre dextre, comme eſtoit la Reine Berſabée au trône du Roy Salomon ſon fils, lors que ce ſage Prince ſe leua, & comme dit l'Ecriture ſainte, l'adora en ſe proſtetnant deuant elle.

Et dautant que cette vostre Cour de Parlement, ſur ce que luy auons remonſtré eſtre neceſſaire de donner promptement ordre à ce qui concernoit vostre ſeruice, & le bien de vostre Eſtat, qui ne pouuoit eſtre regy & gouuerné que par la Reine vostre mere pendant votre bas âge, donna hier ſon Arreſt, par lequel elle a déclaré la Reine vostre mere Regente en France, pour auoir l'adminiſtration des affaires de votre Royaume durant ce temps: Nous ſupplions tres-humblement votre Maieſté, aſſiſtée des Princes de ſon ſang, & autres Prelats, Ducs, Pairs, & Officiers de la Couronne, qu'il luy plaiſe ordonner que cet Arreſt ſera publié en tous les Bailliages, Senefchauffées, & ſieges Royaux du reſſort de cette Cour, & en tous vos autres Parlemens, & ſieges de vôtre Royaume.

Sur ce Monſieur le Chancelier prononça l'Arreſt qui ſ'enſuit. *Le Roy ſeant en ſon lit de Juſtice, par l'avis des Princes de ſon ſang, autres Princes, Prelats, Ducs, Pairs & Officiers de ſa Couronne, oüy & requerant ſon Procureur General, a déclaré & declare conformement à l'Arreſt donné en ſa Cour de Parlement le iour d'hier, la Reine ſa mere Regente en France, pour auoir ſoin de l'education & nourriture de ſa perſonne, & l'adminiſtration des affaires de ſon Royaume pendant ſon bas âge. Et ſera le preſent Arreſt publié & enregistré en tous ſes Bailliages, Senefchauffées, & autres ſieges Royaux du reſſort de ſa Cour, & en toutes les autres Cours de Parlement de ſon Royaume. Fait en Parlement le quinzième iour de May l'an mil ſix cens & dix.*



Relation faite par Maistre Jacques Gillot Conseiller d'Eglise à la grand' Chambre du Parlement de Paris, de ce qui se passa audit Parlement, seant aux Augustins, touchant la Regence de la Reine Marie de Medicis mere du Roy Louis XIII. les 14. & 15. May 1610.

Regence de
la Reine
mere Ma-
rie de Me-
dicis.

1610.

LE Vendredy 14. iour de May 1610. le Parlement seant aux Augustins, où il se tenoit comme de coustume, quand l'on prepare le Palais pour les mariages & entrées des Rois & Reines; l'Audience de releuée renant, à laquelle presidoit Monsieur Potier, sur les quatre heures & demie, Monsieur le Bret Aduocat du Roy plaidant en vne cause pour Madame de Giury, l'on apperceut que les Aduocats & Procureurs parloient l'un à l'autre à l'oreille; on oyoit vn murmure, & voyoit-on tous ceux qui estoient en la Salle se leuer, sortir, rentrer & venir comme étonnez de quelque nouveau bruit, dont Monsieur l'Aduocat du Roy se sentoit fort interrompu. Arriue sur ce point Monsieur Seruin aussi Aduocat du Roy, qui admonesta chacun de se baïsser & faire silence. Monsieur le Bret continua, & ayant conclu, Monsieur le President ayant recueilly les opinions de Messieurs les Conseillers assistans à l'Audience, prononça que la Cour appointoit les parties au Conseil. Monsieur Seruin incontinent fit auertir Monsieur le President de faire fraper par l'Huissier de la baguette, comme l'on a accoustumé quand l'heure est sonnée. La Compagnie leuée se retire en vne petite chambre basse, proche du lieu où l'Audience se tenoit. Monsieur Seruin rapporta qu'un de ses gens luy auoit dit, qu'un Gentil-homme l'auoit chargé de luy dire que le Roy auoit esté presentement blessé dans son carrosse. Cependant ce bruit croist; & déià voyoit-on par les ruës toute la Noblesse courir à cheual l'épée en la main, & en vn moment les Gardes du Roy sur le Pont-neuf, avec vn grand étonnement par toute la ville. Messieurs du Parlement incertains de la verité, dont aucuns se retirerent, aucuns demeurèrent,

furent d'avis d'enuoyer à Monsieur le Premier President, qui estoit au lit detenu de la goute, pour prendre son avis, lequel enuoya dire à Monsieur le President Potier, qu'il le prioit de ne bouger des Augustins & de retenir tous Messieurs les Conseillers qui y estoient; qu'il seroit aussi-tost à eux que l'Huissier, qu'il se faisoit habiller pour s'y faire porter. Comme il se preparoit Maistre Louïs Dolé Aduocat au Parlement & Procureur General de la Reine arriue de sa part, & luy dit qu'en cet infortuné & miserable accident il estoit necessaire qu'il allast au Parlement pour assembler la Compagnie, & qu'il n'en bougeast iusques à ce qu'il eust de ses nouvelles, qu'elle desiroit & attendoit cela de luy. Lors ledit sieur P. President pria vn Conseiller de Parlement qui estoit avec luy, & qui s'en retournoit aux Augustins, de dire à Monsieur le President Potier, qu'il commandast aux Huissiers d'aller par toutes les maisons auertir Messieurs de la Compagnie, de venir presentement aux Augustins: ce qui fut executé. Aucuns de la Compagnie bien auertis tenoient la mort du Roy toute assurée, sans pourtant la publier plus ouuertement. Vne grande partie ne croyoit encore que blessure, disans que ce n'estoit rien. Monsieur le Premier President arriué, & assis en sa place, le sieur de Beaumont son fils, fit dire par vn Huissier, qu'il estoit commandé de la Reine de parler à la Cour; on le fait entrer: Il dit que la Reine luy auoit commandé de venir au Parlement de sa part, dire qu'elle prioit la Cour d'auiser ensemble tout ce qui estoit besoin de faire en cette grande necessité, en prendre bonne resolution, & le plus promptement qu'il se pourroit, & luy faire sçauoir. Auquel Monsieur le Premier President dit: Vous pourrez rapporter à la Reine que vous auez veu la Compagnie assemblée pour l'effet qu'elle desire, & bien deliberée de seruir le Roy, elle & l'Estat. Incontinent après par deliberation de la Compagnie, Monsieur le Premier President fit entendre aux Gens du Roy mandez à cette fin, que la Cour les chargeoit d'aller au Louure voir ce qui estoit de ce bruit, & en rapporter la verité, afin d'auiser ce que le Parlement deuoit & pouuoit faire. Messieurs les

Aduocats du Roy executans la charge qui leur auoit esté donnée, vont au Louure. Il est impossible d'exprimer par écrit l'étonnement & le deuil qui se lisoit au visage de tous ceux qui estoient là assemblez, representez au vif par les gestes, la face triste, & vn incroyable silence entrerompu de sôûpirs. Peu après Messieurs les Aduocats du Roy retournent, trouuerent la Compagnie de beaucoup augmentée pendant leur absence, & rapporterent auoir trouué la Reine fort éplorée, assistée du Roy son fils, de Monsieur le Chancelier, de quelques Princes & Seigneurs, & avec grandes larmes auoir veu le corps du Roy defunt sur vn lit. A ces paroles furent ouïs des cris & sôûpirs merueilleux, & tant de larmes ietées du profond du cœur, que l'on pouuoit iuger que chacun pleuroit son Pere & son Roy. Ce qui fit cesser le rapport de Messieurs les Gens du Roy, donnant temps à la vehemence de la douleur nouuelle & inespérée qui occupoit entierement les sens, les esprits & d'eux & de toute la Compagnie. Ces témoignages & ressentimens douloureux vn peu appaisez, ils continuerent leur propos, & dirent, Que la Reine sçauoit que le Parlement auoit tousiours eu soin de l'Estat, & que son autorité estoit en la conseruation d'iceluy, qu'il en auoit tousiours fait preue bien certaine & à son grand honneur; desiroit que presentement & sans se départir le Parlement pourueust, selon qu'il auoit accoustumé, à la regence & au gouvernement du Royaume, que c'estoit chose non seulement necessaire, mais outre ce fort pressée; que pour empêcher que sur cette funeste nouuelle quelques troubles n'arriuaissent, il falloit dès à present écrire, pour pouruiroir à la necessité de plusieurs affaires, & dépêcher à tous les Gouverneurs des Prouinces & des villes, & des places, pour contenir les peuples en deuoir & repos; que l'on auoit pourueu à la ville de Paris par toutes les places & portes, si bien qu'il n'y auoit rien à craindre: aioustans que Monsieur le Chancelier leur auoit dit, que l'on auoit accoustumé de donner le gouvernement & la Regence de la personne du Roy & du Royaume, à la mere du Roy en son bas âge, comme il se verroit par les histoires & registres du Parlement; decla-

rans pour leur regard que non seulement ils le consentoient, mais le requetoient tres-instamment, & que presentement il en fust deliberé; que la Reine fust nommée & declarée Regente en France, pour gouverner & la personne du Roy & le Royaume. Eux retirez l'affaire fut proposé par Monsieur le Premier President, qui representa à la Compagnie ce sur quoy elle auoit à deliberer en ce triste & funeste accident, témoignant vn grand deuil, & non sans larmes, & mis en deliberation; au milieu de laquelle ou enuiron sur la fin Monsieur d'Espernon entta en pourpoint son épée en la main, & entra par le haut des sieges, où Messieurs s'assis quand l'on tient l'Audience à huys ouuert, s'approche de Monsieur le Premier President pour parler à luy, ayant mis le pied sur le ban où il estoit assis, auquel ledit sieur Premier President dit s'il vouloit pas prendre sa place: il répondit que non, qu'il supplioit la Compagnie d'excuser son inciuilité; parle à Monsieur le Premier President, & après aux autres Messieurs les Presidents rout bas comme en passant, & repeta encore cette excuse de son inciuilité: pria fort Messieurs d'accelerer la deliberation, & que l'affaire pressoit; que la Reine attendoit la resolution de la Compagnie; s'en retournant par le mesme chemin qu'il auoit pris. Incontinent après, & comme l'on acheuoit de deliberer, Monsieur de Guise entre par le mesme chemin, aussi en pourpoint & tenant son épée en la main, botté & éperonné: descend les trois degrez proche de la place où est le premiet Huissier aux Audiences publiques, & s'approchant pour parler à Monsieur le Premier President, il luy dit qu'il prist place; ce qu'il fit, & s'assit en son lieu de Pair de France au dessus du Doyen du Parlement, qui estoit Monsieur Courtin: où estant, il dit qu'il estoit venu en ce lieu pour donner assurance à la Cour de la continuation de son tres-humble seruice au Roy & à l'Estat de France, qu'il offroit en ce Parlement, promettant ne manquer iamais à ce deuoir, & au seruice de la Cour: Auquel Monsieur le Premier President répondit, qu'il auoit assez de quoy estre obligé à l'offre qu'il faisoit, & qu'elle estoit digne de luy, que les registres de la Cout en seroient char-

géz; mais que ce n'estoit assez d'offrir sa personne, qu'il auoit ce grand Gouuernement de Prouence éloigné d'icy, où il falloit faire preuue par effet des bonnes paroles qu'il auoit données à la Compagnie. A quoy il repliqua, que déjà il auoit donné ordre à ce qui touchoit son Gouuernement, qu'il auoit tout maintenant & deuant que de venir à la Cour, présenté son Lieutenant & cinq ou six Gentils-hommes de commandement au Roy & à la Reine, qui auoient fait le serment entre les mains de leurs Maiestez, & incontinent après leur auoit commandé de partir pour aller en Prouence; & aiouta que la Reine attendoit nouuelles du Parlement. A quoy Monsieur le Premier President luy dit, que presentement elle seroit auertie de ce que la Cour auoit delibéré & arresté; qu'elle auoit aisé d'y enuoyer quelques-vns de la Compagnie, pour la rendre certaine de ce que la Cour auoit iugé. Estant party, la delibération fut acheuée, & fut arresté, Que la Reine mere du Roy seroit & estoit declarée Regente en France pendant le bas âge du Roy son fils, pour gouverner sa personne, & conduire les affaires du Royaume. Il n'y eut en cette delibération ny discours ny auis contraires. Le Parlement se pensoit obligé par tant d'exemples, de la Reine Brunechilde, de la Reine Alix mere de Philippes Auguste, de la Reine Blanche mere de S. Louys, & autres semblables; mesme que les Rois Charles V. & VI. auroient nommé leurs femmes pour auoir l'administration & la garde de leurs enfans & du Royaume, & nouuellement celuy de la Reine Catherine de Medicis pendant la minorité de Charles IX. & après sa mort pendant l'absence du Roy Henry III. qu'il ne restoit point de doute à les suivre; & n'y auoit personne capable qui peust trauerser la confirmation & approbation de tant d'exemples passez en tous pareils cas. Ce fait l'on auisa de deputer Messieurs les Presidents Porier & de Thou, avec les quatre plus anciens qui estoient lors en la Compagnie, Messieurs Courtin, Scaron, Pelletier & de Here, lesquels furent chargez de la part de la Cour de faire sçauoir l'Arrest à la Reine. Et furent mandez les Aduocats du Roy, pour leur faire entendre la resolution de la Com-

pagnie; ce que Monsieur le Premier President fit, & après leur dit qu'ils allaissent avec Messieurs les Presidents & Conseillers, qui portoient à la Reine la réponse de ce qu'ils auoient proposé & requis; ce qu'ils firent, & tous ensemble allerent au Louure enuiron les six heures & demie. Pendant ce voyage le Procureur General du Roy fit auertir la Cour par vn Huissier, qu'il estoit à la porte dans vne chaire, malade & fort incommodé, la suppliant luy permettre de se faire apporter en la Chambre: ce qui luy fut accordé, où étant dit en paroles tristes & dolentes, Qu'il auoit esté auerty de ce malheureux & detestable accident peu de temps y auoit; que ses compagnons comme il estoit auerty auoient commencé de faire leur deuoir, & qu'on en auoit deliberé, qu'il estoit venu se presenter pour executer les commandemens de la Cour, pour ne manqueraucunement au deuoir à quoy son office l'obligeoit, desirant sçauoir l'Arrest pour s'employer à l'execution d'iceluy. Monsieur le Premier President commanda au Clerc du Greffe Doisseau de luy lire ce qu'il en auoit écrit; ce qu'il fit, & l'ayant entendu se retira. Messieurs les Deputez du Parlement retournent du Louure sur les sept heures; rapportent auoir veu la Reine fort desolée bien assistée de Monsieur le Chancelier & Messieurs les Officiers de la Couronne; luy auoir fait entendre l'Arrest presentement donné au Parlement; qu'elle les auoit remerciez du soin & de la diligence que la Compagnie auoit apporté en cet affaire si necessaire & si pressé: & disans qu'ils auoient veü ce piteux & lamentable spectacle du corps du defunt Roy, renouellerent les pleurs & lamentations en la Compagnie; aioûterent qu'elle prioit que la Cour prist encore cette patience de ne point départir, qu'elle ne luy eust fait entendre quelque chose, dont lors elle prenoit conseil: ce que la Compagnie accorda, & demeura assemblée iusques à huit heures. Monsieur le Premier President voyant la nuit approcher sans aucun auis, proposa d'enuoyer vers la Reine l'vn des quatre Notaires de la Cour pour receuoir son commandement: ce qui fut trouué bon; & fut Maistre Daniel Voisin l'vn des quatre Notaires commandé d'y aller: lequel retourna

tourna soudain, rapportant que quelques-vns des Gardes qui estoient sur le Pont-neuf, l'auoient auerty que Monsieur Bullion estoit party du Louure pour venir trouuer Messieurs du Parlement : & de fait tost après ledit sieur Bullion vint & dit, *Que la Reine luy auoit commandé de venir encore remercier la Compagnie de l'Arrest qu'elle auoit donné presentement, que Messieurs les Deputez luy auoient fait entendre; qu'elle auoit esté conseillée de venir demain au Palais, & d'y amener le Roy son fils avec bon nombre de Princes, Seigneurs, Prelats, & autres Officiers de la Couronne, pour luy faire tenir son lit de Iustice, & rendre cet acte le plus solennel qu'elle pourroit; que l'on luy auoit donné ce conseil, dont elle enuoyoit auertir la Cour, afin de s'y trouuer en l'ordre & ceremonie accoustumée, pour confirmation & execution de l'Arrest donné par icelle.* Monsieur le Premier President luy répondit, que puisqu'elle en auoit pris conseil, & auoit volonté de ce faire, la Cour s'y trouueroit. Estant Monsieur Bullion party, il fut arresté que l'on se trouueroit tous aux Augustins le lendemain de bonne heure avec robes d'écarlate. Et ce fait chacun se retira sur les neuf heures du soir ou peu moins. Suit l'Arrest de la Cour.

Sur ce que le Procureur General du Roy a remontré à la Cour, toutes les Chambres d'icelle assemblées, Que le Roy estant presentement decédé par vn tres-cruel, tres-inhumain & tres-detestable parricide commis en sa personne sacrée, il estoit nécessaire pouruoir aux affaires du Roy regnant, & de son Estat; requeroit qu'il fust promptement donné ordre à ce qui concernoit son seruice & le bien de sondit Estat, qui ne pouuoit estre regy & gourné que par la Reine pendant le bas âge dudit Seigneur son fils; & qu'il pleust à la Cour la declarer Regente, pour estre pourueu par elle aux affaires du Royaume. La matiere mise en deliberation, ladite Cour a déclaré & declare ladite Reine mere du Roy Regente en France, pour auoir l'administration des affaires du Royaume pendant le bas âge dudit Seigneur son fils, avec toute puissance & autorité. Fait en Parlement le quatorzième iour de May mil six cens dix. Signé, D V TILLET.

- Le Samedi quinziesme dudit mois, Messieurs les Presidents

P p p

& Conseillers du Parlement se trouuerent sur les six à sept heures du matin assemblez vestus de robes d'écarlate en fort grand nombre; entre lesquels y auoit enuiron quatre ou cinq de Messieurs les Maistres des Requestes. Arriuèrent Messieurs les Euesques de Beauuais, de Chaalons, & de Noyon Pairs de France. Estant ainsi assemblez, le sieur de Beaumont vint de la part de la Reine au Parlement, & dit qu'il y auoit eu quelque doute le matin, si elle viendrait au Parlement, non encore bien resoluë; toutefois qu'enfin elle auoit pris resolution d'y venir avec le Roy son fils, & qu'il l'auoit laissée qui se prepatoit & s'habilloit pour y venir, dont elle vouloit que le Parlement fust auerty. Cependant que l'on attendoit, Monsieur Courrin rapporta vne requeste pour Messire de Lorraine Archeuesque de Rheims, tendant à ce qu'il pleust à la Cour le receuoir à faire le serment de Pair de France; sur laquelle fut mis, comme l'on a accoustumé, Soit monstré au Procureur General: qui requir l'ordinaire, qu'il fust informé de sa vie, mœurs & religion: ce qui fut fait à l'heure mesme; & aussi tost l'information faite & rapportée, il passe par auis de le receuoir: & encore qu'il y eust auoir quelque difficulté sur ce qu'il n'estoit point Archeuesque sacré, ny âgé de vingt-cinq ans, & n'eut autre ordre que de sous-Diacre; toutefois, soit pour gratification attendu la grandeur de la Maison, ou que l'on s'en voulust dispenser de la rigueur de la regle pour la solennité du iour, ou quelque autre bonne occasion, l'on n'y fit aucune doute. M^{re} le Premier President luy fit faire le serment de Pair, & lequel fait il prit sa place de Pair au dessus des trois Euesques & Pairs cy-dessus nommez. Tost après le sieur de Chasteauvieux Cheualier d'honneur de la Reine, vint pour parler à part à Messieurs les Presidents; ce qu'il fit, & autres qu'eux ne sceurent ny le suiet de son voyage, ny ce qu'il leur dit. Monsieur le Duc de Mayenne se fit apporter en la Compagnie dans vne chaise, & se fit merre au milieu du Parquet vis à vis de Messieurs les Presidents, ne pouuant pour son infirmité monter où il deuoit tenir son rang, ny se remuer aucunement pour prendre ailleurs place. Après vin-

drent Messieurs de Chasteauneuf, de Pontcarré Conseillers au Conseil Priué, qui prindrent place sur des bancs preparez pour Messieurs du Conseil Priué dans le Parquet. Puis après Monsieur le Connestable arriua, qui semit sur ce même banc au dessus d'eux. Messieurs les Archeuesque de Rheims, Euesques de Beauuais, Chaalons & Noyon voyans que la Compagnie s'augmentoit, iugerent qu'il leur faudroit changer de la place où ils estoient assis au bas au dessus de Messieurs les Maistres des Requestes & Conseillers de la Cour, comme ils ont accoustumé & aux Audiences & au Conseil, & qu'il valoit mieux prendre leur place en haut, dont ils communiquerent à Monsieur le Premier President pour sçauoir de quel costé ils se deuoient asseoir aux hauts sieges: le quel avec l'avis de Messieurs les Presidents proches de luy leur dit, Que quand le Roy venoit au Palais, leur rang estoit à la main gauche, & que la main droite se reseruoit aux Princes du sang, & autres Grands & Officiers de la Couronne; bien qu'ordinairement aux Audiences & au Conseil ils soient assis à la main droite. Ils ne creurent pas cet avis, qui estoit selon l'obseruance & coustume ordinaire; & se croyans sans en deliberer plus auant, montent aux hauts sieges de la main droite, & se rangent l'un près de l'autre de leur Pairie: Monsieur de Reims le premier, Monsieur de Beauuais le second, Monsieur de Chaalons le troisiéme, Monsieur de Noyon le quatriéme; avec lesquels Monsieur de Paris se ioignant fit le cinquiéme, au lieu de demeurer en son rang de Conseiller de la Cour, & au dessus de tous comme il deuoit. Monsieur le Connestable parla à Monsieur le Premier President du rang qu'il pouuoit tenir, & où il auoit à se mettre: Il luy fut répondu qu'il ne pouuoit s'asseoir au dessus des Pairs Ecclesiastiques. Quoy voyans ces Messieurs les Euesques témoignoient & de paroles & de gestes de se vouloir maintenir en ces places, & de l'opiniastrer, se pressans & serrans fort près les vns des autres, disans hautement qu'ils estoient Conseillers nez du Roy, les premiers & auant tous autres, & firent grande rumeur. Monsieur le Connestable enfin monte en haut, & prend place au dessous desdits Euesques, où

il fut quelque temps. Sur ce arriuent quatre de Messieurs les Cardinaux, sçauoir de Ioyeuse, de Gondy, de Sourdis, & du Perron, qui prirent le costé gauche aux hauts sieges. Incontinent après Monsieur le Chancelier arriue, accompagné de cinq ou six Maistres des Requestes en robes noires, au deuant duquel on enuoya iusques au bas du degré de la porte de l'Audience, les deux plus anciens Conseillers, Messieurs le Voix & Courtin. Lequel auoit vne robe de velours noir, & s'assit au dessus de Monsieur le Premier President iusques à ce que le Roy fust arriué. Il voit & apprend cette contestation de Messieurs les Pairs Ecclesiastiques; il en communique avec Messieurs les Presidents, & pria Messieurs les Presidents de Thou & Camus de parler à eux, & leur remontrer que ce n'estoit ny le lieu ny le temps de disputer cette seance; qu'il falloit que les Princes du sang fussent assis du costé du Roy & de la Reine à la main droite, les exhortant de prendre place de l'autre costé après Messieurs les Cardinaux: à quoy Messieurs les Presidents profiterent peu, s'en retournans à leur place sans leur auoir pû persuader ce qui estoit de la raison & de la coustume. Pendant cette dispute Monsieur le Connestable changea de place, & vint se mettre du costé & au dessous de Messieurs les Cardinaux. Le Roy & la Reine estans sur le Pont-neuf proche des Augustins, l'on fit auertir Messieurs de la Cour qu'ils estoient en chemin & venoient. On enuoye en la maniere accoustumée deux de Messieurs les Presidents, qui estoient Messieurs Potier & Forget, second & troisième, avec les quatre plus anciens Conseillers, Messieurs Courtin Doyen des Conseillers, le Voix, Bauyn & Scaron, iusques à la porte de l'Eglise des Augustins. Enfin le Roy & la Reine entrent avec les Princes, & Pairs & Ducs, & avec eux des Princesses & Dames en grande confusion, qui se tindrent au milieu du Parquet; ce que iamais ne fut veü auparauant au Parlement. Lors on commanda à ces Messieurs les Pairs Ecclesiastiques de sortir du lieu où ils s'estoient pensé maintenir, & quitter la place aux Princes: ce qu'ils furent contraints de faire contre leur resolution premiere, & vinrent se mettre du costé de Messieurs

les Cardinaux, qui estoit le gauche & au dessous d'eux, & Monsieur l'Euesque de Paris avec eux, qui deuoit estre en rang de Conseiller de la Cour. Alors Monsieur le Connétable quita ce costé où il estoit, & retourna de l'autre où estoient les Princes, Ducs & Pairs. Le Roy habillé de violet ou pers bien clair, ayant vn bonnet plissé, monte en son trône paré du dais accoustumé de velours violet parsemé de fleurs de lis d'or, qui est du Roy Louis XII. & la Reine sa mere après. Elle s'assit à la main droite près de luy, à la droite & du mesme costé estoient Messieurs les Princes de Conty le premier, le fils aîné de Monsieur le Comte de Soissons, qu'on appelle le Comte d'Anguien enfant de quatre à cinq ans; qui fut trouué nouveau. Après Monsieur de Guise, Monsieur le Connestable, Monsieur d'Espernon, Monsieur de Montbazou, Monsieur de Sully, Ducs & Pairs: Messieurs de Brissac, de Lauardin, & de Boisdaulphin Marechaux de France. A la main gauche Messieurs les Cardinaux de Loyeuse, de Gondy, de Sourdis, & du Perron: Messieurs les quatre Pairs Ecclesiastiques, & l'Euesque de Paris. Aux pieds du Roy estoit assis bas sur vn aurillier Monsieur le Duc d'Elbeuf fort ieune, qui representoit le Grand Chambellan, & au dessous de luy Monsieur de Chappes estoit couché comme Preuost de Paris. Monsieur le Chancelier prit sa place en vne chaire couuerte de partie du dais sous laquelle estoit le Roy, & au dessous de luy où le Greffier du Parlement se met ordinairement, & à l'audience, & à huys clos. A costé de luy estoit Monsieur de Souray Gouverneur du Roy à la main gauche & tout debout. Monsieur le Chancelier monte parler au Roy & à la Reine, puis se remit en sa place. Après cela le silence commandé, la Reine dit ces paroles:

MESSIEURS. *Ayant pleu à Dieu par vn si miserable accident retirer à soy nostre bon Roy Monseigneur. A ces mots elle cessa de parler iettant de grands soupirs & larmes, & peu après reprenant sa parole entremeslée de pleurs & soupirs dit: Je vous ay amené mon fils pour vous prier tous d'en auoir le soin que vous estes obligés pour ce que vous deuez à la memoire du Pere,*

Et à vous-mesmes, & à vostre pais? Je desire qu'en la conduite de ses affaires il suiue vos bons conseils, ie vous prie les lay donner tels qu'auiserez en vos consciences.

Ayant parlé elle descendit pour se retirer, comme elle auoit esté conſeillée de le faire, mais eſtant en bas & au milieu du Parquet, & conduite par les ſieurs de Chasteauuieux & Conchine, il ſuruint vn nouuel auis contraire au premier, qui fut, qu'elle deuoit retourner prendre ſa place, les vns prenans ſuiet ſur ce qu'il n'y auoit point de moyen de la faire paſſer, les autres, qu'elle deuoit eſtre preſente, & aſſiſter à cecce cecremonie iuſques à la fin pour ramener le Roy ſon fils. Elle en faiſoit difficulté, voulant ſe tenir au premier conſeil qui eſtoit le meilleur, comme n'y ayant exemple ſemblable: ſe laiſſe vaincre, & remonte en ſa place premiere. Le Roy commença à dire:

MESSIEURS, Dieu ayant retiré à ſoy le feu Roy Monſeigneur & pere, par l'auis & conſeil de la Reine ma mere ie ſuis venu en ce lieu, pour vous dire à tous, qu'en la conduite de mes affaires ie deſire ſuiure vos bons conſeils, eſperant que Dieu me fera la grace de faire mon profit des bons exemples & inſtructions que i'ay receuës de Monſeigneur & pere: Je vous prie donc de me donner vos bons auis, & delibérer preſentement ſur ce que i'ay commandé à Monſieur le Chancelier vous reſenter. Cela fut entendu de peu de perſonnes, tant pour le bruit, que pour la foibleſſe de la voix.

Après Monſieur le Chancelier dit: Ayant pleu à Dieu pour nos pechez retirer à ſoy le feu Roy, la premiere action qui auoit eſté faite par le Roy ſon fils qui regne à preſent, a eſté par le ſage auis de la Reine ſa mere, de venir en ſon Parlement pour tenir ſon lit de Juſtice, qui donne eſperance qu'il ſera ſoigneux de rendre, & faire adminiſtrer bonne iuſtice à tous ſes ſuiets, qui eſt vne partie principale de la charge Royale. Sa naiſſance, & les preuues qu'il donne en ſa premiere nourriture, nous font eſperer qu'il ſera vray imitateur des vertus de ſon pere, & qu'il ſe rendra digne fils d'un ſi grand Roy; & n'y a rien à deſirer ſinon le deſaut d'âge & experience, qui ſera ſuppléé abondamment par la prudence & ſage conduite de la Reine ſa mere: la pieté de la-

quelle, ses vertus & sagesse, avec vn iugement admirable en toutes choses estant conneu de ce grand & sage Prince, preuoyant & disant souuent, que par le cours de nature il deuoit s'en aller le premier, il auroit voulu luy donner part & connoissance de toutes les grandes affaires du Royaume, & vouloit qu'elles fussent traitées en sa presence, pour luy acquérir l'intelligence & la capacité de les pouuoir traiter; luy disant souuent & à tous ses seruiteurs selon l'occasion, que son intention estoit de luy remettre entierement après sa mort l'administration des affaires de son Royaume; & peu de iours auant ce funeste accident estant entré en discours & consideration de la mort, à laquelle il se monstroit toüiours preparé sans la craindre, il declara en presence de plusieurs cette sienne intention. Il y a plusieurs exemples dans l'histoire de France, des Rois qui par leuts testamens, ou autres declarations de leur volonté, ont déclaré les Reines merés de leurs enfans Regentes, pour auoir le soin & l'administration des affaires du Royaume: la volonté d'un Roy qui a tant merité de la France & de tous les François, tant de fois déclarée & repliquée, est vn témoignage plus exprés & plus certain qu'un testament ou simple declaration. C'est chose à laquelle il estoit besoin de pouruoir promptement; pour donner cours aux affaires, qui ne peut estre retardé sans trop grand preiudice.

Aprés, Monsieur le Premier President & Messieurs les Presidents tous s'estans leuez, mirent le genouil en terre, & Monsieur le Premier President commença à dire: **SIRE**, Nous estions les derniers iours en meditation perpetuelle de continuer les louanges accoustumées des vertus tres-admirables du feu Roy d'heureuse memoire (sur ces paroles Monsieur le Chancelier prononça: Le Roy. veut que vous vous leuiez; puis continua) avec allegresse, qui après auoir par sa vertu incomparable, courage inuincible & labeur indomptable retiré la France de la main de ses ennemis, délié le nœud de ses miseres, & comme vn grand Esculape reünny les parts dispersées de son Hippolyte déchiré par tant de factions, recherché tous les moyens de dorer son siecle d'une profon-

de paix, que sa valeur nous auoit assurée, & disposé son peuple à nouuelle reconnoissance que nous apportoit le Couronnement de la Reine vostre mere, solennisé avec vn applaudissement vniuersel. Mais à present nous trouuons vn changement déplorable en ceste contemplation; car encore que ses vertus soient vn digne & perpetuel suiet de nos discours, que nostre intention n'est point de changer; toutefois nous auons plaisir & contentement d'éleuer les vertus presentes, & maintenant sommes contrains de parler des passées avec pleurs & gémissemens. Quand nous iectons l'œil sur vostre bonne ville de Paris comme le plus prochain obiet, paré & embelly d'arcs triomphans, festons & autres artifices témoins du contentement public, se plaignant de cette eclipse infortunée inopinément suruenue en tout ce Royaume, elle nous remet en memoire ce que l'Escripture sainte dit de Noëmi qui signifie belle, qui ayant perdu ses enfans disoit à ses voisins; Ne m'appellez plus Noëmi, mais triste & desolée pour la pette que i'ay faite: ainsi nous semble que vostre ville capitale nous dit: Ne m'appellez plus Noëmi, car ie ne suis plus belle ny parée; ma face passe & défaite ressent plus vn sepulcre blanchy, que tous embellissemens du tout inutiles par la perte de mon tres-cher Prince, qu'un traistre, déloyal & infidele parricide m'a rauy entre les bras. Et nous qui ressentons ce miserable accident, serions en desespoir, n'estoit la consolation que receuons en vostre presence; laquelle contemplant il nous semble voir l'image du defunt, & nous fait croire que ce n'est point vne perte, mais plustost vne eclipse de ce grand Soleil, lequel aussi-tost qu'il est obscurcy en vn lieu, fait paroistre sa lumiere en l'autre. Vous estes seul qui pouuez esluyer nos larmes, & releuer les courages abatus de vos suiets, suiuant la trace de plusieurs bons Rois vos predecesseurs, desquels vous portez le nom, & entre autres de Louïs dernier Pere du peuple, sous le dais duquel vous estes assis, qui vous doit inuiter à apprendre à bien regner, afin que pareil nom de Pere du peuple vous soit donné; & auparauant luy de Louïs dixième, & de S. Louïs, qui furent assistez au bonheur de leur regne du conseil iudicieux
des

des Reines Blanche & Marguerite tres-sages & tres-vertueuses Princeffes, desquelles la prudence & le bon succès des affaires plus importants, dont ces deux bons Rois leur laissoient la direction, rendoit leur regne d'autant plus heureux. SUIVEZ, SIRE, ce bon exemple; confiez-vous du tout de vos affaires à la Reine vostre mere; la Regence de cet Estat luy est deuë; le succès de son administration ne peut estre qu'heureux, estant pleine d'affection enuers vous, & comblée de perfections & dons de graces infinis, que la bonté Divine fait plus reluire en elle, qu'en toutes autres Princeffes de la Chrestienté. Autrefois a esté battu vne monnoye en faueur de l'Imperatrice femme de l'Empereur Constance; en laquelle outre son nom estoient grauez ces mots, qui auroient plus de grace en leur langue qu'en la nostre, *Seureté de l'Estat*. Vous ferez chose agreable à vos suiets, d'ordonner qu'il en soit exposé vne contenant cette inscription veritable, *Marie de Medicis Seureté de la France*; d'autant qu'il ne se peut dénier qu'elle ne l'ait affirmée, ayant à son auènement à la Couronne releué les forces de cet Estat languissant sous le desir du bien que peu de temps après nous a donné, duquel nous ressentons à present les grands effets, qui vous oblige d'autant plus à l'aimer, & luy rendre tout l'honneur qu'elle peut desirer. La supplication tres-humble que nous vous faisons, est d'honorer de vostre bienueillance vostre Court de Parlement, qui rend à vos suiets la iustice, vraye puissance ordonnée de Dieu, gloire & tresor des Rois, qui retiendra vos suiets en vostre obéissance, sous laquelle nous protestons viure & mourir; vous faisant à cette fin ce premier hommage & serment de fidelité, auquel nous supplions tres-humblement vostre Maiesté nous recevoir. Nos vœux & prieres seront continuelles à Dieu, qu'il luy plaise vous conseruer, & la Reine vostre mere pour vous & pour vos suiets, donner accroissement à vos iours en toute felicité, & vn progres du tout heureux à vos ieunes ans; & comme sa Maiesté Divine vous rend successeur de la Couronne hereditaire du plus braue & valeureux Monarque du monde, aussi vous fasse vray heritier de ses vertus tres-rares & très-

singulieres; & quiconque aura l'honneur d'estre près de vous, soit assisté de son saint Esprit, & remply de ses benedictions pour vous bien conseiller; comme au contraire quiconque vous contredira & desobeïra troublant vostre Estat, & entreprendra sur vostre autorité, soit encombré de sa malediction: & nous fasse la grace de vous rendre la fidelité de nôtre tres-humble seruice si agreable, que nous puissions estre tenus de vous pour vos tres-humbles, & tres-obeïssans, & tres-fideles seruiteurs & suiets.

Ces paroles finies, qui furent prononcées d'une voix dolente & graue, Monsieur le Chancelier monta vers le Roy & la Reine, & ayant parlé à eux, descend prendre l'avis premierement de Messieurs les sept Presidens de la Cour, après remonte pour le prendre de Messieurs les Princes, Ducs, Pairs & Marechaux de France: & puis alla faire le semblable vers Messieurs les Cardinaux & Pairs Ecclesiastiques, & l'Euesque de Paris: redescend après, & prit l'avis de Monsieur le Duc de Mayenne, qui estoit seul en bas pour son indisposition, & puis à Messieurs du Conseil Priué qui n'estoient que deux, Messieurs les Maistres des Requestes, & Conseillers de la Cour qui estoient au dedans du Parquet; puis vint à l'autre rang desdits sieurs du Parlement, & leur dit qu'il croyoit que c'estoit assez, & qu'il ne pouuoit aller dans les Barreaux, où estoient Messieurs des Enquestes en fort grand nombre. L'avis de tous conforme, fut, Que le Roy seant en son lit de Iustice auoit ordonné par l'avis de Messieurs les Princes, Ducs, Pairs, Prelats & Seigneurs de son Royaume, & sa Cour de Parlement de Paris, que la Reine sa mere est declarée Regente en France, pour auoir l'instruction du Roy son fils, l'entiere administration & gouvernement des affaires du Royaume, suivant l'Arrest donné en sa Cour de Parlement le iour d'hier. S'estant rassis il prononça, que le Roy vouloit qu'on ouurist les portes, & que ses Gens fussent ouïs, pour dire & requerir ce qu'ils verroient estre à faire de leur charge. Les portes ouuertes, le grand bruit appaisé, Monsieur l'Aduocat Seruin en voix tremblante, & témoignant yn grand deuil, dit:

SIRE, Si pour dignement seruir vn Roy, les paroles bien composées auoient autant de force que la franche- & pure affection d'une bonne ame, ils essayeroient vous en offrir à cette premiere entrée en vostre lit de Iustice : mais au lieu que les grandes playes font parler, l'extraordinaire dont nos cœurs sont affligés, ne nous laisse qu'une voix tremblante & demy-viue ; si que ne sçaurions vous presenter pour premices & offrandes, que des cris & profonds gemissemens, exprimez par une langue toute languissante : Nous vous supplions donc tres-humblement receuoir nos paroles entrecoupées par les fortes pointures d'une viue douleur, qui fait telle partie de nos esprits, qu'ils ne sont autre chose que la douleur mesme, ne pouuant rien dire qu'avec un Roy qui crioit à Dieu : Mon esprit pasmé d'angoisse se renferme dedans moy, & mon cœur tout abarû d'étonnement est troublé & desolé au milieu de moy. Il n'y a que Dieu qui nous peut remettre, pour vous rendre & à la Reine vostre tres-honorée Dame & mere, ce qui vous est deu ; c'est luy seul qui nous fait respirer & reuenir la parole.

On auoit accoustumé en l'Estat de Rome de reciter des loüanges des Empereurs après leur decés ; & cela se faisoit lors que les premiers ressentimens de la douleur estoient passez, avec diuerses fleurs d'eloquence, que les Orateurs fermoient sur leurs tombeaux & en plein Senat.

Et pour ceste heure, **SIRE**, nous ne pouuons retenir nos esprits pour les arrester à telles harangues : ce que nous disons vient du naif de nostre affection, & du sentiment de l'estat present, sans art & affectation quelconque. Ce qu'auons sur tout à faire, est de suiure l'exemple du Consul Romain, qui soudain après le trépas du premier Cesar dit, qu'il ne falloit que prononcer l'Arrest du Senat, par lequel tous honneurs diuins & humains auoient esté ordonnez au defunt ; aioutant en peu de mots qu'il estoit besoin de pouruoir à trois choses, à venger la mort du Prince, à la seureté de l'Estat, & à rendre la memoire du defunt auguste & venerable.

Le grand nom du Roy vostre pere, lequel nous pensons encore voir, sa prudence souueraine, sa generosité, sa valeur

incomparable, sa foy, sa loyauté, & verité en ses paroles enuers ses suiets & allicz, & à l'endroit de ses ennemis mesmes, sa singuliere moderation & clemence, qui sont toutes vertus Royales iointes à l'amour de la iustice, reuiennent deuant nos yeux en vne image pour vous la faire voir.

Nous vous presentons cette image, afin que vous vous rendiez imitateur deses vertus, tout ainsi que vous auez succedé à la viuaciré de ce grand esprit, de cet esprit principal, de cette ame vigoureuse. Toutes les vertus de ce grand Roy vostre pere, & Pere du Royaume, nous sont autant de diuers suiets de nous rafraischir & augmenter nos douleurs; mais venons-en là, que nous disions avec vn Romain (ce que vostre Maiesté doit mettre en sa memoire, & l'y conseruer par vn masse ressouenir): Que les Princes sont mortels, mais la Republique est eternelle: ce que nous reconnoissons en tous Estats, quand il plaist à Dieu de les benir, & nous esperons de luy cette benediction au vostre.

Cependant il faut rendre les derniers honneurs au feu Roy, & auoit en l'esprit ces derniers propos du Prince Germanicus: Si quelques esperances, si quelque proximité du sang touchent vn successeur, si quelque deuotion des suiets émeur à plorer, deplorez l'absence d'un grand Prince iadis florissant, & qui auoit suruécû à tant de guerres & de hazards, qui nous a esté osté si malheureusement. icy la douleur me retient, la douleur d'où l'homme mortel tire le nom de sa misere.

Ce qui peut nous consoler en nostre affliction, est que Dieu n'a point laissé la France sans ressource, vous ayant ordonné pour regner sur nous, vous SIRE, d'aurant plus releué que nous remarquons en vostre bas âge par vne grace particuliere de la faueur diuine, comme Dieu donnant l'esprit à ceux qui sont nez grands par vne grande mesure: l'excellente vertu auient aux Césars deuant les ans.

Ainsi on a veû en l'Etat Romain, qu'estant affligé de maux & de calamitez Dieu luy enuoya vn prompt remede, ordonnant pour Empereur Alexandre Souere encore enfant, pour la bonne esperance que l'on auoit conceué de luy par la bel-

le nourriture qu'il auoit eue de sa mere Auguste Mammea, qui par mesme moyen fut declarée par le Senat Regente de l'Empire avec toute puissance & autotité: dont les Historiens ont écrit, que ce ieune enfant estant venu à l'Estat, n'auoit rien fait és grandes affaires qu'avec sa mere.

On pourroit aiouter d'autres exemples; mais nous sommes en vn Royaume qui se desere par succession, comme les étrangers mesmes ont reconnu: témoin ce qu'en a dit Agathias entre les Grecs sous le premiet siecle de nos Rois: témoins autres qui ont écrit que vostre titre est le nom de Roy, sans aiouter de quel país, comme a esté autrefois celuy des Perses.

Or pour le gouvernement d'un tel Estat beaucoup plus legitime qu'un électif, il suffira d'alleguer la Regence de la Reine Blanche mere du Roy S. Louis, duquel vostre Majesté est issue en ligne directe.

Que si cette Reine mere rendit ce bon Roy son fils, tige saint & sacré de vos ancestres, & son peuple bien-heureux par sa bonne administration, nous n'attendons pas moins de felicitez de la prudente & sage conduite de la Reine vostre tres-honorée Dame & mere, douée de pieté, de sainteté & de sagesse; & ce d'autant plus qu'elle a connoissance des affaires de vostre Estat, dont le Roy vostre pere tres-sage & prouident a voulu qu'elle fust instruite par ses seruiteurs, pour bien gouverner vostre personne & le Royaume, selon l'intention qu'il leur en a souuentefois declarée: ce qui nous fait esperer, que non seulement le premier an de vostre regne, mais ceux qui suivront par un long âge que vous souhaitons, seront couronnez de toutes beatitudes.

Ainsi nous verrons, **SIRE**, les certains effets d'une ferme esperance, qui nous sont promis par le symbole de vostre lis Royal; & ce avec autant ou plus de verité qu'elle fut representée par cette fleur de lis en l'Estat des Romains, lors qu'on l'imprimoit en la monnoye Imperiale, avec un reuers portant ces titres, *L'esperance auguste, L'esperance du peuple Romain.*

C'est à nous maintenant de louer Dieu pour la soudaine

felicité qu'il nous a enuoyée à l'issuë d'un tres-grand malheur, composant les esprits de vos suiets & seruiteurs à vous rendre tous vnaniment la fidelle & prompte obeïssance, & le supplier qu'il luy plaise raffermir le trône de vostre Majesté en la faisant regner par iustice.

C'est la fin de nostre vœu en cette iournée, en laquelle comme un Roy de la Palestine recommandoit à un successeur à l'Empire la cité sainte de Ierusalem, comme premiere de toutes les villes d'Orient, voire le nombril & centre de toute la terre, parce qu'elle auoit eu le bonheur de le saluer le premier, & monstrent le point d'honneur de reconnoissance enuers son Prince, par vne affection de tant plus signalée qu'elle ressembloit aux vœux des premiers nez d'une famille plus aimez & cheries que tous les autres, pour auoir profesré premierement les doux & saints noms de pere & de mere: de mesme cette principale & mere ville de la France, où est la Cour des Pairs, & le premier de vos Parlemens, où la premiere voix de vostre succession à la Couronne ayant esté ouïe, va se répandant par toutes les autres Prouinces de vostre Estat, implore vostre grace par nostre bouche, & vous supplie tres-humblement d'auoir le sacrifice qu'elle vous offre de sa deuotion tres-agreable: ce qu'aussi elle requiert de la Reine vostre auguste mere, seante aujourdhuy à vostre dextre, comme estoit la Reine Bersabée au trône du Roy Salomon son fils; lors que ce sage Prince se leua, & comme dit l'Ecriture sainte, l'adora en se prosternant deuant elle. Et d'autant que cette vostre Cour de Parlement, sur ce que luy auons remonstré estre necessaire de donner promptement ordre à ce qui concernoit vostre seruice, & le bien de vostre Estat, qui ne pouuoit estre regy & gouverné que par la Reine vostre mere pendant vostre bas âge, donna hier son Arrest, par lequel elle a déclaré la Reine vostre mere Regente en France, pour auoir l'administration des affaires de vostre Royaume durant ce temps: Nous vous supplions tres-humblement assisté des Princes, Prelats, Ducs, Pairs & Officiers de la Couronne, ordonner que cet Arrest sera publié en tous les Bailliages, Seneschauvées, & Sieges Royaux du ressort

de cette Cour, & en tous autres Parlemens & Sieges de vostre Royaume.

Ce fait, Monsieur le Chancelier monta vers le Roy, & vint, comme cy-dessus est dit, à Messieurs les Presidens, Messieurs les Princes, Ducs & Pairs, Messieurs les Cardinaux & Pairs Ecclesiastiques, & Euesque de Paris, Conseillers d'Etat, Maistres des Requestes, & Conseillers de la Cour; & rassis en sa place prononça:

Le Roy seant en son lit de Justice, par l'avis des Princes de son sang, autres Princes, Prelats, Ducs, & Pairs, & Officiers de sa Couronne, ouï & ce requerant son Procureur General, a déclaré & declare la Reine sa mere Regente en France, pour auoir soin de l'education & nourriture de sa personne, & l'administration des affaires de son Royaume pendant son bas âge. Et sera le present Arrest publié & enregistré en tous les Bailliages, Seneschausées, & autres Sieges Royaux du ressort de la Cour, & en toutes les autres Cours de Parlement de son Royaume.

Monsieur le Chancelier encore qu'il eust fait entendre à tous, que l'avis commun de tous estoit de dire, *suivant l'Arrest donné en son Parlement le iour d'hier*, neantmoins ne le prononça pas; ce que luy ayant esté remonstré à part par Monsieur le Premier President, il luy répondit que c'estoit par oubliance, & qu'il y seroit mis par écrit; & de fait on luy porta signer, où ces mots estoient, *A déclaré & declare conformément à l'Arrest donné en sa Cour de Parlement du iour d'hier*: ce qu'il fit; & l'Arrest a esté imprimé & publié avec cette clause.



1610.

Ce qui se passa au Parlement, lors que Monsieur le Prince de Condé y fut à son retour de Milan: où il remercie la Compagnie de la prudence & diligence qu'elle auoit apportée après la mort du Roy Henry IV. pour l'établissement & seureté des affaires, le vingt-troisième Iuillet 1610.

LE vingt-troisième Iuillet 1610. M^r le Prince de Condé vint au Parlement, accompagné de Monsieur le Prince de Conty son oncle. Après luy vinrent Messieurs de Guise, de Montbazon, de Sully, d'Vzez Pairs de France; lequel Duc d'Vzez la mesme matinée auoit esté receu à faire le serment de Pair, que son oncle & son pere auoient esté, & Monsieur le Grand Escuyer qui auoit esté fauorisé à Tours sur Lettres patentes du Roy, de l'entrée & voix deliberatiue au Parlement. Auparauant que Monsieur le Prince entraist quelque temps, Messieurs les Archeuesque de Rheims, Euesque de Beauuais & de Noyon estoient venus, & assis au dessous des deux Princes. Monsieur de Guise passe deuant eux pour se seoir au dessus d'eux & près des Princes; eux se disposerent à ne luy permettre pas ny le souffrir. Quoy voyant Monsieur de Guise, pria Monsieur le Premier President de iuger presentement ce different, offriant acquiescer à ce que luy & la Compagnie en ordonneroient. Monsieur le Premier President luy fit réponse, Que cela ne se pouuoit iuger que toutes les Chambres assemblées. Sur ce Monsieur de Guise se retira avec Monsieur le Grand sous la lanterne du costé droit près la cheminée, où Messieurs de Montbazon & de Sully se mirent avec eux. Monsieur le Prince commença à dire, Qu'à son retour, après auoir salué le Roy & la Reine sa mere, il auoit desiré venir en cette Compagnie, comme la premiere du Royaume, & en laquelle les Rois ont depose leur souueraine iustice, pour la remercier du soin qu'elle auoit eu de l'établissement & seureté des affaires après le mal-heureux parricide commis en la personne du defunt
 Roy

Roy son Seigneur, & qu'il loüoit grandement la prudence & diligence de laquelle elle auoit vſé; que de ſa part il apportera tousiours tout ce qu'il pourra pour ſeruir le Roy, l'Eſtat, & la Compagnie. A quoy Monsieur le Premier Preſident répondit en ces mots: Monsieur, la Cour vous rend graces des honneſtes & fauorables offres que vous luy faites, qu'elle reçoit pour preuue de voſtre bienueillance enuers elle, dont les effets ſ'enſuiuent par le iugement que vous interpoſez ſur ce qui ſ'eſt paſſé en la Compagnie, loüant le ſoin & la vigilance que nous auons apporté à l'auancement d'un affaire, l'établiſſement duquel eſtoit important & neceſſaire au bien de cet Eſtat, repos & tranquillité des ſuiets du Roy & de la Reine, & continuation de l'obeiſſance enuers leurs Maieſtez. L'euement a fait paroître combien cette execution auancée eſtoit vtile; d'autant que le retardement euſt pû empêcher du tout, ou remettre en vne autre aſſemblée, pendant laquelle les diuiſions ſe fuſſent facilement coulées dedans les eſprits incertains de leur condition: tant noſtre mal-heur inopinément ſurueni du tres-méchant & deteſtable parricide du Roy les auoit troublez. Ayant preuue que cet accident pouuoit ſuruenir, Dieu nous ſit la grace d'y apporter le ſouuerain remede, declarant ſans aucun delay la Reine Regente pendant le bas âge du Roy; comme il fut fait après le decés du Roy Charles IX. eſtant decedé le iour de la Pentecoſte 1574. Le lendemain iour de feſte le Parlement fut aſſemblé, & par Arreſt donné, toute la Cour aſſemblée, la Reine ſa mere fut déclarée Regente pendant l'abſence du Roy Henry III. regnant en Pologne, ſans que la preſence d'autres fuſt iugée neceſſaire. Le bon exemple a donné un bon ſuccés, ayant cette action eſté receuë avec applaudiſſement vniuerſel de toutes les Prouinces ſuietes à l'obeiſſance du Roy; retenu les mauuiſes volontez & pernicieux deſſeins de ceux qui euſſent fort volontiers profité du mal-heur commun: qui eſt tout le fruit que pouuoient eſpérer les bons & fideles ſuiets affectionnez au bien & ſeruiſe de leurs Maieſtez. La Compagnie a entendu volontiers voſtre iugement conforme à ſon intention: a pluſiſ de vous

voir à vostre place: Vous estes obligé de l'aimer, ayant receu par elle en vos ieunes ans vn honneur tant signalé, que n'en pouviez recevoir vn plus grand, encore que vostre qualité soit tres-grande. Il vous peut souuenir, car vous estiez lors âgé de sept ans, que tous Messieurs les Presidens, & quatre de Messieurs les Conseillers, & les Gens du Roy deputez, & representans le corps du Parlement, executant le commandement du Roy, vous furent saluër de sa part; l'honneur de cette action ne consistoit pas principalement en nos personnes, mais prouenoit de la premiere Cour souverainè en la Iustice, representée par nous. Et encore que vous fussiez premier Prince du sang; toutefois cette soumission du Parlement n'auoit iamais esté faite auparauant à autre Prince de la Maison Royale, dont vous estes, ny mesme aux enfans de nos Rois, lesquels se sont reserué toutes soumissions de leurs Parlemens, deuës à leurs Maiestez seules, n'les ayant iamais voulu départir à personnes quelconques. Vostre ieune âge ne permettoit pas que vous peussiez iuger quelle estoit cette action. A present que Dieu vous a donné le iugement solide en toutes choses, vous remarquez assez combien elle estoit honorable & auantageuse pour vous: qui est vne obligation particuliere à la memoire du feu Roy, desirieux d'accroistre vostre grandeur par tous moyens. Vous auez dignement commencé à faire paroistre le ressentiment que vous en auez. Continuez seruir fidelement leurs Maiestez, & employez les forces vertueuses de vostre esprit, & les insignes dons de grace que Dieu a mis en vous, à la conseruation de cet Estat: Elle vous fait offre de sa bonne volonté. Incontinent après on se leue pour aller à l'Audience. & comme Messieurs les Presidens estoient prests de monter aux sieges hauts, Monsieur de Guise accompagné de Messieurs de Montbazon, & de Sully, Pairs de France; & Monsieur le Grand les suiuant, voulurent vne autre fois se seoir au dessus de Messieurs les Pairs Ecclesiastiques cy-dessus nommez, qui estoient ià assis en leurs places; ce qu'ils ne voulurent souffrir. Monsieur de Guise prie encore vn coup Monsieur le Premier President de iuger ce differend, & qu'ils

y obeitoient, & l'en croiroient seul : lequel fit pareille réponse, que pour le iuger il falloit que toute la Compagnie fust assemblée. Monsieur le Prince les pria tous de n'entrer point en ces contentions, & se formaliser; & après quelques conférences faites entre eux les vns avec les autres, ils auiserent, que pour cette fois le meilleur seroit que ny les vns ny les autres n'assistassent à l'Audience: & de fait se retirèrent tous; Messieurs les Euesques remontrans que ce fust sans preiudice de leur rang & droit, qui estoit, qu'ils ont la preface sur tous les Pairs & autres Seigneurs de France, horsmis Messieurs les Princes du sang: Que tousiours ils auoient esté & sont en cette longue & bonne possession; que cet acte ne pouuoit les troubler ny empêcher, comme c'est chose certaine que l'on a de tout temps veü les Pairs Ecclesiastiques au Parlement preceder les Pairs laics non Princes du sang; & mesme en vne celebre audience & grande plaidoirie, sur le meurtre commis en la personne du sieur de la Curée, Monsieur le Connestable Anne de Montmorency y assistant, estoit assis au dessous de Monsieur le Cardinal de Chastillon Euesque de Beauuais & Pair de France; & ne faut pas presumer que ce fust à cause de la qualité de Cardinal, car cette qualité ne donne en Parlement aucune seance ny voix deliberatiue; & souuent en nostre temps se sont trouuez plusieurs exemples semblables, entre lesquels nagueres Monsieur de Luxembourg s'est veü assis au dessous de Messieurs les Euesques de Beauuais, & Noyon. Et n'y allegue-t-on icy doute, sinon pour la personne de Monsieur de Guise, quia, dit-on, & luy a-t-on donné, qualité de Prince; mais ses predecesseurs pere & oncle ne l'ont iamais disputé; & se voit cela par les registres de la Cour de Parlement. La curiosité de ces Messieurs les Pairs Ecclesiastiques d'estre venus ce iour-là au Parlement, ne fut pas louée de tous; parce que Monsieur le Prince de Condé estant venu exprés pour saluer le Parlement à son retour, & s'estant accompagné de tous ces Seigneurs, ils ne deuoiert pas troubler cette action par la contention de leur preface, qu'ils pouuoient iuger qui arriueroit; ny estre caufes qu'en vne Audience pu-

P R E V V E S

blique, comme elle fut, Monsieur le Princes'y vift si peu acompagné de Seigneurs de qualité qu'il auoit menez exprés; car il n'y demeura que le Duc d'Vzez, que l'on n'y auoit iamais veû auparavant: & en eux-mesmes en deuoient estre mal satisfaits, de ce qu'ils furent contrains de se retirer, pouuans se garentir de cette touche n'y venant point, en ayant déia senty vne semblable aux Augustins: ne iugeans pas que ces deux actes seront imputez à interruption de leur possession, & affoiblissement de leur droit & dignité.

EXTRAIT DES REGISTRES DV PARLEMENT.

Du Mardy 30. iour de Septembre 1614.

Touchant le different qui estoit entre Messieurs les Cardinaux, & Pairs Ecclesiastiques, pour la preface, à l'occasion de la venue du Roy pour la declaration de sa Maiorité, qui deuoit se faire le 2. Octobre 1614.

MESSIEURS			
M. N. de Verdun	} Presi- dens.	Pairs }	L'Euesque de Laon.
Cheualier, Premier			L'Euesque de Beauuais.
M. N. Potier.			L'Euesque de Noyon.
M. A. Seguier.			L'Euesque d'Agen.
M. H. de Haqueuille.			L'Eueque de Perigueux.
M. N. le Iay.			Le Duc d'Elbeuf.
M. P. Lescapier.			Mangot Maistre des Re- questes.

MESSIEURS I. Courtin. D. de Heere. E. Benard. F. le Pelle-
tier. G. Deslandes. I. Gillot. C. le Preuost. C. Faye. L. Roullier.
De Neufuille. I. Sanguin. D. de Soulfour. N. le Clerc. Me-
nard. Le Marechal. De Grien. D'Espinoi. Boucher. A. le
Grant. R. Pidoux. L. Lescot. Le Maistre. Scarron.

C E iour les Grand'Chambre, Tournelle, & del'Editaf-
semblées; Monsieur le Premier President a fait enten-
dre

DV TRAITE'

dre à la Cour, que hier il auoit esté mandé par la Reine Regēte, & Messieurs les Presidens & Gens du Roy au Louure; où se trouuerent Messieurs les Presidens Potier & Seguier, & deux des Gens du Roy. Ladite Dame leur dit, qu'elle auoit resolu faire ceiourd'huy l'action de la Maiorité du Roy; mais qu'elle auoit differé iusques à leudy pour deux contentions suruenues; l'une, la prefeance que les Pairs Ecclesiastiques pretendoient contre les Cardinaux, comme n'ayans entrée & seance ceans: laquelle contention elle vouloit estre iugée par la Cour. Et l'autre sur ce que le Duc d'Espèrnon pretend, & les autres Pairs faire l'hommage au Roy auant Monsieur le Chancelier, qui soutient au contraire, comme second Officier de la Couronne, ledit hommage luy appartenir auant les Pairs; à quoy elle pouruiroit: tellement qu'il ne s'agissoit que de pouruiroir sur la contention d'entre les Cardinaux & Pairs Ecclesiastiques. Sur quoy les Euesques de Laon, de Beauuais & Noyon Pairs presens ont requis pour le iugement les Cardinaux estre appelez à demain, toutes les Chambres assemblées; & que tant eux que les autres Pairs laïcs à cette fin assignez y assisteront; & à eux ordonné se retirer pour en deliberer. Les Gens du Roy ouïs, la matiere mise en deliberation, a esté arresté, Que les Gens du Roy se transporteront presentement vers la Reine, pour luy faire entendre, que cette contention ne pourroit pas estre traitée & decidée en si peu qu'il reste de temps auant le iour assigné pour la declaration de la Maiorité, qui n'est point vne action de Pairs & iugement, mais simple declaration de volonté en l'execution de la loy du Royaume, à laquelle sa Maïesté se peut faire accompagner par qui il luy plaira: Et pour ce les registres precedens seront presentez à ladite Dame, afin qu'elle leur declare sa volonté, & pouruoye à ce que sans contention l'action soit faite.



PREVVES

*Seance du Roy Louis XIII. tenant son lit de Iustice au
Parlement, le Ieudy 2. Iour d'Octobre 1614.
pour la declaration de sa Maiorité.*

Extrait des Registres du Parlement, du Ieudy 2. Octobre 1614.

Aux hauts sieges à main droite.	Le Roy Louis XIII. en son lit de Iustice.	Aux hauts sieges à main gauche: Le Cardinal de Sourdis:
La Reine Re- gente.	A ses pieds le Duc de Mayenne Grand Chambellan.	Le Cardinal du Perron:
Le Duc d'An- iou.	Au dessous au der- nier degré pour mon- ter du Parquet,	Le Cardinal de la Rochefoucaut:
Le Prince de Condé.	Le Preuost de Paris. & à costé de luy,	Le Cardinal de Bonzi.
Le Comte de Soissons.	La Marquise de Guiercheuille Dame d'honneur de la Reine.	N'y ont assisté les Pairs clercs, parce qu'ils ont pretendu prece- der les Cardi- naux, ainsi qu'il est contenu au re- gistre du dernier Iour.
Le Duc de Guise.	En la chaise à la place où le Greffier en chef sied pendant la plaidoirie,	Au siege du Par- quet de ce costé sur les fleurs de lis, les Conseillers D. de Heere:
Le Duc d'El- bœuf.	Monsieur le Chan- celier.	Pelletier:
Le Duc d'Esper- non.	Ledit Greffier en chef en son bureau, en la place où se li- sent les remissions; & son principal Cōmis.	Le Grand: Bouchet:
Le Duc de Van- radour.	Au siege du Par- quet, où sont assis les Gens du Roy pendāt la plaidoirie:	Le Preuost: Quelain: Sanguin:
Le Duc de Mōt- bazon.		
Le Marechal de la Chastre.		
Le Marechal de Lauardin.		
Le Marechal de Boisdaufin.		
Le Marechal d'Encre.		
Le Marquis de Rosny Grād Maî-		

DV TRAITE'.

tre de l'Artillerie.

Le sieur de Sou-
uré Gouverneur
du Roy ayât seance
de Conseiller.

Au siege des
fleurs de lis deuât
le Parquet de ce
costé,

L'Euesque de
Paris:

Les Maistres des
Requestes,

Menardeau:

Foudriac:

Le Gay:

Mangor.

Au Parquet en
ce qui restoit de
uide sur des pla-
cets, estoient

La Princesse de
Conty:

La Comtesse de

Soissons:

La Duchesse de

Guise:

La Duchesse

d'Elbœuf:

La Duchesse de Vantadour:

La Duchesse de Montmorency.

Conseillers.

M. I. Courtin Conseiller d'Estat,

Doyen du Parlement.

I. Scarron:

Benard:

Feydeau:

Messieurs les Pre-
fidens:

M. Nicolas de Ver-
dun, Cheualier, Pre-
mier:

N. Potier:

A. Seguiet:

H. de Hacqueuille:

N. Le Iay:

P. Lescapier.

Sur deux formes de-
uant le bureau à rap-
porter, les Secretaires
d'Estat:

De Lomenie:

Bruslart:

Potier:

Phelippeaux.

Le Bailly du Palais.

Aucuns des Mai-
tres des Requestes,
qui auoient suiuy M.

le Chancelier, & des

Seigneurs qui auoient
suiuy le Roy.

fuiuy le Roy.



& autres Con-
seillers.

En la lanterne
de ce costé:

La Reine Mar-
guerite:

La Marechale

de Brissac:

La Dame de

Verdun, & autres

Dames.

Sur deux for-
mes de ce costé,

les Conseillers

d'Estat:

De Villeroy:

De Laubespine:

Camus:

De Thou:

Iannin:

L'Euequed'An-
gers:

Thumeri:

Le Feure:

Bochard:

Hennequin:

Villemontée:

De Mesme.

L'Euesque de

Bayonne, & au-
cuns des Conseil-

lers qui n'auoient
place au siege ac-

coustumé.

Conseillers

d'Estat.

Dolé:

3. R r r ij

P R E V V E S

De Grieu:	Aubry:
De Soulfour:	Bullion:
Menard:	Bigot:
Gillor:	Habert:
Gayant:	Ollier:
Granger, & autres Conseil-	Le Feure.
lers.	Les barreaux de ce costé où
En la lanterne de ce costé,	seent les Aduocats, aussi élar-
Les filles de France:	gis, & entre deux mis des for-
Duchesse de Vendosme:	mes pour augmentation de
Marquise d'Encre, & autres	sieges, où estoient les Con-
Dames.	seillers des Enquestes & Re-
Sur deux formes dans le	questes.
Parquet de ce costé,	
L'Euesque d'Agen avec son	
rochet:	✱

L'Euesque de Perigueux, & des Conseillers d'Etat, ensemble des Maistres des Requestes venus avec Monsieur le Chancelier en robes de soye.

Les barreaux de ce costé droit élargis, & entre deux mis des formes pour doubler, & outre augmentez d'un barreau, où estoient les Conseillers des Enquestes & Requestes; & les Gens du Roy au premier.

LA Cour deuëment auertie, que ce iour le Roy deuoit venir tenir son lit de Iustice pour declarer sa Maiorité, toutes les Chambres assemblées en la Chambre du Parlement en robes rouges & chaperons d'écarlate, Messieurs les Presidens reuestus de leurs manteaux & mortiers, est entré l'Euesque de Paris, lequel prenant place au dessus des Maistres des Requestes, y a esté empêché par M^r Menardeau Doyen d'iceux Maistres des Requestes, pretendant que l'Euesque n'ayant seance qu'en qualité de Conseiller, ne les deuoit preceder, & luy au contraire. Sur ce, la matiere mise en deliberation, a esté ordonné & prononcé, Que ledit Euesque aura rang & seance au dessus desdits Maistres des Requestes, où il a pris place. Peu après est venu le Cardinal de Sourdis, auquel a esté

D V T R A I T E'.

dit par Monsieur le Premier President, qu'il n'auoit entrée en ladite Cour. S'est retiré en attendant la venue du Roy. Et sur les neuf à dix heures ayant entendu que Monsieur le Chancelier estoit proche, ont esté depurez pour aller au deuant de luy hors le parquet des Huissiers, Maistres François le Pelletier, & Iean Courtin Conseillers, qui l'ont esté receuoir, & accompagné, marchans deuant luy. Entré en ladite Cour vestu d'une robe de velours, a pris sa place au dessus de Monsieur le Premier President, & les Conseillers d'Estat, & Maistres des Requestes ayans robes de soye qu'il'accompagnoient, pris les susdites places: Et après onze heures, estant rapporté à la Cour que le Roy estoit à la S^{te} Chapelle, a commis pour l'aller receuoir & conduire en ladite Cour, Messieurs les Presidents Potier & Seguier, & ledit Courtin, Iean Scarron, & Iacques Gillot Conseillers, qui ont (avec eux Maistre Denis de Heere preterendant comme plus ancien que les autres Conseillers clerks estre à son rang) esté à la S^{te} Chapelle, à l'issuë de la messe basse ouïe par le Roy. Iceuluy salué & fait la reuerence, & lesdits Conseillers marchans deuant luy, & lesdits sieurs Presidents à ses costez. Iceuluy accompagné en ladite Cour, où il est entré suiuy des susdits Princes, Ducs & Officiers de la Couronne, avec grand nombre de Seigneurs & Cheualiers, reueusts & parez de riches habits & pierreries, suiuis desdits Cardinaux: ausquels Monsieur le Premier President disant qu'ils n'auoient seance en la Cour, le Roy a dit qu'ils l'auoient accompagné par son commandement: vouloit qu'ils y eussent pour lors place, qu'ils auroient prise aux hauts sieges. Et Monsieur le Chancelier qui estoit au dessus de Monsieur le Premier President a pris place en la chaise où sied le Greffier en chef. En suite seroit entrée la Reine Regente, suiue des Princesses, qui ont pris leurs susdites places. Ce fait, auant qu'ouurir les huis du Parlemens, le Roy ostant son chapeau, & l'ayant remis, a dit * * * *

Après que la Reine eut parlé, Monsieur le Premier President, & tous Messieurs les Presidents mirent vn genouil en terre, & à l'instant le Roy auerty par Monsieur le Chancelier leur a commandé de se leuer, & estant decouuerts, ensemble

*Le Registre
ne contient
point ce que
le Roy, la
Reine Re-
gente, Mes-
sieurs le
Chancelier,
Premier
President,
& Aduocat
Genera' di-
rent en cœ-
occasiem.*

P R E V V E S

tous les Conseillers, Monsieur le Premier Président parla
* * * * *

Ce fait, Monsieur le Chancelier ayant fait la reuerence au Roy & à la Reine, a dit que le Roy commandoit que les huis fussent ouuerts: ce que le Greffier en chef a fait faire par les Gardes du Roy, qui s'étoient saisis des huis du Parlement, & l'on commanda audit Greffier de faire lecture des Edits qui luy auoient esté baillez par le Procureur General du Roy. Ce qu'estant fait, Seruin pour le Procureur General du Roy, accompagné de ses deux Collegues au second barreau entre les Conseillers du costé droit, mis à genoux, & parlant, ledit Seigneur leur a commandé se leuer, & découuerts, ledit Seruin a dit * * * *

Puis Monsieur le Chancelier a monté au Roy, a pris sa volonté; puis après redescendu, & a pris l'avis de Messieurs les Presidents, & estant remonté a pris celuy de la Reine, des Princes, Ducs, Pairs, & Officiers, & après des Cardinaux: Puis est descendu, & a pris l'avis des Maistres des Requestes, Conseillers de ladite Cour, & remis en sa place, couuert, a prononcé.

Le Roy seant en son lit de Justice a ordonné & ordonne, que sur l'Edit sera mis, Leu, publié, & enregistré, oüy, & ce requerant son Procureur General.

Ce fait, d'autant qu'il estoit plus de trois heures, chacun s'est retiré.



D V T R A I T E'.

Extrait des Registres du Parlement.

Du Vendredy 3. Octobre 1614.

MESSIEURS

M. N. de Verdun, Cheualier, Premier,	} Presidents.
M. H. de Hacqueuille,	
M. N. Le Iay,	
M. P. Lescapier,	

Messieurs I. Courtin. D. De Heere. F. Le Pelletier. I. Gil-
lot. D. De Soulfour. I. Sanguin. De Grieu. Le Marechal.
Le Maistre. Menard. G. Delandes. Le Preuost. Quelain.
Fournier.

CE iour la Cour les Grand' Chambre, Tournelle, & de
l'Edir assemblées, sur ce qu'en presence des Gens du
Roy Monsieur le Premier President a fair entendre, que le
Roy luy auoit dit qu'il vouloit donner la liberte aux prison-
niers : Er hier Monsieur le Chancelier estant ceans, l'auertit
que la Cour gatdast bien ses prisonniers, & que commission
auoit esté donnée à des Maistres des Requestes pour venir à la
Conciergerie. La matiere mise en deliberation, a esté arresté
& ordonné, Que defenses sont faites au Geollier de mettre
hors des prisons aucuns prisonniers pour crime sans ordon-
nance de ladite Cour, & pour debte qu'en payant. Et à tant
mandé luy a esté l'Arrest prononcé.



Extrait d'une Relation, qui fut publiée lors, de cette Seance faite au Parlement pour la Maiorité du Roy Louis XIII. qui sert de supplément à ce qui manque au Registre du Parlement.

TOus ayant pris place, & le silence imposé, la Reine dit en trois ou quatre periodes, Qu'elle rendoit loüange à Dieu, de ce qu'il luy auoit donné la grace d'auoir élevé le Roy son fils iusques à sa Maiorité, & maintenu la paix en ses Estats: Qu'estant maieur elle luy auoit remis la conduite & le gouuernement de son Royaume. Exhortant vn chacun par la memoire du Roy Henry le Grand, à continuer la fidelité & le deuoir qu'ils luy deuoient comme à leur Roy.

Sa Maiesté luy en fit vn grand remerciement, qu'il finit par cette declaration, Qu'il entendoit & vouloit qu'elle continuast tousiours & le soin de sa personne, & la conduite des affaires de son Royaume.

Cela fait, la Reine se leua, & faisant vne reuerence salua le Roy.

Puis Monsieur le Chancelier, & après luy Monsieur le Premier President parlerent sur le suiet qui auoit amené le Roy dans son Parlement; qui estoit la declaration de sa Maiorité.

Aprés eux Monsieur Seruin Aduocat General prenant la parole, commença premierement par vne reconnoissance enuers Dieu des graces qu'il auoit faies au Roy depuis sa naissance & son auenement à la Couronne, iusques à sa Maiorité. Il l'exhorta de s'adresser à Dieu pour l'assister au gouuernement de son Estat. Il luy donna auis, après les vœux & supplications qu'il feroit à Dieu, de suiure les bons conseils de la Reine Regente, à l'exemple du Roy S. Louis, qui rendit ses suiets heureux par le bon gouuernement de la Reine Blanche sa mere: Que la Reine luy remettant aujourd'huy le gouuernement de son Royaume en aussi bon estat, mesme en meilleur

D V T R Á I T E.

leur qu'aucune Reine Regente qui l'eust precedée, elle pou-
uoit encore vtilement seruir sa Maiesté, & maintenir ses su-
iets par ses bons conseils. Il le conseilla de prendre connois-
sance de ses affaires, & appeller en ses Conseils des personnes
de qualité, & recommandables par leur naissance, prudence
& experience aux affaires. Il monstra que la puissance Royale
estoit declarée autant ou plus grande par la Iustice que par les
armes. Que c'estoit vn grand témoignage de la bonne incli-
nation que sa Maiesté auoit à la pieté & autres vertus Roya-
les par ce premier acte de iustice, fait le iour de sa Maiorité,
qui portoit sa Declaration sur l'observation des Ordonnan-
ces de ses predecesseurs, & le renouvellement d'icelles en
quatre chefs; le premier contre les blasphemateurs; le second
pour la confirmation des Edits de la Paix generale entre ses
suiets, avec defense de toutes ligues & associations: le troi-
sième, la defense des duels; le quatrième, commandement à
tous ses suiets de ne seruir Princes ou Seigneurs quelsconques
autres que sa Maiesté, ne prendre d'eux soldes, gages ou pen-
sions. Il conclut par vne action de graces à Dieu, & par vne
supplication au Roy pour l'execution des Ordonnances, fi-
nissant sa harangue en ces mots:

Nous supplions tres-humblement vostre Maiesté, qu'il luy
plaise ordonner, que sur le reply de vos Lettres patentes il soit
mis, Qu'elles ont esté leuës, publiées & registrées nous ouïs,
& ce requerant vostre Procureur General, à ce que le nom de
Dieu estant sanctifié en vostre Royaume, & vos Ordonnan-
ces executées, cette vostre action vrayement Royale demeure
à iamais comme vn dépost excellent au tresor des cœurs
François, & que ce qu'ont dit les Rois Dauid & Salomon soit
verifié & accompli en vous: *Le Roy rend la terre stable par le
iugement, & le iuge sera en la memoire eternelle.*

Ce fait, Monsieur le Chancelier monta au Roy, receut sa
volonté, puis descendu, prit l'avis de Messieurs les Presi-
dens, & remonta, celuy des Princes, Ducs & Pairs, & Offi-
ciers de la Couronne: après de l'autre costé, des Cardinaux,
& redescendu, de ceux qui estoient en bas, & des Conseil-

lers; & retourné en sa place prononça l'Arrest de verification de ladite Declaration, & fut mis sur icelle, *Leuz, publiées & registrées, vuy, & requérant le Procureur General du Roy. A Paris en Parlement, le Roy y seant, le 2. Octobre 1614. Signé, D^y TILLET.*

E X T R A I T

Regence de
la Reine
mere Anne
d'Austrie.
che.

1643.

DES REGISTRES DV PARLEMENT
de l'année 1643.

Touchant ce qui s'y est passé pour la Regence de la Reine Anne d'Austrie épouse du Roy Louis XIII. pendant la minorité du Roy Louis XIV. son fils.

*Du Mardy vingt-vnième Avril mil six cents quarante-trois du matin,
le Prince de Condé, & le sieur Bouthillier Conseiller
honorable, presens.*

C E iour toutes les Chambres assemblées, Monsieur le Premier President a dit, que le iour d'hier, suivant la lettre du Roy, il fut avec Messieurs les Presidents & Conseillers de la Grand'Chambre, & des Enquestes & Requestes, depu-
tez, à S. Germain en Laye; s'y rendirent environ les trois heures de releuée; furent conduits en vne chambre du Chasteau
neuf, où Monsieur le Chancelier vint, avec lequel commu-
niquerent long temps, iusques à ce que le sieur de Guene-
gaud Secretaire d'Estat les vint auertir que le Roy les de-
mandoit. Entrerent en vne chambre basse, où ils virent le-
dit Seigneur Roy dans son lit, au pied duquel la Reine é-
toit assise, ayant deuant elle Monsieur le Dauphin, & Monsieur
d'Anioux; près d'elle debout à main droite Monsieur frere du
Roy, Messieurs les Princes de Condé & de Conty à main
gauche, Madame la Princesse derriere, & les Ducs & Pairs,
& autres Officiers de la Couronne; à costé du lit Monsieur
le Cardinal Mazarin, Monsieur le Chancelier, & plusieurs
autres.

autres. Le Roy demanda par plusieurs fois si tous les Officiers du Parlement estoient entrez, & l'ayant luy sieur Premier President assuré de ce, ledit Seigneur Roy dit, Que la suite de ses maladies l'obligoit à vne pensée pour son Estat & pour son peuple; afin que si Dieu disposoit de luy, il y pûst donner l'ordre que seroit necessaire de garder: Que quand cela seroit fait, il auroit l'esprit en repos, & que Dieu en feroit sa volonté: Qu'il y en auoit vne Declaration dressée, qu'il vouloit qu'elle fust verifiée le lendemain: Que Monsieur son frere, Monsieur le Prince, & Monsieur le Chancelier iroient au Parlement pour cet effet: Qu'il se promettoit cette obeissance, & à l'auenir entout ce qui regardoit le bien de son seruice. Ledit sieur Premier President luy dit, Que c'estoit vn effet signalé de sa preuoyance, & vn témoignage public de son amour enuers sa Couronne à ses suiets, & vne iustice qu'il vouloit encore rendre à son Estat: Qu'ils luy en témoigneroient plus volontiers leurs sentimens, si son discours n'eust esté meslé de la fin de ses iours; que cette pensée ne leur laissoit point de paroles: Que sa Maiesté ne doutoit point qu'ils ne souhaitassent ardemment les accroistre du nombre des leurs, & les augmenter à l'eternité, si le sort de la condition des hommes le pouuoit porter: Qu'il ne manqueroit faire sçauoir sa volonté à son Parlement, qui obeiroit avec toute sorte de fidelité. Et ayant Monsieur le Chancelier parlé au Roy, sa Maiesté prit encore la parole, & leur dit: Qu'il s'estoit souuenu de ceux de la Compagnie absens; qu'il accorderoit leur retour, & l'exercice de leurs charges. Ledit sieur Premier President répondit: Qu'il n'auoit point de paroles suffisantes pour rendre les actions de graces d'un tel bienfait: Que c'estoit vne obligation signalée pour toute la Compagnie, qui en rendroit des preuues de fidelité, & qui employeroit ses vœux pour sa prosperité & santé. Et ayant ledit Seigneur Roy dit que c'estoit assez, firent la reuerence au Roy & se retirerent. Reuint vers eux en la chambre proche celle du Roy, où estoient lesdits sieurs Presidents & Conseillers, mondit sieur le Chancelier; & ensemble furent arrestez les ordres, qui

seroient gardez en la venue de Monsieur. Après ce rapport, Messieurs des Enquestes & Requestes retirez, la Cour auertie par les Huissiers, que Monsieur le Chancelier estoit à la sainte Chapelle, & venoit en la Cour, ont esté deputez Messieurs Sauarre & Pidoux Conseillers, l'un clerc, & l'autre lay, pour aller au deuant de luy hors le Parquet des Huissiers; & ledit sieur Chancelier entré, vestu de sa robe de velours noir, suiuy desdits Conseillers & Maistres des Requestes, & pris sa place; & quelque temps après, toutes les Chambres assemblées par l'ordre dudit sieur Chancelier, la Cour auertie que Monsieur estoit à la sainte Chapelle, ont esté deputez Messieurs les Presidens de Bellicure & de Longueil, de la Nauue & de Thelis Conseillers, pour l'aller recevoir à ladite sainte Chapelle. Et tost après est ledit Seigneur entré en ladite Cour, assisté desdits sieurs Presidens & Conseillers, & suiuy de Monsieur le Prince de Condé, qui estoit sorty du Parlement pour aller au deuant de luy, & encore de Messieurs les Ducs d'Vzez, de Vantadour, de Sully, de Lefdiguieres, de S. Simon, de Retz & de la Force, qui ont pris leur place au Conseil. Ce fait, Monsieur le Chancelier a dit à la Cour, les Gens du Roy presens, Que le Roy auoit fait dresser sa Declaration pour la Regence, & a dit les causes qui auoient meu ledit Seigneur de presser l'affaire, & la necessité de la versifier promptement. Ont esté lesdites Lettres de Declaration leuës. Lesdits Gens du Roy ont dit par Maistre Omer Talon Aduocat dudit Seigneur, Que les termes des Lettres patentes, dont ils auoient entendu la lecture, contiennent la volonté du Roy; laquelle il leur témoigna hier par sa bouche avec grande inclination pour son Estat, & generosité toute entiere en sa personne. Dieu veuille que cette preuoyance soit inuile, & que ledit Seigneur recourant sa santé, ils puissent avec des larmes de ioye luy rendre graces tres-humbles de la bonté qu'il a témoignée dans cette occasion, & de l'affection à l'endroit de son peuple, mesme de la grace qu'il a faite à la Cour, par le rétablissement d'aucuns de Messieurs qui sont absens. Et d'autant que toutes les clauses de la Declaration ont esté con-

certées avec iugement pour le bien & auantage de l'Estat dedans & dehors le Royaume, requierent & consentent l'enregistrement en estre fait, & que l'Audience ouuerte, elles y soient leuës & publiées. La matiere mise en deliberation a esté arresté, Que lesdites Lettres seront leuës, publiées & registrées. Et s'estant tous lesdits Seigneurs leuez, Monsieur le Chancelier & Messieurs les Presidens ont esté à la beuuette, où ils ont pris, sçauoir ledit sieur Chancelier sa robe de velours violet, & lesdits sieurs Presidens leurs robes pour tenir l'Audience, comme il est accoustumé. Sont lesdits sieur Chancelier, & tous lesdits sieurs Presidens reuenus entrez par la lanterne, & sont montez és hauts sieges, où estoient déjà montez Monsieur le Duc d'Orleans, Monsieur le Prince de Condé, & les autres Ducs & Pairs. Et ont tous lesdits Seigneurs pris leurs seances en l'ordre qui ensuit : sçauoir, du costé des gens d'Eglise mondit sieur le Chancelier, Messieurs les Presidens & Conseillers cleres; & de l'autre costé Messieurs les Duc d'Orleans, Prince de Condé, & autres Ducs & Pairs, les Maistres des Requestes, & aucuns des Conseillers lays : és bas sieges dans l'enclos & dans les barreaux, les autres Conseillers de ladite Cour. Ont esté les huis ouuerts, & lecture faite de la Declaration par moy Greffier en chef de la Cour, les Gens du Roy estans au ban où ils parlent les Chambres assemblées à huis clos, ont dit par Maistre Omer Talon Aduocat dudit Seigneur, Que les termes de la Declaration, dont la lecture a esté presentement faite, concernent le plus haut point de l'administration de l'Estat; dans laquelle le Roy preuoyant les extremitez les plus mal-heureuses que leurs pensées ne peuuent souffrir, & que Dieu détournera, s'il luy plaist, par sa toute-puissance, y établir les ordres qu'il estime necessaires pour le gouuernement des affaires publiques; & la conduite de son Royaume à l'auenir; tant est veritable la pensée de l'Ecriture, Que la sagesse & la conduite qui se rencontre dans les conseils ordinaires des hommes, en la personne des Souuerains est vne espee de diuination, la preuoyance dont ils vsent dans le gouuernement de leurs Estats, participant du

privilege des propheties, & de la certitude des oracles. Dieu
 qui tient en sa main le cœur des Rois, & les conduit com-
 me bon luy semble, ne leur donne que des inclinations ju-
 dicieuses, & des mouvemens de generosité pour le salut de
 leurs peuples: ce que nous éprouuons dans cete occasion,
 en laquelle le Roy faisant reflexion sur l'estat des affaires pre-
 sentes, qui partage les esprits & les interets de toute la Chré-
 tienté, érabit la Reine Regente dans son Royaume, & luy
 donne par autorité, ce que les larmes de tous les gens de bien,
 & les suffrages de tous les ordres du Royaume luy eussent
 desiré dans vne iournée de desolation, que l'exemple des
 choses semblables, arriuées neuf fois dans ce Royaume, fait
 ordinaire & legitime, & que la Declaration du Roy Charles
 V I. registrée en cete Cour en l'année 1407. rend necessaire.
 Cette Princeesse, qui est toute pleine de vertu & de pieté, dont
 la moderation est exemplaire & sans exemple; la sagesse de
 sa conduite, son humilité enuers Dieu, l'inclination qu'elle
 a de bien faire à tout le monde, la reputation publique,
 & partant veritable, de n'auoir iamais mal-fait à personne,
 luy ont concilié l'affection de tous les peuples, & luy feront
 meriter la bienueillance du Ciel. Le secours de la protection
 de Dieu, lequel a assisté ce Royaume dans les occasions les
 plus difficiles, & qui sembloient desesperées, aura soin de
 la pieté du Roy, & de l'innocence de nosieunes Princes, qui
 sont les petits enfans & les heritiers de S. Louis, donnant à
 la Reine les conseils necessaires, & luy communiquant vn
 esprit principal, comme il fit autrefois à la Reine Blanche
 mere de ce grand Saint & de ce grand Roy tout ensemble,
 laquelle ayant esté nommée tutrice à ses enfans, & Regente
 dans le Royaume, par les dernieres paroles du Roy Louis
 V I I. qui mourut à Montpensier, quoy qu'elle fust fille d'un
 Roy de Castille & d'une Princeesse d'Angleterre, conduisit
 si genereusement les affaires du Royaume, pour l'honneur
 de son fils mineur, & l'auantage de l'Estat, que sa memoire
 y est honorable dans l'Histoire, & son nom precieux à la pos-
 terité. L'Histoire la plus cachée de son siecle nous apprend
 que ses ennemis, c'est à dire les ennemis de l'Estat, luy de-
 mande-

manderent caution de son gouvernement, parée qu'elle estoit étrangere. Les Docteurs furent consultez sur cette question, & nous en restent quelques vestiges dans nos liures. Mais tous les gens de bien s'offenserent de cette proposition, soutenant qu'on ne deuoit desirer autre assurance, ny luy demander autre gage de son administration, que les suffrages de la nature, & les témoignages de sa pieté; qualitez qui se rencontrent par eminence en la personne de la Reine, avec telle plenitude & abondance, que la seule apprehension de la flaterie ferme la bouche dans cette occasion. Nous ne doutons que Monsieur ne contribuë ses soins, & que dans la qualité que cette Declaration luy donne, que sa naissance, son courage, & sa bonté luy ont acquise, il ne s'employe avec generosité pour le bien de l'Estat; que Monsieur le Prince & Messieurs ses enfans, qui composent l'une des branches du sang Royal, qui sont les colonnes de l'Estat, ne travaillent comme leur conscience & leur reputation les obligent, & que sans ialousie ny consideration d'intereit particulier, ils ne souhaitent la gloire du Royaume, dans laquelle se rencontre leur grandeur, qui ne souffre point d'égalité, ny de competence avec personne; dont nous les supplions és noms du Roy & de l'Estat, & de faire cette reflexion, que dans la conjunction presente des affaires, les ennemis de la Couronne, qui sont malins & industrieux, s'efforceront de diuiser leurs affections, & qu'il se trouuera peut-estre de mauvais François qui voudront s'en preualoir, pour satisfaire à leur ambition, & flater leur mécontentement. Mal-heur à ceux qui auront ces pensées criminelles, qui feront des partis & des factions dans l'Estat. Nous sommes asseurez que la iustice & la pieté du Roy, & la protection du Ciel, conserueront la Couronne; & puisque Dieu nous a donné Monsieur le Dauphin après tant de vœux & tant de souhaits, comme vn Philippes Auguste, qu'il le comblera de benedictions & de faueurs; & auancera ses iours; & augmentera ses années de lumiere, d'intelligence & de graces; & que l'union estant établie dans ce Royaume par cette bonne intelligence, les efforts de nos ennemis seront inutiles, & les puissances étrangères impuissantes.

tes & incapables de nous mal-faire. Dans cette esperance ils requierent pour le Roy, que sur le reply des lettres il soit mis, qu'elles ont esté leuës, publiées & registrées, pour estre exécutées selon leur forme & tenent: Quo le *Duplicata* d'icelles sera enuoyé dans les autres Parlemens de ce Royaume, pour y estre pareillement leuës, publiées & registrées; d'autant que les affaires de cette qualité ne se delibèrent que dans le Parlement de Paris: & que copies collationnées aux originaux seront enuoyées aux Bailliages & Seneschauflées de ce ressort, pour y estre pareillement publiées & registrées. Puis Monsieur le Chancelier a pris les voix de Messieurs les Presidents & des Conseillers clerks, & a passé au costé droit, pris celles de Monsieur, de Monsieur le Prince & autres Seigneurs, Maistres des Requestes & Conseillers. En suite re-nu, descendu par le degré proche ma place, & a pris les voix de tous les Conseillers qui estoient es bas sieges, allant pas à pas tout autour, & de ceux qui estoient dans les Barreaux, & est remonté, s'est assis à sa place, & a prononcé l'Arrest qui est au registre de l'Audience.

Nota que ledit Arrest est conforme aux conclusions.

LOUIS
XIII.

1643.

Regence de
la Reine
Anne son
épouse,
mere du
Roy Louis
XIV.

Declaration du Roy Louis XIII. par laquelle en cas de de-cés, il établit la Reine Anne son épouse Regente en France pendant la minorité de Monsieur le Dauphin; & Monsieur le Duc d'Orleans son frere Lieutenant General du Royaume sous l'autorité de ladite Dame Regente; avec un établissement de Conseil. Donnée à S. Germain en Laye au mois d'Auril 1643. verifiée en Parlement le 21. des mesmes mois & an.

LOUIS par la grace de Dieu Roy de France & de Navarre, à tous presens & à venir, salut. Depuis nostre auenement à la Couronne Dieu nous a départy si visiblement sa protection, que nous ne pouuons sans admiration considerer toutes les actions passées dans le cours de nostre

regne, qui sont autant d'effets merueilleux de sa bonté. Dès son entrée, la foiblesse de nostre âge donna suiet à quelques mauuais esprits d'en troubler le repos & la tranquillité; Mais cette main diuine sôutint avec tant de force nostre innocence, & la iustice de nostre cause, que l'on vit en mesme temps la naissance & la fin de ces pernicioeux desseins, avec tant d'auantage pour nous, qu'ils ne seruirent que pour affermir nostre puissance. Depuis, la faction de l'heresie s'éleuant pour former vn party dans l'Estat, qui sembloit partager nostre autorité, il s'est seruy de nous pour en abatre la puissance; & nous rendant l'instrument de sa gloire, il a permis que nous ayons remis l'exercice de la Religion, & releué ses autels abatus, en tous les lieux où la violence de l'heresie en auoit effacé les marques. Lors que nous auons entrepris la protection de nos Alliez, il a donné des succez si heureux à nos armes, qu'à la veuë de toute l'Europe contre l'esperance de tout le monde, nous les auons rétablis en la possession de leurs Estats. Si les plus grandes forces des ennemis communs de cette Couronne se sont ralliées contre nous, il a confondu leurs ambitieux desseins; & enfin pour faire paroistre d'auantage sa bonté enuers nous, il a donné benediction à nostre mariage par la naissance de deux enfans, lors que nous l'esperions le moins. Mais si d'un costé Dieu nous a rendu le plus grand & le plus glorieux Prince de l'Europe; il nous a fait aussi connoistre, que les plus grands Rois ne sont pas exempts de la condition commune à tous les hommes. Il a permis qu'au milieu de toutes ces prosperitez nous ayons ressenly des effets de la foiblesse de la nature. Et bien que les infirmitez que nous auons eu, & qui nous continuent encore, ne nous donnent pas suiet de croire que le mal soit sans remède, & qu'au contraire nous ayons par toutes les apparences vne assurance de recouurer vne santé entiere: neantmoins comme les ouenemens des maladies sont incertains, & que souuent les iugemens de ceux qui ont plus d'experience; sont peu assurez; Nous auons estimé estre obligez de penser à tout ce qui seroit necessaire, pour conseruer le repos & la tranquillité de nostre Estat, en cas que nous vinssions à manquer. Nous

croions, que comme Dieu s'est setuy de nous pour faire tant de graces à cette Monarchie, qu'il delire encore cette dernière action de prudence, qui donnera la perfection à toutes les autres, si nous apportons vn si bon ordre pour le gouuernement & adminiltration de nostre Couronne, que Dieu nous appellant à luy, rien n'en puisse affoiblir la grandeur, & que dans le bas âge de nostre successeur, le gouuernement soit sourenu avec la force & la vigueur si necessaires pour maintenir l'autorité Royale. Nous croions que c'est le seul moyen de faire perdre à nos ennemis toutes les esperances de prendre auantage de nostre perte; & nous ne pouuons leur opposer vne plus grande force pour les obliger à vn traité de paix, que de faire vn si bon établissement de nostre viuant, qu'il rallie & reünisse toute la Maison Royale, pour conspirer avec vn mesme esprit à maintenir l'estat present de nostre Couronne. La France a bien fait voir qu'estant vnie elle est inuincible, & que de son vnion dépend sa grandeur, comme sa ruine de sa diuision. Aussi les mauuais François seront retenus de former aucunes entreprises, iugeans bien qu'elles ne reüssiront qu'à leur confusion, lors qu'ils verront l'autorité Royale appuyée sur de si fermes fondemens, qu'elle ne pourra estre ébranlée. Enfin nous affermirons l'vnion avec nos Alliez, qui est vne des principales forces de la France, quand ils scauront qu'elle sera conduite par les mesmes maximes qui en ont iusques icy si heureusement & glorieusement maintenu la grandeur. Nos actions passées font assez iuger de l'amour que nous auons eu pour la conseruation de nos peuples, & de leur acquerir par nos rauaux vne felicité accomplie. Mais la resolution que nous prenons de porter nos pensées à l'auenir avec l'image de nostre fin & de nostre perte, est bien vne marque plus assurée de nostre rendre affection enuers eux, puisque l'execution de nos dernieres volontez produira ses effers en vn temps où nous ne serons plus, & que nous n'aurons autre part en la felicité du regne qui viendra, que la satisfaction & le contentement que nous receurons par auance de penser au bon-heur de nostre Estat. Or pour executer nostre dessein, nous auons pensé que nous ne pouuions prendre vne voye

plus asseurée, que celle qu'ont tenu en pareilles occasions les Rois nos predecesseurs. Ces sages Princes ont iugé avec grande raison, que la Regence du Royaume, l'instruction & l'education des Rois mineurs ne pouuoit estre déposée plus auantageusement qu'en la personne des meres des Rois, qui sont sans doute plus interessées à la conseruation de leurs personnes & de leur Couronne, qu'aucun autre qui y pourroit estre appellé. A ces causes, de nostre certaine science, pleine puissance & autorité Royale, Nous auons ordonné & ordonnons, voulons & nous plaist, qu'auenant nostre decés auant que nostre fils aîné le Daufin soit entré en la quatorzième année de son âge; ou en cas que nostredit fils le Daufin decedast auant la maiorité de nostre second fils le Duc d'Aniou, nostre tres-chere & tres-amée épouse & compagne la Reine mere de nosdits enfans soit Regente en France; qu'elle ait l'education & l'instruction de nosdits enfans, avec l'administration & gouvernement du Royaume, tant & si long temps que durera la minorité de celuy qui sera Roy, avec l'avis du Conseil, & en la forme que nous ordonnerons cy-aprés. Et en cas que ladite Dame Reine se trouuast après nostre decés & pendant sa Regence, en telle disposition qu'elle eust suiet d'apprehender de finir ses iours auant la maiorité de nosdits enfans: Nous voulons & ordonnons qu'elle pouruoye avec l'avis du Conseil, que nous ordonnerons cy-aprés, à la Regence de nosdits enfans & du Royaume; declarant dès à present que nous confirmons la disposition qui en sera ainli par elle faite, & voulons qu'elle sorte son plein & entier effect, comme si elle auoit esté ordonnée par nous. Et pour témoigner à nostre tres-cher & tres-amé frere le Duc d'Orleans, que rien n'a esté capable de diminuer l'affection que nous auons tousiours eüe pour luy: Nous voulons & ordonnons qu'après nostre decés il soit Lieutenant General du Roy mineur en toutes les Prouinces du Royaume, pour exercer pendant la minorité ladite charge, sous l'autorité de ladite Dame Reine Regente, & du Conseil que nous ordonnerons cy-aprés. Nous nous promettons de son bon naturel, qu'il honorera nos volontez par yne obéissance entière, & qu'il seruira l'Estat & nos enfans avec la fi-

delité & l'affection à laquelle sa naissance, & les graces qu'il a receuës de nous l'obligent: Declarant qu'en cas qu'il vinst à contreuenir en quelque façon que ce soit à l'établissement que nous faisons par la presente Declaration, Nous voulons qu'il demeure priué de ladite charge de Lieutenant General; defendant tres-expressement en ce cas à tous nos suiets de le reconnoistre & de luy obeïr en cette qualité. Nous auons tout suiuet d'esperer de la vertu, de la pieté & de la sage conduite de nostre tres-chere & tres-aimée épouse & compagne la Reine mere de nos enfans, que son administration sera heureuse & auantageuse à l'Estat: Mais comme la charge de Regente est de si grand poids, sur laquelle repose le salut & la conseruation entiere du Royaume, & qu'il est impossible qu'elle puisse auoir la connoissance parfaite, & si necessaire pour la resolution de si grandes & difficiles affaires, qui ne s'acquiert que par vne longue experience; Nous auons iugé à propos d'établir vn Conseil près d'elle pour la Regence, par les auis duquel & sous son autorité, les grandes & importantes affaires de l'Estat soient resoluës suiuant la pluralité des voix. Et pour dignement composer le corps de ce Conseil, nous auons estimé que nous ne pouuions faire vn meilleur choix pour estre Ministres de l'Estat, que de nos tres-chers amez cousins le Prince de Condé, & le Cardinal Mazarin, de nostre tres-cher & feal le sieur Seguier Chancelier de France, Garde des seaux, & Commandeur de nos Ordres, & de nos tres-chers & bien amez les sieurs Bouthillier Sur-Intendant de nos finances & Grand Tresorier de nos Ordres, & de Chauigny Secrétaire d'Estat & de nos commandemens. Voulons & ordonnons que nostre tres-cher & tres-ami frere le Duc d'Orleans, & en son absence nos tres-chers & tres-amez cousins le Prince de Condé & Cardinal Mazarin soient chefs dudit Conseil, selon l'ordre qu'ils sont icy nommez, sous l'autorité de ladite Dame Reine Regente. Et comme nous croyons ne pouuoir faire vn meilleur choix, nous defendons tres-expressement d'apporter aucun changement audit Conseil en l'augmentant ou diminuant, pour quelque cause & occasion que ce soit; entendant neantmoins, que vacation auenant d'une des places du

dit Conseil par mort ou forfaiture, il y soit pourueu de telle personne que ladite Dame Reine Regente iugera digne par l'avis du Conseil en la pluralité des voix, de remplir cette place. Declaronz que nostre volonté est, que toutes les affaires de la paix & de la guerre, & autres importantes à l'Estat, mesme celles qui regarderont la disposition de nos deniers, soient deliberées audit Conseil par la pluralité des voix; comme aussi qu'il soit pourueu, cas échéant, aux charges de la Couronne, Sur-Intendant des finances, Premier President, & Procureur General en nostre Cour de Parlement de Paris, des charges de Secretaires d'Estat, charges de la guerre & gouvernement des places frontieres, par ladite Dame Reine Regente avec l'avis dudit Conseil, sans lequel elle ne pourra disposer d'aucunes desdites charges. Et quant aux autres charges, elle en disposera avec la participation dudit Conseil. Et pour les Archeueschez, Eueschez & Abbayes estans à nostre nomination, comme nous auons eu iusqu'à present vn soin particulier qu'ils soient conferez à des personnes de merite & de pieté singuliere, & qui ayent esté pendant trois ans en l'ordre de Prestre; Nous croyons après auoir receu tant de graces de la bonté diuine, estre obligez de faire en sorte que le mesme ordre soit obserué. Pour cet effet nous desirons que ladite Dame Reine Regente mere de nos enfans suiue au choix qu'elle fera pour remplir les dignitez Ecclesiastiques, l'exemple que nous luy auons donné, & qu'elle les confere avec l'avis de nostredit cousin le Cardinal Mazarin, auquel nous auons souuent fait connoistre l'affection que nous auons que Dieu soit honoré en ce choix: Et comme il est obligé par la grande dignité qu'il a dans l'Eglise, d'en procurer l'honneur, qui ne scauroit estre plus releué qu'en y mettant des personnes de pieté exemplaire; Nous nous assurons qu'il donnera de tres-fideles conseils conformes à nos intentions. Il nous a rendu tant de preuues de sa fidelité, & de son intelligence au maniement de nos plus grandes & importantes affaires, tant dedans que de hors nostre Royanme, que nous auons creu ne pouuoir confier après nous l'exécution de cet ordre, à personne qui s'en acquitast plus dignement que luy, &c. Et quant aux

autres de nos suiets de quelque qualité & condition qu'ils soient, que nous auons obligez de sortir de nostre Royaume par condamnation ou autrement: Nous voulons que ladite Dame Reine Regente ne prenne aucune resolution pour leur retour, que par l'auis dudit Conseil. Voulons & ordonnons que nostre tres-cher & tres-amée épouse & compagne la Reine mere de nos enfans, & nostre tres-cher & tres-amé frere le Duc d'Orleans fassent le serment en nostre presence, & des Princes de nostre sang & autres Princes, Ducs, Pairs, Mareschaux de France, & Officiers de nostre Couronne, de garder & obseruer le contenu en nostre presente Declaration, sans y contreuenir en quelque façon & maniere que ce soit. Cartel est nostre plaisir. Et afin qu'elle soit ferme & stable à tousiours, nous auons signé ces presentes de nostre propre main, & fait en suite signer par nostre tres-cher & tres-amé frere le Duc d'Orleans, & des trois Secretaires d'Estat & de nos commandemens, estans de present près de nous, & fait mettre nostre seel. Donné à S. Germain en Laye au mois d'Auril l'an de grace 1643. & de nostre regne le trente-troisième. Ce que dessus est ma tres-expresse & derniere volonté, que ie veux estre executée. Signé, LOUIS, ANNE, GASTON. *Et plus bas: PHELIPEAUX, BOUTHILLIER, DE GVENEGAUD.* & scellées en double queue sur lacs de foye de cire verte.

Leues, publiées & registrées, oüy ce requérant le Procureur General du Roy, pour estre executées selon leur forme & teneur. A Paris en Parlement le 21. Auril 1643.

Du Mardy 28. Auril 1643. du matin.

Ce iour les Gens du Roy sont entrez en la grand' Chambre, & dirà la Cour par Maistre Omer Talon Aduocat dudit Seigneur, que le 20. de ce mois vne partie de la Compagnie estant à S. Germain, où elle auoit esté mandée, receut de la bouche du Roy les ordres qu'il auoit donnez pour le gouuernement de son Estat, en suite desquels ledit Seigneur témoigna qu'il rétabliroit en l'exercice de leurs charges

charges aucuns de Messieurs de la Compagnie, lesquels estoient absens depuis quelques années, & dont les Offices auoient esté supprimez par la DeclARATION du mois de Feurier 1641. registrée par le commandement du Roy, & publiée en sa presence. Et bien que la parole du Roy fust suffisante pour faire la grace toute entière, & que de ce moment ils ayent pû rentrer dans l'exercice de leurs charges; neantmoins la Declaration qu'ils apportent à la Cour a esté estimée necessaire, non seulement pour conseruer en la famille de l'un de ces Messieurs qui est decedé, la resignation de son Office, mais mesme pour effacer le preiudice que cette Declaration du mois de Feurier 1641. autoit pû faire. Estiment eux qui parlent, que ce rétablissement ne leur peut estre que glorieux & honorable, puisqueselon la pensée de Pline, les lieux qui ont esté frappez du foudre, s'ils sont profanes, deuiennent sacrez & religieux. Que si la suppression de ces charges, lors qu'elle fut faite, fut considerée comme vn coup de tonnerre éclairant & étonnant, qui frappe peu de personnes, mais qui donne de la terreur à tout le monde, estant tombé sur des personages de merite, de suffisance & d'integrité, il les rendra plus considerables dans la Compagnie, & plus estimez dans la fonction de leurs charges. Pour cela requierent pour le Roy, que registrant presentement les Lettres, soit arresté que le Roy sera remercié de sa grace & bonté toute Royale; & tout ainsi que la bienueillance dont il a vsé, est vn témoignage d'oubliance & de reconciliation, qu'il recoiue aussi vne marque de reconnoissance & de gratitude, telle qu'elle est deue au bienfait dudit Seigneur Roy. Et eux retirez ont esté toutes les Chambres assemblées; & lesdites Lettres leuës, Monsieur le Premier President a fait recit des conclusions du Procureur General, & a esté donné l'Arrest qui ensuit.

Ce iour la Cour, toutes les Chambres assemblées, après auoir veü les Lettres patentes, données à S. Germain en Laye au present mois d'an, signées LOUIS, & par le Roy, DE GYENEGAYD, & scellées du grand seau de cire verte sur lacs de soye rouge & verte, par lesquelles ledit Seigneur reuoque sa Declaration du mois de Feurier six cens quarante & un, portant suppression des Offices des

Presidens & Conseillers de ladite Cour y denommez, ce faisant les rétablis, ordonnez que les pourueurs d'iceux en iouissent doresnauans, tout ainsi qu'ils faisoient auparauant ladite Declaration; & que si aucuns d'iceux estoient decedez depuis icelle, leurs venues & heritiers iouissent du benefice d'icelles Lettres; mandant à ladite Cour les vérifier & faire registrer, selon & ainsi qu'il est plus au long porté par lesdites Lettres: Conclusions du Procureur General contenues au registre de ce iour. La matiere mise en deliberation: Ladite Cour a arresté & ordonné que lesdites Lettres seront registrées au Greffe d'icelle, pour estre executées selon leur forme & teneur.

Et a esté encoré arresté, que le Roy fera tres-humblement remercié de sa grace & bienfait enuers ladite Cour:

Du Vendredy 8. May 1643. du matin.

CE iour la Cour, les Grand' Chambre, Tournelle, & de l'Edit assemblées, après auoir veü les Lettres parentes données à S. Germain en Laye le iour des presens mois & an, signées, L O V I S, & sur le reply, Par le Roy, D E G V E N E G A V D, & sceillées du grand seau de cire iaune sur double queue. Par lesquelles pour les causes y contenues, ledit Seigneur veut & ordonne, que le sieur Duc de Longueuille soit vn des Ministres de l'Estat, pour, en cas que Dieu dispose dudit Seigneur, auoir entrée, rang, seance & voix deliberatiue au Conseil de la Regence, établi par ses precedentes Lettres, après le sieur Cardinal Mazarin, & qu'il entre en la fonction de ladite charge de Ministre de l'Estat après le traité de paix conclu, & l'assemblée generale separée, comme il est plus au long porté par lesdites Lettres: Et ouï, & ce consentant le Procureur General du Roy: La matiere mise en deliberation a esté arresté & ordonné, que lesdites Lettres seront registrées, pour estre executées selon leur forme & teneur.



Du Vendredy 15. May 1643. du matin.

*Lettre du Roy Louis XIV. à Messieurs du Parlement, leur
donnant auis du décès du Roy Louis XIII. son pere.*

DE PAR LE ROY.

NOS AMEZ ET FEAUX, La perte que nous venons de faire du feu Roy nostre tres-honoré Seigneur & pere, nous touche d'un regret si extrême, qu'il nous seroit impossible d'avoir à present d'autres pensées, que celle que la pieté & l'amour nous demandent pour le repos & salut de son ame, si le deuoir à quoy nous oblige l'interest que nous auons par droit de succession de maintenir la grandeur de la Couronne, & de conseruer nos suiets dans vne bonne vnion, ne nous forçoit de surmonter ces iustes sentimens, pour prendre le soin de leur repos, & de la conduite de cet Estat. Et parce que la distribution de la iustice est le meilleur moyen dont nous nous puissions seruir pour nous en acquiter dignement: Nous vous ordonnons, & vous exhortons autant qu'il nous est possible, qu'après auoir fait à Dieu les prieres que vous deuez pour le salut de nostredit Seigneur & pere, vous ayez, nonobstant cette mutation, à continuer la fonction de vos charges, & administrer la iustice à nos suiets, ainsi que le deuoir & vos charges vous y obligent selon l'integrité de vos consciences, iusques à ce que vous nous en ayez fait & presté le serment accoustumé. Cependant nous vous asseurons que vous nous trouuerez tel entiers vous, & en general & en particulier, qu'un bon Roy, doit estre enuers ses fideles suiets & seruiteurs. Donné à S. Germain en Laye le 14. May 1643. Signé, LOUIS. & plus bas, DE GUYENEGAYD.

Ce iour les Gens du Roy ont présenté à la Cour les lettres closes dudit Seigneur Roy, desquelles la teneur ensuit:
DE PAR LE ROY. Nos amez & feaux, la perte que nous venons de faire du feu Roy &c. Lesdits Gens du Roy retirez, ladite let-

tre ouuerte & leuë, & toutes les Chambres assemblées, a esté deliberé & arresté, que les Presidens de ladite Cour, & deux Conseillers de chacune Chambre seront deputez vers le Roy à present regnant, & la Reine Regente, pour les saluër, & leur rendre les honneurs, respects & deuoirs accoustumez. A cette fin que lesdits Gens du Roy iront trouuer le dit Seigneur, & ladite Dame Reine Regente, pour sçauoir l'heure de leur commodité.

Et outre a esté arresté, que ladite Lettre de cachet ne sera registrée à cause des termes y contenus, faisant mention de serment, iusques à ce que les registres faits en pareilles occurrences ayent esté veus, & qu'il en ait esté deliberé en ladite Cour, toutes les Chambres assemblées.

Du Samedi 16. May 1643. du matin.

MESSIEURS Molé Cheualier Premier, Potier, de Mesme, de Bailleul, de Nesmond, de Bellicure, de Longueil.

Messieurs Courtin, Luillier, Maistres des Requestes.

Messieurs Sauarre, de la Nauue, Crespin, Cheualier, le Nain, Broussel, Philipeaux, Scarron, Bouguier, du Tillet, le Clerc, de Thelis, Hillerin, l'Esné, Hennequin, de Chamrond, Pidoux, Camus, le Musnier, Ferrand, Gontier, Melian, Rancher, Catinat, le Feure, Sarrau, Roy, Ribier, le Coq, le Clerc, du Bois, d'Alleffe, Bouard, Fouquer, le Camus, de la Grange, Broussel, du Tillet, Malo, Palluau, Courtin, le Boulz, le Musnier, Ripaulx, Cotignon, Fraguier, du Laurens, Yuon, Potier, Thibeuf, Bouuot, Bitault, du Tronchay, Maugis, Scarron, Saueniere, Phelipeaux, de Paris, Dorat, Brisart, de Seue, Hebert, de Mareau, Veillard, Barrillon, Perrot, de la Barre, le Feron, Molé, Viole, du Tillet, de Bellicure, Grassereau, Douiat, Seuin, du Gué, de Thou, Vedeau, Genou, Bouchier, Sainctot, Loyfel, Aubry, Petau, Hobier, Jeannin, Dugué, de Machaut, Boucherat, Baillou, Tonnelier, Godart, de Maupeou,

Gallard, le Febure, Fayer, de Berulles, Salo, Quelain, Baron, de Bermond, le Cocq, Tudert, de Creil, du Laurens, Menardeau, Tambonneau, Renaut, Neuclet, Luillier, Perrot, Coulon, Canaye, Particelle, de Maupeou, Foucault, le Doux, l'Allemant, de la Nauue, de Bullion, le Conte, Bragelone, Colbert, Colombel.

C E iour les Gens du Roy sont entrez en la Grand'Chambre, & par Maistre Omer Talon Aduocat dudit Seigneur ont dit à la Cour, qu'ils auoient exécuté la commission que la Cour leur auoit donnée, & veü la Reine; qu'ils auoient quelque chose à dire à la Compagnie. Eux retirez, toutes les Chambres assemblées, lesdits Gens du Roy mandez, ont dit par ledit Maistre Omer Talon, Qu'hier ils receurent de Monsieur le Premier President l'ordre de la Compagnie pour saluer la Reine, & sçauoir l'heure de sa commodité, en laquelle le Parlement pourroit auoir l'honneur de saluer le Roy, & ladite Dame Reine pareillement: Que pour satisfaire à ce qui leur estoit ordonné, ils s'estoient transportez chez Monsieur le Chancelier, & luy ayant fait entendre la deliberation de la Cour, & prié qu'ils pussent par son moyen saluer la Reine, & luy parler: Mondit sieur le Chancelier leur dit, que cette visite estoit inutile, qu'il auoit receu les ordres du Roy & de la Reine, pour dire au Parlement que Messieurs seroient les bien-venus ce iourd'huy à trois heures de releuée. Sur quoy ils insisterent, pour satisfaire à la commission qui leur auoit esté donnée, & prierent mondit sieur le Chancelier de trouuer bon qu'ils setrouuassent au Louure à l'arriüée du Roy & de la Reine, pour auoir le bien de la saluer. A quoy Monsieur le Chancelier resista; & après quelques contestations, trouua bon qu'ils attendissent au Parquet les ordres qu'il leur enuoyeroit. En suite mondit sieur le Chancelier leur parla des termes inferez dans la Lettre de cachet, sur lesquels le Parlement auoit fait difficulté, concernant vn nouveau serment de fidelité désiré de la Compagnie: Et leur dit, que cette Lettre estoit conforme à celle qui auoit esté écrite en mesme rencontre en l'année 1547. lors du decés du Roy

François I. depuis lequel temps il ne se trouuoit point d'exemple de semblable Lettre qui eust esté écrite ; aioutant que Monsieur le Premier President Lizet demanda au Roy la confirmation des charges de tous les Officiers du Parlement ; & que nous ne deuions point trouuer estranges les termes auxquels celle qui auoit esté enuoyée le matin, se trouuoit écrite. Luy repliquerent, que depuis ce temps, qui estoit de près de centannées, la face des affaires publiques auoit bien changé ; Que les Rois auoient autorisé la disposition des Offices, même de Iudicature, & que l'établissement du droit annuel étoit vne espece d'heredité publique, qui rendoit la condition des Officiers assurée, non pas pour se dispenser du respect, de l'obeïssance, & de la soumission qu'ils doiuent au Roy, & contre laquelle ils ne voudroient ny ne sçauoient prescrire ; mais pour les dispenser de ces anciennes formalitez, lesquelles s'obseruoient, lors que les Offices estoient de simples commissions. Après quelques contestations semblables, dans lesquelles ils insisterent, que les choses deuoient demeurer dans le dernier vsage, se retirerent. Et l'apresdînées s'estant trouuez au Parquet, attendirent iusques à six heures, & plus, & furent auertis par vn Gentil-homme enuoyé par la Reine, qu'elle les demandoit. Aussi tost s'acheminèrent au Louure, & ayant esté conduits dans la Chambre du Roy, lequel estoit au lit, & auprès de luy plusieurs personnes de condition qui le diuertissoient, aussi tost Monsieur le Chancelier les appella, & introduisit dans le cabinet de la Reine, dans lequel estoit Monsieur le Duc d'Orleans assis à cause de son incommodité, Monsieur le Prince de Condé, Monsieur le Cardinal Mazarin, Monsieur le Chancelier, Monsieur de Chauigny Secrétaire d'Estat, & nul autre. Et après s'estre enclinez deuant la Reine avec le plus grand respect qu'ils pûrent, luy dirent : M A D A M E, Nous saluons vostre Maïesté les larmes aux yeux, & l'amertume dans le cœur. L'inclination que nous auons pour le salut de nos Princes est toute pleine de chaleur, & dans ces occasions malheureuses n'est pas susceptible de consolation. Ce qui nous reste dans vne desolation de cette qualité, est l'esperance de saluër nostre ieune Prince,

pour luy rendre l'hommage que nous luy deuons, comme à nostre Maistre & souuerain Seigneur, & par mesme moyen protester à vostre Maiesté les vœux de nostre tres-humble obeissance, bien marris de n'auoir point de pensées ny de paroles, qui puissent suffisamment exprimer les sentimens de nostre cœur. Le Parlement qui est en impatience de saluër vos Maiestez, & qui ne sçait pas l'heure commode pour satisfaire à ce deuoir, nous enuoye pardeuers vostre Maiesté, pour apprendre le moment dans lequel il pourra s'acquitter de ce deuoir : la supplions de receuoir par auance de nostre bouche les assurances de sa fidelité, & de son obeissance toute entiere. La Reine les ayant accueillis avec vne contenance gracieuse, leur dit, Qu'elle feroit entendre sa volonteé à Monsieur le Chancelier, & qu'il les en auertiroit. Aussi-tost estant sortis du cabinet de la Reine, & passans par la chambre du Roy, Monsieur le Chancelier qui les suiuiot, les ayant tirez dans l'embrasure d'une fenestre, leur témoigna qu'il estoit bien-aïse que la Reine leur eust donné audience, quoy que lassée & fatiguée : Qu'il auoit charge de leur dire, que le Parlement pouuoit venir ce iourd'huy à trois heures après midy, non seulement par Deputez, mais mesme en corps, s'il vouloit, voire mesme en robes rouges ; Mais que la Reine ne desiroit rien en cela de particulier, que ce qui seroit auisé par la Compagnie, & conforme aux registres, & à l'usage ancien, Aioûtant que la Reine se contenteroit que le Parlement vlast des termes d'obeissance, de respect & de soumission, avec lesquels les Compagnies ont accoustumé de saluër leur Prince en semblable occasion. Ce fait, ont dit en ces termes : Pardonnez-nous, MESSIEURS, si faisant reflexion sur les dernieres paroles, nous vous supplions d'y remarquer la bonté de la Reine, qui ne desire de la Compagnie ny serment de fidelité, ny qu'on luy demande la confirmation de nos Offices, ainsi qu'on obligea Monsieur le Premier President Lizet de la requerir en l'année 1547. duquel exemple on s'estoit voulu preualoir, pour diminuer l'autorité de la Compagnie, laquelle, à nostre sens, est obligée de reconnoître & se souuenir de la gratitude & bienueillance de la Reine. Et s'estant

lesdits Gens du Roy retirez, ladite Cour, toutes les Châmbres assemblées, ayant delibéré, a arresté, Que la Cour par Deputez ira ce iourd'huy à trois heures de releuée saluër le-dit Seigneur Roy, & ladite Dame Reine Regente: Feront lesdits Deputez soumissions & protestations de seruice pour route la Compagnie audit Seigneur Roy, & à ladite Dame Reine, chacun separément: Et sera ladite Dame Reine Regente tres-humblement suppliée de la part de ladite Cour d'amener le Roy en son Parlement, y tenir son lit de Iustice. A cette fin s'assembleront mesdits sieurs les Deputez à deux heures en la Grand'Chambre, & iront en leurs carrosses avec leurs robes & chapeaux au Louure.

*Seance du Roy Louïs XIV. tenant son lit de Iustice
en son Parlement.*

Du Lundy 18. May 1643.

Aux hauts sieges à
main droite.

Proche le Roy, vne
place entre deux,

LA REINE.

En suite,

Le Duc d'Orleans
oncle du Roy.

Le Prince de Con-
dé premier Prince du
sang.

Le Prince de Conty
fils dudit Seigneur
Prince de Condé.

Le Duc de Vendos-
me.

Le Duc d'Vsez.

Le Duc de Vanta-
dour.

LE ROY LOUIS XIV.
du nom seant en son
lit de Iustice.

A ses pieds le Duc de
Cheureuse Grand Cham-
bellan.

Plus bas assis sur le de-
gré par lequel on descend
dans le Parquet, le Pre-
uost de Paris.

Deuant le Roy au de-
dans du Parquet estoient à
genoux, & nuës testes, les
Huissiers de la Chambre,
portans vne masse d'ar-
gent doré.

En la chaire qui est aux
pieds du Roy, où le Gref-

Aux
hauts sie-
ges à gau-
che.

L'Euef-
que de
Beauuais,
Comte &
Pair de
France.

Sur les
sieges des
Barreaux,
les Presi-
dens &
Conseil-
lers des
Enque-
stes & Re-

Le

Le Duc de Sully.	fier en chef est lors que	questes
Le Duc de Lesdiguières,	l'on tient l'Audience, cou-	du Palais.
Le Duc de la Rochefoucault.	uerter du tapis du siege	
Le Duc de la Force.	Royal, estoit Monsieur Se-	
LES MARESCHALX	guier Chancelier, vestu	
DE FRANCE.	d'une robe de velours vio-	
Le Marechal de	let, doublée de satin cra-	
Vitry.	moisy, ayant le Cordon	
Le Marechal d'E-	bleu, comme Garde des	
strées.	sceaux de l'Ordre du saint	
Le Marechal de	Esprit.	
Baisompierre.	Sur le banc où sont les	A costé
Le Marechal de	Gens du Roy durant l'Au-	dans le
Chastillon.	dience, Messieurs les Pre-	Parquet
Le Marechal de	sidents:	au Bureau
Guiche.	Molé Premier,	où se fait
L'Archevesque de	Potier,	la lecture
Paris sur le banc des	De Mesme,	des Edits
Conseillers de la	Le Bailleur,	& Decla-
Grand' Chambre:	De Nesmond,	rations du
L'Evesque de Senlis.	De Bellicure,	Roy: au
Sur un autre banc,	De Longueil.	deuât un
La Princesse de	Sur une autre forme les	Bureau
Condé:	Secretaires d'Estat:	semé de
La Duchesse de	Phelipeaux,	fleurs de
Longueville.	De Guenegaud,	lis, le
La Damoiselle de	& Le Tellicr.	Greffier
Vendosme, avec voi-	Sur les sieges du pre-	en chef
les de grand deuil.	mier barreau d'auprés de	reuestu
Bouthillier Sur-In-	la lanterne de la chemi-	de son e-
tendant des Finances:	née,	pitoge &
Conseillers d'Estat, &	Maîtres Omer Talon	manteau
Maîtres des Reque-	Aduocat du Roy,	fourré,
stres en robes de satin,	Meliand Procureur Ge-	avec moy
sur un banc dans le	néral,	principal
Parquet.	Briquet Aduocat du	Commis.
	Roy.	

Vuu

C E iour la Cour, toutes les Chambres assemblées en robes & chaperons d'écarlate, Messieurs les Presidens reuestus de leurs manteaux, & tenans leur morrier, attendoient la venue du Roy selon son ordre, les Capiraines des Gardes saisis des huis du Parlement sur les huit heures du matin : ayant eu auis de l'arriuée de Monsieur le Duc d'Orleans, a député pour aller au deuant de luy Messieurs les Presidens de Bellicure & de Longueil, & Maistres Nicolas Cheualier, Guy de Thelis, & Iean Scaron Conseillers en icelle, & l'ont esté recevoir à moitié de la Grand' Sale du Palais, & sont rentréz avec ledit sieur Duc d'Orleans : & peu après sur les huit heures & demie, ladite Cour ayant sceu que Monsieur le Chancelier approchoit, a député Maistres Pierre Bruxelles & Nicolas Thuder aussi Conseillers en icelle, pour l'aller recevoir au Parquet des Huissiers, lesquels rentréz avec luy, l'ont conduit iusques au lieu où il a pris sa place au dessus de Monsieur le Premier President; ledit sieur Chancelier suiuy de plusieurs Conseillers d'Estat, & Maistres des Requestes : & sur les neuf heures & demie estant venu vn Exempt vers ladite Cour l'auertir de l'arriuée du Roy & de la Reine sa mere à la S. Chapelle, a député pour aller les saluër & recevoir, Messieurs les Presidens Potier, de Mesme, le Bailleul & de Nesmond, Maistres Iules Sauarre, Samuël de la Nauue, Nicolas Cheualier, Guy de Thelis, Iean Scaron & Michel Champron Conseillers en icelle, qui l'ont conduit marchans deuant luy, sçauoir, les sieurs Presidens Potier & de Mesme, & les autres Presidens & Conseillers en suite dudit Seigneur Roy, qui estoit vestu d'une robe violerte, & porté par les Duc de Cheureuse Grand Chambellan, & Comte de Charost Capitaine de ses Gardes, en son lit de Iustice, & ladite Dame Reine en suite proche dudit Seigneur Roy, à main droite; où estant ledit Seigneur Roy, & ladite Dame Reine sa mere placée,

Ledit Seigneur Roy a dir, Qu'il estoit venu pour rémoigner au Parlement sa bonne volonté, que Monsieur le Chancelier dira le reste.

Ladite Dame Reine a dit : MESSIEURS, La mort du defunt Roy Monseigneur, quoy qu'elle ne m'ait pas surprise à cause de la longueur de sa maladie, m'a neantmoins tellement surchargé de douleur, que iusques à present ie me suis trouuée incapable de consolation & de conseil ; quoy que les affaires du Royaume desirent vn soin continuel, pour satisfaire au dedans & pouruoir au dehors, mon affliction a esté si grande, qu'elle ma osté toutes sortes de pensée de ce que i'auois à faire, iusques à ce qu'au dernier iour vos Deputez ayant salué le Roy Monsieur mon fils, & fait les protestations de leur fidelité & obeissance, ils le supplierent de venir tenir son lit de Iustice, & prendre la place de ses ancestres, laquelle il considere comme vne des marques de la Royauté. Ce que i'ay voulu faire ce iourd'huy, pour témoigner à cette Compagnie, qu'en toutes sortes d'occasions ie seray bien-aïse de me seruir de vos conseils, que ie vous prie de donner au Roy Monsieur mon fils, & à moy, tels que vous iugerez en vos consciences pour le bien de l'Estat.

A l'instant le Duc d'Orleans oncle du Roy prenant la parole, & l'adressant à la Reine, luy a témoigné la satisfaction que tout le Royaume deuoit auoir de son procédé : que dès Samedy dernier en la presence des Deputez du Parlement il s'estoit expliqué, & auoit dit, que l'honneur tout entier estoit dû non seulement à sa condition de mere du Roy, mais aussi à son merite & à sa vertu ; & que la Regence luy ayant esté deferée par la volonté du defunt Roy, & par le consentement de tous les Grands du Royaume, & depuis verifiée en cette Cour, en la presence de luy qui parle ; il ne desiroit autre part dans les affaires que celle qu'il luy plairoit luy donner, & ne pretendoit aucun auantage de toutes les choses particulieres contenues en cette Declaration.

Le Prince de Condé premier Prince du sang, a approuué la generosité du Duc d'Orleans oncle du Roy, qu'il a témoigné estre non seulement vtile, mais necessaire pour le bien & gouuernement de l'Estat, dans lequel les affaires ne succedent iamais lors que l'autorité est partagée : declarant qu'il est de mesme sentiment, ainsi qu'il l'auoit fait entendre aux

Deputez du Parlement, lors qu'ils saluèrent le Roy au dernier iour dans le Louure.

Après quoy ledit sieur Chancelier se leua de sa place, & ayant monté vers ledit Seigneur Roy, & mis le genoüil en terre, pour receuoit le commandement de parler, retourna en sa place; & adressant sa voix à la Compagnie, il dit **M E S S I E V R S**, Si la plus grande marque de la colere de Dieu contre vn peuple, est de luy donner vn mauuais Prince; celle-là sans doute n'est pas guere moindre, de luy en oster vn extrêmement bon. Quand ie songe à la perte que la France vient de faire, & cet accident funeste qui luy a rauy son Prince, cette pensée remplit avec raison mon esprit d'étonnement, & mon cœur d'une douleur sans mesure. Ce Prince qui faisoit trembler il y a huit iours toute l'Europe sous sa puissance, qui soutenoit la grandeur de cette Monarchie auectant de gloire, n'est plus: Ce preux & inuincible Monarque, qui a esté tant aimé de Dieu, qui l'a rendu lamerueille des Rois, l'instrument de ses graces pour la France, a esté enleué par la mort, & par cette mesme main qui le faisoit regner si glorieusement, & en vn temps auquel il sembloit estre si nécessaire à l'Estat, au moment qu'il estoit prest de donner la perfection à ce grand ouürage de la Paix, & de faire iouir ses peuples des fruits de tous ses trauaux. Il y auroit grand suiet de penser que nos fautes l'ont rauy, si l'on ne pouuoit encore plus iustement croire, que Dieu n'a pas voulu laisser plus long temps ce Prince si religieux sur la terre, & qu'il l'a voulu tirer dans le Ciel, pour recompenser sa pieté par vn échange auantageux d'une couronne temporelle à celle de l'immortalité. Mais si Dieu nous a voulu abatre d'une main, & plonger dans des excés de douleur; il nous a releué de l'autre, en nous donnant en la place du feu Roy, vn Prince qui sera digne successeur de la Couronne & de la gloire de son pere.

Il sera élevé sous le soin de cette grande Princesse sa mere, qui sçaura bien cultiuer les semences des vertus que la nature a mises en luy; elle formera son enfance, & le cours de sa ieunesse par de si beaux enseignemens, que chacun connoi-

tra qu'aux Princes bien nourris & bien instituez la vertu n'est point attachée aux années. La Reyne apporte tant de grandes qualitez, & de si eminentes vertus au gouvernement qu'elle prend du Roy son fils & du Royaume, qu'elle rendra le iugement du Roy defunt glorieux, & les effets qui en naistront, seconderont, ou plustost surmonteront l'attente publique. Sa pieté singuliere attirera sur l'Estat les benedictions du Ciel, Dieu fortifiera son cœur, l'assistera de son esprit, benira ses desseins en la conduite du Royaume, & parmy l'amertume de ses larmes luy donnera cette consolation de voir renaistre le defunt Roy en la personne du Roy son fils. Elle le verra croistre heureusement & sainctement sous ses sages instructions; & son regne qui commencera par l'innocence de son aage, sera vn regne de Pieté, de Iustice & de Paix. Nous auons donc tout suiet de desirer que cette grande Princesse prenne la Regence en main pour la conduite & gouvernement de cette Monarchie: mais avec cette puissance & liberté entiere, sagement proposée par Monsieur Oncle du Roy, qui est secondé de l'auis de Monsieur le Prince de Condé premier Prince du Sang.

L'autorité de cette vertueuse & sage Princesse ne scauroit estre trop grande, puisqu'elle se trouue entre les mains de la Vertumefme; c'est le bon-heur des Monarchies, que ceux qui les commandent soient tout libres quand ils sont tout bien-faisans. Sa sage & genereuse conduite fera voir qu'elle est digne Epouse de ce grand Prince que nous auons perdu, Mere du Roy, & Regente de la premiere Monarchie de l'Europe.

Et après ces paroles se tournant vers les Gens du Roy, & les excitant de parler, Maistre Omer Talon Aduocat du dit Seigneur, a dit, SIRE, Vostre Maiesté scante la premiere fois en son lit de Iustice, assistée de la Reine sa mere, de Monsieur le Duc d'Orleans son oncle, de Messieurs les Princes de son sang, & de tous les grands Officiers de la Couronne, prenant possession publique du trône de ses ancestres, fait connoistre à tous les peuples, que la sagesse & bonne conduite des Princes, que l'Ecriture appelle le lien

& la ceinture de la Royauté, ne consiste pas seulement dans vne puissance absoluë, & vne autorité souveraine, avec laquelle l'on les conseille de se faire craindre & obeïr; mais dans vne lumiere & maïesté qui les environne, que Dieu leur communique, capable de produire du respect & de l'amour dans l'ame de leurs suiets, imprimant vne particulière grace & veneration dans toutes leurs actions; c'est vne onction secreete, vn caractere qui les distingue du reste des hommes, qui charme nos esprits, & flatte nos affections. Car bien que la prouidence du Ciel n'ait point de differences ny de degrez dans elle-mesme, estant infinie & sans mesure, elle paroist pourtant inégale dans ses effets, plus grande à l'endroit des Rois, qu'elle n'est dans l'esprit des particuliers. Que si la pensée de Synesius est raisonnable, que nous pouuons comparer le soin que Dieu prend des Royaumes, au mouuement exterieur qui est produit dans vne rouë, qui tourne aussi long temps que dure la violence de l'action qu'elle a receuë, mais a besoin d'vne nouvelle agitation pour commencer vn nouveau travail: les Princes souverains qui sont établis sur la terre pour le gouvernement des peuples, reçoient tout à coup de la main de Dieu les lumieres & les connoissances necessaires pour la conduite de leurs Estats, lesquelles s'éteignent par le decés de celuy auquel elles sont communiquées. Ainsi le Genie de la France s'est retiré avec nostre Prince, & après auoir esté assis trente-trois années sur le trône des Fleurs de lis, aussi long temps que Dauid regna sur tout Israël, sa iustice, sa pieté & sa bonne fortune nous ont abandonné au mesme moment qu'elles nous auoient esté données, semblable à Auguste qui mourut le mesme iour qu'il auoit esté appelé à l'Empire. Et nous serions mal-heureux dans vne desolation & vne iuste crainte de toute sorte de fascheux euenemens, si nous n'estions asseurez que l'Ange Protecteur du Royaume obtiendra de la bonté diuine vne nouvelle influence, vne vertu particuliere, vne assistance fauorable pour fortifier avec l'âge le cœur de vostre Maïesté, luy donnant des inclinations genereuses, & des mouuemens de iustice dans son temps pour la conseruation de ses peuples, & quant & quant inspi-

rer les conseils & les resolutions necessaires à la Reine vostre mere, ajoûter à sa vertu, & aux inclinations naturelles qu'elle a tousiours eu de bien faire à tout le monde, l'esprit de gouuernement pour essuyer ses larmes, & dans l'excès de sa douleur s'appliquer aux soins des affaires, & au soulagement du pauvre peuple, qui sont les exercices veritables de la pieté dont elle a tousiours fait profession. Ce sont, SIRE, les souhaits de tous les Ordres de vostre Royaume, lesquels prosternez deuant le siege de vostre Maiesté, qui nous represente le trône du Dieu viuant, la supplient de considerer que l'honneur & le respect qu'ils luy rendent comme à vne Diuinité visible, n'est pas seulement le témoignage de leur obeïssance, mais la marque de la dignité Royale, qui est à dire en effect la maniere dont elle se doit conduire à l'endroit de ses suijs, qui reclament sa protection. Les personnes des Souuerains sont sacrées, d'autant qu'elles conseruent leurs peuples & leurs Estats. Toutes les pensées des Dieux & des Rois sont de bien faire. Et quoy que la grandeur de la Diuinité soit d'estre auteur de la Nature, & que sa puissance paroisse dans l'ouurage admirable de ses mains; sa bonté n'est pas moins grande dans l'œconomie & la conseruation de l'Vniuers, lors que remplissant toutes choses par sa propre vertu, il satisfait à toutes les necessitez des particuliers. Nous souhaitons, SIRE, à vostre Maiesté avec la Couronne de ses ancestres l'heritage de leurs vertus; la clemence & la debonnairété du Roy Henry le Grand vostre ayeul, la pieté, la iustice, & la religion du defunt Roy vostre pere; que vos armes soient victorieuses & inuincibles: mais outre ces titres magnifiques, les qualitez d'Auguste & de Conquerant. Soyez, SIRE, dans vos ieunes années le Pere de vos peuples, qu'ils trouvent quelque soulagement dans l'extremité de leurs miseres, & donnant à la France ce qui vaut mieux que des victoires, puissiez-vous estre le Prince de la Paix. Au milieu de ces vœux & de ces esperances receuez, SIRE, s'il vous plaist, toutes les benedictions du Ciel, & les acclamations publiques de la terre. Que nos iours soient diminuez pour augmenter vos années, & que tout le bon-heur du Royaume

s'assemble sur la teste de vostre Maiesté. Quant à nous, **SIRE**, qui comme vos Gens & plus particuliers Officiers, n'auons ny pensées, ny paroles qui ne soient toutes Royales, & qui n'aboutissent au service de vostre Maiesté, nous la supplions les genoux en terre, & les mains iointes, d'aimer son Parlement, dans lequel reside le dépost sacré de la iustice, l'image de la fidelité & de l'obeissance la plus parfaite, & de vouloir considerer que Dieu se dispense rarement des ordres ordinaires de la nature, bien qu'il en soit l'auteur. Il est vray que les Prophetes & les premiers hommes iustes ont opéré quelquefois des merueilles pour la punition des crimes; pour confondre l'infidelité; mais il ne se trouuera point que le Fils de Dieu ait iamais fait de miracles que pour l'vtilité publique ou particuliere des hommes, ausquels il a reuelé sa gloire, & manifesté sa puissance. Ainsi les Souuerains qui doiuent à Dieu ce que nous deuons à leurs personnes, le conte de nos actions, sont obligez d'estre infiniment retenus dans toutes sortes de nouveautez contraires aux loix anciennes & ordinaires de l'Estat, qui sont les fondemens de la Monarchie; leur reputation y est engagée dans l'esprit de leurs peuples, & l'estime des étrangers. Permettez-nous, **SIRE**, d'adresser dans ce moment nostre voix à la Reine vostre mere, & de luy faire la mesme supplication de vouloir insinuer ces pensées à vostre Maiesté dans vos plus ieunes années, & l'éleuer dans ces inclinations de bonté pour les peuples; nous l'en coniuurons au nom de tous les Ordres du Royaume, par les sentimens de sa pieté, par le titre auguste de Regente, duquel elle prend aujourd'huy possession toute libre pour le bien del'Estat, pour maintenir par autorité l'vniion dans le Royaume, effacer toute sorte de ialousie, de factions & de partis, qui naissent facilement quand la puissance est diuisée. Nous sçauons bien que le Conseil, qui est la source de la sagesse, est aussi l'ame & le nerf du Gouuernement, & que dans la minorité de nos Roys, les Princes du sang, & les grands Officiers de la Couronne sont conseils nez de la Regence; avec cette difference pourtant, que les vns y sont appellez par naissance, & les autres par election; mais le Conseil doit estre

libre

libre, agissant par persuasion, & non pas par nécessité, puis-
que selon les maximes de la meilleure Politique, le iuge-
ment de ceux qui commandent doit estre l'arbitre de l'esprit
& des pensées de ceux qu'ils consultent. Toutes les precau-
tions contraires à cette liberté, les clauses dérogeantes aux
principes & à l'vnité de la Monarchie, nuisent non seule-
ment au secret des affaires, & retardent la promptitude de
l'exécution, mais peuuent estre des occasions de diuision, &
des empêchemens de bien faire. Pour cela nous honorons la
generosité & la preuoyance de nos Princes, & les remercions
au nom de l'Estat, de la bonté qu'ils ont eüe, de renoncer à
toutes les clauses de la dernière Declaration, que la necessi-
té du temps auoit établies, que nous auons consenties avec
douleur, & que l'obeissance seule du Parlement auoit veri-
fiées. Mais ce qui sera fait aujourd'huy conseruera au Roy
son autorité toute entiere, sans dépendance, ny participation
quelconque, à la Reine son pouuoir legitime. Cette con-
fiance publique l'obligera de redoubler ses soins, pour sa-
tisfaire aux esperances que toute la France a conceuës de son
gouuernement, qui comblera Monsieur le Duc d'Orleans
oncle de sa Maiesté, & Monsieur le Prince de Condé pre-
mier Prince du sang, de toutes sortes de benedictions, d'a-
uoir preferé le salut de l'Estat aux considerations & auantà-
ges particuliers, que cette Declaration leur donnoit en appa-
rence. Ainsi faisant reflexion sur ce silence public, que nos
paroles ne meritent pas, mais la matiere laquelle nous trai-
tons; nous requerons pour le Roy, Que la Reine mere du
Roy soit declarée Regente dans le Royaume, conformé-
ment à la volonté du Roy defunt, pour auoir le soin & l'edu-
cation de la personne de sa Maiesté, & l'administration en-
tiere des affaires pendant sa minorité: Que le Duc d'Orleans
son oncle soit Lieutenant General dans toutes les Prouinces
du Royaume sous l'autorité de la Reine, & Chef des Conseils
sous la mesme autorité; & en son absence le Prince de Con-
dé premier Prince du sang: demeurant au pouuoir de la Rei-
ne de faire choix de telles personnes que bon luy semblera,
pour deliberer ausdits Conseils sur les affaires qui leur seront

proposées, sans estre obligée de suivre la pluralité des voix.

Après quoy ledit sieur Chancelier est remonté vers ledit Seigneur Roy, & a mis le genouil en terre pour prendre son aui par la bouche de ladite Dame Reine, qui s'est excusée de dire son sentiment, n'en ayant point d'autre que la resolution qui seroit prise par la Compagnie. De sorte que ledit sieur Chancelier estant retourné en sa place ordinaire, & demandé les aui : le Duc d'Orleans oncle du Roy a dit, *Que les clauses insérées dans la derniere Declaration luy auoient toüiours semblé extraordinaires & sans exemple, & auxquelles il n'auoit souscrit que par obeissance, & pour ne point contredire la volonté du defunt Roy; qu'il estimoit qu'elles ne deuoient point estre tirées à consequence; & comme en son particulier il s'en estoit départy pour le bien de l'Estat, à present il estoit d'auis que l'autorité demeurast toute entiere à la Reine, conformément aux conclusions des Gens du Roy. Ce qui a esté suivi par le Prince de Condé premier Prince du sang, aioutant à son aui, que les merites & les vertus de la Reine ne pouuans estre dissimulez, l'on doit attendre de son gouuernement toute sorte de bonne conduite, & par consequent de bon-heur dans le Royaume, declarant qu'il est de l'auis des conclusions. Le Prince de Conty Prince du sang a esté de mesme aui, & en suite l'Euesque de Beauuais Pair de France: & les autres Princes, Ducs & Pairs, & Mareschaux de France ayant esté de mesme aui, Monsieur le Chancelier ayant demandé les opiaions à tous Messieurs du Parlement, & aucuns de Messieurs du Conseil, qui peuuent auoir voix deliberatiue en telles occasions, en suite à Messieurs les Presidens, lesquels ont tous esté de mesme aui.*

Après lesquels aui ledit sieur Chancelier a remonté vers ledit seigneur Roy, auquel ayant fait la reuerence & pris la permission de prononcer suivant les aui, il est retourné en sa place, & a prononcé l'Arrest qui ensuit :

LE ROY *seant en son Lit de Iustice en la presence & par l'auis du Duc d'Orleans son oncle, de son cousin le Prince de Condé, du Prince de Conty aussi Prince du Sang, & autres Princes, Prelats, Pairs & Officiers de la Couronne, ouy, & ce requerant son*

Procureur General, a declaré & declare la Reyne sa mere Regente en France conformément à la Volonté du defunt Roy son tres-honoré seigneur & pere, pour auoir le soin de l'education & nourriture de sa personne, & l'administration absolue, pleine & entiere des affaires de son Royaume pendant sa minorité. Vient & entend sadite Maïesté, que le Duc d'Orleans son oncle, soit Lieutenant General en toutes les Prouinces dudit Royaume sous l'autorité de ladite Dame, & que sous la mesme autorité sondit oncle soit Chef de ses Conseils; en son absence son cousin le Prince de Condé: demeurant au pouuoir de ladite Dame de faire choix de personnes de probité & experience en tel nombre qu'elle iugera à propos, pour delibérer ausdits Conseils, & donner leur avis sur les affaires qui seront proposées, sans que neantmoins elle soit obligée de suivre la pluralité des voix, si bon ne luy semble. Ordonne sadite Maïesté, que le presens Arrest sera leu, publié & enregistré en tous les Bailliages, Seneschaussées, & aux Sieges Royaux de ce ressort; & en toutes les autres Cours de Parlemens; & pais de sa Souueraineté. Signé, & VYET.

Autre Relation de ce qui se passa en la Seance du Roy.

Louis XIV. tenant son lit de Iustice en son

Parlement, le 18. May 1643.

LE Lundy 18. May 1643. le Roy Louis XIV. est venu en son Parlement, accompagné de la Reine Anne d'Autriche sa mere, Monsieur le Duc d'Orleans son oncle, Monsieur le Prince de Condé, Monsieur le Prince de Conty, Messieurs les Ducs & Pairs de Vendosme, de Vantadour, de Luynes, d'Esdiguieres, de S. Simon, de Sully, & de la Force, & de Messieurs les Marechaux de Chastillon, de Vitry, Bassompierre & d'Estrées, qui seioient à la main droite du Roy: Et à sa gauche estoit Monsieur de Beauuais, comme Comte & Pair cler. Et aux bas sieges estoient Messieurs les Presidens, & Conseillers de la Cour. Outre il y auoit quatre bancs couuerts de tapis avec fleurs de lis; où estoient Messieurs du Conseil, & Maîtres des Requestes; qui auoient assisté Monsieur le Chancelier; & vn banc particulier, où estoient

mes Dames la Princesse de Condé, & la Duchesse de Longueville, avec Mademoiselle de Vendôme.

La Reine.

Chacun estant en sa place, la Reine a dit : Qu'elle auoit amené le Roy en son Parlement, pour dire, que bien que le feu Roy son pere l'eust déclaré Regente de sa personne & de son Royaume pendant sa minorité, & luy eust donné des Ministres qu'elle ne pourroit destituer, & sans lesquels elle ne pourroit disposer des affaires importantes de son Estat: Neantmoins, parce que cette Declaration estoit contraire aux loix fondamentales du Royaume, & qu'elle bernoit le pouuoit absolu qu'elle deuoit auoir en qualité de Regente, elle entendoit auoir vne autorité libre & absolue; & pour cet effect auoit fait assembler la Compagnie.

Le Chancelier.

Après quoy Monsieur le Chancelier a dit: Qu'on ne pouuoit qu'avec des larmes de sang, songer à la perte que la France auoit faite par le décès du feu Roy, qui auoit regné sur nous trente-trois ans entiers, qui auoit terrassé l'heresie, & porté son nom, & la gloire de la France, au delà de ses limites ordinaires, secourant puissamment ses voisins, & alliez: Qu'auant son décès il auoit pensé à donner la Paix à ses suiets pour le comble de ses felicitez; mais que la mort auoit preuenu ses saintes resolutions; & que neantmoins se voyant à la fin de sa vie, il auroit voulu pouruoir à la conseruation de son Estat, par la Declaration derniere qu'il auoit enuoyée à son Parlement, établissant la Reine son épouse pour Regente pendant la minorité de son fils: Mais que la Reine se trouuant interessée par les clauses qui y estoient inserées, & qui bernoient son pouuoir, elle auoit voulu assembler cette grande Compagnie, pour en auoir son auis, & luy faire connoître, que le droit de la nature luy ayant donné cet honneur que d'estre Regente du Roy son fils, & de son Royaume pendant sa minorité, elle la deuoit auoir toute entiere, libre & legitime, sans la diuiser & partager avec personne: Que neantmoins le Roy trouuoit bon que Monsieur le Duc d'Orleans fust Chef de son Conseil, & son Lieutenant General en toutes ses Prouinces, & Gouvernemens, & en son absence Monsieur le Prince de Condé.

Après Monsieur le Chancelier Monsieur Talon premier Aduocat du Roy a dit, Que la Compagnie receuoit vn grand honneur, de ce que sa Maiesté dès l'entrée de son regne auoit voulu visiter son Parlement, & seoir en son lit de Iustice: Que tous ses suiets avec sa Maiesté pleuroient, & regrettoient la grande perte qu'ils auoient faite en la mort du feu Roy son pere de tres heureuse memoire, qui auoit comblé la France de tant de felicitéz, & regné trente-trois ans sur ses suiets, comme le Roy Dauid sur le peuple d'Israël; & qu'il estoit decédé le mesme iour qu'il estoit entré en son Royaume, comme auoit fait l'Empereur Auguste: & qu'encore que Dieu par sa prouidence donnast des faueurs, & des assistances particulieres à tous les hommes, il en donnoit de plus puissantes aux Rois pour le gouuernement de leur Royaume. C'est ce que demandoit Dauid par ces mots, *spiritu principali confirma me.* Que Dieu nous ayant osté ce grand Prince, nous auoit donné pour consolation son fils sous la Regence de la Reine sa mere, la bonté & la pieté de laquelle estoit conuë de tout le monde: Que, comme disoit ce grand Euesque Synesius, toutes choses se tornoient comme vne rouë, & après vne certaine reuolution reuenoient à leur periode, & à leur commencement: Et ainsi que ce grand Prince, après auoir regné si long temps & si heureusement, auoit laissé son Royaume dans la ieunesse de son fils, & comme à vn renouvellement, où il prendra de nouvelles forces par la sage & heureuse conduite de la Reine, laquelle ayant la Regence de son fils par le droit de la nature, & par le choix qu'en auoit fait le Roy defunt son mary, il estoit à propos qu'elle eust la liberté de choisir tel Conseil, & tels Ministres qu'il luy plairoit, sans estre altrain- te à ceux qui estoient denommez en la Declaration du feu Roy; lesdits Ministres deuant estre plustost par son éléction, que par nécessité, veu l'autorité Royale & Monarchique, qui n'a pû estre partagée: Et que ce qu'il auoit requis par la der- niere Declaration, & ce qui auoit esté ordonné par le Parle- ment, n'auoit esté que par l'obeissance que la Cour deuoit au feu Roy. Puis se tournant vers la Reine, a supplié sa Maiesté de trouuer bon qu'il luy adressast sa voix, & la priaist tres-

humblement de nourrir & élever sa Maiefté dans l'obfervation des loix fondamentales de ce Royaume, dans le rétabliffement de l'autorité que devoit avoir cette Compagnie, a neantie, & comme dissipée depuis quelques années; Que c'étoit elle qui maintenoit la dignité Royale, & la confervoit dans fes prerogatiues; Que comme fes Gensils n'auroient jamais que des paroles toutes Royales pour l'honneur & auancement de cette Couronne, & pour fa defenfe contre toutes les entreprifes qui se pourroient faire contre elle; Qu'ils requeroient qu'il pleuft au Roy declarer fa mere Regente pendant fa minorité, pour regir fa perfonne & fon Royaume franchement & librement, fans estre obligée à prendre d'autre Conseil que celui qu'il luy plaira.

*Le Duc
d'Orleans
oncle du
Roy.*

Cela fait, Monsieur le Chancelier fans sortir de fa place, comme on fait en la Chambre du Conseil, a demandé l'avis à Monsieur le Duc d'Orleans, qui a dit: Qu'il trouvoit bon que la Reine fust Regente absoluë, & qu'elle prift tel Conseil qu'il luy plairoit, la remerciant tres-humblement de l'honneur qu'elle luy faisoit de le choisir pour Chef de son Conseil; promettant de servir le Roy & la Reine avec toute la fidelité & affection qu'on pouvoit defirer de luy.

*Le Prince
de Condé.*

Monsieur le Prince a dit après, Qu'on ne pouvoit faire vn choix plus digne que de la perfonne de la Reine, qui a tous les sentimens de la nature, & les auantages de la vertu, pour aimer le Roy, & bien regir le Royaume pendant fa minorité. Qu'elle a rendu tant de témoignages de fa probité & pieté, pendant la vie du feu Roy, que nous deuions efperer qu'elle élèueroit le Roy dans les mefmes vertus, & qu'elle auroit vn foin particulier de ce Royaume: Que puisque ceux qui par leur naiffance auoient droit en la Regence, s'en demettoient volontairement; il estoit auffi raifonnable qu'il quitaft le droit qu'il y auoit, puisqu'il ne l'auoit que par l'élection qu'il auoit pleu au Roy de faire de fa perfonne avec les autres, & qu'il le quitoit du meilleur de son cœur, & estoit de l'avis des conclusions.

*Ducs &
Pairs, Ma-
reschaux de
France.*

Après Monsieur le Chancelier a demandé tout haut l'avis à Messieurs les Ducs, & Pairs, & Mareschaux de France. l'un

après l'autre, qui tous ont dit, qu'ils estoient d'avis des conclusions des Gens du Roy.

En suite il l'a demandé aux Conseillers, & entre autres à Monsieur de Barrillon, qui a dit: Qu'en verité la Declaration cy deuant enregistrée ne se pouuoit ioustenir, pour auoir donné vn Conseil de necessité avec la pluralité des voix à vne Reine mere du Roy, qui par droit de nature est appellée à la Regence de son fils, & de son Royaume: Que son pouuoir deuoit estre dans l'vnité, sans le partager ou diuiser avec d'autres. Après quoy il a dit: Qu'il supplioit tres-humblement leurs Maiestez de recevoir les remonstrances que son Parlement luy feroit sur plusieurs abus, & maluerfations arriüées en ce Royaume depuis quelques années: & qu'il estoit d'avis en aioûtant aux conclusions du Procureur General, de tirer la Declaration des registres, comme ayant esté verifiée par force, & preiudiciable au Roy & à l'Estat, pour estre cassée & biffée.

Barrillon.

Monsieur le President Gayant a dit aussi: Que la Compagnie receuoit grand honneur de voir le Roy seant en son lit de Iustice, & la Reine sa mere à ses costez; & que le Parlement esperoit par le moyen de leurs Maiestez le rétablissement de la Iustice en son ancien lustre, & splendeur qui auoit esté ternie & noircie les années passées: Que c'estoit par elle que les Rois regnoient, & que comme les suiets leur deuoient l'obeissance & le respect, aussi leurs Maiestez leur deuoient la iustice.

Le President
Gayant.

Depuis Monsieur le Chancelier a demandé l'avis à Monsieur de Beaunais, & à Messieurs les Presidens au mortier, qui tous ont esté de l'avis de Messieurs les Gens du Roy. Puis il a prononcé en cette sorte.

Les Presi-
dents du Par-
lement.

LE ROY seant en son lit de Iustice, accompagné de la Reine sa mere, du consentement de Monseigneur le Duc d'Orleans, de Monseigneur le Prince de Condé premier Prince du sang Royal, de Monsieur le Prince de Conty, & de plusieurs Ducs & Pairs, & grands Officiers de la Couronne: A déclaré & declare la Reine sa mere Regente absolüe de sa personne & de son Royaume, pour appeller en son Conseil tels qu'il luy plaira choisir: Ordonne neantmoins, que

L'Arrest
prononcé par
le Chancel-
lier.

Monsieur le Duc d'Orleans demeurera Chef du Conseil, & son Lieutenant General en toutes ses Prouinces: & en son absence Monsieur le Prince de Condé. Ordonne que le present Arrest sera enuoyé par tous les Parlemens de France, pour estre leu, publié, & executé; & aussi par les Bailliages & Seneschautés de ce Parlement, dont les Substituts du Procureur General certifieront la Cour dans un mois.

Seance du Roy Louïs XIV. tenant son lit de Justice en son Parlement le second iour d'Octobre 1651. pour la declaration de sa Maiorité.

Extrait des Registres du Parlement du Ieudy 7. Septembre 1651.

Aux hauts sieges à main droite proche le Roy, vne place entre deux,

La Reine mere du Roy,
Monsieur le Duc d'Aniou frere du Roy.

En suite le Duc d'Orleans oncle du Roy.

Le Prince de Conty.

Le Duc de Mercœur.

Le Duc d'Vfez.

Le Duc de Beaufort.

Le Duc de Luy nes.

Le Duc de Bris fac.

Le Roy Louïs XIV. du nom seant en son lit de Justice.

A ses pieds le Duc de Joyeuse Grand Chambellan.

A costé le Comte d'Harcourt portant l'épée Royale.

Plus bas assis sur le degré par lequel on descend dans le Parquet, le sieur de S. Briffon Preuost de Paris.

Deuant le Roy au dedans du Parquet estoient à genoux & nuës testes, les Huissiers de la Chambre portans vne masse

Aux hauts sieges à gauche les Pairs Ecclesiastiques:

L'Archeuesque de Reims:

L'Euesque de Beauuais:

L'Euesque de Chaalons:

Et l'Euesque de Noyon.

Sur les sieges du Parquet & barreaux de ce costé:

les Cōseillers de la Grand'Chambre, Presidens & Conseillers des Enquestes & Requestes.

En la lanterne de ce costé, le

Nonce du Pape: Les Ambassa-

Le

Le Duc de la	d'argent doré.	deurs de Portugal,
Valerre.	En la chaise qui est	Venise,
Le Duc de la	aux pieds du Roy, où	Malte,
Rochefoucaut.	le Greffier en chef est	& Hollande:
Les Marechaux	lors que l'on tient	Et plusieurs au-
de France:	l'audience, couverte	tres personnes de
Le Marechal	du tapis du siege	condition.
d'Estrée:	Royal, estoit Mon-	A costé dans le
Le Marechal de	sieur Seguier Chan-	Parquet au bureau
la Mothe:	celier de France, vestu	où l'on fait la le-
Le Marechal de	d'une robe de velours	cture des Edits du
l'Hospital:	rouge cramoisy, &	Roy, au deuant
Le Marechal du	d'une soutane de sa-	vn bureau semé
Plessis:	tinde mesme couleur.	de fleurs de lis,
Le Marechal de	Au dessous estoit le	Moy premier &
Villeroy:	Grand Maistre, &	principal commis
Le Marechal	Maistre des ceremo-	au Greffe, & Se-
d'Estampes:	nies.	cretaire du Roy &
Le Marechal	Sur les bancs où s'ot	de la Cour.
d'Ocquincourt:	les Gens du Roy du-	Les trois autres
Et le Marechal	rant l'audience,	Notaires de ladi-
de la Milleraye,	Messieurs les Pre-	te Cour, & le pre-
Grand Maistre de	fidens:	mier Huissier à
l'Artillerie.	Molé Cheualier	l'entrée du Par-
Sur les fleurs de	Premier:	quet.
lis dans le Parquet	De Bailleul:	Sur vn autre
du costé des Ducs,	De Nesmond:	banc aussi dans le
L'Archeuesque	De Bellicure:	Parquet, les Con-
de Paris:	De Longueil:	seillers d'Estat, &
L'Euesque de	Potier:	Maistres des Re-
Senlis:	De Mesmes:	questes, qui ont
Et l'Euesque de	Le Coigneux.	accôpagné Mon-
Tarbes.	Sur vne forme pro-	sieur le Chance-
Monsieur Molé	che le bureau du	lier, en robes de
Conseiller d'hon-	Greffier, les Secre-	fat in noir:
neur.	taires d'Estat:	D'Ormesson:
	De Lomenie:	La Poterie:

Maistres des	De Phelippeaux:	De Morangis:
Requestes	De Guenegaud.	D'Haligre:
Machault:	Et le Bailly du Pa-	De Verthamond:
Preuost:	lais sur vn siege parti-	De Choisy.
Mangot:	culier.	Maistres
De Laffemas.	Sur les sieges du	des Requestes
Conseillers	premier bureau au-	D'Orgeual:
Cheualier:	prés la lanterne de la	Thiersault:
Ferrand:	cheminée,	Le Liepure:
De Broussel:	Maistres Omer Ta-	Le Goult:
Le Nain:	lon Aduocat General,	Chomel:
Gontier:	Fouquet Procureur	Le lay.
De Refuge:	General,	Sur vn autre banc
Douiat:	Bignon Aduocat	dans le Parquet,
Meusnier:	General.	La Princesse de
Preuost:	Dans la lanterne	Carignan:
Menardeau:	proche la cheminée,	La Princesse
Payen:	La Reine d'Angle-	Louise sa fille:
Seuin:	terre:	Et les filles de la
De Longueil:	Le Duc d'York son	Reine.
Du Fos:	filz:	Sur vn autre bāc,
Quelain:	Le Millord Iermain.	Les Gouverneurs
Machault:	Madamoiselle fille	des Prouinces, &
Le Febure &c.	de Monsieur le Duc	plusieurs person-
	d'Orleans, & plusieurs	nes de condition,
	Duchesses & Dames	qui ont accompa-
	de condition.	gné le Roy.

CE iour la Cour toutes les Chambres assemblées en robes & chaperons d'écarlate, Messieurs les Presidens reuêtus de leurs manteaux, & tenans leurs mortiers, attendant la venuë du Roy suiuant son mandement du cinquième de ce mois, pour tenir son lit de Iustice, & declarer sa Maiorité; les Capitaines des Gardes saisis des huis du Parlement; sur les dix heures du matin ayant sceu que Monsieur le Chancelier approchoit, a député Maistres Charles le Preuost, & Claude Menardeau Conseillers du Roy en icelle, pour l'aller receuoir

au Parquet des Huissiers : lesquels rentrez avec ledit sieur Chancelier, l'ont conduit iusques au lieu où il a pris sa place au dessus de Monsieur le Premier President. Ledit sieur Chancelier suiuy desdits Conseillers d'Estat dessus nommez, & Maistres des Requestes. Et sur les onze heures & demie estant venu vn Exempt vers ladite Cour l'auertir de la venue du Roy, de la Reine, de Monsieur le Duc d'Aniou, de Monsieur le Duc d'Orleans, & de Messieurs les Ducs & Pairs qui les auoient accompagnez, à la S. Chapelle, a depuré pour les aller receuoir & saluer, Messieurs les Presidens le Bailleur, de Nesmond, de Bellicure & de Longueil, & Messieurs Cheualier, de Broussel, Viole, le Nain, de Champrond & le Preuost Conseillers, qui l'ont conduit en son lit de Iustice, lesdits sieurs Presidens à ses costez, suiuis des Ducs & Pairs, qui ont pris leurs susdites places, & d'autres Seigneurs. Ledit Seigneur Roy, & ladite Dame Reine placez, le Roy a dit: **MESSEIEURS**, Ie suis venu en mon Parlement, pour vous dire, que suiuant la loy de mon Estat, ie veux desormais en prendre moy-mesme le gouuernement & l'administration : I'espere de la bonté de Dieu que ce sera avec pieté & iustice. Monsieur le Chancelier vous fera plus particulièrement entendre mes intentions.

Et ledit sieur Chancelier après auoir fait la reuerence au Roy, & de luy pris la parole, & remis en sa place, a dit * * * *
Et ayant paracheué son discours, ladite Dame Reine a dit au Roy: **Voix** la neufuiesme année que par la volonté du Roy defunt mon tres-honoré Seigneur i'ay pris le soin de vostre education, & du gouuernement de vostre Estat : Dieu par sa bonté a donné benediction à mon travail, & a conserué vostre personne, qui m'est si chere & precieuse, & à tous vos suiets. A present que la loy du Royaume vous appelle au gouuernement de cette Monarchie, ie vous remets avec grande satisfaction la puissance qui m'auoit esté donnée pour le gouuernement. I'espere que Dieu vous fera la grace de vous assister de son esprit de force & de prudence, pour rendre vostre regne heureux.

Et en suite s'estant inclinée vers ledit Seigneur, il s'est leué

Yyy ij

*La harangue
maque
dans le Re-
gistre.*

& l'a émbraffée; & s'estant remis en sa place luy a dit : MADA-
ME, ie vous remercie des soins que vous auez pris de mon edu-
cation, & de l'administration de mon Royaume. Ie vous prie
de continuer à me donner vos bons auis. Ie desire qu'après
moy vous foyez le chef dans mon Conseil.

Puis Messieurs les Ducs d'Aniou & d'Orleans, & Prince
de Conty sont allez vers ledit Seigneur, où luy ayant fait vne
profonde reuerence, & après eux les Ducs, Pairs & Mares-
chaux de France qui estoient du mesme costé l'ayant salué de
leurs places, aussi-tost ledit Seigneur Roy s'est tourné de l'au-
tre costé où estoient les Ducs & Pairs Ecclesiastiques; le pre-
mier desquels estoit le sieur d'Aumale Archeuêque de Reims,
qui a fait pareille reuerence que lesdits Seigneurs Ducs d'An-
iou & d'Orleans, & les autres de leurs places. Et en suite Mon-
sieur le Premier President, & tous Messieurs les Presidents dé-
couverts, estans à genouil ainsi qu'ils ont accoustumé, aussi-
tost les a fait releuer, & ledit sieur Premier President a dit,
SIRE, * * *

*La hant-
gne manque
au Registre.*

Après, le Roy a commandé par la bouche de Monsieur le
Chancelier que les huis fussent ouverts, & au Greffier de faire
lecture des Edits & Declarations apportées par le sieur Cebe-
ret Conseiller Secretaire du Roy, & principal Secretaire de
Monsieur le Chancelier. Sçauoir vne Declaration dudit Sei-
gneur Roy, donnée à Paris le 7. Septembre audit an 1651.
signée, LOVIS; & sur le reply, Par le Roy, DE GVENEGA-
VD, & seellée sur double queuë du grand seau de cire iau-
ne; contre les blasphemateurs du saint nom de Dieu. Plus vn
Edit donné à Paris audit mois de Septembre, aussi signé,
LOVIS, & plus bas, Par le Roy, DE GVENEGAVD, &
seellé sur lacs de foye du grand seau de cire verte, contre
les duels & rencontres. Item vne autre Declaration dudit Sei-
gneur Roy, donnée aussi à Paris le quatrième dudit mois de
Septembre audit an, signée, LOVIS, & sur le reply, Par le
Roy, la Reine Regente sa mere presente, DE GVENEGAVD,
& seellée sur simple queuë du grand seau de cire iau-ne; par la-
quelle ledit Seigneur auroit dit & déclaré son cousin le Prin-
ce de Condé innocent de tous les auis qui auroient esté don-

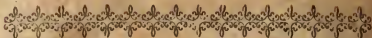
nez audit Seigneur Roy, qu'il tramoit contre son seruice des intelligences tant dedans que dehors le Royaume, avec ses ennemis, & que ledit Seigneur Roy ne les croit pas veritables, au contraire les auroit condamnez comme faux, & artificieusement supposez: veut que tous les écrits qui ont esté donnez sur ce fuet à ladite Cour de Parlement de Paris, & qui ont esté enuoyez aux autres Cours, & à sa bonne ville de Paris, demeurent supprimer, & les auroit cassez & reuoeuez, & annullez comme faux & supposez, sans qu'à l'auenir il en puisse rien estre imputé à sondit cousin le Prince de Condé: ainsi, & comme plus au long le contiennent lesdits Edit & Declaration.

Ce qu'ayant esté fait, les huis ouuerts, Talon pour le Procureur General du Roy a dit * * * & requis qu'il soit mis sur le reply desdits Edits & Declarations, qu'ils ont esté leus, publiez, le Roy seant en son lit de Iustice, pour estre executez aux termes d'iceux, & des Edits & Ordonnances anciennes.

La harangue manquée dans le Registre.

Et aussi-tost Monsieur le Chancelier est retourné vers le Roy, receu sa volonté, pris l'auis de la Reine, de Messieurs les Ducs d'Aniou, d'Orleans, du Prince de Conty, & descendu, pris l'auis de Messieurs les Presidens; après remonté, celuy des Ducs Ecclesiastiques, & en suite des Ducs & Pairs, Mareschaux de France; puis redescendu dans le Parquet, a aussi pris l'auis de Messieurs les Conseillers d'Estat & de ladite Cour: & après lesquels auis pris, ledit Chancelier a remonté vers ledit Seigneur, auquel a fait la reuerence, & à ladite Dame Reine; remis en sa place a prononcé.

LE ROY seant en son lit de Iustice a ordonné & ordonne, Que sur le reply de l'Edit des Duels il sera mis, qu'il a esté leu & publié, ce requerant & consentant le Procureur General du Roy, pour estre executé suiuant les Ordonnances: & sur les deux Declarations, qu'elles ont esté leues, publiées & registrées, pour estre executées selon leur forme & teneur, & copies collationnées à leurs originaux enuoyées aux Bailliages & Seneschaussées de ce ressort, pour y estre pareillement leues, publiées, registrées & executées. Enioint aux Substituts du Procureur General d'y tenir la main, & certifier la Cour auoir ce fait au mois.



QUELQUES ADDITIONS AUX PREVVES
du precedent traité, qui n'ont pû estre inserées
en leur ordre.

CHAR-
LES VI.
Minorité
du Roy.

Sur un different suruenu, si le Roy estant ieune d'âge, & pupille, peut conferer les Benefices sans la presence des Seigneurs de son Conseil.

Extrait des Registres de Parlement, du Vendredy 19. Iuillet 1381.



N T R E Messire Iean des Noyers Prestre d'une part, & Messire Estienne Durseaul d'autre, sur le contenu és lettres de don de Messire Iean, qui dit que le Roy nostre Sire li a donné la chapeline de la Magdeleine de Colomiers en Brie, vacant lors par la mort de feu Messire Guill. de Champagne, & en a esté mis en possession & saisine, veant, present & saehant Messire Estienne; & neantmoins ledit Messire Estienne y a mis empeschement, & s'est opposé: conclud que sa colation soit déclarée bonne & valable; l'empeschement osté, soit tenu & gardé en possession de ladite chapeline, & demande dépens. Messire Estienne dit que le Roy nostre Sire est ieune d'âge & pupille, & pour ce a Gouverneur, & par especial Messseigneurs les Ducs d'Aniou, & de Bourgongne ses oncles; par l'Ordonnance faite par le Roy & Messseigneurs de son sang, le Roy ne peut conferer Benefices sans la presence d'aucun de nosdits Seigneurs, & consentement &c. Messire Iean replique, & dit que le Roy nostre Sire a le gouvernement de son Royaume, & ne sçait rien de l'Ordonnance que Messire Estienne allegue &c. Appointé est que la Cour verra les lettres des parties, s'informerá de l'Ordonnance, considerera les raisons des parties, & fera droit aux sans dessusdites.

*Autres Arrests donnez au Parlement, sur des differens
survenus sur la Minorité du Roy.*

CHAR-
LES VI.
Minorité
du Roy.

LE 19. Aoust 1384. en la cause de l'Euesque de Carcas-
sonne le Procureur du Roy dit, que le Roy après 14.
ans est censé maieur pour son sacre, pour ses hommages, &
que le gouvernement soit en son nom, non pas pour aliener,
ou autres choses.

Le semblable auoir esté iugé contre le Roy au Conseil, le 2.
Aoust 1385.

Le 7. & 18. Aoust 1385. sçauoir en la cause de S. Denys,
si le Roy peut donner à aucun de ses suiets, & abdiquer
de sa Couronne la connoissance qu'il a contre les clerks
de ports d'armes & infractions de sauue-gardes: & remon-
stra le Procureur General, que le Roy estoit mineur, & fal-
loit attendre sa maiorité pour discuter de ce droit.

*Le Procureur du Roy ne veut defendre en vn procès, où il
s'agissoit de sçauoir, si pour la minorité du Roy on doit
surseoir vne question propriétaire faite contre luy. Iugé au
Conseil que non, le 28. Avril 1386.*

CHAR-
LES VI.
Minorité
du Roy.
1385.

Extrait des Registres de Parlement, du Mardy 19. Decemb. 1385.

EN T R E les Religieux, Abbé & Conuent de Motelif d'v-
ne part; & le Procureur du Roy nostre Sire d'aurre part:
Les Religieux requierét vne enqueste faite sur reproches de
témoins, baillez par lesdites parties, étre receuë, veuë & iugée.

Le Procureur du Roy dit, Qu'il est question de la Iustice
du Chastel Iean, & est le debat en action propriétaire, & de
domaine; dit que le Roy est mineur d'ans: requiert que la
cause soit surseiz iusques à ce que le Roy fust âgé. Les Reli-
gieux dient, que il est debat seulement en cas possesioire;
dient que depuis la mort du Roy Charles nostre Sire, dont
Dieu ait l'ame, l'enqueste principale fut receuë du consen-

tement des parties, sans que le Procureur du Roy oppoist la minorité du Roy qu'il oppose maintenant. Dient que publication de témoins a esté faite; & partant appointez par faits contraires sur les reproches, & prefixion baillée pour faire l'enquête: & par ce que dit est, appert que depuis la mort du Roy Charles, pete du Roy nostre Sire qui est à present, le Procureur du Roy s'est opposé à ce que dit est maintenant; & dient que le Procureur du Roy vient contre l'Arrest de la dite Cour: & en verité le Roy n'est point mineur, considéré qu'il a passé quatorze ans. Ce considéré, mesmement la loy que fit le Roy Charles son pere, & alleguent à leur entretenement l'Arrest qui fut prononcé au Parlement d'adiournement passé pour l'Euesque de Carcassonne, contre le Procureur du Roy; & concluent que l'enquête soit receüe, non obstant ce que le Procureur du Roy propose au contraire; & dient que ce que le Procureur du Roy requiert, autoit couleur si la cause estoit entiere. Le Procureur du Roy dit, que le Roy n'est pas âgé, combien que quant à son domaine soit âgé, quant pour auoir son gouvernement nous ne voyons: Car si aucuns *impetrant veniam aetatis à Principe*, pour ce n'a-t-il pas puissance d'aliener son heritage. Et à ce que dient les Religieux, que depuis la mort du Roy Charles le Procureur du Roy a procédé; répond que les parties ont procédé par cette maniere; car supposé que la cause entant que touche le Roy, doit surseoir, toutefois cela n'empêchoit que les Religieux ne procédassent de leur costé: Pareillement il a voulu proceder, afin que les témoins ne mourussent, & ne empêchent pas la requeste du Procureur du Roy, a procédé depuis la mort du Roy Charles, encore n'estoit pas faite l'Ordonnance jurée entre Messieurs les Ducs de Berry & de Bourgogne, de non alienet le domaine du Roy, & touchant l'exemple du chastel de Creol, que demande Monsieur le Duc de Bourbon, & de la Comté d'Ancre, que veut demandet le Comte de Tonnerre, qui ne peut faire de present, obstant la dernière Ordonnance: & par auanture on pourtoit dire, que ce qui est fait depuis la mort du Roy ne vaut, *imò* qui prononceroit Arrest que tout ne vaut rien: conclud comme dessus, & dit qu'il

qu'il peut faire sa requeste en quelque estat que sa cause soit.

Les Religieux dient, que puisque vne fois depuis la mort du Roy Charles, le Procureur du Roy a consenty l'enqueste estre receuë sur le principal, & que l'enqueste a esté faite sur les reproches, iamais le Procureur du Royne doit estre receu à requérir soit sursize : & n'est question que du possesseur de la Iustice du lieu de Malast, & d'un four, comme au cas de l'Arrest de Carcassonne. Le Procureur du Roy dit, que se il a consenty que l'enqueste principale soit receuë, ç'a esté *in fauorem Religionis*, & pourroit maintenant requérir que l'Arrest surseist à prononcer. Appointé est, que la Cour verra les Arrests prononcez en cette matiere, & aussi l'Arrest de Carcassonne; considerera les raisons des parties, ordonnera si la cause surseoira ou non.

*

Arrest de la Cour, par lequel est décidé, que le cours de la prescription n'est interrompu par la minorité du Roy.

Minorité
du Roy.

1551.

Lucius in Arrestis pag. 268.

IN compusandis, circa res Principis, usucapionis temporibus, is prima fronte videri potest, subditis suis longè deteriore esse conditione. His enim tempus minoris ætatis subducitur; illi verò nequaquam. Sed hoc tam variè, quòd ij res suas id ætatis nisi per tutores aut curatores nequeunt administrare; ille autem quandoque Regnum ei obueniat, nulla ætatis habita ratione inauguratur, & de agnatorum sententia Remp. administrat: & semper cum suum, tum etiam publicum actorem habet, in potestate cuius sit quando agat. Quæ fuit eorum pene omnium sententia, qui Principi Druides aduersus Niuernensem Ducem vindicanti indicarunt, ut mihi narrabas ex eis Fr. Briconetus Curia conscriptus. quorum placitum pronuntiatum est 4. Non. Mayj 1551.

4. May
1551.

Cynus a esté de cet auis contre le Roy de France mineur, in l. *Respublica. Cod. ex quib. causis maiores.*

Quelques remarques sur le mesme ſujet.

EN France les minoritez ne ſont pas réglées par le Droit Romain aux païs couſtumiers.

En Champagne & Beauuoisis l'homme eſt maieur à 15. ans pour tenir heritage, faire hommage, & toutes autres choſes, fors appeller ou defendre au combat, où l'âge de 21. an eſt requis, à cauſe de la force du corps.

A Paris, Normandie, Anjou, Touraine, le Maine, &c. l'homme eſt maieur à 21. an, la fille à 15. ans.

Lex Ripuarianorum faite par Thierry ſils de Clouis I. rend les hommes capables à 15. ans d'eſter en iugement : *Lex Longobardorum* à 19. ans.

La minorité a deux degrez, dont le premier quant aux mâles finit avec la tutele à l'âge de 14. ans, & le ſecond commence avec la curatele au 14. an, pour durer iuſques au 25. an.

Celui qui eſt ſous curateur eſt déia comme demy maieur.

La Popeliniere liure 6. de ſon hiſtoire pag. 155. 158. b. de l'edition in fol.

Lieux tirez d'Oldrade, Bartole, & Charles du Moulin, touchant la tutele des Rois, & en quelle année elle finit.

Oldradus Conſilio LII.

QVÆSTIO eſt talis, an tutela Regis finiatur decimo-quarto anno ſiniſo, & an tunc poſſit per ſe adminiſtrare. & quod tutela finiatur pubertate, & ſic decimo-quarto anno, probatur Inſtit. quibus tutela finit. in principio. & videtur quod ſiniſa tutela poterit adminiſtrare. Nam ubi aliquis eſt capax alicuius officij vel dignitatis, poterit illud adminiſtrare, & etiam ad iudicium deducere ſine auctoritate alicuius, per ſe & per alium, dum tamen ſit pubes, & quoad illud legitimam ætatem cenſetur habere. Cum ergo dignitas Regni cadit in eo, ex quo fuerit pubes poterit adminiſtrare : quia

video quòd mulier qua aliàs inhabilis ad iudicandum, tamen in casu ubi est capax iurisdictionis, ut quia habet ex successione, iudicat. Sic dicam in Rege, quòd licet ratione aetatis sit inhabilis, quia tamen hoc habet ex successione, iudicat, & non potest errare propter multos sibi astantes, & propter officia in domo sua ab antiquo ordinata. Imò videtur necessarium quòd ipse assumat regimen, quia propter diffensionem tutorum destructa est terra; nec diffensio ista sedari non potest, nisi ipse regimen assumat, & possunt ei dari assistentes sapientes, de quorum consilio ipse regat.

Sed quòd tutela non finiatur in decimo-quarto anno, sed debeamus expectare finem vigesimi-quinti, videtur probari in libro Legionis li. 3. c. de Orphanis. l. 1. & fi. & in 2. parte lib. 3. c. 15. l. 3. ubi dicitur quòd tutela Regis finitur in vigesimo: imò videtur quòd ante vigesimum-quintum non possit administrare. Nam constat quòd fragile est & infirmum huius aetatis consilium, multorum insidiis expostum; & ideo eis rerum suarum administratio committi non debet: indecorum enim esset, ut hi debeant Remp. gerere, qui non novenerunt gubernare seipsos.

Bartolus ad L. Quidam. D. de Re iudicata num. 13.

QVÆRO pone, uni Regi vel Comiti qui transmittit iurisdictionem ad heredes, succedit pupillus, vel adulus, quis exercebis iurisdictionem? Resp. Tutores eius usque ad pubertatem, ad quos spectat utilis administratio. l. consilio de Curat. furiosis.

Post pubertatem verò ea qua sunt simplicis iurisdictionis administrat per se, quasi sit datus à sciente Principe, qui sic dedit Regnum vel Comitatum, ut transfret ad heredes, ut hic: ea verò qua sunt administrationis non poteris dare, vel facere sine curatore. arg. l. Spuri. § 1. de decur.

Molincus ad § 29. num. 14. Consuetudinum
Parisiensium.

DICENDUM quòd tutela Regis finitur pubertate, ad hoc ut non sitei dandus Curator, sine Règens, aut aliis administratorem, sine unus sen plures superbo vicegerentis nomine, propter effre-

nam ambitionum cupiditatem. Non tamen intendo quod pubes Princeps, siue qua sunt iurisdictionis, siue qua sunt administrationis per se gerere debeat, sed nomine suo gerantur consilio quodam aristocratico: ita temperato, ut nemo eius consilij alios supergredi, nedum coronam capere audeat. Harum rerum non desunt exempla domestica. Inter hac Editum Caroli V. quo statuitur primogenitum Regis Francorum regni administrationem recipere debere, cum decimum-quartum ageret annum: non tamen sequitur, quin ante decimum-quartum annum non solum liceat, de quo non dubitatur, sed etiam quandoque expediat Regem coronari & inungi: sicut apud nos Ludouicus IX. & Carolus VIII. impuberes uicti & coronati sunt. sed hoc ad intimidandum factiosos pro tempore factum est. Non enim potest subditis, nec statibus Regni, nec Reip. iurare quam debet fidelitatem, & iustitia integritatem quam ignorat, nec curat minus quam Rex scenicus.

Non expedit tantam potestatem vel administrationem in alium vel alios, velut proprio & prerogato iure transferri, propter magna inconuenientia que inde oriri possent: qua tamen suspicio non habet locum in filio primogenito Regis captiui vel mente impotis, quid illum expedit regimen Regni suscipere etiam proprio iure, cum sit persona suspicione carens, simultatibus & inuidia caterorum Principum & aulicorum minime obnoxia, ut experientia docuit in Carolo V. patre Ioanne captiui; nec tunc in illo requiritur maior aetas viginti-quinque annor. sed aetas sufficit consilij capax, puta septemdecim vel viginti annorum. nec subest periculum, cum prudentum consilio utitur.

Sacre du
Roy Philip-
pes Auguste
II. du vi-
uant de
Louys le
Jeune son
pere.

1179.

Louïs le Jeune VII. du nom fit sacrer son fils Philippes
Auguste II. du nom de son viuant.

LUDOVICVS Christianissimus Rex Francorum pene septuagennarius Parisius in Palatio Dom. Mauritij Episcopi Parisiensis generale Consilium omnium Archiepiscoporum, Episcoporum, Abbatum, necnon Baronum totius Regni conuocauit; ubi residentibus omnibus Rex ingressus oratione facta ad Deum, deinde vocatis sigillatim Archiepiscopis, Episcopis, Abbatibus & Principibus, communicauit eis consilium, quod Philippum filium suum Adeodatum cum consilio

eorum & voluntate in Regem Francorum sublimare volebat. Audientes autem Prelati & Principes voluntatem Regis, omnes unanimiter clamauerunt dicentes, Fiat, Fiat; & sic solutum est Consilium.

Peu après il fut sacré à Rheims, assistant Henrico Rege Anglia, & ex vna parte coronam super caput Regis Francia ex debita subiectione humiliter portante, cum omnibus Archiepiscopis, caterisque Principibus, & vniuerso Clero & populo, clamantibus, *Vivat Rex. cuius atas erat quatuordecim annorum.* Il n'est fait nulle mention des Pairs.

Louis le Jeune fut enterré en l'Abbaye de Barbeau près Melun, où la Reine sa veufue fit faire vn superbe tombeau, quel Auteur compare à l'œuvre de Salomon.

Ce lieu est extrait d'un ancien M S. de S. Denys, qui est vne compilation des Chroniques posterieures à Nangis, tirées de Sugger, Rigord &c. commence l'an 1037. & finit 1270. L'Auteur vivoit du temps de S. Louis.

IN Chartulario S. Martini de Campis Paris. In Charta Ludovici Regis de exaltatione servorum; il y a: *Actum Paris. anno incarnationis Verbi 1110. unctionis nostre secundo.*

Sacre du Roy.

Et en la confirmation: *Actum Parisius anno 1111. anno vero consecrationis nostre tertio.*

*Extrait d'un liure de la Bibliotheque du Roy, intitulé
histoire de la Toison d'or, fait par Guil.*

Num. 639.

Eu. de Tournay, chap. 122.

De Loys aîné fils de Philippes le Bel.

CE Roy Loys différa son sacre par aucun temps après le trépas de son pere, auquel temps mourut le Pape, & l'Archeuesque de Rheims aussi. Pour ce il voulut attendre qu'il y eust nouveau Pape, & nouvel Archeuesque à Rheims. Mais ce temps pendant il regna comme s'il fut sacré, & aussi comme le droit & coustume le donnent.

Sacre.

In Chartulario S. Martini de Campis Paris. anno 1106. Hu-
Zzz .iiij

Rex desfi-
gnatus.

bertus Silvanctensis Episcopus, intercedente Dom. Ludonico tam in Regem designato.

DES REGENS.

EN vn titre de Philippes I. pour S. Germain des Prez, de l'an 1061. *pro villa de Cumbis in Briacensi territorio.*

Domino Henrico Rege obeunte, dum ego Philippus filius eius admodum parvulus regnum vnà cum matre suscepissem, plurimi ex proceribus nostris, in quorum tutela, & nos, & regnum nostrum esse decebat.

Ex Chartulario S. Martini de Campis Paris. In nomine S. & indinidux Trinitatis. Ego Philippus gratiâ Dei Rex Francorum &c. In pago Veelenfi duo altaria &c. pater meus Rex Henricus concessit; ego autem fauente matre, atque Comite Balduino Regia domus curam gerente; eadem altaria prefata Ecclesie regio suæ aternaliter possidenda concedo. Datum Aureliani anno 1065. Regni autem Philippi Regis 5.

Titre de S. Denys 1060. de Philippes I. S. Roberti Regis fratris, V. S. Ingelranni Regis custodis.

Ex Chartulario S. Martini de Campis Paris. Theobandus Comes Blesensis Regni Francorum procurator.

1251.

Serment fait à la Reine Blanche Régente en France, mere du Roy S. Louïs, par les Citoyens de Paris, pendant l'absence du Roy son fils.

ANNO Domini 1251. die Luna ante natinitatem B. Ioannis Baptiste Parisiis in presentia Blance Dei gratiâ Francorum Regina illustris, Philippi Archiepiscopi Bituricensis, I. Episcopi Ebroicensis, Domini Stephani de Sacrocasare, Domini Gausfredi de Capella Francia Panetarij, Domini Petri de Ernancurte, Domini Almauri de Menduno, Magistrj Guillelmi de Senonis, Stephani Decani B. Aniani Aurelianensis, & multorum aliorum militum, clericorum, & aliorum, fecerunt* omnes Parisienses tale iuramentum, quod seruabunt pacem vlla bona fide pro posse suo de omnibus gentibus; & quantum ad omnes gentes, tam clericos, quam laicos, & quod

* al. ciues

illi vel illis, quem vel quos Domina Regina dimittet in custodia villa, obediens quantum ad seruandam pacem predictam, & ad faciendam iustitiam si opus fuerit: & quod si aliquod maleficium fieret in villa, non se subtrahens, quin possint perhibere testimonium veritati, nisi in videndo posset eis ipsis periculum * imminere: & quod dicent veritatem de maleficiis, quando fuerint requisiti; & quod malefactores & turbatores pacis nominabunt in secreto illi vel illis, qui villam ex parte Domina Regina custodient.

* al. periculum cor-
poris

Parcil serment fait à la Reine Blanche
par l'Vniuersité de Paris, 1251.

VNIVERSITAS Magistrorum Parisiensium eisdem die & anno fecit legi coram Domina Regina eiusmodi scriptum, & promiserunt quoddam iuramenta, de quibus in eo fit mentio, a magistris & scholaribus facerent renouare, & iurare quod seruarent pacem villae bona fide pro posse suo de omnibus gentibus, quantum ad omnes gentes tam clericos quam laicos. Quod factum fuit eadem septimana; quod scriptum sic incipit: Promissum est pro communi utilitate totius studij Parisiensis, quod vniuersi studentes Parisini, tam magistri quam scholares in Theologia, Decretis, Medicina, Artibus, Grammatica, sacramento obligabuntur, quod omnes tam clericos quam laicos, tam viros quam feminas, ex quorum mala vita pax studentium in predictis facultatibus impeditur, reuelabunt in secreto Parisensi Episcopo, vel eius Officiali seu Cancellario infra octo dies, si potuerint, postquam sciuerint. Qui Episcopus, Officialis, Cancellarius bona fide promittent, quod nullas personas nominantes vel denuntiantes reuelabunt, seu manifestabuntur. Item promissum est, quod quilibet regens in predictis facultatibus sit per predictum sacramentum obligatus, quod nullum diffamatum de mellicia frequenti, raptorem mulierum, fractorem hospitiorum, de nocte errabundum, furem, latronem publicum, homicidam petet tanquam scholarem liberum, si contigerit eum capi à Praeposito Parisensi, vel eius mandato, vel ab Episcopo, nisi bona fide credat eum modo quo petit liberari, eum esse liberandum. Si quis vero seu magister seu scholaris ad predicta per iuramentum in publica se noluerit obligare, non reputabitur esse de Vniuersitate, nec beneficiis Vniuersi-

tatis gaudebit. Bachalarij verò Decretales & leges legentes se speciali iuramento obligabunt, quòd sacramentum recipient ab illis qui illos audient, secundum formam prius annotatam; & quicumque iurare noluerit, non recipietur ab eis in scholis: super hoc ab iisdem Bachalariis, & ipsis non recipientibus præstato iuramento. Qui auditores legum & decretalium, nec etiam alij, nisi alicuius magistri actu regentis bis ad minus in septimana scholas intraverint, scholares nullatenus reputentur; & si eos capi contigerit, nec per aliquem magistrum, nec per Vniuersitatem repetentur. Ad hac autem facienda obligabuntur bidelli tam communes quàm speciales, cuiuscunque fuerint facultatis, proprio iuramento. Modus autem repetendi scholares captos, talis erit apud magistros artium; quòd scholares capti magister cum duobus magistris regentibus, quibus constet quòd sit scholaris, accedet ad Præpositum, & scholarem suum repetet. Quòd si reddere denegauerit, dictus magister significabis hoc Rectori Vniuersitatis, & tunc Rector eum nomine Vniuersitatis repetet. Et si Præpositus eum reddere noluerit, tunc recurrit Rector ad Cancellarium, & postremò ad Episcopum vel Officialem eiusdem. In aliis autem facultatibus unusquisque magister scholarem suum repetet pro se, & si necesse fuerit, publicabitur & renouabitur forma ista per scholas ad minus bis in anno, videlicet circa festum omnium Sanctorum, & circa Carnipriuium.

Pairies tenuës du Regent de France comme du Roy. 1316.

DECLARATION d'Eudes Duc de Bourgogne en qualité de Pair de France, par laquelle en receuant la Princesse Iehanne fille du Roy Louïs Hutin, & de Marguerite de Bourgogne sa sœur, des mains de Philippes (le Long) Regent les Royaumes de France & de Nauarre, il se charge d'en faire faire l'education par sa mere, avec promesse de ne la point laisser marier sans le consentement d'iceluy Regent, ou du Roy qui sera; & veut en cas qu'il y eust failly, auoir forfait tout ce qu'il tient du Roy, ou du Regent à cause du Royaume, en estre iugé, condamné ou déclaré en la maniere qu'il est accoustumé à iuger Pair de France, & que ledit Regent ait tel pouuoir au iugement & au procès comme le Roy, se
il

il y estoit & gouvernoit le Royaume. Fait l'an 1316. le Meccredy après la Magdeleine.

Ceux qui ont traité des Regences.

BELLEFOREST Tome I. de son histoire de France li-
ure 111. chap. 21. pag. 421. fol. Pag. 638. y. liure
iv. chap. 1. de la Regence de la Reine Blanche. Pag. 541.
y. & 542. liure 111. chap. 59.

BELLEFOREST Tome I. chap. 150. liure v. pag. 1286.
où il traite du différent & des brigues pour la Regence après
la mort du Roy Louis XI. Du droit des Regences sur le
mesme suiet, liure v. chap. 152. pag. 1294. 1295. 1296. &c.
Liure vi. chap. 92. pag. 1617. y.

LA POPELINIERE dans son histoire a fort amplement
traité cette matière des Regences, minoritez & maioritez
des Rois, & de seuf Conseil, liure v. depuis la page 153.
iusques à la page 161.

Dans ce mesme liure il y a les réponses qui furent oppo-
sées au traité de du Tillet de la Maiorité sous François II.
De la Maiorité du Roy Charles IX. liure x. pag. 369. y.
370. 371. &c. du mesme Auteur.

M. JEAN DV TILLET Greffier du Parlement a fait
vn traité des Regences, avec les Inuentaires des pieces qui
s'en trouuent dans le Tresor des Chartres du Roy. Part. 1. p.
275. & 285. de ses œuvres in quarto Paris. 1618. Partie 11.
pag. 52. 58. 60.

CHOPPIN liure 111. du Domaine chap. 5. a aussi par-
lé des Regences.

M. D'AVTEVILA fait vn traité de la Regence de la
Reine Blanche mere de S. Louis 4° 1644.

M. DV TILLET a fait aussi vn traité des Sacres & Couronnemens de nos Rois & Reines, avec l'Inuentaie des piéces du Tresor des Chartes du Roy, p. 259. de ses Oeuures in quarto 1. partie.

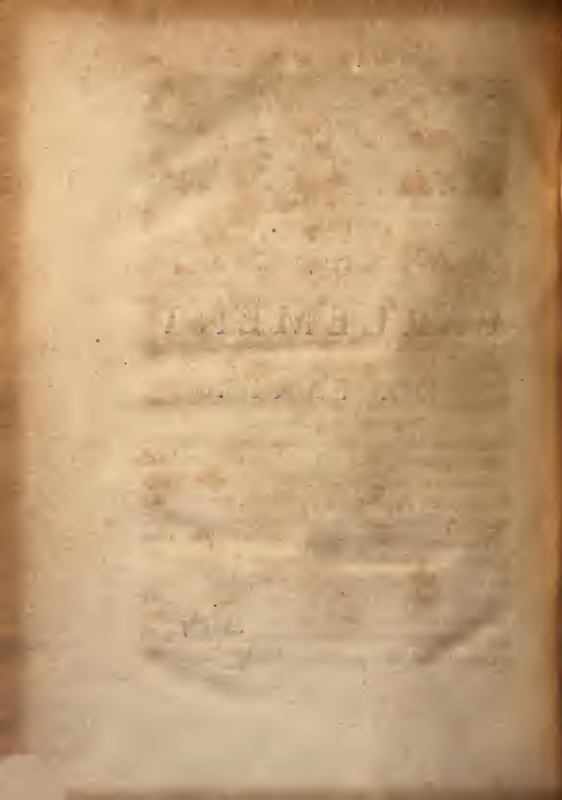
Faut aussi voir sur cette matiere du Sacre des Rois & Reines, le Ceremonial de France mis en lumiere par Monsieur GODEFROY, I. Tome chap. 1. in fol. 1649. où l'on trouuera tout ce qui a esté obserué sur cette matiere.

FIN.



D V
PARLEMENT
DE PARIS.

Aaaa ij





DV
PARLEMENT
DE PARIS.

ANCIENNEMENT la iustice se rendoit en vne assemblée de gens élus par les Rois, qu'on a depuis appellé *Parlement*: & ce mot de *Parlement* n'a esté en vsage qu'environ le temps de S. Louis.

Les personnes le plus souuent se changeoient à chacun Parlement.

Du temps de S. Louis, & de son fils, on tenoit en temps de Paix trois, & quelquefois quatre Parlemens par chacun an.

Philippe le Bel arresta, que durant la Paix il n'y auroit que deux Parlemens, l'un en esté, l'autre en hiuer; & durant la guerre vn seulement en hiuer.

Du temps du Roy Philippe fils de S. Louis, il n'y auoit aucun lieu certain établey pour le Parlement, ny aucun nombre de personnes. Les Princes, ou les grands Seigneurs y presidoient, ou les Prelats.

L'O N dit que ce fut Philippes le Bel qui arresta le Parlement à Paris en l'année 1302.

D'autres ont écrit que ce fut Louïs Hutin en 1315.

P O U R les translations du Parlement : la premiere fut durant Charles V I. à Poitiers, lors que les Anglois estoient maistres de Paris, où ils furent dix-huit ans, & y auoient aussi leur Parlement.

Du regne de Charles V I I. l'an 1456. quand il fit faire le procès à Iean Duc d'Alençon, le Parlement fut transferé à Montargis, & puis à Vendosme, où l'Arrest fut donné contre ledit Duc, le 10. Octobre 1458.

Du temps de la Ligue en 1589. le Parlement de Paris fut transferé à Tours, & vne Chambre à Châlons : la Ligue ne laissoit pas neantmoins d'auoir son Parlement à Paris.

T O U T ainsi que sous Charlemagne & ses successeurs, l'on n'entreprenoit rien de consequence qu'en vne assemblée de Prelats & de Barons, pour prendre vne bonne resolution : Aussi le Parlement arresté à Paris, il fut trouué à propos, que les volonteze generales de nos Rois ne fussent tenuës pour Loix & Edits, qu'elles n'eussent esté verifiées & emologuées au Parlement. Chose veritablement digne de la Majesté d'un Prince, que nos Rois quoy qu'absolus ayent d'ancienne institution voulu reduire leurs volonteze sous la ciuilité de la Loy, & en ce faisant que les Edits passassent par cet ordre public : & encore cho-

se merueilleuse, que depuis que quelque Ordonnance a esté publiée & verifiée en Parlement, les François y obeïssent sans murmurer; comme si cette Compagnie estoit le lien qui vnit l'obeïssance des suiets avec le commandement de leur Prince.

La Cour de Parlement de Paris a de tout temps telle force en ce Royaume, que l'autorité du Prince semble resider en elle, & les trois Estats du Royaume sont tenus & obligez à ses Arrests.

Ce Parlement conserue en soy la dignité Royale, & si quelqu'un a à chercher la Maïesté Royale en quelque lieu, il ne la peut rencontrer qu'en cette Compagnie, qui defend la reputation du Roy contre ses ennemis, qui les fait punir comme rebelles, qui fait iustice à ses bons suiets, qui fait reluire sa dignité entre les estrangers, qui donne force à ses loix en son Royaume : tellement que qui veut diminuer l'autorité de cette Compagnie, ne le peut faire sans se rendre criminel, sans rabatre de l'autorité du Roy & la dignité de son Estat.

Aussi les Princes estrangers traitans avec nos Rois, n'ont iamais manqué, reconnoissans de quelle autorité est cette Compagnie, de stipuler particulièrement & expressement, que les traitez seront verifiez & publiciez dans le Parlement de Paris seulement, & quelquefois dans tous les Parlemens du Royaume.

Les traitez d'Arras 1435. de Conflans 1465. de Peronne 1468. d'Arras 1482. de Senlis 1493. de Cambray 1508. de Blois 1510. de Paris 1514. de Noyon 1516. de Madrid 1526. de Cambray 1529. de Crespy 1544.

de Chasteau en Cambresis 1559. de Veruins 1598. qui sont tous traitez faits avec la Maison de Bourgogne, avec la Maison d'Austrie, & le Roy d'Espagne. Il en est de mesme de ceux qui ont esté traitez avec les Rois d'Angleterre, & nouvellement les trois traitez faits avec le Duc de Lorraine y ont esté verifiez : & ainsi des autres : ce qui est vne grande prerogative d'honneur, & vne marque d'autorité, reconnu non seulement en France, mais par tous les Princes voisins.

Vol. 58.

En l'année mil quatre cens douze l'Vniuersité de Paris iointe avec le Preuost des Marchans, accompagnez de beaucoup de peuple, fit plainte à la Cour, les Chambres assemblées, sur les desordres de l'Estat, & dissipation des finances, & que le Roy auoit trop grand nombre de Conseillers tres-insuffisans, à quoy il falloit mettre ordre : prièrent la Cour de se ioindre à eux pour faire cette poursuite, & baillerent quelques articles. Sur quoy la Cour dit, en les loüant de leur zele, qu'attendu l'estat de la Cour qui est souveraine & capitale, representant le Roy sans moyen, est tenuë faire iustice si requise en estoit, ne se pouuoit ioindre ny faire partie, mais aideroit en tout ce qu'elle pourroit ; & la Cour estoit preste, lors qu'il plairoit au Roy de mander à tel & tels de la Compagnie, de les enuoyer, pour faire avec les requerans du mieux qu'ils pourront.

Le Parlement de Paris estoit anciennement appelé *Curia Francia*, *Io. Faber ad l. 1. C. de summa Trinit.*

En

En l'instruction sur le stile de la Cour, il y a: *Curia Parlamenti est superior & capitalis Regni Francia, & in ea resortiuntur per appellationem omnes terra & dominationes Regni Francia.*

Io. Galli quæst. 296. *Curia Parlamenti est superior omnium & capitalis.*

Dans les lettres de Charles VI. aux Presidens, pour regler le nombre des Procureurs, du 13. Novembre 1403. la Cour de Parlement est appelée *suprema & capitalis fons & origo totius Iustitiæ Regni Francia* Ces lettres sont dans Ioly aux additions sur le liure des Offices de Loiseau 1. liure p. 142. & au Registre de la Cour fol. viii. xiiii.

L'on a demandé si dans des Lettres patentes du Roy, qui sont adressées à tous Iusticiers Royaux, le Parlement y estoit compris. Par Arrest de l'an 1384. il fut dit qu'il y estoit compris, & que la Cour estoit comprise dans des lettres d'Estat, quoy qu'elles ne luy fussent adressées, parce que ceux du Parlement *sunt Iustitiarij regij.* D'autres ont estimé au contraire, *quia Curia Parlamenti Regem representat, & loquitur Rex in factis Curia, & communiter non recipiuntur in Curia tales literæ, nisi esset aliqua causa specialis.* c'est ce qu'a remarqué Io. Galli quæst. 18.

Le Roy Louis XI. fit vn Edit le 2. Sept. 1474. par lequel il voulut que tous Arrests & Iugemens du Parlement de Paris fussent mis à execution en tous lieux, tant és limites des Parlemens de Bourdeaux, Thoulouse, que ailleurs, sans lettres de Pareatis; descendant à tous Iuges sur peine de priuation de leurs

Offices, & de cent mares d'or, d'en prendre connoissance, sous pretexte que les parties soient dans les limites desdits Parlemens.

Aux lettres de confirmation du Parlement, données par le Roy Charles VIII. en Septembre 1483. il y a ces paroles: *La Cour de Parlement, qui est la Cour souveraine & capitale de nostre Royaume, pour discuter & déterminer en souverain ressort les matieres qui touchent les droits de la Couronne de France, aussi les causes de Pairs de France, les Regales, Eueschez, & autres grandes causes & matieres de Prelats & grands Seigneurs de nostre Royaume, & toutes les appellations qui sont interictees en icelle, & pour punir & corriger tous abus faits sous couleur de iustice.*

Le mesme Roy par ses Lettres patentes du mois d'Auril 1485. pour faire ressortir ceux du Duché de Bourgogne au Parlement de Paris, dit: *Que ses predecesseurs ont ébably le siege de la dignité & maiesté Royale en la ville de Paris, ville capitale du Royaume, où ils ont ébably vne Cour souveraine, appelée la Cour de Parlement, de laquelle le Roy est le Chef; qu'en icelle & non ailleurs se doit tenir le lit de Iustice, & sous le Roy, le Chancelier y preside: & du corps de la Cour sont les Pairs de France. Que la moitié des Conseillers de ladite Cour sont ou doivent estre gens d'Eglise, afin qu'icelle Cour comme mixte eust la connoissance du possessoire des Eglises cathedrales, Abbayes, & autres Benefices du Royaume; aussi du petitoire & possessoire des Benefices vacans en Regale, & autres grands droits. Que ladite*

Cour generalmente peut faire iustice aux gens du Roy, & demeurans en son Royaume, en dernier ressort & souverainement: & qu'à ladite Cour, & non à autre appartient la connoissance des Pairs, & de leurs terres & seigneuries.

L'Euesque de Langres le 10. Decembre 1487. refusa le Premier President en vne affaire qui deuoit estre iugée en la Cour, & dit quelques paroles qui l'auoient pû offenser. La Cour iugea que le Premier President demeureroit iuge, & fut remonstré audit Euesque, qu'il ne deuoit ainsi parler au Premier President, qui represente la personne du Roy.

Le President Baillet en faisant réponse de la part de la Cour, à ce qu'auoit dit le Chancelier du Prat en presence du Roy François I. estant en ladite Cour, dit que la premiere institution de la Cour fut faite par le Roy Philippes de Valois, qui ordonna ladite Cour seoir & resider en cette ville de Paris, comme la capitale du Royaume, du 5. Feurier 1516.

Vol. 115.

Aux Remonstrances que la Cour fit au Roy François I. le dernier Iuin 1523. sur ce que sa Maiesté vouloit établir vn Parlement à Poitiers: le Roy auoia qu'il en auoit eu le dessein, & que l'on luy en promettoit cent cinquante mille escus; mais qu'il n'y pensoit plus, connoissant, leur dit-il, l'antiquité de ladite Cour, qui est la principale de toutes les Cours souveraines de son Royaume, en laquelle sa personne est tousiours représentée.

Le Parlement connoist des causes de Pairs, quoy que les Pairies soient situées en d'autres prouinces, & hors de son ressort.

B b b b ij

Lors des grandes diuisions , qui ont souuent agité ce Royaume , chacun party a voulu auoir son Parlement , ne iugeant pas pouuoir subsister sans vne Compagnie de cette qualité. Iean Duc de Bourgogne chassé de Paris s'empara de plusieurs villes , & établit vn Parlement à Amiens, sous le nom & l'autorité de la Reine Isabeau de Bauiere, où il enuoya pour chef Philippes de Moruillier , qui auoit vn seau, & tout ce qui estoit necessaire pour autoriser cette Compagnie.

Monstrelet.

Les Anglois possedans la ville de Paris y maintindrent le Parlement , & le Daufin se retirant , & faisant vn corps considerable dans l'Estat , ordonna & établit pour le fait de la Iustice vn Parlement à Poitiers , composé de ceux qui s'estoient retirez du party Anglois , qui demeura vingt ans durant dans Paris. Le Daufin , qui fut depuis le Roy Charles VII. reünit ces deux Parlemens. Il en fut fait de mesme durant la Ligue : ceux qui tenoient ce party demurerent dans Paris ; les autres sortirent de la ville , & le Roy Henry IV. établit son Parlement à Tours , & vne Chambre à Chalons. Les Espagnols chassés de Paris , le tout fut reüny.

1419.

Extrait d'un ancien Coustumier de France M.S. qui est en la Bibliothèque du Roy , num. 2104. fol. 55.
parlant des Assesuremens.

Mais ie suis en doute se les autres Iuges Royaux ont cette autorité sur les clers. Car il n'est pas du tout de prendre exemple aux Iugemens & autres exploits de Parlement. Car

la Cour n'est liée ne obligée à aucune loy, ne aucun stile: tellement que elle ne puisse faire le contraire quand il luy plaist. Car c'est la Cour capitale du Royaume, & le Roy est Empereur en son Royaume, & y peut faire loix. & établissemens, & défaire, se il luy plaist. Mais les autres Cours sont liées aux stiles.

LORS que le Roy Henry IV. fit venir Monsieur le Prince de Condé de S. Jean d'Angely, pour le faire voir à la Cour près de luy, comme son successeur à la Couronne, il creut ne pouuoir en donner des marques plus fortes, que de faire députer à cè ieune Prince des principaux du Parlement, pour le saluer en cette qualité de futur successeur à la Couronne & le plus proche. *Faut voir à la page 496. ce qui se passa en cette action.*

L'ON a remarqué que la reputation & l'estime de cette Compagnie a esté si grande, que les Rois & Princes l'ont choisie pour terminer leurs differens.

1244. l'Empereur Federic II. se soumit au iugement du Parlement, pour les grands differens qu'il auoit avec le Pape Innocent IV. mais le Pape ne voulut pas en faire de mesme pour ses pretentions.

1312. le Parlement fut iuge du differend pour le Comté de Namur, entre Jean Comte de Namur, & Charles de Valois, frere du Roy Philippes le Bel. L'Arrest qui interuint est de l'an 1320. contre Charles de Valois.

Philippes Prince de Tarente, & le Duc de Bour-

Bbbb iij

Du Mon-
lin sur le sti-
le de la Cour
pag. 1.

Voyez la
harsogue
du Chancel-
lier Olivier
au Parle-
ment, à la
fin de ce
traité.

gogne se soumirent au iugement du Parlement, pour le regard des dépenses qui auoient esté faites pour le recouurement de l'Empire de Constantinople. L'Arrest fut donné, le Roy present, au Parlement en faueur du Prince de Tarente.

Le Duc de Lorraine, & Guy de Chastillon son beau-frere choisirent le Parlement, pour iuger les differens qu'ils auoient pour le partage des biens situez en Lorraine, & ailleurs. Ce qui fut décidé par Arrest de l'an 1345.

L'an 1390. le Daufin & le Comte de Sauoye choisirent le Parlement, pour iuger leur differend pour l'hommage du Marquisat de Salusses, qui fut adiugé par Arrest audit Daufin; & en suite par vn autre Arrest ledit Comte fut condamné en deux cens mille liures d'or, pour restitution des fruits, dommages & intersts. *V. Io. Galli quæst. 201.*

Du temps de Charles VI. ceux de Cambray furent appelez au Parlement, pour n'auoir pas obey aux Arrests de ladite Cour; enfin ils comparurent & firent satisfaction.

L'an 1403. quelques Seigneurs Espagnols apporterent à ladite Cour les traitez faits entre les Rois de Castille & de Portugal, pour y estre publiez les huis ouuerts: ce qui fut fait, & en eurent vn acte.

Il faut examiner ces exemples, & en auoir les preuues autres que l'autorité de Du Moulin, duquel le Chancelier a copié tout ce qu'il en a dit en sa remontrance.

Le 9. Decembre 1486. le Roy demanda auis à la Cour, s'il deuoit receuoir le Marquis de Salusses à la

foy par Procureur : l'auis est dans le registre de la Cour de ce iour.

En l'année 1552. le Roy Henry II. voulut auoir l'auis des principaux du Parlement, sçauoir si l'administration & gouvernement du Royaume d'Escoffe deuoit estre sous le nom & titre de la Reine d'Escoffe, Vol. 33.
tant entrée seulement au douzième an de son âge, sans attendre les douze ans accomplis. Trois Presidens, onze Conseillers, & les Gens du Roy donnerent leur auis par écrit.

Le Grand Maistre de Rhodes, Emery d'Amboise, vint saluer la Cour, & prendre congé, auant que partir pour aller à Rhodes, le 27. Mars 1503.

Le Duc de Cleues & de Gueldres vint faire la reuerence à la Cour, comme l'honneur luy appartenoit, se recommanda, & ses affaires à ladite Cour. Ce sont les termes du registre du dernier Iuin 1541.

Le 9. Feurier 1562. vn Conseiller de l'Empereur, accompagné d'un Secretaire de la Chambre du Roy, vint à la Cour, où estant assis fit vne harangue en Latin : qui porte, Que l'Empereur luy auoit commandé d'offrir de sa part toute sorte de bienueillance à la Compagnie, en l'exhortant de donner au Roy en cette occasion des conseils pour la conseruation de l'ancienne amitié qui est entre le Royaume tres Chrestien, & la nation Allemande ; & après donna vn paquet. Sur quoy il fut arresté, qu'il luy seroit répondu en François, & que le paquet ne seroit ouuert, & enuoyé au Roy : ce qui fut prononcé audit Ambassadeur.

Le Cardinal de Pise Legat, le 14. Auiil 1414. fut au

Parlement, & y apporta quatre-vingts dix nominations, ou graces expectatiues, que le Pape enuoyoit aux Gens dudit Parlement, qui furent acceptées.

Le Cardinal de Gondy auant qu'aller à Rome fut prendre congé de la Cour, offrant ce qui estoit en sa puissance. 1588. Le Card. de Tournon en fit de mesme en l'année 1549.

Ce qui fait voir le haut point d'autorité, est qu'en plusieurs occasions le Parlement de Paris a ordonné de la Regence du Royaume.

En l'année 1380. Charles V. mort laissa Charles VI. âgé de douze ans. Louïs Duc d'Aniou pretendoit auoir la Regence, & l'eut seize iours seulement, *estant* troublé par les Ducs de Berry, & de Bourgogne. Sur cette contestation le Parlement fut assemblé, où les Grands, les Prelats & Barons estoient; où le Duc d'Aniou fit faire diuerses propositions: les Princes pretendans, & ledit Duc nommerent des arbitres pour terminer ce differend. Ces arbitres decident l'affaire ordonnans du gouuernement.

L'an 1408. tout le Parlement fut au Louure, où estoit la Reine, le Daufin, & les Princes, Seigneurs, & Bourgeois de Paris: & là fut publié par l'Aduocat du Roy la puissance donnée par le Roy à la Reine, & au Daufin, sur le gouuernement du Royaume, le Roy absent ou malade.

En l'année 1574. le Premier President de Thou, lors que la Cour verifia les Lettres de la Regence pour la Reine mere Catherine de Medicis, dit que le Roy Charles IX. auoit preuenu en cette nomination de
Re-

Regence tant l'office des Princes du Sang, que de ceux du Parlement, & en l'Arrest sur lesdites lettres il y a:
Que la Reine Mere à la priere des Princes du Sang, & Pairs de France, & des Presidens & Conseillers de la Cour, commis à cette fin, auoit accepté la Regence.

En l'année 1610. Henry IV. ayant esté assassiné, le Parlement s'assembla à l'instant, & nomma la Reine mere Marie de Medicis pour estre Regente du Roy Louïs XIII. son fils: ce qui fut confirmé le lendemain par le Roy, accompagné de ladite Dame, des Ducs & Pairs, tenant son liét de Iustice. Il est à noter que ladite Dame, & le Conseil qui estoit près d'elle au Louure, auoit enuoyé quelques notables personnages pour presser le Parlement de resoudre & arrester cette nomination à l'instant de la mort du Roy. Neantmoins le Chancelier de Sillery en prononçant l'Arrest, le Roy tenant son liét de Iustice, voulut à dessein ne point faire mention de l'Arrest de la Cour donné le iour precedent; mais estant pressé par le Premier President de Harlay, il fut obligé de dire, *en consequence de l'Arrest de la Cour donné le iour precedent.*

Chacun sçait ce qui s'est passé à la declaration de la Regence de la Reine Anne d'Autriche mere de Louïs XIV. & comme le Parlement la regla de la sorte qu'elle passa sans aucune contestation:

Les liêts de Iustice qu'ont tenu nos Rois dans le Parlement pour des causes graues & importantes, sont encore vne tres-grande marque de la maiesté & autorité de cette Compagnie.

Depuis ces derniers siecles, nos Rois ont tenu leur

liet de Iustice , pour publier des Edits pour la plupart burseaux ; mais leurs predecesseurs en vsoient autrement , car Charles V. tint son liet de Iustice deux fois , la premiere contre le Prince de Galles , l'autre contre Iean V. Duc de Bretagne.

Charles VI. contre Charles II. Roy de Nauarre.

Charles VII. contre Iean Duc d'Alençon.

Charles VIII. contre Louïs Duc d'Orleans , & le Duc de Bretagne.

François premier deux fois , contre l'Empereur Charles V. comme Comte de Flandre. contre le Connestable de Bourbon plusieurs fois. Pour le fait de la Religion , & vne fois demandant conseil de ce qu'il auoit à faire en suite du traité de Madrit.

Henry II. tint trois fois son liet de Iustice pour mettre ordre à la Iustice de son Royaume , & vne autre fois , où il declara les raisons qui l'obligeoient à faire la guerre à l'Empereur Charles V.

Le Roy Charles IX. fut au Parlement pour la publication des Edits contre ceux de la Religion pretenduë reformée.

Pour le Roy Henry III. l'on ne l'a point veü au Parlement , que pour y faire verifier des Edits , qui alloient à la foule du peuple ; ce qui a esté suiuy en ces derniers temps.

Il y a l'Edit de la Maiorité du Roy Charles IX. qui fut publié à Roüen en l'année 1563. où ce Prince tint son liet de Iustice. Cette action comme tres-celebre fut vn peu trauersee par le Parlement de Paris , qui fit ses efforts pour faire qu'elle fust faite dans le Par-

Voyez cy-
deuant pa-
ge 352.

lement ; mais inutilement. Ceux qui gouvernoient pendant la Regence , & qui continuerent après la Maiorité, rechercherent cette occasion pour abatre en quelque chose l'autorité du Parlement , & pour se venger de cette Compagnie qui auoit souuent rabatu leurs mauuais desseins.

Ceux du Parlement ne manquerent en cette occasion de représenter leur droit , & comme tous les grands establissemens de la Maiorité des Rois , & tous autres appartenans au gouvernement de ce Royaume, auoient esté publiez dans leur Compagnie, & que c'é-^{1375.}
toit comme vne loy fondamentale dans le Royaume; ^{1392.}
que rien n'est tenu pour bien estably, s'il n'a passé par ^{1407.}
cette formalité tenuë essentielle & necessaire.

Les Gens du Roy en l'année 1563. lors qu'il fut question de cette declaration de la Maiorité du Roy Charles IX. entre autres choses remonstrerent à la Cour qu'il estoit besoin de représenter au Roy en quelle recommandation la Cour du Parlement sous son autorité a esté non seulement en ce Royaume, mais aussi en toutes les parties d'Orient & d'Occident; & mesme que c'est la vraye & seule Cour de ses Pairs, en laquelle il a accoustumé tenir son liët de Iustice, & laquelle, comme disoit Charles VII. représente la vraye & solide image de la maiesté & dignité de sa Iustice; & que les Seigneurs estrangers pour la dignité d'icelley ont eu recours en leurs differens, comme estant vn vray oracle, & exemple d'equité, prudence & integrité.

LE serment des Pairs ne se fait qu'en la Cour, comme

aussi les sermens des grands Officiers, Grand Panetier, Mareschaux de France, Grand Veneur, Connestable, Admiral, & autres.

Plusieurs Grands ont receu à beaucoup de grace d'y estre Conseillers d'honneur. Le Cardinal de loyuse, le Cardinal de Richelieu & autres. Cet honneur ne se confere par nos Rois qu'à ceux qui ont beaucoup de faueur.

Vol. 647. LES Registres sont pleins, que pour le refus fait par les Chanceliers de sceller des lettres, non seulement d'appel, mais toutes autres lettres de Iustice, la Cour ordonnoit que les lettres seroient scellées du signet de ladite Cour.

Vol. 115. LE 16. Aoust 1532. deux Escheuins de la ville de Paris ont prié la Cour d'enuoyer tel nombre de Conseillers de la Cour, qu'elle a accoustumé enuoyer, pour voir proceder à l'élection d'un Preuost des Marchans, & deux nouueaux Escheuins. Le Premier President répond que la Cour y enuoyera selon qu'elle a accoustumé. Extrait des Registres du Parlement.

IL n'y a que ceux du Parlement qui doiuent porter des robes rouges aux enterremens des Rois & Reines. Registres. 1558.

LES gens du Parlement ne doiuent ny peage, ny traueurs pour victuailles, bois, foin & prouisions. Ordonnat. Antiq. fol. 4. 23. & 96.

Exempts des entrées des choses croissans sur leurs heritages, par Ordonnance de Charles VI. 1397. & 1400.

Exempts du quatrième & autres impositions pour ce qui vient de leur crû. *Ordin. Antiq.* fol. vii^{xx}. & vij^{xx} xj. vij^{xx} xvj. & vii^{xx} xviii.

Exempts des decimes du Pape, Charles VI. 1411. *Ordin. Antiq.* fol. 240. 257.

de la decime accordée au Roy, fol. 290.

de la decime pour le voyage du Concile de Constance, fol. 295.

Exempts du Ban & Arriereban, *Ordin. antique* fol. 248. 257. Ordonnances Barbines, fol. vi^{xx} v.

Louïs XI. vol. 1. fol. 82. & vol. 2. fol. viij^{xx} ix. & ix^{xx} xvij.

Charles VIII. fol. iv^{xx} iv. l'an 1484.

Exempts du Ban & Arriereban, & de bailler par declaration leurs fiefs, terres & seigneuries.

Exempts du huitième du vin vendu en détail de leur crû, Louïs XI. vol. 1. fol. vii^{xx} xiiij.

Exempts de la decime octroyée à Madame la Regente, 1. vol. de François I. fol. 436. 2. vol. de Franç. I. fol. 375. & 38.

Arrest du 15. Octobre 1442. au registre du Conseil du Parlement de la S. Martin 1441. à la fin dudit registre.

Ordonnance de Louïs XI. 5. May 1465. qui declare les Conseillers de la Cour exempts, quoy qu'ils ayent fiefs, d'enuoyer aucuns gens d'armes à leurs dépens en son armée.



H A R A N G V E

DV CHANCELIER OLIVIER,

*prononcée au Parlement de Paris, le Roy**y seant, le 2. Iuillet, 1549.*

MESSIEURS, Le Roy nostre souuerain Seigneur estant venu à la Couronne par le decez du feu Roy son pere, Prince de tres-heureuse memoire, n'a rien eu en plus grande recommandation, que de pourvoir en premier lieu aux affaires de son Estat, qui luy estoient plus importans; Parquoy incontinent après son Sacre, alla visiter en personne sa frontiere de Picardie, pour voir & reconnoistre luy-mesme les villes & Places fortes; entre autres sa ville de Ardres, le Fort construit près Boulogne, & certains lieux, où il entendoit faire construire nouveaux Forts; aussi pour voir luy-mesme à l'œil les forces qu'il auoit en Boulonnois, tant de gens de pied que de cheual. Auquel voyage il donna si bon ordre à ce qui estoit necessaire pour la reparation de Ardres, & du Fort de Boulogne, & à la construction d'aucuns nouveaux Forts tres-necessaires, que cette frontiere qui en auoit bon besoin, a du tout esté mise en seureté. Depuis l'esté suiuant, il alla visiter en personne ses Pays de Bresse, Sauoye, Piedmont, & Marquisat de Saluces; Qui sont tous Pays de frontiere de telle importance que chacun sçait, où il a esté tellement pourueu aux fortifications des Villes & Places, & encore à la construction d'aucuns Chasteaux faits tout de nou-

ueau, & au gouuernement & administration des Pays, és choses qui le meritoient, que le tout a esté réduit en tranquillité & seureté, au grand bien de son Estat, & contentement de tous ses suiets. Durant lequel temps au lieu de prier Dieu pour le Roy, qui sans épargner sa personne, & santé, procuroit les choses appartenantes au bien & profit de son Royaume, & de ses suiets, vne partie de la Guyenne s'oublia tellement, qu'elle prit les armes, tua les Officiers du Roy, & mesmement son Lieutenant en Guyenne: Pour reprimer laquelle rebellion, & vanger vne si grande offense, le Roy fut contraint d'y enuoyer des plus grands personnages de son Royaume, avec bonne force de gens de cheual, & de pied, qui en tres-peu de temps, après auoir fait punir les principaux de cette rebellion, composerent l'estat de cette Prouince, & Pays adiacens, & le reduisirent en tranquillité, par telle prudence, dextérité & diligence, que le Roy en a esté grandement satisfait. Ayant donques le Roy pourueu, comme j'ay dit, aux choses appartenantes à son Estat, il s'est retiré en cette ville capitale de tout son Royaume, où après auoir fait son Entrée, & celle de la Reyne, en telle magnificence que la grandeur de sa Maieité Royale le merite, il a bien voulu venir visiter ce lieu, & cette Compagnie, & l'honorer de sa presence, afin de donner autorité à la Iustice souueraine de ce Parlement, qui est la Cour des Pairs de France, & l'une des plus anciennes Cours & Iurisdiccions que l'on sçache en toute l'Europe; & qui tousiours a eu le plus de reputation, tant entre

*Quand le
Parlement
de Paris a
commencé.*

les suiets du Royaume, que entre les estrangers. Et combien qu'il ne soit pas fort connu par les Histoires, ny par les anciens Registres, en quel temps commença, & fut erigé ce Parlement, & comme la Justice souveraine de France se administroit auparavant; Toutefois il est assez confessé que d'ancienneté elle se rendoit en vne Assemblée de genselleus, & mandez par le Roy, qu'on appelloit Parlement; lesquels se changeoient le plus souuent à chacun Parlement. Du temps du Roy Saint Louïs, & Philippes son fils, on tenoit en temps de Paix trois ou quatre Parlemens par an. Philippes le Bel les reduisit à deux Parlemens en temps de Paix; dont l'un se tenoit en esté, l'autre en hyuer: Et durant la guerre se tenoit vn seul Parlement en temps d'hyuer. Il est certain que du temps du Roy Philippes, fils du Roy Saint Louïs, il n'y auoit encore aucun lieu certain estably pour le Parlement, ny aucun nombre; Bien y presidoient les grands Princes, & grands Seigneurs, ou Prelats. Le Roy Philippes de Valois fut celuy qui premier reduisit le Parlement au nombre de soixante-cinq, c'est à sçauoir vingt pour la Grande Chambre, & quarante pour les Enquestes, & cinq pour les Requestes. Et depuis en l'an 1342. la Grande Chambre fut cruë iusques au nombre de trente, sans les Presidens: Et furent aussi les Maistres des Requestes reduits au nombre de quatre. L'autorité du Parlement a esté long-temps si grande, que toutes chosess'y consultoient, & s'y passioient: Les Eglises demandoient congé au Roy en son Parlement d'é-
lire

*De l'au-
torité du
Parlement
de Paris.*

lire les Euesques après la mort de leurs Prelats. Les matieres des combats s'y vuidoient, comme assez appert par l'Arrest donné l'an 1309. entre le Comte de Foix, & le Comte d'Armagnac; Par lequel fut dit, qu'il n'y auoit lieu de combat entre eux, parce qu'il se trouua preuue des choses qu'ils mettoient en auant. Et par autre Arrest Guillaume de Marcilly, qui estoit du Parlement, estant appelé au combat par vn qui le chargeoit d'auoir esté corrompu par argent en vne Commission qu'il auoit eüe, fut absous du combat, parce qu'il estoit du Parlement, & que les sieurs du Parlement estoient exempts de combats. Et en l'an 1351. le combat fut ordonné au Parlement entre Jacques d'Archoy, Cheualier, & Jean Picart Cheualier, son beau-pere; lequel Jacques auoit fait proposer deuant le Roy, que son beau-pere par force, faussement, & en trahison, auoit connu charnellement par plusieurs fois sa propre fille, femme dudit Jacques, comme elle-mesme auoit souuent confessé de sa pure volonté, sans aucune force ou contrainte; Et ledit Picart alleguoit que Jacques son beau fils, meu par ialousie, auoit denoncé cette chose contre luy; & ce que sa femme en auoit dit & confessé, il luy auoit fait dire par force, par sortiliges, & enforcellemens. L'opinion, & l'estime du Parlement des Pairs, estoit telle par toute la Chrétienté, que communément les grands Princes estrangers se soumettoient volontairement au Iugement de ce Parlement. L'Empereur Frideric II. estant entré en grands differends & debats avec le Pape Innocent

*Comme les
estrangers se
sont soumis
au Iugement
du Parlement
de Paris.*

IV. iusques à venir aux armes, en façon que le Pape l'auoit priué de l'Empire au Concile de Lion, soumit au iugement du Roy, & de ses Pairs, en son Parlement tous les differends qu'il auoit avec le Pape. Du temps du Roy Philippes le Bel, en l'an 1312. le differend du Comte de Namur fut decidé au Parlement, & ne refusa point Iean Comte de Namur se soumettre au iugement du Roy, & de son Parlement, encore qu'il eust pour partie Charles de Valois, frere du Roy, qui pretendoit ladite Comté luy appartenir; & fut l'Arrest donné contre Charles de Valois. En l'an trois cens vingt Philippes Prince de Tarente se soumit au iugement du Parlement, pour vn differend qu'il auoit avec le Duc de Bourgogne, touchant certains frais qu'il conuenoit faire pour le recouurement de l'Empire de Constantinople: Et fut l'Arrest donné, le Roy present, & seant en son Parlement, au profit du Prince de Tarente. Ce Prince de Tarente fut celuy qui peu après, par Iugement du Parlement, amenda les iniures qu'il auoit dites au Chancelier de France. En l'an 1342. fut donné Arrest au Parlement entre le Duc de Lorraine, & Guy de Chastillon, qui auoit épousé Dame Marie de Lorraine sa sœur, sur le differend qu'ils auoient ensemble touchant le partage de ladite sœur, tant au Duché de Lorraine, que autres terres, dont ils s'estoient volontairement soumis au iugement du Parlement. En l'an 1390. le Daufin de Viennois, & le Comte de Sauoye se soumirent au iugement du Parlement, touchant le differend de l'hommage du Marquisat de Saluces, & de plusieurs places

& seigneuries contentieuses entre eux, lequel Iugement fut donné au profit du Daufin. Et par autre Arrest le Comte de Sauoye fut condamné enuers le Daufin, pour restitution des fruits, dommages & interests, en deux cens mille francs d'or. Du temps du Roy Charles V I. ceux de Cambray furent appelez au Parlement pour certains excez par eux faits au mépris d'aucuns Arrests : Et combien qu'ils ne fussent suiets au Parlement, toutefois pour la grande reputation de la Cour, ils comparurent, & plaiderent, & enfin reparerent les excez. Et d'assez fraische memoire * aucuns Cheualiers Espagnols apporterent au Parlement vn traité fait & passé entre le Roy de Castille, & le Roy de Portugal, pour le faire publier à huis ouuerts : Ce qui fut fait, & eurent acte de la publication. La pluspart des anciennes Ordonnances sont faites au Parlement, le Roy y seant, ou autre de par luy. Et par la rigueur, & seuerité d'icelles, on voyoit le grand soin & zele qu'il auoit au bien & honneur de la Iustice, & qu'elle fust non seulement administrée en toute equité, mais encore hors de tout soupçon ; la pluspart desquelles Ordonnances on a relasché peu à peu. Du temps de Philippes le Bel nul ne pouuoit estre Bailly, ne Seneschal, ne Iuge Mage en la Prouince où il y auoit grande partie de son heritage, ou de ses parens & amis charnels. Du temps du Roy Louïs Hutin, de nulle cause pendante au Parlement, les Conseillers ne receuoient auertissement, ne paroles priuées en leurs maisons, ne ailleurs, qui leur en voulust parler, mais seulement au

* Vne copie
met en l'an
1402.

*Les procez
n'assistent
commadrez
en particu-
lier aux Cō-
seillers du
Parlement.*

Parlement les parties presentes plaidantes, & mon-
strant leurs droits; & n'eussent osé boire ny manger
en la compagnie des Procureurs, ny Aduocats des
parties: Si l'enqueste faite par vn Commissaire de la
Cour estoit mise au neant par sa faute, il estoit tenu
rendre les deniers qu'il auoit receus pour faire ses dé-
pens. Du temps de Philippes de Valois l'Euesque d'A-
uranche au refus fait par le Chancelier de luy sceller
vne lettre, les fit refaire, & sceller du seau secret du
Roy; lesdites lettres furent annullées par le Parlement,
& luy condamné en l'amende. Du temps dudit Phi-
lippes de Valois fut ordonné au Parlement, qu'il n'y
auroit nuls Prelats deputez pour tenir le Parlement.
Et est la raison de l'Ordonnance couchée en ces ter-
mes; Car le Roy fait conscience d'empêcher les Pre-
lats au gouuernement de leur Spirituel, & veut auoir
en son Parlement gens qui y puissent entendre con-
tinuellement sans en partir. Ce sont les termes de l'Or-
donnance, qui iusques à present a esté gardée soi-
gneusement. Toutes lesquelles choses monstrent as-
sez l'ancienne autorité & integrité du Parlement, &
de la Cour des Pairs de France, où le Roy, & les grands
Princes de son Royaume assistoient souuent, & fai-
soient deliberer la pluspart des matieres d'importance:
iusques à ce que le Roy Iean voyant que les matieres
d'Etat ne s'y traitoient en tel secret comme elles me-
ritoient, & d'ailleurs que la pluspart des affaires de la
Iustice, & des procez des suiets tomboient à la char-
ge du Parlement, vint à limiter la connoissance &
iurisdiction du Parlement: Ordonnant que de là en

*Ordonnan-
ce du Roy
Iean, que
la Cour du
Parlement
ne se mesle-
ra des affai-
res d'Etat.*

auant ils connoistront seulement des causes des Pairs de France, & des Prelats, Chapitres, Communautez, & personnes qui par priuilege, ou vsance ancienne auoient leurs causes commises en la Cour du Domaine du Roy en propriété, & des appellations du Preuoost de Paris, Baillifs, Seneschaux, & autres Iuges ressortissans nuëment en la Cour : & dès lors ne furent aucunes matieres d'Estat traitées en la Cour, sinon par commission speciale, ains se mesla la Cour du fait de la Iustice seulement, selon les termes de l'Ordonnance du Roy Iean : Mais pour cela elle ne perdit pas la renommée de son integrité, vertu & equité, ains demeura en grande reputation, tant pour les vertus & sçauoir des personnes, dont le Parlement estoit composé, & pour l'equité de leurs Iugemens, que pource aussi que les Rois qui ont esté tousiours amateurs de la Iustice, leur ont tenu la main, les faisant obeïr, & preseruans de tous torts, & iniustices leurs suiets, desquels ils ont la garde & protection, sous la main de Dieu, qui est selon mon auis vne des plus grandes louüanges, que ayent iamais acquis les Rois de France: Car la vraye & solide gloire du Roy est de soumettre sa hauteur & maiesté à Iustice, à rectitude & à l'obseruance de ses Ordonnances. Dieu mesme ne se permet point chose qui ne soit equitable & droituriere, & ne se retiendrait plus le nom de Dieu s'il faisoit autrement: Partant ne peuuent les Rois faire chose plus haute, plus Royale, & plus diuine, outrepassant les vertus communes, que de se conformer à Dieu le plus qu'ils peuuent au fait de l'administra-

tion de la Iustice. La Republique, comme dit Platon, est heureuse, en laquelle le Prince est obey d'un chacun, & luy obeit à la Loy, & la Loy est droite, & regardant au bien public; on ne scauroit décrire plus court un Royaume florissant. Alexandre de Macedoine ayant perdu vne cause par Iugement militaire, remercia les Iuges de ce qu'ils auoient preferé la iustice à toute sa Monarchie, & dignité Royale. Le Roy Charles V. fit un acte plus memorable, & digne d'être recité par tous les siècles: Il auoit priué dix personages de leurs Estats & Offices sans l'auoir merité; & depuis connoissant qu'il leur estoit fait tort, prononça de sa propre bouche son Arrest, digne d'un si grand Roy; declarant ce qu'il auoit fait nul, sous ces termes: *Nous, sans en auoir esté requis, ains de nostre pur, & noble Office Royal, auquel appartient rappeler & corriger, tant nostre fait, comme l'autrui, toutes les fois que nous connoissons que en iceluy iustice a esté blessée, ou peruertie, spécialement en greuant & opprimant l'innocent; Auons déclaré la priuation par nous faite, & ce qui s'en est ensuiuy, auoir procedé de fait tant seulement, & non de droit, ny de raison, ains auoir esté obtenüe par fausse suggestion, & tres-grande importunité, & comme par impression, & non pas de nostre franche volonté. Et combien que le Prince iuste & prudent soit comme vne loy viue & parlante, & qu'il serue plus pour le bien & administration de la Iustice, que toutes les loix & Ordonnances écrites, qui sont sourdes & muettes; si est-ce que si les ministres de la Iustice sous luy sont mal choisis, & autres qu'ils ne doiuent, on ne doit rien espe-*

rer qui vaille en vne Republique, quelques bonnes loix qu'il y ait : Et partant est besoin de les choisir avec grand iugement ; autrement les fautes qu'ils commettent sont imputées aux Princes qui les ont pourueus * : Le sçauoir, la prudence, & l'integrité les doit recommander, & non autre chose. Il est raisonnable de preferer les vieux aux ieunes, d'autant que les anciens, pour auoir l'vsage des choses, sont communément plus sages, & ont leurs passions plus moderées, & la vieillesse leur rend enuers le peuple quelque autorité plus que aux ieunes. Ceux qui sont auares, & ceux qui n'ont du tout rien n'y sont pas propres, non plus que aux Offices, & autres Estats dont la charge est perilleuse. Scipion, qui fut surnommé *Numantius*, ainsi que l'on deliberoit au Senat de Rome qui l'on deuoit enuoyer en l'administration de certaine grande Prouince, & que la pluspart des voix inclinoit principalement sur deux Senateurs : Interrogé de son opinion, répondit, Qu'il n'estoit pas d'auis d'enuoyer ny l'un ny l'autre : Pource, disoit-il, que l'un n'a rien, & rien ne suffit à l'autre. Or MESSIEURS, pour faire fin, le Roy nostre souuerain Seigneur de sa part, tiendra tousiours la main à ce que iustice regne en son Royaume, & soit obeye, & prendra le plus d'auis qu'il pourra en l'élection des Ministres, & en cette loüange ne cederà point à ses ancestres Rois, mais s'efforcera de les surpasser, comme en toutes autres vertus Royales : Partant restera de vostre part de suiure la bonne intention du Roy, faisant iustice à ses sujets, sans acception de personnes, sans haine, sans

* *al. pto-
meus.*

*Des causes
criminelles.*

vengeance, sans faueur, sans corruption : De façon que vos Iugemens d'eux mesmes representent vne manifeste sainteté & equité; & que vous soyiez tousiours prests d'en rendre bonne raison au Roy, quand le cas le meritera. Es causes criminelles souuenez-vous que la Republique est vn corps, & qu'on ne doit point couper vn membre, si le corps peut estre autrement guery. Souuenez-vous aussi d'autre part de l'ancien Prouerbe, qui dit, *Qui parcit malis, perdere vult bonos*, qui pardonne aux mauuais, perd les bons: Les pauures & ceux qui n'ont point d'appuy doiuent estre soulagez par l'humanité des Iuges: Prenez garde que les Loix & Ordonnances du Roy ne soient point comme *rissuës* d'araignées, où il n'y a que les mouches qui y soient prises. C'est vne grande honte, dit Ciceron, quand en vne Republique les vns sont griéuement punis, & les autres pour vn mesme fait ne sont pas seulement appellez en Iustice. La seuerité des Loix doit estre principalement exercée contre les Iuges, s'ils sont malversans, soit de vostre corps ou d'ailleurs: Les impostures, preuatications, tergiuersations, & autres fraudes des Procureurs, sont dignes de grande punition, & ne doiuent estre dissimulées: Vostre Iustice soit si briüe, que le trauail & la dépense des parties ne monte point plus que la cause: Gardez que d'un Arrest ne naissent plus de procez que auparauant, & que au lieu d'en sortir, les parties ne se retrouuent en plus grand trauail, & dépense qu' auparauant: Ce qui est aduenü souuent, & dont plusieurs bonnes maisons ont esté ruinées. Il n'y a rien qui tant fasse de festimer la Iustice, & les Ministres.

nistres. Pour cette cause Caton, qui fut surnommé *Censor*, homme graue, & de grande autorité, comme on deliberoit au Senat de faire orner magnifiquement les Cours, & Auditorioires de Rome, & construire des galeries pour tenir à couuert les parties, il fut d'opinion qu'on deuoit pauer de chausses-trapes toutes les Cours, & Auditorioires, afin que nul n'en approchast, non plus que d'un dangerueux rocher. En somme, MESSIEURS, faites que vostre bonne Iustice soit conneuë par tout le Royaume, conseruant cette bonne opinion que vos ancestres ont acquise par leurs vertus & integritez, & déchargeant enuers Dieu la conscience du Roy, & la vostre; & en ce faisant vous aurez la grace de Dieu, celle du Roy, & de son peuple: Et faisans autrement, le Roy y pouruoirra, de façon que la peine & la honte demeurera sur ceux qui l'auront meritée.

FIN.



Eccc

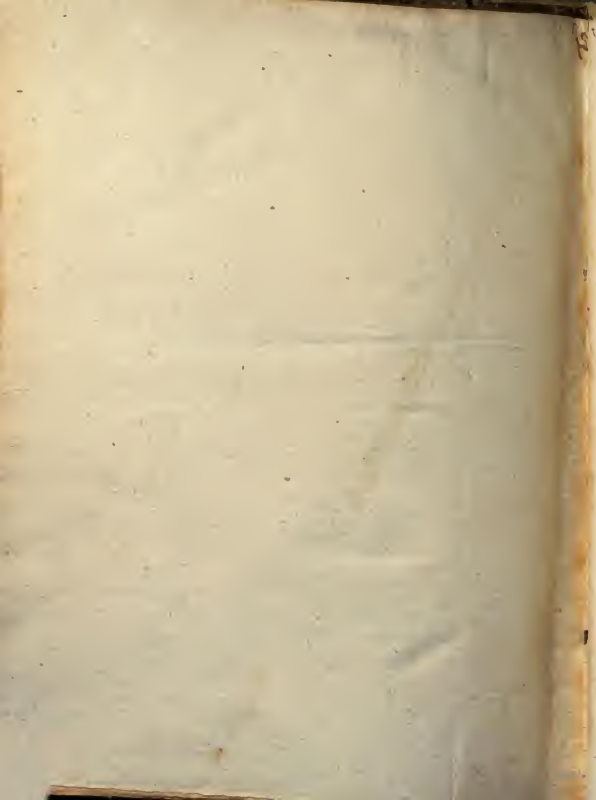
FAUTES A CORRIGER.

PAGE 7. l. 8. *si en contra*, lisez en vn mot *encontra*. p. 182. lig. 26. honnesté, lisez honnesteté. pag. 203. ligne 7. opportunité, il semble qu'il faut lire importunité. pag. 236. lig. 22. puis par, lisez puisque par. page 261. ligne 2. fix lisez vn. pag. 395. lig. 6. reftriquer, lisez reftriquer. pag. 418. vers la fin Pothinus, lisez Photinus. p. 428. lig. 10. la Molle, lisez la Mole. pag. 436. lig. 8. Du Mortier Euesque de Valence, lisez Du Mortier, de Monluc Euesque de Valence. pag. 464. lig. 7. Lauerdin, lisez Lauardin. pag. 483. lig. 22. & serangent l'vn près del'autre de leur Pairie: faut lire, & se rangent l'vn près de l'autre selon l'ordre de leur Pairie. pag. 497. lig. 15. eust, lisez l'eust. pag. 499. vers. sur la fin, Boucher, lisez Bouchet. p. 504. lig. 39. sur la fin, lisez à Monpensier: Et quoy. pag. 516. lig. 17. après ce mot Longueil, faut adiouster Presidens. pag. 548. ligne 4. aristocratico: ita temperato, faut oster les deux points.



VAJ
1537266





141

3

24

